



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

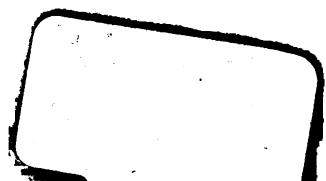
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

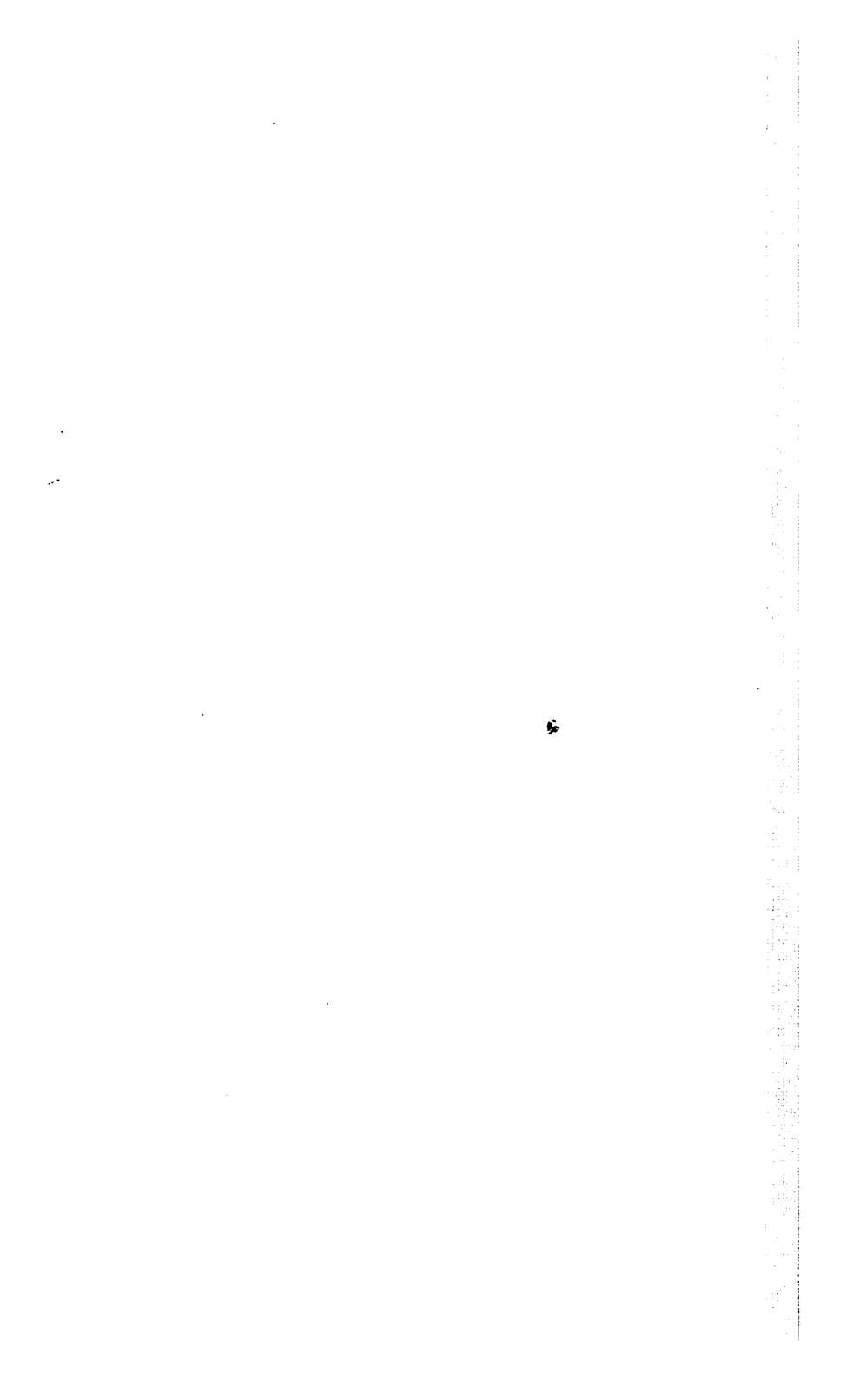
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

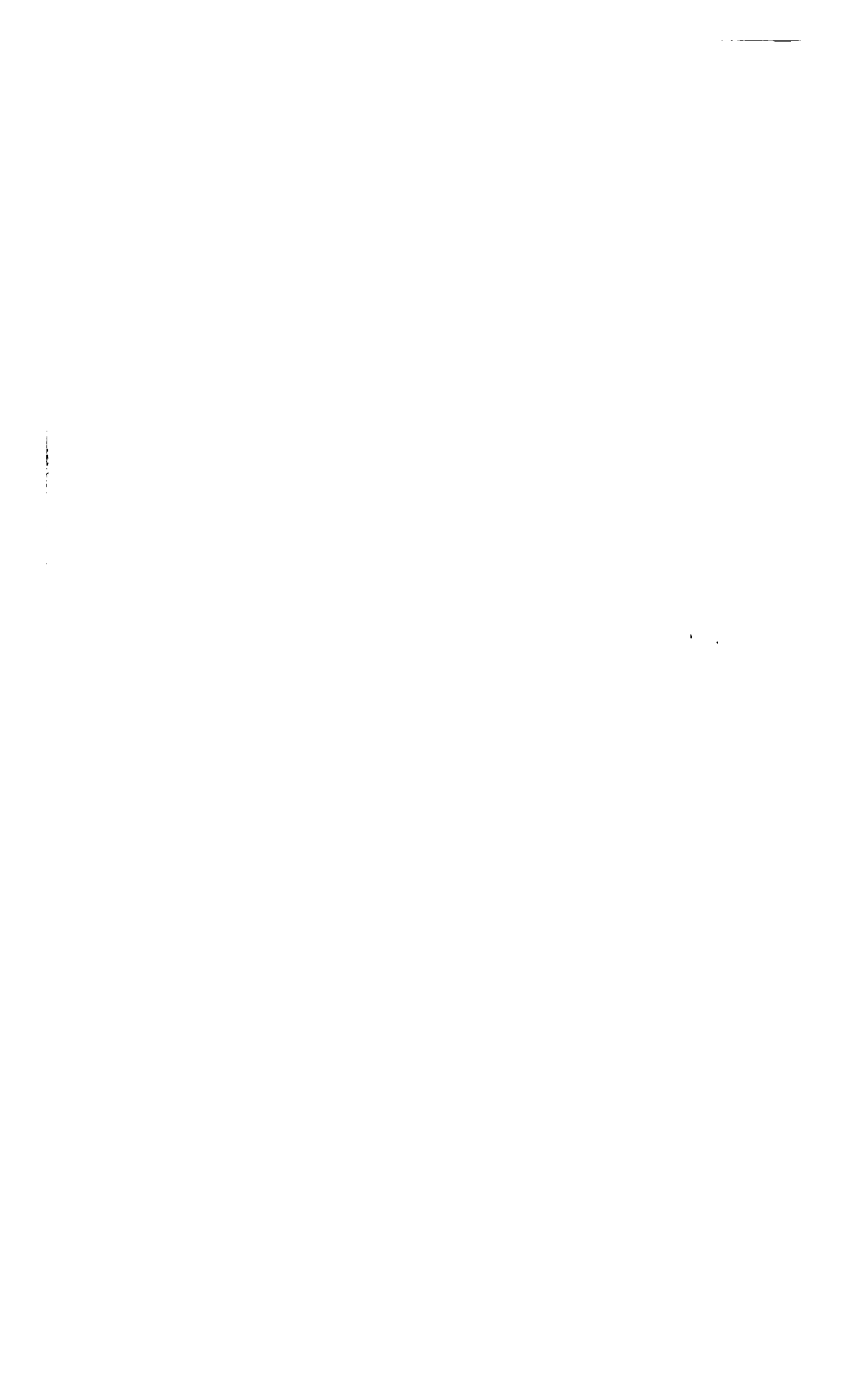
À propos du service Google Recherche de Livres

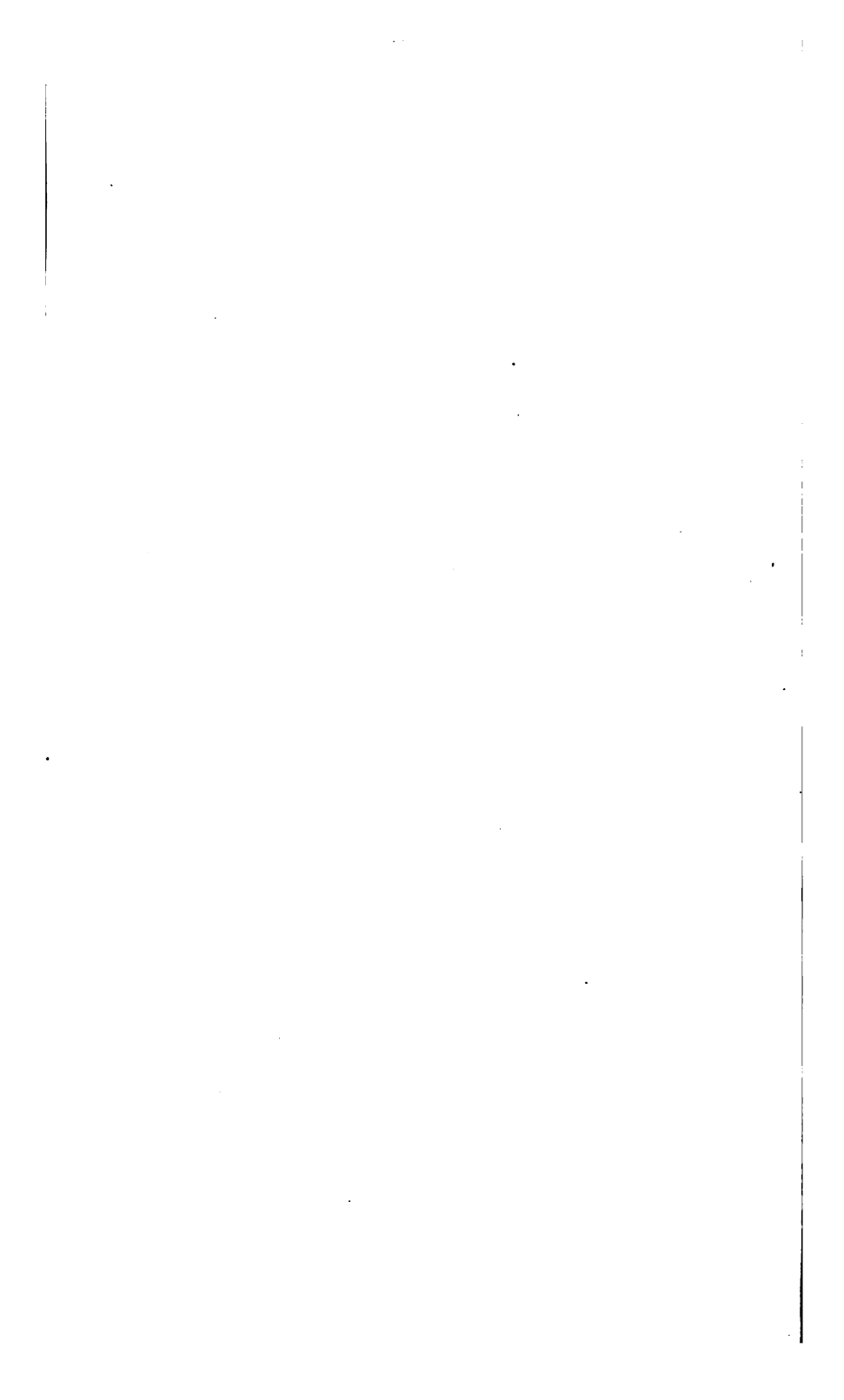
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



K. D. D.
Bellevue







BULLETIN

**DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,
ÉCONOMIE PUBLIQUE; VOYAGES.**

TOME XIV.

LISTE
DE MM. LES COLLABORATEURS
 DE LA VI^e SECTION
DU BULLETIN UNIVERSEL DES SCIENCES
ET DE L'INDUSTRIE (1).

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE. *Collab.* : MM. de Blossenville, Coquebert de Montbret (C. M.), Denaix (DEN.), Depping (D-c.), de Férussac (F.), L. de Freycinet, Levillain, de Rossel, Lesueur-Merlin.

GÉOGRAPHIE ANCIENNE ET COMPARÉE. MM. Barbier du Bocage, Champollion-Figeac, Depping (D-c.), Letronne, Abel Rémusat, Walckenaër (W-r.).

TOPOGRAPHIE, GÉODÉSIE, PLANS, CARTES de toute nature. MM. Augoyat, de Blossenville, Brué, Denaix (DEN.), de Férussac (F.), Francœur, L. de Freycinet, Levillain, Lesueur-Merlin, Walckenaër (W-r.).

STATISTIQUE, ARITHMÉTIQUE POLITIQUE, ÉCONOMIE PUBLIQUE, ET COMMERCE. MM. Aubert-de-Vitry, Berthevin, Bottin, de Châteauneuf, Coquebert de Montbret (C. M.), Depping (D-c.), de Férussac (F.), baron Fourier, Jolivot, Lesueur-Merlin, de Montvéran, Moris, de Pétigny, Sylvestre, Tardif, Villard, Villermé, Villot, Warden.

VOYAGES. MM. Aubert de Vitry, Coquebert de Montbret (C. M.), Depping (D-c.), Dezos de la Roquette, de Férussac (F.), L. de Freycinet, E. Héreau, Lesueur-Merlin, Albert-Montémont, de Rossel, Walckenaër, Warden.

Rédacteur principal, M. AUBERT DE VITRY.

(1) Ce Recueil, composé de huit sections, auxquelles on peut s'abonner séparément, fait suite au *Bulletin général et universel des annonces et des nouvelles scientifiques*, qui forme la première année de ce journal. Le prix de cette première année (1823) est de 40 fr. pour 4 vol. in-8°, ou 12 numéros, composés de 10 feuilles d'impression chacun.

PARIS. — IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,
 RUE JACOB, N^o 24.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES, ÉCONOMIE PUBLIQUE; VOYAGES.

6^e SECTION DU BULLETIN UNIVERSEL,

PUBLIÉ

SOUS LES AUSPICES

De Monseigneur le Dauphin,

PAR LA SOCIÉTÉ

POUR LA

PROPAGATION DES CONNAISSANCES

SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES,

ET SOUS LA DIRECTION

DE M. LE BARON DE FÉRUSSAC.

TOME QUATORZIÈME

(PREMIER VOLUME SUPPLÉMENTAIRE DE 1828.)



A PARIS,

AU BUREAU CENTRAL DU BULLETIN, rue de l'Abbaye, n° 3;

Et chez M. ARTHUS-BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.

Paris et Amsterdam, chez MM. DUFOUR ET D'OCAGNE.

Paris, Strasbourg et Londres, chez MM. TREUTTET ET WURTZ.

1828.





BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES, ÉCONOMIE PUBLIQUE; VOYAGES.

(1^{er} VOLUME SUPPLÉMENTAIRE.)

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

1. MÉMOIRE SUR LES RÉSULTATS MOYENS DÉDUITS D'UN GRAND NOMBRE D'OBSERVATIONS; par M. le baron FOURIER. (*Recherches statistiques sur la ville de Paris*, etc., Tom. III, 1826.)

I. L'étude des propriétés du climat, celle de la population et de la richesse agricole et commerciale exigent le plus souvent que l'on détermine la valeur numérique moyenne d'une certaine quantité. On observe, ou l'on extrait des registres publics, un grand nombre de valeurs différentes de cette quantité; on ajoute tous les nombres qui l'expriment, et l'on divise la somme par le nombre des valeurs qui ont été mesurées: le résultat est la valeur moyenne.

Il est d'abord évident que la valeur moyenne est connue avec d'autant plus de précision que l'on fait concourir à cette recherche un plus grand nombre d'observations, parce que les variations accidentelles se compensent. Nous avons indiqué dans un autre mémoire comment cette compensation s'établit; elle est fondée sur le principe suivant, qui est un des premiers théorèmes de l'analyse des probabilités, savoir: que, dans un nombre immense d'observations, la multiplicité des chances fait disparaître ce qui est accidentel et fortuit, et qu'il ne reste que l'effet certain des causes constantes, en sorte qu'il n'y a point de hasard pour les faits naturels considérés en très-grand nombre. On n'a point ici pour objet de démontrer ce principe, qui se présente de lui-même à l'esprit; mais on se propose d'en faire connaître les conséquences mathématiques, et d'en déduire des règles usuelles qui s'appliquent facilement aux recherches statistiques.

VI. Si le nombre des valeurs observées est très-grand, et si, après les avoir ajoutées ensemble, on divise la somme par le

nombre, le quotient est une valeur moyenne très-approchée; il est certain que le degré d'approximation est d'autant plus grand que l'on a employé un plus grand nombre de valeurs particulières. On voit, de plus, que si ces valeurs particulières sont très-différentes les unes des autres, on est fondé à regarder le résultat comme plus exactement connu que si elles étaient très-inégales. Ainsi le degré d'approximation ne dépend pas seulement du nombre des quantités que l'on a réunies; il dépend encore du plus ou moins de diversité de ces quantités. Il s'agit de se former une idée exacte de ce degré d'approximation, et de montrer que la précision du résultat est une quantité mesurable que l'on peut toujours exprimer en nombres. Nous énoncerons d'abord la règle qui doit être suivie pour trouver cette mesure numérique de la précision.

Désignons par $a, b, c, d, \dots, n$, les valeurs particulières dont on a déduit le résultat moyen, et par A ce résultat; m exprime le nombre des valeurs, et on le suppose très-grand. La valeur moyenne A est égale à la somme $a + b + c + \dots + n$, divisée par le nombre m . On prendra le carré de chacune des valeurs particulières; puis ajoutant ensemble tous ces carrés $a^2 + b^2 + c^2 + d^2 + \dots + n^2$, on divisera leur somme par le nombre m , ce qui donnera un quotient B , qui représente la valeur moyenne des carrés. On retranchera de B le carré A^2 de la valeur moyenne, et l'on divisera le double du reste par le nombre m . Extrayant la racine carrée du quotient, on trouvera une quantité que nous désignons par g , et qui sert à mesurer le degré de l'approximation. Plus la valeur de g est petite, plus la moyenne calculée A est voisine de la valeur exacte que l'on cherche.

Les résultats précédents sont exprimés comme il suit :

$$A = \frac{1}{m} (a + b + c + d + \dots + n)$$

$$B = \frac{1}{m} (a^2 + b^2 + c^2 + d^2 + \dots + n^2)$$

$$G = \sqrt{\frac{2}{m}(B - A^2)}.$$

Pour citer un exemple de l'application de cette règle, nous supposerons que l'on a trouvé 4000 valeurs particulières, savoir :

1000 égales à 2 ;
2000 égales à 5 ;
et 1000 égales à 12.

En général, les quantités observées sont toutes inégales; et elles ne se réduisent point, comme les précédentes, à un petit nombre de valeurs différentes; mais nous n'avons ici en vue que d'indiquer la marche du calcul.

La somme des valeurs observées est $1000. 2 + 2000. 5 + 1000. 12$ ou 24000, et cette somme divisée par 4000, qui est le nombre des quantités, donne 6 pour la valeur moyenne. La somme des carrés des valeurs est $1000. 4 + 2000. 25 + 1000. 144$ ou 198000. Divisant cette somme par 4000, on a $49 \frac{1}{2}$ pour la moyenne des carrés. On en retranche le carré 36 de la valeur moyenne; il reste $\frac{27}{2}$. On divise 27 par 4000, ensuite on extrait la racine carrée du quotient $\frac{27}{4000}$ ou $\frac{1.4080}{1.4080}$: cette racine est $\frac{1}{400} \sqrt{1080}$; en effectuant l'opération, on a 0,08216 ou, à très-peu près, $\frac{8.2}{10000}$. C'est cette fraction qui fait connaître le degré d'approximation du résultat moyen.

VII. Pour expliquer le vrai sens de cette proposition, il est nécessaire de rappeler le principe qui sert de fondement au calcul des quantités moyennes. Supposons donc que l'on ait ajouté ensemble un grand nombre de valeurs observées, et que l'on ait divisé la somme par le nombre m , ce qui donne la quantité A pour la valeur moyenne; nous avons déjà remarqué que l'on trouverait presque exactement cette même valeur A , en employant un très-grand nombre d'observations. En général, si l'on excepte des cas particuliers et abstraits que nous n'avons point à considérer, la valeur moyenne, ainsi déduite d'un nombre immense d'observations, ne change point; elle a une grandeur déterminée H , et l'on peut dire que le résultat moyen d'un nombre infini d'observations est une quantité fixe où il n'entre plus rien de contingent, et qui a un rapport certain avec la nature des faits observés. C'est cette quantité fixe H que nous avons en vue, comme le véritable objet de la recherche. On lui compare chacune des valeurs particulières, et l'on appelle erreur ou écart la différence entre cette valeur particulière et la valeur fixe H , qui serait le résultat moyen d'un nombre infini d'observations.

Le nombre que nous avons désigné par m , qui est celui des

valeurs observées, ne peut être infini; mais il est très-grand; en sorte que la valeur moyenne A , donnée par ce nombre m d'observations, n'est point la grandeur fixe H qui résulterait d'un nombre infini; elle en diffère en plus ou en moins d'une quantité $H-A$, qui est très-petite. Cette différence $H-A$, que nous désignons par D , est, à proprement parler, l'erreur de la valeur moyenne A . Cela posé, il est extrêmement probable que l'erreur D sera fort petite, si le nombre m est très-grand, et toutefois il n'est pas entièrement impossible que cette erreur D soit assez grande. Elle est susceptible d'une infinité de valeurs différentes, qui peuvent toutes avoir lieu, mais qui sont très-inégalement possibles. Or, nous déterminerons quelle probabilité il y a que l'erreur D de la valeur moyenne A ne surpassera pas une limite donnée E , abstraction faite du signe, c. à d. sera comprise entre $+E$ et $-E$.

IX. En général, la valeur de l'erreur commune ou moyenne, qui serait désignée par h , est telle, que, dans un nombre immense d'opérations, il y a autant d'erreurs positives ou négatives qui surpassent h , qu'il y en a de moindres que h . Le rapport de ces deux nombres d'erreurs, les unes plus grandes que h , les autres moindres, approche continuellement de l'unité; à mesure que le nombre des observations augmente. Nous définissons ainsi l'erreur *moyenne*.

X. Il est facile d'étendre à la recherche des valeurs moyennes la définition mathématique du degré d'approximation.

Considérons que la valeur moyenne A , donnée par un nombre m d'observations, pouvant différer de la quantité fixe H , qui serait donnée par un nombre infini d'observations, la différence ou erreur $H-A$ est vraisemblablement très-petite, si le nombre m est très-grand. L'erreur éventuelle $H-A$ est susceptible d'une infinité de valeurs inégalement possibles. Ces erreurs ont des limites vraisemblables, c. à d. qu'il est extrêmement probable que l'erreur commise en plus ou en moins n'excédera pas une certaine quantité. Il existe d'autres limites plus voisines, pour lesquelles la probabilité de l'erreur est seulement $\frac{1}{2}$; en sorte qu'il peut arriver indifféremment, ou que l'erreur excède ces limites, ou qu'elle y soit comprise.

En général, déterminer le résultat moyen d'un grand nombre de valeurs particulières, c'est mesurer une quantité avec un instrument dont on peut augmenter la précision, autant qu'on

le veut, en augmentant de plus en plus le nombre des valeurs observées.

Il est facile de comparer, selon la règle énoncée ci-dessus VI, la précision d'un résultat moyen A , donné par un grand nombre m d'observations, avec celle d'un résultat A' , que l'on aurait déduit d'autres observations dont le nombre est m' . En effet, suivant cette règle, le carré A^2 de la valeur moyenne A doit

être retranché de la quantité $\frac{1}{m} (a^2 + b^2 + c^2 + d^2 \dots + n^2)$,

qui est la moyenne des carrés; et, après avoir divisé le double du reste par le nombre m , on extrait la racine carrée du quotient: nous désignons cette racine par g .

On calculera de la même manière la quantité g' , qui répond au second résultat A' , déduit des observations en nombre m' . Cela posé, on démontre rigoureusement, par les principes du calcul, que le degré d'approximation dépend entièrement de la quantité désignée par g . Il est d'autant plus grand, que cette quantité g est plus petite. Les précisions respectives des deux résultats A et A' sont en raison inverse des nombres g et g' . Il faut remarquer que cette comparaison ne suppose même pas que les observations sont de la même nature: car elle a un objet purement numérique, et les recherches les plus diverses peuvent être envisagées sous ce point de vue commun.

XI. Pour compléter cette discussion, il faut déterminer quelle probabilité il y a que la quantité cherchée H est comprise entre des limites proposées $A + D$ et $A - D$. A est le résultat moyen que l'on a trouvé, H est la valeur fixe que donnerait un nombre infini d'observations, et D est une quantité proposée que l'on ajoute à la valeur A ou que l'on en retranche. La table suivante fait connaître la probabilité P d'une erreur positive ou négative plus grande que D ; et cette quantité est le produit de g par un facteur proposé d .

d ,	P
0,47708.....	$\frac{1}{2}$
1,38591.....	$\frac{1}{2.5}$
1,98495.....	$\frac{1}{2.60}$
2,46130.....	$\frac{1}{2.600}$
2,86783.....	$\frac{1}{2.6000}$

Chacun des nombres de la colonne P fait connaître quelle probabilité il y a que la valeur exacte H , qui est l'objet de la

recherche, est comprise entre les limites $A + g \cdot d$ et $A - g \cdot d$, A est le résultat moyen d'un grand nombre m de valeurs particulières $a \ b \ c \ d \dots n$; d est un facteur donné; g est la racine carrée du quotient que l'on trouve en divisant par m le double de la différence de la valeur moyenne des carrés $a^2 \ b^2 \ c^2 \ d^2 \dots n^2$ au carré A^2 du résultat moyen. On voit par cette table que la probabilité d'une erreur plus grande que le produit de g par 0,47708, c. à d. plus grande qu'environ la moitié de g , est $\frac{1}{2}$. Il y a 1 contre 1 ou 1 sur 2 à parier que l'erreur commise ne surpassera pas le produit de g par 0,47708, et il y a autant à parier que l'erreur surpassera ce produit.

La probabilité d'une erreur plus grande que le produit de g par 1,38591 est beaucoup plus petite que la précédente; elle n'est que $\frac{1}{3}$. Il y a 19 sur 20 à parier que l'erreur du résultat moyen ne surpassera pas ce second produit.

La probabilité d'une erreur plus grande que la précédente devient extrêmement petite à mesure que le facteur d augmente. Elle n'est plus que $\frac{1}{300}$, lorsque d approche de 2. La probabilité tombe ensuite en dessous de $\frac{1}{3000}$. Enfin, il y a beaucoup plus de 20,000 à parier contre 1 que l'erreur du résultat moyen sera au-dessous du triple de la valeur trouvée pour g . Ainsi, dans l'exemple cité, où l'on a 6 pour le résultat moyen, on peut regarder comme certain que cette valeur 6 n'est pas en défaut d'une quantité triple de la fraction 0,082 que la règle a donnée pour la valeur de g .

La grandeur cherchée H est donc comprise entre $6 - 0,246$ et $6 + 0,246$.

XIII. Nous ne pouvons point rapporter ici la démonstration analytique de la règle ci-dessus énoncée VI, ce qui exigerait l'emploi des formules mathématiques. On peut regretter qu'une règle usuelle d'une application aussi générale, n'admette point une démonstration plus simple; mais cela tient à la nature même de la question.

Cette même règle peut être présentée sous une autre forme qu'il est utile d'indiquer, parce qu'elle montre ses rapports avec les règles connues. Pour déterminer la quantité désignée par g , on peut prendre la différence entre chaque valeur particulière et le résultat moyen A , élever au carré cette différence, puis ajouter ensemble tous les carrés; on extrait la racine carrée du double de la somme que l'on vient de former, et l'on divise

cette racine par le nombre des valeurs: le quotient est la quantité g .

$a\ b\ c\ d\ \dots\ n$ désignant les valeurs particulières dont le nombre est m et A la valeur moyenne $\frac{1}{m} (a + b + c + d + \dots + n)$; les différences entre les valeurs $a\ b\ c\ d\ \dots\ n$ et leur moyenne A , sont $a-A$, $b-A$, $c-A$, $d-A$, $\dots\ n-A$. On a donc cette expression :

$$g = \frac{1}{m} \sqrt{2 [(a-A)^2 + (b-A)^2 + (c-A)^2 + \dots + (n-A)^2]}$$

Par exemple, si les valeurs observées étaient au nombre de 7000, savoir : 1000 égales à 13.

3000 à 15.

2000 à 16.

1000 à 17.

on trouverait 15 $\frac{1}{2}$ pour résultat moyen. Les différences entre ce résultat et chaque valeur particulière, sont :

1000 fois	.....	— $\frac{1}{2}$
3000	.....	— $\frac{2}{2}$
2000	.....	+ $\frac{5}{2}$
1000	.....	+ $\frac{13}{2}$

On a $\frac{163300}{49}$ pour la somme des carrés de ces différences.

La racine carrée du double de cette somme étant divisée par 7000, donne, pour la valeur de g , 0,019617; on trouverait cette même valeur de g par la règle de l'article VI.

XIV. Dans l'exemple cité précédemment, art. VI, on a trouvé 0,08216 pour la valeur de g , et dans celui-ci, nous avons $g' = 0,01962$; ainsi le second résultat est beaucoup plus approché que le premier.

En appliquant à ce second exemple la table rapportée article XI, on connaîtrait quelle probabilité il y a que l'erreur positive ou négative du résultat moyen n'excède pas de certaines limites, qui sont les produits de g' par les facteurs 0,47708, 1,38591, etc.

Il s'ensuit qu'il est aussi probable que l'erreur du résultat moyen 6, dans le 1^{er} exemple, n'excède pas le produit de g par 0,47708, qu'il est probable que l'erreur du résultat moyen 13 $\frac{1}{2}$, dans le 2^e exemple, n'excède pas le produit de g par le même facteur 0,47708. L'une et l'autre probabilité est $\frac{1}{2}$. La probabilité d'une erreur plus grande que le produit de g par

1,38591 dans le premier cas, et celle d'une erreur plus grande que le produit de g par 1,38591 dans le second, sont aussi égales entre elles; leur valeur commune est $\frac{1}{2}$.

En général, la probabilité d'une erreur plus grande qu'une limite quelconque Δ dans le premier cas, et celle d'une erreur plus grande qu'une autre limite Δ' dans le second cas, sont égales entre elles, si le rapport de Δ à Δ' est celui de g à g' .

Ainsi, lorsqu'on veut comparer la précision d'un résultat moyen qu'une certaine recherche a formé, à celle du résultat moyen donné par une autre recherche, il suffit de calculer les nombres g et g' , et de les comparer. Si l'un est double de l'autre, par exemple, le second résultat est deux fois plus précis que le premier. En effet, une limite quelconque Δ étant proposée, il est aussi probable que l'erreur du premier résultat surpasser Δ , qu'il est probable que l'erreur du second surpassera $\frac{1}{2} \Delta$. Les erreurs également possibles sont dans le rapport constant de 2 à 1.

Dans les deux exemples que nous avons cités, le rapport de g à g' étant celui de 0,08216 à 0,01961, les précisions respectives sont dans le rapport inverse de 1961 à 8216. Le second résultat est plus de quatre fois plus précis que le premier, parce que, à probabilité égale, les erreurs auxquelles on est exposé sont quatre fois plus grandes dans le premier cas que dans le second.

XV. L'énoncé de la règle, tel que nous l'avons donné, art. VI, fait connaître immédiatement que la précision du résultat moyen augmente comme la racine carrée du nombre des observations. En effet, si l'on considère un très-grand nombre d'observations, on peut regarder la valeur du résultat moyen comme invariable et ne dépendant point du nombre des valeurs, mais seulement de leur grandeur propre. Il en est de même de la moyenne des carrés de ces valeurs: ainsi la différence entre la valeur moyenne des carrés et le carré A^2 du résultat moyen, est sensiblement indépendante du nombre des observations. Or, on divise la racine carrée du double de cette différence par la racine carrée du nombre m , pour trouver la valeur normale g ; et le triple de g est la limite des plus grandes erreurs. On voit donc que cette plus grande erreur possible décroît à mesure que le nombre m augmente, et qu'elle décroît en raison inverse de la racine carrée du nombre m .

Quant à l'erreur dont la probabilité est $\frac{1}{g}$, nous savons qu'elle est toujours proportionnelle à la quantité g ; et il en est de même d'une erreur quelconque dont la probabilité est donnée. Donc, pour une même recherche, la précision du résultat moyen change à mesure que le nombre des valeurs observées augmente. Elle devient double, si le nombre des valeurs devient quatre fois plus grand, triple si ce nombre devient neuf fois plus grand, ainsi de suite. Cette conséquence est simple et remarquable; elle doit être connue de tous ceux qui se livrent à des recherches statistiques; elle montre combien il faut multiplier les observations, pour que les résultats acquièrent un degré donné d'exactitude.

XVI. Ce mémoire présente l'application des théories connues à l'une des questions fondamentales de la statistique.

Quant à la conclusion générale, on peut l'exprimer ainsi : lorsqu'on a trouvé un résultat moyen A , en réunissant un grand nombre m de valeurs particulières, et divisant la somme de ces valeurs par leur nombre m , il reste à évaluer le degré d'approximation. Il faut pour cela élever au carré chacune des valeurs particulières; former la valeur moyenne de ces carrés en divisant leur somme par leur nombre, qui est m ; on retranche de cette valeur moyenne des carrés le carré A^2 du résultat moyen; on divise le double de la différence par le nombre m , et l'on extrait la racine carrée du quotient; on trouve ainsi une quantité g , qui sert à mesurer le degré d'approximation; la précision du résultat est en raison inverse de ce nombre g . L'erreur du résultat sera positive ou négative; mais on doit regarder comme certain dans la pratique que la valeur absolue de cette erreur est moindre que le triple de g . On trouverait aussi cette même quantité g en divisant par m la racine carrée du double de la somme des carrés des différences entre le résultat moyen et chacune des valeurs particulières. A.

2. COLLECCAO DE NOTICIAS PARA A HISTORIA E GEOGRAFIA DAS NAÇÔES ULTRAMARINAS — Recueil de mémoires pour servir à l'histoire et à la géographie des nations d'outre-mer, faisant partie, ou étant voisines des possessions portugaises; publié par l'Académie royale des sciences. Vol. I — IV, part. 1^{re}. In-4°. Lisbonne, 1812-1826; Typographie de l'Académie.

Chaque pièce de ce recueil a une préface particulière, mais il n'y a point de préface générale, en sorte que nous ignorons le but que s'est proposé l'Académie en le publiant, et le plan qu'elle s'est tracé pour cette entreprise. Nous avons pensé d'abord qu'elle ne voulait donner que des mémoires inédits; cependant nous y trouvons les voyages de Cadamosto, Cabral, Empoli et autres, tirés du recueil de Ramusio. Si l'Académie a eu pour but de publier les notices les plus remarquables sur les possessions portugaises dans les diverses parties du monde, il nous semble qu'elle aurait dû les classer d'abord par ordre géographique, puis par ordre chronologique. Cette double classification n'existe point dans le recueil; tantôt on trouve un mémoire sur l'Asie, tantôt un sur l'Amérique; deux mémoires sur le Brésil sont séparés par des voyages dans l'Inde. Nous ignorons également à quel nombre de volumes on se propose de porter cette collection. Incertain sur le plan et les intentions de l'Académie, nous ne pouvons qu'indiquer les pièces composant les volumes qu'elle a mis au jour jusqu'à présent.

Tome I. Ce volume commence par 2 mémoires sur la mythologie des Hindous, qui, dans ces mémoires, sont encore appelés Gentils comme dans les vieux livres. Le 1^{er} mémoire s'appelle Courte relation des écritures (c'est-à-dire des livres sacrés) des Gentils de l'Inde-Orientale, et de leurs coutumes. Le second mémoire est intitulé: *Notice sommaire du gentilisme en Asie*. Ces 2 mémoires ont été envoyés de Goa par Louis de Menezes, décédé depuis, et ils étaient accompagnés de 28 dessins enluminés que l'Académie n'a pu faire graver. On ne dit point à quelle secte appartiennent les idées mythologiques qu'on expose ici, ni de qui les tient l'auteur portugais. Le second mémoire ne porte pas un titre exact, car il y est encore question de la mythologie des Hindous seuls.

Aux notices sur la mythologie succède *Josephi de Anchieta epistola quam plurimarum rerum naturalium quæ S. Vincentii (nunc S. Pauli) provinciam incolunt, sistens descriptionem*. Anchieta était un jésuite du 16^e siècle; il décrit brièvement les productions naturelles, surtout les animaux de la province de Saint-Paul au Brésil. Il indique toujours les noms brésiliens; cependant l'Académie avoue, dans sa préface, qu'il est difficile de reconnaître les espèces: D. de Toledo Lara Ordoñez a ajouté

des notes où il rectifie quelques assertions, et indique les noms scientifiques des plantes et des animaux.

Le reste du volume est occupé par un *Voyage de Maranhão fait par ordre du roi en 1614*. C'est l'histoire de la conquête de la province brésilienne de Maranhão, par Jérôme d'Albuquerque. La relation paraît à l'Académie avoir été écrite par Diégó de Campos Moreno, qui accompagnait le commandant portugais en qualité de capitaine-mor, et qui a soin de s'attribuer les succès de la campagne. Pour la France, cette relation pourra avoir quelque intérêt, en ce que l'auteur rapporte aussi les hostilités qui eurent lieu entre les Portugais et les Français au sujet des limites du pays.

Tome II. Dans ce volume l'Académie a réuni plusieurs voyages déjà connus, qui se rapportent aux découvertes et aux conquêtes des Portugais en Afrique et en Asie au 15^e siècle. C'est d'abord celui de Louis Cadamosto, qui fit au 15^e siècle des découvertes au cap Verd et au cap Vermeil en Afrique. Dans la préface de la traduction portugaise de cette relation, l'Académie de Lisbonne discute la question de savoir dans quelle année Cadamosto fit son expédition au Sénégal pour le compte du Portugal; elle pense qu'il faut porter ce voyage de découverte à l'année 1445, et que le navigateur vénitien vint en Portugal une année auparavant. La relation de ses découvertes fut imprimée en italien pour la 1^{re} fois à Vicence, en 1507, et en latin à Milan, en 1508; Grineus l'inséra ensuite dans son *Novus orbis*, et Ramusio dans sa collection des voyages. Il est assez singulier que les Portugais eux-mêmes ne possèdent aucune relation originale de leurs premières découvertes en Afrique. Il en a pourtant existé; l'Académie cite une *Histoire des découvertes de l'Infant D. Henri* dont parle Louis de Sousa comme ayant existé encore de son temps, les *Mémoires d'Alfonse de Cerveira*, qui visita plusieurs ports d'Afrique, et fut facteur portugais à Benin du temps du roi Alfonso V; l'historien de ce roi, Gomes Eanes de Azurara a profité de ces mémoires pour sa chronique des rois Édouard et Alfonso; chronique qui, elle-même, a disparu avec le temps. Heureusement, ces derniers matériaux ont été encore à la disposition de Jean de Barros pour l'histoire des établissemens des Portugais.

A la navigation de Luis de Cadamosto et du capitaine Pedro

de Cintra, Portugais, succède la navigation de Lisbonne à l'île de Saint-Thomas, écrite par un pilote portugais, dont la relation originale est perdue; l'Académie a retraduit en portugais la traduction italienne qu'en a donnée Ramusio. C'est une relation intéressante, en ce que l'auteur anonyme s'occupe des mœurs des noirs, des productions de l'île Saint-Thomas et du commerce qu'y faisaient les Européens.

L'Académie donne ensuite la *Navigazione du capitaine Pedro Alvares Cabral*, successeur du célèbre Vasco da Gama, par un pilote portugais dont on ignore également le nom. Elle a sans doute été rédigée originairement en portugais comme la précédente; mais, l'original étant perdu, on a été obligé de retraduire en portugais la traduction que les Italiens en ont donnée dans leurs collections de voyages. Cette notice donne d'intéressans détails sur les premières relations commerciales des Portugais avec la côte sud-est de l'Afrique et avec l'Inde.

Laisant ensuite l'Asie, l'Académie passe subitement à l'Amérique, en traduisant de l'italien deux lettres d'Améric Vespuce sur le voyage en Brésil, qu'il fit par ordre du roi de Portugal. Après cela on revient dans le même volume à l'Asie, et on donne la *Navigazione de Thomas Lopès aux Indes orientales*, lors de l'expédition envoyée par le roi de Portugal D. Manuel, en l'an 1502, retraduite, comme plusieurs pièces précédentes, sur la traduction italienne de Ramusio. Lopès était écrivain de l'un des navires de l'expédition, et accompagnait Étienne de Gama: il raconte en détail tous les événemens de l'expédition. A ce récit succède naturellement celui de Jean d'Empoli, italien qui fit partie de l'escadre portugaise qui fut envoyée en 1503 dans l'Inde, sous le commandement d'Alfonse d'Albuquerque, afin de poursuivre les succès des Portugais: Empoli remplit ensuite une mission en Chine. Son récit est tiré du recueil de Ramusio.

La dernière pièce du 2^e volume est la notice d'Édouard Barbosa sur les ports et les côtes, depuis Suez à l'extrémité de la mer Rouge jusqu'aux îles Likieu dans la mer de la Chine. Portugais de naissance, Barbosa avait vu tous ces pays en accompagnant ses compatriotes dans leurs expéditions. Il mourut empoisonné aux îles Philippines, en l'an 1521. Sa relation avait été écrite et terminée 5 ans auparavant. Ramusio en a publié une version latine; l'Académie de Lisbonne a été assez heureuse pour

découvrir une copie de l'original portugais; c'est le texte de celle-ci qu'elle a inséré dans sa collection.

Tome III. Dans ce volume il n'est question que du Brésil, et le mémoire étendu qui y est inséré a, outre l'intérêt du fond, le mérite d'être inédit. Nous ne croyons pas du moins qu'il ait déjà paru auparavant. C'est une *Notice sur les contrées situées sur la Baie de tous les saints*, écrite en 1589, par D. Christophe de Moura, membre du conseil d'État. L'Académie, contre la coutume suivie dans les autres volumes, n'a joint au mémoire aucune préface qui nous instruisse sur la vie et les travaux de l'auteur, et sur l'origine de son ouvrage. La notice de D. Christ. de Moura s'étend beaucoup sur l'histoire naturelle de la Baie de tous les saints; l'auteur ajoute pour chaque production ou chaque animal le nom que lui donnent les indigènes; il donne aussi beaucoup de renseignemens sur les peuplades qui, lors de l'occupation du Brésil par les Portugais, habitaient les côtes de ce pays, et dont plusieurs ont disparu depuis ce temps; du moins la géographie n'en parle plus, soit que ces tribus se soient éteintes, soit qu'elles se soient retirées dans l'intérieur ou réunies à d'autres tribus. C'est ainsi que Moura parle des Pitagoar, nation belliqueuse qui habitait la côte de Paraíba, et était ennemie des Caytes ou Caïtes, sur la côte de Pernambouc; les 2 tribus mangeaient leurs prisonniers de guerre. Moura accuse d'anthropophagie plusieurs tribus sauvages du Brésil. Il dit que les Pitagoar faisaient beaucoup de mal aux Portugais qui débarquaient sur leur côte, et qu'ils étaient amis des Français. Les Caïtes dévoraient leurs prisonniers les jours de leurs fêtes, et ils vendaient des esclaves à Pernambouc. Ils étaient grands amis de la musique et de la danse. Une autre peuplade, les Aïmores, demeurant dans la Capitanie dos Ilheos, descendait des Tapuias qui, étant dispersés par leurs ennemis, s'étaient retirés dans les déserts où ils étaient devenus si sauvages que les autres sauvages même les reconnaissaient pour des barbares; ils avaient oublié leur ancien langage et en avaient adopté ou formé un autre qui n'était compris d'aucun autre peuple. Ils n'avaient ni cabane ni culture: on avait pris vivans quelques-uns de ces Aïmores, et on les avait transporté à Portoseguro et aux Ileos; là ils s'étaient laissé mourir de faim. Le peuple que Moura fait le mieux connaître, ce sont les Tupinambas, sur lesquels nous possédons d'ailleurs assez de renseignemens.

Cette notice intéressante est suivie d'un *Catalogue des gouverneurs du royaume d'Angola*. C'est plus qu'un catalogue, c'est une notice sur les événemens qui ont eu lieu sous l'administration des divers gouverneurs qui se sont succédés dans la possession africaine d'Angola ; cependant cet article ne fournit rien à la géographie : les extraits publiés par Bowdich ont plus d'intérêt sous ce rapport.

Tome IV. Part. 1^{re}. Cette première partie du 4^e volume ne contient qu'un seul mémoire ; c'est la relation de la navigation faite en Brésil sur la rivière des Amazones, depuis la ville de Gram Para jusqu'à l'embouchure de ce fleuve, en 1749, par Joseph Gonsalve de Fonseca. L'expédition qui alla reconnaître le cours des Amazones, s'embarqua sur la rivière de Maju, passa de là dans celle de d'Igarapemerim, et puis dans la rivière des Tocantins. La relation rapporte en grand détail toutes les observations topographiques et hydrographiques faites pendant l'expédition ; elle contient sur le cours des rivières de cette partie du Brésil beaucoup de notions qui, aujourd'hui encore, offrent de l'intérêt ; il est probable même que l'on n'a pas fait, ou du moins consigné par écrit, des observations plus détaillées sur le cours et les rapides de la Madeira que les Portugais ont remontée jusqu'aux mines de Mato-Grosso. Le seul journal français qui ait annoncé cette partie de la collection de voyages portugais, le juge un peu sévèrement. « Ce voyage, commencé au mois de juillet 1749, et terminé le 16 avril 1750, dit-il (1), serait aujourd'hui plus fructueux qu'il ne le fut alors. On ne se bornerait pas à lever la carte du cours d'une rivière ; on ferait des nivellemens, on recueillerait des matériaux pour la géographie physique des pays que l'on traverserait ; on multiplierait les observations d'histoire naturelle. Les 19 cascades ou rapides de la rivière de Madeira ne sont pas assez connues par cette narration. La hauteur des chûtes et la vitesse des courans n'ont pas été mesurées ; on ne dit rien de la nature des roches, et leurs formes sont rarement décrites. Aujourd'hui les reconnaissances sont plus instructives et plus complètes. Il paraît que celle de l'immense territoire du Brésil est encore peu avancée ; le temps de l'entreprendre ne tardera point à venir, si même il n'a pas commencé. On n'attache plus autant d'importance à la découverte de nouvelles mines d'or ; on est enfin convaincu que la véritable ri-

(1) *Revue encyclopédique* ; avril 1827, p. 277.

chesse des nations et des gouvernemens consiste dans la possession d'un sol fertile, dans les produits de la culture et dans l'industrie qu'ils alimentent. » Ces observations sont justes. Cependant il faut savoir gré à Fonseca des renseignemens qu'il a consignés dans sa relation : ils sont utiles à la topographie du Brésil, quoique fournis depuis près d'un siècle. Il est seulement à regretter qu'on ait gardé si long-temps ces relations dans les archives, où elles ont perdu une partie de leur valeur. D-c.

3. STATISTIQUE DE TOUTES LES HAUTES ÉCOLES DES PAYS CIVILISÉS DE L'EUROPE ; par le D^r HASSEL. (*Ephémérides géogr. de Weimar* ; 1825, vol. XVI, cah. 7, p. 193).

I. Aperçu des hautes écoles européennes, offrant l'année de fondation, le nombre des facultés, des professeurs, des élèves, et celui des volumes des bibliothèques universitaires.

HAUTES ÉCOLES.	Année de fondation	Nombre des Facultés.	Nombre des profess.	Nombre des élèves.	Année.	Nombre des volumes des biblioth. universitair.
Bologne (<i>mater studiorum</i>)	1158	4	77	680	1820	150,000
Paris	1200	5	56	1,526	1819	25,000
Naples	1224	3	45	1,365	1823	30,000
Padoue	1228	3	33	334	1821	70,000
Oxford	1229	coll. 20	116	4,660	1824	400,000
Toulouse	1233	4	32	1,193	1821	30,000
Cambridge	1239	coll. 17	94	4,489	1824	100,000
Coimbre	1279	5	55	1,604	1820	38,000
Montpellier	1289	3	33	730	1821	42,000
Rome (<i>da sapienza</i>)	1303	4	40	469	1824	30,000
Perugia	1307	4	50	200 ?	—	24,000
Sienne	1330	3	60	250	Münter*	20,000
Pise	1338	4	40	450 ?	—	60,000
Valladolid	1346	4	92	2,000	Townsend	12,000
Prague	1348	4	55	1,449	1823	170,000
Huesca	1354	4	24 ?	200 ?	—	5,000
Pavie	1361	3	38	1,376	1825	50,000
Vienne	1365	5	77	1,688	1823	108,000
Heidelberg	1386	4	55	626	1825	35,000
Palerme	1394	3	40 ?	400 ?	1819	40,000
Cracovie	1400	4	29	241	1821	25,000
Wurzbourg	1403	5	31	663	1823	25,000
Salamanque	1404	4	48	1,909	Townsend	30,000
Valence	1404	4	78	1,832	1821	25,000
Leipzig	1409	4	81	1,384	1824	36,000
Aix	1409	2	9	117	1821	120,000

(1) A défaut de l'année certaine de la fondation de quelques écoles, on donne ici le nom de ceux qui ont fourni les renseignemens pour aider à la recherche.

HAUTES ÉCOLES.	Année de fondation	Nombre des Facultés.	Nombre des profess.	Nombre des élèves.	Année.	Nombre des volumes des biblioth. universitaires.
S. Andrews	1411	coll. 3	13	175	1817	36,000
Turin	1412	4	47	1,071	1822	60,000
Rostock	1419	4	34	151	1821	30,000
Parme	1423	3	24?	200?	—	15,000?
Louvain	1426	5	19	326	1824	40,000
Caen	1433	3	16	270	1821	22,000
Florence	1438	3	24?	200?	—	lit. 20,000
Catania	1445	4	40?	300?	—	15,000
Bordeaux	1447	2	8	103	1824	55,000
Glasgow	1454	4	18	603	1816	30,000
Greifswalde	1456	4	30	127	1823	12,000
Fribourg	1457	4	35	556	1823	19,000
Bâle	1460	4	24	114	1823	20,000
Pest	1465	4	48	754	1819	60,000
Old-Aberdeen	1471	coll. 1	12	187	1816	12,935
Saragosse	1474	4	120	2,000	Townsend	18,000
Upsal	1476	4	55	1,420	1822	50,000
Tübingen	1477	6	44	827	1825	55,000
Copenhague	1479	4	38	788	1823	60,000
Alcala-de-Hénarez	1499	4	31	400?	—	15,000
Séville	1504	4	30?	500?	—	20,000
Marbourg	1527	5	38	259	1824	55,000
Grenade	1531	4	30?	300?	—	8,000
Compostelle	1532	4	30?	300?	—	10,000
Strasbourg	1538	6	50	813	1821	30,000
Abo	1540	4	44	338	1822	20,000
Königsberg	1544	4	23	303	1823	21,000
Jena	1557	4	51	432	1824	60,000
Leyde	1575	5	21	492	1824	40,000
Wilna	1576	4	27	270	1822	15,000
Oviédo	1580	4	24?	150?	—	5,000
Edimbourg	1581	4	22	2,250	1818	50,000
Dublin	1591	coll. 8	29	1,209	1818	68,946
New-Aberdeen	1593	coll. 1	12	212	1816	10,070
Giessen	1607	4	39	371	1823	43,000
Grœningue	1614	5	19	290	1824	15,000
Dorpat	1632	4	30	367	1824	39,000
Utrecht	1636	5	19	377	1824	18,000
Kiel	1665	4	26	238	1822	60,000
Lund	1668	4	24	456	1822	40,000
Halle	1694	4	54	1,119	1823	48,000
Breslau	1702	5	49	710	1823	115,000
Moscou	1705	4	48	655	1823	27,000
Cervera	1717	4	43	800	Townsend	15,000
Dijon	1722	3	15	409	1821	35,000
Gœttingue	1734	4	89	1,545	1825	315,000
Erlangen	1743	4	34	198	1818	75,000
Cagliari	1764	4	18	243	1822	15,000

HAUTES ÉCOLES.	Année de fondation	Nombre des Facultés.	Nombre des profess.	Nombre des élèves.	Année.	Nombre des volumes des biblioth. universitaires.
Sassari	1765	4	13	248	1822	5,000
Lemberg	1784	4	36	1,012	1819	25,000
Kharkof	1803	4	38	264	1823	14,000
Berlin	1810	4	86	1,245	1825	95,000
Landshtut	1810	4	48	823	1825	110,000
Montauban	1810	4	37	358	1825	25,000
Christiania	1811	4	16	211	1823	75,000
Gènes	1812	4	20?	300?	—	70,000
Gand	1816	5	21	286	1824	36,000
Liège	1826	5	25	466	1824	25,000
Varsovie	1816	5	46	581	1824	80,000
Bonn	1818	5	42	526	1823	44,000
Petersbourg	1810	4	32	249	1824	15,000
Corfon	1824	4	18	149	1824	15,000

Hautes écoles papales rétablies en 1824.

Camérino	1727	4	40?	600?	—	80,000
Fermo	1589	4				
Macerata	1548	4				
Ferrare	1264	4				

Hautes écoles théologiques.

Kief	1588	1	9	1,500	1823	5,000
Moscou	1705	1	12	630	1823	—
Petersbourg	1802	1	12	855	1812	12,000
Olyka	—	1	16	350?	—	—
Münster	1631	1	11	284	1823	8,000
Lyon	1300	1	4	70	1821	106,000
Rouen	1801	1	3	65	1821	23,000

Écoles de droit.

Poitiers	1431	1	7	200	1821	18,000
Rennes	1801	1	6	260	1821	30,000

Hautes écoles littéraires.

Besançon	1564	1	5	76	1821	15,000
----------	------	---	---	----	------	--------

Hautes écoles juives.

Fürth	—	—	11	214	1817	—
Brzesc	—	—	16	400?	—	—
TOTAL	—	—	3,636	70,227	—	4,544,000

II. *Aperçu des hautes écoles européennes par ordre de nations.*

1) Hautes écoles allemandes. Leur nombre est de 24, avec 1,067 professeurs et 15,852 élèves, sur une population de 36½ millions d'habitans.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Prague	55	1,449	Jena	51	432
Vienne	77	1,688	Giessen	39	371
Heidelberg	55	626	Kiel	26	238
Würtzbourg	31	663	Halle	54	1,119
Leipzig	81	1,384	Breslau	49	710
Rostock	34	151	Gœtting	89	1,545
Greifswalde	30	127	Erlangen	34	198
Fribourg	35	556	Berlin	86	1,245
Bâle	24	114	Landshut	48	823
Tübingen	44	827	Bonn	42	526
Marbourg	38	259	Münster	11	284
Koenigsberg	23	303	Fürth	11	214

2) Hautes écoles hollandaises, au nombre de 3, avec 59 professeurs et 1,159 élèves sur une population de 1,840,000 âmes.

Leyde	21 prof.	492 élèves.
Groningue	19	290
Utrecht	19	377

3) Hautes écoles italiennes, au nombre de 20, avec 649 prof. et 8,686 élèves, sur une population de 20,300,000 habitans.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Bologne	77	680	Palerme	40	400
Naples	45	1,365	Turin	47	1,071
Padoue	33	334	Parme	24	200
Rome	40	469	Florence	24	200
Perouse	50	200	Catane	40	300
Sienna	60	250	Cagliari	18	243
Pise	40	450	Sassari	13	248
Pavie	38	1,376	Gênes	20	300
Camerino	} 40 prof., 600 élèves.				
Fermo					
Macerata					
Ferrare					

4) Hautes écoles françaises, au nombre de 17, avec 346 professeurs et 7,268 élèves, sur une population de 35,710,000 âmes.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Paris	56	1,526	Montpellier	33	730
Toulouse	32	1,193	Aix	9	117

et Statistique.

19

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Louvaïn	19	326	Liège	25	466
Caen	16	270	Lyon	4	70
Bordeaux	8	103	Rouen	3	65
Strasbourg	50	813	Poitiers	7	200
Dijon	15	409	Rennes	6	260
Montauban	37	358	Besançon	5	76
Gand	21	286			

5) Hautes écoles espagnoles, au nombre de 11 avec 550 professeurs et 10,391 élèves, sur une population de 11½ millions d'habitans.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Valladolid	92	2,000	Séville	30	500
Huesca	24	200	Grenade	30	300
Salamanque	48	1,909	Compostelle	30	300
Valence	78	1,832	Oviédo	24	150
Saragosse	120	2,000	Cervera	43	800
Alcala-de-Hénarez	31	400			

6) Haute école portugaise. Coimbre est la seule; elle a 55 prof. et 1,604 élèves sur une population de 3,140,000 ames.

6) Hautes écoles anglaises, au nombre de 8, avec 316 professeurs et 13,785 élèves, sur une population de 21,200,000 habitans.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Oxford	116	4,660	S. Andrews	13	175
Cambridge	94	4,489	Glasgow	18	603
Old-Aberdeen	12	187	Dublin	29	1,209
Edimbourg	22	2,250	New-Aberdeen	12	212

8) Haute école danoise. Il n'y a que celle de Copenhague, avec 33 professeurs et 788 élèves, sur une population de 1,200,000 ames.

9) Hautes écoles suédoises. Elles sont au nombre de 3, avec 95 professeurs et 2,087 élèves, sur une population de 3,600,000 ames.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Upsal	55	1,420	Lund	24	456
Christiania	16	211			

10) Haute école grecque. Celle de Corfou, avec 18 professeurs et 149 élèves.

11) Haute école hongroise. Il n'y a que celle de Pest, avec 48 professeurs et 754 élèves, sur une population de 11,700,000 ames.

12) Hautes écoles polonaises, au nombre de 6, avec 170 professeurs et 2,854 élèves, sur une population de 16,200,000 âmes.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Cracovie	29	241	Lemberg	36	1,012
Wilna	27	270	Varsovie	46	581
Olyka	16	250	Brzesc	16	400

13) Hautes écoles russes et finlandaises, au nombre de 8, avec 225 professeurs et 4,858 élèves, sur une population de 35½ millions d'habitans.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Abo	44	338	St.-Pétersbourg	32	249
Moscou	48	655	—	12	855
—	12	630	Kief	9	1,500
Kharkof	38	264	Dorpat	30	367

Récapitulation.

				Prof.	Elèves
1.	Hautes écoles où l'on enseigne en langue allemande. . . .	24	1,067	15,852	
2.	“ “ “ “ hollandaise. . .	3	59	1,159	
3.	“ “ “ “ italienne. . . .	20	649	8,686	
4.	“ “ “ “ française. . . .	17	346	7,268	
5.	“ “ “ “ espagnole. . . .	11	550	10,391	
6.	“ “ “ “ portugaise. . . .	1	55	1,604	
7.	“ “ “ “ anglaise. . . .	8	316	13,785	
8.	“ “ “ “ danoise. . . .	1	38	788	
9.	“ “ “ “ suédoise. . . .	3	95	2,087	
10.	“ “ “ “ grecque. . . .	1	18	149	
11.	“ “ “ “ hongroise. . . .	1	48	754	
12.	“ “ “ “ polonaise. . . .	6	170	2,854	
13.	“ “ “ “ russe et finnoise	8	225	4,858	
Total				104	3,636 70,227

III. Aperçu des hautes écoles européennes d'après les religions.

1) Hautes écoles du rite catholique, au nombre de 59, avec 1,995 profess. et 35,980 élèves.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Bologne	77	680	Perouse	50	200
Naples	45	1,365	Sienne	60	250
Padoue	33	334	Pise	40	450
Paris	56	1,526	Vienne	77	1,688
Toulouse	32	1,193	Palerme	40	400
Coimbre	55	1,604	Cracovie	29	241
Montpellier	33	730	Wurtzbourg	31	663
Rome	40	469	Salamanque	38	1,909

et Statistique.

21

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Valence	78	1,832	Lemberg	36	1,012
Aix	9	117	Landshut	48	828
Turin	47	1,071	Gènes	20	300
Parma	24	200	Florence	24	200
Louvain	19	326	Catane	40	300
Caen	16	270	Bordeaux	8	103
Valladolid	92	2,000	Fribourg	35	556
Prague	55	1,449	Gand	21	286
Huesca	24	200	Liège	25	466
Pavie	38	1,376	Varsovie	46	581
Pest	48	754	Camerino		
Saragosse	120	2,000	Fermo	40	600
Alcala	31	400	Macerata		
Seville	30	500	Ferrare		
Grenade	30	300	Olyka	16	350
Compostelle	30	300	Münster	11	284
Strasbourg	50	813	Lyon	4	70
Oviédo	24	150	Rouen	3	65
Cervera	43	800	Poitiers	7	200
Dijon	15	409	Rennes	6	260
Cagliari	18	243	Besançon	5	76
Sassari	13	248			

2) Hautes écoles protestantes, au nombre de 34, avec 1,388 professeurs et 28,699 élèves.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Oxford	116	4,660	Marbourg	38	259
Cambridge	94	4,489	Dublin	29	1,209
Heidelberg	55	626	New-Aberdeen	12	212
Leipzig	81	1,384	Giessen	39	371
Groningue	19	290	Halle	54	1,119
Utrecht	19	377	Breslau	49	710
Kiel	26	238	Göttingue	89	1,545
Lund	24	456	Erlangen	34	198
S. Andrews	13	175	Berlin	86	1,254
Rostock	34	151	Montauban	37	358
Glasgow	18	603	Christiania	16	211
Greifswalde	30	127	Königsberg	23	303
Båle	24	114	Jena	51	432
Old-Aberdeen	12	187	Leyde	21	492
Upsal	55	1,420	Edimbourg	22	2,250
Tübingue	44	827	Bonn	42	526
Copenhague	38	788	Abo	44	338

3) Hautes écoles du rite grec, au nombre de 9, avec 226 professeurs et 4,924 élèves.

	Prof.	Elèves.		Prof.	Elèves.
Dorpat	30	367	Péttersbourg	32	249
Wilna	27	270	—	12	855
Moscou	48	655	Corfou	18	149
—	12	630	Kief	9	1,500
Kharkof	38	264			

4) Hautes écoles juives, au nombre de 2, avec 27 profess. et 614 élèves.

Fürth 11 prof. 214 élèves. Brzesc 16 prof. 400 élèves.

Récapitulation.

		Prof.	Elèves.
1. Hautes écoles du rite catholique....	59	1,995	35,980
2. " " protestantes	34	1,388	28,699
3. " " du rite grec	9	226	4,934
4. " " juives	2	27	614
Total. ...	104	3,636	70,227

IV. Aperçu des hautes écoles européennes supprimées à différentes époques.

Salerne, fondée en 1150, supprimée en 1817.

Lisbonne, fondée en 1290, réunie avec celle de Coimbre, en 1308.

Orléans, fond. en 1305, et bientôt après supprimée.

Cahors, fond. en 1332, ne dura que fort peu de temps.

Perpignan, fond. en 1340, supp. dans le 15^e siècle.

Angers, fond. en 1364, supp. dans le 16^e siècle.

Cologne, fondée en 1388, supp. en 1798.

Erfurt, fondée en 1392, supp. en 1815.

Crémone, fond. en 1413, supp. dans le 15^e siècle.

Dole, fond. en 1426, supp. dans le 16^e siècle.

Valence, fondée en 1452, supp. dans le 16^e siècle.

Bourges, fond. en 1465, supp. dans le 16^e siècle.

Trèves, fondée en 1472, supp. ?

Ingolstadt, fondée en 1472, transférée à Landshut en 1810.

Mayence, fondée en 1477, supp. ?

Wittenberg, fond. en 1502, réunie avec celle de Halle en 1815.

Francfort s. l'Oder, fondée en 1506, supp. en 1811.

Messine, fondée en 1548, supp. dans le 17^e siècle.

Dillingen, fond. en 1549, supp. en 1804.

Reims, fond. en 1558, supp. dans le 17^e siècle.

Douay, fond. en 1561, supp. en 1802.
Genève, fondée en 1569, supp. dans le 18^e siècle.
Pont-à-Mousson, fondée en 1572, supp. dans le 17^e siècle.
Helmstedt, fondée en 1576, supp. en 1809.
Altorf, fondée en 1578, supp. en 1809.
Olmütz, fondée en 1581, supp. dans le 18^e siècle.
Franeker, fond. en 1585, supp. en 1816.
Grætz, fond. en 1586, supp. dans le 18^e siècle.
Harderwyk, fond. en 1600, supp. en 1816.
Evora, fond. en 1600, supp. dans le 18^e siècle.
Mondovi, fondée en 1600, supp. dans le 18^e siècle.
Paderborn, fond. en 1615, supp. en 1815.
Rinteln, fond. en 1521, supp. en 1809.
Salzbouurg, fondée en 1623, supp. en 1810.
Mantoue, fondée en 1625, supp. dans le 18^e siècle.
Osnabrück, fondée en 1630, supp. en 1633.
Tyrnau, fond. en 1635, supp. en 1780.
Linz, fond. en 1636, supp. dans le 18^e siècle.
Bamberg, fondée en 1648, supp. en 1803.
Duisbourg, fond. en 1655, supp. 1804.
Urbis, fondée en 1671, supp. en 1814.
Inspruck, fond. en 1672, supp. dans le 18^e siècle.
Pernau, fond. en 1699, supp. dans le 18^e siècle.
Fulda, fond. en 1734, supp. en 1804.
Altamura, fondée en 1748, supp. en 1803.
Milan, fondée en 1766, supp. en 1798.
Bützow, fond. en 1769, réunie avec celle de Rostock en 1789
Stuttgart, fond. en 1784, supp. en 1794.
Ellwang, fondée en 1813, réunie avec celle de Tübingue en 1817.

Remarques. 1. On n'entend ici par *hautes écoles* ou *universités*, que les institutions scolastiques qui ont la faculté de décerner des grades académiques. C'est pour cette raison qu'on n'a pas compris les collèges réformés de *Genève*, de *Lausanne* et de *Lingen*, les académies hongroises, les *Inns* britanniques, etc., qui d'ailleurs ne sont que des instituts privés. On a également exclu les 12 petites universités espagnoles, qui, en vertu d'une ordonnance royale de 1808, furent supprimées, ordonnance dont l'exécution a été retardée par les événemens politiques. Ce sont

celles de *Palma*, fondée en 1390, de *Siguenza*, fondée en 1471, d'*Avila* 1482, de *Tolède* 1518, de *Baëza* 1533, d'*Ossuna* 1549, de *Gandia* 1549, d'*Almagro* 1552, d'*Orihuela* 1555, d'*Ortigueira* 1600, de *Pamplona* 1680 et de *Madrid* 1731. *Valette* n'est qu'un gymnase académique.

2) L'année de la fondation des universités a été déterminée d'après les données de *Wachler*, *Meiners* et *Eckart*.

3) Le nombre des étudiants est tiré des gazettes littéraires du Répertoire de Beck, de journaux étrangers, etc.

4) Quant au nombre des bibliothèques universitaires, on a reproduit les données de *Balbi*, vol. II, p. 159-162, partout où il manquait des données plus récentes.

ÉDUCATION ET INSTRUCTION PRIMAIRE EN FRANCE ET AILLEURS.

4. I. — EXPOSÉ DE L'ÉTAT ET DES BESOINS DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE EN FRANCE, et des efforts faits par la *Société pour l'amélioration de l'enseignement élémentaire*, afin de propager cette instruction. In-4° de 4 p. Paris, 1827, impr. de Fain.

5. II. — REQUÊTE AUX DEUX CHAMBRES; par UN MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE. In-4° de 4 p. Paris, 1828; impr. de La Chevardière.

6. III. — ÉDUCATION, article de M. KÉRATRY. (*Encyclopédie moderne*; publ. par M. COURTIN. T. XI).

7. IV. — A GENERAL VIEW OF THE PRESENT SYSTEM OF PUBLIC EDUCATION IN FRANCE. — Coup-d'œil général sur le système actuel d'éducation publique en France; par DAVID JOHNSTON. In-8° de 230 p. Londres, 1827; Whittaker. (*Liter. Chron.*; 27 janv. 1827.)

8. V. — PESTALOZZI, ET LA SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DES CONNAISSANCES UTILES. (*Edinb. Review*. — *Revue Britann.*; avr. 1828, p. 251.)

Nous réunissons, comme relatifs à l'un des objets les plus dignes de l'intérêt public, les 5 écrits dont on vient de lire les titres; et nous insérons en entier le premier cité, à raison des documens précieux qu'il renferme sur la situation comparée de l'instruction primaire en France et dans les pays étrangers.

I. — Depuis le moment où cette Société, comprenant un des

besoins les plus impérieux du pays, s'est fait l'organe du vœu général, et a donné à l'instruction primaire une grande impulsion, chaque jour est venu apporter une nouvelle preuve de l'utilité de son entreprise, et démontrer l'avantage des procédés qu'elle a mis en pratique, recommandés et répandus dans tout le royaume, autant qu'il a été en son pouvoir. Chaque jour aussi, elle s'est efforcée de mettre en évidence le désintéressement et la pureté de ses vues : le bien seul a été le but de ses travaux et de ses sacrifices. Guidée par les hommes les plus honorables, elle ne pouvait s'égarer de sa route ni porter ombrage à personne; aussi l'administration n'a jamais cessé un seul instant de reconnaître ses louables intentions et de protéger son existence. Aujourd'hui, si elle fait un nouvel appel aux amis de l'éducation, c'est parce qu'en étendant sans relâche le cercle de ses encouragemens, elle a vu s'épuiser aussi de plus en plus les ressources dont elle est la dispensatrice. Elle appelle de nouvelles souscriptions parce qu'elle veut faire plus de bien, et en faire en plus d'endroits. Elle voudrait ne rejeter aucune des demandes fondées qui lui sont adressées journellement par les fondateurs et les maîtres des écoles. Elle souhaiterait aussi de consolider, d'une manière stable, des établissemens dont une expérience constante de dix années a mis hors de doute l'avantage et l'excellence. Si elle a essuyé quelques pertes, elles sont peut-être compensées par les succès solides qu'elle a obtenus ailleurs. Ce qu'elle désire surtout, c'est que le public connaisse bien toute l'étendue des besoins de la France sous le rapport de l'éducation du premier âge, afin que les amis de la jeunesse et du pays l'aident de tous leurs moyens pour y satisfaire avec le temps, autant qu'il est possible.

État et besoins de l'instruction primaire en France. — Le nombre des enfans en âge de fréquenter les écoles primaires est d'environ 6,000,000. Or, sur ce nombre, à peine un million et demi reçoivent l'instruction. Ainsi, sans parler de 10 millions d'adultes, qui sont dans l'ignorance des premiers élémens, 4 millions et demi de jeunes Français n'apprennent point à lire ni à écrire. Les jeunes filles entrent pour moins d'un tiers dans le nombre des enfans qui se rendent aux écoles publiques. Sur environ 40,000 communes, il n'y en a pas 24,000 qui soient pourvues d'écoles pour les garçons; les écoles sont

au nombre d'à-peu-près 27 mille, dont peut-être 4 ou 5 cents sont conduites selon la méthode d'enseignement mutuel. Ces dernières admettent, terme moyen, 104 élèves; les autres 38 élèves seulement. On croit que les 27 mille écoles de garçons coûtent annuellement aux familles ou aux communes 17 millions. La même somme, employée dans des écoles d'enseignement mutuel, suffirait pour instruire beaucoup mieux, plus de 2 millions d'enfans. L'avantage serait beaucoup plus grand dans les villes, où les écoles peuvent admettre 200 élèves, et jusqu'à 4 ou 5 cents. Les mêmes écoles, avec peu de frais, admettraient un égal nombre d'adultes aux classes du soir et des dimanches.

Écoles fondées à Paris et entretenues par la Société — La Société entretient à Paris trois grandes écoles-modèles, qui continuent d'offrir les plus grands succès. Elle ne ménage aucun sacrifice pour les faire prospérer: 1000 à 1100 élèves les fréquentent constamment. Chaque année il en sort 5 à 600 élèves bien instruits dans les connaissances élémentaires, la lecture, l'écriture, le calcul. En outre, dans les écoles de filles, elle fait pratiquer les ouvrages à l'aiguille, et dans l'école de garçons, le *dessin linéaire*, si utile comme introduction à la pratique des arts. Les élèves se distinguent dans les ateliers où ils sont admis comme apprentis; plusieurs ont mérité d'entrer à l'École des arts et métiers de Châlons. Partout on se loue de leur conduite autant que de leur intelligence. Les succès soutenus de ces établissemens, et l'ordre invariable qui y est observé, ont permis d'y introduire, depuis quelques années, un exercice de plus, celui du chant, qui jette de la variété dans les travaux de l'école, sans en troubler aucun. Les mêmes succès se remarquent dans vingt-une autres écoles gratuites, soutenues par la ville de Paris, par S. A. R. Mademoiselle d'Orléans, par les consistoires israélites, protestans, et par divers fondateurs. 3,000 élèves y sont admis. Enfin, six classes sont ouvertes le soir aux adultes des deux sexes, dans les mêmes emplacements. Partout on a éprouvé la bonté des principes et des règles qui font la base de la méthode (1).

Secours accordés aux départemens. — La Société ne se borne

(1) Depuis 1819, l'école de Saint-Jean-de-Beauvais, soutenue par la ville de Paris, a reçu 2153 enfans. Il en était sorti 1822, au 1^{er} janvier 1827. La dépense moyenne, en 1826, a été de 8 fr. 77 c. pour chaque élève.

pas à entretenir trois écoles à Paris. Elle distribue aux écoles des départemens qui suivent la même méthode des secours matériels plus ou moins fréquens, suivant leurs besoins. Ils consistent en tableaux, modèles, livres élémentaires, instrumens pour l'écriture et le dessin linéaire. Malheureusement, elle ne peut accorder tous les encouragemens réclamés par les écoles départementales; trop souvent, elle a éprouvé le regret de ne pouvoir répandre des secours partout où le besoin l'exige. Le conseil d'administration s'assemble vingt-six fois par année; il n'est pas une de ses séances dans laquelle il ne vote des secours pour un ou plusieurs établissemens. Il serait digne des amis de l'enfance de seconder les efforts de la Société pour un but si louable, et leur générosité ne peut éclater plus utilement qu'en venant à son aide par une *souscription extraordinaire*, ayant cette destination. Quoi de plus digne de la sollicitude des amis de *l'industrie nationale*? C'est pour celle-ci que la Société travaille, en propageant l'instruction parmi les basses classes. La cause de l'industrie agricole et manufacturière et celle de l'enseignement populaire ne sont qu'une seule et même chose, un seul et même intérêt. Le commerce n'est pas moins intéressé aux progrès de l'instruction première, qui est la base fondamentale de la tranquillité et de la prospérité intérieures. Aucun Français, ami de l'industrie, ne refusera de participer aux efforts que fait la Société d'éducation, pour dispenser partout ces secours, quand ces efforts seront plus généralement connus.

Nécessité de l'Enseignement Élémentaire pour les progrès ultérieurs de l'Industrie et des Arts. — Dans les derniers temps, on a, avec grande raison, insisté sur l'utilité de l'enseignement des élémens des sciences physiques et mathématiques à la classe ouvrière. C'est de là que dépend l'avancement de l'industrie et de l'agriculture, qui, malgré tous leurs progrès, sont encore arriérées chez nous, par rapport à d'autres contrées. Par la possession de ces notions élémentaires, les ouvriers perfectionneront leurs procédés, leurs moyens, leurs instrumens, leurs produits, et pourront devenir d'habiles contre-maîtres et de bons chefs d'ateliers. Mais comment arriver à ce résultat, quand la masse de la population est encore si ignorante? Comment, sans l'art de lire et d'écrire, pourrait-elle, non pas comprendre un seul mot des arts chimiques et mécaniques, mais seulement en sentir

l'avantage, et consentir à se livrer à des études ingrates? Quoi! 15 millions de Français, et plus peut-être, ne savent pas faire les deux premières règles de l'arithmétique, et l'on se flatterait de propager parmi eux les premiers principes de la géométrie et de la mécanique! La base de cette amélioration est évidemment l'instruction primaire rendue plus générale. Réjouissons-nous de ce que déjà plusieurs milliers d'ouvriers suivent avec empressement les nouveaux cours de géométrie (1); mais, occupons-nous sans relâche d'en augmenter le nombre, en répandant sur toute la surface du royaume l'art de lire, d'écrire et de compter; et même, il faut le dire, l'usage de la langue française. Qui ignore qu'en beaucoup de lieux, et même de bourgs et de villes, le peuple parle flamand, basque, bas-breton, allemand, ou provençal. L'expérience prouve la vérité de ces réflexions; car, à la Rochelle, Saint-Brieuc, Beziers, où l'enseignement élémentaire a prospéré; à Libourne, où le dessin linéaire a surtout réussi, les ouvriers montrent de l'empressement à suivre les nouveaux cours de géométrie; à Caen, où il a trouvé des entraves, on les a accueillis avec froideur, et à Blaye, on les a repoussés comme inutiles. Combien de motifs pour multiplier les établissemens d'instruction élémentaire perfectionnée, pour protéger les écoles existantes! En 1819, on en comptait 1300, en 1820, jusqu'à 1372 : la correspondance de 1826, à la vérité suivie peu régulièrement, en a fait connaître 258, peut-être le double est-il subsistant.

État de l'Enseignement Élémentaire dans les pays étrangers.

— Un sentiment d'amour-propre national vient se joindre à tant de motifs. De toutes parts le principe de l'éducation universelle est adopté et mis en pratique. Un exemple bien frappant mérite ici la première place; il s'agit d'un pays voisin où l'instruction passe encore pour être peu répandue. Il en était ainsi, en effet, il y a quelques années; mais le zèle persévérant de plusieurs sociétés modestes a triomphé de l'ignorance et de tous les obstacles. Sans ostentation, sans faire parler d'elles, et par l'ascendant seul de leur exemple et de leurs sacrifices, la Société de Dublin et celles qui correspondent avec elle, ont arraché à l'ignorance

(1) On doit à M. Ch. Dupin, membre de l'Institut, l'établissement de ces nouveaux cours et le développement que cette étude importante a pris en France, depuis plusieurs années.

la plus grande partie de la jeune population, dans un pays qui compte près de sept millions d'habitans. Aujourd'hui (nous le savons par un rapport tout récent, février 1827), elle est venue à bout d'établir ou de soutenir 11,823 écoles, fréquentées par 560,000 étudiants. 7,223 de ces écoles ont été créées en treize ans, par les soins et la générosité d'hommes privés, et le nombre des élèves a presque triplé. Ainsi, la douzième partie de la population irlandaise fréquente aujourd'hui les écoles. 62,261 livres moraux et utiles ont été répandus en 1826; en tout, 1,152,194, depuis la fondation de la bibliothèque de la Société, en 1817. Il est inutile de parler de la prospérité des écoles en Écosse, en Angleterre et dans le pays de Galles; mais l'exemple du Danemark peut être cité, pour la rapidité des progrès que fait l'éducation élémentaire perfectionnée. 1143 écoles y ont adopté la méthode depuis 1822; elles reçoivent 60,000 élèves; c'est la 33^e partie de la population, estimée à 2 millions. La Suède, la Hollande, l'Allemagne, la Saxe, la Prusse, ont depuis long-temps peu à désirer sous le rapport de l'industrie des basses classes, et les progrès des nouvelles écoles ne peuvent pas y être très-sensibles: cependant, en Suède, 97 écoles perfectionnées existaient en 1825, ouvertes à environ 7,200 élèves.

Dans l'Orient, il y a des écoles, et même il existe des sociétés à Bushire, Bassora, Ispahan, Tebriz. Par les soins de la Société anglaise, plus de 28 mille enfans sont instruits selon la méthode, à Ceylan et dans l'Inde britannique. On espérait l'introduire, de Malaca, où il existe déjà huit écoles, jusque dans la Chine. Elle prospère dans plusieurs îles de la mer du Sud, à Eimeo, à l'île de Barabora, et on l'applique déjà dans la *Nouvelle-Galles du Sud*. C'est surtout dans le Mexique et l'Amérique du Sud que les progrès de l'instruction tiennent du prodige. Un infatigable ami de l'enfance, M. Thomson, après sept ans de travaux, a contribué à établir la méthode à Buénos-Ayres, au Chili, au Pérou, à Colombie, au Mexique et dans le Guatémala (ou Amérique centrale). Le cri général au Mexique, est : *Donnez-nous de l'éducation*. La première école y a été ouverte, dans le palais même de l'Inquisition, pour 300 élèves. Partout la jeunesse se presse aux portes des écoles, et des sociétés s'établissent. Au Pérou, la loi de l'état a fixé une époque, passé laquelle on ne pourra voter sans savoir lire et écrire; *la voix publique est en faveur de l'édu-*

cation universelle. Aux États-Unis, il reste peu à faire : dans plusieurs états de l'union, des mesures sont prises pour que tous les enfans, *sans exception*, soient élevés et instruits dans les connaissances élémentaires. A New-York, il a été constaté que de 20,000 enfans élevés dans les écoles nouvelles, un très-petit nombre a été appelé devant les Cours de justice, et c'étaient des individus jadis notés à l'école pour leurs absences fréquentes et des habitudes vicieuses, tolérées par leurs parens. Terminons ce rapide coup-d'œil sur le globe, par une anecdote assez récente. En 1824, le conseiller d'état Sslotzof, inspecteur des écoles de Sibérie, homme pénétré des avantages de la méthode, se rendit au-delà du Baikal, sur la Sselenga, parmi les tribus des Buriates, pour les engager à faire enseigner à leurs enfans la lecture et l'écriture; quelle fut sa surprise, en apprenant d'eux que leurs lamas n'avaient pas d'autres procédés pour l'enseignement de l'arithmétique et de l'écriture que ce prétendu nouveau mode, et qu'il était connu au Tibet de temps immémorial ! Pourquoi donc le rejeter comme une innovation dangereuse ?

Publication des livres élémentaires. — Depuis 1825, la Société a senti le besoin de s'ouvrir une route nouvelle, et d'étendre le cercle de son action sur un point trop négligé. Circonscrite dans ses efforts pour propager l'instruction populaire, elle a voulu se dédommager d'un autre côté, et elle a ouvert un concours pour la composition de bons livres, moraux, instructifs et à bon marché; la condition est qu'ils ne coûtent pas plus de 30 à 50 centimes. Déjà dix ouvrages ont mérité le prix. Combien il est à souhaiter que le nombre en soit augmenté, décuplé ! qu'ils se répandent dans les classes inférieures, et qu'à mesure que la jeunesse sort des écoles, elle puisse trouver tout prêt un aliment sain et utile, qui la détourne de lectures frivoles ! Un almanach populaire bien fait a paru à la Société un ouvrage non moins précieux et nécessaire : elle en a provoqué la composition par un concours spécial. Il est bien à désirer que ses ressources soient augmentées, soit pour subvenir aux frais des concours, soit pour propager les bons livres qui en sont le fruit.

Une expérience de 12 années en France, de 22 années en Angleterre et en Amérique, a constaté tous les avantages de l'Enseignement Mutuel ; il n'est plus permis de les révoquer en

doute : il inspire aux enfans le goût du travail, l'esprit de subordination, des idées d'ordre et de justice; il développe l'intelligence, la réflexion et toutes les facultés morales et intellectuelles. Enfin, sous le rapport physique, il est favorable à la santé des enfans, et leur donne l'habitude de la propreté et de l'économie. Telle est la méthode que les hommes les plus respectables, après l'avoir accueillie à son apparition en France, ont depuis constamment protégée, secourue, et que la Société a propagée. Leurs noms, et tous ceux des amis de l'enfance, seront religieusement inscrits par elle sur le tableau des bienfaiteurs. Elle appelle au même honneur tous les Français pénétrés des mêmes sentimens, tous ceux qui sentent que l'éducation est le premier des besoins. Paris, le 21 mars 1827. *Les présidens, secrétaires et membres du Conseil d'administration.*

La souscription annuelle, pour devenir membre de la Société pour l'instruction élémentaire, est de 25 fr.; les membres ont droit d'assister aux séances du Conseil, et de recevoir gratis le *Journal d'Éducation*, publié sous les auspices de la Société. Tous les dons sont en outre reçus avec reconnaissance chez M. FOURCHY, son trésorier, place de l'École, n° 1, et chez M. CASSIN, son agent général, rue Taranne, n° 12. Les livres couronnés se trouvent chez Louis Colas, libraire de la Société, rue Dauphine, n° 32. La collection, formant dix volumes in-18, coûte 3 fr. 50 c., prise à Paris, sans intermédiaire, et 4 fr. 25 c. par la voie du commerce. (*Il faut affranchir les lettres.*)

II. — La requête aux deux Chambres a pour objet de réclamer l'exécution immédiate de la loi du 13 septembre 1791, et de demander que l'on prenne sans délai les mesures nécessaires, jusqu'à ce que l'instruction primaire soit donnée dans toute l'étendue du royaume à tous les jeunes Français des deux sexes. Le texte de la loi invoquée est ainsi conçu : « Il sera créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes, et dont les établissemens seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume ». Les faits et les raisons sur lesquels cette pétition est appuyée sont analogues à ceux qu'on a lus plus haut. L'auteur fait valoir l'importance de l'enseignement primaire, sous le double rapport de la morale et de l'ordre social, intéressé à ce

que les délits et les crimes soient prévenus par les progrès de l'instruction, que favorise plus que jamais l'économie de temps et d'argent dont on est redevable à la méthode de l'enseignement mutuel, aujourd'hui généralement adoptée hors de France. Il aurait pu insister sur l'avantage immense qui résulterait des progrès de l'enseignement élémentaire pour les classes laborieuses, auxquelles il faciliterait la transition, aujourd'hui si difficile pour elles, d'une occupation à une autre; la misère étant la source la plus féconde des délits, diminuer les chances de misère, est le plus sûr moyen de les prévenir. Qui croirait que 15 millions environ de Français, jeunes ou adultes, ne savent ni lire ni écrire, et que l'instruction primaire est moins avancée sur quantité de points de la France, qu'elle ne l'est parmi les nègres de l'Afrique? M. le baron Roger, ancien gouverneur du Sénégal, nous apprend, dans une excellente notice sur ce pays, que, sur la rive droite du fleuve, « *on rencontre des villages, dans lesquels il existe plus de nègres sachant lire et écrire l'arabe, qui est pour eux une langue morte et savante, qu'on ne trouverait, dans beaucoup de campagnes de France, de paysans sachant lire et écrire le français* ». (1)

III. — Dans l'article que nous citons, l'auteur, non moins recommandable par une recherche consciencieuse de la vérité, que par le talent, s'est borné à des vues générales. La pensée qui domine dans cet article est que l'éducation littéraire n'est pas pour un peuple un besoin de première nécessité, mais que l'enseignement élémentaire (lire, écrire et compter) est le besoin et le droit commun. Cette opinion est aussi celle de M. Ch. Dupin. (Voy. le *Bulletin* de 1827, T. XI, p. 242); on peut même dire qu'elle est maintenant celle de tous les hommes éclairés. Les observations sur lesquelles s'appuie M. Kératry servent à confirmer les raisonnemens et les faits cités dans les articles n^o 1 et 2.

IV. — L'écrit de M. D. Johnston contient, comme le titre l'indique, un tableau de notre système d'éducation : il insiste aussi avec force sur les avantages de l'enseignement élémentaire.

V. — Cet article contient des détails intéressans sur la vie et les efforts heureux de Pestalozzi, pour les progrès de l'éducation populaire. Mais ce qui nous engage à le signaler ici, c'est

(1) *Journ. des Voyag.*, janv. 1828, p. 14.

qu'on y trouve la preuve du droit acquis par ce philanthrope vertueux à la priorité, pour l'application du principe éminemment social qui fait de l'éducation populaire un droit pour le pauvre et un devoir pour la société. La vie entière de Pestalozzi fut consacrée à l'accomplissement de cette belle tâche. Le premier, aussi, il employa, comme moyen principal, l'enseignement mutuel, sans avoir eu connaissance des méthodes de Lancaster et de Bell. La *Société pour la propagation des connaissances utiles*, formée en Angleterre par MM. Brougham, John Russel, Lunsington, William Allan, le duc de Bedford, etc., et inspirée par l'esprit de Pestalozzi, a pour but, non seulement de protéger l'enseignement primaire, mais encore de *mettre à la portée du peuple toutes les branches des connaissances humaines*. Telle est l'idée développée avec autant de clarté que d'éloquence par M. Brougham, dans son *Traité de l'éducation populaire*, publié, pour la 1^{re} fois, en janvier 1825, et qui est aujourd'hui à sa 20^e édition.

La Société publie à cet effet des livres élémentaires, où elle se met à la portée de toutes les intelligences. On aura une idée du but qu'elle se propose, en lisant les fragmens, insérés dans l'article que nous citons, d'un discours du célèbre orateur anglais, sur *les objets, les avantages et les plaisirs de la science*. A. D. V.

9. TABLEAUX PRÉSENTANT LA PROGRESSION DES REVENUS PUBLICS DE LA FRANCE, depuis le 1^{er} janvier 1816, jusqu'au 31 décembre 1826.

Les états que nous publions ci-après, offrent le mouvement de tous nos revenus, depuis 1816 jusqu'à 1826 inclusivement. Deux choses fixeront principalement l'attention du lecteur dans l'examen de ces états, l'accroissement progressif des revenus perçus sur les transactions et les consommations, et la diminution également progressive du produit des taxes directes.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

MONTANT BRUT des rôles recouvrés en principal et centimes additionnels, pour les dépenses générales, les dépenses départementales, les dépenses ordinaires et extraordinaires des

communes, les non-valeurs et les réimpositions, et les frais de perception.

EXERCICES.	CONTRIBUTION foncière.	CONTRIBUTION personnelle et mobilière.	PORTES et fenêtres.	PATENTES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
1816	291,161,415	(A) 49,140,291	21,433,494	(B) 40,453,618	402,188,818	(A) Y compris 10 c. extraordinaires.
1817	294,168,898	(C) 61,198,481	(D) 20,912,075	30,677,871	402,857,325	(loi du 28 avril 1816.)
1818	295,351,554	46,420,776	(E) 27,105,675	21,541,837	380,419,842	(B) Y compris 10 c. extraordinaires.
1819	279,303,916	46,027,905	21,589,928	21,565,082	368,486,801	(Même loi.)
1820	279,980,281	45,805,166	21,518,350	21,509,027	368,813,824	(C) Y compris 50 c. extraordinaires.
1821	265,374,967	46,050,917	21,457,612	21,671,069	354,854,565	(loi du 25 mars 1817.)
1822	254,402,833	45,805,934	21,451,067	22,366,273	344,026,107	(D) Y compris 40 c. extraordinaires.
1823	254,402,833	45,520,394	21,444,103	23,539,860	343,288,131	(Même loi.)
1824	253,174,300	45,948,824	21,297,355	23,880,335	344,300,814	(E) Y compris 40 c. extraordinaires.
1825	254,435,826	46,012,471	21,320,127	24,889,985	346,658,419	(loi du 18 mai 1818.)
1826	249,912,803	45,105,846	20,540,365	25,698,701	341,187,717	

En 1817, il a été perçu, suivant le tableau ci-dessus, sur les 4 contributions directes...

402,957,325

Les dégrèvements successivement accordés de 1818 à 1827 ont été (en voir le détail par

nature de contributions, page 129 du budget de 1827) de..... 91,865,347

Somme dans laquelle le dégrèvement de 1827 entre pour celle de..... 19,245,438

Reste pour les dégrèvements accordés de 1818 à 1826 inclusivement..... 72,619,929 ci... 72,619,929

Ce dégrèvement déduit, les perceptions de 1826 sembleraient devoir s'être arrêtées dans la limite de..... 330,337,396

Elles se sont élevées, suivant le tableau ci-dessus, à..... 341,187,715

Différence à expliquer..... 10,850,319

Cette différence a pour cause :

1° L'augmentation survenue dans le produit des patentes qui, pour 1817, n'a été que de..... 20,677,871 et pour 1826 s'est élevé à..... 25,628,701

Augmentation pour 1826.... 4,950,830 ci... 4,950,830

2° La différence existante dans le montant des impositions d'utilité départementale et communale, pour les 2 années 1817 et 1826.

Pour 1817, ces impositions n'ont été que de..... 25,507,178

Pour 1826 (en y comprenant 3,612,969 fr. de centimes additionnels affectés aux dépenses du cadastre et imposés en exécution de la loi de finances de 1821), elles ont été de..... 31,179,341

Augmentation pour 1826.... 5,672,163 ci... 5,672,163

3° Depuis 1817, la contribution foncière s'est accrue en principal et centimes additionnels, par le résultat de nouvelles cotisations sur les biens restitués ou vendus, et sur les bois aliénés, compensation faite des pertes de matière imposable, de.....

227,326
Total égal..... 10,850,319
3.

ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.

Exercices.	Enregistrement. (Décime compris).	Timbre. (Décime compris).	Greffes. (Décime compris).	Hypothèques. (Décime compris).	Amendes de toute nature. (Décime compris).	Passeports et permis de ports d'armes.	Droit spécial sur les journaux.	Portion des salaires des conservateurs des hypothèques attri- buée au Trésor.	Frais de justice criminelle recouvrés.	Frais de poursuites recouvrés.	Domaines.	Produits accidentels.	Total par exercice.
1816	105,594,089	24,932,086	4,182,336	3,248, 33	1,848,472	1,732,688	"	127,424	509,093	18,619	29,325,330	216,852	171,825,872
1817	128,273,842	27,387,563	4,514,721	1,605,054	3,124,040	1,390,056	37,703	271,490	683,696	16,767	12,536,385	796,867	180,638,190
1818	128,387,110	27,496,563	4,648,060	1,581,657	3,427,190	1,315,642	188,073	265,361	678,834	14,868	6,269,120	350,480	174,622,953
1819	117,074,607	26,063,547	4,587,366	1,557,234	3,272,527	1,267,269	332,666	230,691	576,511	(1)	4,882,905	237,846	160,083,195
1820	116,692,123	25,742,149	(1) 3,600,050	1,272,782	2,816,726	1,330,518	387,421	222,185	550,966	"	5,124,846	341,878	158,081,651
1821	123,953,719	26,302,843	3,675,709	1,272,540	2,960,887	1,425,688	374,942	237,700	586,820	20,151	3,836,749	206,851	164,862,606
1822	122,209,920	26,793,732	3,688,663	1,278,043	3,442,497	1,639,072	373,096	230,044	603,837	24,888	5,983,831	224,380	166,492,008
1823	122,859,423	26,909,089	3,707,884	1,272,676	3,737,791	1,620,673	402,713	220,987	648,861	32,475	3,964,938	269,993	165,649,508
1824	134,744,504	26,977,941	3,718,081	1,355,859	3,363,563	1,634,990	356,649	235,682	694,806	33,730	3,320,678	198,633	176,634,926
1825	135,398,081	27,558,516	3,750,969	1,378,398	4,112,109	1,780,483	347,107	235,152	802,105	30,740	3,301,988	105,758	178,801,472
1826	136,394,547	27,875,605	3,842,144	1,420,064	4,942,724	1,866,026	351,124	230,168	767,861	32,212	2,491,803	70,922	180,315,253

(1) Déduction faite à compter de 1820, des attributions des greffiers, qu'ils reçoivent directement des parties.

(2) Pour 1819 et 1820, ces frais sont confondus avec ceux de même nature relatifs aux forêts.

Les produits de l'enregistrement, du timbre et des domaines se sont élevés pour 1816, à..	171,825,827
Ces mêmes produits, pour 1826, ont été de	180,315,253

Considérés dans leur ensemble, il ne ressort pour 1826 qu'une augmentation de.....	8,489,426
--	-----------

Mais il est à remarquer qu'en 1816 les seuls produits de domaines, comprenant pour 24,300,000 fr. de recouvrements sur le prix des ventes de biens de communes et de bois aliénés en vertu des lois des 29 mars 1813 et 23 septembre 1814, ont été de.. 29,325,330 tandis que cette même nature de produits n'a donné au budget de 1826, que..... 2,491,803

Il y a donc eu sur cette partie des recettes, de 1816 à 1826, une diminution de.....	26,833,527	ci..	26,833,527
--	------------	------	------------

L'augmentation survenue de 1816 à 1826 dans les produits de l'enregistrement, du timbre, des droits de greffe, etc., a conséquemment été de..... 35,322,953 et cette augmentation a été obtenue nonobstant les réductions et modérations de droits accordées par les deux lois des 15 mai 1818 et 16 juin 1824, lesquelles ont apporté dans les recouvrements, à partir de ces deux époques, une diminution annuelle, relative, de plusieurs millions.

PRODUITS DES FORÊTS (principal et accessoires).

EXERCICE.	QUANTITÉS VENDUES.				NOMBRE d'arbres réservés.	PRINCIPAL des adjudications.	PRODUITS accessoires perçus par l'administra- tion de l'enregistre- ment.		TOTAL par exercice.		
	Hectares.		Arbres.								
	fr.	a.	c.				fr.	c.			
1816	27,855	66	43	359,864	865,342	13,057,002	22	4,792,954	65	17,849,956	87
1817	29,541	76	23	364,192	794,836	17,742,688	93	3,805,073	11	21,637,762	04
1818	26,291	49	79	363,956	853,974	16,150,312	15	4,031,027	66	20,181,339	81
1819	26,835	91	57	370,014	861,027	15,929,926	24	2,374,884	54	18,304,810	78
1820	23,966	83	93	483,358	902,354	13,700,546	81	2,156,615	86	15,857,162	67
1821	25,054	61	75	369,583	976,423	17,626,265	31	2,535,874	91	20,162,140	22
1822	26,315	51	47	471,715	1,030,864	20,176,472	48	4,485,030	69	24,661,503	17
1823	21,304	87	79	443,637	1,258,792	18,934,104	40	4,263,536	76	23,197,641	16
1824	24,312	48	31	611,652	1,657,192	18,658,033	21	4,506,269	20	23,165,302	41
1825	25,904	57	26	474,288	1,874,743	22,680,481	30	5,525,065	93	28,215,547	23
1826	26,528	42	12	354,186	1,919,355	25,965,623	06	5,628,710	68	31,594,333	74

Le produit des forêts (principal et produits accessoires) a donné en recouvrements :

Pour 1816..... 17,849,957

Pour 1826..... 31,594,333

Augmentation en faveur de cette dernière année..... 13,744,376

Cette augmentation appartient exclusivement à l'élévation du prix d'adjudication des coupes. Il est en effet à remarquer que celles qui ont été mises en vente en 1816 ont porté sur une quantité de..... 27,855 hectares. tandis qu'en 1826 elles n'ont porté que sur une quantité de..... 26,528 hectares.

Il a donc été vendu en moins en 1826... 1,327 hectares.

DOUANES ET SELS.

ANNÉES.	DOUANES.					SELS.
	DROITS d'importation	DROITS d'exportation.	DROITS de navigation.	RECETTES accidentelles.	TOTAL.	de consommation perçus sur les côtes.
1816	44,461,438	3,962,391	2,484,232	550,529	51,458,590	42,748,123
1817	56,928,395	3,226,911	2,081,424	556,363	62,793,093	46,840,509
1818	60,023,271	4,253,280	2,305,795	473,185	67,055,531	48,961,633
1819	50,294,644	4,214,618	2,001,414	814,504	63,325,180	48,938,499
1820	70,342,564	3,772,050	2,206,274	1,082,938	77,403,826	52,847,370
1821	69,913,833	2,671,201	2,292,714	1,212,681	76,090,428	52,536,535
1822	78,343,099	2,114,762	2,339,694	1,191,311	83,988,866	52,280,154
1823	70,294,349	1,759,080	2,410,319	1,327,025	75,790,773	53,467,273
1824	92,357,670	1,668,944	2,407,950	1,587,947	98,022,511	52,762,758
1825	86,993,594	1,683,521	2,335,455	1,351,152	92,363,722	53,950,432
1826	99,674,164	1,420,107	3,072,899	955,219	105,122,389	53,692,953

Les droits de douanes ont donné en recouvrements :

Pour 1816 51,458,590

Pour 1826 105,122,389

Il ressort une augmentation de 53,663,799

laquelle se répartit comme suit, savoir :

Droits à l'importation..... 55,212,726

Droits de navigation..... 588,667

Recettes accidentelles..... 404,690

Total..... 56,206,083

Cette augmentation a été com-
pensée jusques à concurrence de
2,542,284 fr., par une réduction
de semblable somme qu'ont éprou-
vée les droits perçus à l'exporta-
tion, ci à déduire.....

2,542,284

Reste en augmentation,

somme égale..... 53,663,799

Le droit de consommation des sels a donné en recouvrements :

Pour 1816..... 42,748,123

Pour 1826..... 53,692,953

Sur cette partie des droits perçus aux matras salins par les douanes, il ressort une augmentation de.....
 En y réunissant l'augmentation de 2,570,991 fr. qui ressort sur le montant des mêmes droits perçus
 par les contributions indirectes sur les sels extraite des salines de l'Est et des sources salées, ci.....
 On obtient pour l'augmentation totale des droits des sels en 1826, relativement à 1816.....

BOISSONS, DROITS DIVERS, TABACS ET POUDRES.

EXERCICES.	BOISSONS.	DROIT de fabrication.	LICENCES.	MULES.	VOITURES publiques.	CLASSES.	SELS.	GARANTIS des matières d'or et d'argent.	NAVIGATIONS des péages sur les ponts.	DIXIÈME des produits des octrois.	ACCISES diverses (Tabacs compris.)	TABACS.	POUDRES.	TOTAL.
1816	58,690,039	5,474,532	2,563,552	"	2,379,479	402,241	4,139,990	688,988	3,963,093	3,511,959	2,571,535	55,451,861	"	139,837,269
1817	62,509,926	5,207,143	2,704,285	2,051,670	2,403,661	356,894	5,661,279	629,310	4,516,834	2,775,260	2,967,269	63,008,136	"	154,790,667
1818	74,048,552	8,072,630	2,978,917	2,874,636	2,836,108	422,824	5,695,370	785,108	4,857,974	3,379,051	3,867,739	65,830,550	2,146,582	177,797,101
1819	82,373,861	7,313,833	3,167,236	3,035,376	3,013,358	433,697	5,409,282	816,573	4,812,433	4,059,885	4,483,835	64,153,534	3,274,334	186,347,237
1820	85,948,838	7,684,041	3,144,491	2,936,819	3,067,180	435,813	5,919,528	831,726	5,147,625	4,333,385	4,678,318	64,044,504	3,518,419	191,870,687
1821	85,269,774	9,019,696	3,074,558	3,083,782	3,399,815	454,094	6,049,804	1,178,306	5,386,457	4,333,464	4,526,833	65,072,858	3,199,374	194,048,815
1822	91,469,880	10,407,338	3,137,035	2,817,001	3,651,247	459,585	6,179,444	1,300,457	5,550,483	4,401,830	4,619,163	65,021,569	3,653,385	202,728,417
1823	90,358,496	8,366,848	3,101,793	55,599	3,976,222	453,592	6,255,292	1,220,907	5,628,665	4,424,362	4,503,947	63,902,831	3,502,516	196,361,070
1824	94,115,735	9,248,439	3,175,599	"	4,409,273	520,635	6,934,772	1,494,520	6,034,100	4,809,929	4,634,849	66,045,545	3,453,749	204,877,145
1825	97,112,249	10,259,273	3,208,563	"	5,105,122	574,250	6,918,496	1,680,458	6,245,284	4,945,300	4,944,137	67,329,419	3,918,954	212,241,507
1826	98,865,782	10,258,053	3,213,389	"	5,370,140	553,560	6,710,981	1,501,268	6,202,748	4,963,633	4,921,602	67,035,337	4,044,054	213,640,547

10,944,830

2,570,991

13,515,821

Les produits des contributions indirectes
ont donné en recouvrements pour 1816..... 139,837,269

Ces mêmes produits pour 1826 ont été de. 213,640,547

Augmentation..... 73,803,278

nonobstant les modifications introduites, à partir de 1825, dans la législation des contributions indirectes, par les lois rendues sous la date du 24 juin 1824, modifications dont le résultat a été de réduire de plusieurs millions les droits indirects, notamment ceux de circulation,

Cette augmentation de 73,803,278 fr. se répartit entre les droits de la manière suivante :

Boissons.....	40,175,743
Bières. Droit de fabrication.....	4,783,521
Licences.....	649,837
Voitures publiques.....	2,990,661
Cartes.....	151,319
Sels.....	2,570,991
Garantie des matières d'or et d'argent.	812,280
Navigation et péages sur les ponts....	2,239,655
Dixième du produit des octrois.....	1,451,674
Recettes diverses.....	2,350,067
Tabacs.....	11,583,476
Poudres à feu.....	4,044,054
Total égal.....	73,803,278

PRODUITS DES POSTES.

EXERCICES.	TAXES des Lettres.	DROIT de 5 p. % sur les envois d'argent.	PRODUIT des places dans les malles- postes.	PRODUIT des places dans les paquebots.	PRODUIT des offices étrangers.	RECETTES diverses accidentelles	TOTAL.
1816	19,825,210	414,329	147,680	.....	542,751	43,030	20,973,000
1817	20,275,312	428,228	128,329	.....	580,568	15,735	21,428,172
1818	20,935,049	386,597	110,088	.....	540,796	23,371	21,995,901
1819	20,939,101	422,784	1,045,912	.....	508,481	53,460	22,969,738
1820	20,799,720	481,164	1,289,439	71,775	478,581	40,372	23,161,051
1821	21,107,013	455,386	1,588,981	69,781	502,294	169,242	23,892,697
1822	21,911,667	497,239	1,435,245	66,722	510,991	106,235	24,528,299
1823	22,780,634	605,985	1,470,020	31,498	458,675	17,532	25,364,344
1824	23,703,028	586,795	1,561,280	34,110	526,744	75,081	26,487,038
1825	24,724,718	561,723	1,627,086	53,364	571,959	13,789	27,552,639
1826	24,762,067	634,282	1,564,121	61,757	574,545	32,560	27,629,332

Les produits des postes ont donné en recouvrements pour 1816.....

20,973,000

Par suite de la mise à exécution, à partir de janvier 1826, des dispositions de l'ordonnance royale du 14 décembre 1825, concernant les franchises et contre-seings, la correspondance des fonctionnaires de l'Ordre judiciaire, celle des Administrations et régies de finances avec leurs préposés dans les départemens, et celle de ces préposés entre eux, précédemment assujettis à la taxe, a circulé avec exemption de cette taxe. Antérieurement, ces correspondances étaient acquittées sur des états de crédits, ou au moyen d'abonnemens, qui donnaient lieu à une recette annuelle, pour la direction générale des postes, qu'on ne peut évaluer à moins de 800,000 fr.

Les recouvrements de 1826 se présentent donc affaiblis de cette même somme de 800,000 fr., et nonobstant cette circonstance, ils se sont élevés à

27,629,332

Il ressort une augmentation de.....

6,656,332

qui, sans les effets de l'ordonnance du 14 décembre, eût été de 7,456,332 fr.

Cette augmentation se répartit comme il suit, savoir :

Produit de la taxe des lettres.....

4,936,857

— du droit de 5 p. o/o sur les articles d'argent.

219,953

— des places dans les malles-postes.....

1,416,441

— des places dans les paquebots.

61,757

— des offices étrangers.....

31,794

Total.

6,666,802

dont à déduire pour réduction survenue dans les recettes diverses et accidentelles.....

10,470

Reste en augmentation.....

6,656,332

LOTÉRIE.

ANNÉES.	PRODUIT des mises.	LOTS gagnans acquittés.	BÉNÉFICE NET.
1816	42,463,015	29,411,107	12,051,908
1817	47,987,918	37,966,845	10,021,073
1818	58,867,061	43,461,504	15,405,557
1819	53,609,933	42,970,763	10,639,170
1820	57,621,900	35,476,692	22,145,208
1821	51,401,276	37,408,501	13,992,775
1822	52,363,138	34,869,000	17,494,138
1823	49,399,305	33,200,253	16,179,052
1824	50,909,529	38,161,907	12,747,622
1825	57,256,801	41,751,442	15,505,359
1826	51,350,917	39,452,959	11,897,958

Ainsi, de 1816 à 1826, c'est-à-dire à dix années d'intervalle, les contributions directes ont éprouvé une réduction de 72 millions, et les produits indirects un accroissement de 166 millions. Cette somme devrait encore régulièrement être accrue d'environ 27 millions, provenant de recouvrements extraordinaires des produits de domaines faits en 1816. La différence serait donc environ 193 millions au lieu de 166.

Quoique les motifs de cette heureuse situation ne soient un mystère pour personne, rappelons brièvement les faits principaux sur lesquels elle repose. Le chiffre des années intermédiaires en indiquera d'une manière exacte la progression, qui a été à peu près constante.

En 1816, la population du royaume n'atteignait pas à 30 millions; en 1826, elle dépassait 32.

En 1816, notre agriculture était aux abois, privée de bras et de capitaux de toute espèce; en 1826 (grâces, il est vrai, à des dégrèvements successifs, et à des tarifs protecteurs dont l'action combinée agissait sur elle depuis trois ans), elle nourrissait une population plus forte d'un dixième, et, malgré cela, elle regorgeait de produits, tierçait sa récolte en vins, et comptait de plus qu'en 1816, 400 mille chevaux, 350 mille animaux de race bovine, 5 millions de bêtes à laine.

En 1816, nos mines de houille fournissaient 1 milliard de kilogrammes; en 1826, 1 milliard 500 millions.

En 1816, nous fabriquions moins de 100 millions de kilogrammes de fontes de fer; en 1826, plus de 160 millions.

En 1816, notre industrie mit en œuvre 12 millions de kilogrammes de coton; la consommation de 1826 s'est élevée à 32 millions.

En 1816, nous tirâmes de l'étranger 400 mille kilogrammes de soie; nous en avons tiré le double en 1826.

En 1816, la mise en œuvre des laines, soit françaises soit étrangères, fut estimée à 40 millions de kilogrammes; elle a été, pour 1826, de 48 millions.

En 1816, nos raffineries épurèrent 24 millions de kilogrammes de sucre; en 1826, 72 millions, etc., etc.

En 1816, notre commerce, tant au-dedans qu'au-dehors, était faible et restreint comme nos ressources; en 1826, tous les marchés étrangers recevaient de nos marchandises, et le marché intérieur s'était agrandi en raison du développement des industries agricole et manufacturière.

En 1816, nous succombions sous d'effroyables engagements; en 1826, tous les frais d'occupation, tous les arriérés étaient soldés depuis trois ans; les trois premiers cinquièmes de trente millions de rentes créées pour indemniser les propriétaires dépossédés par la révolution, étaient émis sans avoir affecté le cours de nos rentes: nous avions les plus belles finances de l'Europe.

De 1816 à 1826, la puissance de notre crédit a doublé. A la première époque, la rente 5 p. o/o était à peine à 60 fr., et, en ce moment, le fonds dans lequel a été transporté le crédit de l'État, représente ce même 5 p. o/o au cours de 120 fr.; en sorte que si nous ne pouvions emprunter, en 1816, qu'en payant 9 p. o/o d'intérêt, nous le pourrions aujourd'hui en payant 4 1/2.

En arrêtant son attention sur ces rapides progrès, bienfait réuni de la paix et de la restauration, quel homme, vraiment digne d'appartenir à notre beau pays, voudrait désormais courir le risque de compromettre une situation si prospère dans des querelles ou imprudentes ou frivoles, et ne sentirait le besoin de la protéger de tous ses efforts contre des intrigues ou des passions dont le triomphe aurait infailliblement pour effet de la détruire! (*Moniteur* du 3 août 1827).

10. PÉTITION ADRESSÉE A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS pour la répression des abus relatifs à l'*Agiotage de la Bourse*, au *Jeu sur les marchandises*; aux *Maisons de jeu* et aux *Loteries*, enfin aux *Prêts faits par le Mont-de-Piété*. (*Moniteur* du 23 mars 1828.)

Une semblable pétition, renvoyée le 27 janvier 1826 aux ministres des Finances et de la Justice, n'avait été suivie d'aucun résultat. On se rappellera que, dans le *Bulletin* (Voy. tom X, n° 205, juillet 1827), nous avons entretenu les lecteurs des discussions qui s'étaient élevées récemment à la Chambre des Pairs sur le même objet. Depuis, nous avons eu la satisfaction de voir quelques mesures partielles adoptées pour diminuer le mal qui résultait de la trop grande facilité avec laquelle on était admis dans les maisons de jeux, et nous avons même annoncé la suppression totale d'une de ces maisons. (Voy. tom XI, n° 22, sept. 1827). L'auteur de la proposition faite à la Chambre des Députés, en 1826, M. Riboulleau, vient de la renouveler à la présente session, et nous fournit l'occasion de revenir sur ce sujet.

Deux orateurs, M. de Chabrol et M. Ch. Dupin ont parlé sur cette pétition, dont M. Laffitte avait été le rapporteur. Le premier, après avoir présenté quelques considérations, selon lui militantes, en faveur des *Maisons de jeu* et du *Mont-de-Piété*, demandait qu'on passât à l'ordre du jour; le second, après avoir fait ressortir surtout les graves inconvéniens attachés à l'établissement de la *Loterie*, insistait pour le renvoi de la pétition au ministre des Finances et à la Commission du budget, renvoi qui, en effet, a été adopté par la Chambre. Nous allons puiser dans leurs discours tous les renseignemens nécessaires pour éclairer cette question de morale et d'économie politique.

« Le but de l'institution du *Mont-de-Piété*, a dit le rapporteur, étant de *rendre service*, et non d'*imposer*; si les calculs du pétitionnaire étaient exacts, notre devoir serait d'intervenir, afin que les secours accordés aux pauvres ne le fussent plus à des conditions qui ajoutassent à sa misère, au lieu de le soulager.... Le *Mont-de-Piété* prête, il est vrai, à 12 pour cent par année; mais ces prêts, qui s'élèvent annuellement à une somme d'environ 40 millions, se partagent sur 1,200,000 articles d'engagemens : les $\frac{4}{5}$ à peu près ne s'élèvent guère que de 3 à 8 fr.;

les $\frac{1}{2}\%$ sont retirés par les emprunteurs à leur terme, et le plus grand nombre avant l'expiration du 1^{er} mois; or, l'intérêt d'un mois sur un prêt de 3 fr. est de 3 cent., et il paraît difficile de le réduire. » Il résulte, ajoute M. Laffitte, pour l'établissement du Mont-de-Piété, un excédant annuel de recettes sur les dépenses, de 260,000; mais ces bénéfices sont versés dans la caisse des hospices. La répartition des frais de régie donne, pour chaque article déposé, une dépense de 55 à 60 c. Pour diminuer l'intérêt, il faudrait donc se borner à ne prêter que des sommes élevées; mais, par ce moyen, le seul qui pourrait amener de l'économie dans les frais, les plus malheureux, ceux que l'institution doit avoir eu surtout en vue de soulager, seraient privés de ce secours.

Nous trouvons la confirmation de ces renseignements dans le discours de M. De Chabrol, avec cette observation, que les travaux de l'établissement, qui embrassent dans une année plus de 2,400,000 opérations matérielles, s'exécutent avec moins de 300 personnes, dont le traitement moyen n'est que de 1,670 fr. Il nous paraît en résulter que le but de l'institution du Mont-de-Piété est atteint, et que le seul moyen praticable d'apporter quelque modification heureuse à cette institution, serait, comme l'a proposé M. Laffitte, (qui, du reste, a voté pour le renvoi au ministre des Finances), de faire supporter une partie des frais à l'État, et de rendre ainsi les conditions du prêt moins onéreuses à ceux qui sont forcés d'y avoir recours.

Quant au jeu de la *Bourse* et à celui des *Loteries*, M. Laffitte croit pouvoir les assimiler à tous les autres modes de jouer; il prouve qu'ils ont le même résultat, « celui de faire perdre à l'un ce que l'autre gagne, de *déplacer au lieu de produire*. » « Si le dommage, ajoute-t-il, est le même dans tous les cas, dans tous aussi se trouve la même immoralité. L'inégalité des chances qui existe dans les Maisons de jeu et les Loteries se reproduit aussi à la Bourse; car, selon la manière dont les joueurs sont placés, il se peut que l'habileté n'appartienne à personne, et que la ruine et la fortune se partagent au contraire entre l'imprudent qui se fie aux apparences, et le fripon mieux informé. » Mais ici le rapporteur déclare avec regret que ce mouvement de la passion des hommes ne peut être prévenu par aucune mesure; car, dit-il, tant qu'il y aura des existen-

ces oisives, il y aura disposition à tenter les chances du hasard. « Mais si la loi, ajoute-t-il, est impuissante contre ces derniers abus, une pensée consolante, c'est que du moins l'opinion, toujours juste, se prononce à sa place, pour infliger un autre châtiment : l'homme qui travaille est récompensé par l'estime, le joueur flétri par la honte ou par le mépris. » Malheureusement, nous craindrions qu'un pareil raisonnement perdît beaucoup de sa force, si l'on voyait l'autorité le condamner en quelque sorte, en protégeant l'inconduite par les privilèges accordés aux Maisons de jeu et à la Loterie. Nous ne pensons pas, d'ailleurs, que, dans aucun cas, un gouvernement, non content de regarder le vice comme une triste nécessité, en puisse faire encore un objet de spéculation; et c'est cependant ce que nous voyons par le fait, et ce qui nous engage à reproduire ici quelques-uns des argumens de M. Ch. Dupin contre un impôt qui, comme il l'a fort bien dit, porte à la production la plus funeste atteinte, un impôt dont la perception est le plus onéreuse, et le premier, par conséquent, qu'il faille remplacer par des équivalens moins désastreux.

M. Ch. Dupin trouve dans les comptes généraux communiqués à la Chambre lors de la dernière session, que les mises des 86 départemens se sont élevées à 51,354,765 fr.,

dont 46,103,028 fr. fournis par 21 dép.,

et 5,251,737 par les 65 autres.

Il en résulte une proportion de 2,200,000 fr. pour les premiers, et de 81,000 fr. pour les derniers.

Il ne faudrait pas en conclure seulement que les 21 départemens joueurs, comme les appelle M. Charles Dupin, sont plus riches que les autres; il prouve, par le relevé suivant, que la proportion des richesses est loin de suivre la proportion des mises à la loterie.

NATURE DES CONTRIBUTIONS.	PAR LES 21 DÉPARTEM ^{ts} .	PAR LES 65 AUTRES.	PAR TOUTE LA FRANCE.
Contribution foncière	52,870,716	101,884,371	154,755,087
— personnelle et mobilière	12,703,236	14,457,012	27,160,248
Portes et Fenêtres	6,084,685	6,726,775	12,811,460
Patentes	12,132,921	8,430,618	20,563,539
Contributions directes	30,920,842	29,614,405	60,535,247
TOTAUX	114,712,400	161,113,181	275,825,581

On peut donc inférer, avec M. Charles Dupin, que les départemens où l'on met davantage à la loterie sont ceux qui ont le plus de commerce et d'industrie, le plus d'ouvriers dans les fabriques, le plus d'étalagistes et de porteurs dans les rues et sur les places », et c'est une preuve que le fléau de la loterie est plus à redouter encore pour le pauvre que pour le riche.

Rapprochons maintenant de ce tableau celui des condamnations pour les crimes et les délits qui tiennent de plus près à la vie domestique, prononcées en 1825, et nous y verrons la même inégalité dans la répartition entre les deux espèces de départemens indiquées.

NATURE DES DÉLITS.	POUR LES 21 DÉP.	POUR LES 65 autres.
Empoisonnemens.....	9	11
Blessures faites par des enfans à leurs parens	20	24
Vols domestiques.....	351	355
Enfans abandonnés ou nés hors du mariage	34,376	35,016

Ne doit-on pas être frappé de voir cette inégalité constante pour quatre espèces de délit entre les départemens, et ne doit-on pas y voir, avec M. Dupin, la constance des causes morales, et principalement celle de la loterie?

On n'en doutera pas, sans doute, en lisant les rapprochemens suivans entre les 5 départemens qui ont une roue de fortune et les 81 autres qui ont le bonheur de n'en point avoir.

Sommes aventurées à la loterie par les 81 départemens sans roue de fortune,	13,937,742 fr.
— par les 5 autres,	37,417,023
Bâtards dans les 81 départemens,	627
— dans les 5 autres,	3,753
Condamnés pour vols domestiques dans les 81 départ.,	7
— dans les cinq autres,	29

Ainsi, les 5 départemens gratifiés d'une roue de fortune jouent autant que le feraient 218 autres départemens; ils ont autant de bâtards que 30 autres départemens, et autant de condamnés pour vols domestiques que 21 autres (1) ! Lorsque 85 départe-

(1) Les 5 villes où sont établies les 5 roues de fortune sont Lille, Bor-

mens n'aventurent à la loterie que 22,075,226 fr., Paris, à lui seul, en aventure 29,279,539, et il perd ainsi, contre le gouvernement, année commune, 7 millions, et dans les Maisons de jeu, 7 autres millions.

Remarquons, avec M. Charles Dupin, que nos institutions modernes les plus chères à l'humanité ont toutes pour objet de diminuer les chances du hasard; telles sont: les assurances maritimes, les assurances contre l'incendie, les caisses d'épargne et de prévoyance, les sociétés de secours mutuels; et reconnaissons avec douleur que les Maisons de jeu, autorisées par le gouvernement, et les Loteries, qu'il régit, poussent le peuple dans une voie entièrement opposée à cette direction bienfaisante.

M. Charles Dupin ne laisse pas même au gouvernement l'excuse que cet impôt immoral est productif pour le trésor de l'état.

Ouvrant les comptes généraux de la dernière session, il en extrait le calcul suivant :

Loteries	{ Recettes des bureaux.....	51,354,765
	{ Lots gagnans.....	39,452,960
	{ Produit net des bureaux.....	11,901,805
	{ Frais d'administration.....	4,662,513
	{ Gain du trésor.....	7,239,292

Frais de perception, 64 pour 100 du produit net.

Il en tire la conséquence que, si tous les impôts étaient comparables à la Loterie, pour avoir un produit brut de 724 millions, il faudrait lever un impôt de 5 milliards 136 millions, dont on rendrait aux contribuables un peu moins de 4 milliards, selon les chances du hasard, et dont MM. des finances toucheraient 466 millions pour frais de perception.

A côté de ce triste tableau, M. Ch. Dupin nous offre du moins un motif de consolation, en nous confirmant dans l'opinion que nous avons déjà émise d'après lui dans l'article au-deux, Paris, Strasbourg et Lyon. On objectera que ce sont les villes les plus peuplées de France; mais, en même temps, il faudra remarquer aussi que ce sont les villes où se trouvent réunis un plus grand nombre d'ouvriers, et ce sera une nouvelle preuve à l'appui de cette opinion que c'est sur le pauvre principalement que pèse le plus cet odieux impôt, auquel un de nos députés vient de proposer de substituer un impôt sur le sucre, qui porterait au moins sur un plus grand nombre de classes, et surtout sur les classes aisées.

quel nous avons renvoyé plus haut, c. à d. que la fureur du jeu, bien loin des'accroître, comme on aurait pu le craindre, a beaucoup diminué de nos jours, ce qui prouve une amélioration morale bien sensible dans les classes inférieures de la société. « En 1784, dit-il, M. Necker, dans son ouvrage sur l'administration des finances, évaluait le produit des Loteries à 11,500,000 liv. (11,356,000 fr.) pour une population de 25,000,000 d'habitans; c'était, par tête, 47 centimes d'aventurés au jeu, et 454,000 fr. perdus au jeu de la Loterie par million d'habitans de tout âge et de tout sexe. En prenant le taux moyen des produits de la Loterie pour 1824 à 1827, on trouve la somme de 13,065,325 fr. pour 31,400,000 habitans; c'est 416 mille francs par million d'habitans ». Ainsi, la passion du Français pour le jeu de la Loterie a diminué dans le rapport de 454 à 416, ou de 6 p. 100. Le demi-siècle qui vient de s'écouler, loin d'avoir accru la démoralisation, sous ce rapport, l'a donc sensiblement diminuée : c'est un heureux résultat de l'instruction et de l'aisance plus généralement répandues.

Concluons : Les réclamations les plus éloquentes et les plus énergiques s'étaient élevées de toutes parts depuis long-temps contre l'existence des Maisons de jeu et de hasard, et surtout contre celle de la Loterie; tous les hommes les plus honorables de nos jours, députés ou hommes privés, avaient cherché à éclairer la religion des ministres sur de pareils abus; M. Ch. Dupin, par des faits et par des chiffres, vient de rendre ces vérités morales plus palpables encore au plus grand nombre : il a fait plus, il a prouvé que les intérêts du fisc pouvaient bien être d'accord avec ceux de la justice et de la morale pour faire prononcer une abolition réclamée depuis si long-temps par tous les gens de bien. Espérons que tant de généreux efforts ne seront point perdus, et n'attendons pas seulement de l'intérêt l'adoption d'une mesure qui doit surtout profiter aux mœurs du pays.

E. H.

II. TRANSFORMATION INDUSTRIELLE ET PHILANTHROPIQUE DE LA LOTERIE. (*Journ. des prisons, etc., n° 3, 2^e ann., 1826, p. 87.*)

Sans s'étendre trop longuement sur les considérations pour ou contre la loterie, l'auteur en fait néanmoins ressortir l'immoralité. Toutefois, admettant qu'il puisse être dangereux de la supprimer tout à coup, il pense qu'on peut la transformer

en une institution philanthropique; le mal deviendrait alors la source du bien; c'est ainsi, dit-il, que le gouvernement représentatif est né de la féodalité à laquelle nous devons aussi en partie l'abolition de l'esclavage.

A l'appui de son opinion l'auteur établit des calculs dont nous tâcherons de donner succinctement une idée.

« S'il existait au monde, dit-il, une *valeur* qui ne fût soumise à aucune espèce de chance d'accroissement, peut-être trouverait-elle difficilement des acquéreurs : les terres, les bâtimens, les denrées, tout s'achète généralement parce qu'on croit que la valeur augmentera; mais certaines acquisitions exigent des sommes qui ne se trouvent pas dans les mains de tout le monde; l'appât d'un gain considérable se présente; une petite somme suffit pour espérer de l'obtenir; on la risque et souvent on la perd.....

Ainsi jouer à la loterie ou à la roulette, est plus souvent l'acte de la misère que de l'inconduite. Si l'on avait plus, on risquerait moins, on placerait au lieu d'abandonner au hasard, et l'on recueillerait un intérêt assuré sans préjudice de bénéfices éventuels. On sait que les bonnes chances et les bons marchés sont toujours pour les riches. »

« Eh ! bien, ajoute l'auteur, il s'agirait de changer cela, et de procurer aussi à la classe pauvre, les moyens d'assurer et d'accumuler ses épargnes, tout en satisfaisant son goût pour les chances de gain. »

C'est dans cet esprit que, abordant les calculs à l'appui de son projet, l'auteur commence par établir que le montant annuel des bénéfices de l'administration actuelle de la loterie, est de plus du *quart* du total annuel des mises, année commune. Ainsi, par exemple, dans l'exercice 1824, le bénéfice total est de 16,778,000 sur lesquels 4,555,750 fr. ont acquitté les frais; ainsi le produit net pour le fisc a été de 12,222,250 fr. Or on peut assurer que la recette ne s'est pas élevée, à beaucoup près, à 60 millions. Toutefois, comme il y a des années où les chances sont moins heureuses pour elle, on peut bien prendre ce terme moyen du $\frac{1}{4}$ sans craindre d'exagérer; et le $\frac{1}{5}$ de ce quart, ou $\frac{1}{20}$ sera très-largement le montant des frais, tandis que les $\frac{19}{20}$ ou le sixième seront le produit.

Supposons, dit-il, un joueur à 60 c.; dans la balance générale des chances on voit que l'administration gagnera sur ce joueur 15 c. à chaque mise, et que ce joueur à 60 c., avec des chances moyennes, se trouvera au bout de l'année n'avoir sauvé que 45 c. sur chaque mise.

Maintenant admettant que le gouvernement renonce à tout bénéfice sur la loterie, comme 5 c. suffisent pour les frais d'administration de cette mise, il reste 10 c. dont il est possible, dit l'auteur, de ne pas dépouiller le malheureux actionnaire. Or, ce sont ces 10 c. qui donnent, suivant lui, les moyens d'effectuer la transformation philanthropique de la loterie.

Il s'agit donc de conserver autant que possible à l'actionnaire les $\frac{11}{12}$ de sa mise au lieu des $\frac{3}{4}$, tout en laissant quelque part au hasard. Pour cela l'auteur propose d'assurer irrévocablement les $\frac{2}{3}$ de toute mise comme placement, et de considérer le reste seulement comme destiné à toutes les chances de la combinaison, quelle qu'elle soit, *extrait*, *ambe* ou *terne*, etc., etc, qui motivera sa mise. Ainsi sur une mise de 60 c., 40 c. seront reçus de l'actionnaire à titre de consignation et 20 à titre de mise. Alors si la combinaison est *perdante*, l'actionnaire n'aura perdu que 20 c.; si elle est *gagnante*, l'administration ne lui donnera que le $\frac{1}{3}$ du lot qui lui reviendrait d'après le système actuel.

On conçoit tout de suite, ajoute l'auteur, combien ce projet cadre parfaitement avec l'état des choses : « en effet, dit-il, nous avons montré que les bénéfices actuels de la loterie équivalent au moins au $\frac{1}{4}$ des recettes; or, le quart de la somme 20, livré aux chances, est 5, somme égale à celle qui est plus que suffisante pour subvenir aux frais; les 3 autres quarts retournent aux actionnaires, toutefois après l'inégale répartition du sort : mais, toujours est-il que celui dont la bonne et la mauvaise fortune se balanceront, retirera ses $\frac{3}{4}$ du tiers ou ses $\frac{3}{12}$, ne laissera qu' $\frac{1}{12}$ pour frais de dépôt, d'enregistrement, etc.; et en définitive aura une épargne et remplacement utile des 8 autres douzièmes ou des $\frac{2}{3}$ de ses mises totales. Quant au joueur qu'on supposerait constamment malheureux, toujours est-il qu'au moins les $\frac{2}{3}$ de toutes ses mises seraient conservés pour lui.

D'après ce système, il y aurait 40 millions sur 60 de recette à placer au profit des actionnaires. Voilà déjà, dit l'auteur, pour le gouvernement une belle prérogative qu'un tel maniment an-

nuel de fonds, et ce serait pour la caisse d'amortissement un auxiliaire inattendu, qui ne laisserait pas d'avoir une action notable.

L'auteur laisse à déterminer le mode de comptabilité à suivre dans l'application de ce nouveau système, d'après lequel chaque bureau de loterie pourrait être considéré comme une véritable *caisse d'épargnes*, et, comme il faut des noms nouveaux aux choses nouvelles, il propose d'adopter pour cette institution l'une des dénominations suivantes :

Loterie royale de placement. — Caisse générale de placement à prime. — Caisse générale d'épargnes. — Loterie royale économique.

12. NOTE SUR UN PROJET DE DISTRIBUTION GÉNÉRALE D'EAU DANS L'INTÉRIEUR DE PARIS ; par M. GENIEYS, ingénieur des ponts et chaussées, attaché au service de la distribution des nouvelles eaux de Paris. In-8° de 56 p.; prix., 1 fr. 25 c. Paris, 1827; Carilian-Gosury.

L'auteur de cette note a eu pour but de faire sentir l'avantage qu'il y aurait de réserver toutes les eaux de l'Ourcq pour les fontaines publiques, et le lavage des rues, et d'opérer une distribution d'eau de Seine pour les usages domestiques : ses idées se sont trouvées d'accord avec celles du conseil municipal lorsqu'il a arrêté les bases du cahier des charges qu'il a fait publier, pour appeler le concours des compagnies.

Il s'est encore proposé de jeter quelque lumière sur la question de l'écoulement des eaux, question d'autant plus délicate à traiter, que sous une apparente simplicité, elle renferme des difficultés d'un ordre supérieur.

Jusqu'ici on s'est borné à étudier le phénomène de l'écoulement dans un tuyau droit, qui reçoit l'eau d'un bassin supérieur, et la transmet dans un bassin inférieur. Mais si cette eau doit être portée sur un grand nombre de points, et par un système de conduites qui s'embranchent les unes sur les autres, la question se complique, et d'autres formules deviennent indispensables pour la résoudre.

L'auteur indique un moyen de mettre le problème en équation, en supposant que la pression qui a lieu sur la paroi du tuyau secondaire, à l'origine de chaque branchement, est la

même que celle qui s'exerce sur la paroi correspondante du tuyau principal. Cette hypothèse ne saurait être admise que pour de petites vitesses, et il est à regretter qu'on n'entre pas dans plus de détails, soit pour la justifier, soit pour apprécier l'erreur dans laquelle on peut être entraîné dans la pratique. Mais pour traiter un pareil sujet dans toute son étendue et avec les développemens convenables, il aurait fallu sortir des limites d'une simple note, et c'est ce qui a déterminé l'auteur à en faire l'objet d'un travail spécial. Nous croyons pouvoir assurer que ce travail sera bientôt livré à l'impression, et qu'il présentera un traité complet de l'art de conduire, d'élever et de distribuer les eaux.

Sans entrer davantage dans la partie technique de cet ouvrage, nous nous bornerons à lui emprunter l'exposé des divers projets qui ont la distribution des eaux dans Paris pour objet.

L'établissement d'un service régulier pour la distribution de l'eau dans les grandes villes est un des besoins qui se font le plus sentir : aussi voyons-nous qu'à toutes les époques on a entrepris de grands travaux pour assurer l'approvisionnement de Paris. Ces travaux portent l'empreinte des temps où ils ont été conçus. Ils suivent les progrès des sciences et des arts, et s'ils n'ont pas toujours amené des résultats satisfaisans, il faut en accuser l'imperfection des connaissances et quelquefois aussi le manque de ressources. On commença par diriger l'écoulement des eaux qui, comme celles des prés de Saint-Gervais et de Belleville, n'avaient qu'à suivre une pente naturelle pour arriver à leur destination. Ensuite, on éleva les eaux de la Seine; d'abord en faisant des machines hydrauliques, que le courant du fleuve mettait en mouvement; plus tard au moyen de machines à vapeur.

Le haut prix de ces machines et la cherté du combustible empêchèrent sans doute de leur donner plus d'extension, et firent conseiller l'exécution du canal de l'Ourcq; on se flattait qu'une rivière navigable, amenée sur un des points les plus élevés de la capitale, fournirait des ressources inépuisables pour satisfaire à tous les besoins des particuliers, et pour créer de nouveaux moyens d'embellissement. Malheureusement le canal est terminé et l'on est loin de jouir de tous les bienfaits qu'on

en attendait. L'approvisionnement n'est pas le même dans les différentes saisons de l'année ; il ne résiste pas à une longue sécheresse ; il est gravement compromis, comme il l'a été ces jours derniers, par la seule rupture d'une digue, par la seule perméabilité du terrain dans lequel on a creusé le nouveau lit ; la qualité des eaux enfin ne peut-elle pas être altérée par les variations successives du volume, de la vitesse, et par un séjour prolongé dans les bassins ?

D'un autre côté, les machines à vapeur ont éprouvé depuis quelques années des améliorations sensibles. De nouveaux procédés, en simplifiant leur construction et diminuant la dépense du combustible, permettent d'élever l'eau, à peu de frais, à une très-grande hauteur, de manière qu'il serait économique et très-prudent de ne regarder les eaux de l'Ourcq que comme un supplément aux eaux de la Seine, formant alors la base de la distribution. Enfin les règles qu'on emploie pour déterminer les diamètres des tuyaux et les hauteurs des réservoirs se déduisent des simples données de l'expérience, qu'on n'a pas encore pu lier par des formules analytiques. Cette nouvelle cause d'incertitude rend plus difficile la solution du problème de la distribution générale d'eau dans les différens quartiers de Paris, problème de sa nature indéterminé. M. Girard a essayé le premier de le résoudre.

La distribution d'eau dans Paris a trois objets principaux : le lavage des rues et des égouts, les concessions particulières, l'embellissement des places et des promenades. Pour remplir ces trois objets, M. Girard proposa : 1^o de dériver 4 mille pouces d'eau du bassin de la Villette, dans un aqueduc en maçonnerie, qui se soutiendrait à la même hauteur que ce bassin, et qui contournerait la partie septentrionale jusqu'à la plaine de Mousseau ; 2^o de diviser le sol de Paris en douze quartiers, dont chacun serait approvisionné par une conduite particulière ; 3^o de réunir les conduites principales affectées à ces douze quartiers, en trois faisceaux ou systèmes de distribution, dont chacun serait renfermé dans une même galerie, depuis l'aqueduc de ceinture jusqu'au grand égout, à partir duquel les différentes conduites de chaque système se sépareraient pour se porter directement sur les quartiers qu'elles doivent approvisionner. 4^o de renfermer les tuyaux de ces conduites sous des galeries

voutées depuis leur origine jusqu'à leur extrémité inférieure, en profitant, pour la pose de ces conduites, de tous les anciens égoûts où elles pourraient être placées sans inconvénient; sur ces conduites principales devraient être faits ensuite les divers branchemens destinés à porter des eaux au point culminant de chaque rue pour en opérer l'arrosage et le lavage. Enfin, ces branchemens devraient porter eux-mêmes des rameaux plus petits, destinés à alimenter des concessions particulières. D'après ce système, l'établissement des fontaines monumentales ou châteaux d'eau à l'extrémité des conduites, devenait d'une grande importance comme embellissement, et servant aussi de cuvettes de distribution pour le service des concessions particulières. Les détails d'exécution de ce projet ont été suivis exactement par M. Égault, à qui l'on devait déjà la connaissance exacte du relief de Paris et des hauteurs de ses quartiers. Les dépenses faites s'élèvent à 9,500,000 fr., celles à faire à 5 millions.

M. Mallet a traité plus largement la question. Il suppose, comme M. Girard, qu'on dérive 7,678 modules ou 4,000 pouces d'eau du bassin de la Villette; il en affecte 2,000 au service public et 2,000 au service particulier. Chacun de ces services se divise ensuite en service inférieur, ou service des quartiers à la hauteur desquels les eaux dérivées du bassin de la Villette pourront atteindre naturellement; et service supérieur, ou service des quartiers où l'on n'atteindra que par des machines.

Paris contient 736,611 habitans. Chacun d'eux pourra jouir de 57 litres 343. Les 2,000 pouces du service public alimenteront 36 fontaines et les établissemens communaux, tels que l'entrepôt des vins, les casernes, les hôpitaux, les prisons, etc., M. Mallet, qui a examiné les systèmes adoptés à Rome, à Venise, à Londres et à Édimbourg, propose de prendre les eaux de l'Ourcq au regard de la rigole d'embranchement qui précède la galerie Saint-Laurent, et de les jeter dans un tuyau de 1 mètre 50 centimètres, qui descendrait le faubourg Saint-Martin jusqu'au boulevard, et se diviserait ensuite en deux branches d'un mètre, qui se porteraient à droite et à gauche en se dirigeant, l'une vers le pont Louis XVI, l'autre vers le pont Marie et de la Tournelle pour traverser chacune la Seine, et venir se rencontrer sur la place Saint-Sulpice, formant ainsi une enceinte fermée. De ce tuyau réservoir partiraient des

tuyaux répartiteurs, branchés d'autres tuyaux sous-répartiteurs, qui seraient enfin accompagnés de tuyaux de service sur lesquels les particuliers pourraient brancher leurs tuyaux. L'aqueduc de ceinture et les conduites exécutées jusqu'à ce jour, ne figurent pas, pour ainsi dire, dans ce projet, dont la dépense s'élèverait à 22,500,000.

Le conseil des ponts et chaussées, étendant le champ de la question, a senti la nécessité d'y ajouter un supplément de 2,000 pouces d'eau de la Seine pour les besoins des particuliers. Ce nouvel élément introduit dans la question, en change l'état et offre plusieurs moyens pour la distribution des eaux : 1^o Celui d'un système unique, soit qu'on les mélange, ou qu'on les distribue alternativement; 2^o celui des deux systèmes distincts, l'eau de la Seine employée au service particulier, l'eau de l'Ourcq au service public; 3^o enfin celui d'un système distribuant également à part les deux sources et les employant au service, soit particulier, soit public, non pas uniquement d'après leur nature, mais encore suivant la considération de la dépense.

Le premier système est le plus coûteux : il rend inutiles les travaux exécutés et exige un entretien dispendieux. Le second plus économique; a le grave inconvénient de multiplier des tuyaux dans toutes les rues. Le troisième proposé par M. Genieys, habile ingénieur des ponts et chaussées, est celui qui nous paraît satisfaire le mieux à toutes les conditions.

La nécessité de fournir de l'eau de la Seine aux particuliers résulte de la qualité des eaux de l'Ourcq, de l'incertitude de leur arrivée régulière, de la nécessité enfin de réserver les 4,000 pouces dont la ville peut disposer pour les fontaines publiques. La consommation d'eau de la Seine par chaque individu peut se fixer à 36 litres par jour, et la consommation totale à 1,400 pouces, à raison d'une population de 740,000 habitants.

Les eaux de la Seine suivant les points les plus bas de la vallée sur laquelle la ville est bâtie, il faudrait les élever au moyen de machines à vapeur, et régler leur mode de distribution sur la configuration du sol; de là, la nécessité de plusieurs réservoirs à des hauteurs différentes. M. Genieys est porté à considérer deux plans d'eau en réservoirs, situés l'un à 20 mètres au-dessus du point zéro de l'échelle d'étiage du pont de la Tourneelle, l'autre à 40 mètres au-dessus du même niveau, comme

propres à donner 50 centim. de diamètre aux tuyaux de ceinture, de 32 à 20 centim. de diamètre aux répartiteurs, de 140 à 108 millim. aux tuyaux de service, et de 2 à 4 centim. aux tuyaux des particuliers. La dépense d'établissement s'élèverait à 15,800,000 fr., et la dépense annuelle à 1,658,720 fr.

La distribution des 4,000 pouces d'eau de l'Ourcq destinés au service public, se ferait par des conduites indépendantes, qui partant de l'aqueduc de ceinture ou du bassin de la Villette, se porteraient directement, en suivant des galeries souterraines et des égouts, sur les places où doivent être situées les fontaines monumentales. La dépense d'établissement serait de 2,900,000 f. et la dépense annuelle de 472,748.

Sur la rive droite comme sur la rive gauche, les eaux de la Seine et celle de l'Ourcq seraient distribuées séparément; le choix de leur destination, soit au service des particuliers, soit à celui du public, ne dépendrait pas uniquement de la nature de ces eaux, mais bien encore de la considération de la dépense.

Le projet que M. Genieys a rédigé d'après ces principes, et que nous ne saurions trop recommander à l'administration, est celui qui nous paraît le mieux concilier les lois de l'économie et celles d'une abondante distribution, sans rien changer à l'ensemble des travaux exécutés jusqu'à ce jour. (*Nouv. Journal de Paris*; 12 juillet 1828, p. 3).

13. STATISTICAL ILLUSTRATIONS OF THE TERRITORIAL EXTENT AND POPULATION, etc. OF THE BRITISH EMPIRE. — Documents statistiques sur l'étendue territoriale, la population, le commerce, les taxes, la consommation, les banqueroutes, le paupérisme, et les délits dans la Grande-Bretagne. In-8° de XXV-88 p., avec tableaux. Londres, 1825; Miller.

Les privations et la misère endurées par les classes productives de la Grande-Bretagne pendant les années 1816-1817 décidèrent la formation d'une société dont le but était de rechercher les causes de cette misère et de s'assurer s'il eût été possible de la prévenir, et si l'on pouvait en empêcher le retour.

La société s'occupa d'abord d'un examen progressif des documents authentiques mis sous les yeux du parlement dans le cours des quarante dernières années, et ce travail ne fut pas

sans difficulté. Tout ce qui est relatif au territoire, à la population, aux produits, à la consommation, aux manufactures, au commerce, aux taxes de l'état, aux taxes paroissiales, au paupérisme, aux crimes etc, était disséminé sans ordre dans plus de cent volumes in-folio de journaux et de pièces parlementaires; il a fallu que la société comparât ce qu'elle y avait trouvé avec d'autres informations qu'elle était parvenue à se procurer; elle a ensuite classé sous différens titres tous les renseignemens qui lui ont paru incontestables; c'est de cette manière qu'elle a formé les tableaux statistiques dont nous allons soumettre au lecteur quelques-uns des principaux résultats.

Le premier des tableaux est celui des revenus et des dépenses annuels de la Grande-Bretagne depuis 1793 inclusivement, c. à d. depuis l'époque du commencement de la première guerre contre la France jusqu'en 1824, cette année également comprise.

Nous croyons pouvoir nous dispenser de donner ici la nomenclature de toutes les taxes et de toutes les dépenses de chacune de ces trente-deux années; nous nous bornerons à les présenter en masse, ce qui fera suffisamment connaître les charges que les deux dernières guerres, celle de 1793 et celle de 1804 ont imposées à la Grande-Bretagne et à l'Irlande, et les avantages, sous le rapport des taxes, qu'elles ont retirés des deux paix.

En 1793 les dépenses de la Grande-Bretagne furent de 22,734,366 l. st. Elle y a pourvu au moyen de taxes montant à 17,707,983 l. st.; d'emprunts de 3,023,000 l. st.; d'une émission de billets de l'échiquier pour 488,000 et enfin de 250,000 l. st. qu'elle reçut de l'Irlande; ainsi dès cette première année de la guerre, il y a eu léger déficit; dans les années suivantes, il s'étendra constamment et quelque fois même d'une manière plus que décuple de celui-ci. On verra que pendant cette longue période, les recettes et les dépenses ne furent de niveau ou à peu près de niveau qu'en 1823 et 1824; encore ce niveau fut-il dû, la première de ces années, à un emprunt de 7,075,000 l. st.; et la seconde à un emprunt de 4,600,000 l. st..

De 1793 à 1802 époque de la 1^{re} paix d'Amiens, les dépenses s'accrurent tous les ans; quelque fois cette augmentation ne fut que d'environ un million sterling, mais presque continuellement elle s'éleva à plus de dix; de sorte qu'en 1802, der-

nière année de la première guerre, les dépenses montèrent à 62,373,480, c. à d. qu'elles furent un peu moins que triples de ce qu'elles avaient été en 1793. Pour faire face aux dépenses en 1802 on eut recours à 37,111,630 de taxes, à un emprunt de 24,960,000 et à 48,611,600 en billets de l'échiquier. Ces diverses sortes de recettes s'élevèrent donc à 71,872,430, d'où il paraîtrait qu'elles surpassèrent les dépenses de 49,798,950; mais ces excédans ont servi à couvrir une partie des déficits précédens et à venir. Celui de 1801 avait été de 9,130,906, et ceux des deux années suivantes furent chacun encore de plus d'un million sterling.

Les dividendes de la dette publique en 1793 de 10,711,941 étaient en 1802 de 25,456,894.

Pendant les deux années qu'a duré la paix d'Amiens, les dépenses furent, la première de 62,373,480, et la seconde seulement de 54,912,890. La nation fut donc un peu soulagée par cette paix, mais non autant qu'elle aurait pu l'être. Il y avait à acquitter le reste des dépenses des années de guerre.

Lors de la reprise des hostilités en 1804, les dépenses furent de 67,619,475 et elles s'élevèrent progressivement, d'abord seulement de quelques millions sterling chaque année; mais à partir de 1808, l'augmentation annuelle fut considérable; en 1814, année de la paix de Paris, les dépenses montèrent à 129,742,339; l'année suivante à 130,305,958, et le dividende de la dette publique, non compris le fonds d'amortissement, étaient en 1815 de 27,176,930 et en 1816 de 31,392,890; ce n'est qu'en 1824, que ces dividendes sont descendus à 27,695,359.

Depuis la paix de Paris les dépenses ont été successivement diminuées; en 1824 elles n'étaient que de 67,404,642, et les taxes furent de 62,269,432; mais le soulagement que dut recevoir la nation par la diminution des taxes n'est qu'apparent; la raison en est sensible: les billets de la banque d'Angleterre devenus monnaie nationale, qui avaient perdu plus de 30 pour cent dans les dernières années de la guerre, remontèrent brusquement presque au niveau du signe métallique. La nation dut ainsi avoir autant de peine en 1824, dixième année de paix, à payer 62,289,432 qu'elle en avait eu en 1813, vingtième année de la guerre, à donner 77,132,150.

On n'aurait point une idée complète de ce qu'a coûté à la Grande-Bretagne ses deux guerres contre la France, si l'on perdait de vue le capital de la dette publique. Or, ce capital est maintenant d'environ vingt milliards de francs (1); et cette dette est le produit de la guerre et de ses suites, tout ce qui était antérieur à 1793 ayant été racheté par le fonds d'amortissement.

Le tableau de la population offre les détails suivans.

Et d'abord il montre de combien la population s'est accrue de 1700 à 1821, année d'un recensement général fait par ordre du parlement. En 1700 elle était pour l'Angleterre et le pays de Galles de 5,475,000 individus, et en 1821 de 12,218,500. Celle d'Irlande a éprouvé une augmentation encore plus forte. En 1712 de 2,099,094, et en 1821 elle montait à 6,801,827, et s'était ainsi plus que triplée en 109 ans.

Le tableau distingue les individus des deux sexes, et, en Angleterre, comme il paraît que cela se rencontre dans le reste de l'Europe, le nombre des hommes est un peu au-dessus de celui des femmes, quoiqu'il naisse habituellement un peu plus de garçons que de filles.

Le nombre des familles dans la Grande-Bretagne s'élève à 2,941,383 dont 978,650 s'adonnent à l'agriculture; 924,432 sont occupées dans les manufactures; 415,507 exercent les diverses sortes de commerce, et 612,488 sont classées sous le titre d'improductives.

Pour juger de la force et des autres avantages qu'une nation peut retirer de sa population, il faut savoir dans quels âges elle est distribuée, et voici ses principales divisions en Angleterre :

Sur vingt mille individus il y en a au-dessous

de cinq ans.....	2,982
de 5 à 10.....	3,611
de 20 à 30.....	3,154
de 30 à 40.....	2,365
de 40 à 50.....	1,873
de 50 à 60.....	1,318
etc.	

Nous nous sommes bornés à recueillir ces données. L'homme,

(1) Le 3 janvier 1823 il était de 796,530,145, selon le tableau de l'état de la dette.

passé soixante ans, est, en général, peu utile à l'état dont il est membre; mais nous ferons observer que bien que dans la population totale le nombre des femmes, ainsi que nous l'avons dit, surpasse celui des hommes, ce rapport n'est pas constant à toutes les époques de la vie. Dans les trois premières citées ci-dessus, le sexe masculin domine; il domine encore de 40 à 50 ans, et pour les années suivantes l'excédant du nombre des femmes est bien faible; c'est de 30 à 40 ans que cet excédant est plus remarquable.

Le défaut d'espace ne nous permet pas de nous arrêter sur la distribution des âges de la population du pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande.

Nous allons maintenant exposer les diverses sortes de revenus qui composent le revenu général que se partagent les familles de la Grande-Bretagne. Le premier de ces revenus est celui de 40,000,000 acres de terres, évalués par le tableau à 240,000,000 liv. Les manufactures, l'industrie donnent aux familles qui y sont engagées, 147,000,000 liv. Les taxes de l'état, les taxes paroissiales, les dîmes absorbent 48,000,000; il reste chaque année un surplus de 25,000,000, et ces quatre articles réunis forment un total de 480,000,000 liv. st.

Le tableau divise en vingt-huit classes les familles qui se partagent ces diverses sortes de revenus, en assignant la part de chacune de ces classes.

Les cinq premières comprennent 2,500,000 familles: la première de ces cinq classes est formée de 1,000,000 de familles, qui n'ont qu'un revenu de 25 liv. st.; celui des quatre autres classes s'élève graduellement jusqu'à 100 l. qui forme le revenu de la dernière ne comptant que 200,000 familles. Les rédacteurs du tableau n'hésitent pas à affirmer que ces cinq classes ne peuvent vivre de leurs revenus.

Les familles de huit autres classes se trouvent entre la privation et une existence confortable. Celles de la première, au nombre de 100,000 ont un revenu de 200 l. : ce revenu augmente pour les classes suivantes, et monte pour la dernière à 1000 l. D'après le tableau, le surplus de ces huit classes est de 12,000,000 l..

Sept autres classes ont un revenu au-dessus de ce dont il est besoin pour se procurer une existence *confortable*. Le revenu

des familles de la 1^{re}, au nombre de 13,333, est de 1500 liv., et celui de 3000 familles de la dernière classe de 5000 liv. : le surplus de ces sept classes est de 9,000,000 l.

Enfin le tableau trace une ligne de démarcation entre ces dernières classes et sept autres qui jouissent d'une extrême superfluité.

Ces familles si favorisées sont peu nombreuses, et elles diminuent sensiblement en nombre à mesure qu'elles augmentent en fortune.

Le revenu des 2000 familles de la première classe	
est de.....	7,500 liv. st.
Celui des 1000 de la seconde de.....	15,000
Celui des 500 de la troisième de.....	24,000
Celui des 200 de la quatrième de.....	30,000
Celui des 100 de la cinquième de.....	50,000
Celui des 50 de la sixième de.....	75,000
Celui des 35 de la septième de.....	100,000

Ces sept classes ont un surplus de..... 4,000,000

Si le surplus total de 25,000,000 (625,000,000 fr.) entrerait chaque année dans le capital national, la richesse de la Grande-Bretagne ferait de rapides progrès; mais comme 13,000,000 de ce surplus appartiennent aux classes plus qu'aisées et à celles qui ont un immense superflu, on peut présumer qu'une partie est consommée en dépenses frivoles de luxe, de fantaisie (1).

A côté de cet immense superflu est placée une profonde misère. Le tableau nous apprend que des 2,941,385 familles de la Grande-Bretagne 2,500,000 ont un revenu qui ne leur assure point le nécessaire, ou ne l'assure qu'à une partie d'entre elles; et pour juger des privations que doivent subir les 2,500,000 familles, il n'y a qu'à considérer que la population s'étant, depuis 1793, augmentée de 40 pour cent, la consommation de la Grande-Bretagne est restée stationnaire, et ce n'est pas là une vague assertion; ce que nous avançons est prouvé par les registres de l'excise.

D'après ces registres telle est la moyenne de la consommation de la drèche et de la bière pendant les cinq années :

(1) Il serait curieux d'évaluer ce qui en résulterait pour l'agriculture et l'industrie, si l'on employait pour les soutenir ce que coûte chaque année aux lords et aux gentlemen anglais la chasse du renard.

	1793—1797	1819—1823.
Drèche, boisseaux—	26,166,589—	25,520,355
Bière ditto	7,361,241—	7,129,667

On a cherché dans les deux chambres du parlement à expliquer cette situation de la consommation de ces deux importants objets, par l'augmentation de la consommation du thé. Mais cette augmentation n'est qu'apparente et couvre une véritable diminution, ce dont il est facile de se convaincre.

De 1793 à 1797 la consommation du thé a été de 19,430,252 livres; et de 1819 à 1823 de 27,123,811 livres. Si pendant la seconde de ces époques, la population, augmentée de 40 pour cent eût fait une consommation en rapport avec cette augmentation, la consommation se fût élevée à 37,973,333 livres ou à 10,789,522 livres au-dessus de ce qu'elle a été.

Un calcul du genre de celui-ci doit s'appliquer à la consommation de la viande.

La moyenne de la vente des bêtes à cornes a été au marché de Smithfield.

	1793—1797	1819—1823
	116,179.	140,077.

et d'après l'accroissement de la population, la vente pendant la seconde époque aurait dû être de 196,108 bêtes à cornes.

Au moment où nous allons exposer le montant des exportations de la Grande-Bretagne, nous réclamons l'attention du lecteur.

En 1824, la valeur de ce montant est portée par le tableau à 48,030,046 l., et semble excéder de beaucoup celle de toute année antérieure; mais cette valeur est la valeur *officielle* qui exprime aujourd'hui seulement la quantité et non la valeur *déclarée*, laquelle exprime *bona fide* la valeur réelle des articles d'exportation; et la valeur déclarée, pour cette même année 1824, est seulement de 37,573,718.

Cette distinction entre les deux valeurs est importante. Dans les dix années de 1798 à 1807, la moyenne de la valeur officielle a été de 24,457,271 l., et celle de la valeur déclarée de 40,707,491. Cette supériorité de la dernière de ces valeurs a commencé à baisser en 1817, mais elle a toujours continué, quoique faible, jusqu'en 1820; et depuis cette dernière année jusqu'en 1822, la valeur officielle a excédé celle déclarée, d'abord de 2,449,366, ensuite de 4,378,811 et enfin de 7,381,593.

Les rédacteurs du tableau ne se bornent pas à présenter ces faits. Ils établissent quels auraient été les bénéfices de la Grande-Bretagne, si le rapport existant entre les deux valeurs pendant les cinq années, de 1798 à 1807, se fût perpétué pendant les années suivantes, c'est-à-dire si la valeur déclarée eût constamment, chaque année, surpassé la valeur officielle d'environ 15 pour cent; ces bénéfices réunis, d'après les calculs, eussent en 1821, monté à 257,259,242 l. Ce serait une somme aussi énorme, que la Grande-Bretagne n'a pas, à la vérité, perdue, mais que, selon l'expression vulgaire, elle a manqué à gagner. Où donc est cette prospérité toujours croissante de son commerce qu'on suppose ordinairement à l'Angleterre?

Deux utiles informations peuvent être encore tirées du tableau. La première, c'est qu'alors que la valeur déclarée était même beaucoup au-dessus de la valeur officielle, ce qui était l'indice de grands gains de la part des manufacturiers et des négocians, le prix du salaire subissait une diminution. On prévoit que cette diminution a dû devenir plus grande dès que la valeur officielle a dépassé l'autre. Aussi le prix du salaire était-il de beaucoup réduit en 1820-1821-1822. Nous ne présenterons pas ici la baisse insérée dans le tableau, parce qu'elle n'est que celle du prix du travail d'une industrie particulière.

L'autre information consiste en ce que chaque année, depuis 1818, les exportations n'ont pas discontinué d'avoir un excédant sur les importations. Cet excédant, qui n'a été la première année que d'un peu plus de deux millions sterling, s'est élevé les années suivantes à cinq, six, sept, dix millions. En 1821 il a été de 18,669,993 l. st., en 1822 de 21,822,724, et la valeur de cet excédant de 1818 à 1822 forme une valeur de 257,823,295 (12,891,116,475 fr.). La Grande-Bretagne recevant annuellement des nations étrangères une quantité de leurs produits beaucoup inférieure à celle qu'elle lui fournit des siens, il est évident que ses habitans ont à supporter une restriction dans les objets de leur consommation. Mais ce n'est pas là le seul mal qu'ait produit cet excédant d'exportations. Les négocians engagés dans le commerce ont traité avec le gouvernement du solde que leur devaient les étrangers, et les fonds provenant de ce solde ont servi à payer les dépenses des armées anglaises sur le continent; ainsi nul doute qu'on ait dû à cet emploi le prolon-

gement de la guerre. Les rédacteurs ajoutent que le gouvernement payait en annuités les créances qui lui étaient cédées ; mesure à laquelle ils rattachent l'accroissement démesuré de la dette publique, et, par une conséquence naturelle, celui des billets de la banque dont ils déplorent les effets. (1)

Des causes de détresse que nous avons énumérées sont sorties l'augmentation du nombre des pauvres et celle de leur taxe ; il y avait, assistées par les paroisses en Angleterre et dans le pays de Galles, en 1802, 725,915 familles ; en 1812, 971,913 ; en 1813, 953,915 ; en 1814, 895,773 ; et il a été dépensé pour venir au secours de ces familles dans la première de ces années 4,077,891 l. ; dans la seconde 6,656,205 ; dans la troisième 5,418,045, et en 1821, 6,358,703. Le nombre de familles assistées cette année ne se voit pas dans le tableau.

Le montant de la taxe des pauvres n'est pas réparti entre les comtés selon leur population. Il est généralement plus faible

(1) Les rédacteurs du tableau nous semblent attribuer une trop grande étendue à l'emploi de ces créances auxquelles le gouvernement se faisait substituer. Ils disent qu'il a été pourvu par elles à toutes les dépenses de la guerre depuis 1793 jusqu'en 1814. Selon nous, ces créances ont pu suffire à cet emploi pendant la guerre terminée par la paix d'Amiens. Mais il est constant, et nous sommes étonnés que les rédacteurs du tableau ne se le soient pas rappelé, que la Grande-Bretagne, pendant les dernières années de la seconde guerre, a fait sur le continent des versements de lingot et de monnaie d'or considérables pour acquitter les subsides qu'elle donnait à ses alliés : ce sont même ces versements qui ayant fait baisser singulièrement le change, ont opéré la dépréciation des billets de la banque, qui a fini par être de plus de 30 pour cent, laquelle jusqu'à cette baisse du change avait été presque insensible. Nous aurions désiré aussi que les rédacteurs du tableau nous eussent fait connaître l'emploi du solde depuis que la Grande-Bretagne n'a plus d'armées sur le continent et vraisemblablement n'y fait plus passer de subsides. Nous voyons aussi avec peine que le tableau ne tiennne aucun compte de la contrebande. Il est cependant constant qu'elle introduit habituellement en Angleterre des produits étrangers, quelquefois même nuisibles à l'industrie nationale. Nous rappellerons entr'autres le goût montré, il y a quelques années, par les dames anglaises pour les soieries françaises ; il était tel, qu'avant le bill de M. Huskisson, les fabricans anglais se croyaient tenus d'envoyer leurs articles dans quelque port britannique, afin qu'on les regardât comme apportés par des smogleurs.

dans ceux où les familles sont plus spécialement adonnées à l'agriculture.

L'accroissement de la détresse a été accompagné de celui des crimes. En 1810, 5070 individus ont paru devant les cours d'assises; en 1818, il y en a eu 12,675; en 1820 13,710; en 1821 13,115. Ainsi, dans l'espace de onze ans, le nombre des prévenus est devenu une fois et demie plus grand.

Ce nombre est bien loin d'être en rapport avec la population des divers comtés. Le Westmoreland, qui comprend 10,434 familles, n'a eu en 1810 qu'un seul individu mis en jugement, tandis qu'il s'en est trouvé 563 dans le Lancashire, où sont 203,173 familles. Le nombre des prévenus s'est, à la vérité, fort augmenté dans les comtés où il était si réduit en 1810; mais leur accroissement a été extrême dans le Lancashire, et a été en 1818 plus de trois fois au-dessus de ce qu'il avait été en 1810.

Ce qui est sans doute à remarquer, c'est qu'un accroissement de ce genre ne s'est pas vu dans le comté de Middlesex, où est Londres. En 1810 le nombre de ses prévenus était de 1424, et en 1818 de 2,665, c. à d. qu'il ne s'était pas tout à fait doublé.

C'est dans les comtés plus agriculteurs qu'industriels que le nombre des individus envoyés aux assises s'est trouvé moins élevé; cette règle néanmoins admet quelques exceptions.

Nous terminons ici le compte des *Statistical illustrations*, en éprouvant le regret que l'espace dans lequel nous avons dû nous resserrer nous ait empêché de rendre ce compte plus complet; nous nous exprimons de prévenir le lecteur, qu'outre les tableaux dont nous l'avons entretenu, il en est nombre d'autres où l'on voit comment le sol de la Grande-Bretagne est divisé en terres livrées à l'agriculture ou abandonnées au pâturage, et le revenu qu'en tirent leurs propriétaires; le nombre des maisons habitées et non habitées, et celui des individus employés dans les principaux négoce; le montant des consommations de nécessité et de luxe; celui des diverses taxes, leurs frais de perception; la dette flottante, la dette fondée, les différentes espèces de celle-ci, le nombre de ses dividendes, classés selon ce qu'ils rapportent à leurs possesseurs. D'autres tableaux donnent, dans le plus grand détail, les exportations et les importations de la Grande-Bretagne et de l'Irlande; les contrées où les premières se rendent et celles d'où les autres arrivent; les

divers objets dont elles se composent; le revenu des douanes, le nombre des bâtimens de commerce construits ou enregistrés, leur tonnage: et comme ces tableaux embrassent une grande période, ils servent à montrer la marche de l'industrie et du commerce, leurs progrès, ainsi que les lenteurs qu'ils ont pu éprouver. Ces tableaux sont précédés d'une espèce d'introduction sous le titre modeste de préface, et accompagnés de notes courtes, contenant les vues les plus saines en économie politique. Enfin, s'il nous est permis d'exprimer le jugement que nous portons des *Statistical illustrations*, nous dirons que parmi les nombreux écrits publiés jusqu'à ce moment sur la Grande Bretagne, il est l'un des plus propres à faire connaître sa véritable situation économique; nous désirons donc qu'il en soit donné une traduction. On ne saurait trop répandre de semblables ouvrages.

Henri LAS...

ÉTAT DES PRISONS DANS LA GRANDE-BRETAGNE, etc.

14. I. AN ACT FOR CONSOLIDATING AND AMENDING THE LAWS RELATING TO THE BUILDING, REPAIRING AND REGULATING OF CERTAIN GOALS AND HOUSES OF CORRECTION IN ENGLAND AND WALES. — Acte pour consolider et amender les lois relatives à la construction, à la réparation et à l'administration de certaines prisons et maisons de correction, en Angleterre et dans le pays de Galles. 10 juill. 1823.
15. II. FIRST, SECOND AND THIRD REPORTS FROM THE COMMITTEE ON THE LAWS RELATING TO PENITENTIARY HOUSES. — Rapports I, II et III du comité, sur les lois relatives aux pénitenciers.
16. III. REPORT FROM THE COMMITTEE ON THE STATE OF THE GOALS OF THE CITY OF LONDON. — Rapport du comité sur l'état des prisons de la cité de Londres.
17. IV. FIRST, SECOND, THIRD, FOURTH AND FIFTH REPORTS OF THE COMMITTEE OF THE SOCIETY FOR THE IMPROVEMENT OF PRISON DISCIPLINE. — Rapports I, II, III, IV et V du comité de la Société pour l'amélioration de la discipline des prisons.
18. V. ROSCOE ON PENAL JURISPRUDENCE. — Roscoe, sur la jurisprudence pénale. 1819.
19. VI. ROSCOE'S ADDITIONAL OBSERVATIONS ON PENAL JURISPRU-

DENCE.—Observations additionnelles sur la jurisprudence pénale; par ROSCOE. Londres, 1823.

20. VII. SPEECH OF G. HOLFORD, ESQ., ON THE MOTION MADE BY HIM IN THE HOUSE OF COMMONS. — Discours prononcé par G. HOLFORD, écuyer, à l'occasion de sa motion faite en juin 1814, et tendant à obtenir la permission de présenter un bill pour l'amélioration du régime des prisons de la cité de Londres.

21. VIII. SPEECH OF G. HOLFORD, ESQ., IN THE HOUSE OF COMMONS. — Discours prononcé par G. HOLFORD, dans la Chambre des communes, le 22 juin 1815, sur le bill tendant à amender les lois relatives à la transportation des criminels, et contenant des provisions concernant la détention des criminels dans les pontons.

22. IX. SPEECH OF G. HOLFORD, ESQ., IN SUPPORT OF AN AMENDMENT TO WITHHOLD FROM THE VISTING JUSTICES OF PRISONS THE POWER OF AUTHORISING THE EMPLOYMENT WITHOUT THEIR OWN CONSENT OF PRISONERS COMMITTED FOR TRIAL. — Discours prononcé par G. HOLFORD, écuy., à l'appui d'un amendement ayant pour objet de retirer aux juges qui visitent les prisons la faculté de permettre que des détenus en état d'accusation soient employés à des travaux autrement que de leur propre consentement. Londres, 1824.

23. X. THOUGHTS ON THE CRIMINAL PRISONS OF THIS COUNTRY. — Pensées sur les prisons criminelles de ce pays; par G. HOLFORD, écuy. Londres, 1821.

24. XI. A SHORT VINDICATION OF THE GENERAL PENITENTIARY AT MILLBANK. — Apologie succincte de la pénitencerie générale de Millbank; par G. HOLFORD, écuy. Londres, 1822.

25. XII. AN INQUIRY WHETHER CRIME AND MISERY ARE PRODUCED OR PREVENTED BY OUR PRESENT SYSTEM OF PRISON DISCIPLINE. — Recherches sur la question de savoir si le crime et la misère sont produits ou prévenus par notre système actuel de la discipline des prisons; par T. F. BUXTON, écuyer. Londres, 1818.

26. XIII. CORRESPONDENCE ON PRISON LABOUR.—Sur le travail des prisons; par sir J. C. HIPPLESLEY. Londres, 1823.
27. XIV. THOUGHTS ON PRISON LABOUR.—Pensées sur le travail des prisons; par un étudiant. In-8° de 492 pp.; prix, 9 sh. Londres, 1824; Rodwell et comp.
28. XV. RULES AND REGULATIONS OF THE GENERAL PENITENTIARY, MILLBANK.—Lois et réglemens de la pénitencerie générale de Millbank. 1822.
29. XVI. REPORT ON THE PENITENTIARY AT MILLBANK.—Rapport sur la pénitencerie de Millbank. 1823. (*Quarterly Review*; août 1824, p. 404. Et aussi pour le n° XIV, *Monthly Review*; avril 1825, p. 394.)
30. XVII. FIFTH AND SIXTH REPORTS OF THE COMMITTEE OF THE SOCIETY FOR THE IMPROVEMENT OF PRISON DISCIPLINE, etc.—V et VI^e rapports du comité de la Société pour l'amélioration du régime des prisons. Londres, 1823-1824. (*Edinb. Magaz.*; août 1825, p. 204.)
31. XVIII. A BRIEF STATEMENT OF THE CAUSES WHICH HAVE LED TO THE ABANDONEMENT OF THE CELEBRATED SYSTEM OF PENITENTIARY DISCIPLINE, etc.—Bref exposé des causes qui ont porté quelques provinces des États-Unis de l'Amérique à abandonner le célèbre système disciplinaire, en usage dans la plupart des prisons de ce pays; par WILLIAM ROSCOE. In-8° de 58 p. Liverpool, 1827. (*Revue Encyclopéd.*; août 1827, p. 375.)
32. XIX. SUR LE TRAVAIL DES PRISONS; par M. W. SALISBURY. (*Technic. Reposit.*; sept. 1825, p. 174.)
33. XX. CORRESPONDANCE AND COMMUNICATIONS ADDRESSED TO PRINCIPAL SECRETARY OF STATE FOR THE HOME DEPARTMENT, etc.—Observations adressées au secrétaire-d'état pour le département de l'intérieur, sur l'introduction des moulins à marcher dans les prisons, et autres matières relatives à la discipline de ces maisons; par sir JOHN COX HIPPLESLEY. In-8°, 238 p. Londres, 1825.
34. XXI. REMARKS UPON PRISON-DISCIPLINE.—Remarques sur la

discipline des prisons; par C. C. WESTERN. In-8°; prix, 2 sh. Londres, 1824; Ridgway.

35. XXII. THOUGHTS ON THE DEFECTIVE STATE OF PRISONS. — Sur l'état défectueux du régime des prisons; par THOMAS LEBRETON. In-8°, 52 p. Londres, 1825; Rivington. (*Monthly Review*; mars 1825, p. 311.)

36. XXIII. SUR L'HISTOIRE DE LA RÉFORME DES PRISONS. (*Autologia*; To. XIII, 1824, pp. 68 et 71.)

37. XXIV. AMÉLIORATION MORALE DES PRISONNIERS, ENTREPRISE PAR DES ASSOCIATIONS. (*Der Staatsbote*, novemb. 1826, n° 36, p. 289.)

Nous réunissons ici, comme relatifs à un même objet, l'amélioration de la discipline des prisons, les titres de 24 écrits ou notices publiés en Angleterre et dans d'autres pays sur ce sujet important, et nous donnerons une idée de ces travaux divers, soit d'après ces écrits même, soit d'après les recueils qui en ont fait mention.

Nos I-XVII. La *Quarterly Review* fait observer que l'analyse et la discussion de tous les documens dont les titres sont rappelés ci-dessus auraient excédé de beaucoup les limites dans lesquelles doivent se renfermer les mémoires destinés à des recueils périodiques : en conséquence, elle s'est contentée de présenter à ses lecteurs des considérations sur le régime des prisons en général, et particulièrement sur le système des maisons d'expiation (*penitentiaries*), système dont on se promet d'excellens effets, mais qui paraît n'avoir pas encore subi l'épreuve d'une assez longue expérience.

L'accroissement de la population, la difficulté d'occuper tous les bras, la misère extrême d'une grande partie des habitans, contrastant avec les immenses richesses des classes supérieures, les progrès du luxe et de la civilisation, ont multiplié les délits au point que les mesures à prendre à l'égard des condamnés sont aujourd'hui l'un des objets les plus importants des méditations des hommes d'état. La plupart des coupables subissent, dans les prisons, des peines temporaires; s'ils en sortent sans être corrigés, le mal ira toujours croissant.

La loi anglaise soumet à la détention trois classes d'individus :

les débiteurs, les accusés, les condamnés. Le débiteur est emprisonné soit comme ayant trompé la confiance de ses créanciers, soit parce qu'il refuse de se dessaisir en leur faveur des biens qu'il possède. La détention de l'accusé est provisoire, et comme, jusqu'au jugement, il est présumé innocent, on doit lui épargner toutes les rigueurs qui ne sont pas indispensables. Le condamné subit une peine; il est à désirer que sa détention ne soit pas seulement un châtiment de ses fautes passées, mais encore qu'elle le détourne d'en commettre de nouvelles. C'est là le problème qu'il s'agit de résoudre.

Il est ridicule de prétendre que les accusés vivent du produit de leurs travaux : l'état doit assurer leur subsistance. En déterminant la nature et la quantité des choses qui leur seront fournies, il ne faut pas s'autoriser de ce que les indigens libres sont mal couverts et mal nourris, de ce qu'ils habitent des logemens insalubres ou mal clos, pour faire supporter aux détenus des privations semblables. L'administration doit écarter toute comparaison et se renfermer dans la question d'hygiène.

Convient-il que les prisonniers aisés puissent se procurer, à leurs frais, de meilleurs alimens ou d'autres objets qui ne font point partie du régime prescrit? Dans son rapport sur la maison de correction de Gloucester, M. George Paul émet l'opinion que cette tolérance est sans avantages réels pour les détenus. Suivant M. Buxton, l'avis contraire prévalait dans la maison de Southwell. La loi du 10 juillet 1823 permet aux débiteurs et aux accusés de tirer leur nourriture du dehors; elle n'exclut que les choses de luxe. A l'égard des condamnés, elle laisse l'autorité locale libre de leur accorder ou de leur refuser cette facilité. On conçoit que, dans l'intérêt de l'ordre intérieur et pour le bon exemple, il soit à propos de s'opposer quelquefois à ce que les condamnés, qui travaillent, dépensent leurs salaires comme il leur plaît. Les plus habiles ouvriers ne sont pas les meilleurs sujets : cependant leur condition serait plus douce que celle des prisonniers les plus soumis. D'ailleurs, on ne doit pas favoriser cette disposition à satisfaire ses fantaisies, disposition qui, en étouffant la voix de la conscience, a conduit devant les tribunaux ces mêmes individus dont on se propose de réformer le caractère; et de changer les habitudes pendant qu'ils habitent les prisons. Enfin, l'amélioration morale est in-

certaine; mais le châtiment doit être infligé, et ce serait l'affaiblir au détriment de la société, que de permettre aux condamnés de se procurer ce qui rend la vie agréable. Il n'est pas injuste d'imposer de semblables restrictions aux débiteurs. Ceux qui ne possèdent rien sont forcément réduits au régime légal; ceux qui ont encore les moyens de faire de la dépense volent à leurs créanciers tout ce qu'ils consomment au delà du strict nécessaire.

Réunir un grand nombre de coupables et les laisser communiquer librement, c'est les rendre incorrigibles. Mêler avec les scélérats endurcis des malheureux capables de se repentir, c'est achever leur corruption. Il appartient à l'autorité de régler les relations entre les prisonniers, et de mettre des conditions à l'admission des personnes qui viennent les visiter. A New-York on pense qu'il y a des inconvénients à recevoir les parens et amis des condamnés, et, pour les décourager, on leur fait payer un droit. C'est se priver d'un moyen de récompense et de punition; c'est étouffer les affections de famille et forcer le prisonnier à reporter son attachement sur les criminels avec lesquels il vit; c'est aussi détacher de lui les personnes qui s'intéressaient à son sort et l'exposer à ne recevoir d'elles, après sa libération, ni consolations, ni secours. En taxant les visites, on n'en prive que les pauvres; on aggrave leur peine.

Le travail est obligé pour les criminels. Quoiqu'il soit à désirer que les autres détenus ne restent pas oisifs, on ne peut les forcer à travailler, et il n'est pas toujours facile de leur procurer une occupation convenable. Les accusés ne peuvent être astreints au travail que momentanément et par mesure de discipline, quand ils ont troublé l'ordre, ou commis une faute grave. Il en est de même de ceux qui ont à subir la peine de l'emprisonnement simple. Toutes voies de contrainte, directe ou indirecte, sont interdites à leur égard.

Les produits financiers des ateliers des prisons en sont la partie la moins importante : on manque le but quand on en fait un objet de spéculation. Le système le plus économique n'est pas celui qui donne les plus fortes recettes; c'est celui qui prévient le plus de récidives; et la douceur du travail qui se fait en commun, dans des ateliers semblables à ceux des manufactures, ne laisse aucune impression utile dans l'âme des con-

damnés. M. Holford fait remarquer que le chef d'atelier, occupé principalement des profits de la fabrication, réunira les prisonniers dont une bonne discipline exigerait l'isolement, qu'il hésitera à provoquer l'expulsion, ou même la punition par le cachot, de l'ouvrier qui en dirige plusieurs autres, ou qui met la dernière main aux ouvrages qu'ils ne savent pas achever. Si le talent procure l'impunité dans certains cas, il peut, dans d'autres, empêcher la juste distribution des récompenses. Dans l'intérêt des ateliers, on voudra garder long-temps les ouvriers habiles, et quand on sollicitera des grâces ou des réductions de peines, on favorisera ceux dont on désirera de se débarrasser. La règle veut que les détenus qui se conduisent le mieux remplissent les emplois de surveillans, de cuisiniers, etc.; mais, s'ils sont adroits au travail, on les laissera dans les ateliers, pour donner à d'autres les emplois de confiance.

Les avantages et les inconvéniens de la roue à marcher ont été fort exagérés. On a discuté sur ce point sans faire attention que les roues établies dans diverses prisons ne sont pas pareilles, qu'elles demandent plus ou moins d'efforts pour être mises en mouvement, et que la tâche des prisonniers est fort inégale. Ce travail consistant à monter des marches, il faut, pour en apprécier l'intensité, avoir égard au temps que le prisonnier reste sur la roue, à la rapidité du mouvement, à la distance des marches. Dans telle prison, le condamné fait, par jour, 6,600 pas, dans telle autre 17,000. Il paraît que la fatigue et l'ennui d'un semblable exercice ont pour effet de dompter les caractères indociles; mais ce n'est peut-être que quand la tâche est très-forte. D'ailleurs, l'homme qui ne ferait autre chose pendant quelques années, deviendrait stupide, et serait probablement hors d'état d'exercer un métier après sa libération.

Les prisons d'Angleterre comprennent : 1^o les maisons d'arrêt; 2^o les maisons de correction des comtés; 3^o les pontons; 4^o les maisons d'expiation. La destination des établissemens qui portent les deux premières dénominations est connue. Les pontons sont affectés à la détention provisoire des hommes condamnés à la déportation. Établis pendant la guerre d'Amérique, parce que les transports ne pouvaient plus s'effectuer, ils ont été conservés depuis pour contenir momentanément les

criminels qui doivent partir pour la Nouvelle-Hollande, et aussi pour servir de prisons à ceux qui obtiennent la faveur de faire leur temps en Angleterre, en travaillant au curage des rivières ou des ports. C'est une commutation que le gouvernement accorde à ces derniers. Les maisons d'expiation reçoivent également les individus condamnés à mort ou à la déportation, et dont l'autorité juge à propos d'adoucir la peine. On s'occupa, dès 1781, de fonder ces maisons d'après le plan de Howard; mais à cette époque, on commençait à envoyer les coupables à Botany-bay, et comme les établissemens projetés semblaient moins nécessaires, on encouragea peu leur construction.

Néanmoins, on en fit l'expérience sur une petite échelle, à Gloucester, et, dix ans après (1791), des prisonniers furent admis dans la maison. Dans son rapport de 1811, M. George Paul dit : « L'établissement a réussi au-delà de mes espérances; il n'est plus douteux que des réglemens sages, exécutés avec fermeté, ne suffisent au maintien de l'ordre et de la sûreté, sans qu'on ait besoin d'enchaîner les détenus, ni de leur infliger des peines corporelles. »

En 1793 et 1794, le Panoptique de Bentham fut accueilli par le Parlement, qui accorda des fonds pour son érection; mais ce plan fut bientôt abandonné, et l'auteur dit qu'il faut s'en féliciter, puisqu'il péchait par ses bases, et n'aurait pu réussir. En 1802, le Parlement, renonçant au système de Bentham, adopta celui des maisons d'expiation. On fit choix à Londres du local, où a été fondée ensuite la maison de Millbank. La construction était assez avancée, en 1816, pour qu'on pût y placer des détenus.

Nous avons dit que cet établissement est destiné aux coupables dont la peine a été commuée. Ceux qui ont encouru la peine capitale doivent y rester dix ans; ceux que le jugement condamne à la transportation pour 14 ans ne subissent que 7 ans de détention, et ceux qu'il condamne à 7 ans, sont mis en liberté après 5 ans. Mais, s'ils se font remarquer par leur soumission et leur bonne conduite, ils peuvent encore obtenir, par l'entremise du comité de surveillance, que ce temps soit abrégé. De longues détentions entraînent d'inévitables inconvéniens. Il est dangereux de rompre les liens qui attachent le condamné à la société, et, peut-être, le terme de 5 années est-il assez

long pour faire tomber dans l'accablement des esprits qui ont peu d'énergie. Si la commutation est accordée avec discernement, si ceux qui l'obtiennent ne sont pas profondément corrompus, et si le système est aussi efficace que le prétendent ses partisans, une détention plus courte doit suffire.

Pendant les 5 jours qui suivent son entrée dans la maison, le condamné est enfermé seul dans une cellule, sans occupation ni distraction, sans communication avec qui que ce soit, excepté avec le gouverneur, l'aumônier et le guichetier. Encore lui parle-t-on le moins qu'il est possible, afin que la solitude le dispose au recueillement, et ramène ses pensées sur les causes de sa condamnation. Puis, il est placé, pour un temps égal à la moitié de la durée de sa peine, dans la première classe des détenus. En se conduisant d'une manière exemplaire, il peut obtenir de passer dans la seconde classe, avant que ce temps soit expiré. Tant qu'il reste dans la première, il travaille et couche seul dans sa cellule. Toutefois, il est visité par le gardien et par le chef-ouvrier; placé au grillage de sa porte, il entend lire les saintes écritures; il est admis au préau et à l'école, et il peut être employé, avec d'autres prisonniers, au moulin ou à la pompe. Arrivé à la seconde classe, il travaille avec deux ou trois personnes; mais l'entretien ne peut avoir lieu qu'à voix basse, et tous les amusemens sont interdits. Tout est calculé pour rappeler au détenu qu'il a mérité un châtiment, et qu'il doit endurer des privations, sans que, pour cela, on étouffe en lui l'espérance de se relever de sa dégradation. Les bons sujets obtiennent des emplois dans l'établissement; et, si leur conduite continue d'être satisfaisante, le comité demande leur grâce. Un huitième du produit du travail forme la masse du détenu, qui reçoit en outre, au moment de sa sortie, une gratification en argent ou en outils, de la valeur de 3 liv. st. au plus; et si, une année après sa libération, il produit de bons témoignages, l'administration lui accorde un nouveau secours de pareille somme. De décembre 1816 à décembre 1822, 78 condamnés ont achevé le temps de leur détention, et 150 ont été graciés. Sur ces 228 individus, 49 seulement ont rapporté, au bout de l'année, des certificats de bonne conduite. Ce résultat n'est pas très-satisfaisant, surtout si l'on considère que la population de Millbank se composait uniquement de condamnés,

dont la peine avait été commuée, et qui conséquemment étaient présumés susceptibles de rentrer dans la bonne voie. L'auteur pense néanmoins qu'on aurait tort de se décourager d'après un essai qui n'a pas été continué assez long-temps. Nous allons faire connaître les circonstances qui ont amené l'évacuation de la maison.

En 1816, Millbank contenait 72 femmes; en 1822, 779 détenus des deux sexes; en 1823, 869. Les employés et leurs familles comprenaient 106 personnes. Dans l'origine, la nourriture était très-abondante, on jugea qu'elle l'était trop; et, en 1822, l'administration, après avoir pris l'avis des médecins, adopta un nouveau régime. La nourriture animale fut réduite à une tête de bœuf bouillie dans la soupe, pour 100 hommes, et autant pour 120 femmes. Après quelques mois, on remarqua que les prisonniers maigrissaient, travaillaient moins et s'abandonnaient à la tristesse. Au mois de janvier 1823, leur santé parut affaiblie; en février, le scorbut se manifesta, la diarrhée s'y joignit, et plusieurs individus furent atteints d'aliénation mentale. Sur 858 détenus, 448 étaient plus ou moins malades, les femmes plus que les hommes, les anciens prisonniers plus que les nouveaux. Cependant la maladie ne gagna ni les employés, ni les personnes de leur famille; et, sur 24 prisonniers de la 2^e classe, occupés à la cuisine, trois seulement furent atteints; encore n'y étaient-ils entrés que depuis peu de jours. En mars, on fit une enquête, dans laquelle quinze médecins exprimèrent des avis différens. Dans l'incertitude sur les moyens de faire cesser les ravages de la maladie, et parce que ceux qu'on croyait guéris retombaient bientôt après, l'administration fit transporter les malades dans des hôpitaux ou dans des pontons, et successivement tous les prisonniers furent évacués. Ce fut dans les pontons que les guérisons s'opérèrent le mieux; mais les rechûtes furent nombreuses et fréquentes. Depuis lors, la prison fut abandonnée, et il est décidé que les hommes n'y rentreront pas.

On a attribué l'épidémie, 1^o au changement du régime; 2^o à la trop grande durée des détentions; 3^o à la sévérité de la discipline, qui amène le découragement; 4^o à la dureté de l'hiver; 5^o à la position des bâtimens. Aucune de ces causes n'a paru suffisante pour produire seule la maladie. Si l'humidité du ter-

rain avait exercé une grande influence, les employés et les habitants des maisons voisines auraient ressenti ses effets. D'ailleurs, les exhalaisons des terres marécageuses sont actives en été, et la maladie a commencé en hiver; elles occasionnent des fièvres intermittentes, et il ne s'en est pas manifesté. Le froid n'a pas été la cause du mal, car la maison de Millbank était bien close et bien chauffée, et la rigueur de la saison s'est fait sentir dans tout le pays, sans qu'on ait observé ailleurs rien de semblable. Il est difficile d'apprécier exactement l'effet que peuvent produire la détention prolongée, la vie uniforme et l'ennui qui en est la suite; mais pourquoi cet effet ne se serait-il montré qu'à une époque déterminée, et sur un si grand nombre de personnes à la fois? On n'a pas vu de dérangement pareil dans les prisons de France, où les peines sont beaucoup plus longues (1), ni dans celles d'Amérique, où les prisonniers sont encore plus solitaires. On ne croit pas non plus devoir attribuer l'épidémie au seul changement du régime; car la nourriture, distribuée à Millbank, est celle qu'on donne, depuis 14 ans à Dorchester, et qui n'y a pas été nuisible. Dans une autre prison (Devizes), les prisonniers ont joui d'une bonne santé en ne se nourrissant que de végétaux. Il faut donc admettre que plusieurs causes ont agi ensemble, et dans le même sens; c'est à les affaiblir le plus qu'il est possible, et à empêcher leur concours, que l'administration devra s'appliquer. Un comité du parlement s'occupe des mesures à prendre pour l'avenir. V.

Nous ajouterons quelques observations tirées du 5^e et du 6^e rapport de la Société pour l'amélioration des prisons. Il y a en Angleterre 170 bourgs, cités, villes et lieux francs, auxquels est attaché le droit de justice en matière criminelle. Tous ces lieux sont munis de prisons. Dans l'Angleterre, proprement dite, il y en a 140, qui reçoivent annuellement environ 8,000 individus. L'administration de ces prisons est généralement pitoyable. Dans quelques prisons, il n'y a point de séparation des sexes; dans d'autres, faute de sûreté, on croit devoir mettre les prisonniers aux fers, ou employer d'autres moyens illégaux pour

(1) Cette observation n'est pas exacte. La maison centrale de Melun a ressenti, en 1828, une épidémie semblable à celle de Millbank, et à la suite de laquelle l'autorité a jugé nécessaire d'améliorer le régime. Dans d'autres maisons, et notamment à Limoges, il a régné une grande mortalité.

les empêcher de s'échapper. Dans la plupart des prisons, les malades ne sont point séparés des autres; point d'occupation, point d'instruction morale ou religieuse. Comme les sessions ou assises ne se tiennent, dans les villes des comtés, que 2 fois par an, les prisonniers demeurent souvent en prison 5 mois avant d'être acquittés; pendant ce temps, ils ont communiqué avec le rebut de la société. Il paraît que la réforme de ces prisons éprouvé beaucoup de difficultés, parce que les autorités municipales regardent toute investigation de la part du Parlement ou des sociétés philanthropiques, comme une atteinte portée à leurs prérogatives. Cependant les lumières et les sentimens humains gagnent insensiblement les provinces; on bâtit des prisons plus saines et mieux distribuées; on abandonne les pratiques barbares dans le traitement des prisonniers. La Société d'amélioration cite les comtés et les villes qui se sont distingués par leur zèle et leur humanité. Elle signale diverses améliorations qui restent à faire. Il faudrait que les assises fussent plus fréquentes, que les aliénés fussent partout séparés des prisonniers, etc. Elle rappelle les efforts faits dans d'autres pays, tels que la France et les Pays-Bas, pour reformer le régime des prisons.

XVIII. — L'écrit de M. W. Roscoe est une espèce de résumé de sa doctrine, exposée par lui dans ses *Observations sur la jurisprudence pénale*. (3 vol., publiés en 1819, 1823 et 1825. Voy. ci-dessus, n° V et VI.) « Cet ouvrage important, dit la *Rev. Encyclopéd.*, avait pour but principal la réforme des lois pénales et du régime des prisons ». L'auteur, marchant sur les traces de Beccaria, y combat la peine de mort. Il veut que les coupables soient ramenés au bien par une surveillance douce et modérée, par une instruction bien dirigée, et par un travail assidu, mais libre. M. Roscoe, invité à donner son avis sur un rapport de la commission, chargée par la chambre législative de New-York de visiter les prisons de cette ville, etc., reprouva ce travail, comme proclamant la supériorité du nouveau système de discipline, dit *cellulaire*, parce qu'il consistait à renfermer chaque prisonnier dans une cellule, où il est tenu constamment au secret. Ce système combattu par M. Roscoe, fut défendu, dans des écrits publiés à New-York, par M. Stephen Allen, et à Philadelphie, par M. Robert de Vaux: Ces apologistes du

nouveau système le présentaient comme seul susceptible de remédier aux vices du système précédemment suivi. M. Roscoe répliqua par de nouvelles attaques dirigées contre le mode nouveau, que des partisans, trop nombreux en Amérique, ont réussi à faire établir, surtout dans la Pensylvanie. Ce jurisconsulte, dont l'âge et l'expérience n'ont pas refroidi le zèle pour les intérêts de l'humanité, s'attache à montrer combien ce système cellulaire s'écarte des saines notions de la morale et des inspirations du génie bienfaisant de W. Penn. Il résulte, dit-il, d'un rapport récent sur la discipline des prisons, que ce système cellulaire est un véritable secret, dont les horreurs rivalisent avec les cruautés les plus raffinées de l'inquisition. « Le seul gouvernement européen, s'écrie-t-il, qui ait admis le secret perpétuel, est l'Autriche ; et c'est à l'empire le plus despotique de la chrétienté que l'état républicain de la Pensylvanie aura l'honneur d'être associé dans l'organisation de la plus importante de ses institutions ». Il rapporte ces paroles que le général Lafayette adressait à un Américain : « On croit, dans la Pensylvanie, que le système cellulaire est une idée neuve ; une nouvelle découverte ; c'est une erreur, ce n'est que le renouvellement du système de la Bastille ». M. Roscoe achève sa noble tâche, en formant des vœux pour le rétablissement de l'ancien système disciplinaire : l'excellence en a été constatée par une longue suite d'années, et il n'a cessé d'être salubre que lorsque les mêmes localités, qui suffisaient aux besoins avant l'augmentation prodigieuse de la population, ont cessé d'y suffire, après cet accroissement, lorsque, nuit et jour, sans distinction de sexe ni d'âge, les condamnés encombraient souvent, pêle-mêle, les ateliers et les dortoirs, lorsque s'est insensiblement refroidie la sollicitude des hommes généreux qui surveillaient ces établissements, lorsque des agens mercenaires remplacèrent des citoyens désintéressés dans les soins paternels qu'exigeaient ces maisons ; enfin, l'auteur découvre franchement les causes des turpitudes qui avaient corrompu l'ancien mode ; et, indiquant les remèdes devenus nécessaires, il déplore l'erreur des Américains, qui ont cru trouver un moyen de salut dans un système beaucoup plus vicieux que le premier.

XIX.—L'écrit de M. Salisbury fait connaître les résultats d'un essai fait à l'hôpital de Bridewell, dans le courant de 1820, pour

faire fabriquer des toiles par les indigens. La dépense totale s'est élevée à 17 [£] st. 19 sch. 7 ^½ p ; savoir : 9 l. 12 5 ^½ pour main-d'œuvre, instruction comprise, et 7 l. 17 2 pour matières premières. La recette, en toiles ouvrées, ou travaux préparatoires, a produit 26 l. 1 6, d'où résulte un bénéfice net de 8 [£] st. 1 sch. 10 ^½ p., pour un travail de six semaines. Voilà, dit l'auteur, pour les avantages matériels de l'entreprise. Ses effets moraux sur les prisonniers seront de les soustraire aux dangers de l'oisiveté, de leur faire contracter l'habitude et le goût du travail, de leur assurer des moyens d'existence à leur sortie de prison, et de les rendre utiles à la société. L'auteur cite l'exemple de quatre détenus, qui, ayant recouvré leur liberté, continuèrent volontairement à travailler, et à un prix modique, dans les ateliers de leur prison.

A. D. V.

XX, XXI et XXII.—Voici encore quelques ouvrages inspirés par le désir d'alléger le triste sort des prisonniers, et d'éloigner d'eux la sévérité arbitraire. L'ouvrage de M. Cox Hippiusley signale les abus qu'il faut éviter dans l'introduction de la roue à tourner dans les prisons. C'est une bonne idée de forcer les prisonniers à prendre de l'exercice, en faisant tourner par les pieds une grande roue; mais, trop prolongé, cet exercice peut nuire à leur santé. M. Western a examiné l'état d'un grand nombre de prisons en Angleterre, et en publie les vices avec beaucoup de franchise. L'auteur des pensées sur le travail des prisons se prononce contre le moulin à tourner. C'est, selon lui, un surcroît de peine injuste et cruel. Il a calculé que la moindre journée d'un prisonnier appliqué à la roue à tourner équivalait à 32 fois la montée de la grande colonne, dite le *Monument*, à Londres, laquelle colonne a 345 marches. A Stafford, la journée du prisonnier équivalait même à 96 montées. Il faut encore remarquer que la différence dans les constructions de ces roues rend la punition plus ou moins sévère.

XXIII.—Dans deux discours, l'auteur anonyme retrace brièvement les efforts employés depuis Howard pour améliorer le sort des prisonniers et le régime des prisons. Il rappelle avec reconnaissance les voyages entrepris en Europe par des membres de la société anglaise, pour examiner l'état des prisons et le traitement des condamnés. Il assure que la Toscane, sa patrie, n'est pas restée étrangère à ces sentimens philanthropiques; il cite

en témoignage de cette assertion les principes d'après lesquels est dirigée la nouvelle maison de force à Volterra, les travaux qui s'exécutent dans les prisons de Florence, le règlement de l'an 1815, et l'état moral du bagne de Livourne. L'auteur pose ensuite les règles qui doivent diriger les prisonniers, et les moyens de les mettre en pratique : il les trouve réunis dans ces mots : inspection, séparation, discipline, travail et instruction. Le reste de ses discours est un commentaire de ces préceptes. D.

XXIV. — Le 18 juin 1826, la *Société pour les prisons dans les provinces rhénanes de la Prusse*, a publié, à Dusseldorf, avec l'agrément du gouvernement, les règles fondamentales, d'après lesquelles elle doit remplir la tâche qu'elle s'est imposée. Son but philanthropique est d'améliorer les mœurs des prisonniers. Pour y parvenir, le règlement de la Société emploie, 1° les moyens d'action pendant leur captivité, savoir, l'instruction religieuse, l'instruction scolastique élémentaire, la classification des détenus et la manière de les occuper; 2° les moyens propres à les préserver de rechutes dans de nouvelles fautes, après qu'ils auront obtenu leur liberté.

38. STATISTIQUE DES PRISONS DE LA GRANDE-BRETAGNE. — État sommaire des délinquans écroués, condamnés, exécutés ou élargis, dans les différentes prisons de l'Angleterre et du pays de Galles, dans le cours des sept dernières années :

Angleterre et pays de Galles.

ANNÉES.	NOMBRE DES PRÉVENUS		
	ÉCROUÉS.	CONDAMNÉS.	EXÉCUTÉS.
En 1821.....	13,115	8,788	114
1822.....	12,241	8,209	97
1823.....	12,263	8,204	54
1824.....	13,698	9,425	49
1825.....	14,437	9,964	50
1826.....	16,147	11,095	57
1827.....	17,921	12,564	70
TOTAUX.....	99,822	68,249	491

Londres et Middlesex.

1821.....	2,480	1,528	29
1822.....	2,539	1,536	28
1823.....	2,503	1,445	11
1824.....	2,621	1,693	12
1825.....	2,902	1,879	16
1826.....	3,457	2,220	20
1827.....	3,381	2,300	17
TOTAUX.....	19,883	12,601	133

Angleterre et Pays de Galles.

ANNÉES.	NOMBRE DES PRÉVENUS ACQUITTÉS	
	à Londres et à Middlesex.	Dans le reste de l'Angleterre.
En 1821.....	551	2,501
1822.....	628	2,348
1823.....	683	2,480
1824.....	616	2,611
1825.....	687	2,788
1826.....	846	3,266
1827.....	702	3,407
TOTAUX.....	4,713	19,401

(*Morn. Chron.* — *Galign. Mess.* Paris, 31 mars 1828.)

39. REPORT SUPPLY OF WATER IN THE METROPOLIS. — Rapport sur la distribution des eaux dans la métropole (Londres), impr. par ordre de la Chambre des Communes. 154 feuil. pet. in-fol. Londres, 1828.

Ledit rapport, dont nous donnons ici l'extrait, a été présenté, le 21 avril 1828, par la commission nommée pour faire des recherches et soumettre ses observations sur l'objet des plaintes portées contre une partie des eaux distribuées dans Londres.

Ce travail et les pièces qui l'accompagnent contenant des détails qui nous ont paru offrir de l'intérêt, surtout dans le moment actuel, nous avons cru faire une chose utile en les présentant ici, d'autant plus encore, que ceux que nous avons recueillis en 1824, et qui ont été rapportés dans le *Bulletin des sciences technologiques* (1), ne se trouvent plus d'accord avec l'état actuel des choses, encore moins l'extrait du mémoire rédigé en 1800 par M. Hachette, et rappelé dans le n° 4 du mois d'avril dernier.

Rapport et objet.

Les commissaires s'étaient proposés d'examiner les réclamations sous le rapport de la quantité de l'eau et de sa qualité, et ensuite sous celui des moyens d'en puiser à de nouvelles sources ou d'améliorer les sources actuelles; mais l'objet de leur mission a été réduit aux deux premiers points.

Nombre et dénomination des compagnies.

Les compagnies autorisées à distribuer de l'eau dans Londres sont aujourd'hui au nombre de huit; comme nous l'avons déjà dit, cinq sur la rive gauche de la Tamise ou au nord, qui approvisionnent la ville proprement dite, trois sur la rive droite, qui fournissent les faubourgs.

Rive gauche.

Les cinq premières sont celles de New River, East London, West Middlesex, Chelsea et Grand Junction.

Rive droite.

Les trois autres sont: Lambeth, South London et South Wark.

Les cinq premières fournissent par jour, savoir:

New River...	13,000,000	gall.	répondant à	6,022,90	modules.
East London..	6,000,000	" "		2,679,50	
West Middlesex	2,250,000	" "		1,053,40	
Chelsea.....	1,760,000	" "		814,90	
Grand Junction	2,800,000	" "		1,284,60	
Ensemble.....				11,855,30	

Lesdits 11,855,30 modules répondent à 6,176 pouces de fontainier.

(1) Tom. V, Constructions, p. 86 et suivantes.

New River tire la plus grande partie ou les deux tiers de ses eaux des sources de Chandwill, entre Hertford et Ware, l'autre tiers d'une dérivation de la Lea, non loin des sources précitées. Ces eaux sont amenées par un canal de 40 milles de longueur, dans quatre réservoirs placés à diverses hauteurs; une machine à vapeur, établie à Broken-Warf, est destinée à emprunter encore le secours des eaux de la Tamise, dans les cas de longues sécheresses ou de gelées, ou dans tout autre cas éventuel.

East London s'approvisionne des eaux de la rivière Lea, rivière qui se jette dans la Tamise et est sujette, comme ce fleuve, aux influences de la marée au point où sont placés et l'usine et les quatre réservoirs qui en dépendent.

West Middlesex a ses établissemens sur les bords de la Tamise; ils sont munis de deux réservoirs.

L'usine de Chelsea est établie sur les bords de la Tamise à $\frac{1}{4}$ de mille à l'est de l'hôpital de ce nom; elle possède deux réservoirs.

L'usine de Grand Junction est aussi sur les bords de la Tamise, mais adjacente à l'hôpital précité; l'eau est envoyée de ce point aux trois réservoirs qui sont à Paddington, où il existe une autre usine.

Le nombre des maisons fournies par les cinq compagnies ci-dessus est en tout de 144,000. Les quantités d'eau que chacune reçoit varient beaucoup; mais le terme moyen est de 180 gallons ou 832 litres environ, par maison; le nombre des machines à vapeur employées est de 105; elles fournissent ensemble la force de 1,105 chevaux.

La commission trouve que l'eau fournie sur la rive gauche, ou dans la partie de la ville au nord, ne donne lieu à aucune réclamation, tant sous le rapport des besoins des habitans que sous ceux de la salubrité de l'air et de la sûreté publique, et elle regarde les réservoirs dont les établissemens sont munis, comme présentant de grands avantages, en ce qu'ils procurent une charge d'eau qui tient les tuyaux toujours pleins et soumis à une grande pression, et assurent un approvisionnement suffisant pour les événemens qui peuvent survenir; mais on ne profiterait pas de ces avantages, si l'on n'avait pas substitué des tuyaux de fonte à ceux en bois.

Elle passe ensuite aux établissemens sur la rive droite, ou au midi de la ville.

Ces établissemens fournissent par jour, savoir :

Lambeth. . . .	1,244,000	gallons	représentant	576.38	modul.
South London	1,000,000	"	"	463.30	
South Wark..	720,000	"	"	333.50	

Ensemble 1,373.10

Lesdits 1,373,10 modules répondant à 715 de fontainier.

Ces trois établissemens tirent leurs eaux de la Tamise ; ils ne sont point munis de réservoirs, excepté celui de South London qui en a un pour le service de la machine la plus élevée ; il y a deux machines à vapeur dans chaque usine ; six en tout, présentant ensemble une force de 235 chevaux, et le nombre des maisons fournies est de 33,000 (1).

Il ne paraît pas y avoir de plaintes généralement, quant à la quantité d'eau, mais il n'en est pas de même à l'égard des cas d'incendie. Comme les établissemens n'ont pas de réservoirs, les tuyaux ne sont pas tenus en charge pendant que les machines ne travaillent pas ; il se perd beaucoup de temps pour envoyer avertir, et s'il n'y a pas de vapeur formée, ou si le feu est éteint, on est exposé à de longs et funestes délais.

Qualité et salubrité de l'eau.

La commission passe ensuite à l'examen de la qualité de l'eau ; elle est pénétrée de toute l'importance de cette question, qui a été présentée au public, sous divers aspects et avec plus ou moins d'aigreur ; aussi, cherchera-t-elle à se dépouiller de toute prévention et à ne se laisser guider que par l'évidence.

Il est aisé de sentir qu'en prenant l'eau telle qu'elle est fournie par la Tamise, sans qu'elle ait été soumise à aucun procédé d'épuration, l'état de la saison influera beaucoup sur sa pureté ; tantôt elle sera propre et claire, et tantôt elle sera chargée de diverses matières tenues en suspension, qui la rendront plus ou moins colorée et trouble. Quand les réservoirs des particuliers la reçoivent dans ce dernier état, elle n'est pas propre à leurs besoins au moment de leur arrivée ; mais elle s'améliore par le repos ; d'un autre côté aussi, dès qu'elle est un peu agitée, et

(1) Il résulterait des nombres présentés que, sur la rive droite, les maisons ne recevraient, chacune, que 415 litres environ.

surtout à chaque renouvellement, le dépôt remonte et l'eau est encore une fois malsaine; elle est d'ailleurs propre à contenir des matières organiques en proportion suffisante pour occasionner un certain degré de putréfaction, et notamment dans la saison de la chaleur. Cet inconvénient se fait particulièrement sentir lorsque l'eau est envoyée directement dans les tuyaux de distribution; mais celles qui sont jetées d'abord dans des réservoirs n'en sont pas entièrement exemptes, surtout dans le temps des crues, et d'un autre côté, les insectes que l'eau contient y deviennent encore plus nombreux, autre cause des plaintes portées et surtout dans les saisons chaudes.

On peut cependant se débarrasser des insectes et autres matières tenues en suspension en filtrant l'eau, et l'on remarque avec plaisir que cette opération peut se faire avec facilité et sans nuire à l'activité du service; mais elle ne peut atteindre que les matières de cette espèce et non celles qui sont en dissolution.

La commission avait fait des dispositions pour examiner l'eau sous ce dernier rapport, au moyen de l'analyse chimique; mais diverses circonstances sont venues la contrarier dans ce projet; elle se borne donc à rendre compte du résultat des travaux du D^r Bostock, dont les analyses se trouvent rapportées dans les pièces jointes au rapport; ce savant conclut ainsi qu'il suit :

« L'eau de la Tamise, débarrassée des matières étrangères, est parfaitement pure, et elle ne contient que des matières salines, d'une nature telle qu'elle peut être employée pour les besoins de la vie sans nuire à la santé; mais à mesure qu'elle approche de la capitale, elle se charge d'une quantité d'ordures, qui la rendent dégoûtante aux sens et nullement propre à la préparation des alimens. La plus grande partie de ces matières paraît n'être que suspendue mécaniquement dans l'eau, et se séparer par le simple repos; mais il faut beaucoup de temps pour cette séparation, et d'un autre côté, en raison de leur texture et de leur état de souillure, elles ont une disposition à se mêler dans l'eau au moindre mouvement, en même temps que la grande accumulation qui s'en fait dans les réservoirs, doit évidemment en augmenter l'odeur et la saveur désagréables, et déterminer sa tendance vers l'état de putridité. »

• En regardant la plus grande partie des matières étrangères

qui se trouvent dans l'eau de la Tamise, comme étant mêlées mécaniquement, on conçoit que diverses circonstances accidentelles peuvent influer sur leur quantité dans la même situation, et également dans les mêmes circonstances de la marée; mais nous sommes autorisés à conclure que l'eau est dans son plus grand état de pureté en basse mer, et le plus chargée de matières étrangères à la moitié du reflux. Il paraît cependant que la plus grande partie, sinon la totalité des matières étrangères, peut être enlevée par la filtration à travers le sable, et d'une manière plus sûre au moyen d'un mélange de sable et de charbon. »

L'eau recueillie dans les Docks de Londres n'a présenté l'apparence d'aucune quantité de cuivre appréciable.

La commission s'est également appliquée à puiser des renseignements à d'autres sources, relativement à l'état de pureté de l'eau de la Tamise et à sa convenance pour les usages domestiques, et il paraît prouvé que la qualité de l'eau, dans certaines limites qui renferment ce que l'on appelle le district de Londres, a souffert une grande détérioration dans l'espace de dix ou douze ans; cette opinion se trouve confirmée par la disparition du poisson de cette partie de la rivière dans une étendue assez grande pour avoir entraîné la destruction presque entière du commerce de poissons entre pont Putney et Greenwich, et par un autre fait, celui que les anguilles importées de la Hollande ne peuvent être conservées vivantes qu'avec beaucoup de difficultés dans ces parties de la Tamise où, auparavant, elles se maintenaient dans un parfait état de santé. D'un autre côté encore, les marchands de poissons regardent comme impossible de garder le poisson en vie pendant un certain temps dans l'eau tirée de ce district.

On doit regarder comme causes de ces effets, l'augmentation du nombre de certaines manufactures parmi lesquelles on signalera les usines du gaz de charbon, et le passage continuels des bateaux à vapeur. La grande quantité d'eau dont les maisons et les manufactures sont fournies maintenant se trouve encore coïncider avec ces causes : une plus grande quantité de matières soit animales, soit végétales, qui autrefois étaient enlevées comme engrais, sont maintenant jetées dans les égouts, et en-

voquées, de là, dans la Tamise; les égouts eux-mêmes sont tenus plus propres qu'autrefois, par la plus grande quantité d'eau qui y coule, et on remarque qu'ils sont alors moins nuisibles, notamment dans les parties de la ville où il y avait stagnation, et, en conséquence, putréfaction. Aussi remarque-t-on que l'eau de la rivière est bien plus gâtée immédiatement après de longues pluies que dans des temps de sécheresse. L'augmentation qu'a subie la population de Londrès et de ses faubourgs a dû également être accompagnée par celle de la quantité de matières étrangères portées dans la Tamise.

On pourrait encore regarder comme des circonstances qui nuisent à la bonté de l'eau, la position des tuyaux d'aspiration de certaines machines en face des bouches des égouts, la quantité d'animaux morts jetés dans la rivière, ainsi que les résidus des boucheries et une infinité d'autres causes. La commission s'est occupée de toutes ces causes et des moyens de remédier à leurs effets; mais elle s'est convaincue que si la qualité de l'eau est en général sujette à beaucoup d'objections dans tout le district où elle est puisée, pour l'approvisionnement de la capitale, il devient peu important de chercher des remèdes pour certaines localités, et que bien que le mal diminue à mesure que l'on remonte la rivière, l'influence de ces causes se fera toujours sentir plus ou moins dans l'étendue du remous du flot.

La commission examinant ensuite la question de la salubrité de l'eau, convient qu'il est difficile de dire jusqu'à quel point celle que l'on fournit maintenant, peut nuire à la santé, les influences de son usage ne se faisant sentir qu'insensiblement et avec le temps; mais il est évident pour elle, qu'une eau qui reçoit des matières étrangères en aussi grande abondance, et qui est assez impure pour détruire le poisson, n'est pas exempte, même filtrée, du soupçon général d'insalubrité.

Quant à celle que fournit la compagnie New River, quoiqu'elle ne soit pas exposée aux mêmes imprégnations que l'eau de la Tamise, elle n'en paraît pas moins susceptible de quelques améliorations.

Comme celle de la Tamise, la première, recevant les égouts d'une grande étendue de pays, est exposée à être quelquefois chargée de troubles, et la compagnie ne peut pas plus s'opposer aux droits des propriétaires à cet égard, qu'elle n'a celui d'empêcher de laver dans le canal.

Deux remèdes sembleraient cependant se présenter, l'emploi des filtres et l'établissement des lavoirs séparés.

Avis de la commission.

En définitive, la commission prenant en considération toutes les circonstances qu'elle a passées en revue, les détails des enquêtes qui sont venues les confirmer, et les faits tirés de ses propres observations et de son expérience, est d'avis que l'état actuel de la distribution d'eau dans la capitale est susceptible d'amélioration et exige qu'on s'en occupe; que beaucoup de plaintes sur la qualité de l'eau sont bien fondées, et qu'il est nécessaire de la puiser à d'autres sources qu'à celles auxquelles on a recours maintenant, comme de la soumettre à des restrictions qui la maintiennent dans un état continuel de propreté et de pureté.

La commission a porté son attention sur les différens projets proposés pour atteindre ce but; mais les bornes qu'on lui a imposées, l'empêchent d'aller plus avant sur ce sujet, pour lequel elle s'était préparée; cependant, tout en s'abstenant de remarques sur les remèdes à apporter au mal, et sur les meilleurs moyens de fournir une quantité suffisante d'eau d'une qualité qui ne puisse donner lieu à aucun reproche, elle ne peut clore son travail sans faire connaître qu'elle sent toute l'importance de cet objet, et sans se livrer à l'espoir que la recherche de ces moyens ne tardera pas à être faite par des personnes exercées, et comme les matériaux qu'elle a recueillis dans ce but peuvent être utiles, elle croit convenable de les insérer dans l'appendice joint à son rapport.

Enfin, la commission n'entrera pas dans l'examen des effets de l'arrangement fait entre les compagnies relativement à la délimitation de leurs arrondissemens respectifs, le secrétaire d'état pour le ministère de l'intérieur lui ayant déclaré que cet objet ne faisait pas partie de sa mission; mais, tout en reconnaissant que les intérêts des compagnies actuelles, qui ont rendu de grands services au public, seraient compromis par la concurrence de nouvelles compagnies qui pourraient s'établir pour le même objet, elle fera remarquer d'un autre côté, en ayant tout l'égard dû à cette considération, que la fourniture abondante d'une eau pure est un objet vital, un objet de première importance, et qui ne peut pas être entièrement livré à la discrétion des compagnies qui en possèdent exclusivement le monopole;

enfin que les intérêts du public exigent que tant que ces compagnies jouiront de ce monopole, leur conduite soit soumise à une surveillance et à un contrôle effectifs.

Le rapport des commissaires est suivi d'un appendice de 140 pages, dans lequel on trouve tous les matériaux dont ce rapport a été composé.

Cet appendice présente lui-même 3 divisions principales : dans l'une, sont les dépositions de tous les témoins entendus ; dans l'autre, les diverses analyses qui ont été faites de l'eau de la Tamise ; et dans la 3^e, l'exposé des vues qui ont été présentées, sur les moyens de remédier au mal.

Enfin cet appendice est terminé par la réunion de toutes les pièces relatives à l'origine de cette grande affaire et à la marche qu'elle a suivie.

Nous allons donner ici, suivant l'ordre de cet appendice, l'extrait du contenu de chacune de ces divisions, ou du moins celui des détails qui nous ont paru les plus intéressans, et qui ne se trouvent pas consignés dans le rapport auquel il sera bon de recourir pour en former l'ensemble.

Les dépositions reçues sont au nombre de 43, dont 8 relatives aux 8 compagnies principalement investies de la distribution d'eau dans la ville de Londres, et le surplus, à l'état de l'eau de la Tamise.

Six ingénieurs et 2 secrétaires des compagnies ont été entendus sur le premier objet. Les ingénieurs entendus sont MM. Myln, pour la compagnie New-River ; Stevens, pour la C^{ie} East-London ; Clarke, pour la C^{ie} West-Middlesex ; Simpson, pour la compagnie Chelsea ; Anderson, pour Grand-Junction, et Simpson, pour Lambeth ; les secrétaires entendus sont MM. Peppercon et Rosscler, l'un pour la compagnie South-London, le second, pour South-Warck ; ce dernier a présenté un exposé rédigé par M. Edwards, propriétaire de l'établissement.

Dépositions concernant les Compagnies.

M. MYLN.

Compagnie New-River.

La quantité d'eau moyennement fournie est de 162 gallons par chaque maison (1).

(1) 162 gallons = 749 litres.

La pente du canal est de 3 pouces par mille; le mouvement de l'eau y est lent, et sa vitesse trop petite pour les saisons pluvieuses et celles de la fonte des neiges.

L'eau est toujours en charge dans les tuyaux, et l'on remarque que lorsqu'ils sont dans cet état ou pleins, la fonte ne s'oxide pas; des expériences ont aussi prouvé que l'eau y devient douce, qualité qu'elle n'acquiert pas dans les autres tuyaux.

On paie pour l'arrosage des rues 5 schellings par cent yards carrés, et pour une saison, lorsqu'il se fait avec des voitures; 7 schellings et demi, lorsque l'on emploie des écopés; celui des routes coûte 50 livres par mille.

M. STEVENS.

Compagnie East-London.

Les diamètres des tuyaux principaux sont de 36 pouces 24, 18 et 9.

L'eau devient claire dans les réservoirs; mais la glaise qu'elle tient en suspension, ne se dépose qu'avec beaucoup de temps; la compagnie emploie 11 acres de terrain en réservoirs, et son intention est d'en augmenter encore l'étendue.

La fourniture est moindre dans l'été que dans l'hiver de $\frac{1}{10}$.

La compagnie ne prend point d'engagement pour le haut service, mais les particuliers ont la faculté d'élever leurs tuyaux à la hauteur qui leur plaît.

La pression faite sur les tuyaux est due à une charge de 120 pieds: une moitié est consommée en frottemens.

Le service se fait jusqu'à 3 milles de distance, et l'eau ne peut s'élever alors qu'à 20 pieds au-dessus du sol.

La compagnie a posé 200 milles de tuyaux en fonte; il y en a qui ont coûté 7 livres 7 schellings par yard.

M. CLARKE.

Compagnie West-Middlesex.

La forme des réservoirs est celle d'une voûte renversée, et ils sont revêtus en briques; on les a nettoyés au bout de 12 ans, et l'on y a trouvé 30 pouces de boue; mais on a soin de ne pas tirer l'eau à moins de 10 pieds au-dessus du fond; on ne voit pas une grande différence entre l'eau qui y entre et celle qui en sort.

Les machines sont éloignées des réservoirs de 3 milles $\frac{1}{4}$ et même de 6 milles.

La plus grande distance à laquelle se fait le service est de 10 milles environ.

M. SIMPSON.

Compagnie Chelsea.

Un tiers de l'eau fournie est jeté dans des réservoirs; les 2 autres tiers sont envoyés directement dans les tuyaux. On a l'intention d'en construire un nouveau près la rivière.

La plus grande hauteur de la colonne d'eau élevée par les pompes est de 128 pieds mesurés à partir de la ligne des hautes eaux, et il y a des réservoirs chez les particuliers, qui se trouvent placés à 114 pieds au-dessus de la même ligne.

Il est possible d'envoyer l'eau filtrée; mais il est très-difficile de rendre l'eau claire dans le temps des crues, beaucoup plus que dans les temps ordinaires.

M. Simpson ne doute aucunement que l'on puisse filtrer la totalité de l'eau, et il annonce que la compagnie à 4 acres de terrain qui doivent suffire pour les besoins actuels et les besoins à venir.

Il a parcouru tout le royaume et a vu diverses dispositions de filtres, dans le Lancashire, le Lincolnshire et l'Écosse; il en a trouvé qui étaient en activité depuis diverses époques: il en a vu aussi qui datent de 16 ans.

Avant de partir, il en avait mis un en construction, et à son retour, il en a fait l'expérience. Ce filtre a 44 pieds carrés à son sommet; il est conique; il a travaillé 45 jours, et a répondu à l'attente de l'auteur.

Après le retour de M. Simpson, la compagnie a ordonné qu'il en serait établi un de dimensions suffisantes pour tout le service de distribution; ce filtre est en construction.

L'espace occupé pour cette opération est d'un acre et demi pour 2 réservoirs, et $\frac{3}{4}$ d'acre pour le filtre; mais M. Simpson a réservé un acre pour ce dernier ouvrage; la dépense pourra être de 11,680 £, et la dépense annuelle de 1,150 £, mais sans comprendre le prix du terrain et l'intérêt de l'argent; cet ingénieur recommande l'emploi de la filtration; il se fonde sur ce qu'il a vu dans son voyage.

M. ANDERSON.

Compagnie Grand-Junction.

La consommation de l'eau est plus grande l'été que l'hiver.

La machine établie à Chelsea envoie l'eau dans les réservoirs de Paddington, en l'élevant à plus de 80 pieds.

Ces réservoirs contiennent la provision de plus de 7 à 8 jours.

Le haut service est fait au moyen d'une machine qui élève l'eau dans le réservoir à 80 pieds au-dessus de son niveau.

Le service de l'arrosage se fait 3 fois la semaine.

Quand la rivière étant trouble, l'eau arrive en cet état dans les réservoirs, celui dans lequel elle en sort est bien différent.

Le fond des réservoirs se couvre de 12 pouces de dépôt en 14 ans.

Les tuyaux s'engorgeaient avant que l'on eût construit des réservoirs; mais il n'en est plus de même maintenant: on peut d'ailleurs les nettoyer en ouvrant les bouches à feu.

On ne baisse l'eau, chaque jour, dans les réservoirs que d'un 8^e de sa hauteur, afin de réserver une pression suffisante en cas d'incendie.

On a cessé de se servir de l'eau du canal du Régent, à cause de sa mauvaise qualité provenant de l'agitation que causaient les bateaux qui faisaient remonter la boue du fond, et donnaient à l'eau une couleur que le dépôt dans les réservoirs ne pouvait lui ôter.

L'eau de la rivière Colne que l'on devait employer, paraît plus claire que celle de la Tamise pendant un certain temps; mais pendant les mois d'hiver, elle est bien plus sale que cette première: elle ne se clarifie point par le dépôt, et elle passe pour être plus dure.

Il y a un tuyau régulateur (1) à Paddington.

M. SIMPSON.

Compagnie Lambeth.

Il n'y a pas de réservoir, mais un bassin placé au haut du bâtiment de l'usine, tenu constamment plein pour les cas des incendies, et qui peut contenir 14,400 gallons (2); un homme est toujours là, lorsque la machine à vapeur est arrêtée, pour ou-

(1) Standpipe, tuyau de bont.

(2) Environ 66 mètres cubes.

vrir le robinet, en cas de nécessité, et donner écoulement à l'eau du bassin pendant que le chauffeur met la machine en activité.

La plus grande distance à laquelle se fait le service est de 3 milles.

M. PEPPERCON.

Compagnie South-London.

L'eau est tirée de la Tamise au moyen d'une galerie (1) en fonte de 42 pouces de diamètre.

Le temps pendant lequel on laisse l'eau reposer dans les réservoirs, est réglé par l'état plus ou moins trouble de la Tamise et la hauteur de la marée; lorsque la rivière reçoit beaucoup d'eau des terres après de fortes pluies, il faut laisser reposer l'eau beaucoup plus long-temps qu'à l'ordinaire, et elle change peu en 12 ou 24 heures, selon l'état de la rivière.

M. ROSSELER.

Compagnie South-Wark.

On avait d'abord placé la prise d'eau sur les bords de la Tamise; mais l'eau arrivant trouble, on s'est adressé aux conservateurs de la rivière, et on a obtenu la permission d'établir cette prise au milieu du lit, et dans un point où l'eau est pure et coule sur le gravier.

Il y a dans la tour un bassin qui domine le bâtiment des machines: il est placé à 56 pieds au-dessus de l'eau.

La plus grande distance à laquelle se fait le service est de 2 milles.

Dépositions concernant l'état de l'eau.

Ces dépositions, comme on l'a déjà vu, sont au nombre de 35. La commission a appelé des personnes de toutes les professions, chimistes, médecins, chirurgiens, apothicaires et employés des hôpitaux, pêcheurs, marchands de poissons fréquentant la Tamise, marchands de comestibles, propriétaires d'hôtels garnis, ouvriers employés dans ces maisons, entrepreneurs, plombiers, maçons; enfin, tous ceux dont elle a cru pouvoir tirer des renseignements utiles sur cette importante question.

On remarque dans ces dépositions qu'elles sont toutes favorables à l'eau de la compagnie de la New-River, et le plus généralement à celles des compagnies East-London et West-Midd-

(1) An iron tunnel.

lesex, quoique les eaux de ces compagnies ne soient pas exemptes de quelques petits inconvéniens; car elles sont accusées d'être quelquefois chargées de troubles, et de contenir quelques insectes aquatiques. Quant à l'arrondissement servi par la New-River, on se plaint de ce que les arrosements se font avec de l'eau tirée des égoûts, mode dégoûtant et des plus nuisibles à la santé.

Mais l'eau tirée directement de la Tamise et fournie par les compagnies Chelsea, Lambeth, South-Wark, et notamment par celle de la Grand-Junction, devient l'objet de plaintes générales; chacun accuse cette eau d'être boueuse, infecte, remplie d'insectes et de matières organiques; elle est toujours également mauvaise, soit après son dépôt dans les réservoirs des particuliers, soit à la sortie même des tuyaux; les médecins la regardent comme nuisible à la santé, et si les progrès qu'elle fait sont insensibles, ils n'en finissent pas moins par déranger l'économie animale. Le D^r Somerville va jusqu'à dire: « en vain objecterait-on que l'analyse chimique n'y découvre rien de malsain: il pourrait en être ainsi à l'égard d'une eau tirée des fosses d'aisances, et cependant il serait impossible de refuser de reconnaître qu'une telle eau est malsaine. » Un autre annonce qu'il a remarqué dans l'hôpital auquel il est attaché, qu'ayant fait changer l'eau que buvaient ses malades, il est parvenu à mettre fin à une fièvre qui avait, jusque là, résisté à tous les remèdes.

Un autre encore en dit autant de quelques-uns de ses malades en ville.

Les pêcheurs assurent que depuis 10 à 12 ans, le poisson a fui la Tamise, entre Chelsea et au-delà, et le dessous du pont de Londres; les marchands de poissons ne peuvent plus y faire séjourner leurs bateaux, sans courir le risque de voir périr les poissons qu'ils contiennent, et notamment ceux qui font le commerce des anguilles de la Hollande; ils attribuent plus particulièrement cet effet aux établissemens de gaz formés le long de la Tamise et aux égoûts qui y versent toutes les ordures provenant des habitations.

On trouve dans ces dépositions divers détails assez intéressans sur des puits creusés à de grandes profondeurs, à l'imitation de ceux qui sont connus chez nous sous le nom de puits artésiens, ressource à laquelle la mauvaise qualité des eaux a forcé beau-

coup d'habitans d'avoir recours, et en détermine encore d'autres à suivre cet exemple. On en rencontre un exemple dans un des hôpitaux. On n'obtient une eau abondante et bonne qu'à 200 ou 300 pieds de profondeur. L'eau en est bonne pour la table; mais elle est plus dure que celle de la Tamise, et ne convient pas pour les blanchissages; elle s'élève dans des points à 45 pieds, dans d'autres à 25 et 15 pieds au-dessous du sol.

On y voit aussi que quelques particuliers usent de filtres. Un de ces filtres est formé d'un baquet percé de trous dans le fond, sur lequel sont fixées et tendues des sangles; sur ces sangles sont posées 4 pièces de flanelles, et sur ces flanelles, une couche de sable de 8 pouces; vient ensuite une autre flanelle, mais simple, et sur cette flanelle, une autre couche de sable de 6 pouces d'épaisseur. Un particulier fourni par la compagnie Lambeth, annonce que quand l'eau est trouble, son filtre qui devrait produire 10 à 12 galons par jour, en produit au plus 3 à 4. Mais quelques médecins pensent que l'eau n'est pas plus saine pour avoir été filtrée, et malgré cette précaution ils n'en adopteraient pas l'usage pour la boisson.

D'autres particuliers disent que pour arrêter les herbes qui arrivaient par leurs tuyaux, ils en ont coiffé l'extrémité avec une double toile de crin.

Enfin quelques-uns de ceux que fournit la compagnie Lambeth, ont encore remarqué que, quand les tuyaux ont été nettoyés, l'eau est moins mauvaise pendant quelque temps.

Dépôts des pompiers relativement à la quantité.

Autrefois on manquait d'eau par suite de la négligence des fontainiers; mais maintenant les pompiers ont des clefs; ils connaissent les bouches d'eau, et en l'absence des fontainiers ils font leur service.

La compagnie West-Middlesex ayant des réservoirs, les tuyaux sont toujours tenus pleins; sur le côté de Surrey, comme l'eau est envoyée directement dans les tuyaux par les machines à vapeur, il faut attendre, pour en avoir, que les machines soient mises en train, et pendant ce temps, la maison est brûlée.

Il en a été de même lors de l'incendie de Bermondsey; 8 maisons brûlèrent avant que l'on eût reçu de l'eau de la compagnie Lambeth, et cela, parcequ'il faut attendre une heure pour en

avoir, c'est-à-dire pour que la machine à vapeur soit en train; d'autres pompiers ont encore cité des événements semblables.

Mais excepté les cas que l'on vient de faire connaître, l'eau est généralement fournie avec abondance.

Déposition sur l'état général et particulier de la Tamise.

La commission a encore reçu 10 autres dépositions; mais elles ne concernent que l'eau de la Tamise. Toutes sont également d'accord sur sa mauvaise qualité dans tous les points où elle est prise. On remarque en tête de ces dépositions celle de M. Mills.

Il considère la rivière de la Tamise, au moment du reflux comme étant dans un plan régulièrement incliné, dont toutes les parties gardent presque leur propre position, semblablement à des grains de plomb de chasse ou de sable, et sont soumises au même mouvement par l'opposition du flot; quoique l'on ne puisse pas assigner la ligne exacte de séparation entre l'eau fraîche et l'eau salée, on sait que cette eau n'est pas salée à Wollwich et n'est pas fraîche à Sheerness.

La Tamise peut être considérée comme le grand égoût de Londres, dans lequel se déchargent les 99 qui sont sur la rive nord, et les 45 placés sur la rive sud; leurs résidus sont entraînés par le reflux, quelques milles au-dessus de la ville devant laquelle ils repassent.

Il n'est pas de son art de s'occuper de l'analyse de l'eau; mais il n'a pas besoin de la faire pour savoir si elle doit servir pour la boisson des habitants.

Au reste une expérience simple qui a consisté à remplir un tuyau de plomb recourbé avec de l'alumine, du sable et du charbon, lui a appris que l'eau, après avoir traversé ces matières, conserve toujours de l'odeur, et qu'elle contient des sels et des gaz que la filtration ne peut atteindre; il résulte encore de ses observations que l'eau est plus ou moins pure à mesure qu'elle est plus ou moins près de Teddington; conséquemment,

West-Middlesex serait la moins impure;

La Grand-Junction, la seconde en pureté;

Chelsea, la troisième;

South-London, la quatrième;

Lambeth, la cinquième;

La machine de New-River, la sixième;

South-Wark, la septième;

East-Middlesex, la huitième.

Enfin la conclusion de M. Mills est que c'est une grande entreprise que de vouloir juger de la qualité de l'eau au moyen de l'analyse chimique.

M. Astrong porte à 88 le nombre des égoûts qui se déchargent dans la Tamise, et il regarde comme un égoût la partie elle-même dans laquelle on prend l'eau.

Il blâme fortement l'usage d'arroser avec de l'eau sale; il pense aussi qu'il existe des moyens de remédier au mal, et cette opinion n'est pas la sienne seule, mais aussi celle des ingénieurs les plus instruits.

Les mariniers de Wauxhall et environs, se plaignent de la disparition du poisson depuis 12 ans; il l'attribuent au gaz et à d'autres causes, et regardent la partie de la Tamise comprise entre Wauxhall et London-Bridge, comme la partie la plus mauvaise. Il y avait autrefois 400 marchands de poisson ayant chacun un bateau; le nombre en est aujourd'hui réduit à moitié. On vendait alors 50,000 éperlans par semaine: au dernier marché on a présenté 26 de ces poissons; un autre attribue les effets que l'on ressent, aux doks, au cuivre dont les vaisseaux sont doublés, et aux égoûts qui se jettent dans la rivière. Autrefois des boueux enlevaient les ordures pendant la nuit: aujourd'hui tout est envoyé dans la Tamise. Il attribue aussi le mal à l'augmentation du nombre des manufactures. Un autre en trouve encore une cause dans l'agitation de l'eau par les bâtimens; il a remarqué à la surface de l'eau des pièces de matières huileuses de 3 à 4 pieds carrés.

Circonstances relatives aux divers échantillons d'eau qui ont été pris.

M. Palmer a recueilli 31 différens échantillons d'eau; mais chacun pris en double, aux lieux indiqués et suivant les instructions données par la commission, lesdits échantillons pris également dans différens états de l'eau, c'est-à-dire en eau basse, à demi-marée, en eau haute et à la moitié du reflux. Il a eu le soin de noter la date, l'heure, le vent, la température; les 31 échantillons ont été envoyés au D^r Bostok, qui en a fait l'ana-

lyse, et a rendu compte dans un rapport de 6 pages qu'il a donné à la commission, de la manière dont il a procédé, et des résultats qu'il a obtenus.

Ce savant chimiste a trouvé des différences considérables entre chacun des échantillons qui lui ont été envoyés. Il en a fait 3 classes établies en raison inverse des quantités de matières étrangères que l'eau contenait.

Il a donné l'analyse particulière des n^{os} 61 et 53, appartenant, l'un à la 1^{re} classe et à l'eau de la compagnie West-Middlesex, et l'autre, à la 3^e classe et à l'eau de la compagnie Grand-Junction, analyses faites sur 10,000 grains d'eau, et qui offrent les résultats suivans :

N° 61. Résidu après l'évaporation.....	grains. 1,95
Savoir :	

	grains.
Carbonate de chaux.....	1,53
Sulfate <i>idem</i>	0,15
Muriate de soude et de magnésie.....	0,20
	1,88
Matières organiques.....	0,07
Total égal.....	1,95

N° 53. Résidu après l'évaporation.....	grains. 3,90
Savoir :	

	grains.
Carbonate de chaux.....	1,53
Sulfate <i>idem</i>	0,12
Muriate de soude et de magnésie.....	0,23
Une trace d'alumine et une indication distincte d'ammoniac.....	
	1,88
Matières organiques.....	2,02
Total égal.....	3,90

Il a encore été présenté par 40 autres chimistes, des analyses dont les détails emploient 13 pages d'impression, et au milieu desquelles on remarque aussi celle du D^r William Lamb, et la conclusion qu'il en tire. Probablement, dit-il, la plus grande

partie des imprégnations communiquées à l'eau par la décomposition des matières organiques échappe à l'action des réactifs employés dans les analyses chimiques; il s'élève continuellement des vapeurs dont l'odeur annonce l'origine, et ces vapeurs n'ont aucun effet sur les réactifs usuellement employés: ainsi, j'ai trouvé que la 1^{re} eau qui s'élève dans la distillation de l'eau de la Tamise n'affecte ni le nitrate de mercure, ni celui de plomb, ni celui d'argent, et elle paraît entièrement pure; en conséquence, tant que la chimie sera ainsi en défaut, toute analyse chimique sera imparfaite et n'apprendra rien quant à la salubrité de l'eau; alors aussi, il n'y aura que l'expérience qui pourra résoudre la question.

Projets de remèdes à apporter.

Huit personnes ont soumis leurs vues à la commission; les unes ont proposé d'utiliser les ruisseaux et sources qui dominent la ville de Londres; d'autres de percer des puits à l'instar de ceux qui existent déjà; d'autres d'établir des filtres sur une grande échelle; d'autres enfin de tirer toujours l'eau de la Tamise, mais de la prendre aux points qui se trouvent au-dessus du remous du reflux, et de l'effet de toute autre influence nuisible.

Nous allons faire connaître les détails qui nous ont paru offrir le plus d'intérêt, et à la tête desquels nous placerons ceux qui concernent le projet de M. Philippe Taylor, en profitant des explications et développemens que cet habile ingénieur a eu l'obligeance de nous donner lui-même.

Les auteurs des projets qui consisteraient à dériver les ruisseaux qui sont autour de Londres, sont, d'une part, M. Hipkin, et d'une autre part, MM. Jones et Brown: le premier propose de recourir à un petit ruisseau d'eau vive qui coule d'Iver à Paddington; les 2 seconds, d'utiliser les rivières Coln et Brent, ainsi que les sources environnantes; mais M. Brown donne plus de développemens à ses idées. Ce dernier citant, à cet égard, ce qui a été fait à Manchester, raconte que cette ville avait d'abord élevé l'eau du ruisseau dit Medlock, qu'on laissait déposer dans des réservoirs qui pouvaient avoir sept acres de surface, et que cette eau était conduite dans des tuyaux en pierre; mais d'une part, que ces tuyaux n'ayant pu résister à la pression à laquelle ils étaient soumis, ils furent enlevés et la pierre remplacée par de la fonte, après diverses tentatives faites pour

conserver le premier système; et d'une autre part, que l'augmentation de la population et la mauvaise qualité de l'eau croissant avec le nombre d'établissements industriels qui s'élevaient, et dont les résidus retombaient dans le lit du ruisseau, déterminèrent à recourir à d'autres moyens; qu'alors on construisit 2 autres réservoirs élevés l'un au-dessus de l'autre, le premier ayant 31 acres, et l'autre $23 \frac{1}{4}$ de surface, et capables de contenir ensemble 37,534,235 pieds cubes d'eau. On avait calculé que les terrains qui dominaient ces réservoirs pouvaient fournir moyennement, sur une surface de 1600 acres, 1,600,000 gallons par jour (1), et l'expérience a démontré que l'on recevait davantage. Partant de ce fait, l'auteur pense que les ruisseaux Brent et Coln, et les sources voisines pourraient fournir une quantité d'eau égale à celle distribuée par la C^{ie} Grand-Junction.

Les auteurs qui proposent de percer des puits, sont MM. Francis et Smart; le premier s'appuyant sur les résultats déjà obtenus d'opérations semblables, et notamment à Sheerness, pense qu'un puits qui aurait 100 pieds de diamètre et autant de profondeur, pourrait fournir 100,000 barils par jour, ou 3,600,000 gallons (2). La dépense serait de 3,832 £. Le second annonce qu'il a fait percer un puits qu'il a poussé jusqu'à 211 pieds, que ce puits lui fournit 32 gallons par minute (3), et que d'un autre côté, l'eau s'élève jusqu'à 14 pieds au-dessous du sol; les voisins ont suivi son exemple, et ont aussi obtenu une eau abondante et pure. L'auteur soumet ses idées à la commission, heureux si elles peuvent être de quelque utilité (4).

(1) Environ 400 ponces de fontainier.

(2) Environ 866 ponces de fontainier.

(3) Environ 11 ponces de fontainier.

(4) Dans un moment où de toutes parts on perce des puits artésiens, en obéissant à l'impulsion donnée par la Société royale et centrale d'agriculture, et par celle d'encouragement, nous croyons faire une chose utile et agréable aux géologues, en donnant ici la sonde du terrain que M. Smart a jointe à son exposé :

Depth from the surface.

	feet.	Ind.
1 t. A mixture, made-ground, gravel, and clay.....	30	0
2 t. Stony blue clay.....	139	0
3 t. Clay-stone.....	0	6
4 t. Hard rock.....	1	6
5 t. Hard mixed clay and sand....	20	0
6 t. Steel and pebble stones.....	6	0
7 t. Green soft sand-stone came up in sand.....	14	0
Sand and Water at.....	211	0

Profondeur à partir de la surface.

	pi.	po.
1. Un mélange de terres rapportées gravier et argile.....	30	0
2. Argile bleue pierreuse.....	139	0
3. Pierre argilleuse.....	0	6
4. Roche dure.....	1	6
5. Argile dure mêlée de sable.....	20	0
6. Coquilles et cailloux.....	6	0
7. Grès mou couleur verte réduit en sable.....	14	0
Jusqu'au sable et à l'eau....	211	0

L'auteur du projet de filtrer l'eau, est M. Chambers; il annonce qu'au moyen de son procédé (qu'il ne fait pas connaître) il pourrait filtrer et rendre dans un état de pureté incontestable toute l'eau fournie par les compagnies qui approvisionnent la capitale.

Les auteurs du projet de tirer l'eau de la Tamise, sont, le docteur Kerisson et M. Philippe Taylor; le premier se borne à établir en principe, que l'eau de la Tamise, dans son état naturel, est pure et salubre, et il propose d'en faire la prise à Isleworth, point placé au-dessus de l'atteinte du reflux. Quant à M. Taylor, il entre dans beaucoup plus de détails qui, joints à ceux qu'il nous a communiqués de vive voix, nous ont déterminé à donner une idée succincte de son intéressant projet.

Cet ingénieur part d'abord du même principe que le D^r Kerisson, c'est-à-dire qu'il regarde l'eau de la Tamise comme salubre, et n'attribue les plaintes portées contre cette eau qu'à la position des prises qui en ont été faites; il observe ensuite que plusieurs compagnies n'ont pas de réservoirs, et que ceux des compagnies qui ont eu la sage précaution d'en établir ne sont pas suffisamment élevés, ce qui nuit à la régularité du service, et ne met pas à même de satisfaire tous les besoins, ni d'offrir toute la garantie voulue pour la sûreté des propriétés.

La méthode employée par les compagnies, de forcer l'eau à traverser de longues conduites pour arriver aux réservoirs, lui paraît vicieuse, et entraîner une grande perte d'action; il attribue le même effet au procédé qui consiste à mettre les pompes en communication directe avec la conduite principale, au lieu de soumettre l'eau qu'elle est destinée à porter au poids d'une colonne partant d'un vaste réservoir, fournissant continuellement une quantité égale à celle qui a été dépensée, et opérant une pression régulière et exempte d'aucun choc ou production de force vive.

M. Taylor cite à l'appui des observations qu'il a faites sur la perte d'action que l'on éprouve en forçant l'eau dans les conduites, les résultats avantageux que présentent les machines des mines de Cornouailles, comparés à ceux que présentent les machines dont on se sert à Londres pour élever les eaux et les distribuer; les premières, suivant lui, ne consomment pas le $\frac{1}{4}$ du charbon employé par les secondes pour produire le même effet, et il annonce, à cet égard, que celles des mines de Cor-

nouailles élèvent 74,000,000 de livres à 1 pied de hauteur, en ne consommant qu'un boisseau de charbon (1). C'est en tenant tous ces principes en vue que M. Taylor a conçu le projet qui suit :

L'eau tirée de la Tamise par une tranchée faite à Richmond, entre d'abord dans un premier réservoir placé sur les bords de cette rivière; là, elle rencontre un aqueduc en briques (2), précédé d'un artifice destiné à régler la quantité d'eau qu'il doit porter, et elle parcourt cet aqueduc sur une longueur de 5 milles environ, après avoir passé deux fois sous le lit de la Tamise, en raison du tournant que cette rivière fait sur elle-même dans cette partie; de là, des machines placées sur le haut d'un premier puits percé à l'aplomb du dit point, élèvent l'eau verticalement d'une hauteur de 80 pieds et la jettent dans un second réservoir de 20 acres; de ce réservoir elle se dirige par un autre aqueduc d'un mille de longueur, vers un 3^e réservoir de 20 acres dans lequel elle est élevée de 120 pieds, et elle parvient ainsi à un 4^e et dernier réservoir de 10 acres, placé sur la hauteur de Hampstead à une nouvelle hauteur de 250 pieds, après avoir parcouru environ 9 milles (3 lieues et demie) en recevant son mouvement de sa propre pesanteur, et après avoir été élevée verticalement et en 3 relais, de 450 pieds au-dessus de son niveau dans la Tamise; enfin, à ce point, M. Taylor met son dernier réservoir en communication avec les étangs d'où la compagnie dite de Hampstead tire les eaux qu'elle fournit à un des faubourgs de Londres.

(1) Le boisseau de charbon étant de 78 à 80 livres = 36 k.; la livre anglaise de 0^k 4534, et le pied de 0^m 3048, le kilogram. de charbon produirait 284 unités; ce résultat nous a paru un peu fort, et nous en avons fait l'observation à M. Taylor, qui nous a répondu qu'il en garantissait l'exactitude. Que sont donc alors les 45 unités que nous avons obtenues, M. de Prony et moi, à l'ancienne machine à vapeur du Gros-Cailion, à l'aide des plus grands soins dans le chauffage, les 30 que fournissent à peine celles de Chaillot, les 19 de la machine du quai des Ormes, etc. ?

(2) M. Taylor nous a dit que son intention était de construire en briques cet aqueduc ou tunnel, et de lui donner la forme d'un œuf dont le point serait en haut; il aurait 2 pieds d'épaisseur, son grand axe ou celui vertical, 6 pieds $\frac{1}{2}$, et le petit axe 5 pieds $\frac{1}{2}$. Cet ingénieur estime 5 l. l'yard courant de cet ouvrage; un tuyau en fonte faisant la même fonction, pèserait une tonne par yard de longueur, laquelle tonne vaudrait 14 liv., et il en coûterait encore 3 liv. par chaque yard pour la pose.

Le projet de M. Taylor était encore d'accompagner chacun de ses réservoirs de 2 filtres établis sur le système de la filtration *per ascensum* (1).

Les pièces relatives à l'origine de cette grande affaire et à la marche qu'elle a suivie, sont au nombre de 27 et emploient encore 40 pages d'impression. En tête sont les plaintes portées par les habitans des divers quartiers contre la qualité de l'eau qu'ils reçoivent et l'usage révoltant d'arroser les rues avec celle que l'on tire des égouts. Viennent ensuite la nomination de la commission chargée de l'enquête, la correspondance établie entre cette commission et le département de l'intérieur, et enfin un mémoire de M. Wright, auteur d'un pamphlet publié en 1827, et intitulé le *Dauphin*, nom que M. Wright avait choisi pour piquer la curiosité du public et qui se rapportait à l'établissement en charpente formé par la compagnie Grand-Junction dans le lit de la rivière auquel aboutissait la conduite amenant l'eau aux bâtimens de ses machines à vapeur, mémoire très-piquant et par la manière dont il est écrit et par les détails qu'il contient.

CH. M.

40. FINANCES DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES DE LA GRANDE-BRETAGNE. (*Asiat. Journ.*; sept. 1825, p. 257.)

De fausses notions, dit le rédacteur de l'article que nous citons, répandues en Angleterre par des mécontents, et au dehors par des écrivains mal informés, touchant l'état des revenus territoriaux de la Compagnie des Indes orientales de la Grande-Bretagne, ont fixé l'attention du public, au point que l'on a cru devoir lui communiquer les résultats suivans des derniers états officiels que cette Compagnie a soumis au Parlement touchant cet objet.

Il résulte de ce document, qu'il y a eu dans l'Inde, pour l'année 1823-24, un excédant net de revenus de 988,174 liv.

(1) Le système de M. Taylor et les moyens d'exécution qu'il a l'intention d'employer sont absolument les mêmes que ceux des filtres que nous avons proposés dans notre premier projet pour la distribution des eaux de l'Ourq, et l'idée de conduire l'eau à l'aplomb des réservoirs placés sur des hauteurs situées en amont de la ville, pour l'y élever, est également celle que nous avons adoptée dans le projet nouveau de distribution des eaux de la Seine, en remplacement de celles de l'Ourq, dont la rédaction nous a été confiée il y a quelques mois.

sterl., et que le total de la dette de la Compagnie s'élevait, au 30 avril 1823, à la somme de 36,949,685.

L'auteur de cet exposé prétend, qu'en le restreignant aux trois présidences, et en en excluant par conséquent les relevés de Bencoolen (qui n'appartient plus à la Compagnie), de Prince of Wales' Island et de Ste.-Hélène, ce qui, ajoute-t-il, est le meilleur mode de faire juger du véritable état des revenus territoriaux de cette Compagnie, les résultats du dit exposé ressortiraient ainsi qu'il suit :

Années.	Excédant du revenu.	Intérêt de la dette.	Excédant net.
1821-22	4,197,703	1,932,632	2,265,071
1822-23	4,846,442	1,649,140	3,197,302
1823-24	4,163,294	1,734,811	2,428,483

et il fait observer que la première de ces trois années, fût la dernière et la plus florissante de toutes celles dont s'est composée la durée de l'administration de lord Hastings. (Voy. le tableau ci-joint.)

41. ÉVALUATION DE LA VIE MOYENNE ET DE LA VIE PROBABLE, D'APRÈS LES REGISTRES MORTUAIRES DE LA VILLE DE GENÈVE.

Le D^r Odier s'était beaucoup occupé de calculs sur la durée de la vie à Genève, à l'occasion des placemens d'argent en rentes viagères, en tontines et en assurances sur la vie; il a publié dans le *Journal de Genève*, de l'année 1791, trois tables qu'il avait dressées d'après le dépouillement des registres mortuaires qui sont tenus à Genève, avec beaucoup de soin, de l'année 1560 jusqu'à nos jours. Ces tables, donnant pour divers âges la *vie moyenne* et la *vie probable*, il convient de donner une définition exacte de ces deux termes.

Il semblerait, au premier coup d'œil, que la *vie moyenne* doit être la même chose que la *vie probable*; mais il en est autrement. Les économistes sont convenus d'appeler la *vie moyenne* le nombre d'années résultant de la somme de toutes les années qu'ont vécu un certain nombre d'individus (ordinairement toute une population), et partagée entre eux tous d'une manière égale. C'est la *vie moyenne* comptée depuis la naissance.

On peut la calculer ainsi à tous les âges de la vie, en prenant le nombre des individus subsistans à l'âge dont on s'occupe, et en calculant les années de leur vie dans tous les âges succes-

EA pour les années 1821-22, 1822-23 et 1823-24.

		EXERCICES		
		1821—22	1822—23	1823—24
Monnaies civiles, tim- louanes, per- mes provinces du sel et de places fortes, ... C. Rpies...				
		8,54,01,821	8,90,91,651	9,49,07,719
Monnaies Pagodes...		1,35,13,980	1,26,82,481	1,53,71,144
				1,37,19,337
				16,51,807
Monnaies Rpies...		3,20,87,955	3,76,75,168	2,68,00,900
		2,53,84,363	2,98,03,330	2,58,96,800
		67,03,592	78,71,838	9,04,100
Affermes C. Rpies... de l'ol..... ... C. Rpies...		10,08,565	11,30,934	9,37,301
		81,775	66,906	75,493
		9,26,790	10,64,028	8,61,808
Impôts ... Doll... Doll...		436,704	451,968	440,752
		166,639	176,305	159,000
		270,065	275,663	281,752

les années de leur vie dans tous les âges succes-

sifs jusqu'à l'extinction de la population, de la même manière que ci-dessus. La *vie probable* est exprimée par le nombre des années au bout desquelles il est mort la moitié des individus de l'âge dont on cherche la vie probable.

On peut de même la calculer à différens âges, en prenant le nombre d'individus existans à un âge quelconque, et en voyant à quelle époque ce nombre se trouve rédnit à la moitié.

Il résulte de là, que ce n'est que des tables de mortalité qu'on peut tirer les calculs sur la *vie moyenne* ou la *vie probable*, et que les tables de population qui indiquent la quantité d'individus existans de chaque âge, ne peuvent pas donner des résultats exacts, puisque la moyenne des années vécues, et la probabilité de vie résultant aussi des années de vie effective, ne peuvent être données que par le nombre des décès qui ont eu lieu.

Les tables de la *vie probable*, à différens âges, servent pour calculer les assurances sur la vie, et leur plus ou moins de convenance. Lorsqu'il s'agit de placemens en tontines, ou en rentes viagères sur plusieurs têtes, ce n'est plus la *vie probable* qu'il convient de prendre pour base du calcul, c'est la *vie moyenne*, où les chances de mort sont combinées sur un plus grand nombre d'individus.

Voici maintenant les tables dressées par M. Odier.

âges.	16 ^e Siècle depuis 1560.				17 ^e Siècle.				18 siècle jusqu'en 1760.			
	Vie prob.		Vie moy.		Vie prob.		Vie moy.		Vie probable.		Vie moyenne.	
Naissance.	Ans.	Ms.	Ans.	Ms.	Ans.	Ms.	Ans.	Ms.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.
	4	9	18	5	7	11	23	4	27	3	32	8
Ans									Hom. Femm.	Hom. Femm.	Hom. Femm.	Hom. Femm.
1	21	1	26	6	27	11	32		20	4	33	11
3	26	3	29	11	33	9	36	8	35	4	36	5
7	27	1	30	7	35	4	36	10	40	3	47	11
10	28	3	30		34	9	36		41	11	47	10
15	23	9	27	10	32	3	33	6	41		46	0
20	21	10	25	10	29	11	31	2	37	6	42	3
40	17		19	4	20	2	21	10	34	3	39	6
60	9	6	11	11	11		12	10	22	2	24	3
80	6	9	7	8	5	11	7	1	11	1	11	8
									5	7	5	8
Maximum.	27	2	30	7	35	5	36	10	41	11	41	10
	entre 5 et 6 ans.		entre 5 et 7 ans.		7 ans.		5 et 7 ans.		7 ans.		4 et 5.	7.

M. Odier donna ensuite, dans la *Bibliothèque Britannique*, en 1797 (Tom. IV, p. 327), une continuation de son travail, qui comprend les années 1760 à 1802. La voici :

AGES.	VIE PROBABLE.						VIE MOYENNE.					
	Hommes.		Femmes.		2 Sexes.		Hommes.		Femmes.		2 Sexes.	
	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.
Naissances.	24	3	36	5	32	37	30	70	36	15	33	62
1 an.	42	20	48	48	45	26	39	47	42	90	41	78
3	46	18	51	23	48	89	42	59	45	72	44	35
5	46	64	51	29	49	06	43	47	46	20	45	03
10	44	31	49	08	46	79	42	09	44	75	43	62
15	40	48	45	22	43	02	38	69	41	41	40	25
20	36	86	41	21	39	40	35	50	38	10	37	00
25	33	63	37	30	35	85	32	75	34	96	34	06
30	30	18	33	43	33	12	29	70	31	83	30	96
35	26	38	29	46	28	22	26	21	28	47	27	55
40	21	99	25	74	24	70	23	33	25	38	24	56
50	16	82	18	09	18	87	17	46	18	57	18	19
60	11	69	11	79	11	75	12	54	12	63	12	59
70	7	16	7	63	7	43	8	87	8	83	8	86
80	5	53	5	66	5	65	6	03	6	10	6	08
90	3	57	3	71	3	66	4	03	4	40	4	29
95	2	58	3	00	2	86	2	76	2	33	3	13

Le rapport général de la probabilité de la vie est, pour les hommes, comparativement aux femmes, comme 100 est à 116 ; et pour la vie moyenne, il est comme 100 est à 108.

Il faut observer que les nombres ci-dessus, pour les deux sexes, ne sont pas exactement la moitié des nombres appartenant aux femmes et aux hommes, parce que le nombre des décès de ces premiers, n'est pas égal à celui des décès des femmes. Celles-ci étant plus nombreuses, donnent un plus grand nombre de décès ; et c'est dans la proportion de ces nombres que la moyenne est établie. Il y a, dans les tables de l'époque actuelle 14,936 décès mâles, et 16,038 décès féminins ; et la population femelle est aussi beaucoup plus grande que la population mâle. M. Odier ayant continué ses calculs et ses rapprochemens jusqu'à la fin de sa vie, la *Bibliothèque Britannique*, Tom. 55, de la division des sciences et arts, a donné les tables pour les années 1801 à 1813, comme suit :

AGES.	VIE PROBABLE.						VIE MOYENNE.					
	Hommes.		Femmes.		2 Sexes.		Hommes.		Femmes.		2 Sexes.	
	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.	Ans.	Cent.
Naisances.	38	68	43	45	40	68	35	08	41	48	38	50
1 an	47	59	50	36	49	19	41	14	47	25	45	14
3	49	57	51	35	50	30	45	51	49	19	47	55
5	48	70	50	56	49	69	45	30	48	90	47	18
10	45	41	47	14	46	31	42	78	46	17	44	67
15	41	43	43	25	42	38	39	30	42	71	41	20
20	37	64	39	71	38	72	35	63	39	67	38	06
25	34	15	36	12	35	26	33	08	36	86	35	19
30	30	40	32	23	31	45	29	79	33	72	31	99
35	26	38	28	58	27	58	26	13	30	66	28	64
40	22	72	24	97	23	94	22	81	24	74	23	88
50	16	14	18	01	17	16	16	85	18	45	17	75
60	10	81	12	20	11	58	11	87	12	99	12	52
70	6	93	7	45	7	23	7	94	8	61	8	34
80	5	37	5	63	5	54	5	54	5	99	5	83
90	2	72	3	41	3	17	2	75	3	78	3	56
95	2	50	2	81	2	77	2	50	2	50	2	50

Le rapport général de la probabilité de vie des hommes, comparativement à celle des femmes, est comme 100 est à 108; et, pour la vie moyenne, il est comme 100 à 112. Le maximum de la vie probable et de la vie moyenne est indiqué par le signe *.

On observe dans la succession non interrompue de ces tables, que la vie probable et la vie moyenne ont constamment augmenté, et d'une manière remarquable, dans les premiers âges de la vie, et qu'il y a eu une petite diminution sur la fin, en commençant de 50 à 60 ans, jusqu'à son dernier terme. Il devenait intéressant de rechercher, par l'examen des registres mortuaires, si cet état de prospérité avait continué depuis notre restauration; c'est ce que j'ai fait, en rassemblant les décès des années 1815 à 1826, qui offrent une suite de 12 années. J'ai cru devoir laisser de côté l'année 1814, dans laquelle notre population et notre mortalité ont éprouvé quelque variation due à la présence de l'armée autrichienne et de nos alliés suisses; ce qui aurait dérangé la proportion des années ordinaires de paix. Voici les résultats que j'ai obtenus :

AGES.	VIE PROBABLE.			VIE MOYENNE.		
	Hommes.	Femmes.	2 Sexes.	Hommes.	Femmes.	2 Sexes.
Naissances.	Ans. Mill.	Ans. Mill.	Ans. Mill.	Ans. Cent.	Ans. Cent.	Ans. Cent.
1	40 343	49 964	45 826	33 90	43 11	38 90
3	50 464	54 413	52 107			
5	50 906	53 926	52 444			
10	49 958	53 268	51 587			
15	46 671	49 339	48 207			
20	42 583	44 953	44 211			
25	38 944	41 176	40 210			
30	35 625	37 000	38 475			
35	31 830	33 358	33 706			
40	27 947	29 313	28 717			
50	24 011	25 050	24 615			
60	16 449	17 836	17 161			
70	11 07	11 729	11 424			
80	6 607	7 440	7 076			
90	3 546	4 207	3 905			
95	3 000	3 800	3 500			
96	1 000	2 375	1 900			

La proportion générale de la probabilité de vie des hommes, comparativement à celle des femmes, est comme 100 est à 107 $\frac{1}{2}$.

Le maximum de la probabilité de vie est, pour les hommes, 51,278 à deux ans, pour les femmes, 54,413 à un an, et pour les deux sexes réunis, 52,710 à l'âge de deux ans.

On remarque dans la suite de tous ces tableaux, que la probabilité de vie, et la vie moyenne, ont augmenté continuellement depuis le 16^e siècle jusqu'en 1826, particulièrement dans les premières années de la vie; et qu'il y a une légère diminution dans les âges subséquens, qui est loin de balancer l'augmentation ci-dessus. On y reconnaît manifestement que les soins qu'on donne à l'enfance ont amélioré son existence, et que l'on conserve les enfans dans une proportion très-remarquable. Si l'on considère la vie probable et la vie moyenne dès la naissance, ce qui comprend tout le cours de la vie, on jugera mieux de l'amélioration successive par le tableau suivant :

Vie probable.		Proportion.	Vie moyenne.		Proportion.
Ans.	Mois.		Ans.	Mois.	
4	9	100	18	5	100 $\frac{1}{2}$
7	11	166 $\frac{2}{3}$	23	4	126 $\frac{1}{3}$
27	3	573 $\frac{2}{3}$	32	8	177 $\frac{1}{3}$
32	4	680 $\frac{2}{3}$	33	7	182
37	10	796 $\frac{1}{2}$	38	6	209
45	10	964 $\frac{9}{10}$	38	10	210 $\frac{1}{4}$

La probabilité de la vie des femmes a été constamment supérieure à celle des hommes; et d'après une table dressée par M. Odier, sur les registres mortuaires de 1801 à 1813, les femmes mariées et veuves, ont, sur celles qui ne le sont pas, une supériorité de vie moyenne, dans le rapport de 112, $\frac{7}{10}$ à 100, malgré la chance des couches, qu'il estime de 125 femmes qui périssent par cette cause, sur 10,000, soit 1 sur 80.

La suite régulière de rapports croissans que présentent les tables précédentes, nous assure de leur exactitude; et nous pouvons nous livrer à l'idée constante d'une amélioration sensible dans la vitalité de notre population, et même dans notre moralité; en effet, au nombre des causes de cette amélioration, on compte le perfectionnement de l'éducation physique et morale, qui a fait disparaître, en grande partie, les vices et les excès auxquels une population ignorante est plus portée. Il faut y ajouter une plus grande aisance qui permet de se nourrir d'une manière plus saine, de se loger moins à l'étroit, et contribue à la tranquillité de l'ame qui influe puissamment sur la santé; et les progrès de l'hygiène et de la médecine qui ont amené l'inoculation de la petite vérole et de la vaccine. (*Bibliot. de Genève; oct. 1827, p. 133.*)

SERRE MALLET.

42. IMPORTATIONS BRITANNIQUES EN PRUSSE. Extrait d'une note DU BARON MALTEAHN, MINISTRE DE PRUSSE, A LONDRES, du 23 juin 1826; contenant les importations de marchandises anglaises dans les états prussiens en 1823, avec deux pièces jointes.

* Le soussigné, en se référant à sa note du 19 mai dernier, a l'honneur d'envoyer ci-joint, à M. Canning, un état complet

et détaillé de la valeur des marchandises, du crû ou des fabriques de l'Angleterre ou de ses colonies, qui sont entrées dans les états prussiens en 1823, pour consommation, ou pour transit.

« Bien que cet état ait été préparé avec tout le soin possible, il ne peut cependant être considéré que comme un état approximativement exact des importations, par la raison que les registres des douanes prussiennes ne contiennent aucune indication des lieux d'origine des marchandises, et que les principaux ports, par lesquels les marchandises sont importées en Prusse, Hambourg par exemple, ne font point partie du territoire prussien. L'état en question, néanmoins, est relevé entièrement des livres des douanes prussiennes; il n'y a rien d'exagéré. Lorsqu'il y a eu doute, quant à l'origine d'un article, il a été omis.

« Par exemple, une grande quantité de sel de Liverpool aurait pu être ajoutée à la seconde colonne, étant notoire que cet article est consommé en grande quantité dans les provinces rhénanes; mais, comme on connaissait les quantités de quintaux de sel importés par le Rhin, qui venaient de France ou de Portugal, tout le sel de Liverpool, importé par les Pays-Bas, a été omis.

« C'est par suite de cette même précaution, que les marchandises seulement, qui ont été importées directement du Royaume-Uni en Prusse, ont été comprises dans cet état. Comme preuve, on remarquera que toutes les importations par Malmedi, Aix-la-Chapelle, Duisbourg, et les douanes des frontières méridionales de la Prusse, ont été entièrement omises, quoiqu'il soit hors de doute que des marchandises anglaises aient été importées en quantités considérables par ces douanes, puisqu'on trouve sur les registres que 69,225 livres de coton filé ont été importées par la voie de Francfort-sur-le-Mein.

« L'année 1823 a été choisie de préférence à toute autre, parce que les relevés officiels de toutes les importations de cette année ayant été faits pour d'autres objets, on a trouvé plus commode de dresser ces tableaux pour cette année que pour une autre, l'année 1825, par exemple; et que l'année 1823 montrera, tout aussi bien que l'année 1825, l'étendue des importations des produits anglais.

« Pour faire connaître le taux de l'évaluation des marchandises portées dans l'état, le soussigné fera remarquer que la valeur moyenne en a été déterminée sur les prix courans de 1823 : par conséquent, cette valeur comprend le fret et les droits, et doit considérablement différer des prix d'Angleterre.

« Les pièces que le soussigné a l'honneur de joindre, montrent, entre autres choses, que les importations qui, dans les états publiés en Angleterre, figurent sous les titres de l'Allemagne, de la Hollande et de la Flandre, sont des importations prussiennes pour la plus grande partie; toutes les marchandises anglaises et les marchandises coloniales destinées aux états autrichiens étant importées par Trieste, et toutes celles qui vont dans le midi de l'Allemagne étant obligées de passer par la France, à cause des difficultés auxquelles la navigation et le commerce du Rhin sont encore exposés, et des frais auxquels le transport des marchandises, à travers les Pays-Bas, est soumis, à cause de l'obligation de charger et de décharger, et des frais de transport. Ainsi, le montant de ces importations devrait encore s'ajouter à la somme, fort inférieure à la vérité, à laquelle les relevés officiels, publiés en Angleterre le 10 avril dernier, portent les importations faites en Prusse, de l'Angleterre et de l'Écosse (468,463 liv. sterl.); somme qui n'est pas égale au tiers de la valeur d'un seul article d'importation de l'Angleterre en Prusse, le coton filé. » (*État de la navigation de l'Angleterre, en 1827, pag. 82.*) (Voy. le tableau ci-joint.)

Note annexée audit tableau.

En ajoutant aux marchandises importées à consommation celles que l'on importe en transit et portées dans la colonne n° 10, à un total de 49,771,945 rix-dalers, pour toutes les marchandises anglaises importées en Prusse.

1. Il y a, en outre, du coton filé, importé pour Francfort-sur-Mein, pour 69,225 rix-dalers.

2. L'importation totale du café dans tous les états prussiens, en 1823, s'est élevée à 9,829,943 rix-dalers, et la quantité importée en transit à 1,573,775 (1).

(1) D'après ce résultat, l'Angleterre ne fournirait que la moitié environ de tout le café importé dans les états prussiens.

PRIX MOYENS.

auxquels ont été évaluées les marchandises de l'État ci-contre :

1.		2.		3.	
MATIÈRES PREMIÈRES.		OBJETS MANUFACTURÉS		DENRÉES DE CONSOMMAT.	
Par quintal.	Rixdal.	Par quintal.	Rixdal.	Par quintal.	Rixdal.
Coton en laine.	40	Coton filé....	100	Harengs.....	5
Laine fine....	100	Lainage.....	250	Rum.....	15
Peaux brutes..	30	Étoffes de cot.	300	Vins.....	20
D ^o tannées....	20	Étoffes de soie.	2,000	Porter.....	8
Huile à brûler.	10	Fers de fonte..	15 et 40	Sucre brut....	10
Bois de teintur.	5	Poterie.....	40	D ^o raffiné....	20
Indigo.....	330	Porcelaine....	120	Sirops.....	5
Salpêtre.....	20	Quincaillerie..	150 et 500	Café.....	40
Plomb.....	12			Épiceries....	20
Fer.....	5 et 10			Thé.....	200
Cuivre.....	24			Fruits confits	
				du Midi....	20
Étain.....	40			Riz.....	10
Houblon.....	22			Sel.....	1
Tabac en feuil.	5			Charb. de terr.	1

43. EFFETS PUBLICS DE LA PRUSSE. *Cours des effets publics prussiens à la Bourse de Berlin et dans d'autres places depuis leur création jusqu'à la fin de 1825. (Staatswissenschaftliche Anzeigen für Preussen ; Tome I^{er}, 1826.)*

L'auteur de ces documens fait connaître les mesures prises par le gouvernement pour réunir à la dette publique les dettes des provinces récemment acquises, et pour la création d'un fonds d'amortissement. Cet article est l'histoire de la dette publique de Prusse, depuis 1810, et de toutes les mesures prises pour la réduire.

Il donne ensuite le tableau du cours des effets publics depuis 1811, en ayant soin de mentionner les événemens politiques et militaires, ainsi que les mesures administratives qui ont pu exercer quelque influence sur le crédit de l'état. Nous croyons ce document assez curieux pour le donner ici dans sa totalité. Un semblable travail sur les principaux états de l'Europe aurait un véritable intérêt pour les hommes qui dirigent

les finances et qui s'occupent des hautes questions d'Économie publique.

Cours des effets publics de Prusse, de 1811 à 1819 inclusivement.

Les dettes contractées en différens temps, sous plusieurs dénominations, à un taux d'intérêt inégal, et affectées sur divers produits, tels que la navigation, le tabac, les mines ou les salines, ont été, à compter de 1811, réunies en une seule masse; les anciens titres ont été échangés contre des inscriptions de même forme, et l'intérêt de toute la dette publique a été fixé à 4 pour 100 payables par semestre, le 2 janvier et le 1^{er} juin de chaque année.

ANNÉES.	MOIS.	JOURS.	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.
1811	Janvier.....	2	52 1/2	Nouveau règlement adopté en Russie relativement au commerce.
	—	9	53 1/2	
	—	23	51 1/2	
	—	28	57 1/4	
	Février.....	1	56 "	Le 20 février, décret de l'empereur d'Autriche, qui réduit le papier monnaie au cinquième de sa valeur nominale.
	—	6	55 1/2	
	—	15	54 "	
	—	22	52 3/4	
	Mars. 8....	20	54 "	Le 23, assemblée des députés des provinces prussiennes pour délibérer sur le système des contributions.
	—	29	52 1/4	
	Avril.....	1	51 1/2	Le 22 mars, mesures de rigueur contre le commerce anglais. La France renforce les garnisons de Danzig et Stettin.
	—	29	50 1/2	
	Mai 3.....	15	50 1/2	Le 4 avril, publication de l'indult.
	—	31	50 "	
	Jun.....	15	50 "	Le 14, traité avec le roi de Westphalie.
	—	28	51 "	
	—	—	—	Le 14, incendie à Königsberg : dommage 6,000,000 d'écus.
	—	—	—	
	—	—	—	Le 25, mesures contre le commerce anglais. Le 27, décret concernant l'aliénation des domaines.
	—	—	—	
	Juillet....	1	50 "	Commencement de la guerre entre la Russie et la Turquie.
	—	15	48 1/2	
	—	29	49 1/4	
	—	21	47 3/4	Le 7, loi sur les finances et les contributions.
	—	2	47 "	
	—	9	44 1/2	Le 14, loi sur les rapports des paysans avec les seigneurs.
	—	—	—	

ANNÉES.	MOIS.	JOURS.	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.
1811	—	23	44 "	Le 26, proclamation sur les dispositions pacifiques des puissances. Les armemens et les travaux des fortifications sont suspendus.
	—	30	45 "	
	Octobre....	2	47 1/2	Symptômes de mésintelligence entre la France et la Russie.
	Novembre..	1	47 3/4	
	—	20	47 "	Édit du 13 sur les monnaies.
	—	29	46 1/2	
	Décembre...	4	46 "	Le 24, traité d'alliance entre la France et la Prusse.
	Janvier....	1	45 "	
	—	31	44 "	Ordres pour le paiement des contributions dues à la France et pour la fourniture des vivres à son armée (le 5 fév.)
	Février....	3	43 3/4	
1812	—	28	42 "	Traité d'alliance entre la France et l'Autriche (le 14).
	Mars.....	2	41 3/4	
	—	16	41 "	Le 28, entrée des troupes françaises à Berlin.
	—	23	40 "	
	—	28	38 1/2	Le 24, les Français occupent Spandau.
	Avril.....	8	37 1/2	
	—	29	35 1/2	L'Angleterre s'allie à la Russie et à la Suède (le 3 mai).
	Mai.....	4	35 "	
	—	11	34 "	Le 9, le commandement de la ville de Berlin est confié à un général français.
	—	25	34 "	
	—	—	—	Le 24, contributions sur les revenus, les effets publics admis en paiement au cours de 34.
	Juin.....	8	33 1/4	
	—	17	32 "	Le traité conclu avec la France est publié. Napoléon déclare la guerre à la Russie (le 24).
	—	29	31 1/2	
	—	—	—	Le 28, le roi de Westphalie réduit au tiers la dette publique.
	Juillet....	1	31 "	
	—	13	30 "	La légation russe avait quitté Berlin la veille (30 juin).
	—	31	28 1/2	
	—	—	—	Le 30, édit sur l'administration des communes.
	—	—	—	
	—	—	—	Le 16 la Russie ouvre ses ports au commerce anglais.
	—	—	—	
	—	—	—	Le 23, conspiration (Mallet) à Paris.
	—	—	—	
	—	—	—	Retraite de Moscou.
	—	—	—	
	—	—	—	Le 25, l'armée française passe la Bérésina.
	—	—	—	

ANNÉES	MOIS.	JOURS	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.
1812	Décembre...	14	36 1/2	Le 12, décision du gouvernement portant que les créances du trésor antérieures à 1806 pourront être remboursées par les débiteurs en effets publics, valeur nominale.
	—	28	33 1/2	Le 15, entrée des Russes à Memel.
	—	30	33 "	Le 30, capitulation du général prussien York.
1813	Janvier 4...	6	31 1/2	Le 5, les troupes russes entrent à Königsberg.
	—	8	34 "	Le 22, le roi quitte Potsdam et se rend à Breslau.
	—	25	37 1/2	Le 22, le roi quitte Potsdam et se rend à Breslau.
	Février.....	10	33 3/4	Du 19, cours forcé des bons du trésor jusqu'au 5 mars. Le 9, levée de corps francs de chasseurs. Pillau occupé par les Prussiens le 7. Le 20, les 1 ^{ers} Russes entrent à Berlin.
	—	26	37 1/2	Le 2, alliance de la Prusse avec la Russie. Le 4, entrée de l'armée russe à Berlin.
	Mars.....	3	38 "	Le 12, Hambourg est occupé par les Russes.
	—	5	42 1/2	Organisation des hommes valides en landwehr et landsturm (levée en masse).
	—	12	39 1/2	Le 27, la Prusse déclare la guerre à la France.
	—	19	37 1/4	Le 2, premier avantage remporté par les Prussiens à Lunebourg.
	—	27	37 1/2	Le 6, manifeste de la Prusse.
	Avril.....	2	37 1/4	Le 16, Thorn se rend aux Russes.
	—	12	39 "	Le 27, Spandau est occupé par les Prussiens.
	—	26	41 1/2	Le 2, bataille de Groszgerschen. Le 7, levée en masse à Berlin.
	Mai.....	5	41 "	Le 6 et le 7, retraite des alliés derrière l'Elbe.
	—	7	41 1/2	Bataille de Bantzen, grande agitation guerrière dans le pays.
	—	10	38 1/2	Le 4 juin, armistice. Le 9, les Français évacuent Breslau.
	Du 10 mai au 9 juin point de cours.			Le 17, affaire de Kitzen.
	Juin.....	9	29 1/2	Le 1 ^{er} juillet, l'Angleterre fait débarquer à Kolberg 100 canons et 20,000 uniformes.
	—	18	24 1/2	Le congrès de Prague est annoncé.
	—	30	27 "	Le 27, L'Autriche s'allie à la Russie et à la Prusse.
	Juillet.	7	25 1/2	Le 10, déclaration de guerre de l'Autriche contre la France.
	—	16	28 1/2	
	—	30	28 "	
	Août.....	2	27 3/4	
	—	14	28 "	

ANNÉES.	MOIS.	JOURS.	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.
1813	—	17	27 1/2	Fin de l'armistice.
	—	24	31 "	Le 23, bataille de Gros-Beeren.
	—	27	35 1/2	Le 26, bataille de la Katzbach.
	—	30	39 "	Le 27, bataille de Dresde.
	—	31	43 "	Le 30, bataille de Kulm.
	Septembre..	1	46 "	Le 6, bataille de Dennewitz; le 9, alliance de Tœplitz; le 17, combat de Nollendorf.
	10	24	42 1/2	Le 28, les Russes occupent Cassel.
	—	29	43 "	Le 3, Blücher passe l'Elbe.
	Octobre....	6	44 "	Le 8, la Bavière s'unit à l'Autriche.
	—	11	47 1/2	Le 16, bataille de Mœckern; le 19, bataille de Leipzig.
	—	22	49 1/2	Le 30, bataille de Hanau.
	Novembre...	1	48 1/2	L'armée française quitte la rive droite du Rhin.
	—	19	49 "	Le 17, les troupes françaises évacuent Dresde.
	—	29	46 1/2	Le 24, reddition de Stettin; le 26, Modlin pris par les Russes.
	Décembre..	6	47 "	Le 9, le général Balow entre à Utrecht;
	—	20	48 "	le 21, les alliés passent le Rhin à Bâle et à Schaffhausen.
	—	31	50 "	Le 31, Torgau capitule. Blücher passe le Rhin.
1814	Janvier....	5	50 3/4	Le 1 ^{er} janvier les Français remettent Danzig aux alliés.
	—	14	51 1/4	Le 12, Wittenberg est rendu aux Prussiens.
	—	19	54 "	Le 28, combat de Brienne.
	—	21	57 "	
	—	31	60 1/2	
	Février....	2	65 "	Le 1 ^{er} février, combat de La Rothière.
	—	9	67 "	Du 10 au 15 les troupes alliées sont battues.
	—	18	73 "	
	—	21	75 "	
	—	28	70 "	
	Mars.....	2	70 "	Suppress. de l'impôt somptuaire (le 2).
	—	11	72 "	Le 7, reddition de Kustrin; le 9 et le 10, bataille de Laon; le 12, les Anglais à Bordeaux; le 20, combat d'Arcis-sur-Aube; le 21, les Autrichiens occupent Lyon; le 25, les Français sont battus à Lafère champenoise; le 31, les alliés entrent dans Paris.
	—	23	69 1/2	
	—	30	67 1/2	
	Avril.....	1	66 "	Le 10, les Prussiens occupent Glogau.
	—	13	71 1/2	Le 23, convention, traité de Paris.
	—	29	73 1/2	
	Mai.....	6	73 1/2	Le 2 mai Wesel se rend.
	—			Le 12, les Français évacuent Hambourg.
	16	25	74 "	Le 30, la paix générale est signée.

ANNÉE.	MOIS.	JOURS.	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES.
1814	Juin 20....	29	75 "	Le 20 juin, paix entre la France et l'Espagne.
	Juillet.....		73 "	Païement du 7 ^e coupon.
	Août.....	1	72 3/4	
	—	31	73 1/2	
	Septembre..	25	72 1/2	Congrès de Vienne.
	Octobre....	26	74 "	
	Novembre..	7	75 "	Par déclaration du 8 et du 10 le gouvernement de la Saxe passe aux mains des autorités prussiennes.
	—	16	80 1/4	
	—	28	81 1/4	
	Décembre...		80 "	
1815	Janvier....	30	81 3/4	
	Février.....	1	82 "	Le 10, le congrès étend la domination de la Prusse.
	—	17	85 "	
	Mars.....	10	84 "	Le 1 ^{er} , Napoléon débarque en France. Il entre à Lyon le 10.
	—	15	80 "	Le 10, protestation du roi de Saxe contre le partage de ses états.
	—	20	78 1/2	Le 13, déclaration des alliés contre Napoléon.
	—	23	70 1/2	Le 20, Napoléon à Paris.
	—	31	65 1/2	Les alliés se préparent à la guerre contre la France.
	Avril.....	1	59 1/2	
	—	3	51 "	
	—	5	60 1/2	La Prusse prend possession du grand duché du Bas-Rhin.
	—	7	65 1/2	
	—	17	62 1/2	Le 17, publication du traité qui annule la convention de Bayonne.
	Mai.....	18	66 3/8	Le 18, traité de paix entre la Prusse et la Saxe.
	—	31	69 7/8	Le 22, les Autrichiens à Naples.
	Juin.....	9	68 3/4	Le 8, signature de la confédération germanique.
	—	23	67 1/2	Le 16, bataille de Ligny; le 18, bataille de Waterloo.
	—	26	74 "	
	—	31	81 1/2	
	Juillet.....	3	80 1/2	Le 3, Paris est remis à Blücher et Wellington.
	—	21	75 1/2	Le 11, les dettes de la Westphalie réunies à la dette prussienne.
	Août.....	14	78 "	Le 3 août, traité qui envoie Napoléon à Sainte-Hélène.
	—	25	77 "	
	Septembre..	29	77 "	Le 26 septembre, Sainte-alliance.
	Octobre....	6	76 "	
	—	30	75 3/4	
	Novembre...	20	75 1/2	Le 20, traité pour la paix générale.
	—	29	78 1/2	La Prusse obtient pour sa part dans les contribut. de la France 145,000,000, plus 10,714,000 par an pour l'armée d'occupation.
	Décembre...	29	76 1/2	

ANNÉES.	MOIS.	JOURS.	COURS.	ÉVÉNEMENTS REMARQUABLES,
1816	.....	....	....	Pendant toute cette année le cours des effets n'a varié que de 79 à 73 $\frac{1}{2}$, et l'auteur ne cite aucun événement influent.
1817	.....	....	....	<i>Idem</i> , les effets n'ont varié que de 75 à 72.
1818	Janvier....	22	72 "	On parle d'un emprunt fait en Angleterre pour la Prusse.
	Février....	28	71 "	
	Mars.....	31	69 "	
	Avril.....	29	70 "	
	Mai.....	28	71 "	
	Juin.....	27	69 "	Le 26 mai, loi sur les péages et les taxes sur la consommation.
	Juillet....	15	67 "	Le 17 juin, traité de commerce entre la Prusse et le Danemark.
	Août.....	24	66 "	
	Septembre..	18	64 "	
	Octobre....	31	64 $\frac{5}{8}$	
	Novembre..	10	65 "	Le 15 novembre, déclaration du congrès d'Aix-la-Chapelle.
	Décembre...	9	66 "	L'armée d'occupation quitte la France.
1819	Janvier....	18	65 "	Le 8 février, impôt sur la drèche, le moût, l'eau-de-vie et le tabac en feuilles.
	Février....	9	67 "	
	Mars.....	19	67 "	
	Avril.....	13	67 "	Le 22 mai, convention avec la Russie relativement à la Pologne.
	Mai.....	22	67 "	
	Juin.....	2	67 "	
	Juillet.....	29	69 "	Le 28, la Prusse prend à sa charge des dettes de la Saxe pour 11,288,000 écus.
	Août.....	19	70 "	
	Septembre..	30	70 "	Le 20 septembre la diète adopte les décisions du congrès de Carlsbad.
	Octobre....	22	70 "	Le 3, le gouvernement fait connaître que l'on a éteint pour 4 à 5 millions de dettes et brûlé les obligations.
	Novembre...	1	70 "	
	—	18	71 "	
	Décembre..	31	71 $\frac{3}{8}$	

44. QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR DE LA RUSSIE. (*Kommertcheskaïa Gazeta*. — Gazette du commerce; n° 31, 17 avr. 1826.)

On entend chaque jour des réflexions plus étranges les unes

que les autres sur le commerce intérieur et extérieur de la Russie, bien que, depuis quelque temps surtout, les vues commerciales du gouvernement deviennent de jour en jour plus justes et plus précises.

On regarde, par exemple, comme une erreur des plus grossières, l'importation du sel étranger en Russie, tandis que cet empire en recueille lui-même en si grande quantité.

Il est vrai que, de tous les pays du monde, la Russie est le plus riche en sel; mais, sous d'autres rapports, elle en est très-pauvre, puisque ces trésors de la nature se trouvent, à l'est et au sud, à une distance immense d'un grand nombre de ses provinces.

Pourquoi, dit-on, le gouvernement a-t-il permis d'importer du sel étranger à St.-Petersbourg, à Archangel, dans les provinces du littoral de la Baltique et sur toute la ligne des frontières de terre, tandis qu'il serait si facile d'y transporter le sel national? On va tâcher de répondre victorieusement à cette importante question d'économie politique.

1°) L'importation du meilleur sel étranger à Archangel est regardée, tant par les autorités locales que par le public, comme indispensable pour les provisions de poisson salé.

2°) L'importation du même produit à St.-Petersbourg attire dans ce port un grand nombre de navires.

3°) Dans les gouvernements du littoral de la Baltique, le sel étranger, sans compter les droits, se paie dans les ports, suivant les circonstances, de 70 kopeks à un rouble le poud assignation de banque. La taxe, d'après la diminution qui a été faite, est de 90 kopeks; conséquemment le prix moyen du poud de sel est de 160 kopeks. Le prix de vente doit nécessairement être plus fort, puisqu'il faut y comprendre les frais de transport, plusieurs autres dépenses et les profits du vendeur. Quantité de gens vivent de ce commerce: il est une des branches principales de négoce pour Rével et Narva. Le plus important encore, c'est que l'importation du sel, comme lest, attire une grande quantité de bâtimens, et rend l'exportation des marchandises nationales plus facile et plus considérable. — On objecte à cela que l'argent resterait dans l'empire, et que le commerce intérieur prendrait de l'accroissement. — Mais il n'y a pas de règle qui n'ait ses bornes. Sans doute il est de l'intérêt du gou-

que de la température et de la saison, c. à d. le 3^e jour dans le beau temps, et le 2^e jour en automne et en hiver.

9) S'il arrivait qu'en chemin, une partie des bestiaux inscrits tombât de maladie, et fût, comme incapable de faire usage, enfouie dans la terre, et que le propriétaire pût constater verbalement cette perte par des témoignages certains, en ce cas la quantité des bestiaux qui manquerait ne serait pas soumise aux droits de la douane. Au cas où ils n'auraient que les pieds malades, ce qui ne les empêcherait pas d'être d'un bon usage, et dans celui où il en aurait été volé en route, lesdits bestiaux, restant dans le pays pour y être employés, devront payer les droits de consommation; ces circonstances seront immédiatement inscrites sur la feuille de convoi, afin d'éviter des doubles frais aux propriétaires.

10) Si, en traversant la Pologne, le propriétaire des bestiaux désirait les vendre en gros ou en détail pour être employés dans l'intérieur du royaume, ou pour opérer leur transit au nom d'une autre personne, ce changement se fera dans l'une des douanes de consommation ci-après désignées; savoir : *Kelci, Radome, Kalisch, Lublin, Plotsk, Varsovie, Sedltsiet Souvalki*. Dans le 1^{er} cas, le vendeur ou l'acquéreur paiera les droits de douane de consommation; dans le 2^e, c. à d. dans le cas où les bœufs seraient vendus, et devraient se rendre par transit à leur 1^{re} destination, la Chambre du royaume de Pologne a le droit d'exiger un nouveau cautionnement, si le vendeur ne cède point à l'acquéreur le certificat du 1^{er} cautionnement déjà effectué : mais elle est tenue de rendre la valeur à l'exhibition de ce certificat.

11) Les marchands de bœufs, qui désireraient revenir en Russie avec les bestiaux qu'ils avaient d'abord eu l'intention de faire passer par transit, ou qui voudraient faire changer de direction à leurs troupeaux, sont obligés de faire part de leur nouveau dessein aux employés d'une des douanes de vérification, lesquels le constateront sur la feuille de route des dits marchands.

12) Dans le cas où le bouvier, pour paître ses bestiaux, voudrait s'arrêter dans le royaume de Pologne plus de temps que le nombre de jours désignés sur la feuille de route, il devra en avertir les autorités des endroits de vérification, ou des douanes

de consommation. Toutefois, le séjour dans le pays des bestiaux désignés pour le transit ne pourra passer 12 mois, et pendant ce temps les troupeaux se trouveront sous l'inspection des autorités locales les plus voisines, et sous la responsabilité immédiate du propriétaire. Ce terme expiré, les bœufs seraient confisqués et vendus au profit de la caisse des douanes.

13) Si, pendant le temps du voyage des bestiaux désignés pour le transit, on avait négligé de remplir quelqu'une des formalités ci-dessus énoncées, le transport serait arrêté immédiatement, et, après les interrogatoires nécessaires terminés, l'affaire sera poursuivie devant la Commission des Voïévodes.

14) Un mois après le temps accordé pour la sortie des bestiaux hors de la frontière du royaume de Pologne, et dans le cas où les dits bestiaux, ayant besoin de se reposer, une année se serait écoulée sans que l'on eût informé la douane de la non sortie du transport, cette négligence sera poursuivie, comme acte de fraude, par la Commission des Voïévodes, et le procès immédiatement commencé contre le conducteur.

15) Dans le cas où un marchand de bœufs, avant conduit jusqu'à la douane d'exportation les bestiaux désignés pour le transit, témoignerait le désir de retourner en Russie, on ne saurait lui refuser cette autorisation. Seulement il aura à se conformer à tous les réglemens prescrits en pareille occasion.

16) A leur retour des frontières, les propriétaires des bestiaux désignés pour le transit, non plus que les maîtres et commissionnaires, domestiques et ouvriers employés à la conduite des troupeaux n'éprouveront aucune difficulté pour entrer directement dans leurs foyers, et sans autres formalités : les Juifs seuls, qui n'habitent point le royaume de Pologne, ne pourront entrer que par des douanes de 1^{re} classe, en payant les droits convenus, et observant tous les réglemens prescrits à leur égard.

17) Pour faciliter le commerce de transit de la Russie à travers le royaume de Pologne, le ministre des finances de l'empire de Russie, et la Commission du trésor de Pologne prendront des mesures, afin que, conformément aux dispositions ci-dessus énoncées, il soit imprimé, dans les 2 langues, des feuilles de route et des certificats pour constater le nombre de têtes de bestiaux désignés pour le transit, ainsi que le versement des cautionnemens faits aux douanes.

A. J.

46. COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LA NAVIGATION MARCHANDE RUSSE DANS LE MIDI DE L'EMPIRE, PENDANT LE DERNIER SEMESTRE DE 1825. Constantinople, le 20 janvier 1826. (*Kommertcheskaïa Gâzeta*. — Gazette du commerce; n° 17, 27 fév. 1826.)

Pendant le mois de juillet, 15 vaisseaux chargés de lest ont fait voile pour la mer Noire, ainsi qu'un navire de Taganrog ayant 4,734 barils d'olives et 53 quintaux d'écorce d'orange. — Pour la mer de Marmara et la Méditerranée, 42 bâtimens chargés de 240,041 kilo. de froment, 2,000 kilo. d'orge, 21,000 kilo. de blé de Turquie, 6,000 okes de farine, 141 tonneaux de poisson salé, 49 tonneaux de caviar, 18 tonneaux de tabac, 6,800 peaux de buffles, 300 quintaux, 4,114 barres de fer et 604 plaques de fer.

En août. — 30 bâtimens sont partis pour la mer Noire sur leur lest, à l'exception d'un seul destiné pour Odessa, chargé de 40 balles de coton et de 3 balles de tapis. — Pour la mer de Marmara et la Méditerranée, 22 navires chargés de 114,300 kilo. de froment, 7,000 kilo. d'orge, 842 kilo. de blé de Turquie, 200 kilo. de pois, 9,727 peaux de buffles, 115 ballots de peaux de vaches, 4 sacs de cornes de buffles et taureaux, 361 balles de laine, 2 balles de tapis de Perse, 15 ballots de toile, 1,900 barres de fer, 2,063 plaques de fer, 300 quintaux de même métal, 468 tonneaux de poisson salé, 50,000 pièces de poisson séché, 47 tonneaux de caviar, 39 ballots de tabac, 6 cruches de biscuits, 28 caisses de bonbons, 1,000 paquets de cercles de fer, 700 douves de pipe; 1 corbeille de vaisselle de cuivre, 4 sacs de fromage, 3 sacs et 1 tonneau de viande salée et 20 ronds de câbles.

En septembre. — Ont fait voile pour la mer Noire 23 bâtimens sur leur lest, et 1 chargé de 500 quintaux de cannes à sucre. — Pour la mer de Marmara et la Méditerranée, 14 navires portant 64,100 kilo. de froment, 83 tonneaux de caviar, 40 ronds et 60 quintaux de câbles et cordages, 105 pièces de de poisson salé, 1272 quintaux de fer, 23 pièces et 2 ballots de toile, 100 peaux de buffles, 3,520 peaux de brebis, 162 balles de laine, 300 pièces et 2 charges de douves de pipes, 300 okes de tabac, 2,000 quintaux de bois de buis.

En octobre. — Pour la mer Noire, 17 navires sur leur lest,

et 5 portant 2,702 tonneaux et 537 caisses, et 683 quintaux de raisin sec, 50,000 citrons, 10,000 oranges, 400 quintaux de cannes à sucre et 5 caisses d'encens. — Pour la mer de Marmara et la Méditerranée, 28 bâtimens chargés de 109,055 kilo. de froment, 6,900 kilo. d'avoine, 2,000 kilo. d'orge, 3,450 kilo. de pois, 2,530 peaux de buffles, 30 tonneaux de poisson salé, 40 quintaux de poisson séché, 61 quintaux de noix, noisettes et avelines, 86 tonneaux de caviar, 7,570 okes et 687 ballots de tabac, 812 barres et 721 baguettes de fer, 1,072 paquets de cercles de fer, 1,108 plaques de fer, 1 caisse de scies, serrures, etc., 1,983 poutres et solives, 1,849 planches, 1,500 troncs, 15,530 morceaux et 1,919 quintaux de bois de buis, 9,000 douves pour pipes et tonneaux, 105 tonneaux de mastic, 100 quintaux et 10 paquets de câbles et cordages, 2 caisses de sable terre; 5 caisses d'instrumens et machines aratoires; 2 charges de peignes; 2 charges et 2 tonneaux de racine de salep; 23 tonneaux et 1 sac de noix de Galle; 8 caisses de gomme ammoniacque; 4 caisses de terre de pipe; 17 tonneaux de couleur jaune et 4 caisses de marchandises diverses.

En novembre. — Pour la mer Noire, 15 bâtimens sur lest et 3 chargés de 1,500 quintaux de cannes à sucre; 12 tonnes de citrons; 2 caisses d'encens; 2 caisses de nacre de perle; 1,156 quintaux de raisin sec; 571 quintaux de figues; 21 quintaux de gomme; 109 quintaux de raciné de garance du Levant; 2 caisses de grenats et 1 tonne de poisson salé. — Pour la mer Noire et la Méditerranée, 32 navires portant : 131,675 kilo. de blé, 12,500 kilo. de blé de Turquie; 1,100 kilo. de froment; 29 tonneaux de viande salée; 109 tonneaux de caviar; 285 tonneaux de poisson salé; 2,250 poutres et solives; 70 planches; 26,000 douves de tonneaux; 1,520 cercles de fer; 144 sacs de noix, noisettes et avelines; 1 caisse de carreaux de fenêtre; 3 caisses d'articles de pharmacie; 1 corbeille et 60 okes de colle; 5 tonneaux de colle de poisson; 9 tonneaux de graisse de poisson; 9 tonneaux d'huile de lin; 2 corbeilles de safran; 1 caisse de blanc de céruse; 1 corbeille de laque; 30 tonneaux d'ustensiles en cuivre; 1 d'ustensiles en cuivre jaune; 3 tonneaux de feuilles de séné; 60 sacs de couleur; 7 kipes ou ballots de peaux de chameaux; 55 balles de tabac et 12 charges de marchandises diverses.

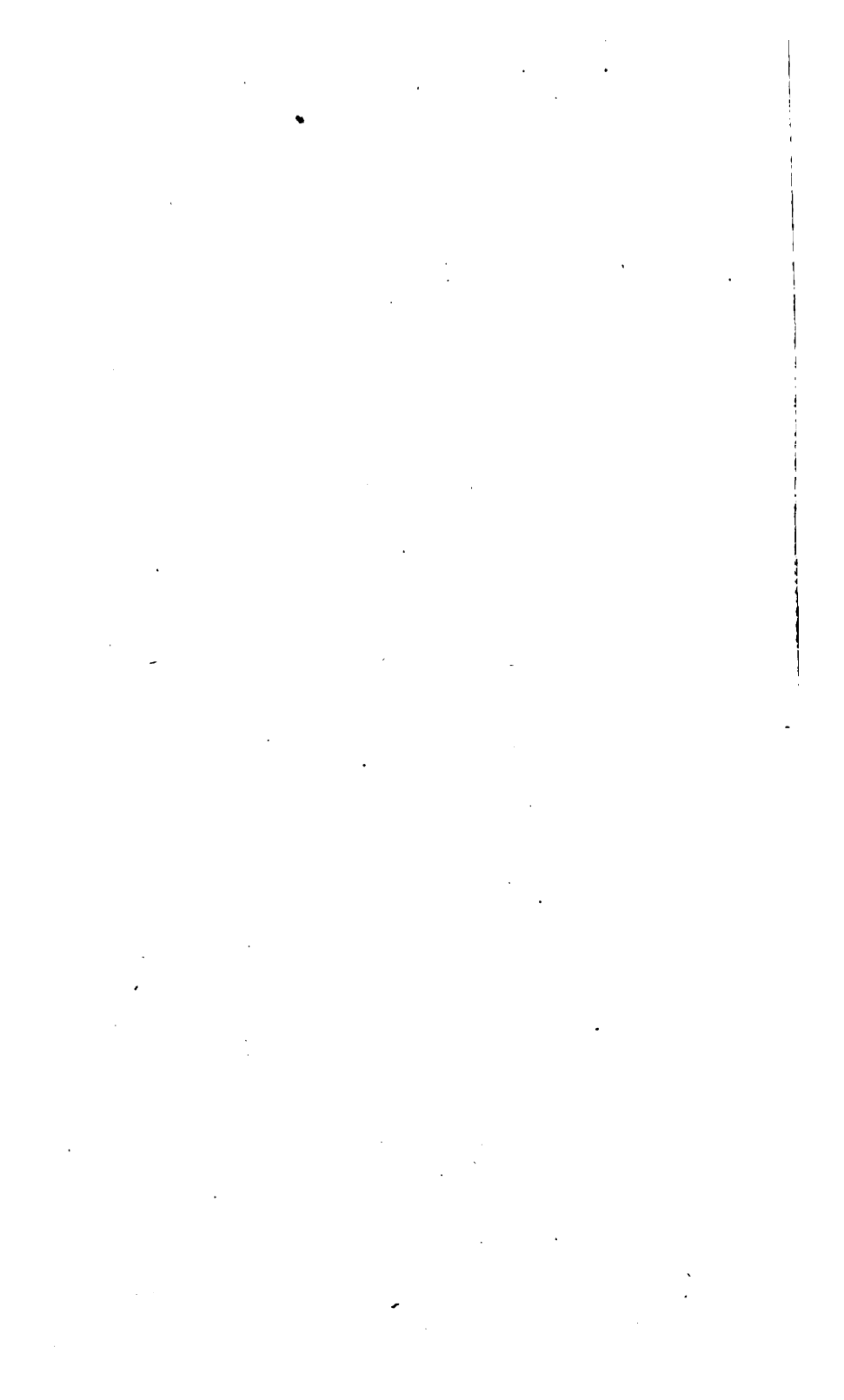
En décembre. — Pour la mer Méditerranée, 31 navires portant : 108,205 kilo. de blé ; 1,300 kilo. de froment ; 300 kilo. de maïs ; 300 kilo. de pois secs ; 21 tonneaux de poisson salé ; 60 tonneaux de caviar ; 13,050 peaux de buffles ; 1,500 paquets de cercles de fer ; 19,532 douves pour pipes et tonneaux ; 3,990 poutres et solives de diverses grandeurs ; 343 planches ; 996 troncs d'arbres ; 52 poulies ; 4 mâts ; 2 balles de soie et 7 caisses de marchandises diverses. A. J.

47. DU COMMERCE SUR LA MER D'AZOF. (*Journal manufacturier i torgovli.* — Journal des manufactures et du commerce ; 1826, pag. 110-130, n° 6. (Voy. le *Bulletin* ; Tom. I, n° 486 ; Tom. IX, n° 82 ; et Tom. XII, n° 128 et 129.)

Taganrog et son port. — Taganrog est le principal port de la mer d'Azof. Par sa position, à l'embouchure du beau fleuve du Don, qui reçoit ses eaux du Donetz, et voisin du Volga, il présente les plus grands avantages commerciaux aux provinces orientales de la Russie, ou plutôt il peut être considéré comme le point central du commerce de ces contrées.

Son port, quoiqu'assez vaste, est cependant, vu l'abandon où il se trouve, peu propre à recevoir les navires qui y arrivent pendant la mauvaise saison. Il fut construit sous le règne de Pierre le Grand ; mais depuis, c. à d. pendant près d'un siècle, il a été tellement délaissé, que ses fortifications ont été renversées par les flots, et qu'il s'y est accumulé une si grande masse de sable et de vase, qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'un passage très-étroit pour l'introduction d'un petit nombre de navires marchands non chargés, qui sont obligés d'y venir chercher un abri pendant l'hiver. Cette circonstance a forcé l'autorité locale à choisir hors du port un endroit particulier, protégé par un promontoire fort élevé, où les bâtimens demeurent sans danger à l'abri du mauvais temps jusqu'à l'ouverture de la navigation.

En 1821, lorsque l'empereur Alexandre se rendit à Taganrog, il ne manqua pas d'accorder une attention toute particulière aux avantages que présentait le port de cette ville pour le commerce de la mer d'Azof et pour la mer Noire. Un projet fut dressé, et le 10^e des droits perçus à la douane affecté annuellement pour la reconstruction du port et des autres édifices in-



DESCRIPTION

DES MARCHANDISES.

I. MATIÈRES PREMIÈRES.

N ^{os}		
1.	Coton en laine.....	393,093
2.	Laine fine.....	221,648
3.	Peaux brutes et tannées.....	38,187
4.	Huile de poisson.....	1,216,498
5.	Bois de teinture.....	17,307
6.	Indigo.....	13,430
7.	Salpêtre.....	
8.	Plomb.....	
9.	Fer.....	
10.	Cuivre.....	
11.	Fer-blanc.....	
12.	Houblon.....	
13.	Tabac en feuilles.....	211,713
14.	Articles { Ébénisterie, Produits chi- divers : { niques, Sels médicamenteux	

II. OBJETS MANUFACTURÉS.

15.	Coton filé.....	2,484,845
16.	Lainages.....	2,737,407
17.	Tissus de coton.....	5,832,826
18.	Soieries et mélanges de soie.....	24,446
19.	Fers de fontes.....	21,096
20.	Poteries et porcelaines.....	614,113
21.	Quincailleries.....	
22.	Objets { Livres, Tabac manufacturé divers : { Instrumens, Verreries, { Papiers, etc.....	

III. OBJETS DE CONSOMMATION.

23.	Harengs.....	
24.	Rum et Rack.....	
25.	Vins.....	77,820
26.	Sucre brut.....	10,437
27.	Id. raffiné.....	725,864
28.	Porter.....	
29.	Sirops.....	
30.	Café.....	
31.	Épiceries.....	444,978
32.	Thé.....	66,550
33.	Fruits confits.....	57,800
34.	Riz.....	
35.	Sel.....	31,893
36.	Charbon de terre.....	23,067
37.	Objets divers.....	

Ajoutez l'article II.....

Ajoutez l'article I.....

TOTAL.....

NSIT DIRECT
Angleterre
par

Ambourg
Stock
vers les États
Prussiens.

10.

Rixdal.

2,111,876

11,714,771

1,438,387

1,714,771

2,111,876

5,266,034

dispensables, comme une douane, une bourse, etc. Il fut même arrêté qu'on bâtirait une jetée pour le chargement et le déchargement des marchandises. En conséquence, tout fait présumer que le port de Taganrog va sortir de l'état d'abandon où il est resté pendant si long-temps, et que le gouvernement mettra à profit les avantages qu'il offre au commerce par sa position.

Autrefois il avait été placé sur les différens points de la mer d'Azof, où il existe des bancs et des écueils, d'énormes perches pour servir de guide aux navigateurs; mais, violemment agitées par les vagues de la mer, elles ne pouvaient être que des signaux d'un faible secours pendant les gros temps; aussi le gouvernement a-t-il, dans l'intérêt du commerce et de la navigation, reconnu l'indispensabilité de faire construire des phares sur le continent, et surtout près des endroits qui présentent le plus de danger aux marins. En 1811, on en éleva un sur la pointe appelée *Fonar*, et, en 1812, un autre sur celle qui porte le nom de *Belossaraïska Kossa*. Ces phares, dont l'entretien est confié aux soins de l'autorité locale, sont très-bien éclairés et garantissent la sûreté des navigateurs. Il existait en outre cinq autres phares flottans sur les points de la mer d'Azof ci-après désignés : 1) *Dolgaïa Kossa*; 2) *Morskié Ostrova*; 3) *Krivaïa Kossa*; 4) *Zolotaïa Kossa*; 5) *Gretcheskaïa Banka*; mais ces derniers ayant été emportés par les glaces, le commerce s'est cotisé pour en faire construire deux aux endroits les plus périlleux.

Dans le département de Taganrog, composé des villes de *Taganrog*, *Rostof*, *Nakhitchévan* et *Marioupol*, il n'y a point de chantiers pour la construction des vaisseaux : seulement à Rostof et à Taganrog, on construit un petit nombre de navires pour le cabotage, avec les matériaux qui arrivent par le Volga jusqu'à Douboïfka et autres petites villes appartenant à l'armée du Don. Il est à remarquer que l'on en construit beaucoup moins aujourd'hui que par le passé. En 1824, on en avait lancé 9; en 1825, il n'y en eut que 4; et personne ne s'est encore présenté pour l'adjudication de la construction des bâtimens de cabotage du port de Kertch, bien qu'il y ait déjà 150,000 roubles d'affectés à cette construction.

L'arrondissement de Taganrog renferme trois baies ou *pristanes* (arrivages) : *Nakhitchévan* et *Rostof* sur le Don, et *Ma-*

rioupol sur la mer d'Azof. Le premier est peu important, comme trop voisin de celui de Rostof, qui présente bien plus de commodités, et où l'on a construit 17 magasins en pierre pour déposer le fer et autres marchandises d'exportation. Le *pristane* de Rostof sert aussi d'entrepôt pour tous les objets de commerce qui viennent de Sibérie et des autres gouvernemens de Russie, comme fer de différentes sortes, ancres, acier, caviar, beurre, huile de chanvre, chandelles, cables et cordages, et bois de construction. Anciennement Rostof ne pouvait communiquer qu'avec Taganrog; mais à la fin de 1824 une ordonnance du ministre des finances permit à ce port d'exporter directement et sans frais de douane les marchandises dans tous les autres ports russes indistinctement.

Le *pristane* ou arrivage de *Marioupol* est également très-important par le grand commerce qu'il fait en poisson et par une exportation considérable de marchandises russes hors de la frontière. Des navires de cabotage de toute grandeur y apportent du pays de l'armée du Don et des bords de la mer Noire une forte quantité de poisson frais et salé, que l'on expédie de là pour les gouvernemens de Pologne. Ils y apportent aussi du blé, du suif, du beurre et des peaux de bœufs, que l'on embarque ensuite sur des bâtimens envoyés à cet effet de Taganrog. Il est cependant digne de remarque qu'en 1825 deux navires venant de Kertch furent directement adressés à Marioupol, et qu'après y avoir fait leur chargement, ils firent voile pour aller hors de la frontière. On n'avait pas encore vu d'exemples de bâtimens qui fussent arrivés à Marioupol, sans s'être arrêtés à Taganrog. Cela fait supposer que dorénavant les vaisseaux se rendant droit à Marioupol, le commerce de cette ville prendra une extension qu'il n'avait point encore eue jusqu'ici. Quoi qu'il en soit, ce lieu d'arrivage, non plus que celui de Rostof et le port de Taganrog, ne renfermant aucuns édifices ou constructions qui puissent permettre aux navires d'y séjourner sans danger, le gouverneur général de la nouvelle Russie, après avoir en personne inspecté le port de Marioupol ainsi que le cours de la rivière de Kolmious, qui se jette dans la mer d'Azof, a jugé qu'il était nécessaire de boucher les deux conduits qui se réunissent à la Kolmious et l'encombrent. Les travaux commenceront au printemps de l'année 1826.

Outre ces deux pristanes, qui se trouvent en rapports commerciaux si intimes avec Taganrog et les autres côtes de la mer d'Azof, il en existe encore deux dans les terres de l'armée du Don, à Atchouïef et à Taman, qui, bien que non dépendans de l'arrondissement de Taganrog, se trouvent cependant sous la protection immédiate du gouverneur de cette ville, en sa qualité de protecteur et d'inspecteur en chef de la navigation de la mer d'Azof. On y apporte une assez grande quantité de marchandises russes, dont les unes sont expédiées sur Marioupol, et les autres dirigées sur la petite Russie et les gouvernemens de la Pologne.

Mouvement du commerce dans le port de Taganrog, en 1824.

<i>Arrivés.</i>		<i>Partis.</i>	
Russes.....	40	Russes.....	63
Turcs.....	10	Turcs.....	13
Autrichiens.....	12	Autrichiens.....	9
Anglais.....	30	Anglais.....	28
Sardes.....	14	Sardes.....	11
Venant des ports russes.	26	Pour les ports russes...	23
	<u>132</u>		<u>150</u>
Plus, ayant hiverné de 1824 à 1825; et de redoubés.....	18	Navires et barques de ca- botage naviguant sur la mer d'Azof.....	380
	<u>150</u>		<u>530</u>

Balance du commerce en 1824.

Marchandises importées de l'étranger, pour 2,962,623 roubl.
Productions russes exportées..... 4,425,920

En faveur de l'exportation..... 1,463,297

Bien que le commerce de Taganrog, comme on peut le voir par la balance ci-dessus, ne se trouvât pas, en 1824, en beaucoup meilleur état que les années précédentes, cependant elle offre cette chance favorable que l'exportation à l'étranger des marchandises nationales a surpassé de 1,463,297 l'importation des marchandises étrangères. Afin que les résultats deviennent de plus en plus heureux, il faudrait que le mouvement du commerce n'éprouvât aucune interruption, et qu'il pût naître de ces événemens qui en favorisassent les chances. Ces événemens viennent principalement des commandes plus ou moins

considérables de marchandises, et surtout de blé, produit qui se paie toujours argent comptant. Mais, en 1824, il n'y a pas eu de commande de ce genre, puisque l'exportation n'en a pas été de 100,000 tchetverts. On a également remarqué que, comparativement aux années précédentes, on n'avait exporté que fort peu de cordes et cordages, de beurre, de toile à voile et de suif de bœuf. On attribue cette diminution de commandes aux causes suivantes : Taganrog étant en grande partie peuplée de Grecs, le commerce de plusieurs îles de l'Archipel a pris pour centre de réunion le port de Taganrog, et les navires y sont arrivés en grande quantité, avec de gros chargemens de marchandises étrangères. Plus il arrivait de ces navires, plus l'exportation des produits russes nationaux devenait considérable ; mais, depuis les démêlés survenus entre les Grecs et la Porte Ottomane, l'entrée de la mer Noire a été défendue aux bâtimens grecs. Le nombre des navires marchands destinés pour Taganrog, et arrêtés par les Turcs par suite de la guerre, s'est élevé à plus de 100 en 1823, et à 40 en 1824 : il n'est donc pas étonnant que le commerce ait beaucoup souffert dans ce port pendant la navigation de 1824 à 1825.

Mouvement du commerce en 1825.

Le commerce du port de Taganrog s'est trouvé dans une bien meilleure situation en 1825 que l'année précédente ; les preuves en sont le revirement du capital dans le commerce extérieur, ainsi que le nombre des vaisseaux chargés de plus du double de marchandises étrangères qu'en 1824 ; cependant, d'après les causes ci-dessus énoncées, les chances commerciales n'ont pu égaler celles dont Taganrog a été témoin pendant les années qui ont précédé la rupture entre les Turcs et les Grecs. Il a été expédié plus de blé en 1825 qu'en 1824, par la double raison que la masse de cette denrée était devenue plus considérable par la faible exportation de 1824, et qu'il était arrivé dans le port un bien plus grand nombre de vaisseaux.

Balance du commerce du port de Taganrog en 1825.

<i>Vaisseaux arrivés de l'étranger et des ports de Russie...</i>	222
<i>Barques et navires de cabotage.....</i>	201

423

<i>Vaisseaux partis pour l'étranger et les ports de Russie...</i>	223
Barques et navires de cabotage.....	97
	<u>320</u>

<i>Marchandises importées de l'étranger pour</i>	2,165,427 roubles.
Monnaie sonnante.....	737,339
<i>Marchandises sorties du port, pour</i>	4,902,089

Total du revirement commercial. 7,804,856

Pour conclure, il ne sera pas hors de propos de rapporter un fait relatif au commerce de Taganrog, et qui lui promet une amélioration assurée. Depuis la fondation de ce port, on n'y avait point encore débarqué de faulx pour faucher le foin; on les faisait venir de l'intérieur de la Russie, d'où elles arrivaient par terre jusqu'à Taganrog. En 1824, un arménien de Nakhi-tchévan, Nikita Popof, négociant de la 1^{re} classe, est le premier qui en ait commandé un chargement tout entier. Tout fait espérer que, par la suite, les autres négocians ne négligeront pas d'étendre cette branche importante de commerce. A. J.

A l'article que l'on vient de lire nous ajouterons quelques détails généraux sur la navigation du port de Taganrog, en 1826, empruntés au *Journal d'Odessa*. (Mars 1827, n° 21.)

Bâtimens arrivés de l'étranger.

Russes: avec cargaison..	50	en lest.....	8
Autrichiens.....	7	.....	9
Turcs.....	10	.....	2
Anglais.....	28	.....	6
Sardes.....	11	.....	15
Total.....	<u>106</u>	.....	<u>40</u>

Bâtimens expédiés pour l'étranger.

Russes.....	78
Étrangers.....	86
Total.....	<u>164</u>

Bâtimens arrivés de quelques ports russes.

Cabotiers et lodki, 196; parmi lesquels un seul bâtiment sous pavillon étranger.

Bâtiments expédiés pour quelques ports russes.

Vaisseaux et cabotiers russes	180
Vaisseaux étrangers.....	3
Total.....	<u>183</u>

48. SUR LE COMMERCE DE FER DE LA RUSSIE AVEC LE BRÉSIL ; extrait d'une lettre, en date de Rio-Janeiro, du 15 novembre 1825. (*Journal manoufactour i torgooli*. — *Journal des manufactures et du commerce*; 1826, n° 4, p. 109-115.)

On préfère ici le fer russe à tous les autres, en raison de son excellente qualité, de l'extrême facilité avec laquelle on le travaille. On l'emploie principalement pour ferrer plusieurs milliers de mulets qui servent au transport des marchandises d'importation et des produits même du Brésil dans l'intérieur des terres.

L'importation du fer de Russie au Brésil a été jusqu'à présent très-peu considérable, par la raison sans doute que le prix qu'on l'y vendait ne présentait aucun avantage, vu l'immense quantité de fer anglais et suédois qui y avait été importée les années précédentes, à l'exception cependant de 1825. Voilà aussi pourquoi en 1824 et 1825 les prix sur le fer se sont toujours tenus fort élevés dans toute l'Europe, et surtout en Angleterre.

D'après la préférence que l'on accorde ici au fer de Russie sur tous les autres, on en achète de grandes masses à 10 et 15 pour 100 plus cher que celui de Suède, et 25 et 30 p. 100 plus cher que celui d'Angleterre. Pendant le cours des 10 années précédentes, les prix sur le fer russe se sont constamment maintenus de 5,000 à 6,000 reis le quintal de 128 livres du Brésil (de 10 p. 100 plus lourdes que les livres russes); aujourd'hui on peut facilement le vendre de 7,500 à 8,000 reis, et ce prix sera long-temps le même, à moins qu'il n'en vienne beaucoup de Suède : ce qui n'est pas à penser, les négocians suédois, qui faisaient des affaires avec le Brésil, ayant essuyé des pertes trop considérables pour risquer encore de gros envois dans ce pays.

Les objets de fer travaillés, employés ici, viennent en grande partie d'Angleterre; on en tire aussi de l'Allemagne et des

Pays-Bas, mais en moindre quantité; on y préfère ceux qui arrivent d'Angleterre, parce que les marchandises anglaises paient 9 p. 100 de moins que celles des autres nations, et ensuite parce que rien n'égale le fini et le bon marché des produits sortant des fabriques de Birmingham et de Sheffield. On ne reçoit ici que peu d'objets de fer travaillés, si ce n'est des clous et des chaudières avec des réchauds. Le Portugal fait, indépendamment de cela, quelques expéditions consistant en serrures, haches, clous, instrumens aratoires, etc., qui sont achetés par préférence, comme étant confectionnés avec du fer de Russie.

Il est à regretter que, jusqu'ici, les négocians russes aient négligé de tourner leurs vues sur cette partie de l'Amérique, dont le commerce avec les autres puissances est extraordinairement étendu. Il faut croire qu'elle ne leur présente pas assez de chances avantageuses, à cause de son grand éloignement et de la grande difficulté que l'on éprouve à faire rentrer ses capitaux. Cette lenteur dans les reviremens du commerce est peu sensible aux négocians qui possèdent des moyens pécuniaires considérables. Afin cependant d'écarter un inconvénient qui pourrait nuire aux intérêts commerciaux de la Russie, il serait à désirer qu'on établît dans cet empire une compagnie, à l'instar de celles qui existent en Prusse et en Hollande. Cette compagnie serait assurée des plus grands avantages, en entreprenant des opérations commerciales assez étendues, tant avec le Brésil qu'avec les autres contrées de l'Amérique méridionale, qui se procurent les produits russes par l'intermédiaire des autres états commerçans.

État de la vente d'un chargement de barres de fer russe à Rio-Janeiro.

1000 barres de la dimension suivante, savoir :

2,000 barres, $1 \frac{1}{2}$ pouces de largeur.

2,000	»	2	»	»	} $\frac{1}{8}$ pouce d'épaisseur.
2,000	»	$2 \frac{1}{2}$	»	»	
2,000	»	3	»	»	
1,000	»	$3 \frac{1}{2}$	»	»	
1,000	»	4	»	»	

Total, 10,000 barres, pesant 24500 pouds plus ou moins, qui constituent 2205 arobes du Brésil, ou 5512 $\frac{1}{2}$ quintaux.

Vendus à six mois, à raison de 7,500 reis le quintal,
forment la somme de..... Reis 40,343,750

Dépenses.

Droits de douane, à raison de 960 reis par quintal.....	5,292,000	} 12,005,060
Diverses autres dépenses, à raison de 120 par quintal.....	661,500	
Location d'un magasin, 1 p. 100.....	403,440	
Commission pour la vente et le charge- ment de retour $7\frac{1}{2}$ p. 100.....	3,025,780	
Cautionnement, $2\frac{1}{2}$ p. 100.....	1,008,590	
Intérêts pour le paiement comptant, 4 p. 100.....	1,613,750	

Vente nette en reis..... 28,338,690

D'après le cours de Rio-Janeiro sur Londres, il faut 53 pen-
ces pour faire 1,000 reis; et d'après celui de Londres sur
Saint-Petersbourg, $9\frac{1}{2}$ pences équivalent à un rouble. Le poud
de fer rendu à Rio-Janeiro reviendrait donc à 6 roubles 45
kopeks.

*Observation du rédacteur du Journal des Manufactures et du
Commerce, relative à cet état.*

Dans ce compte, ne sont point indiqués les frais de
fret et d'assurance, qui sont assez considérables. A ne les éva-
luer qu'à 1 rouble 50 kopeks par poud, le poud de fer ne se
vendrait que 4 roubles 95 kopeks; prix fort peu avantageux,
le fer que l'on expédie au Brésil devant être de la meilleure
qualité, puisqu'il ne sert, pour ainsi dire, dans ce pays, qu'à
fermer les chevaux et les mules. A. J.

49. OUKASE DE L'EMPEREUR NICOLAS, RELATIF A LA PROPAGA-
TION DES MÉRINOS EN RUSSIE, en date du 16 mai 1826.
(*Kommertcheskaïa Gazeta*. — Gazette du commerce; n° 42,
29 mai 1826.)

Article 1^{er}. — Tous les étrangers, porteurs de certificats, at-
testant leurs capacités dans l'éducation des brebis, et qui dési-
reraient venir s'établir en Russie, ou ceux même qui s'y trou-
veraient déjà établis, recevront des gouverneurs civils les auto-
risations nécessaires pour se fixer dans l'empire. Ces autorisa-
tions leur serviront de passeports, et ils n'auront qu'à les faire

viser par la police du lieu qu'ils auront choisi pour leur séjour.

2° Si, par la suite, ces étrangers désiraient retourner dans leur patrie, la permission leur en sera accordée sans obstacle, et ils recevront les passeports nécessaires en pareille occasion.

3° Si, parmi ces étrangers, il s'en trouvait qui voulussent se faire Russes, eux et ceux de leurs enfans qui les auraient accompagnés en Russie seront à perpétuité exempts de tous impôts et redevances, et ne seront point soumis à la loi du recrutement. Ils obtiennent en outre le droit d'acquérir des terres et autres propriétés, sauf à eux à se conformer aux lois du pays.

4° Les gouverneurs civils seront tenus de faire leur rapport au ministre des finances, chaque fois que des bergers et autres individus voués à l'éducation des moutons mérinos voudraient s'établir en Russie, ou manifesteraient le vœu de quitter l'empire.

A. J.

DOCUMENTS SUR LE COMMERCE, LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET LA PROSPÉRITÉ DE LA VILLE D'ODESSA.

50. I. COMPAGNIE D'ASSURANCE MARITIME, fondée à Odessa; par MM. JEAN RIZNICK, BARTHELEMY PONTZIO et CONSTANTIN PAPOUDOF. (*Kommertcheskaïa Gazeta*—Gazette du commerce; n° 39, 19 mai 1826.)

51. II. SUR LE COMMERCE D'ODESSA.

52. III. APERÇU DES PRINCIPALES PRODUCTIONS DU PAYS, EXPORTÉES D'ODESSA, en 1826.

53. IV. EXPORTATION DU SUIF, de 1814 à 1826.

54. V. EXPORTATION DE BLÉS en 1825, 1826 et 1827; 1^{ers} semestres.

55. VI. NAVIRES ENTRÉS A ODESSA, de 1822 à 1826.

56. VII. NOTICES SUR LES INSTITUTIONS SCHOLASTIQUES D'ODESSA, en 1827.

57. VIII. PROSPÉRITÉ DE LA VILLE D'ODESSA. (*Journal d'Odessa*; juillet 1827, n° 55.)

Nous réunissons ici, sous un titre commun, et en indiquant

chaque objet spécial, divers documens propres à donner une idée générale des progrès et de l'état actuel de la ville d'Odessa.

I. Extrait d'un Oukase, en date du 13 avril 1826.

Article 1^{er}). La Compagnie d'assurance maritime d'Odessa est fondée pour 5 ans. Il lui est affecté un capital de 250,000 roubles, composé de 250 actions de 1,000 roubles chacune. La compagnie commencera ses opérations le 1^{er} novembre 1825, c. à d. dès qu'elle aura réalisé un effectif de 150 actions.

Article 2). Aucun actionnaire ne pourra ni prendre pour lui plus de 25 actions, ni se rendre responsable d'un autre pour plus de 40. Chaque action lui donne le droit d'une voix dans le conseil d'administration. Tout actionnaire est autorisé à examiner la balance et les registres de la compagnie. Il peut recevoir des directeurs la faculté de transmettre ses actions à d'autres personnes, lesquelles, bien entendu, jouiront de tous les droits dont jouissait le donataire.

Article 3). Les actionnaires se réuniront à l'effet de nommer pour trois ans trois directeurs, deux candidats et un teneur de livres, lequel aura voix au conseil, mais demeurera responsable de toutes les erreurs de comptabilité.

Article 4). Toutes les sommes seront versées comptant au comptoir de la banque commerciale d'Odessa. L'état de la caisse sera vérifié à la fin de chaque mois. Les directeurs deviendraient responsables de tous déficits qui pourraient s'y trouver. Aussi, pour les indemniser de cette responsabilité, ils recevront 6 p. 100 des bénéfices nets.

Article 5). L'assurance maritime ne peut aller au-delà de 6 à 8 p. 100. C'est à la prudence des directeurs d'en déterminer le montant d'après le plus ou moins de risque que court la compagnie. Les paiemens que ladite compagnie serait obligée d'effectuer en cas d'événemens désastreux ou d'autres dépenses extraordinaires inattendues, devront, pour assurer le crédit de la compagnie, être consentis et approuvés par tous les directeurs.

A. J.

II. Les franchises et privilèges accordés à la ville d'Odessa, par le gouvernement russe, et qui avaient si puissamment coopéré à sa prospérité, ont été renouvelés, leur terme expirant, par l'empereur Alexandre, peu de temps avant sa mort, et con-

firmés par l'empereur Nicolas. Les étrangers, qui vont former dans cette ville des établissemens, ne sont point assujettis aux impositions et aux restrictions qui sont imposées aux étrangers dans les autres villes de l'empire. Si l'on réalise le projet de conduire les eaux du Niester à Odessa, cette ville deviendra aussi un centre d'industrie, et son commerce d'exportation ne pourra que s'en accroître.

L'exportation des céréales, qui était à peu près l'unique branche de commerce pendant plusieurs années, surtout dans celle où une disette générale se fit sentir, a perdu aujourd'hui beaucoup de son importance, et ne présente plus les mêmes avantages, les puissances européennes, la France et l'Angleterre, n'admettant point à la consommation des fromens de Pologne. Les négocians d'Odessa ont donc dû porter leur attention sur d'autres produits du sol russe; aussi, depuis plusieurs années, les suifs, les peaux de bœuf, les fers, les cuivres, et surtout les laines, les chanvres, les lins, les toiles à voile, les peaux de lièvre et la cire, sont des articles qui trouvent toujours un débouché avantageux.

Les propriétaires des vastes steppes qui environnent Odessa, dans un rayon de 400 verstes ou environ 100 lieues, se livrent aujourd'hui avec zèle à l'éducation des bêtes à laine. Cette branche d'industrie agricole était languissante, par la difficulté qu'éprouvaient les propriétaires à trouver le débouché de leurs produits, parce que cette matière première, avant 1817, ne pouvait être exportée que brute. Les charges et les dangers de détérioration, dans le cours d'un long voyage, ne pouvaient être couverts que dans le cas seulement où l'on faisait l'acquisition à des prix très-faibles.

Depuis 1817, la laine est assortie et lavée dans un établissement que M. Davallon, ex-directeur du dépôt des laines et lavoirs publics de Paris, a formé à Odessa même. Cette laine, ainsi préparée, est expédiée en Angleterre, en Italie et dans les fabriques de Moscou et de la Pologne. Le manque d'eau à Odessa semblait rendre impossible la formation d'un lavoir pour les laines; M. Davallon a vaincu cette difficulté, qui paraissait jusqu'à ce jour insurmontable; celle de laver de fortes parties de laine avec de l'eau de puits. Ce qui a surpris davantage, c'est que ce lavage a été reconnu par les fabricans, en Angle-

terre et en Russie, supérieur à celui qui se fait dans une rivière, d'après les procédés ordinaires. (*Le Phare du Havre* ; 21 mars 1828, 3^e p.)

III. Exportations d'Odessa en 1826 (1):

Froment.	804,762 tchetverts.
Seigle.	8,680
Orge.	9,055
Avoine.	1,710
Pois.	1,665
Fèves.	125
Suif.	331,873 pouds.
Cire.	8,117
Laines brutes de brebis.	17,250
— de chèvres.	115
Peaux sèches, non tannées, de bœuf et de vache.	25,951
— de mouton.	425
— salées, de bœuf et de vache.	14,332
Fer de différentes espèces, non ouvré, ..	68,059
Et 450 pièces, dont le poids n'est point indiqué.	

(1) Les informations que nous soumettons ici à nos lecteurs nous ont été communiquées par l'intendance du port d'Odessa. Il existera sans doute une légère différence entre ces données et celles que possède la douane. Les registres de cette dernière administration renferment des indications plus précises, et plusieurs articles d'exportation y paraissent peut-être en plus grand nombre que dans le tableau que nous présentons. Cette circonstance s'explique par les raisons ci-après : 1^o les marchandises sur lesquelles ont été prélevés les droits de sortie, pendant les deux ou trois derniers jours du mois de décembre, mais qui n'ont point été embarquées dans le même espace de temps, sont portées sur les registres de la douane pour l'année 1826, tandis que les livres tenus à l'intendance du port en font mention dans le tableau de 1827; 2^o certains objets ont été indiqués dans l'aperçu ci-dessus, en somme totale, par pièces, caisses, etc., tandis que la douane en rend compte d'une manière détaillée, par poids et mesures. Du reste, cette différence est trop peu considérable pour qu'elle puisse présenter un inconvénient à ceux de nos lecteurs qui se bornent à observer en général la marche du commerce.

Différens objets en fer ouvré et en acier..	670 pouds.
Et 6 caisses, dont le poids n'est point indiqué.	
Cuivre :	
Fil d'archal.....	168
En barre.....	422
En cercle.....	463
En feuille.....	2,723
En pièce.....	6,307
En paquets.....	33
Différens objets en cuivre.....	58
Et 3 caisses dont le poids n'est point marqué.	
Queues de vache.....	245
Viandes et langues salées.....	2,724
Cuir, dits youfts.....	1,113
Tabac.....	612 $\frac{1}{2}$
Caviar.....	3,525
Similor.....	222
Et 27 caisses sans indication du poids.	
Fil d'or, 5,594 litres et 32 pouds.	
Fourrures d'hermine.....	132
Et deux caisses.	
Zibeline.....	26
Plumes d'oie.....	7
Potasse.....	1,611
Cordages goudronnés.....	60,014
Et 14 paquets dont le poids n'est point indiqué.	
Cordes de chanvre.....	299
Beurre.....	1,810
Fromage.....	208
Et 120 pièces sans indication du poids.	
Pelleteries de renard et autres.....	50
Goudron.....	50
Et 26 tonneaux sans indication du poids.	
Toile grossière, Ravendouck, 1,300 arch., et 426 pièces dont la mesure n'est point marquée.	
Feutres.....	1,356

Toiles d'emballage.....	109,270	1,102
Toile à voiles.....	31,300	154
Toile de lin.....	114,216	938
Farine de froment , 3 tchetv. et 3 sacs.		

Les articles d'exportation ci-dessus indiqués, de même que ceux que nous n'avons point spécialement rapportés dans le présent tableau, s'élèvent, en somme totale, à plus de 14 millions.

Pour compléter les informations que nous venons de placer sous les yeux de nos lecteurs, nous leur communiquerons plusieurs articles, dans lesquels nous établirons une comparaison entre les principales productions du pays, exportées d'Odessa pendant ces dernières années. Ce rapprochement servira à prouver que, malgré la baisse des prix, l'exportation, au lieu de diminuer, a même augmenté durant les 5 ou 6 ans qui viennent de s'écouler; et que, de plus, on a trouvé dernièrement un débouché pour des marchandises qui n'étaient point considérées autrefois comme un objet de commerce, ou dont le débit était du moins très-peu considérable. (*Journal d'Odessa*; n^o 16, mars 1827, p. 62.)

IV. De l'exportation du suif d'Odessa.

En plaçant sous les yeux de nos lecteurs un aperçu général des productions du pays, sorties du port d'Odessa pendant l'année 1826, (voyez l'article ci-dessus), nous nous sommes proposé d'examiner en détail les principaux objets dont s'est composée l'exportation durant ces dernières années: pour nous acquitter de l'engagement que nous avons ainsi contracté envers nos lecteurs, nous leur communiquons aujourd'hui l'article suivant sur l'*exportation du suif*. Nous sommes redevables des notions qui y sont renfermées à l'obligeance d'un des négocians d'Odessa, que des relations suivies avec l'Angleterre ont particulièrement mis à même de connaître l'étendue que cette branche de commerce a acquise.

L'exportation du suif, qui est depuis long-temps d'une grande importance dans les ports de la Baltique, ne s'est développée que depuis peu dans le midi de la Russie. Les chargemens expédiés directement d'Odessa en *Angleterre* ne datent que de l'année 1818. On s'attendait peu alors qu'en 1826 cet article d'ex-

portation s'élèverait jusqu'à la valeur de 8,800,000 de roubles, indépendamment d'une augmentation considérable des revenus de la douane, droits de timbre, etc. Cet accroissement rapide n'est ni accidentel ni passager ; il paraît être une conséquence naturelle de la situation des provinces méridionales de la Russie, et il deviendra probablement une des principales causes de leur richesse. Dans tout pays, le prix du bétail est proportionné au nombre de la population, et à mesure que celle-ci augmente, le bétail renchérit. En Angleterre et en Hollande, la viande de boucherie est en proportion plus chère que le pain, et un arpent de pâturage se loue à un prix plus élevé qu'un arpent de terre à froment. C'est exactement le contraire en Russie, surtout dans le midi, et quoique le blé soit à bon marché, le bétail l'est encore davantage. La raison en est simple : le manque de bras rend impossible la culture de tout le terrain, et la cherté de la main-d'œuvre est un désavantage qui n'est nullement compensé par la modicité de la rente que paie le fermier ; la plus grande partie de la ferme demeure inculte, et ne serait d'aucun rapport, si elle n'était employée à la nourriture des bestiaux.

On sera peut-être étonné d'entendre parler de la cherté de la main-d'œuvre dans un pays où la journée d'un homme robuste se paie ordinairement de 60 à 80 copeks, lorsqu'il y a des pays, tels que l'Angleterre, par exemple, où elle excède deux et trois fois ce taux. Cependant, il faut observer que la différence numérique n'est pas le véritable jour dans lequel il faut envisager la question. Un rouble, un rouble et demi par jour suffisent à peine à l'entretien d'un ouvrier en Angleterre, tandis qu'un ouvrier russe qui reçoit 60 copeks, peut se nourrir d'alimens sains et abondans avec 15 à 20 cop. par jour, et peut convertir en épargne la moitié de son salaire.

Cette cherté de la main-d'œuvre, bien loin d'être un mal ; est, d'ailleurs, un résultat nécessaire, et en même temps une preuve certaine des progrès de la culture d'un pays. La main-d'œuvre est une marchandise qui suit en tout la marche ordinaire du commerce. Elle sera chère, lorsqu'elle sera demandée, et bon marché quand elle sera abondante.

Revenons à l'exportation du suif. Le versement annuel de 3 à 4 millions de roubles, répandus sur la classe agricole de ces provinces, ne peut manquer de donner une forte impulsion à

leur industrie. Une partie de cette somme sera sans doute employée à reproduire l'article dont elle provient ; mais une partie encore, et peut-être la plus grande, donnera lieu à des améliorations en d'autres branches d'agriculture, soit anciennes, soit nouvellement introduites. L'habitant du steppe, enrichi par le commerce des bestiaux, quittera sa cabane de chaume, pour habiter la maison en pierre qu'il aura construite du produit de ses épargnes.

Le commerce du suif possède encore un avantage indirect, qui ne manque pas d'importance. Bien loin de nuire à la culture du blé, il paraît, au contraire, venir à son appui. Les bestiaux que l'on tue pour en extraire le suif, sont pour la plupart des bœufs vieux et incapables de traîner la charrue ; s'ils n'étaient employés à cet usage, ils seraient inutiles au cultivateur. Le commerce des suifs fournit le moyen de les vendre et de les remplacer avec une légère augmentation de prix. Le grand nombre de bestiaux dont on se sert pour charrier le blé de l'intérieur, usés par le travail, trouvent aussi le même emploi.

Toutes ces considérations réunies suffiront pour démontrer combien cette branche de commerce est favorable aux provinces méridionales de l'empire, et sous ce rapport, il est facile de se convaincre que ces contrées ont un avantage décidé, non-seulement sur la plupart des pays de l'Europe, mais aussi sur d'autres parties de la Russie. Car, si l'accroissement de la population des provinces qui avoisinent la Baltique tend à renchérir graduellement le prix du bétail, et par conséquent à rendre plus coûteuse la production du suif, la même cause n'agira pas de long-temps sur les plaines qui bordent la mer Noire ; et, tandis que le nord et l'intérieur de la Russie, pour suffire aux besoins multipliés d'une population rapidement agrandie, développeront les ressources de l'industrie nationale, le midi fera valoir les avantages que lui donnent de nombreux troupeaux, un climat tempéré, et de riches pâturages.

Qu'il nous soit permis d'ajouter encore ici une réflexion digne de remarque. Le prix du suif, quoiqu'un des derniers à subir la baisse que toutes les marchandises ont éprouvée depuis 1815, a dû suivre néanmoins la même impulsion. Le prix courant, 1818, était de 16 roubles par poud ; en 1819, onze à douze ; en 1824, 1825 et 1826, huit à huit et demi. La diminution du prix n'a fait, du reste, qu'augmenter l'exportation.

Depuis douze ans, elle a suivi constamment une marche progressive; nous en fournissons la preuve, en plaçant sous les yeux de nos lecteurs le tableau ci-après :

<i>Exportation des suifs.</i>	<i>Valeur.</i>	<i>Pouids.</i>
En 1814,	84,554	
1815,	72,175	
1816,	103,397	
1817,	90,318	
1818,	185,110	
1819,	368,792	
1820,	1,137,461	
1821,	1,591,540	
1822,	991,323	
1823,	2,184,762	
1824,	1,674,566	209,118
1825,	2,687,334	316,157
1826, environ,	2,800,000	331,873

Cet aperçu sert à donner une juste idée des ressources que le midi de la Russie doit au commerce. Dans un espace de moins de 10 ans, l'exportation des suifs a multiplié de *vingt* fois la production de cet article, et, par conséquent, augmenté, dans la même proportion, le nombre des troupeaux, agrandi l'étendue des pâturages, et accru la valeur des propriétés foncières, en un mot, enrichi et vivifié un pays qui serait demeuré stérile, si les ports de la mer Noire n'avaient ouvert un débouché à ses productions. (*Journ. d'Odessa* ; 1827, n° 16.)

V. Nous plaçons sous les yeux de nos lecteurs le relevé des expéditions en blé, faites du port de la quarantaine d'Odessa, pendant les premiers semestres des années 1825, 1826 et 1827.

	1825.	1826.	1827.
	Blés fro , grains div.	From., grains divers.	From., grains divers.
	Tchetverts	Tchetverts	Tchetverts
Janvier.	4,245 40	.....	24,535 915
Février.	.....	.....	37,545 6,407
Mars...	7,350	31,071 900	104,547 16,971
Avril..	78,040 130	133,811 7,875	67,808 5,787
Mai...	88,947 175	124,768 2,323	113,092 4,867
Juin...	131,517 1,237	80,692 3,580	187,188 11,252
	310,899 1,582	370,342 14,678	535,015 46,199

L'examen du tableau d'exportation durant le 1^{er} semestre 1827 et le rapprochement des considérations développées dans les articles précédens donnent lieu aux conclusions ci-après :

Les premiers transports de blé, venant des gouvernemens de l'intérieur, ne sont entrés en ville que dans les derniers jours d'avril. Vers cette époque, les approvisionnemens en magasin (ainsi que nous l'avons observé ailleurs) étaient presque totalement épuisés; ce qui vient à l'appui de cette assertion, est le fait suivant : à l'entrée de l'année 1827, la quantité des grains emmagasinés était communément portée à 200,000 tchetverts. Néanmoins, le tableau de l'exportation pendant le 1^{er} semestre de cette année, prouve que, jusqu'à la fin d'avril, il a été expédié en blés et grains divers 264,815 tchetverts. Or, si l'événement a démontré que l'estimation faite au commencement de l'année a été inexacte, (attendu que la totalité des expéditions réelles a dépassé de beaucoup la quantité supposée), ce même fait sert toutefois à prouver que les grains à vendre vers la fin d'avril ne pouvaient guère s'élever à une quantité très-considérable.

On ne commettra donc pas d'erreur grave, en admettant que dans les premiers jours de mai, les blés emmagasinés ne soient entrés que pour peu de chose dans les expéditions qui se sont faites depuis.

Les transports de l'intérieur, d'une part, et de l'autre, les expéditions pour l'étranger, ont continué sans relâche pendant les mois de mai et de juin. Nous regrettons de n'avoir pas à offrir à nos lecteurs des informations entièrement exactes sur la quantité de blés qui est entrée par les barrières du Port-Franc, depuis le moment où les premiers transports sont arrivés en ville. Les notions que nous avons recueillies à ce sujet, et que l'on communique au public régulièrement deux fois par semaine, ne remontent que jusqu'à la dernière quinzaine du mois de juin.

Or, voici le résultat de nos observations pendant les deux dernières semaines de juin.

<i>Juin.</i>	<i>Entré.</i>	<i>Sorti.</i>	<i>Resté en ville.</i>
Du 17 au 20.	37,345	27,015	10,330
21 23.	26,946	23,075	3,871

<i>Juin.</i>	<i>Entré.</i>	<i>Sorti.</i>	<i>Resté en ville.</i>
Du 24 au 27.	28,841	19,032	9,809
28 30.	19,181	16,512	2,669
	<u>112,313</u>	<u>85,634</u>	<u>26,679</u>

En examinant le tableau ci-dessus, on remarque que le rapport entre l'exportation et l'entrée des blés, s'est trouvé dans la proportion de 3 à 4. Nous croyons pouvoir adopter cette proportion pour déterminer approximativement la quantité de blés entrés en ville durant la première quinzaine de juin, aussi bien que pendant le cours du mois de mai. En prenant cette proportion pour base de notre calcul, nous ne croyons pas nous éloigner sensiblement de la vérité. Si nous nous exposons à commettre quelque erreur, elle consiste en ce que nous admettons des entrées de blés plus fortes qu'elles ne l'ont été en réalité; car il est de fait que les transports entrés par les barrières, dans la dernière moitié de juin, ont été plus nombreux et plus considérables que ceux qui sont entrés dans la première moitié et dans le cours du mois de mai.

Du reste, si l'inexactitude de ce calcul tend à grossir la quantité de blé en ville, il est bon d'observer, d'une autre part, que nous avons entièrement omis de porter en compte la quantité de blé restée en magasin à la fin d'avril. De cette manière, ce que nous ajoutons peut-être d'une part, nous l'omettons de l'autre, de sorte qu'il s'établit nécessairement dans ce calcul une certaine compensation qui doit, il nous semble, se rapprocher de près de l'exacte vérité.

Le calcul, tel que nous venons de l'établir, produit le résultat ci-après :

	<i>Entré.</i>	<i>Sorti.</i>	<i>Resté en ville.</i>
Mois de mai,	157,279	117,959	39,320
Du 1 ^{er} au 17 juin,	150,408	112,806	37,602
17 au 30	<u>112,313</u>	<u>85,634</u>	<u>26,679</u>
	419,990	316,399	103,601

Cette donnée repose en partie sur la connaissance de certaines notions positives, en partie sur des combinaisons de pure ressemblance. Nous abandonnons à nos lecteurs le soin de rectifier ce qui leur paraîtra erroné, ou du moins ce qui pourrait être sujet à un doute bien fondé. Nous nous ferons un devoir de fournir

par la suite tous les renseignemens en notre pouvoir, pour parvenir à une connaissance exacte de l'état du marché des blés dans notre port. En nous acquittant de cet engagement, nous aurons soin de distinguer exactement le résultat de données *positives*, de celles qui ne sont fondées que sur un simple calcul de probabilité.

Jusqu'au 17 juin, on suppose qu'il est resté

en ville,

76,922 tchet.

Du 17 au 30 juin, on sait

26,679

Du 1^{er} au 25 juillet,

41,111

En magasin, le 25 juillet,

144,712 tchet.

(*Journal d'Odessa* ; août 1827, n^o 59.)

VI. Mouvement du port d'Odessa.

Dans le tableau ci-dessous, on distingue les différens pavillons des bâtimens entrés dans notre port, non-seulement pour l'année dernière, mais pour toute la série des années depuis 1822.

SOUS PAVILLON	1822	1823	1824	1825	1826
Russe.....	61	121	142	116	163
Antrichien.....	144	198	154	212	288
Anglais.....	52	66	80	96	104
Français.....	22	6	3	3	1
Suédois.....	12	18	.....	.....	.....
Sarde.....	19	1	21	57	116
Espagnol.....	4	.....	.....	.....	.....
Napolitain.....	4	.....	.....	.....	.....
Danois.....	1	.....	.....	.....	.....
Toscan.....	1	.....	.....	.....	.....
Ottoman.....	4	6	16	8	10

(*Journal d'Odessa* ; 9 février 1827).

VII. Population.—Odessa compte dans ce moment 32,740 âmes, dont 2,880 élèves des deux sexes qui fréquentent les écoles publiques, ce qui fait à peu près la 12^e partie de la population. Voici les différentes institutions scolastiques de cette ville. *A. pour les garçons* : 1. Le Lycée-Richelieu, fondé en 1818. 2. L'école grecque pour les enfans de la classe marchande. 3. L'école des orphelins. 4. L'école de l'église grecque. 5. L'école allemande des protestans. 6. L'école juive. 7. Quatre institutions

privées. En tout 1,018 élèves. *B. pour les filles.* 1° L'institut des demoiselles nobles, fondé en 1806. 2° L'école normale. 3. L'école grecque. 4. L'école juive. 5. Deux pensionnats privés. En tout 422 élèves. (*Hesperus* ; 1827, déc., n° 311, p. 1244.)

VIII. Relations du Port.—En remontant à l'époque de la fondation du port d'Odessa, on trouve que les premières relations formées par la ville, tant avec l'intérieur de l'empire qu'avec l'étranger, se sont bornées uniquement au commerce des blés.

A mesure que ses rapports se sont multipliés avec l'occident et le midi de l'Europe, les avantages que présente le commerce de la mer Noire ont dirigé l'attention générale sur les provinces méridionales de la Russie. Ces contrées ont attiré une population nombreuse, elles ont acquis des ressources en capitaux et en industrie; enfin, elles ont graduellement élargi le cercle des productions indigènes. L'exportation des laines et des suifs a donné lieu à des spéculations autrefois inconnues. A ces deux branches de commerce vient se joindre un troisième objet de culture qui se développe avec une étonnante rapidité, on veut parler de la culture de la vigne, qui trouvera un immense débouché dans l'intérieur du pays, repoussera une grande partie de l'importation des vins ordinaires du dehors, et donnera une forte impulsion à la prospérité de ces contrées.

Des ressources nouvelles, dit le Rédacteur, font naître des besoins nouveaux; il en résulte, dans la manière de vivre et de se vêtir, un changement prononcé qui agit sensiblement sur la consommation des objets industriels et manufacturés, aussi remarque-t-on une augmentation notoire de l'emploi des draps, cotonnades, tissus, etc., par la classe ouvrière. Cependant, l'importance de ce résultat n'a pas été jusqu'ici suffisamment apprécié par les fabricans russes. On est trop souvent porté à croire que les provinces de Kherson et de Tauride se trouvent encore dans le même état où elles étaient lors de leur réunion à l'empire; voilà ce qui fait que l'intérieur et le midi de la Russie sont restés, en quelque sorte, étrangers l'un à l'autre, ne tenant pas compte des progrès qu'ils ont faits tous deux, l'un en industrie manufacturière, l'autre en économie rurale.

Cependant, depuis quelque temps on'expédiait à Odessa différentes étoffes de Moscou; mais ces envois étaient peu considérables et peu suivis, et ce n'est que cette année (1827) que l'on a vu s'établir à Odessa un magasin qui est principalement

fourni de soieries et de cotonnades de fabrication indigène ; ce magasin appartient à M. Mendel Zwieback. Nous ne craignons pas, ajoute le Rédacteur, d'être désavoués par tout juge impartial, en faisant l'éloge de la bonté du travail de nos fabriques ; il suffit de dire que ces étoffes se vendent à Odessa, malgré la concurrence des marchandises étrangères. L'on est également frappé de voir, depuis quelques années, s'augmenter le nombre de marchands forains, merciers et colporteurs, qui parcourent le pays, et qui vendent des objets de fabrication indigène, surtout des marchandises qui servent à l'habillement. On a lieu de s'étonner tout à la fois du perfectionnement graduel du travail, de la modicité des prix et de la facilité avec laquelle ces marchandises se débitent dans le pays.

58. MEMORIA DE LA JUNTA DE CALIFICACION DE LOS PRODUCTOS DE LA INDUSTRIA ESPAÑOLA, etc. — Mémoire de la junte de qualification sur les produits de l'industrie espagnole remis à l'exposition publique de 1827, présenté au roi par D. Louis Lopez de BALLESTEROS, ministre des Finances, etc. Madrid, 1828; impr. de D. Louis Amarita.

Les Espagnols sont jugés en Europe avec une sévérité qui nous paraît injuste. Il semblerait, en lisant certains écrivains, probablement mal informés, que sous le rapport des sciences, de la littérature et de l'industrie surtout, les habitants de la Péninsule sont demeurés fort en arrière des autres peuples civilisés, et que loin de suivre la marche rapide de l'esprit humain, ils ont fait des pas rétrogrades.

Nous aurons occasion de parler ailleurs de l'état actuel des sciences et de la littérature en Espagne, et des hommes distingués qu'elle possède en ce moment; nous ne nous occupons aujourd'hui que de son industrie.

La mesure que le roi d'Espagne vient d'adopter récemment, et dont le Mémoire que nous avons sous les yeux fait connaître les résultats, nous paraît démontrer que le gouvernement espagnol est plus éclairé qu'on ne le suppose généralement, qu'il ne néglige pas aussi complètement qu'on le croit d'encourager et de développer l'industrie de ses sujets, et que cette industrie, sans égaler encore celle qui distingue les Anglais, les Français, les Allemands, etc., a cependant, sur plusieurs points, fait des progrès sensibles. Nous pensons enfin, et par une conséquence naturelle, que les habitants de la Péninsule ont droit à une place

infiniment plus élevée que celle qu'on veut bien leur accorder dans l'échelle des peuples civilisés.

Le roi régnant, Ferdinand VII, voulant hâter dans ses états les progrès des arts et des fabriques, en excitant une noble émulation, et fournir en même temps l'occasion de montrer quels avaient été ces progrès, afin qu'ils fussent plus connus et mieux appréciés du public, et qu'on pût graduer les récompenses qu'il se proposait d'accorder suivant le mérite de chacun, ordonna, par un décret du 30 mars 1826, qu'une exposition publique des produits de l'industrie espagnole aurait lieu à Madrid le jour de la Saint-Ferdinand de l'année 1827. Il nomma à cet effet une junta pour qu'elle eût à lui soumettre les moyens à prendre pour l'exécution de ses intentions libérales, et à juger ensuite le mérite et la perfection des objets exposés, afin de décerner des récompenses aux fabricans les plus distingués. Ce décret fut envoyé aux intendans et aux autres autorités avec une instruction du ministre des finances, du 4 décembre 1826, approuvée par le roi et contenant les règles à observer pour que cette exposition fût la plus complète et la plus utile que possible.

L'instruction du ministre des finances portait entre autres choses, que toute personne qui voudrait présenter à l'exposition publique un ou plusieurs articles de sa propre industrie, de quelque nature qu'ils fussent, pourrait le faire en se conformant aux dispositions de cette instruction, c'est-à-dire qu'elle devrait transmettre les articles de son industrie à l'intendant, si elle résidait dans la capitale de la province, ou au subdélégué, corrégidor ou alcade du lieu de sa résidence. Ces fonctionnaires étaient chargés d'examiner les objets qui leur seraient remis, de s'assurer qu'ils provenaient de l'industrie de celui qui les présentait, et devaient lui rendre les caisses, ballots, etc., qui les contenaient, après les avoir marqués et scellés, afin que ces objets fussent envoyés ensuite au Conservatoire des arts de Madrid, avant le 20 mai 1827. L'instruction portait en outre que les objets présentés postérieurement à cette époque pourraient bien être exposés, mais ne concourraient pas pour les prix ou récompenses.

Il fut prescrit aux intendans, subdélégués, corrégidors, etc., de faire connaître le prix courant de chaque article, s'il était d'un grand ou d'un médiocre usage dans la province ou au dehors, et de transmettre leurs certificats et leurs indications au

directeur du Conservatoire royal des arts. Les prix et distinctions qui devaient être accordés consistaient :

1° En médailles d'or, d'argent et de bronze avec l'effigie de S. M. et une inscription honorable ; ceux qui les obtiendraient étaient autorisés à porter ces médailles en décoration.

2° Dans l'honneur d'être admis à baiser la main du roi.

3° Dans les honneurs, privilèges, et décorations que le roi devait accorder à ceux qui se seraient distingués extraordinairement.

4° Les noms des personnes qui auraient exposé des articles dignes de fixer l'attention du public, quoiqu'elles n'eussent pas obtenu de prix, devaient néanmoins être mentionnés honorablement.

5° Un exemplaire de la relation de l'exposition publique devait être remis à chacune des personnes qui aurait mérité d'avoir une mention honorable.

Il avait été arrêté qu'on aurait égard pour la classification des objets et la graduation des prix :

1°. A ce que les objets fussent d'usage et de débit dans le commerce.

2° A leur bonne qualité et à leur prix.

3° A ce qu'ils pussent empêcher l'entrée des objets étrangers de même nature.

4° Si c'étaient des instrumens, machines, outils ou instrumens de fer, à leur bonne confection, etc.

5° A la nouveauté ou au perfectionnement des produits ou des moyens d'exécution ; quoique l'on dût toujours préférer ceux qui seraient d'une utilité plus étendue pour l'état.

Chacun des objets porterait le nom du fabricant et du lieu où il avait été fabriqué.

Lorsque l'exposition serait terminée, on s'occuperait de déterminer les prix à délivrer.

Un ordre royal du 4 décembre 1826 prescrivit aux intendans de prendre les renseignemens les plus étendus sur l'état dans lequel se trouvait la branche d'industrie à laquelle appartenait chacun des objets qui leur seraient envoyés, en faisant connaître :

1° Les fabriques, ateliers ou établissemens de la même espèce.

2° La quantité des produits qui s'y fabriquent.

2° Les prix courans.

3° Les lieux où ils se consomment.

5° Toutes les autres circonstances qui pourraient servir à donner une idée complète de chaque branche respective d'industrie.

Différentes causes firent retarder cette exposition, qui eut enfin lieu au mois de juin 1827.

Le choix des membres de la junta prouva la sollicitude du gouvernement et son vif désir de récompenser seulement le vrai mérite : ce sont tous des hommes distingués par leur position sociale, par leurs talents, et par les fonctions qu'ils ont remplies ou qu'ils remplissent encore.

Voici leurs noms : 1° Juan-Lopez de Peñalver, directeur du conservatoire des arts et métiers à Madrid, ancien directeur du canal d'Aragon, intendant de province en disponibilité, ancien directeur de la fabrique royale de Guadalajara.

2° Justo-José Banqueri, président de la junta d'Aranceles, ancien premier chef de division du ministère des finances.

3° Julian-Aquilino Perez, négociant.

4° Rafael de Rodas, fabricant de cristaux à Aranjuez.

5° Antonio Gutierrez, professeur de géométrie et de mécanique appliquées aux arts, au Conservatoire des arts et métiers, ancien ingénieur des ponts-et-chaussées.

6° José Luis Casaseca, professeur de chimie appliquée aux arts, au Conservatoire.

7° Bartolomé Sureda, professeur de dessin linéaire et directeur des fabriques royales de cristaux et de faïence, à Saint-Ildefonso et à la Moncloa.

8° Francisco Javier de Burgos, ancien magistrat, financier distingué, membre de la junta d'encouragement et de celle d'Aranceles.

9° Juan Lopez Peñalver de la Torre, secrétaire.

Cette junta présenta, le 8 février 1828, un rapport dont nous allons extraire les passages qui nous paraissent les plus importants, en suivant le même ordre qu'elle a adopté.

« Ceux qui sont accoutumés à ces expositions magnifiques qui se renouvellent dans quelques pays étrangers, où des milliers d'objets que les progrès de l'intelligence industrielle ont élevés à la plus grande perfection possible, éblouissent les yeux et captivent l'imagination, auront trouvé peut-être notre exposition de 1827 bornée et pauvre (*limitada y pobre*); mais ceux qui savent que les ordres expédiés à cette occasion l'ont été un peu plus tard qu'il n'aurait convenu pour que le projet fût connu généralement; que ces ordres ont fait naître des doutes et des difficultés

que la brièveté du temps n'a pas permis de résoudre ; que dans presque toutes les parties de l'Espagne, on a cru à tort qu'on ne pouvait présenter à cette exposition, faite pour la première fois en l'honneur des arts, que les produits du travail le plus délicat, trouvent que l'exposition de 1827 a surpassé les espérances qu'on avait dû légitimement concevoir, et ils remarquent qu'elle a excité en faveur de l'industrie un enthousiasme qui, s'il est convenablement alimenté, procurera de grands avantages à la prospérité nationale.

La junta chargée d'apprécier le mérite des produits présentés à l'exposition, a dû s'imposer pour ce travail des règles appropriées à la situation des fabriques espagnoles. Parmi les objets présentés il en est peu qui, strictement parlant, aient quelque valeur, si on les compare aux produits analogues de l'industrie étrangère, et qu'on a cependant jugés dignes d'obtenir des prix, soit parce qu'ils sont les meilleurs de leur classe fabriqués dans le pays, soit parce que la modicité de leur prix les met à la portée de tous les consommateurs, ou rend difficile la concurrence étrangère. Ces diverses considérations forment quelquefois une raison composée, très-difficile à établir, et qui nécessite un examen d'autant plus scrupuleux que, dans cette classe de jugemens, il n'y a point d'appel contre les erreurs qui peuvent, quelquefois, influencer sur le découragement de tel ou tel fabricant, et peut-être même sur telle ou telle branche d'industrie. »

Après cet exorde que nous avons considérablement abrégé, la junta entre en matière.

Son mémoire est composé de 12 sections.

SECTION PREMIÈRE.

Cette section consacrée aux cotons et aux productions de la nature de celles qu'on appelle coloniales, est divisée en 4 chapitres.

Chap. I^{er}. — *Cotons fabriqués*

C'est dans la Catalogne et surtout à Barcelone qui est, à l'égard de cette province, ce que Londres est par rapport à l'Angleterre, et Paris par rapport à la France, et qui continuera d'être la première ville industrielle de la péninsule aussi long-temps que les relations commerciales avec l'Amérique seront interrompues, que se trouvent les fabriques de coton de l'Espagne. L'industrie des Catalans fait des progrès ; déjà ils sont parvenus à écarter des marchés de l'Espagne plusieurs articles qui les inondaient naguère et en faisaient sortir des sommes considérables,

surtout en donnant à meilleur marché les articles analogues introduits d'Angleterre ou de France. Parmi les toiles de coton qui ont été envoyées tardivement à l'exposition, nous citerons le *nanquin*, dont un individu peu aisé peut se faire un vêtement complet pour 25 ou 30 réaux (6 fr. 25 c. ou 7 fr. 50 c.)

Chap. II. — *Coton indigène.*

De temps immémorial on cultive le coton en Espagne; mais ce n'est guère que depuis 26 ans qu'on a essayé de le cultiver en grand. Cette spéculation a très-bien réussi, et les énormes bénéfices qu'on a tirés de ses produits ont surpassé ceux qu'on aurait pu tirer des mines les plus riches, puisque une mesure de terre équivalente à la neuvième partie d'une fanègue de Castille (1), donne dans le territoire de *Motril* (2), qu'on peut considérer comme la capitale du territoire où croît le coton, 15 arrobes (3) qui, au prix moyen de 60 réaux (15 fr.) valent 900 réaux (225 fr.); tandis que la même mesure de terre qui produisait un revenu annuel si abondant en très-beau coton ne se vendait pas plus de 1000 réaux (250 fr.) La junta recommande spécialement à la protection du roi cette branche importante et lucrative de l'industrie espagnole.

Chap. III. — *Sucre indigène.*

La junta recommande encore particulièrement à la bienveillance du roi cette branche de culture, avec d'autant plus de raison qu'elle reconnaît que le commerce de l'Espagne avec l'île de Cuba est réduit à la plus déplorable nullité (4), et qu'il n'est pas de contrée en Europe où le sucre de cette île ne se vende meilleur marché que dans la mère-patrie.

Le sucre indigène envoyé à l'exposition vient des environs de *Motril*. La junta reconnaît qu'il est d'une qualité inférieure; mais elle sait qu'on en travaille d'infiniment supérieur à *Velez-Málaga*, *Torrox*, *Nerja*, *Almuñecar*, et sur

(1) La fanègue de terre, mesure de superficie ainsi appelée parce qu'on peut y semer une fanègue de froment, environ 4 boisseaux de France, correspond, suivant D. Juan de Peñalver, à 1 arpent 88/100 de Paris.

(2) Royaume de Grenade (Andalousie).

(3) L'arrobe est le quart du quintal espagnol plus petit que celui de France. Ce dernier équivaut à 1,064 quintal d'Espagne.

(4) D. Seb. de Miñano directeur du cabinet topographique de S. M. C. nous a cependant assuré que l'Espagne tirait un revenu très-considérable de l'île de Cuba. Cela peut s'expliquer facilement; le commerce direct de l'Espagne avec l'île de Cuba est en effet peu considérable; mais comme cette île en a un très-étendu avec les diverses nations de l'Europe et de l'Amérique, le gouvernement en tire des sommes considérables par les douanes et par les droits qu'elle a établis.

d'autres points de la même côte. Elle sait aussi qu'il y a eu des époques où l'on fabriquait jusqu'à 100,000 et même 120,000 arrobes (25 et 30,000 quintaux d'Espagne) de sucre, à Motril, où l'on n'en fabrique guère actuellement que 20,000 (500 quintaux); par suite des droits énormes imposés non-seulement à la production dans la fabrique même, mais à la circulation (1).

Chap. IV. — *Cochenille indigène.*

Le consulat de Malaga et les sociétés économiques de Cadix et de Séville ont remis des échantillons de cochenille indigène, conquête brillante de l'industrie espagnole. La Société économique de Cadix a pensé qu'elle devait sortir du cercle des essais, et, au moyen de diverses souscriptions, elle a fait planter 12,000 nopals; les 10 livres de magnifique graine qu'elle a envoyées à l'exposition sont le produit de 150 pieds; les 12,000 nopals plantés à Puerto-Réal produiront probablement bientôt 1,000 livres de cette substance inappréciable.

Les échantillons fournis par le consulat de Malaga sont loin d'égaliser ceux qui ont été envoyés de Cadix, et à ne juger que par ces échantillons, on pourrait croire que l'acclimatation est plus avancée dans cette dernière ville. Mais la junta sait qu'à Malaga et dans divers endroits de cette province, on a fait des progrès immenses, qui ont résolu d'une manière irrévocable le problème de l'acclimatation. En 1824, il y avait moins de 400 mères dans les *criaderos* de Malaga; on y en comptait 50,000 en 1826, et 3,000,000 à la fin de 1827, quoiqu'on eût distribué des insectes à toutes les personnes qui en avaient demandé. A Macharaviaya on a planté plus de 3,000 nopals dans le but de les propager, ainsi que cela avait été fait pour les 700 qui existent dans les *criaderos* de Malaga. Dans le district de Velez on a fait des essais nombreux qui ont réussi, et tout annonce que dans peu de temps les produits seront immenses.

La junta propose au roi de témoigner à la Société économique de Cadix et au consulat de Malaga sa haute satisfaction, dans une lettre qui serait insérée dans la gazette avec les noms de tous les membres de ces deux corporations. Quant à la So-

(1) Nous ajouterons que M. Jean Lesseps, négociant français de Paris et notre ami, cultive le sucre avec succès dans ses propriétés de Goadaza près Marbella en Andalousie, et que les échantillons qu'il a envoyés à Paris ont été préférés à celui de la Havane; il le fait apporter d'Espagne brut et terré, et le fait raffiner par MM. Perrier frères.

ciété économique de Séville, elle propose de lui accorder une mention honorable.

La cochenille se propage également à Murcie, et la Société économique de cette ville en a envoyé à l'exposition un échantillon qui lui a fait également obtenir une mention honorable.

SECTION DEUXIÈME.

Cette section, consacrée aux *laines*, aux *poils*, et aux *chapeaux*, est divisée en 3 chapitres.

Chap. I^{er} — *Laines en rame*.

Les laines fines *transhumantes* qui, jusqu'au commencement du siècle actuel furent une branche exclusive de commerce de la nation espagnole, sont aujourd'hui dans une grande défaveur sur les marchés étrangers; parce qu'on a fait partout des progrès, tandis que les Espagnols sont restés stationnaires. En 1790 on exporta du royaume au-delà de 500,000 arrobes de laine dont la valeur fut de 127 millions de réaux (31,750,000 de francs), qui en rapportèrent 22 (5,500,000 fr.) au trésor royal. A cette époque l'Espagne produisait beaucoup plus de 2,000,000 d'arrobes de laine fine, moyenne et ordinaire, quantité qu'elle aurait même pu augmenter, puisque l'accroissement successif des prix donnait la faculté de faire toute espèce d'améliorations dans cette branche importante de la richesse publique. En 1825, l'Espagne envoya seulement en Angleterre 44,000 quintaux de laine; en 1826, elle n'en envoya plus que 16,000; et enfin en 1827, l'extraction a été tout-à-fait insignifiante, et cela, lorsque Hambourg fait entrer dans le même pays 250,000 quintaux par an. De tous côtés on croise et on améliore les races; les méthodes de perfectionnement circulent rapidement d'Allemagne en Angleterre, d'Angleterre en France, et des toisons très-riches, obtenues de troupeaux qui ne changent pas de lieu (*estantes*), démentent la théorie erronée de la *transmutation* (1) (*trashumacion*), et nous indiquent le chemin que nous devons suivre pour soutenir la concurrence dans les différents marchés de l'Europe. C'est en vain qu'on adopte comme remède à un mal si grave la castration des mérinos; on n'exportera pas ceux-ci, non pas à cause des précautions employées pour les empêcher de sortir du royaume, mais parce que dans

(1) Usage suivi en Espagne, où l'on fait passer les troupeaux des pâturages d'hiver à ceux d'été dans les montagnes, tandis que l'on fait descendre ceux des montagnes dans la plaine pour y paître pendant l'hiver.

Chap. II. — *Tissus de soie.*

Les échantillons présentés à l'exposition proviennent des fabriques de Catalogne, de Valence, de Murcie et de Talavera; ils se distinguent par la solidité du tissu et par le brillant des couleurs. Lorsqu'ils réuniront à ce mérite un meilleur goût et plus de variété dans les dessins, les soieries d'Espagne pourront rivaliser avec celles des étrangers, et satisfaire le caprice des consommateurs les plus difficiles.

SECTION QUATRIÈME.

Lins, chanvres, sparteries (espèce de jonc menu et extrêmement fin.)

A juger de l'état de l'industrie espagnole par les échantillons produits à l'exposition, on croirait que nous sommes beaucoup plus reculés que cela n'est réellement. Nous fabriquons, il est vrai, beaucoup moins bien qu'on le fait en Bretagne, en Picardie, en Belgique, en Silésie et en Suisse; mais nous fabriquons cependant, quoique presque rien n'ait été présenté au Conservatoire. On n'y a vu ni les fils tordus de Léon et de Cordoue, ni les services de table et les toiles de Galice, ni les toiles à voiles de Grenade, ni les toiles de lin (*terlices*) de Castille, ni les toiles grossières d'Aragon et de Valence, enfin rien de ce que nous faisons, bien ou mal, dans ce genre. On conçoit moins l'absence totale d'échantillons de linge dans les salles de l'exposition, lorsqu'on réfléchit que les toiles, particulièrement les toiles communes, de l'espèce de celles de Voiron en Dauphiné, sont les marchandises les plus abondantes dans nos foires, et celles qui occupent le plus de bras, non seulement des hommes les plus robustes, mais ceux des femmes débiles. La junte espère qu'à l'exposition de 1828, elle aura des récompenses à proposer en faveur de ceux qui se distingueront le plus dans ce genre d'industrie essentiellement populaire et qui, par cela même, méritent des encouragemens tout particuliers.

Les fabriques de sparterie sont presque anéanties, et cette branche d'industrie qui semblait appartenir exclusivement à l'Espagne, dont les montagnes fournissent en abondance les matières premières, semble perdue, quoique la fabrique établie, en 1774, à Daimiel dans la Manche, employât autrefois plus de 300 personnes et fit l'admiration des Français qui allaient la visiter. Cela est d'autant plus fâcheux que dans les lieux où elle existait, cette industrie n'a pas été remplacée par d'autres.

SECTION CINQUIÈME.

Fabriques de faïence et de porcelaine, de cristal, de verre, de savon, de produits chimiques.

D'après les produits de ces diverses natures envoyés à l'exposition, la junta croit devoir déclarer qu'on a fait en Espagne moins de progrès qu'elle n'aurait pu l'espérer d'après ceux qui ont été remarqué dans d'autres branches d'industrie, quoiqu'il faille reconnaître qu'on aperçoit depuis quelque temps des améliorations dans certaines parties.

Les échantillons de porcelaine et de faïence des fabriques de la Moncloa et d'Alcora sont dignes de l'ancienne réputation de ces établissemens.

Les fabriques de produits chimiques prospéreraient davantage en Espagne, si certains arts qui les emploient avaient fait plus de progrès et permettaient de compter sur un débit plus étendu et plus assuré. La junta fait à ce sujet des réflexions fort judicieuses et assure cependant que le directeur des fabriques de Saint-Ildefonse et de la Moncloa peut donner à 50 réaux l'arrobe de *minium*, tandis que celui qui vient de l'étranger et qui n'est pas meilleur coûte 100 et 120 réaux.

SECTION SIXIÈME.

Argenterie, horlogerie, ouvrages en métaux, instrumens d'optique et de musique.

Les objets envoyés à l'exposition n'offrent pas beaucoup d'intérêt, tant par le peu de variété que parce que ce ne sont, en grande partie, que des essais.

La junta distingue cependant les pianos de Francisco Fernandez fabriqués en bois indigènes et ceux de Juan Hossechrueders, tous deux établis à Madrid; les aiguilles d'emballage, alènes, etc., provenant de la fabrique de Santibañez Zarzaguda; et les fournitures militaires sortant d'une fabrique de Madrid.

SECTION SEPTIÈME.

Papiers peints pour appartemens, toiles cirées, etc.

Chap. I. — *Papiers peints.*

Une seule fabrique, établie à Madrid, que le Roi a honorée cinq fois de sa présence et que S. M. protège particulièrement, a envoyé à l'exposition des échantillons de ses produits; la junta en fait l'éloge.

Chap. II. — *Toiles cirées.*

Trois fabriques, l'une de Barcelone, l'autre d'Oviedo et la troisième de Madrid, ont envoyé de leurs produits à l'exposition. Ceux de la fabrique de Barcelone se font remarquer par la grande variété et le choix des couleurs, le lustre, la flexibilité et le bon marché.

SECTION HUITIÈME.

Mégisseries.

L'Espagne ayant beaucoup de troupeaux doit nécessairement employer beaucoup de cuirs et de peaux. Quoiqu'on en ait produit un assez grand nombre d'échantillons à l'exposition, il est fâcheux qu'on n'y ait vu, ni les peaux de petits veaux et les peaux de chèvre de Valladolid, ni les cuirs de cheval et les cuirs de bœuf pour le service des troupes, qui se fabriquent à Séville, ni les peaux de veau, façon de daim, de Grenade, imitées des Anglais, ni les peaux de cheval égales à celles de Séville, qui se préparent à Malaga, ni les excellents cuirs de bœuf corroyé façon anglaise, d'Arcos, ni les excellentes peaux de chèvre de Miguel-Turra et des autres nombreuses fabriques du royaume, qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Il est utile de savoir et flatteur de reconnaître, d'après ce qui a été présenté à l'exposition, que nos fabriques de mégisserie peuvent soutenir la concurrence, pour la perfection du travail, avec tout ce qu'on trouve de mieux chez l'étranger. La peau de bœuf corroyée avec du zumach est un article indigène d'Espagne très-bien fabriqué, et on ne trouverait rien de supérieur hors du royaume sous le rapport de la souplesse, de la solidité et de la beauté de leur couleur noire.

La junte est en général très-satisfaite de tout ce qui lui a été présenté dans ce genre, et, pour indiquer au roi les personnes à récompenser, elle n'a eu que l'embarras du choix.

SECTION NEUVIÈME.

Machines, inventions nationales, importations ou améliorations des inventions étrangères.

La junte pense qu'il est extrêmement important de stimuler le zèle des fabricans, etc., et d'accélérer par tous les moyens possibles les progrès des articles mentionnés dans cette section. L'examen fait par elle de ceux de cette classe qui ont été pré-

sentés à l'exposition prouve que l'Espagne est arriérée sous ce rapport, aussi tous les arts s'en ressentent-ils plus ou moins. La junte a vu cependant avec satisfaction divers articles qui prouvent autant de zèle que d'application, et qui indiquent une certaine tendance à améliorer, *caractère distinctif de l'époque actuelle*.

Les lithographies envoyées à l'exposition doivent être particulièrement signalées. On a remarqué un dessin au crayon de Peleguer, célèbre graveur de Madrid, qui est une copie réduite du grand tableau de Sainte-Isabelle par Murillo, et dont les ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche à Madrid, qui paraissent des amateurs et qui plus est des connaisseurs, ont offert, dit-on, 12,000 fr.

SECTION DIXIÈME.

Fabriques diverses.

La junte comprend sous ce titre les fabriques 1^o *De papiers*, sans aucun doute les plus importantes et celles dans lesquelles on remarque le plus de progrès. On en compte en Espagne 160, qui produisent au-delà de 250,000 rames de différentes qualités, et parmi lesquelles il est impossible de ne pas mettre en première ligne celle de Don Santiago Grimaud, de Madrid, dont les essais sur le papier de sparterie, de jonc, de sarment, de roseau et d'autres substances filamenteuses, lui ont acquis une réputation justement méritée, non-seulement dans sa patrie, mais même au dehors.

2^o *De cartes à jouer*. Deux fabricans de Barcelonne en ont seuls présenté des échantillons. Elles se font remarquer par la blancheur, la finesse et la netteté du carton, quoiqu'elles n'égalent pas celles qu'on trouve dans d'autres fabriques de la principauté, qui n'ont rien envoyé à l'exposition. Il ne paraît pas possible que les 500 mille jeux que fournissent les dix à douze fabriques qui existent dans le royaume puissent suffire à la consommation prodigieuse qu'on fait de cet article.

3^o *Des caractères d'imprimerie*. La junte a vu avec regret que les poinçons ou matrices venaient de l'étranger. Il y eut un temps où l'imprimerie royale fournissait aux imprimeries d'Espagne et d'Amérique des caractères fabriqués avec les matrices de D. Gerónimo Gil, et obtenait des bénéfices considérables. Cette branche d'industrie ayant fait depuis de grands progrès en France

et en Italie, et les fabriques espagnoles étant restées fort en arrière, nos imprimeurs se virent dans la nécessité de tirer du dehors les caractères, tandis que les fondeurs en tiraient les matrices. Pour obvier à ce grave inconvénient, un commissaire fut envoyé à Parme et à Paris, et réunissant quelques ouvriers intelligens, établit à l'imprimerie royale le département qu'on appella de la gravure (*del grabado*), où l'on fondit peu à peu diverses espèces de lettres, d'ornemens et de vignettes avec des poinçons espagnols. Cet établissement en aurait, en peu de temps, fondu suffisamment pour satisfaire aux besoins des imprimeries espagnoles, mais il a péri par des motifs qu'il est inutile d'indiquer ici; et Don Eusebio Aguado, de Madrid, et la veuve de Brusi, de Barcelonne, fondent leurs caractères avec des poinçons étrangers.

La médaille de bronze que la junta propose de leur accorder sera un stimulant insuffisant, tant que la libre concurrence des caractères provenant de l'étranger empêchera ces deux fabricants de donner un écoulement à ceux qui remplissent leurs magasins.

4° De *boutons*. Deux fabricans de Madrid ont été jugés dignes d'une mention honorable. 5° De *Brosses*. La modicité des prix a valu une médaille d'argent à un fabricant de Madrid.

SECTION ONZIÈME.

Objets curieux.

La junta fait mention dans cette division d'objets d'*osier* parfaitement travaillés, d'*oiseaux empaillés*, d'une méthode de D. Alejandro de la Torre pour apprendre à écrire en 30 jours, et d'une magnifique reliure du Don Quichotte, édit. de l'Académie; de basanes préparées pour la reliure, et de papier de reliure imitant celui des étrangers; ces derniers articles ne sont que des essais.

SECTION DOUZIÈME.

Objets divers.

La junta a réservé pour cette dernière section les articles qui appartiennent soit à une industrie qui commence, et dont peu ou point de personnes soupçonnent l'origine ou l'existence, soit à des ouvrages d'une consommation essentiellement limitée à un très-petit nombre de personnes etc., etc. Elle cite parmi ces

articles des échantillons de *beurre frais* imitant celui de Flandre, et qui égale, s'il ne surpasse pas, celui qui vient d'Angleterre et de Hollande, et l'emporte sur eux par l'infériorité du prix, puisque, rendu à Madrid dans la maison du consommateur, il ne coûte que 6 réaux la livre, tandis que le *beurre frais* venant de l'étranger, d'une qualité très-inférieure, se vend 10 réaux. Ce genre d'industrie doit être encouragé afin de cesser de payer à l'étranger un tribut d'autant plus honteux qu'il ne faut pas de grandes connaissances pour cette fabrication.

La junte a accordé une mention honorable à Mariano Rufino Gonzalez, qui a présenté à l'exposition 6 bouteilles de vin ordinaire travaillé dans la Manche, d'après la méthode de M^{lle} Gervais: méthode par laquelle on évite le contact de l'air pendant la vinification, on condense l'alcool, qui s'évapore par la méthode ordinaire, on fait un vin d'une meilleure qualité, et on en augmente la quantité qui est de 10 p. o/o plus considérable que par la méthode suivie jusqu'à présent.

Parmi les objets divers figurent aussi des échantillons d'eau de Cologne, de vinaigre, de liqueurs, des minéraux etc. Les charbons de pierre fixent surtout l'attention de la junte; elle désire qu'on en encourage l'exploitation, d'autant plus nécessaire que le manque progressif de combustibles se fait sentir.

Un ratelier en terre métallique, des perruques, une chasuble brodée, diverses broderies en mousseline, en tulle et en linon, qui ont été admirées et vantées par les dames capables d'apprécier ce genre de travail, et qui proviennent de la maison royale de bienfaisance de la Havane, capitale de l'île de Cuba, et une caisse de vermicelli terminent l'énumération des articles mentionnés dans cette section.

La junte de qualification, dans son rapport dont nous venons de présenter l'extrait, répartit l'éloge et le blâme avec une grande indépendance, dont on ne saurait trop la louer, et qui ne laissera pas de surprendre plus d'un étranger, surtout si l'on réfléchit qu'elle adresse ce rapport à S. M. C. et que les membres n'ignoraient pas qu'il serait rendu public. Il est à désirer qu'à l'exposition prochaine, qui doit avoir lieu dans le courant de cette année, 1828, les fabricans espagnols, qui n'ont rien produit à l'exposition de 1827, sortent de leur apathie et s'empressent de se conformer à ses sages conseils. Le projet que le gouvernement espagnol a, dit-on, conçu de creuser plusieurs

canaux, s'il s'exécute, en facilitant le transport des produits du sol et de l'industrie, ne pourra que hâter les progrès de la culture et des arts libéraux et mécaniques, et placer l'Espagne au premier rang des nations industrielles.

Il résulte du rapport de la junta et du tableau comparatif qui termine notre travail, et que nous avons rédigé d'après les renseignements puisés dans ce rapport et dans les documens qui l'accompagnent, 1^o que la Catalogne et la Castille nouvelle, plutôt *Barcelone* et *Madrid*, ont obtenu le plus de récompenses.

2^o Que le royaume de *Valence* et l'*Andalousie* ont envoyé le plus d'objets à l'exposition, et ont obtenu le plus de récompenses après la Catalogne et la Castille nouvelle.

3^o Que l'*Estramadure* et la *Navarre* sont les seules provinces qui n'ont envoyé aucun échantillon de leurs produits à l'exposition, où l'on en voit figurer même de l'île de *Cuba*.

4^o Que plusieurs membres de la haute noblesse d'Espagne n'ont pas dédaigné de figurer parmi les fabricans, et que, par exemple, le duc de *Hijar* a obtenu une médaille d'or pour de la faïence et de la porcelaine ; et que le marquis de *Casa-Pedros*, le comte de *Montenegro* et la baronne de *Erruz* ont obtenu des mentions honorables, le premier pour une pompe à incendie, le second pour de la soie naturellement blanche ; et le troisième pour diverses broderies.

Nous dirons, en terminant, que les renseignemens qui nous sont parvenus, sur l'effet produit dans la Péninsule par l'exposition de 1827, confirment ce que les personnes qui ont étudié les Espagnols en Espagne, et non pas dans les livres, savaient déjà : que ce peuple si distingué par sa bravoure et par la fermeté de son caractère, est pourvu de toutes les qualités nécessaires pour obtenir une place remarquable parmi les peuples industriels. Il habite un pays riche et fertile, abondant en mines et où peuvent naître même les productions des contrées équinoxiales ; il est, dans la plupart des provinces, laborieux, actif et plein de tenacité, et, si la fierté, ou, si l'on veut, l'orgueil national qui le caractérise est bien dirigé, si le gouvernement continue de suivre la marche qu'il paraît s'être tracée, en excitant une louable émulation, s'il encourage les talens de tous les genres et les récompense, s'il répand l'instruction, dans toutes les classes, et s'il fait disparaître, comme il paraît en avoir l'intention, les entraves qui gênent la circulation des idées généreuses et

ne , d et les récompenses à leur Histoire.

NATURE ENVOYÉS ONT ÉTÉ	PORTION litre Récompenses rdées des	PROVINCES qui n'ont point envoyé des <i>OBSERVATIONS.</i>
ndigène..... ndigène, lav 4,289 on et producti 6,763 yés..... 7,510 ux..... yés... 11,894 14,273 noires..... 19,206 conservé dan d et qu'ils ont culiers , les m re total des Ha 19,076		

utiles, en ne prohibant que celles qui sont opposées à la stabilité des gouvernemens et à la pureté de la religion et de la morale, l'Espagne lui devra sa prospérité, et sa reconnaissance lui assurera le respect et l'attachement des peuples qu'il aura rendus heureux. (Voyez le tableau ci-joint.) DE LA ROQUETTE.

59. PONT SUR LE TÉSIN, près Boffalora. (*Bibliot. ital.* ; n^o CXLVI, févr. 1828, p. 182.)

Le pont en pierre, sur le Tésin, près Boffalora, sur lequel on a commencé à passer les premiers jours de cette année, doit être mis au nombre des travaux qui attestent la sollicitude du gouvernement français pour la prospérité des pays qu'il avait rangés sous sa domination.

Le Tésin, qui sort du lac Majeur, parcourt, dans un cours d'un peu moins de cent kilomètres, une large et profonde vallée, qui, de Sesto, sur le lac Majeur, au Po, a environ 136-633 mètres de pente. (On lit dans l'article italien 172, 633 ; mais le résultat que nous substituons est tiré de l'ouvrage de Bruschetti, sur les canaux du Milanais). Les crues du Tésin s'élèvent de 3^m, 60 au-dessus du niveau des basses eaux, et présentent une nappe d'eau qui a depuis 900 jusqu'à 1200 mètres de largeur. Il n'y avait, avant 1828, qu'un seul pont permanent sur cette rivière, savoir : à Pavie, à cinq kilomètres environ au-dessus de son embouchure. On sait que l'on en doit la construction à Galeas Visconti, un des princes les plus illustres du 14^e siècle. Partout ailleurs, le passage du Tésin, que traversent plusieurs routes très-anciennes, était difficile, périlleux et assez souvent impraticable. Sur la grande route de Milan à Turin, par Boffalora et Novarra, qui est la principale, le passage avait lieu sur un pont flottant de 20 à 30 bateaux, dont l'entretien était dispendieux, et qui avait tous les inconvéniens de ces sortes de communications.

Le gouvernement français fit commencer le pont de Boffalora en 1809, et jusqu'en 1813 on n'eut que le temps de fonder les culées et les piles, et de les élever à 1 mètre au-dessus des naissances des voûtes ; cet ouvrage si utile, a été achevé avec tant de magnificence par le gouvernement autrichien et le gouvernement sarde, que les souverains de ces états méritent la reconnaissance de leurs peuples.

La longueur du pont, d'une culée à l'autre, est de 304 mè-

tres. Il se compose de onze arches en arcs de cercle, dont la corde est de 24 mètres la flèche et de 4. Les piles, au nombre de dix, ont 4 mètres d'épaisseur. La largeur du pont, d'une tête à l'autre, est de 10 mètres, et la largeur utile, occupée par deux trottoirs de 0,90, deux rigoles de 0,40, et une chaussée de 6,40, est de 9 mètres. Il y a sur la chaussée, parallèlement à son axe, deux doubles rangées de dalles, appelées en Italie *trottatoje*.

Les abords du pont, au-dessus des culées, ont 17^m 50 de large et 20 de long. Deux voûtes larges de 2^m et hautes de 3,30, ont été pratiquées dessous pour le service de la navigation.

Les piles ont 2,50 de hauteur, depuis la dernière assise des fondations jusqu'à l'imposte; elles s'élèvent sur un empiètement, fondé sur pilotis, qui a 3,10 de hauteur, et 7 mètres de largeur à la base. Les culées ont été fondées de la même manière.

Le plan des avant et arrière-becs est formé par deux arcs égaux au sixième de la circonférence. Ils sont terminés à 2 mètres au-dessus des impostes par des couronnemens en surfaces coniques de peu de hauteur, et au-dessus desquelles s'élèvent des pilastres de 3,80 de largeur et de 0,80 de saillie sur les têtes du pont, afin de donner un peu de mouvement aux façades et cacher les défauts que pourraient avoir les alignemens. Une corniche très-simple règne du niveau sur toute la longueur du pont à un mètre au-dessus de l'intrados à la clé. Les parapets sont tout unis, et ont 1,15 de hauteur au-dessus des trottoirs; ils sont surmontés de 0,10 par les dés qui terminent les pilastres.

Chaque voûte de 1 mètre d'épaisseur à la clé, est composée de 55 voussoirs. Elles ont été construites sur des cintres composés de 9 formes unies par des moises horizontales. Chaque forme consistait : 1° en deux arbalétriers principaux qui butaient contre un poinçon commun au sommet de la voûte; 2° en deux autres systèmes d'arbalétriers plus petits, dont les poinçons étaient au sixième des arcs, compté des impostes, et dont les pieds appuyaient d'une part contre les piles, au même endroit que ceux des grands arbalétriers, et de l'autre sur ceux-ci; 3° en deux aiguilles ou clés pendantes, entre le poinçon de la clé et les deux autres, les dites clés maintenues à la distance voulue par un esselier et un sous-esselier, etc. Les voûtes furent exécutées en deux reprises : on en fit six sur la rive droite, en 1824, et les cinq autres en 1825. Quoique la résistance des

pires fût à peu près égale à la poussée horizontale des voûtes, néanmoins, crainte d'accident, on fortifia par des tirans en fer les cintres de la dernière, qui fut faite, en 1824, au milieu de la rivière, et on les laissa en place pendant un an; on usa de précautions semblables dans l'achèvement du pont, laissant toujours cintrées deux voûtes qu'on venait de faire, pendant qu'on travaillait aux suivantes. Les naissances ou impostes ont été établies à 0,50 au-dessous du niveau des plus hautes eaux, ou 3,10 au-dessus du niveau des plus basses.

Les fondations ont été commencées par épuisemens, et ont été continuées en détournant les eaux. Elles ont présenté de grandes difficultés accompagnées de circonstances défavorables. Il faut savoir que le lit du Tésin est inférieur de plus de quarante mètres au niveau des campagnes, et qu'il est creusé dans un terrain de transport, tellement abondant en sources, qu'il y a toujours beaucoup d'eau, même dans les temps les plus secs de l'année.

La maçonnerie intérieure des piles et culées est en cailloux du Tésin, avec des assises de briques, de 6 et 6 décimètres de hauteur. Les paremens, dont les joints ont été exécutés avec une extrême précision, sont en granite blanc des carrières de Montorfano, sur le lac Majeur.

Enfin, des digues construites en gros blocs de granite, jusqu'à la hauteur moyenne des eaux, et en cailloux, jusqu'à 0,60 au-dessus des hautes eaux, règnent sur une longueur de 900 mètres, en amont du pont, et de 150 en aval. Le pied en est défendu du côté des eaux par des pilots et par des blocs de pierres. Le dessus est pavé et a 2 mètres de largeur, même d'avantage près du pont.

Les travaux, exécutés de 1809 à 1813, comprenant les fondations, les culées et les piles, jusqu'à un mètre au-dessus des impostes, ont coûté.....2,009,019 fr.

L'achèvement des travaux.....1,000,000 :

Les digues 270,000

Total de la dépense.....3,279,019 fr.

La situation et la direction du pont furent déterminées en 1809 par les inspecteurs Melchioni et Ch. Parea, qui avaient étudié les lieux. Les ingénieurs qui eurent la conduite des travaux, dans ces derniers temps, sont M. Melchioni, pour le gou-

vernement sarde, et M. Gianella pour le gouvernement autrichien. L'ingénieur Santini, employé sous ce dernier, a recueilli beaucoup de matériaux et fait plusieurs dessins, qui pourront servir à la description d'un si beau et si utile monument. A.

60. I. CAISSE D'ÉPARGNES POUR LA VILLE DE TURIN et son territoire. (*Annal. univers. di statistica*, etc.; vol. XIII, août 1827, p. 200.)

61. II. CAISSE D'ÉPARGNES DE LOMBARDIE.—(*Ibid.*; vol. I, p. 272, vol. III, p. 257.)

62. III. NOUVEAU COUP-D'OEIL SUR LES CAISSES D'ÉPARGNES. État où se trouve celle de Lombardie, comparée à la caisse d'épargnes de Paris. (*Ibid.*; vol. X, nov. 1826, p. 161.)

I. D'après le recueil auquel nous empruntons cet article, les dispositions fondamentales du règlement de la Caisse d'épargnes de Turin sont au nombre de 10.

—En comparant sa discipline à celle qui régit la Caisse d'épargnes de Lombardie, on observe que les caisses d'épargnes étant instituées dans le but d'offrir la plus grande utilité à un pays, celle de Turin ne remplit pas cet objet.

1° Parce que les habitans de Turin et de son territoire sont les seuls qui puissent y faire des dépôts.

2° En Lombardie, les intérêts se paient du jour du dépôt; à Turin, ils ne se paient que du 1^{er} jour du mois suivant.

3° Le dépôt est limité au maximum de 20 liv., et par conséquent trop restreint; en Lombardie il est porté à 260 liv.

4° En Lombardie, on peut prélever sans aucun avis 100 liv. environ sur la somme déposée; à Turin, on ne peut retirer partie du dépôt qu'après l'échéance du semestre, pendant lequel le dépôt a été fait.

H-III. L'institution des caisses d'épargnes, dit le rédacteur des Annales, est déjà ancienne en Angleterre, en France, en Allemagne et dans d'autres états de l'Europe; parmi les sages mesures dues à la *commission centrale de bienfaisance* de Milan, on remarque la *caisse d'épargnes*, dont l'établissement a été sanctionné par l'empereur le 2 juillet 1823.

Le but de cette institution est d'offrir aux artisans, aux journaliers et à tous les individus de la classe la moins aisée, une

ressource pour subvenir à leurs besoins, soit dans le cas de maladie, soit dans la vieillesse, etc., au moyen de petits dépôts répétés, et qui augmentent le capital par la cumulation des intérêts. A cette fin, une somme de 300,000 livres italiennes est consacrée à garantir les sommes déposées, et forme ainsi le cautionnement de la caisse d'épargne de Milan.

Voici les principaux articles du règlement de cette caisse :

Deux jours par semaine sont consacrés à recevoir les sommes déposées, et deux autres à effectuer les paiemens; pour la ville de Milan, les recettes se font les *mardi* et *samedi*, et les paiemens les *lundi* et *vendredi*, excepté les jours fériés.

L'administration délivre aux déposans un livret, sur lequel on inscrit les sommes déposées et les annotations du *doit* et *avoir*.

La caisse se charge des dépôts depuis $\frac{1}{2}$ de florin jusqu'à 100 florins. La valeur des monnaies reçues ou passées par la caisse, est déterminée par un tarif légal.

Les sommes portées à la caisse d'épargne produisent 4 p. o/o d'intérêts aux déposans, toutes les fois qu'on ne les retire pas avant 1 mois. Les comptes sont rendus par semestres, au 31 décembre et au 30 juin. Les intérêts échus à ces époques et qui n'auraient pas été payés, sont ajoutés au capital; ce capital, ainsi augmenté, produit des intérêts également réglés sur le prix de 4 p. o/o.

Les intérêts se calculent en faveur du déposant à dater du jour du dépôt; mais on ne compte point les jours du mois dans lequel la somme est réclamée, à moins que la demande soit positivement faite le dernier jour du mois.

Le dépôt est restitué en tout ou partie, selon la volonté du créancier. Si la somme réclamée n'excède pas 35 florins, elle est payée immédiatement; si elle les dépasse, elle est payée à 15 jours de la demande.

On ne fait aucune restitution entière des sommes déposées, ni paiemens partiels, sans la représentation du livret.

Dans le cas de perte du livret, le déposant doit en faire la notification à l'administration, pour qu'il lui soit fait droit selon la justice.

Un employé de l'administration est chargé de délivrer aux déposans le livret sur lequel on doit inscrire les annotations de paiemens partiels, et de retirer le même livret dans le cas de

restitution entière. Il y a un caissier qui reçoit ou paie les sommes enregistrées sur le livret par cet agent.

Chaque semestre la commission centrale publiera un compte rendu des sommes reçues, du nombre des déposans, des actions annulées et du montant des sommes payées, tant pour remboursement du capital que pour les intérêts.

Les livrets sont revêtus en dehors du *visa* du président, ou de celui qui en fait les fonctions, de deux députés et du secrétaire de la commission centrale, et en dedans du *visa* de l'agent, du caissier et de l'inspecteur des comptes. Personne n'est admis à présenter ou retirer plus d'un livret.

Le rédacteur des Annales présente la situation de la Caisse d'épargnes de Lombardie à diverses époques semestrielles, situation qui offre les résultats suivans :

1823. — Du 1^{er} juillet au 31 décembre il a été émis 793 livrets, dont 24 ont été annulés.

Le débit de la caisse se compose en principal de	307,325	020
En intérêts échus au 31 décembre 1823.....	2,673	900
Total.....	309,998	920

Le crédit :

Pour paiemens de capital.....	10,786	416	}	10,864	830
<i>Idem</i> d'intérêts.....	78	414			
	10,864	830		299,134	90
Le montant des sommes employées est de...	290,343	120			
Reste à employer.....	8,790	970			
Total.....	299,134	090			

1824.

1^{er} SEMESTRE.

Livrets émis.....	954
Annulés.....	72

Le débit de la caisse se compose :

Du restant au 31 décembre 1823.....	299,134	090
Dépôts reçus.....	702,941	710
Intérêts échus.....	11,503	074
Total.....	1,013,578	874

Le crédit :

Pour paiemens de capital.....	64,492 350 }	
<i>Idem</i> d'intérêts.....	1,524 354 }	66,016 704
Total au 30 juin 1824.....		947,562 170

Au 30 juin 1824, le montant des sommes em-	
ployées était de.....	905,326 270
Portions d'intérêts échus et non soldés.....	12,716 440
Reste en caisse.....	302,20 666
Total.....	948,263 376

De la comparaison de ces deux états il résulte que le fonds des déposans, qui, à la fin de décembre 1823, était de..... 299,134 090

S'est augmenté dans les 1^{ers} 6 mois de 1824 de 948,263 376

Un troisième tableau présente la situation de la caisse d'épargnes au 31 décembre 1824, et donne le résultat suivant pour le 2^e semestre de ladite année :

Livrets délivrés..... 985

Annulés..... 226

Débit :

Restait au 30 juin 1824.....	947,562 170
Dépôts reçus.....	872,977 900
Intérêts échus.....	24,730 230
Total.....	1,845,270 300

Crédit :

Paiement du capital.....	277,917 971 }	
<i>Idem</i> d'intérêts.....	6,001 725 }	283,919 696
Total au 31 décembre 1824....		1,561,350 604

Le montant des sommes employées est de... 1,388,119 74

Portions d'intérêts échus et non soldés au 31 décembre.....	25,151 13
En caisse.....	152,971 53
Total.....	1,566,242 40

Situation au 30 juin 1824..... 947,562 17

L'augmentation pour le 2^e semestre 1824 est de 618,680 23

Sans présenter les mêmes détails pour le 1^{er} semestre 1825, le rédacteur des Annales se borne à exposer que le 30 juin 1825 la situation de la Caisse d'épargnes offrait un avoir de 1. 2,389,276 94, et il donne pour le 2^e semestre de cette même année un tableau dont voici le résultat :

	2 ^e sem. 1825.	Avoir au 30 juin 1825.....	2,389,276	94	
Débet	1 ^{er} sem. 1826.	Dépôts reçus.....	1,170,051	40	
		Intérêts.....	54,259	11	
de		Total.....	3,613,587	45	
la	2 ^e sem. 1826.	Dépôts reçus.....	1,065,837	17	
Caisse.	1 ^{er} sem. 1826.	Intérêts.....	63,431	28	
		Total.....	4,742,855	90	
Crédit	2 ^e sem. 1826.	Paiem ^t du capital	478,396	78	} 1,290,411
de	1 ^{er} sem. 1826.	Idem des intérêts	21,107	92	
la	2 ^e sem. 1826.	Paiem ^t du capital	754,442	30	
Caisse.	1 ^{er} sem. 1826.	Idem des intérêts	36,488	01	
				499,504	70
			790,910	31	
Reste au 30 juin 1826.....			3,452,440	89	
Le montant des sommes employées est de...			3,316,695	35	
Intérêts non soldés.....			45,640	40	
En caisse.....			119,384	96	
Total.....			3,481,720	71	
Si l'on en déduit le débit envers les déposans.			3,452,440	89	

Il reste en boni au 1^{er} juillet 1826..... 29,279 82

Le rédacteur des Annales ajoute que la Caisse d'épargne instituée à Paris en juillet 1818, administrée par 15 directeurs et présidée par le duc de La Rochefoucault, n'avait reçu en dépôt jusqu'à l'année 1824 que 2 millions et $\frac{2}{3}$ environ.

63. PROSPETTO STATISTICO DELLE PROVINCE VENETE, etc.—Tableau statistique des provinces vénitiennes; par ANTONIO QUADRI, secrétaire du gouvernement I. et R. de Venise, etc. 1 vol. in-16 de 276 p., avec un atlas de LXXXII tableaux synoptiques à joindre au tableau statistique des provinces vénitiennes, déjà publié par le même auteur, in-4° de 177 p.; l'ouvrage complet, 14 livres d'Autriche. Venise, 1826 et 1827. (*Annal. univ. di statistica*, etc., juillet, 1827, p. 63. — *Biblioteca ital.*; n° CXLIII, nov. 1827, pag. 241).

Nous donnerons une idée de ce travail important d'après les deux recueils que nous avons cités. La patience dans les recherches, le jugement dans le choix des matériaux, le raisonnement dans la combinaison, sont les qualités principales qui doivent distinguer celui qui s'occupe d'écrire sur la statistique. Nous trouvons, dit le rédacteur de la *Biblioth. ital.*, toutes ces qualités réunies dans l'auteur de l'ouvrage que nous annonçons.

Afin de jeter plus de lumière sur ses laborieuses recherches, l'auteur a eu l'attention de les comparer avec les observations qui ont été faites ailleurs sur le même objet. Ces résultats comparés sont présentés sur des tables raisonnées, dont l'intelligence est très-facile à tous les lecteurs. L'auteur a puisé ses documens aux archives de Vienne, où il a été à même d'examiner et de compulser des manuscrits que l'on croyait perdus. Il cite dans la 1^{re} partie *Marino Sanudo*, qui nous a transmis des notices statistiques recueillies en 1420, par le Doge Moçenigo. Tout ce que Sanudo rapporte longuement est tiré des correspondances ministérielles, des traités de commerce et de paix, des délibérations politiques, etc. En sa qualité de secrétaire du gouvernement imp. et roy., et comme connaisseur pratique de sa patrie, ce dont il a déjà donné des preuves authentiques dans plusieurs autres opuscules, il a droit à la confiance que l'on doit attacher à ses assertions.

I. Topographie terraquée.

La capitale est Venise, bâtie sur pilotis au milieu de la mer, et répandue sur environ 70 petites îles. Latit. 45°, 25' 53", longit. 30°, 0' 16".

La superficie totale des provinces vénitiennes est de 6,902 = 40 milles carrés, de 60 au degré, répondant à une circonférence de 2,367,070=89.

Nota. Les provinces actuelles de Venise sont au nombre de 8, savoir : Venise, Vicence, Padoue, Trévise, Polesine, Bellune, Vérone et Frioul.

Division de la superficie par approximation.

FONDS PRODUCTIFS.	PLAINES.	Labourables... circonférence...	747,260	70	
		Rizières.....	Idem.	17,821 50	
		Prairies.....	Idem.	136,704 19	
		Pacages.....	Idem.	52,295 95	
		Vallées. { cultivables.....	Idem.	51,274 28	
		{ marécageuses ..	Idem.	63,201 57	
		Bois.....	Idem.	33,570 74	
		Total de la circonf. des plaines..		1,102,128	93
		Gorges ou croupes des mon-			
		tagnes ; circonférence.....	186,831 32	777,995	15
Montagnes....	Idem. 591,163 83				
Fonds stériles dans les plaines et les montagnes.		486,946	81		
Superficie totale.....		Circonf.....	2,367,070 89		

$\frac{1}{3}$ de la superficie appartiennent donc à la plaine, et les autres $\frac{2}{3}$ aux croupes et aux montagnes.

Sur cette superficie les routes royales et communales occupent une longueur de 3,909,905 mètres.

La condition des routes royales est telle, que, dans presque toutes celles de la plaine, la charge moyenne d'un cheval de roulier est estimée de 5 à 8 quintaux, et dans celles des montagnes, de 4 à 6.

Le maximum de la charge d'un roulier est de 100 quintaux, chacun desquels est égal à 200 grosses livres vénitiennes environ. Les principales communications des provinces vénitiennes entre elles, ou les pays environnans, sont assurées par 25 grandes routes, sans compter un grand nombre de chemins communaux; on y compte 478 ponts entretenus par l'état, dont 77 en bois et 401 en pierres, qui, réunis aux ponts communaux, donnent un total de 5,329 ponts, parmi lesquels on remarque le fameux pont de *Rialto*. Ce pont traverse le grand canal de Venise; il est tout en marbre, et fut érigé en 1591, d'après les dessins d'*Antonio d'Aparte*. Il est suspendu avec un art merveilleux sur une seule arche, dont la corde est de 28 mètres, 30.

2. Topographie hydraulique.

A la longueur de la ligne *viable* il était nécessaire d'unir la longueur de la *ligne navigable*; mais l'auteur n'ayant pu la déterminer précisément, il s'est borné à dénommer, une à une, les 64 rivières et les 209 canaux navigables, les 50 rivières et 40 canaux non navigables. Ces provinces contiennent en outre 53 *rivieres-torrens*, 115 torrens, 17 lacs, parmi lesquels le principal est celui de *Garda*, 3 lagunes dont la longueur occupe 85 milles de littoral, 26 ports desquels l'auteur donne la profondeur; le plus profond, qui est celui de *Chioggia*, a 6 mètres.

La nécessité de donner une direction et un frein à toutes ces eaux est l'origine de ces travaux hydrauliques qui ont illustré Venise; on en peut conclure l'influence de la situation topographique sur l'état intellectuel.

A tous ces travaux hydrauliques, concourent le trésor public, les communautés et les *Consorzi*. Ces *Consorzi* sont une espèce d'association que les écrivains français recommandent au-

jourd'hui avec tant de chaleur, et qui, dans les provinces vénitiennes, existent déjà depuis 4 siècles au moins, avec leurs statuts particuliers.

Les deux provinces de Venise et de Frioul, qui embrassent toute la côte maritime du territoire vénitien, contiennent des flaques d'eau salée, appelées *Lagunes*, savoir, celles de Venise, de Cuorse et de Murano; elles ont fourni dans l'année 1824, pour une somme de 7,650,000 livres d'Italie, de sel.

3. Topographie atmosphérique.

(A) État thermométrique.

Chaleur au maximum... 28° Réaumur.

Idem. moyenne..... 10°

Froid maximum..... 9°; dans quelques régions montagneuses..... 15 et même 18°.

En observant que le chaud et le froid sont, à circonstances égales, moindres sur les côtes maritimes que dans la Méditerranée, on concevra facilement pourquoi le terme moyen du chaud et du froid est toujours plus élevé à Venise qu'à Padoue: on en déduit la preuve du tableau suivant.

Hauteur thermométrique.

	Maximum.	Minimum.	Moyen.
Venise de 1811 à 1824...	26°,7	6,2	11,1932
Padoue en 1821.....	23,10	2,30	10,65

(B) État barométrique.

Hauteur.

	Maximum.	Minimum.	Moyen.
Venise.	28° 9,0	26 11,3	28 0,6234
Padoue.....	28 7,1	27 1,7	27 11,6

(C) État hygrométrique.

Padoue, hauteur maxim..... 100

Minim..... 8

T. moyen..... 72

Aspect du Ciel à Padoue, ou

Années.

Jours.

	Sereins.	Pluvieux ou neigeux.	Nébulx ou variable.	Quantité de la pluie.
1821....	154	68	143	24 9,7
1822....	186	55	124	17 4,8
1823....	141	74	151	24 3,8

F. TOM. I. SUPP.

Il est à remarquer que la quantité de pluie, à circonstances égales, s'accroît en raison des hauteurs locales; ce principe est conforme à la table suivante :

Lieux.	Hauteur au-dessus du niveau de la mer en pieds parisiens.	Quantité de pluie dans 1 an
Venise.....	zéro	30 0,3 5/14
Vérone.....	218	33
Udine.....	337	61 1,1
Tolmezzo....	1,440	102 11,6

Le lecteur observera que dans la ville de Padoue, dont l'élévation au-dessus du niveau de la mer est de 31 pieds parisiens, la quantité annuelle d'eau est sensiblement moindre qu'à Vérone, ce qui est conforme au principe général (1).

Déclinaison de l'Aiguille aimantée.

Venise 1823.....	17°	48 vers l'Occident.
Padoue Idem.....	17°	55 Idem.
Idem. 1821.....	18°	0 Idem.

4. Population.

Population totale de 1823....	1,894,437 individus.
Villes et Bourgs.....	625,440
Campagne.....	1,268,997

Division de la Population.

1° Rapport entre la population et l'étendue du territoire, ou quantité d'individus par chaque mille carré de 60 au degré.

Monarchie Française.....	181
Italie, en général.....	207
Monarchie Anglaise (en Europe)...	243
Provinces Vénitiennes.....	274,46
Provinces Lombardes.....	359

(1) L'exactitude veut que nous rappelions au lecteur que bien que la hauteur moyenne du niveau de la Brenta à Padoue soit de 31 pieds de Paris au-dessus de la Lagune de Venise, la hauteur du lieu même où l'on mesure la pluie, s'élève encore de 144 pieds, et par conséquent la hauteur totale qui résulte de cette observation est de 175 pieds. Nous rappelons cette circonstance, parce que, d'après les principes posés dans le 1^{er} volume de la *Philosophie de la statistique*, il y a différence dans la quantité de pluie qui tombe dans le même lieu à des hauteurs diverses; en introduisant aussi ce principe dans ce calcul, il échappe à la loi générale. (Note du rédacteur de la *Biblioth. ital.*)

Le tableau suivant, qui présente le nombre d'habitans par chaque mille carré, dans chacune des provinces vénitiennes, démontre que la population y suit en général le rapport des productions agricoles.

Provinces.	Nombre d'habitans par mille carré.
Padoue.....	446,97
Polésine.....	410,97
Vicence.....	357,29
Vérone.....	327,77
Venise.....	327,29
Trévise.....	326,88
Frioul.....	171,43
Bellune.....	122,19

2° Rapport entre la population des villes et celle des campagnes.

FRANCE (Rapport moyen d'après M. Dupin, dans son ouvrage « *Des Forces productives de la France.*»)..... 272 à 1000

Angleterre..... 1 à 2

Provinces vénitiennes..... 1 à 2 $\frac{37}{100}$

D'après ce principe, que, circonstances égales, la force des États s'accroît à mesure que les individus se resserrent, il s'ensuit que les provinces vénitiennes sont de peu inférieures à l'Angleterre, et de beaucoup supérieures à la France.

3° Rapport entre les mouvemens de la population et les habitans.

Les naissances sont aux habitans comme 1 : 22,769

Les mariages..... comme 1 : 107,958

Les décès..... comme 1 : 28,764

Il serait à désirer (dit le Rédacteur) que l'auteur eût séparé la mortalité dans les villes, de celle des campagnes(1); et, comme il nous a prévenu que l'étendue des Rizières occupait une circonférence de 17,821,50, il eût été curieux de nous exposer leur influence sur la mortalité dans les communes où l'on cultive le riz.

En comparant les rapports antécédens avec ceux qui se rat-

(1) La situation extraordinaire de Venise, bâtie sur des îles au milieu de la mer, rend fort intéressant le rapport de sa mortalité; mais nous ne l'avons pas trouvée dans les tableaux synoptiques.

(Note du rédacteur de la *Biblioth. ital.*)

tachent aux années 1815, 1816, 1817, il s'ensuit que la *dîsette* qui a régné pendant ces années, a diminué les naissances et les mariages et augmenté la mortalité, comme on le voit dans le tableau suivant :

Dans les années.	Les naissances.	Les habitants.	Les décès.
1815	1 à 26,936	1 à 129,076	1 à 27,147
1816	1 à 26,932	1 à 130,109	1 à 23,065
1817	1 à 28,562	1 à 176,399	1 à 14,207

La surprenante mortalité de 1 à 14 dans l'année 1817 (quoique le prix des grains fût baissé), comparée aux années 1815 et 1816, démontre que les 2 années antécédentes avaient épuisé le fonds de réserve et affaibli les ressources de la vie. Nous ne pouvons dire quelle portion de la population vénitienne est morte dans les hôpitaux, parce que l'auteur a donné l'état de la mortalité de chaque province en totalité, et a omis de compter à part ceux qui sont morts dans les hôpitaux (1).

L'auteur nous dédommage amplement par les tables 20 et 21^e, dans lesquelles il établit le rapport entre les différentes classes de la population et le nombre total des habitants. Ces tables méritent d'être étudiées à cause des nombreuses et importantes conséquences qui peuvent en être déduites; il nous suffira d'en extraire quelques documens.

Classes diverses.

Sont au nombre des habitants.

Les employés.....	Comme 1 à 126,005
Les ecclésiastiques.....	1 à 216,01
Les pauvres.....	1 à 26,69 (2)
Les exposés.....	1 à 321,42
Les condamnés et prisonniers.....	1 à 813,41
Les étudiants.....	1 à 27,005
Les étudiants et maîtres.....	1 à 26,29

Pour connaître quel degré les provinces vénitiennes occupent dans l'échelle intellectuelle, nous ajouterons le tableau suivant.

(1) En 1817 il est mort à Milan 8426 individus, dont 3806 à domicile et dans les hôpitaux 4620, ce qui fait plus de moitié.

(Note du rédact. de la *Biblioth. ital.*)

(2) En comparant ce rapport avec les observations faites à Paris et à Londres, on voit que les provinces vénitiennes se trouvent dans une situation moins mauvaise; en effet, le rapport des pauvres avec les habitants était en 1823 à Paris comme à 1 à 8, ou plus exactement, comme 10 à 82; à Londres, comme 1 à 10. (N. du rédact. de la *Biblioth. ital.*)

Rapport entre les étudiants et la population dans les états suivans :

Espagne (1821).....	Comme 1 à 550
Naples (1815).....	1 à 102
Irlande (1820).....	1 à 83
Portugal (1826).....	1 à 80
France (1827).....	1 à 30
Provinces vénitiennes.....	1 à 27
Prusse.....	1 à 18
Angleterre.....	1 à 16
Autriche.....	1 à 13
Hollande.....	1 à 12

Nous avons tiré ces quatre dernières comparaisons de l'ouvrage du savant Dupin (*Forces productives et commerciales de la France*). « Aujourd'hui même, il faut, dit ce publiciste, l'avouer avec douleur, l'Europe ne reconnaît sur son territoire que la Péninsule espagnole, les provinces musulmanes, le sud de l'Italie, les ruines de la Grèce et les steppes de la Russie, où l'instruction populaire soit plus arriérée qu'en France.

ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION PUBLIQUE.		professeurs, maîtres, aseistans.	Étudiens en 1824.	OBSERVATIONS.
Espèces.	Nombre.	Nombre.		
Universités.....	1	61	1,002	(1) Dans ce nombre on a compris les femmes pour 2419.
Lycées.....	4	40	896	(2) Les provinces vénitiennes possèdent en outre :
Gymnases.....	24	164	5,195	Bibliothèques privées et publiques..... 55
Écoles élémentaires..	1,402	1,553	62,341 (1)	Musées de toutes espèces..... 40
Séminaires diocésains.	11	87	715	Typographie et calographie..... 56
	1,442	1,905	70,149	Pour lesquelles il existe de presses..... 245
A déduire 220 étudiants, qui fréquentent librement les cours, parce qu'ils sont déjà compris dans ceux des lycées et des gymnases, ci.....			220	Offices des postes.... 86
Reste d'étudiens.....			69,929 (2)	Enfin les routes, les eaux navigables multiplient les communications commerciales et intellectuelles.

de vente et de location pour les diverses espèces de terrain, aux différens salaires des travaux dans le dernier siècle et dans le siècle actuel, et qu'il nous eût fait connaître, par la comparaison des prix des grains, si la situation des artisans est meilleure ou pire; etc., etc.

L'ouvrage de statistique de M. Quadri, ajoute le rédacteur, nous rappelle l'*Anagrafi di tutto lo stato della serenissima Repubblica commandata dall' eccellentissimo senato*, imprimé en l'année 1768, en 5 gros volumes in-folio, qui feraient la charge du plus robuste portefaix (1).

Bien que dans les temps modernes le gouvernement vénitien ait été le premier à reconnaître l'utilité des notions statistiques dans l'exercice des fonctions administratives de toutes espèces, en recourant à ces énormes volumes et en examinant les décrets qui en ordonnèrent la composition, on verra que la sagesse du sénat n'envisageait pas alors la statistique dans toute l'étendue qu'on lui donne aujourd'hui; en effet, en réduisant la statistique à la *description de la population et des substances*, il ne regardait la première que comme ressource de l'armée, et la seconde que comme moyens d'impôts.

En considérant seulement, dit le rédacteur, l'idée étroite que l'on se faisait alors de la statistique, nous voyons que depuis Moïse jusqu'au sénat vénitien en 1768, c'est-à-dire dans l'espace de 33 siècles environ, l'esprit humain n'avait pas fait beaucoup de progrès dans cette branche des connaissances. Moïse, en effet, convoitant la conquête de la Palestine, voulut connaître le nombre d'hommes propres au service des armes, et ainsi le nombre de ceux qui avaient plus de 20 ans, en omettant les classes d'un âge inférieur, et les femmes (Exod., XXXVIII, v. 25 et suiv.) L'autre objet de ce dénombrement fut d'imposer à chacun le tribut d'un semé *sicle* pour la construction du Tabernacle, et voilà la première origine certaine de la formation des armées et des Tribus.

Le sénat vénitien perfectionna dans l'exécution l'idée de Moïse, il voulut connaître :

(1) Il paraît que l'assemblage des élémens qui composent ce recueil fut terminé en 1766. Le sénat composa les tableaux et en ordonna l'exécution aux parvisses.

(N. du réd. de la *Biblioth. ital.*)

1^o Les *habitans*, en distinguant les âges, les professions, les conditions, la religion, etc., etc., avec une classification, qui, d'ailleurs, n'est pas trop exacte.

2^o Les *animaux* (bœufs, chevaux, mulets, bêtes de charge, moutons, chèvres).

3^o Les *instrumens* ou machines principales dont on fait usage dans les arts et dans les métiers (par exemple métiers, presses, marteaux, moulins, fourneaux, etc.)

La topographie est représentée par les cartes topographiques appliquées aux diverses provinces, sans autres annotations que le nombre de chemins conduisant à Venise.

Dans la population ne se trouvent ni les naissances, ni les décès, ni les mariages, ni les maladies dominantes, etc., etc. Le sénat vénitien n'a pas omis le dénombrement des femmes comme l'avait fait Moïse; il se borne à en indiquer le nombre en masse et sans distinction d'âge.

Dans les professions on dénomme toutes les *confréries* une à une, en désignant respectivement les églises où elles se réunissent; mais il ne s'y trouve pas un seul mot sur les élèves qui fréquentent les écoles ni sur les maîtres qui les instruisent.

Pas le moindre aperçu sur l'espèce ou la quotité des impôts; enfin, après avoir bien examiné le travail du sénat, on reconnaît qu'en 1768 la statistique était tout-à-fait dans l'enfance.

Quoique le travail statistique de 1768 fût en tout imparfait, que personne ne pût en abuser, que ces 5 volumes fussent remplis de tableaux compliqués, et que la dépense considérable de l'impression semblât demander pour compensation qu'un grand nombre d'exemplaires fût mis en vente, néanmoins le sénat porta sa jalouse réserve au point de soustraire son travail aux regards du public. Il ne permit d'en tirer que 7 exemplaires, et un ordre précis prescrivit à l'imprimeur d'en briser ensuite toutes les planches (Décret du 12 septemb. 1766, 1^{er} volume, pag. xv).

Nous aurions désiré, dit le rédacteur, faire la comparaison de l'état des arts en 1766 et 1827; mais comme les dénominations dont le sénat fait usage diffèrent la plupart de celles qu'a employées M. Quadri, nous avons dû renoncer à ce projet, d'autant plus que les bornes d'un article ne nous permettraient pas les réflexions où pourrait nous entraîner cet objet. Nous

pensons donc qu'il est plus sage de nous borner à présenter le tableau suivant :

APERÇU de quelques élémens statistiques à deux époques différentes

OBJETS STATISTIQUES.	ANNÉES.		OBSERVATIONS.
	1766	1827	
Population des 8 provinces ..			
Familles.. .. .	361,491	397,098	
Population partielle de Venise.	31,190	21,082	
ANIMAUX.	Bœufs.....	427,062	413,817
	Chevaux.....	35,891	37,878
	Mulets.....	8,561	8,189
	Bêtes de charge	20,721	9,155
	Moutons.....	611,128	443,458
	Chèvres.....	83,934	52,004
Fours à soie	3,496	8,483	
Papeteries.	70	76	

Depuis 1766 jusqu'en 1827 il y a eu une diminution générale de tous les animaux, excepté les chevaux.

On doit la diminution :

- 1° Des mulets et bêtes de somme à l'amélioration des chemins;
- 2° Des bœufs et des moutons à l'augmentation du terrain cultivé sur le terrain à pâture;
- 3° Des chèvres à l'exécution des lois sur les bois.

Les exportations de la soie, qui, autrefois, faisaient entrer tant d'or dans les provinces vénitiennes, étaient devenues presque insignifiantes. Cependant cette branche de produit s'est accrue depuis quelques années; en 1817, elle n'excédait pas 2,621 quintaux; en 1825, il en a été récolté 4,854 quintaux.

Le cuivre, le vitriol, le plomb, la calamine, la terre blanche pour la faïence, la chlorite, une terre verte de Vérone, et le nitre, forment les articles les plus importants des productions minérales dans les provinces vénitiennes. Entre les carrières de

marbres et de pierres, celle de la province de Bellune mérite une mention particulière pour la quantité et la qualité des pierres meulières qu'on en extrait, et qui sont recherchées dans toute l'Europe. Nous ne parlerons pas des eaux thermales d'Albano, de Bataggia, ni de celles de Recoaso, dont l'efficacité est depuis long-temps reconnue; mais nous unissons nos vœux à ceux de l'auteur pour voir les provinces vénitiennes diriger leur activité vers l'exploitation de la tourbe, qui se rencontre en différens lieux du territoire, ainsi que vers l'exploitation de la houille, dont on ne tire absolument aucun parti dans les provinces de Vérone, Vicence, Trévise et Bellune, et qui pourraient abondamment réparer le déficit du combustible végétal, occasion de grandes dépenses pour l'état, tant pour le service de ses établissemens, que pour beaucoup de fabriques.

Dans ce moment, on compte à Venise 530 manufactures ou établissemens divers, appliqués aux objets qu'on y fabrique. Tous ces établissemens mettent en mouvement 9,190 ouvriers, et emploient, par an, un capital d'environ 10 millions. Le produit de ces travaux s'élève à 18 millions; mais, en déduisant 10 millions pour matières premières, 4 millions pour les salaires, 1 million et demi pour machines, ustensiles, etc., le bénéfice net des fabricans n'excède pas beaucoup 2 millions de livres.

Les fabriques de verres, glaces, perles et autres articles analogues, situées la plupart dans le voisinage de l'île de Murano, et, par cette raison, comprises généralement sous la domination de *Manufactures de Venise*, se trouvent également circonscrites dans des limites étroites. On en compte 44 avec fourneaux, et, en tout, 51 qui emploient environ 500 ouvriers.

La totalité de la dépense, pour la fabrication du verre, y compris la matière première, le salaire des ouvriers, etc., monte à 2,200,000 livres : le produit qu'on en obtient s'évalue à 2,300,000 livres, d'où l'on voit combien est modique le bénéfice des fabricans. La totalité des fabriques de toute espèce, qui se trouvent dans la seule province de Venise, y compris la ville, est évaluée à 834; en ajoutant ce nombre à celui de toutes les fabriques des huit provinces, on a un total général de 5,077.

L'augmentation des papeteries de 70 (1766) à 76 (1827), prouve l'accroissement lent, mais réel, de l'instruction.

64. TABLEAU STATISTIQUE DE LA POPULATION DU ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN et des villes de Milan et de Venise. (*Annal. di statist. etc* ; Vol. IV, avril et mai 1825, p. 170.)

		POPULATION.	
		PAR	
		PROVINCES.	GOVERNEMENT.
Provinces du Gouvernement de			
LOMBARDIE.			
N.....	9		
MILAN.			

65. ITINERARIO DELLE DUE SICILIE.—Itinéraire des Deux-Siciles, contenant une carte statistique du royaume, les divisions civile, militaire, administrative, etc. Excursions aux environs de Naples, voyages aux chefs-lieux des 22 provinces, etc.; par le chev^r G. QUATTROMANI. 249 et XXII p. in-8°, avec une carte et un tableau lithograph. Naples, 1827; imprim. roy. de la guerre.

« Cet ouvrage est le premier et unique itinéraire complet du

royaume des Deux-Siciles. » C'est par ces mots que l'auteur en commence l'introduction; il a profité, pour l'exécuter, des divers ouvrages déjà publiés, des renseignemens recueillis sur les lieux, des mémoires des sociétés savantes, du *rapport sur l'état des routes*, par M. de Rivera, 1827, et des tableaux de recensement publiés par le directeur de la police, 1826. L'auteur ajoute que plusieurs articles paraissent dans son livre pour la 1^{re} fois avec exactitude, tels que ceux de la latitude, de la superficie, de l'agriculture, de la population, des poids et mesures, etc.

M. Quattromani a mis en tête de son ouvrage un grand tableau statistique, qui présente sous un coup d'œil les divisions civile, administrative et judiciaire des Deux-Siciles, la population et l'étendue des diverses provinces, le nombre d'écoles, églises, prisons, théâtres, hospices, navires et bateaux dans chacune, la valeur des poids et mesures, et un grand nombre de renseignemens utiles. Voici deux extraits de ce tableau.

PROVINCES.	Étendue en milles carrés.	POPULA- TION.	Habitans par milles carrés.	CHEFS-LIEUX OU INTENDANCES.	DISTRICTS OU SOUS-INTENDANCES.	Nombre de Communes.
PENINSULAIRES.		349,290 ^a				
1. Naples.	288	339,840 ^b	1180	Naples.	Casoria, Castellamare, Pouzzol.	85
2. Terre de Labour.	1668	602,296	361	Caserte.	Sora, Piedimonte, Nola, Gaète.	230
3. Molise.	1266	317,002	250	Campobasso.	Isernia, Larino.	136
4. Abrozze citérieure.	2024	260,250	128	Chieti.	Lanciano, Vasto.	122
5. ultérieure 1 ^{re} .	935	174,372	186	Teramo.	Penne.	72
6. 2 ^e .	890	259,114	294	Aquila.	Cittaducale, Solmona.	108
7. Principauté ultérieure.	2342	349,637	149	Avellino.	Ariano, S. Angelo de Lombardia.	136
8. Capitanat.	1205	265,624	202	Foggia.	San Severo, Bovino.	62
9. Principauté citérieure.	1616	478,450	296	Salerno.	Salo, Vallo, Campagna.	160
10. Basilicate.	2765	421,267	152	Potenza.	Melfi, Matera, Lagonegro.	120
11. Calabre citérieure.	1447	382,919	264	Cosenza.	Castrovillari, Rossano, Paola.	148
12. ultérieure 1 ^{re} .	1659	246,699	148	Reggio.	Palmi, Gerace.	104
13. 2 ^e .	852	284,027	333	Catanzaro.	Monteleone, Cotrone, Nicastro.	151
14. Terre de Bari.	1988	384,497	193	Bari.	Altamura, Barletta.	53
15. Terre d'Otrante.	2171	341,510	157	Lecca.	Tarente, Brindisi, Gallipoli.	122
INSULAIRES.						
16. Palerme.		426,000		Palerme.	Cefalu, Carleone, Termini.	72
17. Girgenti.	4717	224,000		Girgenti.	Bivona, Sciacca.	46
18. Trapani.		146,000		Trapani.	Alcamo, Mazzara.	21
19. Caltanissetta.		156,000		Caltanissetta.	Terranova, Piazza.	29
20. Messine.	2959	270,000		Messine.	Castroreale, Mistretta, Patti.	93
21. Syracuse.		192,000		Syracuse.	Modica, Noto.	34
22. Catane.	3594	290,000		Catane.	Caltagirone, Nicosia.	62

a. Ville de Naples.

b. Province de Naples.

PROVINCES DES DEUX-SICILES.	JUSTICE.			CLERGÉ.			INSTRUCTION PUBLIQUE.			ÉTABLISSEMENTS DIVERS.			ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.	
	Grandes cours civiles et crimi- nelles.	Tribunaux civils.	Tribunaux de commerce.	Prisons.	Archevêchés.	Evêchés.	Cures.	Eglises.	Chapelles.	Universités.	Lycées.	Collèges.	Écoles primaires. secondaires.	Séminaires.
1. Naples (Ville de Naples)...	Naples	Naples	Naples	6	47	1	8	149	318	65	17	106	779	779
2. Terre de Labour	S. Maria	S. Maria	S. Maria	77	1	9	570	779	106	106	106	106	106	106
3. Molise	Campobasso	Campobasso	Campobasso	29	5	164	232	10	10	10	10	10	10	10
4. Abruzzes citérieure	Chieti	Chieti	Chieti	51	2	138	303	25	25	25	25	25	25	25
5. — ultérieure	Teramo	Teramo	Teramo	32	2	240	404	27	27	27	27	27	27	27
6. — ultérieure	Aquila	Aquila	Aquila	31	3	465	550	21	21	21	21	21	21	21
7. Principauté ultérieure	Aquila	Aquila	Aquila	61	2	5	208	394	79	79	79	79	79	79
8. Capitanate	Lecora	Lecora	Lecora	32	1	86	274	21	21	21	21	21	21	21
9. Principauté citérieure	Salerno	Salerno	Salerno	79	2	3	368	405	77	77	77	77	77	77
10. Basilicate	Potenza	Potenza	Potenza	63	1	7	154	301	30	30	30	30	30	30
11. Calabre citérieure	Cosenza	Cosenza	Cosenza	53	2	3	366	441	98	98	98	98	98	98
12. — ultérieure	Reggio	Reggio	Reggio	28	1	3	250	464	34	34	34	34	34	34
13. — ultérieure	Catanzaro	Catanzaro	Catanzaro	43	1	6	288	606	42	42	42	42	42	42
14. Terre de Bari	Trani	Trani	Trani	58	2	5	80	590	31	31	31	31	31	31
15. Terre d'Otrante	Palermo	Palermo	Palermo	129	3	6	190	374	101	101	101	101	101	101
16. Palerme	Palermo	Palermo	Palermo	2	2	2	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270
17. Girgenti	Girgenti	Girgenti	Girgenti	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
18. Trapani	Trapani	Trapani	Trapani	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
19. Caltanissetta	Caltanissetta	Caltanissetta	Caltanissetta	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
20. Messine	Messine	Messine	Messine	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
21. Syracuse	Syracuse	Syracuse	Syracuse	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
22. Catane	Catane	Catane	Catane	1	3	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310

(1) Morcale, Polizzi, Termini, Carbone.

(2) Sciacca, Bivona.

(3) Trapani, Marsala, Mazara.

(4) Castrogiovanni, Piazza.

(5) Syracuse, Mazara, Scicli, Noto.

D'après le même tableau, l'armée de terre est de 47,324 hommes, dont 17,280 d'infanterie de ligne, 6,868 gendarmes à cheval, 2,350 de cavalerie de ligne, et 1470 *idem* de la garde, etc. La marine royale consiste en 2 vaisseaux de ligne, 5 frégates, 1 corvette, 3 bricks, 3 goëlettes, 3 paquebots et 40 bateaux canonniers.

M. Quattromani peint ensuite la physionomie générale du pays : ici, ce sont des alpes chargées de glaces, là, des montagnes ombragées de pins, et cachant dans leur sein de riches dépôts de minéraux ; plus loin, des pâturages, des plaines fertiles, couvertes de moissons, des collines revêtues de vignes, entremêlées de vieux chênes et d'arbres de tous les climats tempérés. Sur les côtes délicieuses des mers Tirrhénienne, Ionienne et Adriatique, fleurissent des bosquets d'oliviers, d'orangers et de citronniers ; la canne à sucre y couvre les champs ; l'habitation du villageois est entourée de plants de cotonnier, et les maisons de plaisance sont ombragées de bosquets de cèdres ; les palmiers balancent dans les airs leurs têtes rayonnantes ; il ne manque que le rugissement du lion et du tigre, pour que le voyageur se croie transporté en Afrique. Quelquefois le son du tonnerre sous la bêche, et avertit l'habitant que le feu a creusé des abîmes sous ses pas. L'Etna, le Vésuve et le Stromboli sont prêts pour attenter ses ravages. Les Deux-Siciles ont des monuments de toutes les époques, de tous les degrés de civilisation ; les physionomies, les costumes et les usages des habitants rappellent les divers peuples qui se sont établis dans ce pays. Les habitants des bords de la mer ont l'activité mercantile, l'esprit libre et inquiet des Phéniciens et des Carthaginois ; ailleurs, ce sont l'orgueil et l'inflexibilité des Romains ; plus loin, on retrouve le caractère aventureux, indolent et voluptueux des Grecs et des Sarrasins, ou bien le caractère altier des Normands ; ailleurs, c'est la lenteur des Suèves, ou l'enjouement des Bretons, ou la gravité des Aragonais, ou la bonne foi des Allemands. Le pâtre préfère sa cabane, sa pauvreté, et sa vie nomade aux richesses des citadins ; au-delà du détroit de Messine, on revoit les laboureurs qu'a décrits Théocrite ; en-deçà, ce qu'a peints Virgile, etc.

M. Quattromani porte, dans le texte, la population totale des Deux-Siciles, à 7,160,794 âmes ; il indique les golfes, fleuves,

îles, montagnes. Les renseignements sur la géologie des Deux-Siciles sont beaucoup trop courts; l'auteur n'avait-il pas à sa disposition les mémoires et ouvrages de Breislack, Covelli, Brocchi et autres savans? Le chapitre des mines est aussi très-court, et l'auteur a su cacher la négligence des Deux-Siciles à l'égard de l'exploitation de leurs mines. L'itinéraire traite ensuite de la température et des vents. La température moyenne du royaume est de $11^{\circ} 18$, la plus grande chaleur est de 31° , et le plus grand froid (sur le mont Ariano), de 8° au-dessous de zéro. L'agriculture n'est florissante qu'autour des chefs-lieux; si elle languit ailleurs, malgré la fertilité extraordinaire du sol, l'auteur attribue cette langueur au défaut de bras; mais d'où vient ce défaut de population dans un pays aussi fertile? L'auteur ne s'explique pas à ce sujet; il parcourt rapidement les diverses productions, et signale les contrées des Deux-Siciles, où elles excellent par leur quantité et leur qualité. Parmi les vins du continent on distingue ceux des environs du Vésuve, de Nola, Gragnano, Pausilippe, Capri, Ischia, Pouzzol, Trani, Piedimonte; la Calabre fournit les vins de Borgia, St.-Elie, Girace, Diamante, Ste.-Euphémie, Capo di Leuca, etc. En Sicile, on récolte les vins de Catane, Augusta et Syracuse, connus en Italie sous le nom de *Moscadello*, *Amarena*, *Guarnaceia*, *Terreforti*, *Malvasia*, *Albanello*. On connaît généralement les vins aromatiques et capiteux des terrains volcanisés, le *Lagrima-Christi*, le *Samma*, le *Torre*; les plus grands chevaux viennent de la Pouille, et les plus forts de la Calabre; Lecce fournit des mulets renommés; la Sicile a des ânes d'une belle race; les laitages sont excellens sur toute la côte de Capri, Amalfi, Massa, jusqu'à Castellamare; parmi les fromages, celui dit *caciocavallo*, est le plus estimé; l'auteur cite encore les fromages de lait de buffles, dits *provole*, ceux de chèvres, dits *ricotte forti*, etc. Les meilleurs pêcheurs se trouvent à Naples et à Tarente; ceux de Trapani et Messine étendent leurs pêches jusqu'aux côtes d'Afrique.

Le texte de M. Quattromani n'entre dans aucun détail sur l'industrie et le commerce; toutefois, l'auteur a indiqué, dans son tableau statistique, les principales manufactures. Le port de Gallipoli fait presque toutes les exportations d'huiles; Cotrone, Tarente, Trani, Parletta se livrent au commerce des grains;

Sorrento a de bons navigateurs. L'auteur promet de traiter ailleurs de la navigation mercantile des Deux-Siciles.

Dans la seconde partie, il donne des détails topographiques sur chaque province en particulier, et les fait suivre de réflexions intéressantes sur l'état moral et intellectuel des habitants. Suivant l'auteur, ceux-ci sont restés ce qu'ils étaient dans l'antiquité, prompts, pénétrants, ingénieux, railleurs, *personnellement honnêtes et courageux*; leur physionomie est très-expressive; chez les insulaires, domine l'éloquence des gestes et des yeux. Il est curieux de rencontrer encore des descendants des Normands, avec une carnation blanche, yeux bleus et cheveux blonds, qui contrastent singulièrement avec la postérité des Sarrasins, aux cheveux noirs et au teint basané. M. Quattromani avoue que la beauté n'est pas commune dans le royaume; mais il assure que là où elle se rencontre, elle est parfaite; à l'égard du beau sexe, l'itinéraire avoue que *trop souvent les grâces sont séparées des dons précieux de la fidélité et de la constance*, ce qui veut dire, sans doute, que dans les Deux-Siciles les femmes douées de plus de grâces ne sont pas les plus fidèles. Selon la remarque de M. Quattromani, le caractère des habitants des Deux-Siciles ressemble plus à celui des Lombards-Vénitiens, qu'au caractère toscan ou romain. Il paraît, dit-il, que les deux extrémités de l'Italie se touchent; moins maniéré que le Toscan, ayant moins de volubilité que le Romain, le Napolitain n'est pas vaniteux, mais il est peut-être exagéré; quoique laconique par indolence, il laisse échapper un torrent d'idées, de paroles et de gestes, quand il le croit nécessaire. Tenace dans ses opinions, il les abandonne plutôt qu'il n'en change; il suit l'avis d'autrui, tout en le blâmant; en général, il aime mieux n'être pas ennuyé que d'occuper sa pensée de ce qu'il n'approuve pas, tout en le faisant. Persister dans ses projets, ne point transiger avec les obstacles, ne point redouter les sacrifices, n'est pas chose commune chez le Napolitain; cependant cela arrive quelquefois, et, lorsqu'il s'en présente un exemple, on le loue, et on voudrait que cela fût général. L'auteur ne dit point combien les vices de l'éducation religieuse, morale et politique des habitants des Deux-Siciles influent sur leurs mœurs et leur caractère. Il retrace ensuite rapidement le caractère des habitants des diverses provinces, des Calabrois, des Pugliese ou Ponil-

lois, des Abruzzois, des Siciliens; les Napolitains ont un dialecte particulier, les Siciliens ont le leur; on peut connaître le premier par les ouvrages de Fasano, Sitillo, et d'autres; le second, par les poésies de Meli, et par le dictionnaire sicilien-italien-latin de Grancignani. Palerme 1783, en 4 vol. On s'occupe maintenant de la composition d'un dictionnaire napolitain. Les deux dialectes présentent encore chacun des variations; dans la province de Naples et la Terre de Labour, on supprime presque toutes les voyelles finales des mots; le Calabrois a beaucoup de mots français, et prononce beaucoup plus durement que le Pouillois. L'auteur prétend qu'on voyage avec une grande sûreté dans les Deux-Siciles, et il tance vertement les voyageurs étrangers qui ont assuré le contraire. Il ajoute que l'encouragement donné aux manufactures, la vaccine soutenue par une police sévère, et la direction générale des esprits vers l'ordre et l'économie dans les affaires, et vers le désir d'améliorer la situation individuelle, et d'étendre les relations commerciales, annoncent l'approche d'une époque fortunée. M. Quattromani ne nous dit point si l'administration publique lui paraît avoir besoin de réformes. En gardant le silence sur l'époque où les Français ont régné à Naples, il assure que le mouvement général qui se remarque dans les esprits, est dû à la sagesse de la législation actuelle; ce qui ferait penser que l'auteur la regarde comme parfaite. Il assure, en effet, qu'une loi de 1816 a perfectionné l'administration communale, et qu'il en est résulté les plus heureux effets.

Le royaume se compose de 9 divisions militaires, de 22 provinces, 75 districts, 673 cantons et 2,082 communes. Chaque province a un intendant et un conseil provincial, chaque district un sous-intendant et un conseil de district, et chaque commune un décurionat, un syndic et plusieurs élus. L'auteur ne dit point si le peuple a quelque part dans la nomination de ses chefs. Pour la justice, il y a d'abord des magistrats conciliateurs, ou juges de paix, des juges de district, 6 tribunaux de commerce, 7 grandes cours civiles et criminelles, et une grande cour civile, ou de cassation. Chaque province a un tribunal civil. Pour tous les actes de souveraineté, le roi ne prend que l'avis du conseil d'état. Aucune mention n'est faite, dans l'itinéraire, des diverses constitutions qui ont été en vigueur dans les Deux-Siciles.

M. Quattromani donne ensuite une description de la ville de Naples, avec des itinéraires pour des excursions aux environs de cette capitale, qui sont remplis, comme on sait, d'objets curieux, tant sous le rapport des souvenirs historiques, que sous celui des beautés naturelles. Après ces itinéraires, on en trouve un grand nombre d'autres pour toutes les routes de l'intérieur des Deux-Siciles, avec des notes sur tous les lieux intéressans. L'auteur y a joint une carte lithographiée du royaume, un périmètre de la Sicile, et un catalogue des ouvrages qu'on peut consulter sur l'histoire et la géographie du royaume. Cette liste n'est pas complète à l'égard des livres étrangers; mais comme l'entrée de ces livres est grévée de droits d'entrée dans les Deux-Siciles, l'auteur est fort excusable de ne pas les connaître. Peut-être aussi les a-t-il omis à dessein; car il paraît avoir une opinion peu favorable de plusieurs relations de voyages qui ont de la réputation en Europe.

Au total, l'itinéraire de M. Quattromani est le meilleur guide qui existe pour les voyageurs qui veulent visiter les Deux-Siciles, ayant le mérite d'être nouveau, bien rédigé et assez complet. Il serait à désirer qu'on en publiât une traduction française, à l'usage du grand nombre de voyageurs qui se rendent à Naples et en Sicile.

D-G.

66. POPULATION DE NAPLES (*Journal de Naples*, 19 juin 1827. — *Nouvelles annal. des Voy.* juill. 1827, p. 132).

Au 1^{er} janvier 1828, la population totale de la ville de Naples était de 351,754 âmes; savoir: 167,175 personnes du sexe masculin, et 187,028 du sexe féminin, sans compter les étrangers et la garnison; augmentation sur 1825, 2,449. Les naissances, en 1826, ont été de 14,989, dont 7,573 garçons et 7,416 filles, en total 179 de moins que dans l'année précédente. Dans le nombre des nouveau-nés on compte 1,875 enfans abandonnés, dont 1,362 Napolitains et 513 des provinces. Il y a eu 80 accouchemens d'enfans jumeaux, sur lesquels 24 enfans, tous les deux mâles; 28, tous les deux du sexe féminin, et 1 accouchement de 3 enfans, dont 2 mâles et une fille. Il suit de cet état que les naissances sont à la population entière dans la proportion de 1 à 23 $\frac{1}{2}$; le nombre des morts a été de 12,540, mâles, 6,672, femmes ou filles, 5,869, environ 34 par jour; morts subites, 330; suicides, 13; 11 personnes mortes plus que centenaires, 93, depuis 90 jusqu'à 100 ans; le nombre des

morts est à la population totale comme 1 est à 28 $\frac{1}{4}$; le nombre des mariages a été, en 1826, de 3,210, parmi lesquels 443 hommes veufs et 474 femmes veuves, qui se sont remariés.

67. MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LE ROYAUME DE NAPLES, dans l'année 1824, par provinces. (*Annali univ. di statistica*, etc.; Juillet 1826, pag. 99.)

PROVINCES.	NAISSANCES	DÉCÈS.	MARIAGES.
NAPLES. . . { Capitale. . .	15,046	12,398	2,968
Province. . .	14,212	8,124	2,620
Terre de Labour.	23,168	18,570	4,432
Principauté { citérieure. . .	16,917	9,776	2,860
ultérieure. . .	13,592	9,558	2,587
BASILICATA.	20,978	13,166	3,816
CAPITANATA.	13,534	9,457	2,289
Terre de. . { BARRI.	18,936	11,520	3,144
OTRANTE. . .	15,763	10,414	2,824
Calabre { citérieure. . .	15,717	9,750	2,513
ultérieure 1 ^{re} . . .	9,381	6,353	1,936
ultérieure 2 ^e . . .	12,966	10,284	2,969
MOLISE.	14,187	12,636	2,630
ABRUZZE { citérieure. . .	10,908	8,836	2,177
ultérieure 1 ^{re} . . .	10,038	6,578	1,507
ultérieure 2 ^e . . .	9,667	6,012	1,533
	235,010	163,432	42,805
Comparaison avec les années { 1822. 218,525. 150,134. 47,490			
{ 1823. 221,993. 185,815. 48,432			
Ce qui établit la proportion { 1822. 1 à 24. 1 à 35. 1 à 111			
suivante en { 1823. 1 à 24. 1 à 33. 1 à 110			
{ 1824. 1 à 23. 1 à 27. 1 à 127			

68. I. TABLEAU HISTORIQUE, GÉOGRAPHIQUE, ETHNOGRAPHIQUE ET POLITIQUE DU CAUCASE et des provinces limitrophes, entre la Russie et la Perse; par M. KLAPROTH. In-8° de 187 p.; prix, 4 fr. Paris, 1827; Ponthieu et C^e.

69. II. DESCRIPTION DU CAUCASE et des pays qui avoisinent la mer Noire et la mer Caspienne; traduit de l'arabe de MASSOUDI. (Klaproth, *Magasin Asiatique*; Tom. I, cah. 2, p. 258.)
70. III. NOTICE ABRÉGÉE SUR LES PEUPLES DU CAUCASE (*Sievernî Arkif*. — Archives du Nord; Juillet 1826, n° 13, p. 21.)
71. IV. APERÇU DES DIVERSES PEUPLADES DU CAUCASE; par un homme d'état russe; trad. par le D^r STEFFENS, profess. à Breslau. (*Hertha*; 1826, 2^e année, vol. VII, cah. 2, p. 23.)
72. V. DES PEUPLES DU CAUCASE, et des pays au nord de la mer Noire et de la mer Caspienne, dans le 10^e siècle, ou Voyage d'*Abou-el-Cassim*; par M. C. D'ORSSON. In-8^a de 284 pag.; prix, 7 fr. Paris, 1828; Firm. Didot.
73. VI. COUP-D'ŒIL SUR LA PROVINCE DU CAUCASE; par M. SOROSTAK. (*Vestnik Yévropou* — Courrier de l'Europe; sept. 1826, n° 18, p. 91.)
74. VII. DÉTAILS SUR LA VILLE DE STAVROPOL (*Télégraphe de Moscou*; 1825, n° 24, p. 396.)
75. VIII. SUR LA GÉORGIE (*Galign. Messenger*; 31 mai 1827.)
76. IX. COMMERCE DE LA GÉORGIE (*Journal des Voyag.*; septemb., 1827, p. 368.)

N° I. — L'ouvrage de M. Klaproth, qui paraît être à la fois un extrait et un complément du *Voyage dans le Caucase*, par le même auteur, se compose de 6 chapitres. Le 1^{er}, qui est très-court, traite de l'origine du mot Caucase; l'auteur pense que ce mot vient des mots persans *Koh Káf*, ou plutôt de *Koh Kafsp*, c'est-à-dire Monts Caspiens; les Turcs appellent encore le Caucase *Káf Daghi*, ou Monts Káf. Dans le 2^e chapitre, M. Klaproth retrace les principaux événemens de l'histoire du Caucase; dans le chapitre suivant commence enfin la géographie de ces montagnes, auxquelles l'auteur attribue un développement de 200 lieues de long, sur 25 à 30 de large. Il en décrit la constitution géologique, et divise toute la chaîne en 4 grandes portions séparées par les vallées des principales rivières. La portion la plus occidentale, comprise entre la mer Noire et le cours supérieur du Rioni, se termine à l'est, par la haute cime de l'Elbrouz, glacier haut de 5,425 mètres. Les chemins qui traversent cette

partie du Caucase ne sont praticables que pour les piétons. La 2^e division, qui est très escarpée et surmontée de glaciers, commence à l'est de l'Elbrouz et aux sources du Rioni, se prolonge jusqu'aux vallées du Terek et de l'Aragvi; une branche de cette partie est terminée par le pic de Mquinvari, haut de 4,419 mètres, que les Européens appellent *Kazbak*. Six routes traversent cette chaîne; celle de Mozdok à Tiflis par la vallée du Terek, est la seule qui soit ouverte aux Russes; M. Klaproth rappelle qu'elle a été nivelée barométriquement en 1818, par les ingénieurs russes; sur la montagne de la Croix, en russe *Khrest-towoïgora*, la route passe à une élévation de 1,329 tois. 49 p.; le village de Baidar est situé à une hauteur de 1,297 t. C'est cette route qui était fermée autrefois par la fameuse porte Caucasiennne. Entre les sources du Quozloukhi ou de la Samoura supérieure et celles des premiers affluens de droite du Koïsou, est comprise la 3^e division du Caucase, moins élevée que les précédentes. Le principal passage qui la traverse, en remontant l'Argona, se réunit dans la vallée de l'Aragvi, à la grande route de Tiflis. Le Caucase oriental, 4^e partie de la grande chaîne, s'étend, des sources du Koïsou à la presqu'île d'Abcheron, vers laquelle il s'abaisse par degrés; plusieurs de ses branches se dirigent vers la mer Caspienne; le mont Bich-Barmak, à une demie-lieue de cette mer, est un des promontoires les plus avancés vers l'est. M. Klaproth indique la raison pour laquelle les lacs sont très-rares dans le Caucase: c'est que la disposition régulière de cette chaîne et sa direction constante sur une seule ligne du N. O. au S. E. s'opposent à ce qu'il s'y rencontre des vallées fermées, dans le fond desquelles les eaux pourraient se réunir et former des lacs.

Le 4^e chapitre traite des habitans de ces montagnes. L'auteur repousse vivement la dénomination de *race caucasienne*, par laquelle beaucoup de naturalistes et de géographes désignent tous les blancs. Selon lui, le Caucase n'a jamais pu être très-peuplé, attendu qu'il n'a point de ces vallées fertiles et riantes qui attirent les hommes, et donnent lieu à une forte population. Aussi l'histoire ne parle d'aucune émigration d'un peuple du Caucase, et ceux qui y sont établis paraissent être venus de l'Asie centrale; les montagnards du Caucase ne sauraient donc servir de type pour toute la race blanche. M. Klaproth indique 6 nations différentes de ces montagnes, savoir: 1^o Leghes ou Caucasiens

orientaux; 2° Metodjeghe ou Kistes; 3° Ossètes ou Iron; 4° peuplades Abazo-Tcherkesses ou Caucasiens occidentaux; 5° peuples d'origine géorgienne, et 6° tribus turques, qui sont venues s'y établir. Voici le nombre de familles qu'il attribue à chacune :

Tcherkesses.....	51,130 familles ou maisons.
Abazes.....	53,898
Nogai.....	9,480
Ossètes.....	33,915
Mitsdjeghi.....	35,850
Lesghi.....	138,700
Pouplades turques et turcomanes..	79,914
Pays géorgiens.....	125,000
Total.....	527,887 fam.

L'auteur croit pouvoir admettre 9 individus par 2 familles ou maisons, ce qui donnerait pour tout l'isthme caucasien une population totale de 2,375,487 individus. Ce que l'auteur dit au sujet des divers peuples, de leurs mœurs, usages, etc. se retrouve en grande partie dans la relation de son voyage; nous aurons d'ailleurs occasion de revenir plus bas sur les peuples du Caucase.

Dans le 5° chapitre, M. Klaproth fait connaître sommairement les possessions russes, arméniennes et turques au Caucase. Il pense que M. Gamba a représenté la Géorgie sous un jour beaucoup trop favorable; M. Klaproth n'attribue à Tiflis, capitale du pays, que 20,000 âmes, tandis que M. Gamba en porte la population à 33,000. Il fait une description détaillée de la Georgie, que les Russes appellent *Grouzia*, et non *Grouzinie*, comme disent quelques géographes, et qui comprend le Karthli et la Kakhéthie. Au sujet du vin, principale production de la Géorgie, M. Klaproth fait observer qu'il est d'une qualité excellente, et qu'il abonde tellement dans les pays situés entre la mer Noire et la mer Caspienne, qu'il deviendrait l'article le plus important de l'exportation, si l'on pouvait introduire une meilleure manière de le préparer et de le garder. L'auteur décrit ensuite l'Imirethi, dont le chef-lieu est Khoutaïssi, sur la rive droite du Rioni, peuplée de moins de 2,000 âmes; le district de Ratcha, la Mingrélie, le Ghouria, dont le prince se qualifie de vassal de la Russie; les petits khanats, ou les principautés de

Gandja, Chouragheli, Karabagh, au sud de la Georgie; enfin, les pays situés entre le Caucase et les bords de la mer Caspienne. Si l'auteur avait publié son ouvrage quelques mois plus tard, il aurait pu joindre aux provinces russes la partie de l'Arménie, qu'il décrit sous la rubrique de possessions persannes, et que la Perse a cédée par le dernier traité de paix.

Le dernier chapitre, dont le sujet est le commerce du Caucase, paraît avoir pour but de réfuter les assertions de M. Gamba; M. Klaproth assure positivement (pag. 166) qu'il est impossible de donner de l'extension au commerce, dans un pays où il n'y a ni communications faciles, soit par terre, soit par eau, ni moyens commodes de transport. « Or, continue-t-il, dans tout l'isthme caucasien, il n'existe pas une rivière navigable, puisqu'on ne peut regarder comme telles celles dont la navigation est circonscrite à de petits bateaux, et à une distance de quelques lieues de leur embouchure... Tout ce qui a été raconté par les anciens sur la grande navigation du Kour et du Rhioni, à l'époque où le commerce de l'Asie avait pris la direction de la mer Caspienne, ne peut être admis qu'en limitant la navigation aux embouchures de ces fleuves.... Le manque de grands chemins oblige de transporter tout à dos de bêtes de somme; ce qui occasionne des frais considérables, et est très-incommode, puisque l'on ne peut placer sur chaque cheval que des ballots d'un petit volume. Enfin si l'on ajoute à tous ces obstacles le peu de sûreté qui règne dans ce pays, toujours exposé aux incursions des montagnards, on se convaincra que le commerce n'y sera jamais profitable, et y sera toujours difficile ». L'auteur traite de fabuleux les projets d'un commerce par le Caucase avec l'Inde, parce que les prétendus avantages de ce commerce sont, selon lui, une chimère. Parmi les productions de l'Inde, il n'y en a que peu qu'on pourrait envoyer en Europe. Pour se procurer les épices et les autres productions de la mer des Indes, il faudrait une marine puissante et des fabriques en état de rivaliser avec celles de l'Angleterre; la difficulté et la cherté du transport par terre seraient des obstacles insurmontables. Un grand vaisseau des Indes, monté par 50 à 60 hommes d'équipage, transporte 24,000 quintaux; pour transporter par terre une pareille masse de marchandises, il faudrait une caravane de 4,000 chameaux et de 400 conducteurs, sans compter l'escorte.

D-e.

II. L'auteur arabe Massoudi, qui écrivait au 10^e siècle de notre ère, et dont M. Klaproth a traduit la relation, donne des renseignemens intéressans sur les peuples qui, à cette époque, habitaient le Caucase, ainsi que sur les contrées qu'ils occupaient. Massoudi appelle le Caucase *Kaitaky*, et prétend que ces montagnes sont habitées par 72 nations (probablement des tribus), dont chacune a son roi, et parle une langue différente de celle de ses voisins. Il donne au Caucase une longueur de 72 journées et plus; il ajoute que les environs sont habités par plusieurs peuplades, dont le nombre n'est connu qu'à Dieu. Massoudi nomme le royaume de Chiroan, qui, de son temps, était si étendu, qu'il fallait presque un mois pour le traverser, du royaume d'Abrân, voisin du précédent, de celui de Djidan, de celui des Khazar; il donne des détails sur les Boulgares et sur les Russes, qui, selon l'auteur arabe, sont divisés en un grand nombre de tribus; les détails qu'il donne sur les Russes sont curieux, venant d'un auteur mahométan, qui décrit une partie de la Russie, dont l'histoire du moyen âge s'est peu occupée. Massoudi parle des sources de naphthe de Bakou, ainsi que du volcan qui jetait du feu et des laves dans une île de la mer Caspienne; il donne quelques détails sur les Alains et sur les Abkhaz, nom sous lequel on comprenait alors les habitans du pays des Abasses, de la Mingrélie et d'une partie de l'Imirethi. D.

III. Deux notices ont été récemment rédigées en Russie, sur les peuples du Caucase. Nous croyons devoir les donner textuellement toutes les deux. Voici la 1^{re}.

1. Peuples habitant dans l'intérieur du gouvernement du Caucase.

Les *Ossétiniens* (*ossétini*), qui, de leur volonté privée, ont abandonné les montagnes, habitent maintenant les environs de la ville de Mozdok et les deux villages de Tchernoyarsk et de Novoossétinsk. Ils ne sont soumis à d'autre imposition qu'à celle de la poste. Autant ce peuple était pauvre, lorsqu'il quitta les montagnes, autant il est riche aujourd'hui en blé et en bétail. Un grand nombre de ces nouveaux colons ont pris du service dans le régiment des cosaques de Mozdok.

Les *Tcherkesses* se sont, à l'exemple des Ossétiniens, exilés volontairement de leur séjour primitif. Ils habitent, comme eux, la ville de Mozdok, et sont soumis au même droit de poste.

Les *Kabardiniens* habitent les deux camps (*aouli*) de Koschévoui et de Bezoroukof, sur le Kur. Ils sont agricoles; mais plusieurs font le commerce dans l'intérieur de la Russie et de la Kabardie.

Les *Nagaïs*, gouvernés par le sultan Mengli-Ghireï, ayant grade de général-major, au service de Russie. Ils habitent :

1^o Des aoules, ou camps, près du poste de *Pokorivschî*, à trente verstes de Guéorguiefsk, et résidence du Sultan;

2^o aux environs des monts Beschtof, les aoules du Sultan Karam-Ghireï et Bei-Mourza;

3^o Sur les bords de la Kazamouïka, dans le district d'Alexandrof, on trouve les Nagaïs, dits *Manguïtofsi*, sortis du Kuban, et qui y ont été établis par le général-major Delpozso.

Ce peuple, dont la principale richesse consiste en bétail, était extrêmement considérable dans le principe; mais, en 1813, une partie, cédant aux insinuations des Turcs, a fui au-delà du Kuban. On fait monter le nombre de ces déserteurs à 7 mille familles.

L'aoul de Babouk, à sept verstes de Guéorguief, est composé de Kabardiniens, d'Abasiniens et de Tcherkesses Transkubaniens. Cet aoul ne fait que depuis peu de temps partie du régime des Cosaques du Volga.

Kotchévouïé Tatars (les Tatars nomades.) Les Karanagaïs, Edischkoultsi, Edissaniens et Dgembouloukoviens, se trouvent sous la surveillance immédiate du gouverneur de Karanagaïsk. Ils mènent leur vie nomade dans les déserts de Guéorguief, Mozdok et dans l'arrondissement de Kizliar. Fort pauvres en blé, il sont au contraire très-riches en bestiaux, surtout les Karanagaïs. Leurs impositions consistent en une certaine quantité de provisions à fournir dans les magasins du flanc gauche de la ligne du Caucase, et en une légère rétribution pour les frais de poste. Le gouverneur dépend immédiatement du collège des affaires étrangères et du commandant-général des troupes russes, sur toute la ligne. Ce peuple est généralement peu belliqueux, doux et dévoué à la patrie.

Les *Kalmouïks* et *Troukhmentsi*, sont également administrés par un chef ou gouverneur (*pristaf*), et ont un tribunal particulier (*zargo*). Ils errent au milieu des Karanagaïs, dans les steppes du gouvernement du Caucase, d'Astrakhan et de Saratof.

Ils n'ont point d'agriculture, et sont expressément tenus de paraître à l'armée en cas de besoin de troupes. Ils envoient annuellement cinq cents hommes, pour faire partie du cordon formé par les Cosaques d'Astrakhan contre les Kirguis. Ce peuple n'est pas non plus d'une humeur très-guerrière.

2. Peuples limitrophes du département du Caucase.

Les *Kabardiniens*, ou la *Grande* et la *Petite Kabardie*. Ce peuple, autrefois puissant et nombreux, dominateur de plusieurs autres nations, toujours célèbre par sa valeur et son habileté dans les combats, mais réduit à un état d'affaiblissement, par un concours de funestes circonstances, habite maintenant sur la rivière de Malka, de l'autre côté du Terek. Le pays qu'il occupe est borné par des montagnes, où il est obligé de contenir les Tatars *gorski*, ou montagnards. Ces Kabardiniens sont gouvernés par leurs propres souverains, et par deux *makkemes*, ou juges, nommés en 1814, par le général-major Delpozso, pour résoudre les affaires litigieuses. Les Russes, pour garans de la soumission et de la tranquillité de ce peuple, retiennent par devers eux, des otages fournis par les familles Kabardiniennes les plus distinguées, et qu'ils entretiennent dans la ville d'Ekaterinograd.

Gorskié Tatars, ou Tatars des montagnes. Ils habitent dans les montagnes, près des sources de la Malka, du Tchégouème, du Baxan et du Terek. Ce peuple, peu redoutable, est fortement comprimé par les Kabardiniens, surtout les *Karatchaïeftsi*, qui restent vers les sources de la Malka : tout fait supposer qu'il existe parmi ces montagnards un grand nombre de soldats russes, prisonniers ou déserteurs, qui se vendent de la main à la main, parce qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leurs corps.

Les *Ossétiniens*, qui commencent au pays des *Tatars Balkartsi*, demeurent aux sources du Terek. Les *Dongoriens*, peuple depuis peu soumis à la domination russe, et qui a demandé l'autorisation de s'établir dans les plaines, ainsi que la construction d'une redoute sur la rivière d'Aradon, pour les défendre des Kabardiniens. Ils sont voisins des *Mouzouriens* et des *Allaguériens*, d'après lesquels il existerait un chemin qui, à travers leur pays, conduirait tout droit dans l'Imirète. Lorsque la redoute sur l'Aradon aura été construite, on pourra se permettre d'explorer

cette route, et, si l'on en découvre l'existence, cette circonstance sera très-avantageuse pour le gouvernement, qui n'éprouvera plus les mêmes longueurs, ni les mêmes difficultés pour le transport des approvisionnements militaires.

Les Kartatiniens et Tagaouriens. Les derniers sont surtout connus par la gorge de Tagaour, qui sert de route militaire pour passer en Géorgie, et des flancs de laquelle s'échappe le Térék. La plus grande partie de ce peuple a quitté la montagne, et s'est établie près de la forteresse de Vladi Kaukase, de la redoute d'Élisabeth, et dans la ville même de Mozdok. Du moment qu'ils s'y sont installés, ils ont changé de manière de vivre, et ont commencé à s'adonner à l'agriculture. Ils fournissent des otages au gouvernement russe. Sur la rive droite du Térék, on trouve les Dgérakhes et les Kistiniens, qui donnent également des otages; mais leurs montagnes, presque inaccessibles, servent de repaire à une multitude de brigands qui échappent aux poursuites les plus vives.

Les Ingouschi ont quitté la montagne pour venir s'établir dans un lieu charmant, situé à l'endroit où la rivière de Nazran se jette dans la Sounja. Autrefois leur férocité ne pouvait être comparée qu'à celle des animaux; mais, dans la suite, du peuple le plus intraitable et des ennemis les plus cruels que les Russes eussent à combattre dans cette région, ils sont devenus leurs amis, se trouvant heureux de vivre sous la protection d'un bon poste militaire. Ils se sont livrés avec tant d'empressement et de bonheur à l'agriculture, qu'ils récoltent assez de blé pour en vendre à tous les montagnards du voisinage. Parfaitement soumis au gouvernement russe, dont ils reconnaissent avec joie la domination, ils ont conservé la haine la plus implacable contre les Tchétchéniens, dont ils arrêtent les brigandages, et qu'ils empêchent d'infester la grande route militaire de Géorgie, sans cesse couverte de transports d'approvisionnement.

Il existe aussi au milieu des montagnes d'autres Ingousches, appelés *Dalni*, c. à d. éloignés; mais ceux-là ont conservé leur caractère féroce, et n'ont presque aucunes relations avec les Russes.

Les Karaboulakes. C'est un peuple mêlé d'Ingousches, assez insignifiant par lui-même, et cependant obligé de fournir des otages. Ils ont des sources salées dont eux et les Tchétchéntsi exploitent le sel.

Les *Tchéchéntsi*, redoutables par leur nombre, avides de sang et de carnage, dangereux par leurs brigandages. Ils habitent de l'autre côté de la Sounja, au milieu d'immenses forêts; leur pays est limitrophe de celui des Andiens et de celui des Koumouiks. Ils ne reconnaissent aucune domination étrangère, et les brigands de toutes les montagnes trouvent chez eux un refuge assuré; mais comme ils ne possèdent que très-peu de terres labourables, ils vont travailler à la terre de l'autre côté de la Sounja, où ils portent partout le carnage. C'est pour cela que, depuis long-temps, le gouvernement russe a pris le parti de fortifier les bords de cette rivière.

Les *Koumouiks*. Ce peuple est assez paisible, quoique fort nombreux. Les villages qu'ils habitent sont ceux d'Andreïef, Axaïef, Kostiékof et Kaziourte, qui se trouvent sur un vaste plateau entre les Tchéchéntsi, les Tavlitses et la principauté de Schamkhalisk. Leur pays s'étend jusqu'à la mer Caspienne; leur village de Kaziourte est remarquable en ce qu'il est situé sur le chemin de la Perse, et que les Russes y ont depuis peu un poste militaire, qui sert de point de ralliement à ceux de leurs prisonniers qui peuvent s'échapper du milieu des montagnes. Les autres sont assez considérables, surtout celui d'Andreïef, où, tous les vendredis, il se tient une foire qui rassemble jusqu'à 1500 marchands des pays voisins. De tous les Koumouiks, ce sont ceux d'Andreïef qui témoignent le plus d'insubordination et la plus grande ardeur pour le pillage.

Les *Katchkalykes*. Ce sont des Tchéchéntsi, qui, d'après le désir qu'ils en ont manifesté, ont reçu l'autorisation de s'établir dans cinq villages, situés au milieu de plaines dépendant des princes koumouiks, dont ils reconnaissent la puissance. L'année dernière, ils ont envoyé des otages aux Russes.

Terskié narodi, ou peuples du Térék, établis de l'autre côté de ce fleuve, depuis Mozdok jusqu'à la station de Stohédrisk, où la Sounja se jette dans le Térék. On trouve dans leur pays les villages d'Inalova, Tchinnalief, Eltarova, Tourlova, Bekstchéva, et celui de Brageounska, tout peuplé de Koumouiks. Tous ces villages demeurent responsables des dégâts, dans le cas où les Tchéchéntsi les traversent pour venir exercer leurs brigandages sur le territoire russe. Il existe dans l'arrondissement de Tourlova une source de naphte, dont le prince seul de ce pays jouit exclusivement.

9. Les *Barakais*, 500 familles, Abases d'origine, habitent sur les rivières de Hups et Chotz, à côté des Abases, ou plutôt au bas d'eux.

10. Les *Besleneïs*, 1500 familles, Tscherkesses d'origine, sur le Laba, à l'endroit où le petit Laba se perd dans cette rivière, et à l'ouest des Barakais.

11. Les *Tschagraïs*, 100 familles, Abases d'origine, sur les montagnes situées sur le grand Laba, et au bas des Kisilbeks.

12. Les *Baschelbays* ou *Beschelbais*, 500 familles, Abases d'origine, sur le Kouban du grand Selentschouk, et sur les sources de l'Urup, jusqu'aux régions des neiges.

13. Les *Abasins*, de la tribu *Biberl*, *Low* et *Dudaruk*, environ 450 familles, sur le Kerdenek et le petit Selentschouk.

14. Les *Naurus*, peuple nomade, de la tribu des Nogaïs, tout-à-fait au bas du Laba.

15. Les *Mansurs*, de la tribu des Nogaïs, sur le grand Selentschouk.

16. Les *Abasins*, de la tribu *Klitsch*, *Kidtschd* et *Dshentemir*. Ils habitent entre le Kouban et le Malk, jusqu'aux sources des eaux minérales.

17. Les *Karatschais* habitent les hauteurs les plus élevées, sur l'Elberui et sur les sources du Kouban. Ils sont Tatars d'origine. Les Soanes sont leurs voisins du côté du S.

18. Les *Kamouks*, sur le Baksan.

19. Les *Tchégèmes*, sur le Tschegem.

20. Les *Balkars*, sur le Tscherek.

Ces 3 tribus, fortes de 1500 familles, sont Tartares d'origine. Ils ont derrière eux, au S., les Soanes.

21. Les *Dugors*, 2,500 à 3,000 familles. Ils sont de la tribu des Osses, habitent sur les ruisseaux d'Uruch, Durdur et Urusdon (ou Osdon), et sont divisés en plusieurs hordes de 3 à 400 familles.

22. Les *Irons*, 300 familles, Osses d'origine, habitent sur l'Aradon et le Psagdon.

23. Les *Osses* appartiennent à la Géorgie, et habitent sur le Terek, jusqu'à Dariel.

24. Les *Dagaures*, 2-300 familles, Osses d'origine, habitent sur le Kisildon et le Terek.

25. Les *Kabards*, peuplade la plus nombreuse de cette con-

trée. Elle forme la race primitive des Tscherkesses. Les Kabards habitent les régions inférieures des montagnes, et les plaines du Malk, jusqu'au Térék; ils se trouvent mêlés avec les peuplades dénotées sous les n^{os} 17-24. Cette contrée porte le nom de Grande Kabardie. La Petite Kabardie est au-delà du Térék, jusqu'à la Sundsha

B. partie orientale. 1. Du côté du N.

26. Les *Ingusches*, environ 800 familles, Kistes d'origine. Ils habitent sur le Kumbeley et la Sundsha, à la proximité du Vladikaucaïse.

27. Les *Kistes*, à l'est des Ingusches, sur la partie supérieure de la Sundsha et du ruisseau Roshen.

28. Les *Karabulaks*, au S. E. des Kistes, sur le Martau ou Fertaou, petit bras de la Sundsha.

30. Les *Lesghis* habitent le bassin du Kouban, depuis les sources de l'Argun jusqu'à celles du Tenghi ou Belbelitschaï, entre les montagnes les plus élevées du Caucase.

L'auteur observe qu'on manque encore de notions détaillées sur les Lesghis. Voici les données dont il garantit l'exactitude :

Sur le Koïsou, à partir de la partie inférieure de cette rivière.

1. Les *Avars*. Ils sont gouvernés par un khan, et parlent un dialecte particulier.

2. Les *Kasikoumouks* habitent les contrées voisines des sources du Kaïsou, et parlent une langue particulière. Leur khan est le plus puissant de la partie orientale du Caucase.

3. On trouve sur la partie supérieure de l'*Ozen* (rivière qui se perd dans la mer Caspienne), différentes républiques, en partie tributaires du Schamsall, ou Tchamtkhal de Tarkou; telles sont les républiques de Goubde, Espeli, Ghimri, Kasanisch, etc.

4. Les républiques d'*Akouscha* et *Dourgali*, sur la partie supérieure du *Manas*.

5. Le territoire du *Dshengoutai-beg*, sur le grand *Manas*.

6. Le territoire de *Kaitak* et *Karakaitak*, appartenant à l'Uzmeï, depuis le *Manas* jusqu'au ruisseau de Darbak.

7. La république de *Koubetscha*, sur les hautes montagnes, entre les sources du Bougam et du Chary.

(Les peuplades 3, 4, 6, 7, parlent la même langue.)

8. Les *Fabasserans*, entre le Darbak et le Ghyrihéni, appartenant à plusieurs princes. Ils parlent une langue particulière.

9. Le territoire du Surchaï-Khan, à partir de la région des neiges et de la source du Koïsou, entre le Ghyrihéni et le Samour. On y parle la langue kyre.

10. A la proximité de la source du Samour, on trouve les républiques d'*Achti*, *Kutel*, *Kourisch*, *Kelekyre*, etc.

11. Dans les montagnes les plus élevées de la province de Kouban, on trouve plusieurs villages où l'on parle le lesgh, dans différens dialectes.

31. Dans les montagnes inférieures et dans les plaines, depuis le Koïsou jusqu'à Bakou, on ne rencontre que des Tataïrs, dont le dialecte est mêlé de persan.

32. Dans les districts du Kouban et du Bakou, on trouve plusieurs villages habités par des Albanais d'origine. Ils parlent le *latte*, langue qui a quelque analogie avec le persan.

2. Du côté du S., à partir de l'Aragus.

33. Les *Osses Goudamakars*, entre les deux bras de l'Aragwi.

34. Les *Chewsurs*, sur le côté gauche du bras oriental de l'Aragwi. Environ 2000 familles, Kistes d'origine.

35. Les Pschaves, environ 5000 familles, Kistes d'origine. Ils habitent la partie supérieure du Tor.

36. Les *Tousches*, environ 5000 familles, Kistes d'origine, habitent la partie supérieure de l'Alasan.

37. Les *Didas*, Lesghis d'origine, dans les hautes montagnes de l'est de l'Alasan, vers les sources du Samour.

38. Les républiques de *Dshan*, *Belekan*, *Katech* et *Nisou*, formées par des Lesghis, se trouvent depuis les ruisseaux inférieurs, formés par l'Alasan, jusque dans les hautes montagnes.

39. Depuis le Kaputschaï (ruisseau formé par l'Alasan), à l'est jusqu'à la mer Caspienne, au travers des Khanats de Scheki et de Schirvan, on ne rencontre que des Tataïrs, et, parmi eux, quelques villages où l'on parle la langue latte.

V. Le *Voyage d'Abou-el-Cassim*, au 10^e siècle, est une fiction; M. d'Ohsson suppose qu'un Arabe visite à cette époque le Caucase, et rend compte de ses observations. Cependant le cadre seul de cet ouvrage est supposé; le fond est tiré entièrement des auteurs arabes, que l'auteur cite exactement dans les notes. La plupart des renseignemens qu'ils ont fournis à l'auteur sont traduits littéralement. Nous possédons par conséquent, dans cet ouvrage, à peu près tout ce que les écrits arabes qui ont été

accessibles à M. d'Ohsson offrent sur le Caucase. La liste de ces écrits se trouve insérée dans la préface; ce sont les seuls qui nous donnent des détails sur divers peuples dont les auteurs byzantins n'ont guère parlé.

Le prétendu voyageur Abou-el-Cassim part de Bagdad, et entre, par Derbent, dans le Caucase, appelé en Arabe *Cabokh*. Il décrit la principauté de Khaïdac, qui relevait du Khacan des Khazares, le pays des Alans, celui des Caschakes, grande et belle race, qui était restée attachée au Sabéisme, et qui faisait beaucoup de commerce avec Trébizonde, en toiles fines de sa fabrique. En se dirigeant sur l'Itil ou le Volga, l'auteur passe par une colonie arabe pour entrer dans le pays des Khazares. La langue de ce peuple différait, selon Ebn Haoukal, totalement du turc et du persan, et n'avait d'affinité avec aucun autre idiôme; les traits physiques des Khazares ne ressemblaient pas non plus à ceux des Turcs; cependant on distinguait deux espèces de Khazares, des noirs ou basanés, et des blancs. Leur roi avait le titre de khacan et professait le judaïsme; retiré dans son palais, il laissait régner un lieutenant, comme les rois francs laissaient gouverner les maires du palais. Le Khacan avait 25 femmes; à sa mort, le lieutenant désignait son successeur. Les Khazares avaient eu de longues guerres avec les Perses; ils avaient soumis les Boulgares, dont la capitale appelée aussi Boulgar, faisait autrefois un grand commerce de pelletteries avec la Russie; mais cette ville fut détruite, en 969: on en voit encore quelques ruines. Il est remarquable que les auteurs arabes fassent mention des ossemens fossiles qu'on trouve dans le pays des Boulgares. Sous le nom de Slaves, ces auteurs confondent un grand nombre de peuples et de peuplades de l'est de l'Europe. Ils ont quelque connaissance des pays des Francs; mais cette connaissance est extrêmement confuse. Ils donnent d'intéressans détails sur les mœurs des Russes; détails qui avaient été déjà recueillis, traduits et commentés par le savant Fræhn, à Pétersbourg. Le prétendu Abou-el-Cassim revient, par le pays des Khirgizes et des Turkestants, dans sa patrie.

Le reste du volume, c'est-à-dire près de la moitié de l'ouvrage de M. d'Ohsson, est rempli de notes, dans lesquelles l'auteur se livre à des recherches savantes sur les peuples et les

villes dont il est parlé dans le texte. M. d'Ohsson y compare les assertions des auteurs arabes avec les relations des voyageurs occidentaux, et en général avec les témoignages des auteurs chrétiens. Au sujet des Khazares, il fait voir de quelle importance il est de consulter les auteurs orientaux. On avait publié au 16^e siècle une lettre d'un ministre du roi mahométan de l'Andalousie au roi des Khazares, pour lui demander des renseignemens sur son royaume judaïque, et la réponse faite par le roi ou Khazan des Khazares ou Cosri. Les savans du temps mirent en doute l'authenticité de ces lettres, laquelle n'est pas encore prouvée jusqu'à cette heure; mais de plus, ils nièrent l'existence du royaume juif de Cosri. Cependant les auteurs arabes disent positivement que le judaïsme était professé dans le royaume des Khazares, et les Lesges et autres peuplades du Caucase appellent encore, selon le voyageur Reineggs, les juifs du nom de Ghysr, qui est leur manière de prononcer le mot Khazare.

Il est à regretter que M. d'Ohsson n'ait pas joint à son ouvrage une carte avec tous les noms arabes des localités du Caucase. Il a eu soin, au reste, d'ajouter en caractères arabes tous les noms de peuples et de lieux qu'il a trouvés indiqués chez les auteurs de cette nation.

D — c.

VI. La partie de la province du Caucase appartenant au système des eaux de la mer Noire, est bien préférable, sous le rapport du sol, à celle qui dépend du système de la mer Caspienne; mais elle est peu peuplée à cause des incursions continuelles des Tcherkesses. Sur les bords du Kuban, ont été fondées des colonies militaires de Cosaques du Don, qui ont changé leur nom primitif contre celui de Cosaques du Kuban. Celles qui ont été formées sur les rives du Terek sont formées de ces mêmes Cosaques du Don, que l'on ne connaît plus maintenant que sous le nom de Grébenski. Ces différentes colonies ne peuvent que contribuer à maintenir les Tcherkesses, qui n'oseraient même plus inquiéter le pays, si l'on établissait une autre ligne militaire au pied même du Caucase. Toute cette province est favorable à la culture de la vigne. Le vin qu'on en retire ressemble parfaitement à celui du Don; mais, s'il était mieux fait, il serait incomparablement plus capiteux, le climat qui le produit étant beaucoup plus chaud. Les coteaux septentrionaux des

monts Caucase donneront avec le temps des vins d'une qualité bien supérieure à ceux du Don, que l'on pourra expédier sur la mer Noire par le Kuban, et sur la Caspienne par le Terek. La partie du sud, c. à. d. la Géorgie et les provinces acquises sur la Perse, peut produire des vins qui ne le céderaient pas à ceux de la France, sans compter la soie, le coton et les fruits secs. Toutes ces denrées n'y sont inférieures que parce qu'on ne sait pas les bien travailler. Au reste, il faut rendre justice au gouvernement, qui ne néglige rien pour assurer à cette province tous les avantages qu'il lui est si facile d'acquiescir. Son projet est de les faire parvenir à la mer Noire par le Rion ou Phase, et à la mer Caspienne par le Kour; et dès qu'une fois cette branche d'industrie sera bien établie, la Russie comme la Chine, capable de se satisfaire à elle-même, n'aura plus besoin d'aucunes productions étrangères. J.....т.

VII. Le 16 mai 1825, la ville de Stavropol a été élevée au rang de ville principale du gouvernement du Caucase; entr'autres édifices considérables qu'elle renferme, on peut citer le séminaire, l'hôtel de ville, celui de la police et un bâtiment du commissariat de la guerre. Dans la rue principale, sur un espace de deux verstes environ, on voit de belles maisons d'une architecture régulière, quoiqu'un peu ancienne, et toutes à portes cochères. Le faubourg renferme 307 maisons de bois passablement bien construites. On y compte 22 familles nobles, 867 individus du sexe masculin, tant bourgeois que marchands, et 242 colporteurs de différentes nations. Le camp des Cosaques du régiment de Khopersk, se compose de près de 1000 âmes. La ville renferme 20 fabriques, savoir : 9 tanneries, 7 de cire, 4 de savon et 7 de briques. Il y a deux foires par an à Stavropol : l'une le jour de la Pentecôte, et l'autre le 12 octobre. Elles sont principalement fréquentées par les marchands du Don, de Novotcherkask, et par les Arméniens de Natchikhiyan et de Mozdok. Il y vient peu de négocians de Kizliar et de Géorgie, encore moins de marchands russes (1). Il ne s'y fait pas pour plus de 100,000 roubles d'affaires. Le

(1) Les gazettes font remarquer, comme une nouveauté, que depuis peu il est venu à cette foire un marchand de Moscou, avec des livres, des estampes et des forté-pianos. A l'une des dernières foires on comptait 197 boutiques.

revenu de la ville qui n'excède pas 9,000 roubles, est consacré à l'entretien de la police, des tribunaux et des pompiers.

La ville de Stavropol est située sous le 45° 5' 7" de latitude septentrionale, à 35 verstes du Kuban, sur les hauteurs qui terminent la chaîne des montagnes qui s'étend depuis l'Elbrouss et le sommet du Kuban, à droite de cette montagne. De la ville même, à l'est, s'échappe la Tla, qui se jette dans le Kalaouss, et au nord, se trouve la source de la Taschla, dont les eaux vont se perdre dans l'Egorlik. Mais les habitants de Stavropol ne boivent point l'eau de la rivière : chaque maison renferme un puits particulier, et en outre il en existe un public, situé sur une hauteur, où il est permis à chacun d'aller puiser la quantité d'eau nécessaire à sa consommation. A 7 verstes de la ville, se trouvent des villages, dont les habitants viennent tous les lundis apporter les produits de leurs travaux agricoles.

La situation élevée à Stavropol entretient dans la ville un air toujours frais et pur, et les garantit de l'influence des maladies contagieuses.

J.....T.

VIII. — Il paraît, d'après des documens authentiques, que la population actuelle de la Géorgie monte à environ 64,000 familles, ou 372,600 individus. Ils forment 4 nations différentes; savoir : Géorgiens, Arméniens, Tatars et Persans. Le commerce de la Géorgie et des contrées situées au-delà du mont Caucase, en général (commerce qui est très-considérable), est redevable de son importance actuelle à plusieurs ukases des dernières années du règne de l'empereur Alexandre, particulièrement à celui du 20 octobre 1821, qui accorda de grands privilèges commerciaux à cette province. Le commerce de Tiflis, sa capitale, a pris un accroissement étonnant; ce commerce se fait principalement par les Arméniens. En 1824, les 6 premiers Arméniens parurent à la foire de Francfort; ils y achetèrent pour 600,000 roubles de marchandises des manufactures européennes, qu'ils envoyèrent en Géorgie par la voie d'Odessa. Dans le courant des deux années suivantes, ils firent à Leipzig de nouveaux achats montant, savoir : en 1825, à 1,200,000 roubles, et, en 1826, à 2,800,000 dito.

IX. — L'article du *Journal des Voyages*, qui paraît être l'extrait d'une lettre de quelque Français en Géorgie, fait naître

des espérances favorables pour le commerce de la France avec ce pays. La Mingrélie manque d'un bon port; il est question de donner à celui de Redout-Kaleh une profondeur suffisante pour que les bâtimens, tenant 15 à 18 pieds d'eau, y puissent entrer en tout temps. « En attendant que nos négocians s'occupent de la Géorgie, dit l'auteur, cette contrée semble destinée à devenir une sorte de colonie pour la France. Des fileurs de soie des bords du Rhône, en assez grand nombre, ne doivent pas tarder d'arriver pour améliorer le filage des soies de l'Immirette, de la Géorgie et du Chirvan; des ouvriers de divers états et deux médecins sont également annoncés, et doivent, dit-on, être suivis d'autres Français. » Quoique ce ne soient que de simples annonces, l'auteur voit déjà dans la Géorgie un débouché futur pour les produits de l'industrie, et pour les productions du sol de la France.

ASPECT GÉNÉRAL DE L'ORIENT.

77. I. MOEURS DE L'ORIENT. Des Arabes et des Persans. (*Westminster Review*. — *Revue brit.*; juin 1826, p. 259.)

78. II. LETTRES SUR L'ORIENT, par M. CARNE. (*New Monthly Magaz.*; *Revue brit.*; janv. 1826, p. 147; févr., p. 318; avr., p. 333; juill., p. 106; août, p. 326; déc., p. 311; févr. 1827, p. 342; avr., p. 293; mai, p. 109; juin, p. 313; octob., p. 245, et décemb., p. 282.)

79. III. LETTRES DE CONSTANTINOPLE. 1^{re}, 2^e, 3^e. (*Lond. Magaz.*; *Rev. brit.*; déc. 1825, p. 352.)

80. IV. SOUVENIRS DU GOLFE PERSIQUE. (*Westminster Review*. — *Revue britan.*; mai 1826, p. 105.)

81. V. EXCURSIONS SUR LES BORDS DU NIL. Voyage d'Alexandrie à Rosette, et du Nil au Caire; du Caire à Gizéh et à la grande Pyramide. (*Orient. Herald*; mars 1827, p. 393; avril, p. 41; mai, p. 253.)

82. VI. DU PROGRÈS DE NOS CONNAISSANCES SUR L'ORIENT. (*Globe*; 26 août 1826, p. 25.)

(*Voy. Bull.*; Tom. I, n^{os} 500, 505, 506; Tom. II, 169, 170;

Tom. III, 319; Tom. IV, 56; Tom. V, 67; VI, 93, 164; VII, 161, 166; VIII, 48, 151, 213; IX, 162, 167 et 168.)

Nous avons réuni sous le même titre analytique les six numéros qui précèdent, pour en former un aperçu général de l'état actuel de l'Orient, sous les rapports moraux, physiques et géographiques.

On croit assez généralement que l'islamisme est la cause de l'état stationnaire, des préjugés et de l'oppression des Musulmans : il paraît, cependant, d'après l'article de la *Westminster Review*, reproduit par la *Revue brit.*, que tout cela émane d'une autre source; car, si par exemple, des Musulmans brûlèrent la bibliothèque d'Alexandrie, d'autres firent de Cordoue le centre des sciences et des arts; les doctrines du Coran ne sont guère autre chose que le simple théisme, et le paradis de Mahomet promet seulement à ses élus qu'ils reviendront après leur mort, dans le jardin d'Éden, dont il déroule un tableau ravissant; la prohibition du vin n'a même rien d'exclusif, et le Coran n'admet point les miracles. C'est dans l'absolutisme du pouvoir qu'il faut chercher l'origine de l'abaissement et de la dégradation des peuples de l'Orient, et le Coran ne dit pas un mot d'un tel gouvernement; il tonne, au contraire, contre l'injustice, sans distinction des personnes qui la commettent, et il ne renferme pas un seul précepte qui fasse la moindre allusion à la servitude politique. L'Arabie, dans le sein de laquelle il fut écrit, conserve encore sa sauvage liberté. Il est vrai que Mahomet exige une foi aveugle en sa mission; mais Numa eut sa nymphe Égérie, Socrate son démon familier, Luther son ange inspirateur, le méthodiste Wesley ses impulsions surnaturelles; celui qui admit les ablutions et le jeûne, et laissa de côté les dîmes de toute espèce, a dû nécessairement avoir beaucoup de bonne foi et de désintéressement dans ses projets. On ne saurait guère blâmer de ses institutions que la polygamie et le divorce qui en est la conséquence; par cela seul il a condamné tout un sexe à un état de dépendance avilissant, et l'autre à un état perpétuel de barbarie. L'idée de la prédestination, qui se retrouve aussi dans le Coran, est également une cause de l'infériorité des Orientaux dans les arts de la civilisation et de la guerre. Le Luther musulman, Abd-ul-Wahab, essaya, en 1747, d'opérer dans les déserts de l'Arabie, ce qu'avait fait Luther

ui-même, en Allemagne, deux siècles auparavant; car le mahométisme avait déjà, comme chez nous, des saints, des reliques, ses règles relâchées, et ce furent les points sur lesquels le hardi novateur établit sa protestation contre les shérifs, les muftis, les ulémas et les sultans. Au commencement de 1807, le chef des Wahabites, maître de presque toute l'Arabie, étendait sa domination sur les pays compris entre Damas, Bagdad et Bassora. Plus tard, le pacha d'Égypte le refoula de la Mecque dans les déserts, mais sans pouvoir détruire la réforme; car le Wahabisme est une opinion, et le boulet ne peut rien contre elle; c'est une protestation de l'Arabie contre le joug sanglant des Turcs, et elle fait partie de cette noble lutte en faveur de la liberté qui, sous différentes formes, se développe sur la surface de la terre.

Nous venons de parler du pouvoir absolu: ainsi que l'observe la *Westminster Review*, c'est plus particulièrement le caractère du gouvernement de la Perse. En Turquie, en Russie, en Espagne, on remarque une action de résistance, qui, malgré sa faiblesse et souvent sa fausse direction, ne laisse pas de détourner la tendance oppressive du gouvernement. Le chef de la Sublime Porte n'est point absolu dans la force du mot; s'il peut donner le cordon à un pacha, ses actions sont sujettes au contrôle de sa propre garde, et un uléma, avec un verset du Coran, a le pouvoir de s'interposer entre lui et l'objet de ses désirs. En Perse, un homme seul est le chef absolu de l'état, et ses actions ne sont soumises à personne; la disposition du pays, qui, d'un côté seulement, celui de la Russie, l'expose aux invasions étrangères, le dispense d'entretenir des armées permanentes; la stérilité des provinces, en général, et la position sociale des habitants ne permettent aucun lien entre eux: de là, sans doute, la facilité de les tenir constamment accablés sous le poids de la tyrannie et des impôts. Ce qui exerce encore une fâcheuse influence sur la nation persanne, c'est qu'une grande partie de la population se compose de tribus, qui, faisant de continuelles migrations d'un lieu de pâturages à un autre, n'affectionnent aucun lieu, pillent les cantons agricoles, et sont dans un état d'hostilité perpétuelle avec les autres tribus; ce qui éloigne toute idée d'alliance entre elles.

Quant au monarque, il n'arrive jamais au trône que par une

route sanglante, et, lorsqu'il y est parvenu, tous ceux qui pourraient lui porter ombrage ont disparu dans la lutte. Une autre cause, qui rend facile l'oppression du peuple, c'est qu'il est non-seulement éparpillé sur un territoire immense, mais divisé, par la coupe du sol et par ses habitudes particulières, en petites communautés, dont les unes sont sédentaires et d'autres entièrement nomades. Si l'on plaçait les divers états politiques sur une échelle de proportion, on verrait les États-Unis d'Amérique au pinacle, et la Perse au plus bas.

C'est une chose reçue, que le roi de Perse dispose à son gré de la communauté. Il peut conférer des dignités ou les retirer; emprisonner, mettre à l'amende, condamner à mort, sans être obligé d'en donner la moindre raison. L'exercice de son pouvoir n'est restreint que par le danger de provoquer des soulèvements ou des conspirations; or, comme les soulèvements ne sauraient avoir lieu, et que les conspirations sont prévenues par des exécutions de précaution, il en résulte que son pouvoir n'a d'autres bornes que celles de sa volonté. Autour, comme loin de lui, personne ne peut se dire le maître de sa propre existence : aussi le règne de chaque souverain persan, *père du monde*, offre-t-il une effroyable liste de meurtres, résultats du caprice, d'une mauvaise digestion, d'une sombre mélancolie, ou de cette dépravation que le pouvoir illimité est si propre à faire naître chez ceux qui le possèdent. Le même mépris pour la vie des citoyens se trouve chez tous les fonctionnaires. La justice se vend, et la punition, ainsi que l'expiation d'un crime, ont leur prix respectif. Il s'établit entre l'auteur d'un meurtre et celui qui en poursuit la vengeance une lutte d'argent. Si le premier peut fournir la somme nécessaire, il obtient aisément du magistrat une attestation portant, qu'après avoir examiné l'affaire, on l'a trouvée *telle qu'elle doit être*. Si l'autre parvient à faire le présent le plus considérable, il a l'option d'extorquer d'abord à son adversaire la somme qu'il a dépensée lui-même, et de le taxer ensuite à son gré, pour la réparation de l'offense, ou de se venger d'une manière moins profitable, mais plus cruelle, en le traitant comme il a traité sa victime. Le coupable à son tour a des vengeurs; et un assassinat n'est ordinairement que le premier anneau d'une série de forfaits.

Les nobles, approchant de plus près le shah, sont l'objet direct et immédiat de sa tyrannie; il les foule à ses pieds; car le seigneur le plus puissant n'est pas plus le maître de sa personne et de ses biens que le dernier raya; il peut être battu, mutilé; ses épouses, ses filles peuvent être livrées à la brutalité des palfreniers du *roi des rois*, sans que cela produise la plus légère sensation. *C'est la volonté du shah* : voilà, dans tout son jour, le code qui régit la Perse.

Les revenus de la Couronne sont divisés en deux parties : les impositions, et les confiscations avec les dons gratuits. Les officiers du gouvernement n'ont presque pas d'émolumens; mais il leur est permis d'extorquer tout ce qu'ils peuvent de leurs subordonnés. Les fortunes ainsi amassées reviennent au roi, dès qu'il l'ordonne, et nul ne peut l'aborder les mains vides. Le harem même est une source de profits; sa majesté n'accorde ses faveurs qu'à celles de ses femmes qui sont en état de lui faire un présent; ses filles sont cédées pour des sommes considérables, et les femmes que le shah ne veut plus, sont livrées à des hommes opulens qui sont forcés de donner en échange un riche douaire. Enfin, lorsqu'on ne trouve pas d'autre expédient, on se sert de celui-ci, qui est infaillible : « Coquin, combien veux-tu donner pour racheter ta vie? Il faut 100,000 tomans (1), le roi sait que tu les as; » et la corde ou le bâton forcent bientôt l'infortuné à l'obéissance. Le roi rançonne les grands et les provinces; les grands rançonnent leurs subalternes, et ceux-ci les rayas; de manière que chacun, excepté les derniers, ne vit que d'extorsions. L'impôt régulier est le cinquième du revenu; le *saderant*, ou impôt extraordinaire, est ce qu'il y a de plus onéreux. Il comprend toutes les dépenses imprévues, et comme le revenu royal est absorbé par l'entretien de 300 femmes, et par les émolumens des gardes, tout le reste est à la charge des rayas. On ne dépense pas pour les établissemens publics une seule obole, de toutes les sommes qui passent dans les mains du shah. Les rayas paient jusqu'aux charités de leur souverain. On ne répare aucune route publique, on n'en fait pas de nouvelle; on ne construit ni ponts, ni caravensérails; et ce qui a été créé dans les courts intervalles de prospérité, dépérit à vue d'œil. Les canaux qui arrosaient

(1) Le toman vaut 70 fr.

les plaines sont comblés ; les villes et les villages sont en ruines, ou ne présentent que quelques maisons habitables. Chaque pas que fait le voyageur dans le royaume offre des monumens qui attestent une population en décadence. Enfin, la dégradation morale du peuple est la triste et dernière conséquence de son gouvernement. Depuis le roi jusqu'au dernier raya, tout Persan convoite la propriété de son voisin, cherche à s'en emparer, et ne néglige aucune ruse pour y parvenir : c'est là le type du caractère national, avec cette différence, que ce que l'homme puissant enlève par force, le marchand et le raya le dérobent par finesse. On dit, cependant, que dans quelques cantons éloignés de la capitale et préservés de son influence, les habitans ont de la franchise et de l'indépendance de caractère. Partout ailleurs, c'est l'opposé.

Les Persans se distinguent des autres habitans de l'Asie par la vivacité de leur imagination, la souplesse de leur esprit, et une intelligence plus active. Mais ces qualités, qui auraient pu leur assurer des succès dans les sciences et les lettres, ne donnent lieu qu'à des ruses criminelles. Au milieu de la triste nullité de leur histoire, apparaissent quelques génies supérieurs, pour donner la mesure de l'intelligence et des talens que ce gouvernement est parvenu à étouffer. C'est du dehors que doit venir le remède aux maux des Persans, et ce remède ne sera que l'invasion de quelque peuple voisin.

Si des Persans nous passons aux Arabes, le contraste est frappant. Les premiers sont esclaves, les autres sont libres ; d'un côté les marques extérieures et évidentes de la servitude, de l'autre celles de l'indépendance et de l'égalité ; d'un côté, un despote adulé par de vils courtisans qui ne se relèvent de leur bassesse que pour écraser tout ce qui est au-dessous d'eux ; d'un autre, le chef au milieu de ses sujets, les recevant avec affection, s'asseyant parmi eux, sans autre distinction que les témoignages du respect inspiré par l'estime et l'amour ; ici, le souverain et ses sujets, le maître et ses serviteurs composent la même société, mangent ensemble, conversent familièrement, sans que le bon ordre et la subordination en soient altérés ; là, au contraire, le plus hideux tyran au milieu de ses flatteurs, qui n'osent le regarder en face, sous peine de se voir arracher les yeux, comme le faisaient Mohamed Khan et Shah Nadir.

L'auteur des *Souvenirs du Golfe Persique*, a remarqué que c'est surtout à bord d'un bâtiment qu'on est à portée de reconnaître l'égalité chez les Arabes : officiers et matelots prennent leurs repas, récitent leurs prières et fument ensemble, sans qu'il y ait jamais ni désobéissance, ni infractions à la discipline. Au nombre de leurs qualités, on remarque une douce bienveillance et une affectueuse amitié. Les Arabes du désert, appelés Bédouins, exercent le vol, mais sont hospitaliers. Les Wahabites ont plus de rudesse ; les habitudes maritimes les ont conduits à la piraterie ; c'est une race de pieux voleurs, énergiques, francs et ouverts.

Pour les *Turcs*, dont nous devons aussi parler ici, par terme de comparaison, et suivant les *Lettres sur l'Orient*, ils sont plus beaux, plus forts, plus grands, plus graves que les Arabes et les Persans ; ils aiment le luxe, ils le déploient surtout dans les fêtes du Beiram, où, depuis le prince jusqu'au dernier paysan, ils portent leurs plus riches habits ; ils ont, en général, la physionomie ouverte, la démarche lente et majestueuse ; la robe flottante qui enveloppe leurs membres vigoureux, ajoute encore à la noblesse de leur maintien ; ils passent souvent une grande partie de la journée assis en plein air, sur des sofas, et immobiles comme des statues. Le véritable amour, la gloire, l'ambition, l'orgueil de famille troublent peu un Turc : pourvu qu'il ait ses chevaux arabes, ses armes brillantes, sa pipe, son café et qu'il puisse se reposer à l'ombre, il est content du sort qu'Allah lui a réparti ; il aime peu la table, il est peut-être le peuple le plus tempérant du globe ; sa passion dominante est celle de la beauté. Pour obtenir une belle femme, il donnera tout l'argent qu'on exigera de lui ; dès qu'elle a perdu son éclat et ses charmes, il s'en procure une autre. Il a un grand respect pour les morts. Les cimetières turcs sont entourés de cyprès qui y entretiennent une agréable fraîcheur ; les tombes sont couvertes d'inscriptions, dont un grand nombre richement dorées ; des corbeilles et des guirlandes de fleurs ornent d'élégans mausolées de marbre blanc, sur lequel se joue la lumière du soleil ; plus loin, des monumens d'un style plus sévère apparaissent dans l'ombre, derrière des touffes de cyprès. Aucun bruit n'interrompt le silence éternel de ce lieu mystérieux. Les Turcs aiment passionnément une espèce de tournoi appelé le

jeu du djerrid, où les jouteurs, qui galoppent en tous sens à bride abattue, lancent le djerrid avec une singulière adresse, en esquivant celui de leurs adversaires, et quelquefois même le saisissant au vol. Mais, à part ce genre de plaisir, qui exige beaucoup d'activité, ils s'abandonnent à une molle indolence; étendu nonchalamment sous un portique, promenant ses regards autour de lui, le Turc porte de temps en temps sa tasse de café ou de sorbet à sa bouche, mange des confitures, et se livre entièrement au *far niente*, ce qui contraste étonnamment avec son extérieur imposant et concentré, avec l'orgueil qui se peint sur ses traits et les armes redoutables attachées à sa ceinture. Un Turc de la classe supérieure se lève avec le soleil; et, comme pour dormir il ne se débarrasse que d'une légère partie de ses vêtements, la toilette du matin n'exige pas beaucoup de temps. Après avoir prié, il fait son premier repas, composé d'une tasse de café, de quelques confitures et de sa pipe; quelquefois il lit des versets du Coran. On lui amène ensuite son cheval arabe qu'il monte pendant 2 ou 3 heures, ou bien il va s'exercer à lancer le djerrid. Vers le milieu de la journée, il dîne avec un pilau fortement assaisonné; puis il va aux cafés entendre les conteurs, ou bien s'asseoir dans un kiosque parfaitement abrité contre la chaleur, sur les rivages du Bosphore; et au coucher du soleil, il soupe, entouré de ses amis, boit le sorbet glacé, et entre à son harem, où la belle Circassienne lui offre le café épicé et les conserves qu'elle-même a préparées, tandis que les accords de la guitare ou du luth s'unissent au doux murmure de la fontaine qui tombe dans un bassin de marbre.

Après ces généralités sur le caractère, les mœurs et les usages des trois principaux peuples de l'Orient, les matériaux que nous avons sous les yeux vont nous fournir quelques détails sur les localités; nous commencerons par la capitale de la Turquie.

Au premier aspect de *Constantinople*, on éprouve une sorte de désappointement; mais lorsqu'on est entré dans le canal, qu'on a dépassé la pointe du sérail, et que la ville, bâtie sur le penchant d'une vaste colline, se présente avec son amphithéâtre de maisons élevées les unes aux-dessus des autres; quand la vue embrasse les faubourgs de Péra et de Galata, et le cime-

tière, dont une épaisse forêt de cyprès ombrage les sépultures, l'admiration s'empare du spectateur. Ce n'est pas que toutes ces maisons, pour la plupart construites en bois et percées d'unemultitude de fenêtres, offrent en elles-mêmes rien d'imposant; mais la couleur si gracieuse des arbres dont elles sont entourées, les innombrables minarets avec leurs dômes dorés qui réfléchissent les rayons du soleil, les grandes mosquées, dont l'aspect majestueux domine la ville entière, tous ces objets saisissent fortement l'imagination. En avant d'une ligne éclatante de blancheur s'élève le sérail dont la mer baigne la base. Aucun ornement d'architecture ne décore ses murailles extérieures; mais à travers la masse mouvante de cyprès qui l'entourent, on découvre des dômes brillans qui dépassent quelquefois la cime des arbres; sur la gauche se présente Scutari, un des faubourgs de la côte d'Asie, avec ses blanches mosquées. Dans les rues, comme au dehors, tout le monde est armé; la populace comme le soldat, et même les enfans, qui portent des pistolets et un ataghan, et auxquels on enseigne de bonne heure à tremper leurs mains dans le sang; aussi, d'après la remarque de l'auteur des Lettres sur l'Orient, le peuple est-il d'une extrême adresse à faire tomber une tête d'un seul coup. Rien d'attrayant ici dans le costume et la tournure des femmes; couvertes d'un ample vêtement qui leur tombe jusqu'aux pieds, elles ont toutes le bas de la figure caché par un voile blanc fort épais, et la pâleur de leurs traits, leurs yeux noirs et perçans qu'on aperçoit au-dessus du voile, leur donnent presque l'air de fantômes. Les environs de Constantinople sont d'une beauté au-dessus de toute description. Les anciennes murailles ont encore leur aspect vénérable; en bien des endroits, elles s'élèvent jusqu'à 40 pieds de haut, et sont flanquées de tours sur lesquelles le lierre a étendu ses rameaux; on voit encore la porte où l'infortuné Constantin fit sa dernière sortie; un café arménien est établi en cet endroit. Dans le quartier d'Almeidan se trouve la magnifique mosquée de Ste. -Sophie; l'auteur des Lettres sur l'Orient ne fait que l'indiquer, parce qu'il n'a pu la visiter, l'entrée de toutes les mosquées étant interdites aux infidèles; mais il aperçut des monceaux de têtes grecques, que les enfans s'amusaient à rouler comme des balles, devant une des portes du sérail. Il visita le grand ba-

zar, appelé le *Bezestîn*, dont les marchés ont chacun leur rue, et dont le toit circulaire qui donne entrée à la lumière les abrite parfaitement contre la chaleur; c'est là qu'on remarque une étrange variété de costumes persans, arméniens, nubiens, turcs, tatars, hadjis ou pèlerins, derviches, etc., tandis que le marchand turc, installé dans sa boutique, accroupi sur ses coussins, sa longue pipe à la bouche, et prenant de temps à autre son café, reste immobile, sans appeler aucun chaland, et attendant avec tranquillité qu'on vienne acheter ses marchandises.

Le même voyageur eut occasion d'admirer la célérité et l'adresse avec lesquelles les derviches pirouettent sur eux-mêmes, sans bouger de place, comme une toupie, pendant des heures entières; il dit que la plupart de ces derviches sont cités pour leur libertinage et leurs débauches, et qu'il n'y a de véritablement respectés que ceux qu'on appelle les *Santons*. Il a remarqué la rigidité des Turcs dans l'observance du jeûne, au Ramadan, où ils demeurent depuis le lever jusqu'au coucher du soleil sans rien manger, n'ayant d'autre distraction que leur pipe et leur café, seules choses qui leur soient permises; il peint leur joie quand la nouvelle lune annonce la fin du Ramadan et l'ouverture du Beiram; mais cette joie a encore de la solennité qui préside à leurs devoirs religieux. Il évalue, d'après les calculs du général Sébastiani, la population de Constantinople à 400,000 âmes, et à 800,000 âmes pour les faubourgs de Péra, Galata, Scutari et la ligne de villages qui bordent le Bosphore. La plus grande partie du territoire que couvre la ville est plantée en jardins. Les mosquées sont entourées d'arbres, pour la plupart; à l'entrée de chacune coule une fontaine richement décorée, où les Turcs lavent leurs pieds avant de pénétrer dans le temple, à la porte duquel il laissent leurs chaussures. Il arrive très-souvent, dans les bazars, qu'un marchand sorte et laisse sa boutique ouverte et ses marchandises exposées, sans en prendre le moindre souci, et il n'est jamais volé.

De Constantinople, l'auteur des *Lettres sur l'Orient* se dirige vers Smyrne, en passant par l'infortunée Scio ou Chios, île dont la beauté et les malheurs sont connus. *Smyrne* possède une population considérable et un commerce très-étendu. Ses

rues sont étroites; mais le quartier des Francs, habité par les négocians et les consuls, est couvert de maisons élégantes, dont les toits, disposés en terrasses, offrent une charmante promenade. Beaucoup d'Européens s'allient aux familles grecques; aussi, les femmes de Smyrne présentent-elles un mélange attrayant des mœurs orientales et européennes. Le cimetière des Turcs est situé sur le penchant d'une montagne, près de celui des Juifs, et à peu de distance de la ville; il est entouré d'un bois de cyprès, qui inspire la mélancolie et le recueillement. A Smyrne, les familles des négocians se réunissent dans le casino, et composent des cercles charmans. A quelques milles de la cité est le village de Bournabat, formé de jolies maisons de campagne appartenantes aux négocians européens; les environs en sont très-bien cultivés et couverts d'oliviers; on y voit beaucoup de cigognes, qui sont, pour les Turcs, un objet de vénération superstitieuse.

De Smyrne, l'auteur des *Lettres sur l'Orient* nous conduit à *Alexandrie*, où il signale la colonne de Pompée, élevée sur une éminence en avant de la ville, et le canal qui débouche non loin de là. La base de la colonne a 9 pieds de haut, le fût en a 90; elle est d'ordre corinthien, et composée de trois blocs de granite rouge; on l'aperçoit d'une très-grande distance. Peu loin de cette colonne on voit aussi l'aiguille de Cléopâtre, haute de 70 pieds, d'une seule pièce de granite, couverte d'hiéroglyphes dont plusieurs sont presque effacés. Il ne reste de l'ancienne *Alexandrie* qu'un vaste monceau de ruines, et rien n'est plus triste que l'aspect de la nouvelle cité. Partout, des sables coupés de loin à loin par quelques groupes de palmiers; nul objet intéressant, nulle promenade agréable dans ces plaines monotones, excepté un couvent, et les jardins du consul anglais. Les maisons d'*Alexandrie*, surtout celles qui appartiennent à des Européens, sont très-hautes, et blanchies à l'extérieur. Celles des négocians sont bien meublées. Le climat de la ville est le plus frais de l'Égypte; une brise de mer s'y fait régulièrement sentir tous les soirs. On y voit plusieurs cafés tenus par les Francs; on y rencontre des marchands et des aventuriers de tous les pays. Mohamed-Ali a fait élever autour de la ville une ligne redoutable de fortifications. Le grand canal de Cléopâtre, rétabli depuis peu, a 40 milles de long, et joint

le Nil à la Méditerranée, à Alexandrie. C'est un ouvrage admirable; on y a employé, pendant long-temps, près de 150,000 Arabes, dont 20,000 sont morts pendant les travaux; ils ne recevaient d'autre salaire qu'un sou par jour.

D'Alexandrie nous allons à *Rosette*, située sur les bords du Nil, au milieu des vergers de dattiers, de bananes, d'orangers et de figoniers; c'est le séjour le plus agréable de l'Égypte. Son commerce est inférieur à celui de *Damiette*, dont, cependant, la situation est sur une plage aride et monotone. Nous remontons le Nil jusqu'à la capitale de l'Égypte, en prenant terre à Boulac, qui en est le port. Le *Caire*, ou *Kaire*, moins vaste que Constantinople, contient 250,000 habitants. Il ne possède pas ces jardins qui embellissent la ville des sultans; les maisons, bâties en argile, y sont plus hautes, et les rues plus étroites encore; les croisées et les balcons garnis de persiennes qui forment une saillie de 2 pieds, permettent de regarder, sans être vu, tout ce qui se passe au dehors; c'est là que les habitants aiment à se tenir, en s'abritant le plus possible contre les ardeurs du jour; les rues, quoique non pavées, sont établies sur un sol fort dur, et on les arrose constamment, avec les eaux du Nil, que transportent les chameaux. Des terrasses couvrent toutes les maisons, et du haut de celle du consul on domine sur une grande partie de la ville: rien de plus délicieux que de s'y promener la nuit. Les marchés du *Caire* sont mal approvisionnés, si ce n'est en moutons. Le vin est cher et mauvais; une des friandises du pays est le Caimac, sorte de lait caillé. Les femmes des négocians francs sont presque toutes européennes; il y en a de très-jolies. Nous ne parlerons point des crues du Nil, qui sont pour les Égyptiens le bienfait le plus signalé de la Providence, ni des excursions de notre voyageur dans la partie supérieure de ce fleuve, parce que l'espace nous oblige d'abréger nos extraits, et, parce que d'autres ouvrages ont déjà fait connaître les lieux qu'il a visités; nous le suivrons de préférence encore un moment du côté de l'Arabie, et particulièrement au mont *Sinai*.

Il arrive à *Suez*, petite ville entourée de remparts en ruines, au bord de la mer Rouge, très-basse et très-étroite en cet endroit, avec ses bords escarpés à droite, et sablonneux du côté de l'Arabie. En tournant le golfe il entre dans le désert, pénètre

dans la vallée de Paran et puis aux montagnes du *Sinaï*, qui forment une vaste chaîne depuis le voisinage de ce mont sacré jusqu'à Tor. Leur sauvagerie nudité, leurs pics noirâtres et leurs flancs déchirés inspirent une sainte terreur. Le *Sinaï* même est aussi sauvage, mais moins élevé que quelques-unes des montagnes qui l'environnent. Sa base est entourée d'une haute muraille qui la défend des incursions des Arabes. A ce mur est adossé le monastère de Sainte-Catherine, qui n'a de portes que sur la montagne. On jette une corde aux arrivans et on les hisse l'un après l'autre jusqu'à la fenêtre au haut de la muraille, pour les conduire dans des cellules parquetées à l'orientale, garnies de tapis et de coussins, et éclairées d'une lampe suspendue au plafond. Les moines de ce couvent sont au nombre de 20, la plupart fort âgés, et ils appartiennent à l'église grecque. Ce monastère fut fondé par l'empereur Justinien; il est vaste et bien tenu. Les religieux n'y mangent pas de viande. Le réfectoire est un carré long, sur les murs duquel sont peints le paradis et l'enfer. L'église est belle, pavée en marbre, avec un autel orné de dorures. Les moines du *Sinaï* jouissent de la protection du Grand-Seigneur, depuis qu'un sultan y reçut l'hospitalité, et leur donna un firman qu'il imprima d'une tache d'encre pour signature; car il ne savait pas écrire. Les autres cénobites du désert, pour éviter les avanies, disent tous, quand ils voyagent, qu'ils appartiennent au couvent du *Sinaï*. Cependant ceux de ce dernier couvent ne s'aventurent pas dans le désert, de peur que les Arabes bedouins, dont ils sont haïs, ne les traitent comme des bêtes fauves. Le jardin, où l'on pénètre par un souterrain fermé d'une porte très-solide, est entouré de hautes murailles, et il ne doit sa fertilité qu'à l'infatigable industrie de ces religieux; on y voit des palmiers, des cyprès, des peupliers, des amandiers, des dattiers, des légumes et du raisin; à côté est une laiterie où l'on fait d'excellens fromages. Pendant la campagne d'Égypte, Napoléon donna des ordres pour élever à une plus grande hauteur la grande muraille du *Sinaï*, et il fit présent de deux canons au monastère; mais les bons moines ne s'en sont jamais servis, malgré le parti qu'ils pourraient en tirer contre les Arabes. A quelque distance du monastère est la vallée nommée par l'Écriture la terre de Madian, où Moïse garda les troupeaux de Jethro son beau-père. Au milieu de ce

vallon est un bouquet de palmiers. Près de là encore est le rocher de Méribah, d'où Moïse fit jaillir une fontaine, et pour lequel les Arabes ont une grande vénération, persuadés que le feuillage qu'on introduit dans ses trous a la vertu de guérir les chameaux.

L'auteur des *Lettres sur l'Orient* revient du Sinaï à Suez et au Caire. Il en repart pour Saïd et Jérusalem; il visite et décrit Saint-Jean-d'Acre, Tyr ou Sidon. Il va voir sa compatriote lady Stanhope, établie dans le désert, où elle vit de légumes, et exerce une grande influence sur les Arabes. Elle ne se permet aucune infraction aux mœurs et à l'étiquette orientales, et ne reçoit pas les Anglais, à moins que ce ne soient des amis intimes; elle a 22 esclaves arabes des deux sexes et a renvoyé tous ses domestiques insulaires; elle a dans son haras quinze étalons superbes; elle parle très-bien l'arabe; sa demeure est à une lieue et demie de Sidon sur le penchant d'un côteau peu boisé, d'où l'on découvre toute la côte. Elle paraît mépriser souverainement son sexe et ses habitudes efféminées; aussi ne veut-elle plus retourner en Angleterre. De Sidon et de Saint-Jean-d'Acre, l'auteur des *Lettres* revient au Caire, et du Caire, il retourne encore en Palestine.

Nous regrettons que l'espace nous manque, pour retracer le tableau que nous donne l'ingénieux auteur, de la Palestine, de Jérusalem et des lieux saints, dans leur état actuel, et son intéressante description de Damas; nous sommes forcés de nous borner à résumer très brièvement ce qu'il dit de Balbec.

Ses ruines célèbres sont près d'un village musulman qui forme la limite des pachalicks d'Acre et de Damas et n'appartient à aucun d'eux. Le coucher du soleil sur le fameux temple de Balbec, est d'une grande magnificence. Des nuées de pigeons voltigent de portique en portique, de chapiteaux en chapiteaux, au-dessus des arbustes et des fleurs que baigne un cours d'eau rapide. Le mur d'enceinte de la grande cour du monument, du côté du nord, est très-haut; il a 600 pieds de long; le mur de l'ouest est dégradé; on y remarque 3 énormes pierres de 60 p. sur 12. Le temple a 180 pieds de long et 90 de large. Il est entouré d'un seul rang de colonnes au nombre de 44, ayant 60 pieds de haut et 26 de circonférence. Ces colonnes sont, comme les murs du temple, en beau granit rose. Elles supportent des

chapiteaux corinthiens très peu dégradés et d'un travail exquis. L'état de conservation des architraves, corniches et décorations du temple est admirable. On voit çà et là des colonnes à demirenversées contre les murs; l'une d'elles a son piédestal plongé dans le bassin d'une jolie fontaine. Du côté de l'ouest, la galerie domine la plaine, et elle est jonchée de débris de colonnes, de frises, de chapiteaux. Au nord, est une vaste cour où se dessinent des salles élégantes et des niches destinées à recevoir des statues. Au sud, la colonnade se réfléchit dans le cristal du bassin. L'intérieur forme un parallélogramme de 120 pieds de long. Le péristyle et les murs sont couverts de bas-reliefs représentant des divinités du paganisme et des aigles aux ailes déployées. A 100 pieds de l'édifice, sur une éminence, règne un rang de colonnes d'ordre corinthien plus hautes que celles de la grande galerie; 6 sont encore debout. C'est sur leurs magnifiques chapiteaux que s'arrêtent les derniers reflets du soleil. Au sud-est, à quelques pas du village, on voit une galerie en marbre richement sculptée et surmontée d'un dôme encore debout; elle est plus dégradée que tout le temple. A un mille de là est la carrière d'où l'on a tiré les quartiers énormes qui ont servi à la construction du monument. Un de ces blocs, taillé avec soin sur quatre faces, est encore adhérent au rocher. Les plus petites colonnes sont d'une seule pièce; les plus grosses se composent de trois ou quatre. Sous le pavé du temple règnent des galeries souterraines. L'intérieur de l'édifice forme 3 ailes; mais plusieurs des pilastres sont détruits. Dans le fond s'élève le sanctuaire où était l'idole, dont il reste encore de belles sculptures.

L'auteur du voyage d'Alexandrie à Rosette et au Caire décrit à peu près les mêmes choses que l'auteur des Lettres sur l'Orient. Il a remarqué de plus, entre autres faits, que Canope est maintenant plus éloignée de la mer qu'autrefois; c'est ce qu'on savait déjà pour Damiette. Il parle d'Aboukir et de sa baie où les troupes anglaises furent défaites par Bonaparte. Il arrive de Rosette au Caire, qu'il essaie encore de décrire, après tant d'autres voyageurs; il cite plusieurs villages qui lui ont paru dignes d'être mentionnés dans sa relation et quelques particularités de mœurs dans son trajet; ces villages sont décrits et même représentés dans le bel ouvrage de Denon. Il va ensuite du Caire à Gizeh, puis il monte au sommet de la grande

pyramide dont il examine et détaille l'intérieur, de même que le Sphinx. Nous ne rapporterons point ces détails déjà connus par les ouvrages français, notamment par le grand ouvrage de l'expédition d'Égypte.

Terminons cette longue analyse par quelques mots sur les progrès des occidentaux dans les langues de l'orient, d'après les détails que le *Globe* nous fournit. En 1784 fut établie à Calcutta, une Société sur le plan de la Société royale de Londres. Dès lors s'ouvrit une ère nouvelle pour l'Asie, en même temps que la Société africaine de Londres, en envoyant Ledyard en Égypte et Mungo Park aux rives du Niger, commençait la science de l'Afrique. Les seules langues que l'on connût à cette époque étaient l'arabe, le turc et le persan. On entreprit l'étude des autres idiômes, notamment du sanskrit, du bengali qui est le sanskrit moderne, et du chinois, ainsi que des dialectes de la Haute-Asie. Si les jésuites avaient des savans dans ces idiômes, ils gardaient pour eux leurs trésors, comme autant d'armes pour réussir dans leurs projets, ou bien parce que le public s'intéressait encore trop peu à la philologie. Des dictionnaires, des grammaires parurent bientôt; et, grâce à la persévérance des laïcs, l'Asie a peu de dialectes qui nous soient inconnus, et maintenant l'Europe a autant d'orientalistes que de physiciens. Déjà une division de travaux s'est formée, signe évident des progrès de la science; chaque orientaliste a sa direction spéciale et l'amour des études de l'orient est déjà populaire au Bengale. Aujourd'hui il paraît chaque année à Sérampore, à Calcutta, à Bombay et dans les autres établissemens britanniques une foule de traductions ou de textes orientaux imprimés dans vingt langues différentes; il s'imprime cinq journaux à Calcutta, deux ou trois dans chacune des autres présidences; une partie de ces recueils est toujours consacrée à la géographie, à l'histoire, au commerce, et en général à l'étude des contrées où ils paraissent. Une demi-caste, qui tôt ou tard aura de l'influence, a commencé à se répandre dans l'Inde; le commerce y a fait germer les idées nouvelles; le monopole de la Compagnie anglaise va bientôt finir pour faire place à une autre administration qui amènera d'heureux changemens; le Collège indou, le nouveau Collège sanskrit prospèrent au Bengale où l'instruction élémentaire, malgré beaucoup d'entraves, se propage, grâce au zèle des mission-

sionnaires et des particuliers; déjà 21,000 Indiens reçoivent quelque instruction sur 10,000,000 en âge d'en recevoir. La France rivalise d'efforts avec l'Angleterre pour s'avancer dans les sciences de l'Orient. Une Société asiatique a été fondée à Paris en 1823; elle est très-florissante, comme celle de Londres qui s'est établie depuis. L'Allemagne, où tout se fait solitairement, a ses écoles particulières d'orientalistes, et la Russie, où tout ressent l'influence de l'administration, a son Institut oriental. Ainsi de toutes parts en Europe la civilisation est progressive en tout, pendant qu'elle est stationnaire en Asie, parmi les indigènes qui ne se trouvent pas sous l'influence européenne. Ce mode stationnaire des peuples asiatiques tient moins au climat et à la disposition du pays qu'à l'organisation politique, aux castes et aux tribus, dont l'effet est de produire une immobilité complète.

ALBERT-MONTÉMONT.

83. I — TABLEAU DE LA BOUKHARIE, d'après les derniers ouvrages publiés par M. DE LARÉNAUDIÈRE. (*Nouv. Annal. des voyages*; août et sept. 1826, p. 145 et 310, et *Orient. Herald*; août 1826, p. 283.)

84. II — SUR LE TURKESTAN OCCIDENTAL, ou la petite Boukharie. (Extrait du voyage de Timkovski en Chine. *Hertha*; 1825, 4^e vol., 1^{er} cah., p. 218.)

85. III.—DESCRIPTION DE BOUKHARA. (*Asiat. journ.*; sept. 1826, p. 262.)

86. IV.—ÉVÉNEMENTS SURVENUS EN BOUKHARIE. (*Nouv. Annal. des voyag.*; sept. 1827, p. 400.)

I. — Dans ce tableau, M. de Larénaudière présente d'abord une idée générale de la Boukharie et de ses villes principales; ensuite il fait connaître les populations de cette grande contrée, leurs usages, leur origine, leur industrie, leurs arts, leur civilisation et leur gouvernement. Nous offririons une rapide analyse de ce travail intéressant.

La Boukharie, l'ancienne Sogdiane, dont l'histoire se lie aux conquêtes d'Alexandre et au règne de Tamerlan, est bien déchue de sa splendeur. Elle était le foyer des lumières et le grand dépôt des produits de l'industrie de l'Asie centrale, quand l'Ea-

rope gémissait sous le poids de l'ignorance et de la barbarie. C'est au commencement du 15^e siècle que les exploits de Timour, vainqueur de Bajazet, éveillèrent l'attention des princes européens. Ils envoyèrent des ambassadeurs à Samarcande, et la Boukharie fut décrite autrement que par les récits trop vagues de Rubruquis, de Marco-Polo et de Mandeville. Toutefois jusqu'à ces derniers temps, elle était, pour ainsi dire, encore demeurée hors de la ligne des recherches de l'européen. Moorcroft et de Meyendorff ont retiré cette contrée de l'oubli.

Les géographes arabes comprenaient sous le nom de *Mavarennahar*, c'est-à-dire pays au-delà du fleuve, toutes les terres renfermées entre l'Amou-déria, la mer d'Aral, le Sir-Déria et ces groupes de montagnes qui occupent tout l'espace entre Kokhan et le Djihon, à l'est de Samarcande. La partie de ce vaste territoire la plus renommée dans les histoires orientales, est la belle et fertile vallée qui portait le nom de *Sogd*, et à laquelle les mêmes Arabes donnaient 40 parasangs de longueur et 20 de largeur (1). Cette vallée n'a pas de limites bien déterminées, à cause des déserts qui l'environnent. Elle paraît placée entre les 41° et 37° de lat. N. et 61° et 66° 30 de long. orient. de Paris. Ce Khanat présente à peu près une surface de 10,000 lieues carrées.

Entourée de sables et de déserts, la Boukharie apparaît comme une vaste Oasis, ou plutôt comme une réunion d'Oasis qui laissent entre elles quelques terres sablonneuses infertiles et incultes. Ces Oasis offrent l'aspect le plus agréable et le plus riant : de nombreuses habitations s'élèvent au milieu de jolis bosquets. Des jardins et des champs, divisés en petits carrés, dont les bords, revêtus de gazons, s'élèvent pour retenir les eaux, couvrent la plaine. Des milliers de canaux la divisent et la fertilisent. La différence des niveaux produit à la jonction de ces canaux de petites cascades dont le murmure flatte agréablement l'oreille ; des allées d'arbres les bordent des deux côtés et leur conservent une délicieuse fraîcheur. Ces arbres multipliés en tous sens, étalés en rideaux ou groupés en bouquets, sont tellement nombreux, que la vue, sans cesse arrêtée par leur feuillage, ne peut s'étendre au loin.

Cette description ne peut s'appliquer qu'à la vallée de Sogd.

(1) La parasang ou lieue persane égale 5,564 kilomètres.

La partie orientale de la Boukharie n'y ressemble pas : celle-ci est montagneuse et moins fertile ; à l'ouest se prolonge une vaste plaine jusqu'à l'Amou-Déria ; des collines isolées d'environ 18 pieds de hauteur interrompent cette surface monotone ; d'autres sont plus basses : c'est en général le même aspect que dans les steppes.

A 60 verstes au nord de Boukhara, on aperçoit le *Nouratagh*, la montagne la plus élevée de ce côté et la seule qui soit visible. Le *Zer-Afchan* et la *Kachka* sont les deux seules rivières de la Boukharie remarquables par leur grandeur et par le parti qu'en tire l'agriculture. La 1^{re}, qui coule à une grande distance à l'est de Samarcande, et qui passe à 12 verstes de Boukhara, porte aussi le nom de Kouwan ; elle fertilise tout le canton. La *Kachka* inonde les champs et les jardins qui environnent *Carchi*, contrée fertile, d'où l'on porte à Boukhara du riz, du coton et des fruits. Les montagnes du nord renferment de l'or et des turquoises. Toutes les plantes cultivées sont indigènes en Boukharie ; celles même qui paraissent sauvages y ont été portées par les vents ou mêlées avec les semences des céréales. Les fruits d'Europe y mûrissent à merveille. On y mange toute l'année d'excellens melons d'eau énormes et succulens, et d'autres encore dont la chair est blanche et sucrée. La vigne y vient parfaitement. Les grandes plantations de mûriers attestent que la culture du ver à soie est générale et abondante : c'est avec l'écorce de ces arbres que l'on fabrique ce beau papier de Boukhara, célèbre dans tout l'Orient. Le cotonnier donne trois récoltes par an. La rhubarbe s'étend jusqu'aux terres cultivées.

La race des chevaux boukhares est belle, grande, forte et vive. Les ânes et les mulets sont nombreux ; les bœufs et les vaches sont rares. Les tarenfules, les phalanges, les scorpions et les lézards abondent dans les steppes ; souvent des nuées de sauterelles dévastent les champs.

Le climat de la Boukharie est agréable et sain. Les saisons y sont régulières. Les beaux jours commencent avec notre printemps ; l'été survient dans toute sa force et dans tout son éclat ; les pluies d'octobre terminent la belle saison ; bientôt de petites gelées annoncent l'hiver. Le froid ordinaire est de deux degrés ; mais le soleil n'abandonne pas l'horizon et son ardeur ralentie n'est pas éteinte. Au mois de janvier, on dine en plein air ; la

chaleur à l'ombre est de 10°, et de 22° au soleil. Des vents violents soufflent pendant cette saison ; ils élèvent une poussière fine, qui jette sur l'atmosphère une teinte grisâtre, et qui fait l'effet d'un épais brouillard. Tous les objets disparaissent à la vue. Ces nuages de poussière sont aperçus de très loin. Dans les terres incultes, le sable, quoique plus gros, pénètre dans les yeux, dans la bouche, dans les oreilles ; il comble les fossés, s'arrête près des murs, s'élève à leur hauteur, remplit les rues et couvre les maisons comme les cendres du Vésuve.

La cécité est commune en Boukharie, les rhumatismes nombreux, et les vers qui vivent dans les eaux stagnantes et qu'on avale avec l'eau même sans s'en apercevoir, donnent lieu à une maladie occasionnant des plaies très-douloureuses d'où il sort de nouveaux vers d'une aune de long, aux jambes de ceux qui boivent de cette eau. Ce ver se forme entre la chair et la peau, il est roulé en plusieurs cercles. Les chirurgiens du pays ont une grande adresse à le tirer.

Parmi les villes de la Boukharie, il n'y a guère que la capitale qui ait été visitée par les européens. Un assez grand nombre de ces villes avoisinent Boukhara ; presque toutes sont petites et peu importantes ; trois à quatre cents maisons bâties en terre et rangées sans ordre les composent ; les mosquées seules sont généralement bien construites. Les grandes cités, après la capitale sont, 1° *Carakoul*, à l'ouest, près du lac de ce nom et de l'Amou ; c'est l'entrepôt du commerce entre Kiva et la Boukharie. Elle compte 30,000 habitants. 2° *Carchi* ou Nakhcheb au sud de Boukhara, une des grandes stations des caravanes qui viennent de Hérat et de Caboul, et se dirigent sur Samarcande sans passer par Boukhara ; c'est la principale route de commerce ; le khan y entretient une garnison de 2 à 3,000 hommes. Entre Carchi et Samarcande, la route commerciale longe un petit état indépendant, au milieu de la Boukharie, appelé le Khanat de *Chersabès*, patrie de Timour. 3° *Samarcande*, à l'est de Boukhara, sur la rive méridionale du Sogd ou du Zer-Afchan ; ses édifices actuels annoncent son ancienne gloire ; cette ville renferme encore 50,000 habitants ; l'observatoire d'Oulougberg n'existe plus, mais la tombe de Timour semble être sous la garde du temps ; c'est un beau monument de jaspé.

Boukhara, capitale de la Boukharie, se distingue par ses dô-

mes, ses mosquées, ses médressés, ses minarets élégans, ses palais, une muraille crénelée servant de rempart à la ville, un lac qui la baigne en dehors, environné de jolies maisons de campagne à toits plats. L'intérieure ne répond pas à l'apparence du dehors; les rues sont sans pavés ou mal pavées, elles sont encombrées de chevaux ou de chameaux ou d'une foule de gens tristes et méfians, qui habitent des maisons grisâtres de terre et de paille hachée, disposées sans ordre et n'offrant sur la rue que des murs uniformes. On compte à Boukhara 360 mosquées. Les médressés ou écoles se ressemblent toutes; ces édifices à deux étages ont ordinairement la forme d'un parallélogramme. L'édifice le plus remarquable de Boukhara est le palais du Khan, bâti depuis 1,000 ans. Il est sur une éminence et entouré d'un mur haut de 10 toises, qui n'a qu'une seule porte, à laquelle aboutit un long corridor, qui conduit au haut d'un monticule sur lequel se trouvent les maisons en terre habitées par le Khan et par la cour. Cette enceinte renferme encore le harem, entouré d'un jardin et caché par des arbres. Du haut de cet ancien château les fertiles environs de Boukhara se montrent dans toute leur beauté. On trouve à Boukhara des bains superbes, 68 puits dont la circonférence est à peu près de 120 pieds, où l'on descend par une douzaine de marches en pierre de taille, et où l'eau se renouvelle par un canal. On entre à Boukhara par 11 portes bâties en briques, et flanquées de 2 tours rondes gardées par des soldats. Cette ville a environ 14 verstes de circuit, à 1,066 kilomètres le verste; elle contient 8,000 maisons et 70,000 habitans. C'est la première ville de commerce de l'Asie centrale. Quatorze caravanserais servent à y loger les étrangers. Cette capitale porte l'empreinte des ravages du temps et de l'incurie du despotisme oriental. La plupart de ses édifices sont dégradés, les ponts voisins de la ville mal entretenus, les maisons en ruines.

Indépendamment de ces villes nous citerons encore les suivantes, dont l'*Oriental Herald* d'août 1826 présente la description d'après le journal de l'agent ou précurseur de Moorcroft en ces contrées : 1° *Balkh*, ville célèbre, surnommée *Um-al-Bidan*, la mère des cités. Une grande partie en est inhabitée; le reste contient environ 3,000 maisons occupées par les Usbecks, les Tadjicks, et des descendans des Afghans. Un château en briques est près de la ville; le basar est vaste et fréquenté les dimanches et

mercredis. On voit encore des tombes de personnages illustres, deux ou trois collèges et beaucoup de bains; il y a douze canaux restans des dix-huit que Balkh possédait. Cette ville paie tribut au roi de Caboul. L'air de Balkh est très-mal sain et surtout dangereux en été. Le fruit et les chevaux sont ici à bon marché. Balkh est regardée comme renfermant le tombeau d'Ali. 2° *Khulm*, capitale de Mir-Khalich-Ali-Khan; climat doux, lieu agréable et populeux; beaucoup d'Hindous de Shikarpur y sont établis; c'est une grande étape entre Balkh et Caboul ou Kabul. Khulm s'appelle aussi quelquefois Tash Kurgham, nom de l'ancienne ville. Toutes les maisons sont bâties en briques non brûlées, et couvertes de coupoles. L'eau courante abonde et coule même dans les habitations: Il y a beaucoup de fruits de toutes espèces, et surtout des melons excellens. Il y a ici un grand marché de chevaux turcomans. On compte 8,000 maisons. La ville est entourée de montagnes, excepté au nord. La cavalerie du prince ou Mir, est de 12,000 chevaux. 3° *Kunduz*, ville où le riz est fameux. La rivière Bengi passe à Kunduz, quise trouve entre elle et une autre rivière appelée Akserai. Le pays abonde en sources vives; une des trois sources de la rivière Talian est près de Kunduz, et cette même rivière s'unit à celle d'Akserai près d'Aurak. Kunduz n'est plus aussi florissante, depuis la nomination de Mir-Khalich-Ali-Khan.

Deux nations principales habitent la Boukharie; l'une conquérante et dominante, ce sont les *Ousbeks*; l'autre vaincue et sujette, ce sont les *Tadjiks*. L'Ousbek est essentiellement guerrier, orgueilleux, hardi; le Tadjik est rampant, faux, dissimulé, il n'aime que l'or, il est actif, laborieux, intelligent dans les affaires; il est marchand, artisan ou cultivateur. Indépendamment de ces deux classes d'habitans, la Boukharie en contient beaucoup d'autres; en voici le détail et le nombre.

Ousbeks.....	1,500,000
Tadjiks.....	650,000
Turcomans.....	200,000
Arabes.....	50,000
Persans.....	40,000
Kalmouks.....	20,000
Kirghiz.....	6,000
Juifs.....	4,000

Afghans.....	4,000
Lesghiz.....	2,000
Bohémiens.....	2,000

Total 2,478,000

L'agriculture est très-honorée en Boukharie, les propriétés très divisées, les canaux d'irrigation nombreux, les récoltes abondantes, surtout celle de la manne. Mais les perfectionnements industriels sont rares, et les objets manufacturés viennent en partie du dehors; aussi le commerce extérieur est-il très-actif, principalement avec la Russie et la Chine. Les arts sont dans l'enfance; les palais de Samarcande sont regardés comme des prodiges. La médecine est en vénération, mais pleine de secrets et de recettes empiriques; un bon médecin doit, en tâtant le pouls du malade, être au fait de la maladie, sans faire aucune question. L'astronomie n'est que de l'astrologie; l'astrologue du Khân doit lui prédire les éclipses deux jours à l'avance. La bigoterie proscrit les jeux et les plaisirs; l'esprit est mercantile, quoique chacun évite de passer pour riche, en se gardant bien de meubler sa maison avec luxe.

La civilisation persane, introduite par Timour, se reconnaît encore à quelques usages. Dans la haute société, on se fait des visites de cérémonie; celui qui les rend ne s'en va qu'après en avoir demandé la permission à son hôte. Alors ce dernier lui offre du thé, des fruits et des sucreries; et s'il ne les accepte pas le comble de la politesse est de les faire porter chez lui. Il est de bon ton, lorsqu'on se présente chez un Boukhare marié, d'attendre quelques minutes à la porte pour donner aux femmes le temps de se retirer. Ces femmes mènent une vie fort triste; broder, filer, travailler de l'aiguille, voilà leurs occupations. Il paraît que la sodomie est un des vices honteux du pays. Les esclaves jeunes et jolies coûtent de 1600 à 2400 francs. Les femmes tadjiks sont charmantes, mais se défigurent par un anneau qu'elles se passent aux narines. On ne voit point de voitures à Boukhara, tout le monde va à cheval. L'habillement du peuple consiste en deux robes longues. Les femmes portent une longue mantille, et un voile noir cache complètement leur visage.

Le gouvernement boukhare est une monarchie absolue et hé-

réditaire. Il y a 6 fonctionnaires principaux de l'état, dont le premier est le Couch-beghi ou premier ministre. La réunion de ces 6 fonctionnaires et de 20 autres forme le divan ou conseil de l'état. Il ne se rassemble que par ordre du Khan qui le préside toujours. Le clergé est très-influent; il force le peuple à aller à la mosquée tous les jours, dès l'aurore. Le titre de Molla, ou de membre du clergé se donne à quiconque sait lire. Il y a des taxes personnelles, un impôt pour les pauvres; le pays est considéré comme la propriété du Khan; il ne paie que sa police; le reste de ses agens vit d'extorsions. Deux cents femmes composent le harem du Khan; il n'a pas d'eunuques; bon musulman, il a 4 femmes légitimes. Il rend la justice tous les matins, en recevant les pétitions en audience publique. Son armée permanente est de 25,000 cavaliers; il peut la porter à 80,000 hommes.

ALBERT-MONTÉMONT.

II. — Cet extrait offre des observations sur les villes, le climat, le sol et les productions de ce pays, ainsi que sur les usages et les mœurs de ses habitants.

Le voyage de Timkovski faisant partie des sources que M. de Larénaudière a consultées pour son tableau, nous nous bornons aux indications suivantes.

Les vents sont très fréquens dans la Boukharie, surtout au printemps et en été. Ces vents sont toujours suivis d'une rosée, qui est d'autant plus salubre que les pluies sont très-rares et toujours nuisibles quand elles tombent dans le temps de la floraison. Le sol est gras et chaud. Le froment, l'orge, le maïs, le millet y réussissent très-bien. Le pêcher, l'abricotier, le prunier, le poirier et le pommier portent des fruits en abondance. Le melon, le raisin et la datte sont excellents. Le *jadaschat* ou bœzoar est presque aussi dur que le sel gemme. On en trouve de différentes couleur et grosseur. Il se trouve le plus fréquemment dans l'estomac des vaches, des chevaux et dans la tête des porcs. Celui qui se forme dans l'estomac des porcs est le plus recherché. Quand les Turkestans désirent de la pluie, ils attachent du bœzoar à une baguette d'osier qu'ils posent dans de l'eau limpide; désirent-ils du vent, ils mettent le bœzoar dans un sachet qu'ils attachent à la queue d'un cheval; veulent-ils que le temps se rafraichisse, ils attachent quelques morceaux de bœzoar à leur ceinture. Les Turkestans, Torgoutes et Olutes ont

l'habitude de porter sur eux du bézoar dans leurs voyages en été, prétendant que cette substance les garantit de la chaleur.

III. — Les mêmes motifs qui nous ont engagé à signaler seulement l'article précédent nous déterminent à une simple indication pour celui-ci, que les lecteurs pourront cependant consulter utilement, pour les détails que M. de Larénaudière n'aurait pas pu faire entrer dans son travail.

IV. — Cette note nous apprend qu'après la mort de Mir-Haïder-Khan, et de Mir-Hussein-Khan, derniers souverains de la Boukharie, morts, le 1^{er}, à la fin de 1826, le 2^e, au commencement de 1827, Omar, 3^e fils de Mir-Haïder s'était emparé du pouvoir, au préjudice de Bar-Karrim-Khan, son frère aîné. Mais celui-ci l'a forcé à capituler dans Boukhara, et à abdiquer en sa faveur. On disait que le nouveau Khan se préparait à marcher contre Tachkend.

87. I. L'IRAN DANS SON ÉTAT ACTUEL. — Extrait du voyage de HEIDENSTAMM. (*Éphémérides géogr. de Weimar*; 1825, vol. XVI, cah. 8, p. 225 et cah. 9, p. 257.)

88. II. PRÉCIS HISTORIQUE ET STATISTIQUE SUR LE ROYAUME DE PERSE; par M. ADR. BALBI. (Carte de la Perse, Voy. le *Bulletin*, Tom. X, n^o 141.)

Nous réunissons ces deux travaux importants, à raison de l'analogie de leur objet, et de l'utilité qu'on peut retirer d'une comparaison attentive des documens qu'ils renferment.

I. — L'Iran d'aujourd'hui est borné au nord par la *Géorgie*, la mer Caspienne et le *Turkestan*; à l'est par l'*Afghanistan* et le *Beludschistan*; à l'ouest par les provinces ottomanes asiatiques; et au sud par le *Golfe Persique*. Sa surface est, d'après *Graebert*, de 21' 960 milles carrés. Il est divisé en 11 provinces, savoir : l'*Ader-Baïdjan*, *Khilan*, *Mazanderan*, *Farsistan*, *Irak Aschemi*, *Kerman*, *Laristan*, *Khorassan*, *Khousistan*, *Schirwan* (dont une très-petite partie seulement appartient encore à l'Iran), et le *Kourdistan*, dont les habitans, Kourdes nomades, sont presque indépendans, choisissant eux-mêmes leur chef, et payant un tribut annuel au Shah de Perse.

Aderbaïdjan (partie de la Médie) borné par le Caucase, la

mer Caspienne et l'Arménie ottomane, a des mines de cuivre, de fer et de plomb, des carrières d'albâtre et de sel gemme. Cette province fournit à l'Asie beaucoup de drogues médicinales et d'épiceries. Bien qu'elle soit d'une étendue peu considérable, cependant elle est très-peuplée et bien cultivée. Comme elle a toujours été, dans les temps modernes, le théâtre de la guerre, ses habitans sont plus guerriers que ceux des autres provinces. Elle a cinq forteresses : *Erivan*, *Tauris*, *Abbas-abad*, *Koë* et *Ardebile*. Elle est divisée en 10 fiefs, chacun gouverné par un *khan* qui est sous les ordres du prince *Abbas Mirza* (fils aîné du shah, et son héritier présomptif), gouverneur général de toute la province. Ce n'est que dans cette province où les chemins aient été rendus propres au transport de l'artillerie d'une ville à l'autre.

Khilan ou *Ghilan* située le long de la côte E. de la mer Caspienne, est la province la plus boisée et la plus marécageuse de la Perse. Le climat est aussi insalubre que la végétation est luxuriante. L'oranger, le citronnier, le grenadier et la vigne y viennent d'une manière extraordinaire et sans aucune culture. Tous les fruits sont d'un goût exquis. La meilleure soie est la propriété de cette province. L'indigo, la canne à sucre, le riz et le coton y sont cultivés avec le plus grand succès; enfin tout y prospère excepté l'homme qui, pendant les grandes chaleurs, est obligé de se retirer dans les montagnes.

Mazanderan (une partie de l'ancienne Hyrkanie) située au sud de la mer Caspienne, est entrecoupée de hautes montagnes. Ses plaines extrêmement grasses ne sont propres qu'à servir de pâturage; aussi les nombreux troupeaux qu'on y rencontre, composent-ils la principale richesse de la province. *Asterabad* est la seule ville du Mazanderan, et la seule ville persane qui soit située sur la mer Caspienne. Son excellent port d'*Abesgun* n'offre aucun mouvement commercial à cause de l'aversion des Persans pour la mer Caspienne.

Farsistan (l'ancienne Perse) l'une des plus belles et des plus grandes provinces persanes, s'étend jusqu'au golfe Persique, est extrêmement fertile, produisant en abondance toutes les espèces de fruits et plantes des autres provinces du royaume. *Schéras* ou *Shiras*, capitale du Farsistan, est célèbre dans tout l'Orient. Elle renferme, depuis un temps immémorial, une espèce d'université. On y enseigne plusieurs sciences; mais les élèves qui

fréquentent cette école, n'ont la faculté que d'en apprendre une seule. A 4 milles de la ville, à l'extrémité de la plaine de *Mer-dach*, on trouve les ruines étonnantes de *Persépolis*.

Irak Adschemi, la plus grande province de la Perse. Elle a 100 milles de l'est à l'ouest, et 30 du nord au sud. *Ispahan*, sa capitale, est célèbre par les richesses qu'elle renfermait autrefois, sa population et la magnificence de ses édifices. Elle est située dans la grande plaine d'*Ara*, ayant 6 lieues de circonférence, et étant traversée par la rivière de Zenderoud. Le shah actuel a choisi sa résidence à *Téhéran*, ville beaucoup plus petite, située dans une contrée basse et insalubre.

Le *Kerman* touche au *Sedschestan* et au *Tokarestan* qui, bien qu'ils soient considérés comme des provinces persanes, n'ont pas encore été assujettis par les Persans. La province de *Kerman* a de riches mines d'or et de cuivre. Le *Laristan*, autrefois le siège des Massagètes, est une petite province aujourd'hui réunie avec le *Kerman*.

Khoristan (ou *Khousistan* d'après M. de Hammer), situé au sud du golfe persique, offre presque un désert. Ce pays est montagneux, cependant on y cultive l'indigo et la canne à sucre. Cette province eut autrefois 10 villes considérables, dont Schuster (*Suse*), capitale de l'Assyrie, fut la plus remarquable.

Khorassan, entouré au nord et à l'est par le pays des Usbeks. Une partie seulement de cette province est assujettie au shah. Les *Afghanes*, *Eymaks* et *Pananes*, peuples nomades, ne rendant hommage qu'à quelques chefs de tribu, habitent la partie méridionale de cette province. Après avoir versé beaucoup de sang, pendant un nombre d'années, pour la conservation de leur indépendance, ils furent enfin soumis en 1824. Les Usbeks-Tatars, qui occupent la partie septentrionale de la province, sont une nation guerrière, n'obéissant qu'à leurs propres lois. La partie orientale du *Khorassan* est dominée par un prince qui commande à environ 14 mille familles kourdes et turkomanes. Ce prince porte le titre de khan, et fait souvent des invasions sur le territoire persan. Ennemi implacable de la race des *Kadschars*, et allié avec les *Schaperlous*, l'une des nations les plus guerrières de l'Asie, il n'est point présumable que ce prince soit jamais assujetti à la Perse. Plusieurs villes consi-

dérables, qui appartenaient autrefois à l'Iran, se sont rendues indépendantes.

Neras, la capitale du pays, *Balk* et *Hérat* obéissent au roi de *Kaboul*. Hérat a 100,000 habitants, est fortifiée par la nature, et riche par la grande extension de son commerce. Les sectaires d'*Aly* considèrent le *Khorassan* comme le pays sacré. On y fait de fréquens pèlerinages au tombeau d'*Aly-Ben-Mussa*, que le *shah Abbas* fit construire dans une mosquée magnifique de la ville de *Mesched* ou *Tus*.

Il serait difficile de déterminer la population de la Perse. Les Persans la portent à 60 millions, estimation d'une exagération ridicule. Quand on considère l'état actuel de ce royaume, le grand nombre de ses montagnes incultes, ses landes sablonneuses et ses steppes salines, on ne peut guère la porter à plus de 15 millions. (*Voyez l'article suivant.*)

On distingue dans l'Iran deux espèces de gouverneurs de province, les *Sardar Khans* (seigneurs commandant en chef), et les *Koulombegs*, dont les fiefs sont beaucoup moins considérables que ceux des premiers. En temps de guerre, les *Sardar Khans* sont chargés du commandement des troupes de leur propre province et de celles des fiefs des *Koulombegs*. Ce n'est que dans cette circonstance que ces derniers leur sont subordonnés. L'étendue d'un gouvernement des premiers dépend du degré de faveur dont le gouverneur jouit à la cour. Il arrive souvent qu'on diminue considérablement le gouvernement de l'un pour le donner à un autre *Sardar Khan* plus en faveur. Ces gouverneurs suivent rarement le règlement qui leur est prescrit; forcés de se procurer les moyens d'entretenir une cour brillante, d'envoyer des présents au roi et aux grands, et de faire des économies pour le cas de destitution, ces seigneurs ne répugnent à aucunes vexations: toutes se pratiquent avec la plus grande sécurité; car la plainte des opprimés n'atteint presque jamais l'oreille du *shah*; d'ailleurs les ministres, gagnés d'avance au moyen de riches présents, savent fort adroitement détourner l'orage. Chaque gouverneur est surveillé par deux employés royaux; ils rendent compte au roi de sa conduite ainsi que de tout ce qui se passe dans le fief; mais le gouverneur, en payant généreusement ces surveillans, s'assure de leur bienveillance.

Tous les fonctionnaires publics en Perse, depuis le premier

jusqu'au dernier, et même le roi, n'ont d'autres salaires alloués par le gouvernement que le produit d'une certaine étendue de terre attachée à l'emploi qui leur est confié. La 3^e partie de chaque province est propriété du roi (*Kasch shah*), bien de la Couronne, et indépendante du gouverneur. Tous ces biens fonds sont affermés et doivent rapporter, ainsi que tous les autres biens, 40 pour cent. L'administration militaire de l'Iran a éprouvé, depuis peu, des améliorations considérables. Le prince héréditaire, *Abbas Mirza*, réunit les qualités propres à assurer les progrès de son pays. Convaincu des avantages de la discipline européenne, il a commencé à l'introduire dans ses troupes.

Les officiers français qui, en 1809, accompagnèrent le général *Gardane*, envoyé en ambassade en Perse, disciplinèrent plusieurs régimens et 20 escadrons de lanciers, commandés par un officier français. Depuis son départ, 10 officiers de la Compagnie anglaise des Indes orientales (qui se trouvent encore en Perse), sont parvenus à faire réformer ces troupes. On les a remplacés par un nouveau corps, composé de 3 compagnies d'artillerie à cheval, commandées par un capitaine anglais ayant sous ses ordres un colonel persan; 2 régimens d'infanterie sont également commandés par un capitaine anglais. Chaque régiment se compose de 3 bataillons, chaque bataillon de 6 compagnies, et chaque compagnie de 90 hommes. Chacun de ces régimens a pour chef un colonel persan. Il se trouve en outre à *Tauris* deux régimens d'infanterie de transfuges russes, commandés par des officiers russes, et trois régimens de cavalerie, qui ont été pendant quelque temps commandés par un officier suédois.

L'effectif de l'armée dont on vient de parler se monte à 25,000 hommes bien disciplinés; à l'exception du pantalon et du bonnet, ils sont habillés et armés à la manière européenne. Ces troupes sont cantonnées dans la province d'*Aderbaïdjan*. Toute cette armée est entretenue aux frais du prince; mais, comme ce dernier n'obtient aucun secours de son père, il manque souvent des moyens nécessaires pour faire face aux dépenses, en sorte que la paie des troupes est quelquefois arriérée d'un an et plus.

L'Iran n'a qu'une seule fonderie de canons, qui se trouve à *Tauris*. Les boulets sont fournis, en petite quantité et à des prix très-élevés, par la Compagnie des Indes orientales; c'est pour

cette raison qu'on se sert de boulets de plomb. Le prince, ne perdant jamais de vue tout ce qui peut tourner à l'avantage de son pays, a envoyé, en 1817, plusieurs jeunes Persans en France et en Angleterre, pour y étudier la mécanique et les sciences minéralogiques, afin d'avoir des sujets propres à exploiter les riches mines de l'Iran.

Le second corps d'armée se compose de 12,000 hommes d'infanterie; c'est la garde du corps du roi, cantonnée dans la capitale et dans ses environs. Cette garde, commandée par le Kular-général, est armée des fusils que le gouvernement anglais a envoyés au roi à titre de présent.

Le 3^e corps d'armée, fort de 6,000 hommes, se compose de cavalerie, et porte le nom de *Kular-Sha* (esclaves du roi). Le chef de ce corps est un des premiers dignitaires militaires du royaume. En temps de guerre ces troupes ont la prérogative de la 1^{re} attaque contre l'ennemi. Les *Kular-Sha* sont armés d'une carabine, d'un sabre et de pistolets, portant casque et cotte de mailles. Les *Kulars* sont ordinairement chargés de l'exécution des gouverneurs ou d'autres fonctionnaires tombés dans la disgrâce du roi.

Le 4^e corps d'armée se compose également de cavalerie. Ce corps, fort de 40,000 h., porte le nom de *Kular-Tuffen-Kie* (esclaves armés de mousquets), et est beaucoup moins considéré que les précédents.

Ces 4 corps forment l'effectif de l'armée persane; mais, en temps de guerre, tous les hommes capables de porter les armes sont obligés par les saintes lois du Coran de marcher contre l'ennemi.

II. — L'Iran, ou le royaume de Perse actuel, ne comprend que la partie occidentale des pays situés entre le bassin de l'Euphrate et celui de l'Indus, pays qui, à différentes époques, et sous diverses dynasties, ont formé l'empire de Perse. L'ancien noyau de la monarchie de ce nom, fondée par Cyrus, était le Farsistan actuel et la monarchie Mède, possédée par Astyage, son grand père maternel. Cette dernière paraît avoir embrassé l'Irak-Adjemi, l'Adserbaïdjan, une partie du Farsistan septentrional, le Kouhistan, le Tabaristan, le Khouzistan, et autres pays. Selon M. Klaproth, elle embrassait toute la partie de l'Asie située entre le fleuve Haly et l'Indus. Par cette réunion,

Cyrus rendit les Perses, qui, avant lui n'étaient qu'une petite nation de l'Asie, la puissance prépondérante de cette partie du monde.

A la mort de Nadir, surnommé Thamas-Kouli-Khan, la Perse devint le théâtre de sanglans combats, qui occasionèrent son partage définitif en deux royaumes indépendans, celui d'*Iran* ou de la *Perse occidentale*, et celui de *Caboul de Kandahar* ou de la *Perse orientale*.

Tableau approximatif de l'étendue en milles carrés de l'Empire Persan, pris aux époques les plus brillantes de son histoire.

L'empire Médo-Persan, lorsque Cyrus réunit la monarchie des Mèdes à la Perse.	320,000 ?
L'empire Médo-Persan, à l'époque la plus brillante du règne de Darius fils d'Hystaspes.	1,296,000 ?
Le royaume des Parthes, à l'époque de sa plus grande étendue.	540,000 ?
Le royaume des Sassanides, ou le second empire persan, à l'époque de sa plus grande puissance, ne tenant pas compte des occupations militaires de Chosroès II.	610,000 ?
Le royaume des Sofis, ou le troisième empire persan, calculé à l'époque la plus brillante du règne d'Abbas-le-Grand.	660,000 ?
Le royaume de Perse, à l'époque de la mort de Nadir.	800,000 ?
Le royaume de Perse actuel.	355,000 ?

Situation, Limites politiques, Dimensions, Surface.

Le royaume d'Iran est situé entre le 41° 10' et le 60° de longitude à l'est de Paris, et entre le 25° 36' et le 40° 30' de latitude boréale.

Ses limites politiques sont : au N., la province russe de la Géorgie ou Grusie, avec le Schirwan, la mer Caspienne, le territoire des hordes turques, vassales des khans de Khiva et de Boukhara ; à l'E., les royaumes de Hérat, de Caboul et le Beloutchistan ; au S., les golfes d'Oman et Persique ; à l'O., la Turquie asiatique, ou Asie ottomane.

Sa plus grande longueur, depuis la frontière N-O., dans

L'Aran, jusqu'à la frontière S-E., dans le Moghistan, est de 1140 milles de 60 au degré. Sa plus grande largeur, depuis la frontière septentrionale du Khorasan jusqu'à l'extrémité méridionale du Laristan, est de 765.

Toute la surface du royaume peut être évaluée à 355 milles carrés de 60 au degré.

Pentes, Plateaux et Montagnes.

La Perse n'étant qu'un immense plateau, surmonté de montagnes, il n'y a qu'une partie de sa surface qui soit penchée vers les deux mers qui en baignent les côtes. L'Aran, le Ghilan, le Mazanderan et une partie de l'Adserbaidjan et du Khorasan sont inclinés vers la mer Caspienne; presque tout le Kourdistan, une grande partie du Kouzistan, du Laristan et du Farsistan, penchent vers le Golfe Persique. Tout le reste de la surface de l'Iran a des pentes en divers sens, mais toutes vers les lacs et les parties les plus basses du grand plateau. Ce dernier est parsemé de montagnes qui paraissent s'étendre sans ordre, dans toutes les directions; tantôt elles s'élèvent à de grandes hauteurs, tantôt elles sont tout à coup interrompues par des plaines d'une grande étendue, mais toujours très-hautes.

Indépendamment des montagnes éparses, dans tous les sens, sur le grand plateau, et qui ne forment point la continuation des chaînes qui le couronnent, on pourrait réduire à deux noyaux principaux toutes ces dernières. Du majestueux Ararat, point culminant du vaste système du Taurus, se détache au sud une chaîne qui sépare la Perse de la Turquie asiatique; c'est le *Zagros* des anciens, l'*Elwend* des peuples de l'orient; cette chaîne parcourt une partie du Kourdistan et de l'Irak-Adjemi occidental. On pourrait aussi regarder comme la continuation du Zagros, les monts du Louristan, ceux du Farsistan, nommés *Bakhtiarish* par Kinneir, et l'*Adjoudouk*, qui, d'après les plus récents voyageurs, s'étendrait dans le Laristan et le Beloutchistan jusqu'à la chaîne de *Brahou* ou *Brahouiks* et de *Soliman*, à l'ouest de l'Indus. Le *Damavend* et l'*Aderwan*, dans le Fars, et l'*Hezar-dereh* (ou Mille Vallées) dans l'Irak-Adjémi, pourraient être regardés comme des appendices des monts Bakhtiary. C'est aussi dans ces derniers qu'on trouve les *Portes de Suze* ou de la *Perse*. Au sud de l'Aras, se détache du système du Caucase une

chaîne qui, sous le nom d'*Elbourz* et autres, sépare l'Adserbaïdjan, l'Irak-Adjémi et le Kouhistan du Ghilan, du Mazanderan et du Tabaristan; il paraît qu'elle va se réunir au *Paropamisus*, le *Gor* des modernes. Le pic de *Damavend*, au nord de Téhéran, semble en être le point culminant. C'est près de ce dernier qu'on s'accorde à placer les fameuses *Portes Caspiennes*.

On ne sait encore rien de positif sur la hauteur de toutes ces montagnes et sur celle des plateaux sur lesquels elles s'élèvent. Le tableau ci-dessous offre les conjectures les plus probables sur les hauteurs absolues les plus remarquables, calculées en pieds de Paris :

Le sommet du mont Ararat (le Grand).....	15,000 ?	Le plateau du Kourdistan de 6 à 7,000 ?	
Le sommet du pic Damavend....	12,000 ?	Le plateau du Khorasan... de 5 à 6,000 ?	
Le plateau de l'Aran et de la partie occidentale de l'Adserbaïdjan.....	7,000 à 8,000 ?	Le plateau du Kouhistan... de 5 à 5,500 ?	
		Le Plateau de l'Irak-Adjémi. de 4 à 5,000 ?	

Bassin du Golfe Persique.

Euphrate ou Schatt (*Euphrates*).
Kerak. g. Kermanschah, Hawiss.
Karoun. g. Schouster
Aboul. d. Birkouf.
Djerkai. g. Goben.
 Tab. Endian

Sitarogan. Darabcherd.
Firouzabad. d. Firouzabad.
 Diw-Roud. Welaskherd.

Bassin de la mer Caspienne.

Kour (*Cyrus*).
Arus d. Abbatshad, Oardahad.
Zengi. g. Erivan.
Qazir. d. Khol.
Ahar. d. Ahar.
Sell-Roud ou *Kiss-Ozen*. (*Mardus*).
 Roudbar.
 Mazanderan. Mazanderan.
 Kourkan. Abeskoun.
 Tedjew. (*Ochus*). Seruks, Ness.
Masched ou *Tau*. g. Masched.

Le plateau de l'Iran donne naissance à plusieurs autres fleuves, dont aucun n'arrive aux deux mers qui le baignent. Ces fleuves s'écoulent dans des lacs sans issue, ou se perdent dans les sables. Les plus célèbres et les plus grands sont : le Bendemir (l'*Araxes* de Perse) et le Kuren (le *Cyrus*) qui entrent dans le lac Bakhteghian; le Zende-Roud, qui passe par Ispahan et se perd dans les sables; le Murghab (le *Margus*), qui passe par Merou-Roud et Merou-Schah-Djihan, et, après avoir reçu d'autres rivières, paraît se perdre dans le lac Badakamdir : le Shoureroud, qui passe par Nischabour, grossi par l'union avec plusieurs autres rivières : on dit qu'il se perd dans des sables.

POPULATION ABSOLUE ET RELATIVE.

Peuples et Langues.

On ne sait rien de positif sur le nombre des habitants de l'Iran; mais on ne s'éloignerait peut-être pas beaucoup de la vérité en l'évaluant à 9,000,000. Ce nombre, divisé par la sur-

face présumée, être 355,000 milles carrés, donne une population relative de 25,63 habitans par mille carré.

Plusieurs nations, différentes par la langue, la religion, les mœurs et les usages, forment la population actuelle de l'Iran. Eu égard à leur manière de vivre, on peut les partager en deux classes principales : les *habitans fixes*, qui vivent dans les villes et les villages, et les *habitans nomades*, dits aussi *Elat*s. Ces derniers parcourent, avec leurs nombreux troupeaux, les hautes plaines et les vallées du royaume, fournissent la presque totalité des soldats à ses armées, et, depuis long-temps, ont été la cause principale des bouleversemens qu'il a subis. Les *Tadjiks* ou *Persans*, les *Arméniens*, les *Ghélakis*, les *descendans des Arabes* dans le Khorasan, et plusieurs *Arabes* dans d'autres provinces, les *Guèbres*, les *Juifs*, les *Syriens* et quelques milliers de *Turcs* forment la partie fixe de la population du royaume, qu'on peut évaluer à 7,800,000; les *Turcs*, les *Kourdes* avec les *Loures*, les *Arabes* nomades, les *Beloutches* et quelques autres tribus moins connues, forment la population nomade, qui pourrait bien monter à 1,200,000 ames.

Eu égard aux langues différentes que parlent ces peuples, on pourrait partager toute la population du royaume de la manière suivante :

7,200,000 *Tadjiks* ou *Persans*, y compris les Arabes du Khorasan, qui, ayant perdu leur langue et ne parlant plus que le persan, doivent être regardés comme des *Tadjiks*. Ceux-ci forment la masse de la population dans presque toutes les villes et les villages, à l'exception de l'Aran, de Ghilan, du Kourdistan et du Khouzistan.

530,000 *Turcs*. C'est là nation dominante de la Perse. Ses principales tribus sont : les *Katchar* dans le *Manzanderan*, à Mérou dans le Khorasan et à Érvan (Fethaly, le roi régnant, est né parmi eux); les *Afschar* dans l'Adserbaïdjan et autres provinces; les *Talisch*, dans le Ghilan et le Mazanderan; les *Bejat* dans l'Adserbaïdjan, dans le Fars, à Nischabour et à Téhéran; les *Chasevend* aux environs d'Ardebil et de Rey.

320,000 *Arabes* fixes et nomades, divisés en plusieurs tribus,

dont les principales sont : les *Agakhani*, dans le Bas-Fars, les *Hawiza* et les *Beni-Kiab*.

300,000 *Kourdes* et *Loures*, divisés en deux branches, subdivisés en plusieurs tribus. Les principales tribus de la branche Kourde sont : les *Kotchanolous*, les *Me-kris*, les *Bilbas* et les *Giafs*, dans le Kourdistan; les trois dernières sont tout-à-fait indépendantes du roi de Perse; les *Chaghaghis*, les *Zafferanolou* dans le Khorasan, les *Rechevend* près du défilé du Routbar. Les principales tribus de la branche Loure sont les *Feili*, et les *Bakhtyazi* dans le Louristan; les *Lekes* et les *Khogilou* dans le Fars.

250,000 *Ghelakis* dans le Ghilan.

200,000 *Arméniens* dans l'Aran et une partie de l'Adserbaïdjan, à Ispahan et autres villes marchandes.

25,000 *Guèbres* ou *Parsis* dans les environs de Jezd et dans le Kerman.

25,000 *Juifs* à Ispahan, Téhéran, Schiraz, Kachan et autres villes marchandes.

12,000 *Syriens* ou *Sabéens*, dans un canton marécageux du Khouzistan.

138,000 *Beloutches* dans le Kerman oriental et le Moghistan, et autres *peuplades* peu connues, qu'on ne saurait ni classer ni évaluer.

Par le tableau ci-dessus, on voit que le *persan* est l'idiôme que parle la grande masse de la population; que le *turc* et l'*arabe* viennent ensuite; que le *kourde*, dont le *Loure* n'est qu'un dialecte, tient le quatrième rang; que le *ghelaki* et l'*arménien* occupent le cinquième et le sixième. Le persan est, avec l'arabe, la langue littéraire, non-seulement de tous les Tadjiks, mais aussi des autres peuples mahométans de l'Iran : l'arabe est en outre la langue liturgique de tous ceux qui professent l'islamisme; le turc est la langue naturelle du roi, des principaux dignitaires et employés du royaume; le *parsi* et l'*hébreu* ne sont que les langues liturgiques des Guèbres et des Juifs, qui, dans les usages ordinaires de la vie, parlent l'idiôme des peuples au milieu desquels ils vivent.

Religions.

L'Islamisme est la religion professée par la grande masse de

la population. Les Tadjiks, les Turcs, les Ghelakis, les Loures, les Beloutches du district de Nourmanschir appartiennent à la secte des *Schiïtes*; les Arabes et la plus grande partie des Kourdes sont *Sunnites*. Les Parses ou Guébres professent la religion de Zoroastre ou le *magisme*. Le *christianisme* est professé par les Arméniens, qui appartiennent à l'*Église arménienne*; quelques milliers de Nestoriens professent les dogmes de l'*Église nestorienne*. Les Juifs professent le *judaisme*, et les Sabéens le *sabéisme*, mélange monstrueux de christianisme, de mahométisme et de magisme.

Armée et Revenus.

Le royaume de Perse entretient une armée très-nombreuse, qu'on peut porter à 255,000 hommes, la plupart de cavalerie. Dans ce nombre il faut distinguer l'*armée royale* et l'*armée des provinces* ou les *milices*. La première est payée par le roi : elle est forte de 80,000 hommes, la plupart montés sur des chevaux superbes. On doit y ajouter le corps de 25,000 hommes, presque tous à la solde d'Abbas-Mirza, et exercés à l'européenne par des officiers anglais et français; il forme la plus grande force de l'armée persane. Les milices sont payées par les provinces; M. Jaubert les évalue à 150,000 hommes. Ces soldats sont exercés à des époques fixes et à de très-longes intervalles. Ils peuvent se livrer à des métiers, et vivre dans les campagnes, à condition de se rendre à leur poste au premier appel. L'artillerie est très-peu nombreuse et en mauvais état. M. Heidenstamm dit qu'il n'y a que 3 compagnies d'artillerie organisées et exercées à l'européenne. Depuis long-temps on se sert en Persé, comme en Boukharie, de petites pièces montées sur des chameaux.

Le royaume n'entretient aucune *armée navale*, pas même de petits bâtimens pour protéger ses côtes.

On ne saurait rien dire de positif sur les revenus du royaume. En combinant les différentes opinions émises sur ce sujet, il paraît qu'on pourrait évaluer tout au plus à 80 millions de fr. ses revenus. On dit que le roi actuel possède un trésor immense en lingots d'or, en bijoux, en perles et autres effets précieux, gardés dans son palais à Téhéran.

Division actuelle comparée à l'ancienne, et Topographie.

Tout le royaume semble être divisé en 12 provinces, d'une étendue très-différente (le *Farsistan* en y comprenant le *Laristan*, est 24 fois plus grand que le *Ghilan*), et dont les limites ne paraissent pas être constantes. Chaque province est subdivisée en plusieurs *gouvernemens*, commandés par des *beglerbegs* (princes des princes), ou en plusieurs *districts* régis par des *hakims*. Les gouvernemens sont souvent subdivisés en districts.

1. Irak-Adjemi ou Irak-Persique (Partie de la *Médie*).

Téhéran, capitale de la province et de tout le royaume.

Pop. en hiver 150,000.

Ispahan ou *Isfahan* (*l'Aspadana* de Ptolémée) sur le Zende-hroud, jadis capit. du royaume. Elle n'a plus que l'ombre de sa splendeur passée; ses 700,000 hab. sont réduits à environ 200,000.

2. Tabaristan. (Portion de la *Parthie*.)

Damawend, non loin du pic de ce nom. Pop. 3,000.

3. Mazanderan. (*Hyrkanie*).

Farabad, sur le Manzadéran, regardée généralement par les géographes comme la cap. de toute la province.

Sari, chef-lieu du gouvernement de Mazandéran proprement dit. Résidence de Mahomed-Kouli-Mirza, 3^e fils du roi. Pop. 30,000.

4. Ghilan (pays des *Gelae*).

Rescht ou *Recht*? sur le Rescht ou Siah-Roud. P. 60,000?

5. Aran. (Partie de l'*Arménie*).

Erivan, sur le Zenghy. Pop. 12,000.

6. Adserbaïdjan. (*Médie atropatène*.)

Tebriz ou *Tauriz*, sur un affluent du Lac Ourmiah. Pop. 100,000. C'est la résidence d'Abbas-Mirza.

7. Kourdistan. (Partie de l'*Assyrie*.)

Kermanschah, sur le Kerah ou Kerkhah. Pop. 10,000.

Senney, sur la même rivière? chef-lieu des Kourdes-Persans. Pop. 15,000.

8. Khouzistan (*Susiane*, *Elymais*, pays des *Uxii*, des *Cossæi*).

Schouster, sur le Karoun. C'est le siège d'un prince du sang. Pop. 20,000. Ruines de l'ancienne *Suze*.

Dizfoul ou *Despoul*, sur l'Abzal, siège d'un prince du sang. Pop. 15,000.

9. Fars ou Farsistan. (*Persis* ou *Perside* proprement dite).

Schiraz, sur le Roknabad, dans une plaine des plus fertiles du monde. C'est le siège d'un prince du sang. P. 30,000.

10. Kerman. (*Caramania*).

Kerman ou Sirdjan. Pop. 30,000.

11. Kouhistan. (*Tabiène*).

Scheheristan ou Rebat-Scheheristan. Siège du beglerbeg. Pop. 12,000.

12. Khorasan. (*Parthiène* et *Margiana* occidentale.)

Nischabour, sur le Schoureroud, dans une vallée des plus fertiles de la Perse. Pop. 15,000.

89. I. SKETCHES OF PERSIA. — Esquisses sur la Perse. Extrait du journal d'un voyageur en Orient. 2 vol. in-8°. Londres, 1827; Murray. (*Orient. Herald*; mars 1827, p. 532, avril, p. 77; *Asiat. journ.*; mars. *London liter. Gazette*; 15 et 29 sept. 1827; *Quarterly Review*; oct., p. 353; — *Nouv. Annal. des voyages*; juin 1827, p. 399; *Id.*, juillet, p. 140. — *Revue Britann.*; nov. 1827, p. 105.)

90. II. EXTRAIT DE LA TRADUCTION FAITE PAR LE BARON DE NERCIAT, D'UN MÉMOIRE DE M. DE HAMMÉ SUR LA PERSE. (*Recueil de voyages et de mémoires publiés par la Société de Géographie*; Tom. II, part. 2.)

Les *Esquisses sur la Perse* viennent d'une personne qui a accompagné sir John Malcolm dans ses deux ambassades en Perse; savoir, en 1800 et en 1809. Le *Quarterly Review*, publié par le même éditeur que les *Esquisses*, insinue qu'elles viennent de l'ambassadeur même. Elles consistent en notes écrites d'un style léger et agréable. Sir John Malcolm fut envoyé en Perse par la compagnie des Indes; il débarqua à Mascate avec une suite vraiment orientale; il lui fallait une centaine de mules pour porter les bagages, et autant de chevaux pour la pompe ou pour le besoin réel. Les Arabes accoururent en foule pour offrir leurs services. Il suffit de faire quelques pas en Perse pour voir les effets d'un gouvernement despotique. Le gouverneur de Kazroun se félicita devant Malcolm d'être aveugle, en assurant l'ambassadeur anglais que la cécité faisait plus pour sa sûreté que 20 yeux, attendu que le shah n'avait aucune crainte sur les projets

d'un fonctionnaire aveugle. Chiraz, chef-lieu de la province de Fars, est la résidence d'un des fils du roi. Les vignes de ce pays sont entre les mains des Arméniens. L'ambassadeur anglais fut initié à Chiraz dans l'étiquette persanne. La manière d'offrir le café et le tabac constitue une politesse ou une offense; cette manière a beaucoup de nuances. Il y a dans ces esquisses des détails précis sur le cérémonial de la cour du vice-roi de Fars.

Au sujet des tombeaux d'Hafiz et de Sadi, l'auteur des esquisses fait une digression sur la littérature persanne qu'il trouve moins originale, quant aux ouvrages d'imagination, que la littérature sanscrite. Il nous fait connaître le conteur royal Moullah-Udinah, obligé d'amuser le roi par ses contes, et le poète de la cour, dont le devoir consiste à mettre en vers les événemens du règne du prince. De Chiraz, le cortège se rendit à Téhéran. Ordinairement, les ambassadeurs sont défrayés en Perse aux dépens, non pas du roi, mais des villages; on fut bien étonné de voir M. Malcolm payer les villageois qui lui rendaient des services. Ispahan est encore la 1^{re} ville du royaume, quoiqu'elle ne soit plus la résidence de la cour; elle est infiniment plus belle et plus agréable que Téhéran. Il paraît que le Shah de Perse a pris celle-ci pour sa résidence, à cause du voisinage des tribus militaires du nord, dont il est issu, et qu'il est de son intérêt de maintenir dans le respect, pour qu'elles ne tendent pas la main aux Turcs, ou aux rebelles de l'intérieur de la Perse. Les chefs de ces tribus ont les places de commandans; mais les ministres sont des Mirzaz ou jurisconsultes bien élevés. Entre Ispahan et Téhéran, est située la ville de Cashan, renommée pour l'habileté de ses tisserands en soie.

L'ambassade traversa Koum, ville renommée à cause du tombeau sacré de Fatime l'immaculée qui sert d'asile aux malfaiteurs et à tous ceux qui sont poursuivis. M. Malcolm fit une entrée solennelle à Téhéran; l'auteur décrit ses audiences à la cour. D'après ce que l'ambassadeur disait du roi d'Angleterre, le Shah jugeait que ce prince n'était que le premier magistrat du royaume, et qu'une telle situation était dépourvue de jouissances, en comparaison de la sienne, puisque lui, le shah, pouvait couper, s'il voulait, la tête à tous les chefs qui l'entouraient; il invoqua leur témoignage, et tous assurèrent que sa majesté avait ce pouvoir.

Le 15^e chapitre des Esquisses compare la situation des femmes persannes à celles des femmes d'Europe. Dans un autre chapitre, l'auteur donne des renseignements sur le Kurdistan, qui, vu du haut d'une montagne, présentait un vaste groupe de collines, entre lesquelles on aperçoit quelques cabanes éparses et de petits camps; la civilisation n'y semble pas encore assez avancée pour que la population se réunisse dans des villes et villages. Les paturages sont excellens, et les petites vallées sont bien arrosées; mais le Kurdistan manque de bois comme le reste de la Perse. Cependant, Sennah, capitale de la province d'Ardelan, est bien bâtie; le pays d'alentour étant très-fertile pourrait être d'un bon produit, si les habitans ne préféraient la vie pastorale. Dans ce chef-lieu, les Kurdes sont moins barbares que dans le reste du Kurdistan. Le Wali, ou prince, déploie beaucoup de luxe à sa cour; les habitans paraissent vivre dans l'aisance; ils sont, pour la plupart, artisans ou manufacturiers. L'ambassadeur reçut la visite de la communauté de chrétiens nestoriens qui habitent Sennah et y ont une petite église. Les rois de Perse laissent aux Kurdes leur gouvernement particulier, mais ils ont cherché plus d'une fois à fomentier des troubles dans la famille qui règne sur ce pays. A quelques lieues de Sennah, on trouve les Kurdes nomades dans toute leur rudesse primitive. Ces bergers regardent avec pitié le séjour des villes, et ne connaissent d'autre bonheur que leur vie libre et errante.

L'auteur paraît réserver pour un autre volume le reste de son voyage diplomatique, qui s'est prolongé jusqu'à Bagdad. Il a inséré dans sa relation la traduction de plusieurs pièces de vers, ainsi que de contes persans. On y trouve des détails sur les chasses usitées en Perse, sur les mœurs des diverses classes de la société, etc.

Le Mémoire sur la Perse, par M. de Hammer, dont une traduction a été insérée dans le recueil de mémoires publiés par la Société de géographie à Paris, est probablement le même qui avait déjà paru en allemand dans les Annales littéraires de Vienne. M. de Hammer n'a pas voyagé en Perse; mais il a laborieusement comparé les relations des voyageurs européens avec les ouvrages géographiques et historiques des Orientaux, et c'est le résultat de ces diverses sources comparées que le savant orientaliste viennois a rédigé en forme de géographie persanne.

On y a gagné surtout une orthographe plus exacte des noms topographiques de la Perse; beaucoup de détails qui étaient épars dans les manuscrits persans s'y trouvent aussi réunis. L'auteur décrit chaque province séparément, à la manière des géographes, en faisant connaître les limites, montagnes, rivières, productions, villes, etc. M. de Hammer termine par des considérations générales sur les mœurs et les caractères des Persans, et par une liste des principaux ouvrages géographiques de cette nation. M. de Hammer cite, pour chaque fait, exactement la source où il a puisé; lorsque les assertions des divers auteurs ne s'accordent point, il les rapporte; quelquefois il ajoute son avis sur l'assertion qui lui paraît la plus vraisemblable. Si les *Esquisses* dont nous venons de parler, et quelques autres ouvrages anglais, eussent paru avant que M. de Hammer composât son mémoire, il aurait pu y prendre des traits nouveaux et intéressans. Son travail devra à l'avenir être consulté par ceux qui s'occuperont de la géographie de l'Asie.

D—G.

91. MÉMOIRE POUR SERVIR A LA DESCRIPTION DE LA PERSE; par M. MONTEITH, ing. géogr. au service de la Comp. des Indes de la Gr.-Bret. (*Bullet. de la Soc. de Géog.*; Tom. 6, n^{os} 40 et 41, p. 35.)

Il n'est pas facile de donner une description claire et exacte des nombreuses chaînes de montagnes qui coupent, dans tous les sens, les vastes contrées de la Perse et de l'Arménie. Quoique ces chaînes soient distinctes les unes des autres, plusieurs branches les réunissent, et elles sont traversées par quelques rivières, telles que l'Anak, le Tigre et l'Euphrate. Ainsi, les montagnes qui traversent l'Asie mineure et la Perse, sont réunies au Caucase par la chaîne qui forme la limite des états d'Immirette et de Géorgie, et qui sépare ces montagnes du pic d'Elbourz (1), au mont Crocon, nom qu'on lui donne le plus communément.

Cette chaîne, en la traversant par la nouvelle route militaire de Suram, aux bords de la Quirilla, a environ quinze milles de largeur et six milles pieds de hauteur au-dessus de la mer Noire.

(1) Ce pic, quoiqu'il ne soit pas le plus élevé, paraît avoir donné en Perse son nom au Caucase; c'est par ce nom seul qu'il est connu; les montagnes du Menenderan sont appelées l'Elbourz inférieur.

En général, le sol y est formé d'argile, de sulfate de chaux et de quelques blocs détachés d'un granit fin et calcaire. A dix milles au-delà de Suram, cette chaîne se divise en deux grandes branches, dont l'occidentale suit le rivage méridional de la mer Noire, et se joint aux montagnes du Kurdistan, par une ramification passant entre Hussain, Kulla et Erzeroum. La branche orientale est traversée par le Kour, à dix milles sud-sud-ouest de Suram, et une de ses ramifications suivant la rive droite de cette rivière, finit tout d'un coup à l'endroit où elle se réunit avec l'Arayac. La chaîne elle-même se dirige au sud-sud-est, et se subdivise en trois nouvelles branches. Il n'est guère possible de donner une description écrite des nombreuses ramifications qui s'étendent de chaque côté. Le versant occidental termine la plaine de Kant, et réunit les montagnes d'Erzeroum à la Dera-Boina. Les deux branches orientales servent de limites aux vallées de Bembi et Sori, district de la Géorgie, se réunissant de nouveau, et par de nombreuses ramifications irrégulières, mais à peu près parallèles, séparent les plaines d'Érivan et Nakshivan, de Gaugy et Kora-Bang. L'Arras se fraie son cours au milieu d'un âpre défilé près d'Ombabad; et à douze milles de cette ville, les montagnes semblent se séparer pour ouvrir à la rivière Leu un passage qui n'a pas plus de 40 pieds de largeur; une carte peut seule donner une idée distincte de la réunion des montagnes formant le district de Kara-Dang. Les chaînes courent à l'est, et se réunissent avec les monts Talisch, dans le district de Mishkem. Parallèlement à cette masse, une autre chaîne borne la plaine de Sei-Ab, à l'extrémité de laquelle s'élève la montagne de Serellan, dont une branche sépare Ardabilde-Sei-Ab et de Khulkhal. Cette chaîne longe la mer Caspienne jusqu'à Astrabad, et de là, s'étend jusqu'au Khorasan; le Kizil-Ouzun la traverse et forme un défilé célèbre autant que difficile, connu sous le nom de Roudbar. Je n'avais, dit l'auteur, à ma disposition, pour apprécier la hauteur de ces montagnes qu'un moyen bien imparfait, celui de trouver le degré de l'eau bouillante. J'ai fait cette expérience avec un bon thermomètre, dans différentes positions, aussi bien sur les montagnes qui bordent la mer Caspienne, que dans les plaines d'Adzerbijan.

La neige commence à couvrir les montagnes au 1^{er} décembre; elle se fond en mars et est ordinairement disparue vers le 15

mai. La végétation est, à peu de chose près, la même sur les différentes montagnes, et pourrait servir d'échelle pour indiquer les degrés d'élévation. Sur le sommet, et un peu au-dessous, on ne voit que des bruyères et des mousses. Vient ensuite l'églantier, suivi par le hêtre et le chêne, d'abord en buisson, mais qui grandissent en se rapprochant de la base, et ont atteint leur grandeur naturelle à environ un tiers de l'élévation. Je ne suis pas assez versé dans les sciences naturelles pour faire, sous ce rapport, la description de ces montagnes si étendues et si nombreuses. Il n'y existe aucun volcan en activité; mais on voit partout de nombreuses traces de leur ignition passée. Sevellan paraît avoir porté jadis un cratère; car des courans de lave et des masses détachées de la même matière se trouvent en plusieurs endroits de sa base. La dernière éruption paraît s'être portée jusqu'à une distance de vingt milles. On y trouve aussi une grande quantité de tuf. Au pied du mont Ararat, le sol est couvert, dans une grande étendue, de pierres-ponces très-poreuses; mais les restes de volcan les plus apparens et les plus considérables sont dans la plaine au-dessous de Makor, dont toute la surface est couverte de dépôts de laves, jusqu'aux bords de l'Arras. En suivant le cours de la Botschalar, depuis Tiflis jusqu'à Érivan, le sol est composé de colonnes de basaltes; à l'exception de la montagne de Kara-Agatch, dans laquelle se trouvent des mines de cuivre et d'argent, tout le sol d'Érivan, jusqu'à la rivière de Guesney, paraît reposer sur un banc de basaltes. Les rochers bordant le ravin qui sert de lit à l'Arras sont entièrement schisteux et granitiques; tout auprès, sont de nombreux filons de mines de cuivre. A l'endroit où je traversai le mont Talisch, près Omdabad, les rochers se composaient de schistes, de silex et de pierres calcaires. Près de Mosuba, dans la même chaîne, le cuivre était extrêmement abondant, et je vis huit fourneaux employés à son exploitation.

Il y a peu de déserts dans la province d'Azerdbijan; ceux qui s'y trouvent sont d'une faible étendue, et doivent leur stérilité au défaut d'eau. Comme le sol est un composé d'une sorte d'argile, ils ne tendent pas à s'accroître; ils sont, en général, couverts d'une herbe dont on extrait la soude. Le terrain est salé et les sources qui y coulent en contractent bientôt un goût saumâtre qui empêche qu'on puisse se servir de leurs eaux.

Il paraît que le niveau de la mer Caspienne éprouve des changemens périodiques d'élévation. On croit à Ghilan que ces changemens ont lieu tous les trente ans. Le niveau était au point le plus bas en 1823 et 1824, et plusieurs îles nouvelles existaient dans le lac de Kescht. On fait la même supposition relativement au lac de Kumia ou Shahey, qui est maintenant beaucoup plus bas qu'il n'était il y a quatorze ans; d'après mes observations, faites en 1824, il avait baissé de quatorze pieds au-dessous de son niveau en 1813, et l'île de Shahey n'est en ce moment qu'en partie entourée par les eaux. Cette masse de rochers, de 40 milles de tour, et où se trouvent douze villages habités, ne peut pas être désormais considérée comme une île; elle donne son nom au lac, et était séparée de la terre, il y a vingt ans, par un passage de trois milles; c'est la seule qui présente des sources d'eau douce. Il y a trois autres grandes îles: Ishey, Koin-Adasey et Ashak-Adasey. Elles sont formées d'une masse calcaire que recouvre un sol fertile. Dans l'hiver, un nombre considérable de moutons y sont parqués.

C'est le lac le moins profond de toute la Perse. Je le sondai de Rhumica à Dokergan, et ne trouvai que vingt pieds de fond. Il était partout d'une argile bleue, et diminuait graduellement en approchant du rivage, à tel point que des bateaux peuvent seuls y naviguer. C'est l'eau la plus salée que l'on connaisse, à l'exception de celle de la mer Morte; il n'y a pas de poissons, et je n'y vis qu'un seul genre d'insectes. Ensuite, est le lac de Goukela. Cette superbe étendue d'eau prend son nom de sa couleur bleue, due à son extrême profondeur. Je n'en pus trouver le fond avec une sonde de deux cents brasses, à quelques centaines de toises du rivage, entre l'île et le monastère de Sovan. Un amas de récifs occupe son centre, et en rendrait la navigation dangereuse. Ils sont à fleur d'eau ou un peu au-dessous. Je pense que le lac reçoit la plus grande partie de ses eaux des sources qui s'y jettent intérieurement; car celles qui coulent des environs ne suffiraient pas à remplacer les pertes de l'évaporation occasionnée par une surface aussi étendue. Les truites qu'on y pêche pèsent souvent douze livres, mais ne ressemblent pas à celles de l'Europe. On en trouve aussi abondamment dans les rivières d'Erivan. Leur chair est rouge, et elles sont extérieurement parsemées de taches noires, comme le

sauton. Le lac a, dit-on, douze autres espèces de poissons, entre autres, des carpes, et deux espèces de mulets; je n'y vis d'autre petit poisson que le goujon.

Je n'ai vu dans le pays aucune rivière provenant de sources. Toutes celles de l'Azerbajan sont formées par la fonte des neiges. L'Arras s'élève d'environ trois pieds au mois de mars; il est dans sa plus grande crue en juin et commence à diminuer en août. De nombreux courans d'eau ont formé des sédimens, dont les plus connus sont l'albâtre ou marbre de Tabriz, dont on trouve des carrières près de Dokhergan, et dont je vous adresse un échantillon.

Je doute beaucoup que le coton de Perse pût réussir en France, quoiqu'il soit très-abondant en divers endroits de l'Azerbajan, dont le climat est sec et très-froid. On sème la graine en mars, et on fait la récolte en octobre, époque où il tombe très-peu de pluie. Elle serait endommagée par une trop grande humidité. Au reste, les Persans pensent que tous les terrains qui portent de l'herbe quelconque sont propres à la culture du coton. Il faut en excepter cependant les environs de Ghilan, où l'humidité le fait périr. Celui de Mazenderan est le meilleur de la Perse. Quelqu'un me dit que ce fut Schah-Abbas I^{er} qui fit venir de Cachemire les chèvres de Kerman.

Les maisons en Perse sont en général bâties en argile, ou en briques séchées au soleil. Elles sont toutes couvertes en terre avec un enduit d'argile. Cela a besoin d'être renouvelé chaque année, et ne peut être en usage que dans un pays aussi sec que la Perse.

Le mummie est une substance ressemblant au goudron, mais pure; on la trouve dans une grotte, près de Shiraz, où elle suinte des parois des rochers. On ne l'emploie qu'en médecine, et en l'appliquant extérieurement pour les douleurs.

Les Persans parlent de plusieurs rivières qui coulent sous la terre. Ils prétendent surtout que le Zeanderoud disparaît dans le grand désert, pour remonter dans la province de Kerman. Je pense que c'est une idée dénuée de fondement, et que les eaux de cette rivière ne disparaissent que parce qu'elles sont entièrement dispersées par les besoins de l'agriculture; car, dans l'hiver, où cela n'a pas lieu, et pendant le printemps, où son cours est grossi par la fonte des neiges, il arrive au désert et en

traverse même une partie. Pendant l'été, le lit de cette rivière contient de l'eau, par suite d'un moyen qui ne peut exister dans le désert. Une série de puits, qui communiquent l'un à l'autre, forment une espèce de courant qu'on appelle en Perse *Kanat*. Cela a été considéré par les Européens comme une rivière souterraine; mais on en voit de semblables dans toutes les parties de la Perse.

La grotte la plus célèbre est celle où est bâtie la forteresse de *Makor*. Elle a près de 300 pieds d'élévation, 600 de diamètre et 200 de profondeur. Il y coule plusieurs ruisseaux, et on a pratiqué à ses parois un grand nombre d'autres excavations. J'ai pris une vue de l'intérieur de cette grotte.

Je joins à cette lettre un dessin des lacs de *Sevan* et de *Khumia*, et j'envoie aussi quelques poissons salés du lac de *Wan*.

Je ne suis pas à même de donner des renseignemens bien positifs sur le monastère de *Itsmiardin*. Il y a une vaste collection de manuscrits, et il est à regretter que personne ne soit occupé à y faire des recherches. Les archives contiennent un journal de tous les événemens relatifs à l'église, qui ont eu lieu pendant 700 ans. Je crois qu'on y trouverait des documens précieux pour l'histoire.

N. B. Je suis près de terminer et de publier une topographie du nord de la Perse, où je donnerai, entre autres renseignemens, la longitude et la latitude de plusieurs lieux.

J'ai parcouru le pays situé entre les lacs de *Wan* et *Khumia*, ou *Shahey*, et particulièrement le district de *Bang*, dépendant des *Khans* de *Hekarey*, qui demeurent à *Julamerie*; c'est la partie la plus montagneuse de l'Asie. Il y a de nombreuses grottes, tant naturelles qu'artificielles, surtout à l'étroit défilé qui conduit de *Julamerie* à *Punnanashmie*. J'espère sous peu être à même de donner des renseignemens plus étendus sur ce sujet.

Je n'ai pu envoyer, par la présente occasion, les poissons du lac *Wan*. Je les enverrai sous peu de jours, avec un dessin de la grotte de *Makor*.

92. DE LA CONSTITUTION PHYSIQUE DE L'ÉGYPTÉ, et de ses rapports avec les anciennes institutions de cette contrée; par *M. de ROZIÈRE*, ingén. en chef des mines. 1 vol. in-folio de 326 p., avec xv pl. (*Descript. de l'Égypte*; édit. originale, dernière livr.)

Nous nous occuperons spécialement des parties du travail de M. de Rozière qui peuvent jeter de nouvelles lumières sur la géographie et la civilisation de l'Égypte. L'introduction nous offre un aperçu des rapports entre ces deux objets, des relations de l'antique civilisation de l'Égypte avec celle des peuples anciens, de la liaison qui existe entre la connaissance du sol égyptien et celle de l'ancienne géographie, et de l'ancien système métrique de la contrée. Nul objet, plus que ce rapprochement, ne pouvait provoquer les recherches des savans qui ont si bien mis à profit une expédition brillante, pour explorer l'une des terres classiques des sciences et des arts. Rien de plus lumineux en effet, ainsi que l'a prouvé Volney par son *Tableau du sol et du climat des États-Unis*, que la connaissance de ces relations incontestables entre la constitution physique d'un pays et toutes ses institutions. M. de Rozière, dans sa belle introduction, s'attache principalement au développement des principes du système métrique des peuples anciens, et surtout des Égyptiens. Il insiste particulièrement sur les preuves de deux faits bien remarquables, l'un, l'unité de système pour la mesure de l'espace et du temps, ayant pour bases le cercle de la terre et celui de l'année, divisés tous deux naturellement en 360 parties ou révolutions solaires, dont chacune détermine en effet la durée du jour et l'étendue de l'espace que le soleil parcourt pendant ce temps, c'est-à-dire le degré; et l'autre, la transmission de ce système commun à tous les peuples. Dans les sept parties dont se compose l'ouvrage, les trois 1^{res}, comprenant la géographie physique, la description du sol de la vallée d'Égypte, la détermination de ses limites suivant les anciens, et de son système métrique, réclament particulièrement notre attention, à laquelle n'échappera pas non plus le 3^e chapitre de la 5^e partie, où se trouve un aperçu sur la géographie physique des déserts à l'orient du Nil. Le reste de l'ouvrage est du ressort des sciences géologique et minéralogique, et sera traité dans la section qui s'en occupe.

Nous ne pourrions que signaler très-rapidement ici quelques-uns des résultats principaux de la partie dont nous tâchons de donner l'idée. Une description générale de l'Égypte, dans laquelle l'auteur a su caractériser cette contrée unique dans le monde, par ses traits principaux, et offrir l'esquisse la plus

exacte de sa configuration, ainsi que de la nature toute particulière de son sol, remplit sa 1^{re} division; le Delta ou la grande vallée du Nil, production du fleuve même, est, comme on le sait, la partie que ses inondations annuelles fertilisent. C'est l'ancien royaume d'Osiris, source de tout bien. Tout ce qui n'est point atteint par les inondations ou par les irrigations est voué à la stérilité. C'est l'ancien empire de Typhon, le génie du mal. La vallée, à l'exception de cette immense et magnifique plaine, est encaissée à plus ou moins de distance entre deux chaînes de montagnes médiocrement élevées, la chaîne Arabique et la chaîne Lybique. Nous regrettons vivement de ne pouvoir transcrire ici le chapitre 2^e presque entier, dans lequel l'auteur a tracé avec des couleurs aussi brillantes que frappantes de vérité l'aspect du sol de l'Égypte, et les impressions successives d'admiration et de fatigante monotonie que cet aspect produit sur le voyageur. Ce tableau, dont tout lecteur affirmera d'instinct la fidélité, même sans pouvoir la vérifier, peut prendre rang à côté des meilleures descriptions des grands maîtres. On se retracera facilement, dit M. de Rozière, la disposition générale de ces contrées, si l'on se représente la vallée d'Égypte et le bassin de la mer Rouge, comme figurant, au milieu d'immenses déserts, deux espèces de fourches ou d'Y disposées presque parallèlement, dont l'une, la vallée d'Égypte, appuie ses 2 branches sur la Méditerranée, tandis que l'autre, dont les 2 branches sont inégales, termine la plus longue, à 25 lieues de cette mer; et, pour compléter le tableau, on peut ajouter à ces 2 grandes cavités encore une 3^e, de forme à peu près pareille, mais moins nettement prononcée, qui est la grande vallée des Oasis (*El-Ouah*), dans la Lybie, à l'occident de l'Égypte. Ces 3 cavités convergent un peu, en allant vers le nord, de sorte que les queues des 3 Y s'écartent de plus en plus en remontant vers le sud.

Le Delta, ou la plaine fertile de l'Égypte, est le produit du Nil, qui mérite ainsi la qualification de père de cette contrée; en chariant dans son cours les débris de pierres, les terres et le limon qu'il apporte avec ses eaux accrues par les pluies des montagnes de l'antique Éthiopie, l'Abyssinie. M. de Rozière en fite la conséquence, conforme aux notions transmises par les anciens et accueillies déjà par plusieurs écrivains modernes, que

l'Égypte doit à l'Abyssinie sa population primitive et son antique civilisation. Cette conséquence se fortifie par les recherches aussi intéressantes qu'érudites qui ont conduit l'auteur à découvrir l'ancien système métrique des Égyptiens, système de mesures qui embrasse à la fois le temps et l'espace, apprécié d'après un étalon commun, la 360^e partie d'un degré qui n'a pu être mesuré que sous le Tropique, c'est-à-dire dans l'ancienne Éthiopie. Toutes les parties de l'ouvrage que nous examinons étant principalement consacrées au développement et aux preuves de ce fait capital, elles ne se prêtent point à l'analyse; c'est dans l'ouvrage même qu'il faut suivre les déductions de M. de Rozière, et l'on sera surpris de la facilité, de la clarté avec laquelle, à l'aide de ce moyen, il explique les passages des écrivains de l'antiquité, qui, par leur obscurité apparente, avaient fait le désespoir des commentateurs, et montre la concordance de leurs récits ou de leurs observations, avec le système métrique de l'ancienne Égypte, tel qu'il le présente.

M. de Rozière établit, par des témoignages qui semblent irrécusables, que la principale, la plus ancienne et en même temps la moindre division du temps, est le *dérage* ou déragé des Arabes, soit 4 minutes de marche, 360^e partie du jour, comme la principale, la plus ancienne et la plus petite division de l'espace est la coudée, de 21 pouces, 4 lignes, 360^e partie du stade, de 540 au degré de l'écliptique, grande mesure itinéraire correspondant à l'année solaire, grande mesure du temps, laquelle se compose régulièrement de 360 jours et de 5 jours épagomènes. Le dérage, 4 minutes, ou 360^e partie du jour, correspond pour l'espace à 160 toises, la 360^e partie du degré, évalué comme le suppose notre ancien système de mesures françaises. La coudée sacrée, ou ancienne coudée nilométrique, était la 360^e partie du stade, et formait les $\frac{2}{3}$ du pas, divisé, suivant Héron d'Alexandrie, en 3 pieds, ou demi-coudées, chaque pied se divisant en 12 doigts naturels. Les Égyptiens, pour grandes mesures de l'espace, avaient le schæne de 30 stades alexandrins ou philitéréens, de 540 au degré, et le schæne double de 60 stades, de 1080 au degré. Ce dernier schæne forme la 18^e partie du degré, qu'il divise exactement, considération de la plus grande importance, puisque les données les plus essentielles pour la métrologie, la géographie et l'astronomie de l'Égypte s'y rat-

tachent. Le grand stade, de 540 au degré, a pour étalon le côté de la base de la 2^e pyramide (le *chephren*), qui, mesuré exactement, a 106 toises $\frac{2}{3}$, ou 207 m. 9; rigoureusement la 540^e partie du degré de l'équateur.

L'étalon du petit stade, de 1080 au degré, est le côté de la base de la 3^e pyramide (le *mycerinus*), dont la mesure a effectivement donné 102 m., 25, ou 52 toises 3 pieds, 1080^e partie du degré de 365 au même cercle. La coudée sacrée de 21 pouces 4 lignes, ou nilométrique, est au degré comme le stade est au cercle entier. Elle est la 194,400^e partie du degré de ce cercle. Elle a pour étalon le *derà belady* (coudée du pays), conservé à la monnaie du Caire depuis un temps immémorial, qui, mesuré par M. Costaz, s'est trouvé exactement de 0^m,577, ou 21 pouces 4 lignes, formant la 360^e partie de la base du *chephren*, ou du stade de 540 au degré. Cette antique coudée nilométrique a été altérée par les Arabes, non dans le nombre des coudées mais dans sa longueur, afin de tromper le peuple dans la criée des crues, et de lui dissimuler l'étendue de celles qui sont nuisibles aux récoltes. On sent qu'il nous est impossible d'indiquer autrement que d'une manière très-imparfaite les résultats si importants auxquels est parvenu M. de Rozière. C'est dans son ouvrage qu'il faut les étudier, et particulièrement dans les chapitres V et VI de la 2^e partie, où il a réuni les recherches les plus savantes sur l'exhaussement simultané et progressif du lit du Nil et du sol de l'Égypte, ainsi que sur l'histoire du nilomètre depuis les Pharaons, recherches liées entre elles et du plus haut intérêt pour l'explication d'une foule de faits relatifs à l'Égypte.

M. de Rozière s'est aussi attaché à prouver un fait contesté, l'exhaussement progressif de la vallée du Nil simultané avec celui du lit du fleuve, exhaussement qu'il évalue entre 6 et 7 pouces par siècle.

En rendant au beau travail de l'auteur toute la justice qui lui est due, nous eussions désiré qu'il ne se fût pas contenté d'y indiquer très-succinctement, comme il s'est borné à le faire dans ce volume, l'origine de la population et de la civilisation égyptienne. On attendait de lui, dans le même mémoire, une exécution plus complète du plan qu'il avait annoncé. On aurait souhaité qu'en y rappelant les institutions de l'antique

Égypte, il eût signalé par des traits précis l'influence du sol et de la position de cette contrée singulière sur l'esprit et sur les élémens caractéristiques de son système religieux, politique et civil, de ses mœurs, de ses sciences et de ses arts. Quelque important que soit cet ouvrage par la multiplicité et l'étendue des recherches qu'il embrasse, par l'érudition et la sagacité qu'il atteste, on regrette de n'y trouver complète que l'une des deux parties principales dont il semblait, d'après le titre, que l'ouvrage devait être composé, et que l'autre n'y soit en quelque sorte qu'annoncée. On eût aimé à comparer tout d'un coup les deux parties entre elles, et à rapprocher les vues de M. de Rozière de celles des écrivains qui l'ont précédé, entre autres avec les aperçus analogues que l'on a remarqués dans l'ouvrage de M. Reynier sur l'économie publique des Égyptiens et des Carthaginois. Toutefois, les recherches de M. de Rozière n'en sont pas moins du plus grand prix, comme on peut s'en former une idée par les résultats que nous avons été contraint d'indiquer beaucoup trop rapidement; ces résultats confirment des faits dont la vérité est reconnue par un grand nombre d'hommes éclairés, l'origine éthiopienne de la civilisation égyptienne, et l'étendue des connaissances de ces deux antiques nations en astronomie, base sur laquelle elles avaient édifié leurs systèmes géographique, métrique et mythologique.

M. de Rozière s'étant particulièrement occupé dans les parties de son travail, que nous analysons, de l'application de ses données à la géographie de l'Égypte, nous en extrairons quelques appréciations de position et de distance pour les lieux les plus célèbres de cette terre classique.

La longueur de l'Égypte est fixée à la 50° partie du méridien, évaluation transmise par les Grecs, et due, dit l'auteur, comme toutes les anciennes notions exactes, à ces collèges de prêtres astronomes dont les opérations étaient faites avec un degré de précision que nous n'avons pas surpassé. Cette 50° partie du méridien, de 7° 12', représente l'étendue longitudinale de l'Égypte, depuis l'île d'Éléphantine, sa limite méridionale, jusqu'à la plage d'Abouqyr, rocher le plus septentrional des côtes d'Égypte, fait confirmé par les observations astronomiques multipliées de M. Nouet.

Il résulte des observations de M. de Rozière, que si l'on con-

struit la carte des limites de l'Égypte d'après les renseignements anciens, d'Hérodote, de Diodore de Sicile ou de Strabon, ou, ce qui paraîtra plus surprenant, d'après ceux d'Ératosthène lui-même, en prenant uniformément dans tous ces auteurs le *schœne* pour la 18^e partie du degré, pour 4 milles de 72 au degré, tels que ceux de Héron d'Alexandrie, de Polybe et de l'*Itinéraire* d'Antonin, ce même *schœne* encore pour 30 stades, ou pour 60 stades d'Hérodote, tel sera le rapport de ces diverses cartes, ou des portions que ces auteurs fournissent, que, comparées entre elles et avec la carte française, elles n'offriront aucune différence appréciable, et pourraient être prises sans erreur pour des calques de cette dernière. Voici d'abord les principales observations modernes.

Tableau des latitudes et longitudes principales relatives aux limites de l'Égypte, suivant les observations astronomiques de M. Nouet (1).

	Latitudes.			Longitudes.		
Philæ (île de).....	24°	1'	34"	30°	34'	16"
Cataracte.....	24.	3.	25.	"	"	"
Syène.....	24.	5.	23.	30.	34.	49.
Éléphantine, temple du sud.....	24.	5.	23.	"	"	"
Extrémité de l'île, prise à la digue ancienne.....	24.	6.	10.	"	"	"
Hermouthis.....	25.	37.	20.	"	"	"
Thèbes, cirque de Luxor, partie sud.....	25.	39.	40.	"	"	"
Thèbes, palais de Luxor.....	25.	41.	57.	"	"	"
Le Caire, maison de l'Institut.....	30.	2.	21.	28.	58.	30.
Héliopolis, temple.....	30.	8.	0.	"	"	"
Alexandrie, phare.....	31.	13.	5.	27.	35.	30.
Ancienne bouche canopique.....	31.	18.	0.	"	"	"
Ruines d'une ville égyptienne, partie sud.....	31.	19.	0.	"	"	"
Tout à l'extrémité du cap.....	31.	19.	44.	28.	19.	28.

Résultats des observations des anciens. — *Position et étendue de la ville de Thèbes.* — « Jamais point de géographie comparée ne fut moins équivoque que la position de Thèbes. Les antiques monumens de Karnac et de Luxor, sur la rive droite du

(1) Les points de Philæ, Syène, Thèbes (palais de Luxor), le Caire, Alexandrie (phare), Abouqyr (tour), sont les seuls qui aient été déterminés astronomiquement; les autres positions très-voisines de celles-ci sont conclues de leurs distances à ces points, évaluées sur la carte. Elles ont été déterminées par des moyens géodésiques rigoureux, à l'exception de la distance de Péluse au cap de Cassaroun, qui est le résultat d'une reconnaissance faite avec beaucoup de soin lors de la campagne de Syrie, par M. Jacotin, directeur des ingénieurs géographes.

Nil, semblables à des villes par leur étendue; sur la rive gauche, le majestueux palais de Médynet-Abou, décoré, comme les précédens, de bas-reliefs historiques, attestant les triomphes des souverains de l'Égypte; le vaste édifice d'Orymandias, avec l'énorme colosse de ce prince, dont le tronc géant et mutilé semble encore accuser le génie destructeur de Cambyse et les fureurs de ce conquérant, jaloux de la splendeur de Thèbes et de la gloire de ses rois; la statue résonnante de Memnon, assise sur sa base, au milieu de la plaine voisine, et couverte d'inscriptions où les voyageurs de l'antiquité attestent les prodiges dont ils furent témoins; plusieurs temples encore de haut et presque entiers; de grands édifices dont les vestiges se découvrent sous les alluvions du fleuve; les magnifiques hypogées de Bybân el-Molouk, asiles sacrés où reposèrent si long-temps les rois de Thèbes; les grottes, les catacombes particulières, décorées de sculptures, de peintures emblématiques, et dont les ouvertures se voient de toutes parts dans la chaîne Lybique; à l'opposite, quatre obélisques d'un seul morceau de granité de cent pieds de longueur, encore dressés sur leurs bases; plusieurs autres renversés et brisés par violence; des allées entières de colosses en granit couchés sur la place même où ils furent érigés; des forêts de colonnes de 20 coudées de circonférence et d'une hauteur proportionnée; des statues monolithes sans nombre, en grès, en pierre calcaire, en granité, dont plusieurs ont plus de 20 pieds de proportion; des portiques non moins admirables que les palais eux-mêmes, et d'où partent, dans plusieurs directions, des allées de sphinx gigantesques, pour aller lier, à travers les plaines, des édifices distans de 20 stades; des hippodromes de 60 stades de circuit, c'est-à-dire d'une lieue et $\frac{1}{3}$ de nos mesures; des vestiges d'anciens édifices, des débris sans nombre, des ruines, des décombres épars dans une étendue de plusieurs lieues carrées, ne laissent aucune incertitude, et attesteront pendant bien des siècles aux voyageurs qui nous succéderont, de manière à ne pas s'y méprendre, le lieu où florissait la ville de Thèbes. »

Après avoir comparé et éclairci les renseignemens transmis par les auteurs anciens, l'auteur fixe d'après eux la pointe méridionale de Thèbes à $25^{\circ} 37' 40''$ de latitude, près du parallèle d'*Hermonthis*, ville presque contiguë. L'étendue de Thèbes

était de plus de 7 lieues de circonférence. Sa distance d'Éléphantine était, suivant Hérodote, de 820 stades, de 30 au schoène, ainsi compté au-dessus de Thèbes, ou de 540 au degré, le stade évalué à 300 coudées. La distance de cette ville à Héliopolis était de 4860 stades, ou 4° 30', précisément la 80° partie de la circonférence de la terre, ce qui est confirmé rigoureusement par les observations astronomiques modernes et par la carte française. Les positions d'Héliopolis et de Thèbes, où résidaient les 2 plus anciens collèges de prêtres astronomes, sont les plus certaines de toute l'Égypte ancienne, et forment une belle et grande base pour les mesures itinéraires de ce pays. La distance de Thèbes à la mer, c'est-à-dire au port de Canope, était de 6,120 stades, toujours d'après Hérodote, distance qui correspond précisément aux 5° 40', déterminés par les observations modernes.

On a vu la longueur de l'Égypte fixée à la 50° partie de la circonférence de la terre. La distance d'Éléphantine à Méroé était encore d'un 50°; ainsi l'arc qui s'étendait depuis ce point si révérend de Méroé jusqu'à la mer, se trouvait précisément la 25° partie du cercle. Distance d'Héliopolis à la mer, 1500 stades de 104 mètres.

Distances du sommet du Delta ou d'Héliopolis, à cinq points différens.

LIEUX où aboutissent les mesures.	Distances données par les anciens.			Les mêmes distances en degrés.	
	en Schoènes de 18 au degré.	en stades com- muns de 510 au degré.	en petits stades de 1080 au de- gré.	évaluées d'a- près notre sy- stème.	suivant les ob- servations as- tronomiq. mo- dernes et la carte française.
Le parallèle de Canope	21.	630.	1,260.	1° 10' 00"	1° 10' 00"
Le parallèle de Thèbes	81.	2,430.	4,860.	4. 30. 00.	4. 29. 10.
Péluse, en ligne droite	25.	750.	1,500.	1. 23. 20.	1. 23. 20.
Canope, id.	25.	750.	1,500.	1. 23. 20.	1. 23. 20.
Alexandrie, id.	28.	840.	1,680.	1. 33. 20.	1. 33. 20.

Distance de Memphis au sommet du Delta. — D'après les anciens, 5 schoènes de 18 au degré, ou 150 stades de 540 au de-

gré, à partir de la partie méridionale des ruines. *Circuit*, à peu près 7 lieues. *Population ancienne*, environ 420,000 habitants. La distance exactement conforme, d'après l'évaluation adoptée, à celle que l'on mesure sur la carte.

La base de l'Égypte vers la mer est de 60 schoenes ou 3,600 stades, à partir du mont *Casius* jusqu'au golfe *Plinthinique*. Position de l'extrémité orientale, le mont *Casius*, aujourd'hui *Rds Cassaroun*, $0^{\circ} 33' 20''$ à l'orient de Péluse. Position de l'extrémité occidentale, le golfe *Plinthinique*, 70 stades ou $0^{\circ} 7' 47''$ distance du fort *Chersonesus* touchant au golfe de *Plinthiné*, à *Alexandrie*, aujourd'hui à l'ouest du cap du Marabou, à 3 lieues de cette ville. Les 60 schoenes qui mesurent la base de l'Égypte chez tous les écrivains, font exactement $3^{\circ} 20'$. Or, suivant la carte de l'expédition française, cette même distance du cap *Cassaroun* au golfe *Plinthinique*, comprend en longitude $3^{\circ} 19' 40''$, différence, un tiers de minute.

« Si, comme je le crois, dit M. de Rozière en terminant la 3^e partie de son mémoire, j'ai établi d'une manière rigoureuse le système des mesures égyptiennes, l'explication des institutions primitives de l'Orient en sera la conséquence naturelle, et notamment celle du zodiaque primitif, qui, je puis le dire, est restée tout-à-fait inconnue. J'appuierai l'explication de chacun des 12 signes, d'autorités anciennes, ainsi que de l'interprétation des figures accessoires des 4 zodiaques recueillis en Égypte. » On ne peut que faire des vœux pour la plus prompte publication possible des travaux que l'auteur annonce.

AUBERT DE VITAY.

93. MODERNE ÉGYPTES ET MAMELUKS (*Orient. Herald*; février 1825, p. 171).

L'auteur de cet article offre une esquisse rapide des révolutions que l'Égypte a subies depuis l'invasion mahométane jusqu'à nos jours. Il rappelle ce qu'elle était sous les Mameluks, qui renouvelaient leur race par de continuelles importations d'esclaves; il indique les divisions territoriales, les provinces tributaires, et les forces militaires, qui, avec les Arabes et les Turcomans, dépassaient 526,000 hommes, bien disciplinés; il note les changemens survenus, l'établissement du système actuel, et les efforts d'Ali-Pacha pour faire prospérer le com-

marée dans ses domaines et se rendre peu à peu indépendant de la Porte. Des plantations de coton, de grands travaux hydrauliques se font remarquer, et il ne manquait à ce prince que de bien connaître les vrais intérêts d'un souverain et ce dont les arts ont besoin pour prendre un plus utile développement. A. M.

94. I. KÉLÉDOR, HISTOIRE AFRICAINE, recueillie et publiée par M. le baron ROGER, officier de la Légion-d'Honneur, ex-commandant et administrateur du Sénégal et dépendances. In-8° de xvi et 271 p.; prix, 6 fr. Paris, 1828; Neveu.

95. II. NOTICE SUR LE GOUVERNEMENT, LES MŒURS ET LES SUPERSTITIONS DES NÈGRES DU PAYS DE WALO (Afrique); par M. le baron ROGER, etc. In-8°. Paris, 1828 (*Extrait de Kélédor*).

Cet ouvrage, sous la forme ingénieuse d'une nouvelle pleine d'intérêt, est une peinture fidèle des mœurs et des usages des peuples nègres du Sénégal. Sa publication servira, mieux que les descriptions des voyageurs et des géographes, à faire connaître le caractère, les vertus et les vices de ces peuples si mal jugés, précisément parce qu'ils sont mal connus. Il attirera sur eux l'intérêt des classes de la société qui les jugent avec une prévention plus marquée. L'expérience du pays et des hommes qui l'habitent, acquise par l'auteur pendant une administration qui a été marquée par des améliorations importantes et beaucoup d'essais utiles, donne un grand poids à son récit. Il peint ces contrées, si différentes de l'Europe, les peuples qui les habitent, et leur caractère, avec autant d'élégance que de fidélité. Il nous fait connaître leurs usages, leurs mœurs, leur manière de vivre, leurs lois, leur organisation sociale, leurs habitations, l'aspect de leurs villages mobiles, leur vie nomade, leurs traditions, leur histoire, etc.

M. le baron Roger a su rattacher avec art au récit de Kélédor des événemens célèbres dans le pays; enfin, au mérite de l'intérêt soutenu d'une nouvelle intéressante, M. Roger a su réunir dans son livre une instruction précieuse sur des peuples et des pays dignes de toute la méditation des amis de la science et de l'humanité.

Nous ne saurions mieux faire connaître les faits curieux et intéressans pour la science que renferme cet ouvrage qu'en résumant l'analyse qu'en a faite M. Jomard dans le *Bulletin de*

la Société de Géographie (n° 58, fév. 1828, p. 61), et qui a été reproduite dans la *Revue Encyclop.*, cahier de mars 1828, p. 673-687. « L'aride géographie de nomenclature, dit ce savant, n'y tient pas une grande place; mais quiconque voudra approfondir les circonstances morales et locales qui caractérisent les peuples et le territoire de la Sénégambie occidentale le lira avec fruit, surtout la première moitié; il en sera de même des notes qui terminent l'ouvrage. »

Données géographiques. — On conçoit qu'on puisse avoir toute confiance dans les données géographiques d'un homme qui a habité et gouverné le Sénégal pendant 6 ans; aussi commencerons-nous par reproduire ici les détails que donne M. Roger sur la Sénégambie à l'ouest du Bambouk. Ces détails, dit M. Jomard, diffèrent sensiblement de ce qui a été admis jusqu'à présent, et ils sont plus précis et plus complets. » Près de l'Océan, sont le Walo et Cayor, aujourd'hui indépendans du Ghiolof, Baol et Salum; le long de la rive gauche du Sénégal, est le Fouta-Toro, et au-dessous du Walo, qui est aussi au bord du Sénégal, est le royaume Ghiolof, qui s'étend presque jusqu'à la Gambie; plus à l'est et au sud, le Bondou jusqu'à la Falémé; entre la Falémé et le Bafing, le Bambouk, pays riche en mines d'or; sur le Sénégal, au-dessus de Bakel, l'ancien pays de Jalam, où était situé le fort Saint-Joseph, aujourd'hui ruiné, un petit fort, appelé Saint-Charles, a été construit près du même emplacement il y a 3 ans; plus à l'est, le Kasson et le Kaarta ou bas Bambarah, 2 pays aujourd'hui confondus en un seul, par un même intérêt et leur état de guerre perpétuel avec le haut Bambarah (dont Ségo, sur le Dhioli-Ba, est la capitale). De là jusqu'à ce fleuve, et jusqu'à Tombouctou, est un espace beaucoup moins étendu qu'on ne le suppose, qui ne serait pas très-difficile à franchir par le commerce; nous en avons la preuve et dans les excursions de Park et dans le trajet continu des caravanes. C'est l'intervalle entre les deux bassins principaux de cette contrée; son élévation est médiocre; peu de semaines suffisent à le traverser. La nouvelle position qui vient d'être choisie et occupée par les Français, à portée de la dernière cataracte, sera un point de départ excellent. D'autres détails sur ce sujet seraient aujourd'hui prématurés, et il suffit d'ajouter que les sciences et le commerce ne peuvent manquer d'en tirer des avantages prochains. Quant aux Maures Dormau-

kours, Trarzas, Braknas et Dowichs, on sait qu'ils sont les maîtres de la rive droite du fleuve, et qu'ils font la loi du commerce dans les escales et presque dans tous les marchés (1).

« La population de toutes ces peuplades est plus considérable qu'on ne le pense, en voici un aperçu sommaire : Walo, 40,000 habitants; Cayor, 250,000; Ghiolof, 200,000; Fouta-Toro, 800,000; Pomdon, 300,000; Galam ou Kajaga, 100,000; Nègres restés soumis aux Maures, 60,000; Trarzas, 30,000; Braknas, 60,000; Maures Dowichs et Oualad Barek, 100,000, sans compter les populations qui avoisinent la Gambie, celles du haut Sénégal au-dessus de Galam, celles du Kaarta et du bas Bambarah. Les états occidentaux ont conservé leur population primitive; mais le grand état de Fouta-Toro a reçu sa population actuelle du dehors; les Foulhs ou Péalhs y sont venus du Bondou, du Fouta-Dhialou, du Dentilia, sous le nom de Toukoulours, nom aujourd'hui limité aux Marabouts ou prêtres du Fouta. Entre 2 bras du fleuve est une île très-riche, appelée *Île à morphil*, qui a 40 lieues de long sur 6 à 7 de largeur moyenne. Le Walo, patrie de Kélédor (le héros du roman de M. Roger), est aujourd'hui tout entier acquis à la France; il s'étend de Dagana à Saint-Louis, c'est-à-dire d'une trentaine de lieues de longueur (2); sa largeur est de 15 à 20 lieues. Des plantations nouvelles; au nombre de plus de 40, y sont disséminées; la colonisation y prospère, des noirs libres viennent y louer leurs services, et ils s'y rendent de 100 et même 200 lieues de distance. L'industrie et la liberté qui amènent l'aisance, la justice qui en assure le fruit commencent à parler à la raison et à l'intelligence des indigènes. Que ne doit-on pas attendre, pour l'amélioration du pays, de ces premiers essais, surtout si le commerce de France les seconde, si l'opinion les encourage? »

Mœurs. — Passons maintenant aux détails de mœurs. « Ceux que rapporte l'auteur, dit M. Jomard, appartiennent plutôt aux Arabes et à la religion mahométane qu'aux indigènes ;

(1) Voy. le mémoire que M. Eyriès a joint au voyage de M. Mollien et ses autres remarques sur le Sénégal.

(2) L'ouvrage dit 40 lieues de l'Ouest à l'Est; mais M. Jomard suppose qu'il y a ici faute d'impression, parce que la position de Dagana est fixée (dit-il) aujourd'hui, et que cette évaluation, en comptant les sinuosités, serait trop faible, et trop forte en suivant la ligne directe.

d'autres sont empruntés visiblement à l'Égypte ou à la Nubie ; tels que l'art de masser, l'enfourchement des captifs, les formules de salut, de missives et de serment, les règles de la prière, l'enseignement simultané (1), l'attachement du Marabout pour son cheval et pour ses armes, les *Mouezzins* choisis parmi les aveugles, etc. ; mais, ajoute M. Jomard, je n'avais pas entendu parler en Afrique du magnétisme animal, que l'auteur a observé dans ces contrées. Quant aux bouffons de cour, aux chanteurs, farceurs et musiciens (les *Gawendos* et les *Griots*), tous les voyageurs qui ont visité la Sénégambie ont décrit plus ou moins bien les folies bizarres des uns, les jeux des autres, et surtout leurs excès et leur insolence. Ces derniers ne se marient qu'entre eux ; c'est une caste dégradée, ils sont privés même de la sépulture commune. On sait de même ce que sont les *grisgris*, c'est-à-dire les amulettes ou talismans d'écriture ; tout le monde connaît ces singuliers préservatifs contre les bêtes féroces, l'incendie, la guerre et tous les maux de la vie. Il est tel voyageur qui a dû la sienne à l'innocent artifice des griffonnages les plus insignifiants ; je ne voudrais donc pas, dit M. Jomard, qu'ils perdissent leur crédit. Que les Européens profitent encore quelque temps de cette faiblesse des nations africaines ; puisqu'elle leur sert de passeport et qu'elle avance les découvertes, qui pourrait s'en plaindre ?

Constitution politique. — « Les Wolofs sont régis de temps immémorial par une sorte de féodalité. Au sol appartiennent les droits de justice, d'amende, de confiscation, de péage, d'aubaine. Les vassaux paient la dîme au suzerain, qui la partagé quelquefois avec les prêtres ; mais déjà, comme en Europe, des communes commencent à se former. L'influence du régime français ne tardera pas à se faire sentir. »

Coutumes et usages. — Parmi les usages, un des plus anciens et des plus solennels est le *salut de la lance*, pratiqué au commencement d'une campagne. « Chacun des guerriers doit passer devant une lance très-haute et jurer devant le prince de combattre vaillamment l'ennemi. En racontant les circonstances de cette cérémonie, l'auteur parle d'une autre coutume, qui veut qu'un esclave puisse quitter le maître qui l'a maltraité, et de-

(1) Enseignement qu'il ne faut pas confondre, comme l'a fait à ce qu'il paraît, M. Roger, avec l'enseignement mutuel.

venir celui d'un autre, en lui faisant une injure grave. Pareille chose existe dans le Kakongo et chez les Achantees. Autrefois au Sénégal, l'esclave, pour obtenir cette même faveur, pouvait couper un morceau de l'oreille au maître qu'il choisissait, ou bien à son fils.

« Rien n'est plus fait pour surprendre, à côté de la facilité d'humeur et de la douceur des nègres de Sénégambie, que le caractère prononcé, la fermeté et l'esprit d'indépendance des Foulha; mais leur fierté n'est pas exempte d'arrogance; ils passent même pour méchans et perfides. M. Roger leur rend plus de justice, et il remarque que chez ce peuple c'est une suite du même esprit qui leur a fait secouer le joug de leurs tyrans. Ils sont passionnés pour la liberté, mais ambitieux et turbulens, souvent livrés à la guerre civile: ce n'est pas la seule ressemblance qu'ils aient avec les républiques de Rome et de la Grèce. Après leur révolution, en 1775, l'esclavage fut pros crit; on n'y admit plus aucun nouvel esclave, et, chose remarquable, tout esclave ancien devint libre dès qu'il eut l'âge.

« L'auteur remarque la différence des usages des Serrères, petit peuple du Baol, au sud de Cayor. Plus sauvages, ils ont résisté au mahométisme, et ils s'éloignent aussi des Européens. Leurs funérailles ne ressemblent point à celles des autres Sénégalais. Le mort est aussi couvert de ses plus riches vêtemens; un parent lui adresse ainsi la parole: « Pourquoi veux-tu nous quitter? n'avais-tu pas tout ce qui t'était nécessaire? quel est le sorcier, l'ennemi qui t'a fait périr? » Un autre, placé derrière le mort, répond pour lui qu'il demande à être inhumé; alors commencent de grands cris de douleur; mais, dès que le corps est en terre, la joie succède, on chante, et l'on danse, et les fêtes durent 9 jours. »

Langue. — « Le langage du pays de Fouta est le *foulha*; celui des pays de Ghiolef et de Wolo est le *wolof*, langue indigène qui est de toute ancienneté, idiôme intéressant qui vient de fixer l'attention des savans, par les particularités singulières de sa composition et de sa grammaire (1); mais on ne l'écrit pas,

(1) M. Roger prépare un *Mémoire sur la langue Wolof*. En 1825, M. Jomard a publié le *Dictionnaire Wolof*, rédigé au Sénégal, par M. Dard, instituteur de l'école de Saint-Louis. (1 vol. in-8°. Voy. *Bulletin des sa.*

l'écriture ne sert que pour exprimer le langage arabe des Marabouts et de ceux des indigènes qui ont appris cette langue. C'est ce qui avait laissé l'Europe, jusqu'à ces derniers temps, dans l'ignorance de la nature et de la composition de la langue wolofe. Aussi le premier Européen qui est parvenu à l'écrire y a fait des découvertes intéressantes, et il l'a dû à une circonstance qui mérite d'être rapportée, c'est-à-dire aux efforts que les philanthropes français ont faits en 1816 pour faire donner un peu d'instruction aux jeunes Wolofs qui habitent le Sénégal. Une école a été établie à Saint-Louis; le maître, comme les disciples, ignorant respectivement les deux langues sœurs, l'arabe et le français, il a fallu, au premier, écrire un dictionnaire entier de l'idiôme des seconds et sous leur dictée; ce qui l'a conduit à découvrir les règles grammaticales.»

Constitution physique. — Les Foulhs sont moins robustes et moins grands que les Wolofs. On sait qu'au lieu d'un noir foncé, leur teint tire sur le rouge. D'autres traits encore les distinguent du reste des autres noirs. Les plus beaux nègres sont les Ghéolofs : ils n'ont, dit M. Roger, d'africain que la couleur. Leur nez est régulier et leurs cheveux même sont allégés. Cet angle facial et les autres signes physiologiques qu'on a regardés comme la mesure de l'intelligence des Noirs se rapprochent considérablement de ce qu'on observe en Europe. Que diront donc ceux qui établissent sur la conformation de la face l'infériorité de la race noire ? Que diront-ils de cette variété ghéolofe pour ainsi dire européenne ? Au reste, ajoute M. Jonnard, tout ce que j'ai voulu faire ici, c'est de signaler un fait attesté par bien des voyageurs et un peu trop négligé par les philosophes et les anatomistes. On a déjà rapporté plusieurs traits qui prouvent que les nègres ne sont pas dépourvus de courage moral et d'une sensibilité vive et profonde. On pourrait en trouver d'autres encore dans l'ouvrage de M. Roger ; mais il faut se borner, et citer seulement les expéditions que firent, il y a peu d'années, une soixantaine d'individus qui avaient par le travail racheté leur liberté. De la Havane, ils se firent transporter au Sénégal en 1819 et 1822. L'amour de la patrie et de l'indépendance éclate au plus haut degré dans ces expéditions. *hist. et de philologie*, tom. III, n° 239.) Depuis, la *Grammaire Wolofe* du même auteur a paru. (Paris, 1826, 213 p. in-8°. Imp. roy.)

ditions et dans la conduite de ces hommes qui n'avaient d'autre perspective, en prenant une aussi courageuse résolution, que d'embrasser leurs vieux pères ou de mourir sur le sol natal. Qu'y a-t-il de plus touchant ! En arrivant, il faut le dire, on les voit quitter leurs habits et reprendre la pagne, et même substituer bientôt le salem aux prières accoutumées. Les femmes, plus constantes dans les habitudes européennes, mêlaient confusément les symboles des deux cultes, et usaient jusqu'au bout leurs mantilles et leurs soies brodées, pour reprendre à leur tour la pagne modeste, dont leurs mères et leurs sœurs étaient drapées. Mais, après tout, qu'importent pour ces hommes le costume et les habitudes des colonies européennes ? C'est le spectacle de la civilisation, des arts et de l'industrie qu'ils ont besoin d'avoir constamment sous les yeux, et heureusement ils le trouvent aujourd'hui dans les établissemens français. Les Maures, repoussés sur la rive droite du fleuve, ne désolent plus le Walo. Les cultures se rétablissent, la population et le bien-être augmentent avec le travail libre ; des maisons s'élèvent, des végétaux utiles se multiplient. Voilà enfin une colonie où des Africains libres s'adonnent à l'agriculture ; ils perfectionnent les races des bestiaux ; avec le prix de leur travail ils achètent nos instrumens, les produits de nos arts, et les emportent à 200 lieues ; ils emportent aussi avec eux le nom de la France, ouvrant ainsi la première porte à un commerce qui ne peut plus que s'accroître avec le temps. »

Nous terminerons les extraits un peu longs, mais intéressans, que nous avons faits de l'article de M. Jomard sur l'ouvrage de M. le baron Roger, en nous joignant à lui dans les éloges qu'il accorde à son auteur. Nous laissons aux littérateurs et aux gens du monde à apprécier la partie de cet ouvrage dont l'examen n'entre pas dans le cadre de nos recherches et paraîtrait déplacé ici ; mais nous devons dire que le style de M. le baron Roger, que M. Jomard fait connaître par des citations, a le mérite de présenter au lecteur européen des tableaux vrais et expressifs sur un pays que l'on ne connaissait guère encore que par des descriptions un peu arides. Nous rapporterons cependant quelques passages de deux lettres des chefs du Cayer et du Fouta, parce qu'ils peignent la force de raison et les sentimens énergiques de ces Africains, que nous jugeons peut-être un peu

trop légèrement. « Nous sommes chargés (disent à *Damel* ; chef du Cayor, les envoyés de l'*Almami*, ou chef du Fouta) de vous déclarer que, si vous ne voulez pas réformer votre conduite et celle de vos gens, nous vous y contraindrons par la force. Voici les emblèmes que nous vous apportons. Choisissez entre ces 2 couteaux : avec celui-ci Almami rasera la tête de Damel, si Damel veut se faire Marabout et suivre la loi de Mahomet; avec celui-là, si Damel refuse, Almami lui coupera la gorge. » Le Damel de Cayor lui répond en ces mots : « Almami, salut ! Il ne me plaît pas de choisir ; je ne veux de toi ni pour barbier ni pour bourreau. De quoi te mêles-tu ? ne sais-tu pas que le prophète a dit : *Ne disputez pas avec les ignorans ?* Garde-donc ta science, et reste tranquille. Moi, je me souviens qu'on m'a lu dans le Koran cette sentence : *Pardonnez à qui vous offense ;* c'est pour cela que je te renvoie tes gens, sans leur avoir fait couper les oreilles ; mais qu'ils n'y reviennent plus. » Tout cela dans l'ouvrage de M. Roger est historique, ajoute M. Jomard, l'ambassade, le discours, la réponse et les événemens de la guerre.

Outre le mémoire sur la langue wolofe dont nous avons dit plus haut que s'occupait l'auteur, M. Jomard nous apprend qu'il prépare encore le tableau de la révolution du Fouta et un recueil de fables sénégalaises. Nous nous joignons à lui pour la prompte publication de ces productions destinées sans doute à intéresser le public français au sort de cette partie de l'Afrique, et par conséquent à avancer l'œuvre de la civilisation sur ce grand continent.

E. H.

96. TABLEAU COMPLET, OU ALMANACH NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, pour l'année 1827, 24^e de l'indépendance ; ouvrage présenté à S. E. le président d'Haïti. In-12 de 180 p., avec un tableau. Port-au-Prince, 1826 ; imprimerie de Courtois.

Nous avons notre *Almanach Royal* qui présente chaque année le tableau administratif de la France, et notre *Almanach du Commerce*, qui offre un tableau annuel de son industrie et de son commerce. La république d'Haïti, fidèle aux bons usages de l'ancienne métropole, a son *Almanach national* qui remplit, pour ce pays, le double objet de l'*Almanach royal* et de l'*Al-*

manach du commerce. On peut le regarder comme une statistique sommaire et exacte de cette partie de l'Amérique.

L'île d'Haïti est située entre les 17° degré 42' et 19° 56' de latitude septentrionale, et entre le 71° degré et le 76° 54' de longitude occidentale. Elle a environ 160 lieues de long, 30 dans sa moyenne largeur, et 350 de tour, non compris les anses. La surface, indépendamment des îles adjacentes, est évaluée à 5000 lieues carrées. Elle se divise en 66 communes, 33 paroisses ou quartiers non érigés en communes, 26 arrondiss. militaires; 8 arrondiss. financiers et 6 départemens.

Latitude des principaux lieux de l'île d'Haïti :

	LATITUDE.			LONGITUDE.		
Port au Prince.....	18°	33'	42"	74°	47'	33"
Le Môle St-Nicolas.	19	49	20	75	49	45
Cap Haïtien.....	19	46	24	84	38	35
Port-Plata.....	19	43	....	72	57	....
Santo-Domingo....	18	28	40	72	10	54
Cap Samana.....	19	45	40	71	33	30
Jacmel.....	18	17	....	74	55	...
Les Cayes.....	18	11	10	76	10	50
Cap Tiburon.....	18	17	50	76	51	36
Pointe de (N. O..	18	48	40	75	16	29
la Gonaïve. (E.....	18	42	30	75	12	34
(O.....	18	52	50	75	44	40

En tête du livre, comme dans tous les almanachs, se présente le calendrier, avec toutes les notions qui lui appartiennent, peuplé de saints pris dans les calendriers catholiques européens, et complété par la liste des fêtes patronales des principales paroisses d'Haïti. L'interpolation dans le calendrier, de 3 fêtes nationales, donne un intérêt particulier à ce calendrier. Ces fêtes sont celle de l'*indépendance*, marquée au 1^{er} janvier, celle de l'*agriculture*, marquée au 1^{er} mars, et celle du *jour anniversaire de la naissance d'Alexandre Pétion*. On voit sans étonnement, ce témoignage d'un souvenir durable pour le fondateur de la république, lorsque, quelques pages plus loin, on lit le texte même de l'acte de la reconnaissance nationale qui érige au pied de l'arbre de la liberté où le corps de Pétion est

déposé, un mausolée pour éterniser la mémoire du fondateur de la république, qui donne son nom au fort Alexandre et à la place Pétion, dans la capitale, et qui ordonne que pendant 3 années une fête funèbre religieuse sera célébrée, en commémoration du défunt, dans toutes les églises de la république, et chormée par tous les habitants.

Le tableau du lever et du coucher du soleil, jour par jour, celui des phases et jours de la lune nous offre les moyens d'une comparaison curieuse entre notre calendrier français et celui d'Haïti. On y voit, par exemple, qu'au 1^{er} janvier 1827, le soleil s'est levé à Haïti à 6 h. 30 min., et s'est couché à 5 h. 30 min., tandis qu'en France, le même jour, il ne s'est levé qu'à 7 h. 53 min., et s'est couché à 4 h. 8 min.; qu'à Haïti, en 1827, le premier quartier de la lune a été le 4, à 7 h. 68 min. du soir, tandis qu'à Paris il est marqué le 5, à 6 h. 52 min. du matin.

Des éphémérides présentent 53 époques mémorables de l'histoire d'Haïti: nous citerons celles dont n'a pas à gémir l'humanité. En 1492, Christophe Colomb découvre l'île d'Haïti et y prend terre le lendemain; en 1506, plantation de la canne à sucre apportée des Canaries, et venue originellement des Indes Orientales; en 1666, Bertrand d'Ogeron, premier gouverneur pour la Compagnie des Indes, naturalise dans l'île la culture du cacao; en 1727, M. Declieux transporte un pied de caféier à la Martinique, d'où la culture de cette plante se répand à St.-Domingue et dans toutes les îles voisines; en 1793, abolition de l'esclavage; 1^{er} janvier 1804, proclamation de l'indépendance d'Haïti; 1825, reconnaissance par le roi de France de l'indépendance pleine et entière du gouvernement d'Haïti, et acceptation de l'ordonnance royale par le sénat de la République.

La nomenclature des souverains et chefs des principales puissances de l'Amérique et de l'Europe commence par la république d'Haïti et les 9 autres républiques de l'Amérique du sud et du nord: cela était dans l'ordre pour un livre publié par des républicains, quand même l'Amérique, qui compte ces républiques, n'eût pas dû venir en premier ordre dans un livre publié en Amérique. L'empire du Brésil fait le complément de la même section. Viennent ensuite les États de l'Europe rangés par ordre alphabétique, la France, comme étant de toutes les

puissances celle avec laquelle Haïti a le plus de conformité d'habitudes et de langage, compte pour elle seule dans ce chapitre, un nombre de pages double de celui qu'on a accordé à toutes les autres puissances ensemble.

La constitution d'Haïti du 27 décembre 1806, revisée en 1816, occupe les pages 33 à 55 inclus. Les grands traits de cet acte de la souveraineté du peuple d'Haïti sont : l'unité et l'indivisibilité de la république, l'exclusion du droit de cité, à quelques exceptions près, de tout individu qui n'est ni africain, ni indien ou issu de leur sang; l'abolition à jamais de l'esclavage dans l'île; le droit d'asile déclaré sacré dans la république, sauf les cas d'exception prévus par la loi; le gouvernement de l'île déclaré non héréditaire, mais électif; la déclaration des droits de l'homme en société, savoir : la *liberté* qui consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui; l'*égalité* qui consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse, et qui n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoirs; la *sécurité* qui résulte du concours de tous pour assurer les droits de chacun; la *propriété* qui est le droit inviolable et sacré de jouir et de disposer de ses revenus, de ses biens, du fruit de son travail et de son industrie. Ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché; nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas. Tous les devoirs de l'homme et du citoyen dérivent de ces 2 principes gravés par la nature dans tous les cœurs : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit. Faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir.* Nul n'est bon citoyen s'il n'est bon fils, bon père, bon frère, bon ami, bon époux; nul n'est homme de bien s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois; la maison de chaque citoyen est un asile inviolable; nul ne peut être empêché de dire, écrire et publier sa pensée; les écrits ne pourront être soumis à aucune censure avant la publication; l'admission de tous les citoyens indistinctement à toutes les charges et dignités de l'État; la nécessité pour tout Haïtien de commencer sa carrière militaire comme simple soldat; la responsabilité individuelle formellement attachée à toutes les fonctions publiques.

Les autres dispositions remarquables de la Constitution qui

régit Haïti, sont : la création des 3 fêtes nationales dont il a été parlé, la création d'un établissement général de secours publics, d'une institution publique commune à tous les citoyens, et gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes; l'institution de codes des lois civiles, criminelles, pénales, de procédure et de commerce, communs à toute la république; l'uniformité des poids et mesures; la déclaration formelle qu'aucun blanc, quelle que soit sa nation, ne pourra mettre les pieds sur le territoire de l'île à titre de maître ou de propriétaire; la déclaration que la religion catholique, apostolique et romaine étant celle de tous les Haïtiens, est la religion de l'État, mais que tout autre culte religieux est permis dans la république, en se conformant aux lois, et que les ministres de la religion ne peuvent, dans aucun cas, former l'État, et à côté de ces prudentes dispositions, une prohibition spéciale accordée au mariage.

Au 1^{er} janvier 1827, le clergé d'Haïti était composé d'un archevêque résidant à Santo-Domingo, de 4 vicaires-généraux, d'un chapitre métropolitain composé de 5 membres, et de 42 curés.

La Constitution établit 3 pouvoirs : le pouvoir *législatif*, le pouvoir *exécutif*, le pouvoir *judiciaire*.

Pouvoir législatif. — Il réside dans une Chambre des représentants des communes (72 membres en 1827, nommés pour 5 ans, âgés de 25 ans au moins, qui sont propriétaires et rééligibles indéfiniment), et dans un sénat composé de 24 membres (nombre qui ne pourra jamais être excédé), âgés de 30 ans au moins, nommés pour 9 ans par la Chambre des représentants et qui ne seront rééligibles qu'après un intervalle de 3 années. — Il faut avoir atteint l'âge de majorité pour voter dans les assemblées communales. — Tout citoyen convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage est exclu de toutes fonctions publiques pendant 20 ans, et en cas de récidive il l'est pour toujours.

La Chambre des représentants des communes a le droit de police sur ses membres; mais elle ne peut prononcer de peine plus forte que la censure ou les arrêts pour 15 jours. Il y a incompatibilité entre les fonctions de représentant des communes et toutes fonctions publiques salariées par l'état.

Pouvoir exécutif. — Le pouvoir exécutif est délégué à un ma-

gistrat qui prend le titre de Président d'Haïti. La Constitution accorde au Président d'Haïti le droit de désigner le citoyen qui devra lui succéder. Au sénat seul il appartient de nommer le Président d'Haïti. La nomination est à vie. Tout citoyen de la république, âgé de 35 ans, est éligible à l'office de Président d'Haïti. Le sénat admet ou rejette le citoyen désigné par le Président d'Haïti pour lui succéder.

D'après les dispositions constitutionnelles ci-dessus, l'Almanach national donne, sous le titre général de gouvernement, le nom du Président S. E. J. Pierre Boyer, et en 3 sections différentes, la secrétairerie générale avec ses attributions, les bureaux de la guerre, du secrétariat et des domaines, et les archives; la secrétairerie d'état des finances et trésorerie générale, ses attributions, son bureau; le grand juge de la république, ses attributions et son bureau.

Sous le titre des grands corps de l'état, la liste des sénateurs, la liste des représentans des communes dont les fonctions ont cessé en 1826. Des travaux d'un grand intérêt ont rempli ses sessions; elle a délibéré et voté les 6 codes d'Haïti, les lois sur l'organisation judiciaire, la garde nationale, le notariat, les postes; celles des patentes, de l'enregistrement, des hypothèques; celles qui ont ordonné la création d'une banque nationale, des entrepôts de marchandises étrangères. L'Almanach national offre à la reconnaissance des républicains d'Haïti les noms de ces dignes mandataires du peuple.

Pouvoir judiciaire.—D'après les dispositions de la Constitution, nul ne peut être distrait des juges que la loi lui assigne, si ce n'est dans les cas prévus par la loi. Les juges sont nommés à vie; ils doivent être âgés de 25 ans au moins. Les citoyens ont droit de faire juger leurs différends par des arbitres, qui décident sans appel, si les parties ne l'ont pas expressément réservé. Nul ne peut être saisi que pour être conduit devant l'officier de police. Nul ne peut être mis en état d'arrestation ou détenu que dans les cas prévus par la loi. Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions et exécutions, autres que celles prescrites par la loi, sont des crimes.

Un grand juge est chargé de l'administration de la justice; des tribunaux civils qui jugent en dernier ressort sauf l'appel en cassation, et qui se forment chaque fois qu'il y a lieu en

tribunaux criminels, dans lequel cas, les juges ne sont chargés que de l'application de la loi, la décision du fait appartenant aux jurés ; des *tribunaux de justice de paix* ; un *tribunal de cassation* pour toute la république, qui ne peut prononcer sur le fonds ; une *haute cour nationale* nommée par le sénat pour juger les accusations admises par le corps législatif, soit contre ses propres membres, soit contre le Président d'Haïti, ou autres grands fonctionnaires.

Les tribunaux civils sont établis au Port-au-Prince, à Jacmel, aux Cayes, à Jérémie, au cap Haïtien, aux Gonaïves, à Santo-Domingo et à Saint-Yague. Chaque tribunal est composé d'un doyen, de 4 juges titulaires, de 4 juges suppléants non salariés, un commissaire du gouvernement et un substitut, un greffier, un huissier audiencier, et trois huissiers exploitant. Au 1^{er} janvier 1827, le nombre des juges était complet ; celui des suppléants était de 15 sur 32 fixés par la loi. Il y avait en janvier 1827, près de tous ces tribunaux, 43 défenseurs publiés, 14 huissiers exploitant sur 24, nombre fixé par la loi.

Tribunaux de commerce. Il en doit être établi au Port-au-Prince, au cap Haïtien, aux Cayes, à Santo-Domingo ; un juge doyen, 4 juges titulaires, 4 suppléants et un greffier. Ils sont à la nomination des commerçans payant patente des 3 premières classes. Leurs fonctions sont honorifiques. Ils sont nommés pour 2 ans, et ne sont rééligibles qu'après une année d'intervalle. Le doyen doit être âgé de 40 ans au moins, les juges, de 30 ans. Le doyen doit être pris parmi les anciens juges.

Justices de paix. — Le tribunal de paix se compose d'un juge, 3 suppléants et un greffier. Il juge sans appel en matière civile, lorsqu'il ne prononce que des amendes de 50 gourdes et au-dessous. Les juges-de-paix ne connaissent point des demandes qui excèdent 100 gourdes. Les juges-de-paix sont officiers de police judiciaire. Assistés du conseil des notables, ils fixent le poids du pain, le prix des viandes, des vivres, du bois, du charbon, du fourrage, qui se débitent dans leur commune ; vérifient les poids et mesures ; délivrent des patentes, ordonnent et surveillent tout ce qui regarde la voirie publique, le curage des canaux, rigoles, etc. En 1827, le nombre des juges-de-paix était de 72 ; mais un grand nombre manquaient de suppléants.

Officiers publics soumis à la surveillance des tribunaux.

77 *notaires*. Leur nombre est fixé à 6 pour la capitale, 4 pour les chefs-lieux de département, et un pour chacune des autres communes. En 1827, le nombre n'en était pas encore complet, on n'en comptait que 77.

73 *officiers de l'état civil* étrangers au ministère des cultes.

14 *encanteurs* dans neuf communes; les encanteurs représentent ce qu'on appelle en France les *huissiers-priseurs*. Ils ne peuvent être commerçans et ne peuvent rien vendre de gré à gré, ou autrement qu'en criée publique, ni enchérir pour leur compte.

Force armée.— *Art. 211 de la Constitution.*— La force armée est essentiellement obéissante, elle ne peut jamais délibérer.— *Art. 212.* L'armée se divise en garde nationale soldée et garde nationale non soldée.

Le président d'Haïti est le commandant en chef de l'armée de terre et de mer. Il a 16 aides-de-camp.

Il avait sous ses ordres, en 1827, 11 généraux de division à chacun desquels sont attachés 2 aides-de-camp et 10 guides; 18 généraux de brigade ayant chacun un aide-de-camp et cinq guides; un inspecteur aux revues général de brigade; 3 commissaires des guerres et de marine, 2 préposés de guerre et de marine.

Vingt-six commandans d'arrondissemens militaires, 66 commandans de places, 56 commandans de forts et postes militaires situés dans les mornes et sur les côtes.

Un corps du génie militaire composé d'un colonel inspecteur qui réside au Port-au-Prince, d'officiers de grades inférieurs à celui de colonel; d'élèves au grade de sergent-major, et de 26 compagnies d'ouvriers du génie, en nombre égal à celui des arrondissemens.

Quatre directeurs d'artillerie et d'arsenaux, et 10 sous-directions; une ou plusieurs compagnies d'ouvriers attachés à chaque direction.

Garde du président d'Haïti: 3 régimens de cavalerie de deux escadrons chacun, pied de paix, savoir: un régiment de carabiniers, un régiment de grenadiers à cheval et un de chasseurs à cheval; un régiment de grenadiers et un de chasseurs à pied.

Ligne.— L'armée de ligne est ainsi composée: 2 régimens de

dragons, forts chacun de 2 escadrons, et chaque escadron de 2 compagnies, fortes de 72 hommes, officiers, sous-officiers et soldats compris.

5 régimens d'artillerie de 2 bataillons à 9 compagnies par bataillon, la compagnie étant de 50 hommes.

33 régimens d'infanterie à 2 bataillons chaque; le bataillon a 6 compagnies, une de grenadiers, 80 hommes, 4 de fusiliers, 40 hommes, et une de chasseurs, 50 hommes.

Chaque régiment a un officier de santé, un chef de musique et 15 musiciens.

Total de l'armée de ligne sur le pied de paix : 24,896 hommes, non compris les états-majors et la garde du président qui forme un effectif de 1704 hommes.

Toutes ces troupes sont réparties dans 23 garnisons principales, savoir :

Au *Port-au-Prince* la garnison est formée de 2 régimens de grenadiers et de chasseurs à cheval de la garde du Président, des 2 régimens de grenadiers et de chasseurs à pied de la même garde, d'un régiment d'artillerie et de 5 régimens d'infanterie; résidence du colonel-inspecteur du génie militaire, d'officiers et d'une compagnie d'officiers du génie, chef-lieu d'une direction d'arsenaux et d'artillerie avec compagnies d'ouvriers d'artillerie.

Au *Cap-Haïtien*, résidence d'officiers du génie militaire, d'une direction d'arsenaux et d'artillerie, et d'une compagnie d'ouvriers, le régiment des carabiniers de la garde, un régiment d'artillerie, 2 régimens d'infanterie.

A *Saint-Marc*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux, un régiment de dragons et 3 régimens d'infanterie.

A *l'Anse-à-Veau*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment de dragons et un régiment d'infanterie.

A *Santo-Domingo*, chef-lieu d'une direction d'arsenaux et d'artillerie, avec compagnie d'ouvriers d'artillerie, un régiment d'artillerie, 2 régimens d'infanterie.

Aux *Cayes*, résidence d'officiers et d'une compagnie d'ouvriers du génie militaire, chef-lieu d'une direction d'arsenaux et d'artillerie, avec une compagnie d'ouvriers d'artillerie, un régiment d'artillerie, 2 régimens d'infanterie.

Aux *Gonaïves*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, 2 régimens d'infanterie.

A *Aquin*, résidence d'officiers du génie militaire et chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

A *Léogane*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

A *Jérémie*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

Au port de *Paix*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

Au *Mirebalais*, chef lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

Au *Fort-Liberté*, chef-lieu d'une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie, un régiment d'infanterie.

A *Samana*, une sous-direction d'arsenaux et d'artillerie.

A *Miragoane*, résidence d'officiers du génie militaire.

Les postes ou places militaires suivans ont chacun un régiment d'infanterie, savoir :

Le département de l'Artibonite, — le Dondon, — la Marmelade, — le Môle St.-Nicolas, — l'Anse d'Hainault, — Verrettes, — Petit Goave, — le Borgne, — la Grande Rivière, — le Trou.

Enfin le 33^e régiment d'infanterie a ses compagnies dispersées dans les communes.

Garde nationale non soldée. — Tout Haïtien de l'âge de 15 ans à 60, est tenu de se faire inscrire dans la garde nationale de sa commune. La garde nationale est composée, dans chaque commune, de compagnies d'infanterie, et au moins d'une compagnie de cavalerie. Chaque compagnie est de 55 hommes tout compris. A la tête de la garde nationale marchent, dans toutes les occasions, des compagnies d'élite formées d'officiers de tous grades, retirés définitivement du service, et qui sont encore dans l'âge requis pour le service. Les officiers supérieurs des gardes nationales sont nommés par le Président de la république; les simples officiers et les sous-officiers sont à la nomination de leurs compagnies respectives.

Marine. — La marine militaire se composait, en 1827, de la manière suivante: 1 contre-amiral; 9 capitaines de garde-côtes

de 1^{re} classe, ayant rang de colonels; 9 capitaines de garde-côtes de 2^e classe, ayant rang de chef de bataillon; 13 lieutenans de garde-côtes ayant rang de capitaines; 17 enseignes de marine ayant rang de lieutenant; 19 élèves de marine ayant rang de sous-lieutenant.

Les ports principaux, ouverts au commerce étranger, ont un chef et un sous-chef des mouvemens; les ports secondaires un chef seulement. Les ports principaux, sont: Port-au-Prince, les Cayes, Jacmel, Jérémie, le Cap Haïtien, les Gonaïves et Santo-Domingo: les ports secondaires sont Portepiate et Samana.

Il y a de plus, pour administrateurs, un préposé de la flotte résidant au Port-au-Prince, 6 sous-préposés de la flotte résidant au Port-au-Prince, et 6 sous-préposés aux vivres à bord des bâtimens de l'État.

Service de santé.— Dans l'île d'Haïti comme ailleurs, ce service est militaire ou civil.

Au service de santé militaire appartiennent un inspecteur en chef du service de santé des armées au Port-au-Prince; deux hôpitaux d'instruction au Port-au-Prince et au cap Haïtien, dont les élèves sont entretenus aux frais du gouvernement; trois hôpitaux militaires aux Cayes, à Jacmel, à Santo-Domingo, des officiers de santé à l'état major des places d'Aquin, La Matte, Jérémie, et à chacun des 45 régimens de la garde et de la ligne.

Service de santé civil. En 1827, on comptait dans toute la république, comme autorisés à y exercer l'art de guérir, six docteurs en médecine des Facultés de Paris et de Montpellier, de l'université d'Édimbourg; 18 médecins, un docteur en chirurgie du collège d'Édimbourg, un chirurgien, 9 pharmaciens patentés, en tout 35, c'est-à-dire qu'il n'y aurait qu'un homme de l'art de guérir par 143 lieues carrées, si les praticiens militaires, qui sont plus nombreux, ne venaient pas en concurrence de service avec les praticiens civils.

Sûreté et ordre publics.

Gendarmerie nationale. Il en existe 6 légions, qui prennent chacune le nom de celui des 6 départemens auxquels elles sont attachées. Tous les gendarmes sont à cheval. Outre les attributions de la haute police et de l'exécution des jugemens des

tribunaux, la gendarmerie est chargée de l'acheminement des dépêches du gouvernement et des autorités, et du transport des dépêches et paquets de la poste aux lettres. 4 de ces légions sont de 12 compagnies de 50 hommes chacune, y compris les officiers, les 2 autres n'ont que 8 compagnies. Pour être gendarme, il faut avoir servi 3 ans, et être irréprochable.

Corps de police dans les villes. Outre la gendarmerie, il existe un corps de police dans les lieux où siègent les tribunaux. Ce corps est à la disposition des commissaires du gouvernement, et des juges-de-paix. Il est en outre chargé de la police intérieure des villes où il réside. Les hommes qui y sont employés sont choisis parmi les pères de famille, et parmi les individus d'une moralité reconnue. Chaque compagnie est commandée par des officiers qui sont officiers de police judiciaire, aux ordres des commissaires du gouvernement. En 1827, le nombre de ces compagnies était de 8. Dans les campagnes, la police est faite par des officiers et des gardes champêtres, dont il est question précédemment.

Conseil de notables.— Cette sage institution complète l'administration municipale. Il y a un de ces conseils dans chaque commune, et dans plusieurs quartiers et paroisses. Le nombre des membres qui les composent est de 6 dans la capitale, 4 dans les chefs-lieux, et 3 dans les autres communes. Ils sont nommés pour 5 ans. Leurs fonctions sont gratuites : une partie de leurs attributions répondent à celles des conseils municipaux en France ; ces conseils de notables, à Haïti, en réunissent d'autres qui ont un rapport non moins direct avec le bien-être de la commune ; telles, par exemple, que d'assister le juge-de-paix pour la taxe des denrées de consommation journalière ; de dresser les tableaux du mouvement annuel de l'état civil, de faire des recensements de population ; de dresser la liste des jurés : ils concourent à la nomination des conseils d'agriculture, et décernent les prix aux agriculteurs les plus distingués.

Agriculture.— *Art. 115 de la Constitution.*— « L'agriculture, source de la prospérité des états, sera protégée et encouragée.

« Son accroissement et sa durée dépendent uniquement de la confiance et de la justice qui doivent réciproquement exister entre le propriétaire et le cultivateur.

Art. 216 de la Constitution. « La police des campagnes sera soumise à des lois particulières.

Pour l'exécution de ces dispositions constitutionnelles, à Haïti, le soin de faire prospérer l'agriculture et de maintenir l'exécution des lois sur la police rurale, est confié, sous l'autorité et la surveillance des commandans d'arrondissement et de place, à des conseils d'agriculture, aux conseils de notables, aux juges-de-peace, à des officiers de police rurale et à des gardes champêtres.

Tous les ans, au 1^{er} de mai, est célébrée dans toute l'étendue de la république, la *fête de l'agriculture*. Le jour de cette fête, le commandant de chaque commune, le juge-de-peace et le conseil des notables, choisissent conjointement, dans chaque section rurale de la commune, 3 citoyens des plus notables, propriétaires, fermiers principaux ou gérans, pour former le conseil d'agriculture de la section. Ce conseil est nommé pour un an, et rééligible. Ses fonctions sont honorifiques; elles consistent à surveiller l'exécution du code rural, à signaler au conseil des notables et aux autorités militaires, tous les abus ou négligences qui peuvent avoir lieu dans la section, enfin, à chercher, par des expériences nouvelles et par le maintien de la concorde entre les intéressés, à augmenter les produits de la culture.

Il est aussi établi dans chaque section rurale de commune, par le choix du président d'Haïti, un officier du grade de sous-lieutenant à celui de capitaine, inclusivement, lequel est spécialement chargé : 1^o de réprimer le vagabondage et toute infraction aux dispositions du code rural, ou des lois et actes du gouvernement, concernant la culture; 2^o de maintenir l'ordre et l'assiduité dans les travaux de la campagne; 3^o de faire observer la discipline dans les ateliers; 4^o de faire exécuter et de diriger les travaux d'entretien et de réparation des routes publiques et particulières. Les officiers de section sont indépendans les uns des autres, et ne relèvent que des commandans de place et d'arrondissement; ils correspondent avec les autorités civiles, et défèrent à leurs réquisitions.

Chaque officier de police rurale a sous ses ordres, et à poste fixe, trois gardes champêtres assermentés, l'un du grade de maréchal-des-logis, un autre du grade de brigadier, et le troisième simple dragon.

Chaque année, le jour de la fête de l'agriculture, les con-

seils de notables décernent publiquement, au chef-lieu de la commune, une couronne et un prix d'encouragement au cultivateur de chaque section, qui s'est le plus distingué par son zèle dans ses travaux, et par les résultats qu'il a obtenus.

Hors le cas de danger de la patrie, les hommes personnellement employés à la culture ne sont pas susceptibles d'être appelés au service militaire, ni pour celui de la garde nationale.

Commerce. — *Art. 117 de la Constitution.* « Le commerce, autre source de félicité publique, ne souffrira point d'entraves et recevra la plus grande protection.

Art. 118. « La personne des étrangers, ainsi que leurs établissemens de commerce sont placés sous la loyauté et la sauvegarde de la nation. »

Un droit de patente fixé par la loi, est payé par toute personne qui exerce un commerce, une industrie. Il est fixé pour chaque profession, et se divise, pour la même profession, en 6 quotités, suivant le lieu qu'habite la personne. Le tableau statistique qui termine l'Almanach, indique à quelle classe de patente appartient chaque commune; c'est une base qui, à défaut de la population que l'Almanach ne donne pas, peut faire apprécier leur importance relative. Les exceptions au paiement des patentes sont peu nombreuses, et ne s'appliquent qu'aux professions dont l'objet est de première nécessité, tels que l'instruction publique, la fabrication du sel; celui de la chaux; des briques, des tuiles et terrailles. La patente est délivrée par le juge-de-peace. La profession de courtier ne peut être exercée que dans les ports ouverts. L'étranger admis dans la république comme commerçant, ne peut faire commerce ni être patenté qu'en la seule qualité de négociant consignataire; et dans les ports ouverts seulement, après avoir obtenu la licence du président d'Haïti. En 1827, la patente des consignataires étrangers était de 2000 gourdes pour la capitale, 1800 gourdes pour les Cayes et Jacmel, et de 1600 gourdes pour les ports ouverts. Les courtiers haïtiens ne paient pour les mêmes patentes, selon les localités, que 300, 200 et 150 gourdes.

L'étranger exerçant un art ou un métier, ne peut être admis que dans les ports ouverts; et le prix de sa patente est triple de celui que paierait l'Haïtien.

Les seuls ports ouverts au commerce extérieur fait par bâtimens nationaux ou étrangers, sont ceux du cap Haïtien, des Cayes, de Santo-Domingo, des Gonaïves, de Jacmel, de Jérémie, du Port-au-Prince et de Port-au-Prince.

Les droits d'importation à payer par des navires étrangers sont ou fixes, tels que les détermine le tarif des douanes, ou proportionnels (12 pour $\frac{1}{100}$ sur le montant de l'évaluation). Les marchandises françaises importées par les bâtimens de la même nation, ne paient que la moitié dans les ports de l'ouest, du sud, du nord et de l'Artibonite; le droit d'exportation à la sortie du territoire de la République n'est plus perçu.

Des entrepôts réels des marchandises et des productions étrangères ont été établis dans chacun des ports du Port-au-Prince, des Cayes, du cap Haïtien, de Santo-Domingo et de Jacmel.

Sont prohibés à l'entrepôt réel, les articles suivans, venant de l'étranger : les sucres bruts et terrés, les sirops ou mélasse, le café, le cacao, le coton en laine, le tafia. Les objets reçus en entrepôt peuvent y demeurer l'espace d'une année, en payant un droit de magasinage d'un pour $\frac{1}{100}$. — Au 1^{er} janvier 1827, le nombre des consignataires était de 57, dont 29 Haïtiens et 28 étrangers, anglais, américains, allemands, et français; il y avait 18 courtiers.

Finances. — L'administration des finances de la République est divisée en 8 arrondissemens financiers, ayant chacun pour chef-lieu, l'un des ports ouverts au commerce étranger. Chaque arrondissement a son administration et son trésorier particulier, un directeur des douanes et un garde magasin, tous les 4 au chef-lieu; des administrateurs ou préposés d'administration sont dans les autres communes ou quartiers.

Enregistrement. — Un bureau principal de l'enregistrement dans chaque arrondissement financier, et un bureau particulier dans chaque commune. Le bureau de la conservation des hypothèques est confié au receveur de l'enregistrement dans les communes, chefs-lieux des tribunaux civils. Le papier timbré est débité par les trésoriers particuliers et les préposés de l'administration; les timbres sont de 6 centimes $\frac{1}{2}$, de 12 centimes $\frac{1}{2}$, de 25 centimes, de 50 centimes, d'une gourde, de 2 gourdes, de 3 gourdes. Chaque feuille est timbrée en haut et

sur sa partie gauche. Elle porte un timbre noir, un timbre rouge et un timbre à sec.

Poste aux lettres.— Ce service est confié à un directeur général, et à 3 directeurs particuliers, aux Cayes, au cap Haïtien et à Santo-Domingo. Le transport des dépêches à l'intérieur est fait par la gendarmerie. Il est interdit aux capitaines des bâtimens arrivant de l'étranger, de remettre les lettres dont ils sont porteurs, excepté celles qui sont destinées à leurs consignataires, ailleurs qu'au bureau de poste.

Instruction publique.— L'enseignement des sciences et des lettres est libre à Haïti, sous la surveillance des commissions d'instruction publique créées par la loi. Ces commissions dont les fonctions sont gratuites, sont au nombre de 8, établies au Port-au-Prince, aux Cayes, à Jacmel, à Jérémie, au cap Haïtien, à St.-Marc, à Santo-Domingo et à la Vége. Il est permis à tout Haïtien de former des établissemens d'instruction publique, avec l'autorisation de la commission du ressort. Un *Lycée national* a été formé au Port-au-Prince, par Alexandre Pétion: dans ce lycée, l'instruction est donnée aux frais de l'État, aux fils des citoyens qui, ayant rendu d'éminens services à l'État, sont morts sans laisser de moyens suffisans pour l'éducation de leurs enfans. Le président d'Haïti a aussi la faculté d'y admettre, à titre de récompense, un élève de chacune des écoles primaires de l'État. On y enseigne, outre les humanités, la rhétorique, la logique, la morale, les élémens des sciences mathématiques et physiques, l'histoire ancienne et moderne, la géographie, le dessin. L'État entretient une *école primaire* dans chacune des villes du Port-au-Prince, des Cayes, de Jérémie, de Jacmel, du cap Haïtien, de Santo-Domingo, de Saint-Marc, du Port-de-Paix, du Mirebalais et de la Vége. Ces écoles sont destinées à l'instruction élémentaire gratuite des enfans des citoyens qui ont rendu des services à la patrie; on y reçoit aussi des élèves aux frais de leurs parens. On y suit la méthode de Lancaster. Un grand nombre d'institutions particulières répandues dans toute la république, y complètent un système d'instruction dont la République tirera le plus grand fruit.

Une *Bibliothèque nationale* au Port-au-Prince est ouverte au public 3 fois la semaine.

Quatre *imprimeries* du gouvernement au Port-au-Prince, aux Cayes, au cap Haïtien et à Santo-Domingo.

Sous le titre de *Maconnerie*, se trouvent les listes des dignitaires du *Grand Orient des anciens Francs*, et acceptés *mçons d'Haïti*.

J. P. Boyer, président d'Haïti, est grand protecteur de l'ordre.

Les dignitaires des 2 loges constituées par le Grand Orient, savoir :

L'amitié des frères réunis, à l'O . . du Port-au-Prince.

L'heureuse réunion, à l'O . . des Cayes.

La réunion des amis, à l'O . . de Jérémie.

La parfaite sincérité des cœurs réunis, à l'O . . de Jacmel.

L'étoile d'Haïti, à l'O . . du Port-au-Prince.

L'haïtienne, à l'O . . du cap Haïtien.

La vraie gloire, à l'O . . de Saint-Marc.

La constante union, à l'O . . de Santo-Domingo.

La fidélité des frères réunis, à l'O . . de Seybo.

La philanthropie, à l'O . . de Bani.

Loge écossaise des élèves de la nature, à l'O . . des Cayes.

Enfin, 2 petits chapitres, et ce sont les derniers de l'Almanach, sont intitulés : l'un, *Costume des autorités civiles et judiciaires* ; l'autre, *Deuil selon l'usage de France*. Ces deux derniers chapitres confirment l'observation faite au commencement de cette notice, de l'attachement des Haïtiens aux usages de l'ancienne métropole. Le bleu et le noir sont les couleurs les plus habituelles du costume des fonctionnaires.

TABEAU DES COMMUNES, paroisses et quartiers de la république d'Haïti, indiquant, pour chacun, 1° sa classe pour les patentes (à défaut d'indication de la population, cette colonne fait connaître l'importance de chaque commune, toutes celles de la République étant divisées en 6 classes pour cette imposition); 2° le département dont il fait partie, le tribunal civil dont il relève; 3° son arrondissement militaire et financier (1).

(1) Les noms en italique sont ceux des paroisses ou quartiers non érigés en communes.)

COMMUNES, PAROISSES OU QUARTIERS.	CLASSE pour les Pa- tentes.	DÉPARTEMENT.	TRIBUNAL.	ARRONDISSEMENT.	
				militaire.	financier.
Abricots (les).....	5°	Sud.	Jérémie.	Jérémie.	Jérémie.
Acul du Nord (l').....	5°	Nord.	Cap haïtien.	Cap haïtien.	Cap haïtien.
Altamira.....	6°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Porte-Plate.	Porte-Plate.
Anglais (les).....	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Anse-à-Veau (l').....	5°	Sud.	Port-au-Prince.	Nippes.	Port-au-Prince.
Anse d'Hainault (l').....	4°	Sud.	Jérémie.	Tiburon.	Les Cayes.
Anse du Clair (l').....	6°	Sud.	<i>ib.</i>	Jérémie.	Jérémie.
Aquin.....	3°	Sud.	Les Cayes.	Aquin.	Les Cayes.
Arcahaie (l').....	6°	Ouest.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.
Azua.....	5°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Azua.	Santo-Domingo.
Banj.....	6°	Sud-Est.	<i>ib.</i>	Santo-Domingo.	<i>ib.</i>
Banica.....	6°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Saint-Jean.	Porte-Plate.
Baradères (les).....	6°	Sud.	Port-au-Prince.	Nippes.	Port-au-Prince.
Bayaguana.....	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Baynet.....	5°	Ouest.	Jacmel.	Jacmel.	Jacmel.
Bombardé (la).....	6°	Nord.	Cap haïtien.	Môle St. Nicolas.	Cap haïtien.
Borgne (le).....	5°	Nord.	<i>ib.</i>	Borgne.	<i>ib.</i>
Boya.....	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Cap haïtien (le).....	2°	Nord.	Cap haïtien.	Cap haïtien.	Cap haïtien.
Cavaillon.....	4°	Sud.	Les Cayes.	Aquin.	Les Cayes.
Cayes (les).....	2°	Sud.	<i>ib.</i>	Les Cayes.	<i>ib.</i>
Cayes de Jacmel (les).....	6°	Ouest.	Jacmel.	Jacmel.	Jacmel.

Chardonnière (la).....	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Christophe (St.).....	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
(Gonil) (le).....	5°	Sud.	Jérémie.	Jérémie.	Jérémie.
Citéaux (les).....	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Cotuy.....	6°	Nord-Est.	Saint-Yague.	La Vége.	Porte-Plate.
Croix des Bouquets (la).....	4°	Ouest.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.
Delmarie.....	5°	Sud.	Jérémie.	Tiburon.	Les Cayes.
Domingo (Santo).....	3°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Dondon.....	5°	Nord.	Cap haïtien.	Grande rivière du Nord.	Cap haïtien.
Enney.....	4°	aribonite,	Gonaïves.	Gonaïves.	Gonaïves.
Fort-Liberté (le).....	4°	Nord.	Cap haïtien.	Fort-Liberté.	Cap haïtien.
François de Mucoris (Saint).....	6°	Nord-Est.	Saint-Yague.	La Vége.	Porte-Plate.
Gonaïves (les).....	3°	aribonite,	Gonaïves.	Gonaïves.	Gonaïves.
Grand-Goleve (le).....	5°	Ouest.	Port-au-Prince.	Leogane.	Port-au-Prince.
Grande-Bais (les).....	6°	Ouest.	ib.	Port-au-Prince.	ib.
Grande rivière du Nord (la).....	4°	Nord.	Cap haïtien.	Grande rivière du Nord.	Cap haïtien.
Gros-Morne (le).....	4°	aribonite.	Gonaïves.	Gonaïves.	Gonaïves.
Higuy.....	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Irois (les).....	6°	Sud.	Jérémie.	Tiburon.	Cayes.
Jacmel.....	2°	Ouest.	Jacmel.	Jacmel.	Jacmel.
Jacques.....	6°	Nord.	Cap haïtien.	Fort-Liberté.	Cap haïtien.
Jean (Saint).....	6°	Sud-Est.	Port-au-Prince.	Saint-Jean.	Porte-Plate.
Jean-Babel.....	4°	Nord.	Cap haïtien.	Port-de-Paix.	Cap haïtien.
Jérémie.....	3°	Sud.	Jérémie.	Jérémie.	Jérémie.
Joseph de las Mata (St.).....	6°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Saint-Yague.	Porte-Plate.
Lamitte.....	6°	Sud-Est.	Port-au-Prince.	Saint-Jean.	ib.
Las Cabobas.....	6°	Ouest.	ib.	Mirabais.	Port-au-Prince.
Leogane.....	4°	Ouest.	ib.	Leogane.	ib.

COMMUNES, PAROISSES OU QUARTIERS.	CLASSÉ pour les Pa- nites.	DÉPARTEMENT.	TRIBUNAL.	ARRONDISSEMENT.	
				militaire.	financier.
Limbé (le)	6°	Nord.	Cap haïtien .	Limbé.	Cap haïtien.
Limonde	6°	Nord.	<i>ib.</i>	Cap haïtien.	<i>ib.</i>
Los Llanos	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Louis du Nord (St.)	6°	Nord.	Cap haïtien .	Port-de-Paix.	Cap haïtien.
Louis du Sud (St.)	5°	Sud.	Les Cayes .	Aquin.	Cayes.
Marc (St.)	4°	artibonite.	Gonaïves .	Saint-Marc.	Gonaïves.
Marigot	6°	Ouest.	Jacmel.	Jacmel.	Jacmel.
Marmelade (le)	5°	Nord.	Cap haïtien .	Marmelade.	Cap haïtien.
Michel de l'atlage (St.)	5°	Nord.	<i>ib.</i>	<i>ib.</i>	<i>ib.</i>
Michel du fond des Nègres (St.)	6°	Sud.	Port-au-Prince.	Nippes .	Port-au-Prince.
Miragoâne	3°	Sud.	<i>ib.</i>	<i>ib.</i>	<i>ib.</i>
Mirebalais (le)	5°	Ouest.	<i>ib.</i>	Mirebalais.	<i>ib.</i>
Moca	6°	Nord-Est.	Saint-Yague .	La Vega.	Porte-Plate.
Môle St.-Nicolas (le)	6°	Nord.	Cap haïtien .	Môle St.-Nicolas.	Cap haïtien.
Monte-Christ	5°	Nord-Est.	Saint-Yague .	Monte-Christ.	Porte-Plate.
Morin	6°	Nord.	Cap haïtien .	Cap haïtien .	Cap haïtien.
Neyba	6°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Asua .	Santo-Domingo.
Ouapaminthe	6°	Nord.	Cap haïtien .	Fort-Liberté.	Cap haïtien.
Pestel	6°	Sud.	Jérémie .	Jérémie.	Jérémie.
Petit-Goâve (le)	4°	Ouest.	Port-au-Prince.	Léogane.	Port-au-Prince.
Petit-Trou (le)	5°	Sud.	<i>ib.</i>	Nippes .	<i>ib.</i>
Petite-Anse (la)	5°	Nord.	Cap haïtien .	Cap haïtien.	Cap haïtien.

Petite rivière de l'artibonite (la)...	5°	artibonite.	Gonaïves.	Saint-Marc.	Gonaïves.
Petite rivière de Nippes (la)...	6°	Sud.	Jérémie.	Tiburon.	Les Cayes.
Petite rivière de Nippes (la)...	6°	Sud.	Port-au-Prince.	Nippes.	Port-au-Prince.
Plaine du Nord (la)...	6°	Nord.	Cap haïtien.	Cap haïtien.	Cap haïtien.
Plaine du Nord (la)...	4°	Nord.	ib.	Limbé.	ib.
Port à Pinet (le)...	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Port-au-Prince (le)...	1°	Ouest.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.	Port-au-Prince.
Port de Paix (le)...	3°	Nord.	Cap haïtien.	Port-de-Paix.	Cap haïtien.
Port-Margot (le)...	6°	Nord.	ib.	Borgue.	ib.
Port-Saint (le)...	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Porte-Plate...	3°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Porte-Plate.	Porte-Plate.
Raphaël (Saint)...	6°	Nord.	Cap haïtien.	Grande rivière du Nord.	Cap haïtien.
Roche à Dileaux (la)...	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	Les Cayes.
Roseaux (les)...	6°	Sud.	Jérémie.	Jérémie.	Jérémie.
Saletrou...	6°	Ouest.	Jacmel.	Jacmel.	Jacmel.
Samana...	5°	Sud-Est.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.	Santo-Domingo.
Savana la Mar...	6°	Sud-Est.	ib.	ib.	ib.
Seybo...	6°	Sud-Est.	ib.	ib.	ib.
Suzanne (Ste.)...	6°	Nord.	Cap haïtien.	Grande rivière du Nord.	Cap haïtien.
Terre-Neuve...	5°	artibonite.	Gonaïves.	Gonaïves.	Gonaïves.
Terrier-Rouge...	6°	Nord.	Cap haïtien.	Fort-Liberté.	Cap haïtien.
Tiburon...	6°	Sud.	Jérémie.	Tiburon.	Les Cayes.
Torbeck...	6°	Sud.	Les Cayes.	Les Cayes.	ib.
Trou (le)...	5°	Nord /	Cap haïtien.	Cap haïtien.	Cap haïtien.
Trou-Bonbon (le)...	6°	Sud.	Jérémie.	Jérémie.	Jérémie.
Vallière...	5°	Nord.	Cap haïtien.	Cap haïtien.	Cap haïtien.
Véga (la)...	4°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Porte-Plate.	Porte-Plate.
Verrettes (les)...	6°	artibonite.	Gonaïves.	Gonaïves.	Gonaïves.
Vague (Saint)...	4°	Nord-Est.	Saint-Yague.	Porte-Plate.	Porte-Plate.

97. TARIF DES DROITS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION, publié au Port-au-Prince (Haïti), à la fin de juillet 1827.

Importations. — Art. 1^{er}. Les droits d'entrée sur le territoire de la république, des marchandises ou produits des autres pays, importés par navires nationaux ou étrangers, seront, à l'avenir, établis d'après le tarif qui suit.

2. Le droit sera fixé à 16 p. 100 sur le montant de l'évaluation portée au tarif des marchandises ou produits de tous les pays, sans distinction, quand l'importation en sera faite par navires étrangers, à l'exception de telle nation ou navire avec qui des traités ou conventions différens auront été passés.

3. Toute marchandise ou produit étranger, importé par navires nationaux, ou pour compte haïtien, paiera 8 pour 100 seulement de sa valeur, toujours d'après l'évaluation du tarif.

4. Les marchandises ou produits importés par navires étrangers, quelque en soit le pays, dont les droits seront autrement fixés par le tarif, seront soumis au paiement de ces mêmes droits; mais si leur importation a lieu par navire haïtien, ce droit sera diminué de moitié.

5. Toute marchandise, non désignée dans ledit tarif d'importation, sera taxée *ad valorem*, conformément aux articles 2 et 3, d'après le mode suivant, etc.

17. Tout navire étranger paiera à l'entrée un droit de tonnage d'une gourde par tonneau de jauge; mais ce droit, une fois payé, le navire pourra relever et toucher dans tout autre port de la république, en continuation du même voyage, sans être assujéti à aucun nouveau droit de tonnage.

41. Tout navire étranger qui trafiquera dans les ports de la république, paiera les droits de port mentionnés au n° 5 (ci-après), et ce paiement sera exigible dans tout port où le navire touchera pour charger ou décharger de la marchandise, autant de fois que le cas se renouvellera. Il est accordé un délai de deux mois, à dater de la promulgation de cette loi, aux navires expédiés du continent de l'Amérique, et de quatre mois pour ceux venant d'Europe, avant que les dispositions énoncées par le deuxième article, relativement aux nouveaux droits d'entrée, leur soient applicables.

Tarif n° 5, auquel se rapporte l'article précédent. — Droit applicable à tout navire allant en pays étranger.

Les bâtimens de 200 tonneaux et au-dessus, paieront,

à l'administrateur	12 gourdes.
au commandant de place	12
au commandant du port	12
au commissaire de la marine	12
à l'officier de douane	12
à l'interprète	12
au médecin	12
au trésorier	12

96

Les bâtimens au-dessous de 200 tonneaux ne paieront que 8 gourdes ; 64 en tout.

Tarif n° 4. — Droit de balance. — Le droit sera perçu, à l'importation comme à l'exportation, sur toute marchandise qui se vend au poids, à raison de 50 cent. les 1000.

Tarif n° 6. — Les navires qui s'approvisionneront d'eau fraîche aux lieux où des citernes ont été établies à cet effet, paieront, savoir :

Ceux de 101 à 150 tonneaux	12 gourdes.
151 à 200	16
201 à 300 et au-dessus	20

(*Annal. marit. et colon.* ; n° 12. 1827, p. 708.)

(Voy. le Tableau, p. 300.)

98. TABLEAU comparatif de la Navigation Française et Etrangère, et des Recettes de la Douane
au Cap Haïtien pendant les années 1825, 1826 et 1827.

DÉSIGNATION DES TRIMESTRES ET DES ANNÉES.	NOMBRE DE BATIMENS ENTRÉS EN DÉSIGNATION DES PAVILLONS.							TOTAL DES BÂTI- MENTS.	TONNAGE.	ÉQUIPAGES.	DROITS PERÇUS À LA DOUANE DU CAP. (en piastres).	OBSERVATIONS.
	DES TRIMESTRES ET DES ANNÉES.											
	Français.	Anglais.	Américains.	Pays-Bas.	Danois.	Villes Anstétiennes.	Haïtiens.					
1 ^{er} TRIMESTRE 1827.....	3	5	10	...	1	1	...	20	2,225	189	83,786 94	La plus grande partie des cafés ayant été achetés ou acquis au moyen des contributions par le gouvernement, l'activité du commerce n'a pas augmenté cette année-ci en raison de l'accroissement des produits de l'agriculture. L'importation du Café a été : En 1826 de 4,000,000 de livres. En 1827 de 8,000,000.
2 ^e idem	2	4	12	1	...	1	...	23	2,837	190	66,798 57 1/2	
3 ^e idem	6	4	20	...	...	2	1	33	3,816	219	111,733 26	
4 ^e idem	5	4	6	...	1	2	...	18	2,610	156	69,038 61 1/2	
TOTAUX pour 1827...	16	17	48	1	2	6	4	94	11,988	704	331,557 39	Cette diminution provient de la suppression du droit d'exportation.
ANNÉE 1828.....	8	13	45	...	1	4	...	71	8,697	511	311,579	
AUGMENTATION.....	8	4	3	1	1	2	4	23	3,291	193	19,078 39	
ANNÉE 1825.....	...	...	...	...	...	...	...	83	10,073	...	412,166	
AUGMENTATION pour 1827..	...	...	...	...	...	...	...	11	1,916	...	70,908 61	Cette diminution provient de la suppression du droit d'exportation.
DIMINUTION.....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	

Cap Haïti, le 5 Janvier 1828.

99. NOUVELLES DE L'EXPÉDITION DE LA PÉROUSE. — MŒURS DES TUCUPIENS. (*Gazette de Calcutta et Moniteur* du 30 av. 1827.)

Aux détails que nous avons déjà donnés à ce sujet dans notre *Bulletin* de mai (voy. n° 213), nous en allons joindre quelques uns dont l'authenticité nous paraît hors de doute, et qui offrent des renseignemens fort curieux sur des peuplades jusqu'ici presque inconnues en Europe. Le capitaine Dillon, qui les a recueillis, écrit à l'éditeur du *Bengal-Hurkaru*, pour lui apporter quelques nouvelles preuves en faveur de la conviction où il est de l'existence de quelques infortunés qui auraient survécu au naufrage de La Pérouse. Après cette lettre, que le *Moniteur* rapporte en entier, on en trouve une autre, que nous allons transcrire ici, en la faisant suivre des *renseignemens sur les mœurs des Tucupiens*.

A l'Éditeur de la *Gazette du Gouvernement*. Calcutta, le 7 octobre 1826.

Monsieur, puisque vous avez livré à l'examen du public plusieurs détails intéressans sur la destinée du célèbre navigateur La Pérouse, et particulièrement sur la poursuite de ses découvertes, après avoir quitté *Botany-Bay* (« J'irai encore aux *Iles des Amis*, etc., etc., et à la *Louisiade* de *Bougainville*, pour essayer de déterminer si cette dernière terre est séparée de la *Nouvelle Guinée*, ou si elle n'en est qu'une partie, etc. »), il peut être satisfaisant pour vos lecteurs de savoir que la *Louisiade* (1) ne fait pas partie de la Grande-Terre et de la *Nouvelle-Guinée*. Le *Cul-de-sac de l'Orangerie* de *Bougainville*, d'où il ne parvint à se tirer qu'avec les plus grandes difficultés et les privations les plus dures, et le *Cap de la Délivrance* (dont le nom exprimait si bien la détresse où il se trouva après s'être échappé du Labyrinthe qu'il avait nommé *Louisiade*) prolongent la côte de la *Nouvelle-Guinée* jusqu'à l'extrémité S. E., et s'étendent au-delà. Le premier comprend un nombre infini de bas-fonds de sables semés de roches couvertes et d'îlots courant au N. O., et d'un abord dangereux. Le cap forme l'extrémité méridionale d'une île couverte de hautes montagnes, et cette île est, de ce côté, la dernière de l'archipel de la *Louisiade*.

(1) C'est ce que j'ai reconnu en 1793, lorsque j'avais sous mon commandement le *Duc de Clarence* et la *Duchesse de Clarence*.

nous eûmes la preuve indubitable qu'ils sont cannibales. Nous observâmes que l'éléphantiasis affligeait quelques-uns des hommes les plus forts des bandes que nous vîmes. Dans notre courte station (24 heures) sur la rade du *Directeur*, nous fûmes témoins de la terrible éruption d'un volcan qui, d'après notre estime, était à environ vingt milles du rivage. Les bâtimens alors mouillés sur un fond de sable et de petit corail, à sept milles de terre, étaient violemment agités et portés en avant et en arrière, selon que les eaux s'avançaient vers la terre, ou s'en éloignaient par l'effet des secousses successives de l'éruption. Une grêle de cailloux et de pierres-ponces tombaient entre le bord et la terre. Nous quittâmes avec satisfaction cette scène terrible et les côtes dangereuses de la *Nouvelle-Calédonie*, qui a été si bien nommée par le célèbre *Cook*, à cause de son apparence stérile et de sa côte inabordable et effrayante.

S'il m'est permis de donner mon avis, à l'appui du rapport du capitaine *Dillon*, sur le sort du malheureux *La Pérouse* et de ses compagnons, je suis persuadé qu'ils ont péri, ainsi qu'il l'a avancé, sur les îles de *Malicolo*, au nord de la *Nouvelle-Calédonie*. Le capitaine *Dillon* a de justes titres à la confiance et à la considération du public, et il serait digne de ce grand gouvernement d'envoyer quelques-uns de ses nombreux bâtimens, pour recueillir les équipages du célèbre navigateur. L'expérience du capitaine *Dillon* serait, dans une pareille recherche, d'une éminente utilité.

Votre très-humble, etc.

Signé JOHN HAYES.

P. S. L'île de *Bougainville* est de tous côtés accore et saine : à l'Est le terrain plat qui se trouve entre le pied des montagnes qui traversent l'île, ne nous parut, sur aucun point, avoir plus d'un demi-mille de largeur.

Plusieurs belles cascades tombaient du haut des montagnes dans cette petite plaine. Nous avions l'intention de ranger la côte sud-ouest de la *Nouvelle-Guinée*, de doubler le cap *Valsche* ou *Valsch* du capitaine *Cook*, d'entrer dans le passage de *Mac-Cluer*, ou de passer au Nord-Ouest de cette île ; mais nous ne pûmes y réussir, par les causes ci-dessus expliquées. Le pertuis de *Mac-Cluer* court entre deux terres si rapprochées jusques à la grande baie *Golwinck*, au Nord-Est de la *Nouvelle-Guinée*, que les naturels traversent l'isthme montueux d'une mer à l'autre, dans l'espace de vingt-quatre heures.

Renseignemens sur les mœurs des Tucopiens.

Les renseignemens qui nous ont été communiqués sur les naturels de *Tucopia*, proviennent des rapports du capitaine *Dillon* avec eux, ainsi que de ceux fournis par *Martin Buchert*, le prussien, dont nous avons déjà parlé. Son long séjour dans cette île l'a mis à même d'être parfaitement instruit de leurs usages. C'est un homme intelligent, et nous croyons son rapport très-digne de foi.

Le capitaine *Dillon* désirait vivement recueillir toutes les particularités possibles sur les *Malicoliens*, et il questionna à ce sujet les *Tucopiens*, avec beaucoup de détails.

Ces habitans de *Tucopia* affirment que leurs voisins ne sont pas cannibales.

Quand un ennemi tombe entre leurs mains, il est tué immédiatement; son corps est déposé dans de l'eau de mer, et y est conservé jusqu'à ce que les os soient complètement dépouillés. Le squelette est alors retiré : on gratte les os, que l'on coupe de diverses manières, pour former les extrémités aiguës des flèches et des lances.

Les armes des *Malicoliens* consistent dans de lourdes massues, des lances, des arcs et des flèches; ces dernières sont empoisonnées avec une gomme rougeâtre, extraite d'une espèce d'arbre particulière aux îles *Malicolo*. Dès qu'un homme est blessé à un membre avec une flèche empoisonnée, on coupe promptement ce membre, et quelquefois on parvient à sauver l'individu; mais lorsque la blessure attaque une partie du corps que l'on ne peut retrancher avec facilité, le blessé se résigne tranquillement à la mort, sans se plaindre, quoique souvent il languisse quatre à cinq jours dans les souffrances les plus horribles.

Les *Malicoliens* diffèrent de presque tous les insulaires de la mer du Sud : ils ont la couleur noire des nègres, avec leurs cheveux courts et laineux, et ils leur ressemblent aussi par les traits de leurs visages.

Leur religion est également différente.

Les habitans de *Tucopia* dirent au capitaine *Dillon* que dans tous les villages des *Malicolos*, il y a une maison dédiée à la divinité. Les crânes de toutes les personnes tuées et appartenant au bâtiment échoué à *Whanoo*, sont encore conservés dans la pièce principale : les *Tucopiens* qui ne sont pas accoutumés à la

vue des os humains, évitaient le plus possible de s'approcher de cette maison sacrée.

Les *Tucopiens* sont extrêmement doux, inoffensifs, hospitaliers et généreux, comme le prouve suffisamment l'accueil qu'ils ont fait à *Buchert* et au lascar.

Ils n'avaient jamais eu aucune communication avec d'autres bâtimens que le *Hunter*, en 1813; mais ils disent que long-temps avant son apparition, un bâtiment s'étant présenté en vue de l'île, ils s'imaginèrent qu'il contenait de mauvais génies venus pour les détruire. Ce bâtiment mit son canot à la mer, et s'approcha de terre; mais les habitans assemblèrent toutes leurs forces pour s'opposer au débarquement; les hommes du canot firent plusieurs tentatives pour débarquer, mais sans effet, et ils retournèrent à bord de leur bâtiment, qui appareilla aussitôt, et qui fut bientôt hors de vue, à la grande joie des *Tucopiens*. Le capitaine *Dillon* dit que ce bâtiment doit être le *Barnwel*, en 1798.

Quelques années après, une pirogue, avec quatre hommes, fut poussée par les courans, de Rotuma (îles *Grenville* de la *Pandore*) à *Tucopia*, qui en est éloigné de 465 milles. On leur donna connaissance de l'apparition du bâtiment avec les mauvais génies; mais les *Rotumiens* les détrompèrent, et leur dirent qu'ils avaient fréquemment de semblables visiteurs à *Rotuma*, et qu'ils y étaient toujours bien venus; car, au lieu d'être de mauvais génies, les hommes des bâtimens étaient bons, qu'ils venaient d'un pays éloigné pour leur donner des objets de coutellerie et de verroterie. Le *Hunter* fut le premier bâtiment qui se présenta à *Tucopia* depuis cette époque, et les habitans furent très-heureux quand ils l'aperçurent.

Plusieurs usages des *Tucopiens* sont extraordinaires.

Le capitaine *Dillon* fut surpris du nombre des femmes de *Tucopia*, qui est au moins trois fois plus grand que celui des hommes. Il apprit que tous les enfans mâles, à l'exception des deux aînés, sont étranglés dès leur naissance. Ils donnent pour raison que la population de leur petite île est si grande, que, sans cette mesure, ses produits seraient insuffisans pour nourrir les habitans. *Tucopia* n'a que sept milles de circonférence; mais le sol en est très-fertile. Néanmoins il y a généralement rareté de provisions. Ils vivent principalement de végétaux, n'ayant

ni porcs ni volailles, qui sont si abondans sur les autres îles. Il fut un temps où ils en avaient également; mais ils furent considérés comme des animaux nuisibles, et, comme tels, exterminés par un consentement général. Les porcs détruisaient leur plantation d'ignames, de patates, de tara et de bananes qui, avec les fruits de l'arbre à pain, les noix de coco et le poisson, forment leur nourriture. La grande profondeur de l'eau, à l'en-tour de l'île, rend le poisson rare. *Buchert* se plaint beaucoup de cette diète forcée; car, à l'exception d'un peu de poisson, qu'il a mangé de temps en temps, il a été onze années sans goûter de nourriture animale. Un baleinier anglais, qui a touché dans ce lieu un an avant, *le Vicomte Patrick*, l'a régalé deux ou trois fois avec du porc, qui, après un long jeûne, lui a procuré un plaisir extrême.

L'île est gouvernée par un chef ayant sous ses ordres plusieurs petits chefs qui sont l'office de magistrats. Ils vivent paisiblement; ils n'ont jamais de guerre entre eux ni avec leurs voisins; ce qui peut être attribué à leur diète pythagoricienne. Mais cela ne les empêche pas d'avoir une propension pour le vol; et, quoique la punition soit très-sévère pour celui qui est pris en flagrant délit, les gens de la basse classe s'entrevoient les fruits de leurs jardins et de leurs plantations. Si le voleur est arrêté, il est conduit devant un chef; et, sur la conviction du fait, son terrain et sa propriété sont saisis au profit de celui qui a été volé.

La pluralité des femmes est permise. La cérémonie du mariage est curieuse : quand un homme veut se marier, il consulte d'abord poliment l'objet de ses affections; et, si elle agréé ses offres, et que les parens y donnent leur consentement, il envoie trois ou quatre hommes de ses amis pour l'enlever, comme si c'était de force (1). Il envoie ensuite un présent aux parens de la fiancée, des nattes et des provisions, et les invite chez lui à une fête qui dure ordinairement deux jours.

Ils sont très-susceptibles sur la fidélité des femmes mariées. Une femme surprise en adultère est mise à mort avec son amant, par le mari ou par ses amis. Les femmes non mariées sont libres dans leur conduite; les veuves ne peuvent se remarier (2).

(1) Ceci est conforme à ce qui se pratique en Beze.

(2) Les femmes sont très-jalouses les unes des autres; et si le mari ne

A la naissance d'un enfant, les amis du père et de la mère s'assemblent et portent des présens à la nouvelle accouchée : on laisse la vie à tous les enfans du sexe féminin.

A la mort d'un naturel, ses amis viennent chez lui, l'enveloppent soigneusement, et avec beaucoup de cérémonie, dans une natte neuve, et le placent dans un trou profond près de sa demeure.

Un fait curieux dont rendent compte difficilement, suivant l'auteur, ceux qui ne croient pas, dit-il, à l'apparition des revenans, c'est que cette croyance est universelle parmi les insulaires de la Mer du Sud ; et il n'est pas présumable que ces idées leur soient venues de l'Ancien Monde.

A *Tucopia*, il existe un grand bâtiment, appelé, dans le langage des habitans, *la Maison des Esprits*. On suppose qu'ils y résident ; et, à l'approche d'un coup de vent ou d'un orage, circonstances qui alarment extrêmement les insulaires, ils accourent à *la Maison des Esprits*, et y demeurent aussi long-temps que dure l'orage, faisant des offrandes de racines de kava, de noix de coco et autres mets.

Ils s'imaginent que l'orage est causé par le président des esprits, qui, quand quelque chose lui déplaît, monte sur la partie la plus élevée de l'île, et manifeste sa colère, en faisant naître une tempête, et ils croient que quand il est apaisé par les offrandes, il retourne à la salle des esprits.

Leur mode d'apprêter leurs alimens est le même que chez toutes les nations barbares.

Ils font un trou circulaire d'environ trois pieds de diamètre, et d'un de profondeur ; ils mettent dans ce trou du bois, et, quand il est suffisamment brûlé, ils y jettent un certain nombre de petites pierres noires, du poids d'environ un quart de livre ; celles-ci rougissent bientôt, et à mesure que le bois se consume, elles tombent dans l'excavation qu'elles finissent par remplir. On les couvre alors proprement de feuilles vertes ou d'herbes non susceptibles de s'embrâser, et sur lesquelles on place des ignames, des fruits de l'arbre à pain, des patates, ou tout autre chose qui doit subir une cuisson ; on les couvre de quelques feuilles, réparti pas également ses caresses, la femme abandonnée en est si affectée, qu'elle met fin à ses jours en se pendant ou en se jetant du haut d'un arbre. Le suicide parmi les femmes est en conséquence très-fréquent.

sur lesquelles on met de la terre sortie du trou, on la bat bien, on l'unit de manière à renfermer les alimens et à empêcher la chaleur de s'évaporer. Une heure après la terre est enlevée, et les mets sont retirés parfaitement cuits et d'une propreté remarquable. Les habitans de chaque maison se construisent, chaque soir, un four semblable, et, au soleil couchant, ils font un très-bon repas. Les restes, quand il y en a, sont réservés pour le déjeuner du lendemain; quand il n'y en a pas, on fait un léger déjeuner avec des noix de coco et quelques bananes.

Les *Tucopiens* sont d'une couleur cuivré-clair; ils font usage de noix de bétel et de chunan. Ils ressemblent en stature et en couleur aux habitans de *Tongatabou*, ainsi que ceux d'*Anuto* (*île de Cherry* de la *Pandore*). Ils sont très-propres sur leurs personnes, et se baignent plusieurs fois par jour dans de petits ruisseaux d'eau fraîche, qui sont nombreux. Il y a un lac d'eau douce très-profond, dans la partie méridionale de l'île, sur lequel on trouve bon nombre d'oiseaux sauvages.

Les *Tucopiens* n'ont que de très-petites pirogues, qui ne peuvent contenir que six personnes; ils bornent leurs voyages à l'île d'*Anuto*, située à environ soixante milles au vent, et aux îles *Malicolo*, à la même distance sous le vent.

Les vents du Nord-Ouest règnent à *Tucopia* pendant les mois de décembre, janvier, février et mars; ils sont accompagnés de pluies et d'orages. Le capitaine *Dillon* présume que c'est la mousson du Nord-Ouest qui règne alors dans les mers de Banda : ces vents soufflent parfois avec beaucoup de violence.

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

100. TRAITÉ DE LÉGISLATION, ou Exposition des lois générales suivant lesquelles les peuples prospèrent, dépérissent ou restent stationnaires; par Charles COMTE, avocat à la Cour royale de Paris, prof. hon. de droit à l'Acad. de Lausanne, auteur du *Censeur Européen*. 4 vol. in-8° de XIV-527, 478, 484 et 538 p.; prix, 24 fr. Paris, 1826; Sautélet.

L'ouvrage que nous signalons à l'intérêt du public éclairé est surtout remarquable par la manière dont l'auteur a envisagé son sujet et par le plan qu'il s'est tracé pour l'exécuter. Le se-

cond titre de ce Traité, comme le reconnaît M. Comte lui-même, est le seul qui convienne à cette composition originale, et il n'est pas douteux que si l'opinion était plus généralement éclairée sur ce que l'on doit entendre par la *science de l'économie politique*, elle n'eût averti cet habile écrivain. Elle lui eût fait remarquer qu'exposer *les lois générales suivant lesquelles les peuples prospèrent, dépérissent ou restent stationnaires*, c'était faire un traité d'économie politique plutôt qu'un traité de législation.

Qu'est-ce en effet que l'économie politique, appelée autrement *économie publique* ou *sociale*, si ce n'est le code des lois d'existence des sociétés ? En s'en tenant seulement à l'acception du mot *οἰκονομία*, c'est l'économie ou la règle de la maison, de la famille ; l'économie publique, c'est la règle, la loi de la grande famille ou de la société. Cette science détermine et fait connaître les conditions nécessaires pour qu'une société politique puisse s'établir, croître et prospérer ; c'est en quelque sorte la physique de la société, c'est-à-dire le code de ses lois d'existence ; on peut même affirmer que cette sphère d'attributions lui étant assignée par la nature même des choses, cette science ne peut être envisagée sous un autre aspect.

Le monde physique a ses lois ; elles sont réunies en corps de doctrine dans ce que l'on appelle la *physique générale* et *particulière* ; les êtres organisés ont leur code ; c'est l'anatomie et la physiologie qui en réunissent les lois diverses, et qui nous les font connaître ; les sociétés, ou corps politiques, ont certainement aussi leurs lois d'existence, et malgré tous les écarts des diverses écoles qui se sont succédées, c'est plutôt dans la science de l'économie politique que dans aucune autre, que l'on a cherché jusqu'à ce jour à rassembler une partie de ces lois. Si l'on n'a point encore essayé de les exposer toutes dans un ensemble méthodique, c'est qu'en général les sciences ne sont fixées, comme les langues, que long-temps après que l'on s'en est servi ; on n'aperçoit leur véritable domaine, ce qu'elles sont, ce qu'elles doivent être, qu'après les avoir envisagées sous toutes leurs faces ; alors on arrive à en saisir l'ensemble et à reconnaître leurs véritables limites ; c'est ce que prouve la marche progressive de l'histoire naturelle, de la physique, de la statistique, de la géographie. Ces sciences ont

successivement été considérées sous un aspect tout différent par les écrivains qui s'en sont occupés jusqu'au moment où enfin l'on a reconnu la sphère propre et distincte de leurs attributions. La physique de M. de Lacepède était une sorte de théorie de la nature; Buffon a compris, dans son histoire naturelle, la géologie, qui est une science historique, l'histoire naturelle, qui est une science descriptive, et l'on peut dire aussi la physique, qui est un ensemble des lois de la nature.

L'économie publique, au lieu d'avoir été, dans ces derniers temps, envisagée sous un aspect trop vaste, a été resserrée dans un champ trop retréci, parce que, à l'exception de quelques esprits habitués à saisir les rapports vrais des diverses connaissances humaines, les écrivains, d'ailleurs, plus ou moins habiles, qui s'en sont occupés, n'ont point commencé par rechercher avec assez de soin quelles étaient l'étendue naturelle et les véritables limites de cette science. L'école française, dite des *Economistes*, n'a considéré que l'influence de l'agriculture; d'autres n'ont envisagé que celle de l'industrie manufacturière. L'école moderne de Smith et de M. Say, a vu toute l'économie publique dans la *formation, les progrès et la distribution des richesses*. Elle a traité admirablement quelques chapitres d'une histoire en plusieurs livres. Ses importants travaux lui méritent la reconnaissance publique; mais cette école a éloigné parmi nous le moment où l'un des plus beaux monuments que puisse élever le génie de l'homme, un véritable Traité de l'Économie sociale, sera édifié. Il faut le dire, et cette vérité n'affaiblira point le respect et la reconnaissance dus au génie de *Smith*. Ce grand homme, en concentrant toute son attention sur la formation des richesses, et en traitant comme questions accessoires les autres conditions d'existence des sociétés, a induit en erreur ceux qui l'ont suivi. Il n'a pas, cependant, réduit en termes exprès l'économie politique à l'analyse des procédés par lesquels se crée la richesse. Mais on a pu croire que c'était sa pensée. Aristote, ce génie dont l'étendue égalait la sagacité, avait mieux classé la science des richesses, lorsque, sous le nom de *chrématistique*, ou de *chrysologie*, il en avait fait une des branches de l'économie sociale, une des conditions d'existence de la société. L'un des compatriotes d'Adam Smith, James Stewart, dans ses *Principes d'économie politique*,

avait aussi reconnu les rapports naturels qu'ont entre elles les diverses conditions d'existence des sociétés. Ces rapports naturels, cette action réciproque des parties de l'organisme social, les unes sur les autres, n'avaient non plus échappé ni à Fénelon, dans son *Télémaque*, ni à J. J. Rousseau, dans son discours sur l'économie politique. Que manquait-il donc à ces hommes habiles pour fixer la science, en l'établissant sur ses véritables bases ? il leur manquait la connaissance exacte de la puissance du travail et des lois naturelles de l'industrie. La *chrématistique* ou *chrysologie*, signalée par Aristote depuis plus de deux mille ans, n'existait pas encore. James Stewart avait bien senti la nécessité de remplir cette lacune : il avait même tenté de le faire, mais sans succès. La gloire de Smith est d'avoir créé la *chrysologie*. Il a comblé un grand vide. Son erreur est d'avoir induit à prendre une branche de l'arbre de la science pour l'arbre même, d'avoir isolé cette loi d'existence des sociétés des autres lois qui s'y lient, d'avoir présenté en quelque sorte comme unique une condition de la vie sociale, qui se rattache nécessairement à beaucoup d'autres. On peut, toutefois sans doute, considérer séparément la science des richesses. Le mal est de laisser ou de vouloir faire croire que c'est là toute l'économie politique, que la connaissance d'une partie est la connaissance du tout.

C'est encore l'Allemagne, cette terre de la pensée, qui a devancé la France et l'Angleterre dans le redressement de cette erreur. Plusieurs de ses économistes, MM. Lueder, de Storch, etc., et surtout le comte de Soden, dans son *Traité de l'Économie Nationale*, ont prouvé que la *chrysologie* n'était qu'une branche de l'économie sociale. Ils ont montré la nécessité de rendre à cette science toute l'étendue de ses domaines : ils ont travaillé avec plus ou moins de succès, à classer et à coordonner entre elles toutes les lois d'existence des sociétés, y compris les lois naturelles du travail et de l'industrie.

Il est facile maintenant de reconnaître que c'est à l'empire qu'exercent les idées reçues et accréditées, trop souvent sans que l'on se rende compte de leur justesse, que l'on doit attribuer l'embarras qu'a éprouvé M. Comte, et dont il rend témoignage à ses lecteurs. L'opinion dominante sur la sphère d'attributions de l'économie politique ayant détourné son es-

prit de l'idée que les considérations auxquelles il se livrait appartenaient réellement à cette science, il a intitulé son ouvrage contre sa propre pensée, *Traité de Législation*. L'embarras qu'il exprime eût cessé, son ouvrage aurait reçu une autre forme, ses vues se seraient agrandies, son plan se serait assujéti à un autre développement d'idées, eût été plus complet, s'il eût reconnu qu'il était entré comme à son insu dans le domaine d'une science qu'avec la portée de son esprit, l'ensemble de connaissances positives qu'il possède, et l'ordre des idées qui le dominait, il pouvait, pour la première fois, montrer sous son vrai jour. Cette entreprise était digne de son talent; son ouvrage eût été aussi piquant, comme production originale, qu'important par ses résultats. Les défauts qu'on peut lui reprocher tiennent précisément à ce qu'il n'a point reconnu l'ensemble du terrain qu'il voulait parcourir, à ce qu'il n'a pas vu, ni où il était, ni où il allait. Son livre est une excursion hardie et habile dans un pays nouveau; il semble néanmoins que des nuages épais lui aient dérobé la connaissance de cette terre encore vierge, et qu'il n'ait pu en décrire qu'une portion, et quelques-unes des sommités qu'il apercevait au loin. Mais cette première découverte est une prise de possession : nous devons espérer qu'une nouvelle édition de son ouvrage sera l'exploration complète que la science attend de lui.

Son livre est plein de choses, plein de vues nouvelles, d'aperçus curieux, de faits intéressans. C'est un développement de quelques livres de l'*Esprit des Lois*; ce travail demandait des connaissances étendues et variées.

Frappés de la confusion des idées au sujet de l'économie publique, nous avons cherché, il y a plusieurs années, à en montrer la véritable nature et la sphère d'action, en déterminant, par ses rapports avec les autres connaissances qui ont les sociétés politiques pour objet, ce qu'elle pouvait, ce qu'elle devait être (1). Le globe, en général, les êtres qui l'habitent et les sociétés humaines, ne présentent à l'analyse que trois considérations génératrices qui, pour chacun de ces objets, ont déterminé la sphère des diverses sciences mères. Ces considérations sont la *formation ou création*, la *manière d'être* ou d'exis-

(1) *Plan sommaire d'un traité de géographie et de statistique*, etc. In-4°. Paris, 1821; Arthus Bertrand.

ier, et les lois d'existence. La première de ces considérations a donné naissance aux sciences historiques, la géologie, l'ontogonie (1) et l'histoire, proprement dite, des nations, des peuples; la deuxième de ces considérations a produit les sciences descriptives, la géographie physique, l'histoire naturelle ou ontographie et la géographie politique; la troisième considération, les lois d'existence, ont fait naître la physique, qui enseigne les lois d'existence du monde matériel, la chimie, la physiologie et l'anatomie, qui font connaître les lois d'existence des êtres individuels; enfin, l'économie publique ou sociale, qui est le code des lois d'existence des sociétés, ou des êtres collectifs. Toutes les autres sciences, proprement dites, ne sont que des parties de celles-là, envisagées d'une manière plus ou moins spéciale. Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'échapper à la vérité de cette détermination pour l'économie publique; ainsi, sans nous inquiéter de la controverse, nous pouvons hardiment soutenir qu'on fait fausse route à cet égard et que la force du fait ramènera cette science dans les limites qui lui sont assignées par la nature même des choses.

En partant de ce point de vue, le seul admissible, la marche des faits que doit embrasser l'économie publique, devient à l'instant simple et nettement tracée; le plan à suivre se déroule naturellement à l'esprit.

Dans son ensemble, cette science doit embrasser deux grandes divisions de matière: 1^o Les lois particulières d'existence sociale; 2^o Les lois réciproques, ou des sociétés entre elles. Celles-ci enseignent le droit des gens et des nations; la science de la politique entre les divers gouvernemens est fondée sur les règles et les préceptes de ce droit.

Quant aux lois particulières d'existence sociale, elles comprennent:

1^o Les conditions premières de réunion, telles que l'emplacement convenable, les produits nécessaires, uniformité de langage, etc. On y trouve les élémens de la société domestique.

2^o Les conditions d'association, telles que le partage du sol, le travail, la création des valeurs échangeables, le classement

(1) Cette science déterminée d'une manière si tranchée, si positive, n'est point encore reconnue; quelques-unes de ses parties ont été traitées; dans son ensemble elle est à créer comme l'économie publique.

des professions, la reconnaissance des droits individuels et de famille; les premières conventions sociales bien déterminées, c'est la *société civile*.

3° *Les conditions de durée*; ici l'on reconnaît la puissance des sentimens innés, *freins individuels* que l'homme trouve en lui, savoir : la religion et la morale, et l'empire des intérêts sociaux, *freins communs*, établis pour la tranquillité de tous, tels que la surveillance réciproque, la protection due au plus faible, la sûreté des personnes et des propriétés, la délégation du pouvoir, le gouvernement, ses divers modes, la police, l'administration, les lois, leur application par des juges, d'où naissent les tribunaux; le respect au pouvoir, la force militaire, l'indemnité accordée à quelques-uns pour le service de tous, d'où les impôts, les salaires, les valeurs représentatives, les monnaies, les billets, les poids et mesures. C'est la *société politique*.

4° *Les conditions de prospérité*, telles que le despotisme de la loi, l'égalité devant la loi, l'immovibilité des juges—la discipline militaire—l'agriculture et l'économie rurale, l'industrie et le commerce, les arts et les sciences encouragés et florissans—les supériorités morales et politiques reconnues et respectées.

Ces quatre phases des sociétés humaines sont les seules que l'économie publique puisse reconnaître; à bien prendre, l'état *stationnaire* n'est point un ordre de choses naturel ni pour les corps organisés, ni pour les corps politiques, qui sont aussi de grands corps organisés; on ne peut donc admettre des lois qui régissent un semblable état. On peut même dire qu'il n'existe pas : car s'il n'y a pas progression, il y a nécessairement dépérissement dans l'état comme dans le corps humain. Nous ne pensons point non plus qu'il soit rigoureux d'admettre des lois pour le *dépérissement* des nations, pas plus que pour les êtres physiques; là où il y a dépérissement, c'est que les lois vitales sont émoussées, ont perdu de leur vigueur. L'action des lois s'éteint; quand elle cesse tout-à-fait, la mort s'ensuit; si une crise violente en suspend l'exercice, il y a mort subite. Sous ce point de vue, le plan et le fond de l'ouvrage de M. Comte sont défectueux; mais tout rentrera dans l'ordre dès qu'il aura reconnu le champ sur lequel il doit s'exercer.

Les lois que détermine et que doit enseigner l'économie pu-

blique sont des lois générales qui ne s'appliquent à aucun état en particulier, mais qui règlent toutes les sociétés en général, suivant les temps, les lieux, l'espèce d'homme. Une des principales lois d'existence d'une société, c'est qu'il y ait un gouvernement quelconque; l'économie publique établit, prouve la nécessité de cette loi et expose les conditions nécessaires que ce gouvernement doit remplir, en égard aux temps, à l'étendue, à la nature du territoire, à l'état des hommes, etc. Elle établit quelles sont les principales institutions indispensables pour que l'état existe et prospère; elle en détermine même l'organisation fondamentale par des préceptes généraux; elle s'appuie des exemples connus; elle emprunte des faits à l'histoire, à la statistique des nations. Enfin, elle examine toutes les grandes questions d'ordre social qui dépendent de son ressort ou qui s'y rattachent d'une manière directe; ce sont ces questions, qui, toutes, ont exercé depuis les temps anciens jusqu'à nous, les plus habiles écrivains, les plus grands philosophes, sans que l'on ait encore pu en former un ensemble de doctrine, fondé sur des faits exactement observés, ni coordonner toutes les parties dans un ordre parfaitement naturel. MM. Storch, de Sismondi, et les écrivains allemands que nous avons cités, se sont à peu près seuls plus ou moins rapprochés du but: aussi l'école moderne ne leur a-t-elle point été très-favorable.

Par cette raison même, M. Comte entre assez avant dans la route, quoique n'ayant cependant point en vue ce que l'on appelait l'économie publique. Il n'a point abordé la plupart des questions qu'on a coutume de rattacher à cette science; mais il en a traité d'autres qu'on n'avait point encore envisagées sous le même aspect: il a repris aussi des questions considérées isolément et hors de leur cadre naturel; nous allons, en faisant rapidement connaître son ouvrage, indiquer les matières qui ont exercé sa plume savante et spirituelle.

Les deux premiers livres composent le 1^{er} volume: l'un a pour titre: de la *Méthode analytique appliquée aux sciences de la législation et de la morale, et des divers systèmes sur lesquels on a cherché à fonder ces deux sciences*. C'est une discussion philosophique sur la méthode analytique. L'auteur y expose les systèmes sur le droit, et la différence entre le droit et la *puissance* ou l'autorité. Il examine les divers systèmes dans lesquels

on considère les lois civiles et politiques comme des conséquences d'une convention primitive, soit le *Contrat Social* de Jean-Jacques, celui dans lequel on considère les lois comme l'expression de la volonté générale, et ce que l'on entend par cette volonté, le système qui fait d'une religion positive le fondement exclusif de la morale et des lois, la doctrine qui fonde la morale et la législation sur le principe de l'utilité ou sur l'intérêt bien entendu.

Le 2^e livre traite de la *nature et de la description des lois*, ainsi que des *diverses manières dont elles affectent les hommes*.

Le 3^e livre occupe tout le second volume et une partie du 3^e, il a pour titre : *Du perfectionnement et de la dégradation dont les facultés humaines sont susceptibles—de la distinction des diverses espèces ou variétés d'hommes—des causes auxquelles la production de ces espèces ou variétés est attribuée—du développement acquis par les peuples de diverses espèces, sous différents degrés de latitude—de l'influence des lieux, des eaux et du climat, sur ce développement*.

Le 4^e livre traite des matières suivantes : *Des premiers objets sur lesquels se développent les facultés humaines—des rapports qui existent entre la distribution des diverses espèces d'hommes sur la surface du globe, et la distribution de leurs moyens d'existence—de la division naturelle des peuples—de l'influence qu'exercent sur la civilisation, la nature et la position du sol, la direction des eaux et la température de l'atmosphère—Parallèle entre les peuples de diverses espèces, et entre les peuples barbares et les peuples civilisés—du développement de quelques facultés particulières chez les diverses espèces d'hommes—des causes de ce développement—de l'origine de l'esclavage*.

Tout le livre 5^e, qui remplit le 4^e volume et le dernier de l'ouvrage, est consacré à l'esclavage. L'auteur y traite de l'*esclavage domestique considéré dans les faits qui le constituent et dans les effets qu'il produit, sur les facultés physiques, intellectuelles et morales des diverses classes de la population, sur les richesses, sur la nature du gouvernement, et sur les relations des nations entre elles—de quelques genres d'associations qui se rapprochent de l'esclavage*.

Toutes ces questions, dans un traité ordonné sur le plan que nous avons indiqué, seraient examinées dans un autre or-

dre; une foule d'autres devraient également être approfondies; l'une d'elles a déjà été traitée avec beaucoup de talent par M. Say, la formation et la distribution des richesses.

Faisant des vœux pour que M. Comte entreprenne la tâche que nous lui signalons; elle mérite de fixer son attention, et il a prouvé qu'il était en état d'entreprendre un aussi beau travail.

FÉRUSSAC.

101. I. THE PRESENT STATE OF ENGLAND, etc. — État présent de l'Angleterre, sous le rapport de l'agriculture, du commerce et des finances; avec un parallèle de la France et de l'Angleterre, sous ces divers aspects, par Jos. LOWE, éc. In-8° de 352-xxiv p. et (130) p. d'appendice, 2^e éd. Londres 1823, Longman et C^e. (*Voy. sur la 1^{re} éd. le Bullet. de 1824, 1^{er} vol., p. 445, n° 552.*)

102. II. ENGLAND NACH SEINEM GEGENWÄRTIGEN ZUSTAND, etc. — L'Angleterre dans sa situation actuelle, traduction de l'ouvrage n° 1, ci-dessus, avec des additions et des notes; par le Conseil d'état L. H. VON JACOB. Gr. in-8°. Leipzig, 1823; Brockhaus.

103. III. BETRACHTUNGEN UEBER METALL- UND PAPIER-GELD, etc. — Considérations sur le numéraire et le papier-monnaie, la liberté du commerce et le système prohibitif, l'état actuel des premières puissances de l'Europe, de l'état de détresse des propriétaires de biens-fonds, le système des hypothèques et les banques publiques; par E. de BULOW-CUMMEROW. In-8° de 200 p.; Berlin, 1824; Trautwein.

104. IV. IDEEN UEBER DIE MITTEL, DAS SINKEN DES PREISES DER LANDWIRTSCHAFTLICHEN ERZEUGNISSE, etc., ZU HEMMEN. — Idées sur les moyens d'arrêter la baisse des produits et propriétés agricoles, et d'assurer la stabilité des prix; par le comte JULES DE SODEN. Gr. in-8°. Nürenberg, 1825; Riegel et Wiesner.

105. V. UEBER DAS BISHERIGE SINKEN DER GETREIDE-PREISE, etc. — Sur la baisse continuelle du prix des grains, et les moyens d'y remédier, surtout en Allemagne; par le baron de SEUTTER. Gr. in-8°. Ulm, 1825, Stettin.

106. VI. GEDANKEN UEBER DAS REICHVERMOEGEN. — Idées sur la richesse publique, par K. P. STEIMMIG. Gr. in-8°. Francfort sur Mein, 1825; Wesche.

107. VII. MISSVERTÄNDNISSE DES BRITISCHEN KORNGESETZES. — Mal-entendus de la législation anglaise sur les grains; par K. P. STEIMMIG. Gr. in-8°. Dantzick, 1826; Anhuth.

108. VIII. MOYENS POUR LE CULTIVATEUR DE TIRER PARTI DE L'ÉPOQUE DE DÉPRÉCIATION DES GRAINS; par le baron de VOGHT. (*Landwirthschaftliche Hefte*, 10^e article), Altona 1825; Hammerich.

109. IX. SECONDE LETTRE A M. ***; nov. 1824. (Même sujet que le n° 8 ci-dessus); par le Baron de VOGHT. (*Sammlung Landwirthschaftlicher Schriften*, Recueil d'écrits sur l'économie rurale, 1^{er} vol., p. 247.) Hambourg, 1825; Perthes.

110. X. PAPIERGELD DURCH GETREIDE-VORRATH VERBÜRGT. — Création d'un papier-monnaie hypothéqué sur des approvisionnements en grains; par L. GALL. Gr. in-8°. Trèves, 1825.

111. XI. VOM GELDMANGEL UND DESSEN ABHÜLFE, etc. — Du défaut de numéraire, et des moyens d'y remédier en général, et particulièrement en Prusse; par C. de KÖSCHÜTZKY. In-8°. Breslau, 1825.

112. XII. SUR L'ÉTAT DE DÉTRESSE DE L'ALLEMAGNE, le bas prix des grains, le système prohibitif, la rareté de l'argent, et autres objets analogues. (*Hermès ou Annuaire critique de littérature*, Leipzig, 1^{er} et 2^e cah. du 27^e vol.; sept. et nov. 1826, p. 81 et 173.)

On s'est beaucoup occupé en Allemagne, ainsi qu'en Angleterre et ailleurs, des effets fâcheux attribués au bas prix des produits agricoles et surtout des grains. Tel est le but principal des onze ouvrages ou traités spéciaux dont on vient de lire les titres; tel est aussi l'objet des deux articles importants désignés sous le n° 12. Les causes du phénomène et la recherche des remèdes ont occupé les auteurs de ces ouvrages, ainsi que l'économiste qui, dans l'*Hermès*, les a choisis, comme les plus remarquables, parmi les écrits sans nombre auxquels ce phéno-

mène a donné lieu. Sans s'astreindre à une analyse suivie de chacun de ces ouvrages capitaux, il en a présenté les résultats essentiels, en traitant lui-même le sujet à fond ; il a discuté toutes les questions importantes qui s'y rapportent. Nous pouvons donc le suivre dans l'examen qu'il fait de ces écrits. Ce sera le meilleur moyen d'en rendre compte, et de faire connaître son excellent travail.

Les deux parties dont se compose sa dissertation mériteraient d'être traduites en entier, et l'abrégé est difficile : nous tâcherons cependant d'extraire ce qui sera susceptible d'être réduit, en conservant tout ce qui peut servir à signaler les vues de l'auteur, comme celles des écrivains dont il s'occupe.

Il a réuni les résultats qu'il offre au lecteur sous les trois aspects suivans :

1^o L'état de souffrance de l'Allemagne, et particulièrement de l'agriculture, en tant qu'il a pour cause le bas prix de ses produits.

2^o Les causes de cet avilissement de prix, et surtout du prix des grains.

3^o Les suites probables de cet état de choses, et les moyens d'en écarter les causes et les effets.

1^o *État de souffrance de l'Allemagne.*

Les écrivains cités attribuent la détresse de leur pays à l'avilissement du prix des produits agricoles, et surtout des grains. D'après ces écrivains, cet avilissement ne permet pas à l'agriculteur de recouvrer ses frais de culture, encore moins l'intérêt du capital appliqué à la terre et les bénéfices ordinaires de son industrie. Il est obligé, pour en continuer l'exercice, de suppléer par ses capitaux à l'insuffisance de ses revenus, moyen assuré de se trouver bientôt réduit à la mendicité. Tel est le misérable état de l'agriculture en Allemagne, si l'on en croit surtout MM. Gall et de Soden (1), misère qui ne peut

(1) Le comte de Soden est auteur d'un traité complet d'économie politique, volumineux et publié sous le titre : *De l'économie nationale*. Cet ouvrage inconnu en France, expose une doctrine neuve, et n'isole point, comme on l'a fait trop souvent en Angleterre et dans notre pays, les résultats matériels de l'économie publique, pour en faire une science à part. Cet auteur, au contraire, s'est attaché, comme les anciens économistes, à lier les effets aux causes, en faisant sentir l'action constante du

manquer de s'étendre aux citoyens, et d'envelopper toutes les classes de la société dans une ruine commune.

L'*Hermès* trouve beaucoup trop chargées les couleurs de ce triste tableau. Si, comme le prétendent les deux économistes cités, ainsi que M. de Scutter, le revenu net de la terre était plus qu'absorbé par les frais de culture, il s'ensuivrait que la terre elle-même n'aurait plus aucune valeur. M. de Voght, dit le rédacteur, a mieux jugé les faits. La situation actuelle des propriétaires et des fermiers qui ont acheté ou loué d'après le prix moyen du blé pendant les 30 années antérieures à la baisse, ou la position des propriétaires qui ont spéculé et contracté des dettes dans la confiance de la durée de ce prix moyen, est certainement très déplorable : mais il y a exagération à supposer que l'avilissement des grains ne laisse plus à la terre de revenu net, si l'on ne donne à cette expression que son sens naturel, c. à. d., si l'on entend par revenu net, non pas l'excédant de l'intérêt du prix capital du bien-fond, mais celui des frais de culture strictement nécessaires. On voit tous les ans se renouveler des baux plus ou moins considérables, ce qui ne pourrait avoir lieu, si, outre les frais de culture, les fermiers ne gagnaient pas encore la valeur du prix de fermage. De 1714 à 1784, le boisseau de seigle tomba au-dessous de 12 gros (environ 1 fr. 93 c.), pendant 13 ans, et dans les autres années ne s'éleva guère au-dessus de 1 thaler (3 f. 85 c.); le prix des autres produits agricoles, tels que la viande, la volaille, le beurre, était plus bas qu'à présent. Toutefois la détresse cessa, le pays ne fut pas ruiné, et le cultivateur trouva les moyens de se remettre à flot. A la vérité le prix des objets consommés par l'agriculture et les impôts étaient moindres; mais, d'un autre côté, il n'avait pas les ressources que lui ont offertes les 30 années antérieures à la détresse actuelle, pour amasser des capitaux. Celui-là seul court donc à une ruine certaine, qui ne sait pas

sol, du climat, du caractère national, et surtout des institutions et des mœurs sur l'industrie, ainsi que la réaction de l'industrie sur la prospérité publique. Le rédacteur de cet article est le seul jusqu'à présent qui ait donné une idée de l'ouvrage de M. de Soden, à la suite de l'examen de la doctrine de M. Mathus, publié en 1815 (Paris, in-8°, Méme Dabois) sous le titre de : *« Recherches sur les vraies causes de la misère et de la félicité publiques, ou, De la population et des subsistances. »*

proportionner ses avances aux stricts besoins de la culture, ou qui a surchargé de dettes ses propriétés. Sans doute le cultivateur souffre, et cet état de souffrance s'étend aux industriels qui travaillent pour lui. Mais celui qui, à l'époque des hauts prix, vivait dans l'abondance et amassait des capitaux, peut encore vivre, en restreignant ses consommations, et en se contentant d'un léger excédant. Peut-être même ne mettra-t-il rien de côté. Il faut qu'il épargne, qu'il s'ingénie, qu'il améliore ses cultures, qu'il leur donne une nouvelle direction, s'il veut regagner ce que ne lui procure plus le prix des produits actuels. On voit d'ailleurs, surtout en Saxe et en Prusse, que l'avilissement ne s'est point étendu jusqu'au voisinage des villes, dont les besoins vont croissant : c'est ce que prouve le prix courant des baux, qui s'y maintient toujours le même.

La misère n'est pas non plus aussi générale que la prétendent les auteurs cités. A la vérité les agriculteurs et les citadins qui travaillent pour eux souffrent; mais le gain que ne font plus ceux-ci profite aux autres classes de la société, qui n'ont point de rapport d'industrie avec l'agriculture. Encore les classes urbaines qui ont des relations avec elle, ne perdent-elles que ce qu'elle perd elle-même, c. à d. la différence entre le prix moyen élevé et le bas prix. Les capitaux qui ne vont pas à l'agriculture, profitent aux arts de la ville, dont ils augmentent la prospérité, et les bras qui ne sont plus employés aux champs cherchent de l'emploi dans les industries urbaines. N'oublions pas toutefois que cette époque de transition d'un travail à l'autre est, pour ceux qui cherchent du travail, un temps de misère. Mais que cette misère tende toujours à s'accroître et qu'elle doive finir par un désastre général, c'est là l'erreur de MM. Gall, de Roden et de Scutten.

Supposons en effet qu'en perfectionnant les cultures on obtienne avec un tiers des travailleurs actuels la même quantité de produits que fournissait la totalité, ceux qui se trouveront par là sans travail, souffriront sûrement beaucoup, mais seulement jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'aptitude à faire le nouveau travail que l'économie d'argent, produite par la réduction aux $\frac{2}{3}$ du prix des produits agricoles, mettra les consommateurs qui payaient ces $\frac{2}{3}$ à portée de leur commander. Le temps qu'exige ce changement est donc un temps malheureux. Mais à cette

époque de détresse en succède bientôt une de bien-être. Dans cette hypothèse, les deux tiers des capitaux jusque-là employés à l'agriculture se trouveraient épargnés et prêts à commander d'autres travaux. Si donc l'éducation des travailleurs les avait rendus capables de passer promptement d'un travail à un autre, leur sort, loin d'empirer, s'améliorerait ; car ils obtiendraient la même quantité de produits agricoles, pour une même quantité de travail. Une nation à qui la nature prodiguerait les subsistances sans culture et sans travail, n'en serait pas plus pauvre, parce que ses terres n'auraient aucune valeur en numéraire, ou d'échange : elle n'en serait au contraire que plus riche, puisqu'elle pourrait consacrer à ses autres besoins tout le temps et l'argent qu'elle était obligée de vouer à l'agriculture. Le mal réel que l'avilissement des produits cause à l'agriculteur, consiste en ce qu'il est obligé de donner pour les objets dont il a besoin une bien plus grande quantité de travail qu'auparavant ; il consiste encore dans la diminution, en quantité et en qualité, des produits qu'il pouvait précédemment acheter.

Si l'on admettait que les causes qui ont fait tomber si bas le prix des grains dussent subsister sans qu'il en survînt d'autres capables de le relever, il n'y aurait pas d'autre remède au mal-être des cultivateurs qu'une diminution des produits agricoles, qui rétablirait la proportion entre le prix ou la quantité et la qualité des autres travaux, et le prix ou la quantité et la qualité des travaux appliqués à l'agriculture.

Mais il n'y a pas que l'agriculteur qui souffre en Allemagne, le reste de la nation partage plus ou moins son mal-être. Beaucoup d'industries sont tombées. Une foule d'ouvriers sont sans pain et dans la détresse ; quantité de magasins sont encombrés et se plaignent du défaut de demandes. Les divers services dans la ville sont surchargés d'employés ; enfin un nombre immense de postulans vivent, soit aux dépens de leurs familles, soit de bienfaits, ou d'aumônes. Partout la consommation a diminué, les capitaux ne trouvent pas d'emplois productifs, et en cherchent dans les effets publics ; ce qui ne peut qu'augmenter la misère du peuple, puisque cet emploi, au lieu de lui rouvrir les sources du lucre et du bien-être, ne fait que lui imposer un nouveau fardeau, celui de l'accumulation des rentes sur l'état. Presque tout le mouvement industriel s'arrête : la décadence des affaires

est sensible. Ces maux sont assez grands; il est inutile de les exagérer pour fixer l'attention et pour nous émouvoir.

L'agriculture se plaignait en Angleterre, en 1819, comme aujourd'hui en Allemagne. Le haut prix des grains avait aussi fait hausser les fermages et la valeur des terres; aussi la baisse des blés y a-t-elle élevé des clameurs qui ont retenti jusqu'à nous. C'est ce que fait connaître l'ouvrage cité de *Lowe*. Mais comme la proportion du nombre des cultivateurs à la population totale est bien moindre en Angleterre qu'en Allemagne, le mal-être y eût été bien moins sensible, si les coups portés aux manufactures dans le premier des deux pays n'y avait pas réduit à la mendicité un bien plus grand nombre d'ouvriers que de cultivateurs. La taxe de protection que le gouvernement anglais a accordée à ceux-ci contre l'invasion des grains étrangers, a dû faire tomber encore plus bas le prix des blés en Allemagne, et y augmenter par conséquent les souffrances de l'agriculture.

2^o *Causes de la souffrance générale et particulièrement de la baisse du prix des blés.*

Le rédacteur, pour arriver à la découverte de ces causes, commence par rappeler en quoi consiste la prospérité publique. Cette prospérité, dit-il, ne peut exister que là où toutes les classes du peuple peuvent librement développer leurs facultés intellectuelles, de manière à se procurer les besoins et les jouissances de la vie, auxquelles ces classes peuvent atteindre. Un peuple n'est pas heureux quand un nombre plus ou moins considérable de familles vit dans l'abondance, et que la multitude végète ou languit dans la misère. La nation vraiment riche est celle dont tous les membres participent à la répartition naturelle des richesses, d'après le travail. La richesse et le bonheur matériel d'une nation atteignent leur *maximum*, quand chaque individu peut, en toute liberté, se procurer pour tous ses besoins, à l'aide de son superflu, celui que lui offrent ses compatriotes ou les étrangers. Plus un peuple ou un individu a de provisions à échanger, et plus il est riche. Plus il perd en provisions et en capacité d'échanges, plus il est pauvre.

La principale cause des souffrances de l'Allemagne et d'autres contrées de l'Europe a échappé à l'attention de presque tous ceux qui se sont occupés du mal-aise universel, et parti-

culièrement des écrivains cités. Cette cause n'est autre que la dilapidation immense de capitaux qui a eu lieu pendant les 30 années antérieures à la détresse actuelle.

En nous bornant à l'Allemagne, l'évaluation de cette perte serait encore impossible ; car il ne faut pas seulement y comprendre les capitaux qui n'ont fait que changer de maîtres ; il faut surtout tenir compte de ceux qui ont été entièrement perdus pour la nation, qui ont été complètement anéantis, ou mis plus ou moins hors de valeur.

Ainsi, il faut comprendre dans cette évaluation : 1° tout ce qui aurait servi à la reproduction, et que la guerre a absorbé, sans qu'il en soit resté de trace reproductive ; tout ce que des armées soit nationales, soit étrangères, et que l'état de paix eût rendues inutiles, ont consommé, dilapidé, ruiné ; tout le travail productif qu'elles ont empêché ; tout cela est autant de capital perdu pour le théâtre de la guerre, perte aussi sensible pour chacun des individus souffrants, que pour la nation dont ces capitaux contribuent à former la richesse. L'étendue de cette perte pour l'Allemagne, est démontrée par celle des dettes publiques de chaque état germanique, des impôts de guerre, des contributions, des pillages, des frais de logement et d'entretien des gens de guerre, dont le fardeau a très-probablement dépassé celui des autres articles réunis. Qu'est-il revenu à la nation de toutes ces dépenses ? rien ou presque rien. L'Angleterre seule a gagné à la guerre, au lieu d'y perdre ; car, grâce à l'avantage de sa position, à l'habileté de sa politique et à la mauvaise politique de ses ennemis, la guerre est devenue pour cette puissance la source de nouveaux et de vastes progrès dans son industrie et dans son commerce.

2° Le plus grand dommage que cause la guerre, c'est de détourner une foule de bras de la production, pour leur faire consommer, en pure perte, les produits. La guerre est, à la vérité, l'occasion d'un grand mouvement et d'un grand débit ; les capitaux et les bras sont en activité pour toutes les fournitures qu'exigent les armées, pour l'habillement, l'équipement, les chevaux, les armes, les munitions, les fourrages, la nourriture en bestiaux, en grains, etc. Quantité de laboureurs, d'artisans, de marchands, de livranciers, de commissaires etc., mettent des capitaux en circulation ; beaucoup de gens font des gains

considérables. Une partie des habitans du théâtre de la guerre trouve à se nourrir au moyen de ces différens genres d'industrie. L'argent même dérobé par des pilleries ou levé par des contributions extraordinaires, n'est pas perdu entièrement pour le pays. Une partie y reste en paiement de denrées ou de marchandises : il y a donc une sorte de compensation entre les profits faits d'un côté et les pertes éprouvées de l'autre.

Le théâtre de la guerre n'en ressemble pas moins à un riche particulier qui dissipe son capital. Tant qu'il le disperse, il y a joie et lucre pour la foule des joueurs, des écornifleurs, des baladins qu'il entretient, ou qu'il enrichit. Les honnêtes gens même qui travaillent pour cette tourbe, trouvent leur compte à ces prodigalités. Mais quand le capital est dissipé, toute cette vie joyeuse a trouvé son terme; il ne reste plus que la misère et le désespoir, non seulement pour celui qui a dissipé ses capitaux, mais pour ceux dont ils ont cessé d'alimenter l'honnête industrie. Tel est le sort du peuple dont la guerre a dissipé les capitaux; ce qu'ils ont produit a disparu sans retour, et il ne reste rien pour l'entretien d'industries utiles. Ceux qui en vivaient, qui en tiraient leurs revenus en ont été privés, et n'ont rien pu reproduire. Vêtemens, grains, bestiaux, fourrages, munitions etc., tout a été consommé sans travail reproductif. Ceux qui faisaient un gain quelconque en livrant aux armées, reproduiraient même en vain. Ils ne trouveraient plus de consommateurs dans la multitude qui leur achetait autrefois leurs produits et que la guerre a ruinés, ou du moins, la consommation éprouve une réduction proportionnelle à celle des facultés des consommateurs.

S'il est vrai que pendant les trente années de guerre, et surtout de 1811 à 1815, les divers pays continentaux de l'Europe et particulièrement l'Allemagne, ont éprouvé des pertes immenses en capitaux, sans qu'ils aient pu être convenablement remplacés, cette seule circonstance suffit pour expliquer l'appauvrissement de ces pays et du nôtre. Il n'est donc pas étonnant que l'Allemagne ne puisse ni consommer, ni acheter la même quantité de produits qu'auparavant. Il s'ensuit que la production doit décroître peu à peu, et que beaucoup d'industries en progrès avant la guerre, sont maintenant en décadence.

Il y avait apparence de bien-être là où l'entretien des armées employait des capitaux, en occupant des industries; la cessation subite de ce service a manifesté la misère des classes laborieuses. Le gain d'un certain nombre de marchands, de capitalistes et de fabricans, n'a pas pu favoriser des productions nouvelles qui ne trouvaient plus d'acheteurs. Ces capitaux se sont écoulés vers les effets publics qui offraient un revenu et un lucre. Mais c'est le peuple qui les paie, sans en rien retirer. Ainsi cet emploi que font les riches de leurs capitaux ne fait qu'augmenter sa misère en y ajoutant le fardeau des intérêts des dettes publiques, au lieu de l'alléger, ce qui devrait être leur fonction. L'argent dépensé par ceux qui reçoivent les intérêts des dettes publiques ne profite pas plus au peuple qu'il ne profiterait à un boulanger l'achat de cent thalers de pain par des mendians à qui il aurait distribué cette somme la veille.

Les capitaux dévorés par la guerre ne consistaient passablement en numéraire; l'argent prodigué pour les besoins des armées ne formait peut-être pas le dixième de ce qu'elles ont anéanti sans retour; ni compensation, en objets de consommation de toute espèce, ou par le gaspillage et la destruction. Les larmes que causent tous ces maux se versent en silence, tandis que la joie de ceux qui en vivent fait beaucoup de bruit.

La paix, en réduisant ou licenciant les armées, a fait cesser tout-à-coup leur immense et désastreuse consommation; par conséquent, l'emploi des capitaux qu'on y appliquait, les emprunts, les contributions de guerre. Les effets produits par cette consommation extraordinaire n'en ont pas moins continué de se faire sentir. L'agriculture et l'industrie excitées par une demande sans bornes, avaient redoublé de zèle, s'attachant à multiplier les produits pour se tenir en état d'y satisfaire. Cette ardeur de production n'a pas cessé avec les demandes. L'emploi et le gaspillage des grains, de l'eau de vie, du café, du vin, du sucre, du linge, des effets d'habillement et de couchage ayant éprouvé une diminution sans mesure, on rencontre un terme, l'industrie agricole et l'industrie fabricante, qui marchaient toujours avec la même activité, se sont trouvées surchargées de produits sans débit: de là un résultat bien naturel, l'avilissement du prix de ces produits.

Toutefois les mauvaises récoltes qui affligèrent l'Europe en 1816 et 1817, non seulement empêchèrent que cette baisse ne s'étendit aux grains, mais encore occasionèrent une hausse extraordinaire, qui ne fit qu'augmenter la misère générale, par la nécessité pour les classes laborieuses de consacrer à leur approvisionnement en pain, ce qu'elles employaient, en temps ordinaire, à d'autres usages. L'agriculture n'y gagna rien ou presque rien, parce que les produits en grains et autres alimens lui manquaient, et que l'approvisionnement se faisait à grands frais par l'étranger. L'élévation momentanée et extraordinaire du prix des produits agricoles, donna, à la vérité, une nouvelle et forte impulsion à l'agriculture, mais à son détriment, puisque plusieurs causes concoururent à arrêter cette impulsion, en faisant retomber les prix encore plus bas qu'avant la disette. Ces causes furent, 1^o l'abondance générale et prolongée des récoltes, qui succéda tout à coup à la disette; 2^o la loi anglaise sur les grains (*corn-bill*), et les prohibitions portées dans d'autres pays contre les importations; 3^o le résultat naturel de ces mesures, qui détourna de l'agriculture et du commerce des grains une masse de capitaux désormais sans bénéfices de ce côté; 4^o l'attrait des emprunts ouverts presque partout, et offrant aux capitalistes un gain plus prompt, plus sûr et plus considérable; 5^o l'accroissement des dépenses des gens de la campagne, frappés de nouveaux impôts pour le paiement des dettes publiques, sans que les frais de culture diminuassent en proportion de ces nouvelles charges et de la baisse croissante du prix des denrées; 6^o le besoin plus impérieux de se procurer de l'argent pour acquitter ces charges, d'où la nécessité de vendre, et, par suite, un plus grand avilissement du prix.

La quantité de numéraire existant entre les mains du peuple était de peu d'importance; qu'elle quelle fût, on n'en offre pas beaucoup pour ce que l'on peut avoir à bas prix pour l'instant, et à plus bas prix encore, après. Les classes qui travaillent pour les gens de la campagne, partageaient leur détresse, qui se prolonge beaucoup plus que celle des autres industries, parce que le cultivateur éprouve bien plus de difficultés que les industriels à changer la direction de ses travaux. Quelqu'en soit le produit, il faut qu'il entretienne ses terres, ses instrumens, qu'il paie à peu près les mêmes journées de travail. Il espère plus long-tems un changement avantageux.

Le Comte de Soden, M. de Seutter, M. Steimmig, ainsi qu'une foule d'écrivains et d'économistes ont cependant cherché la cause du bas prix des grains dans le manque de numéraire. Si on les en croit, l'Allemagne en a perdu et en perd tous les jours une grande quantité par son commerce avec l'étranger, et surtout avec l'Angleterre. Or, comme d'après eux la hausse et la baisse du prix des denrées dépendent de l'augmentation et de la diminution du numéraire, le déficit de l'argent est l'origine de l'avilissement des prix. Presque tous ceux qui émettent une opinion à ce sujet, sont d'accord avec eux sur ce point ; cependant un examen attentif de la question aura bientôt fait reconnaître, qu'en admettant pour vraie la diminution de l'argent en Allemagne, ce phénomène est bien plutôt l'effet que la cause de la détresse dont on se plaint.

L'argent monnayé n'a d'autre utilité que l'échange qu'on en fait contre les objets utiles ou agréables que l'on désire. Ainsi, lorsque ceux qui possèdent l'argent trouvent ces objets dans leur pays, et à bon prix, il s'y trouve en même tems assez d'argent pour les acheter. Ce qu'ils n'y trouvent pas, ils vont s'en pourvoir ailleurs, et l'argent sort du pays. Les objets d'échange y diminuent-ils en quantité, ou tombent-ils à plus bas prix, l'argent y diminue en proportion de l'offre ou du prix ; le surplus cherche ailleurs son emploi, mais revient dès que les objets désirés se multiplient, ou que le prix augmente, sans excéder le prix des pays voisins. Les produits que l'on recherche attirent donc toujours l'argent en quantité suffisante, et il s'en trouve facilement partout où des produits de bonne qualité se donnent au meilleur marché. Si l'on manque d'argent dans un pays, c'est qu'il y manque les produits recherchés par ceux qui ont l'argent en main. Que l'industrie produise à bon marché, l'argent paraîtra.

On se trompe souvent dans la manière d'apprécier les rapports entre l'argent et les denrées vénales. Beaucoup de gens, se bornant à comparer la quantité d'argent à la quantité des marchandises, s'imaginent que plus il y a de numéraire dans un pays, relativement à la quantité des produits vénaux, plus ils sont chers, et *vice versa*. Mais ce rapport de quantité entre les deux objets est modifié par tant de circonstances qu'il faut se garder d'en faire une règle générale, de peur de tomber dans

des inductions tout-à-fait erronées. Il faut remonter aux vraies causes qui font varier le prix des marchandises, et reconnaître d'abord pourquoi l'augmentation du numéraire élève les prix, tandis que sa diminution les fait baisser, a fin de pouvoir déterminer l'influence de l'augmentation ou de la diminution de l'argent sur les prix des denrées.

La valeur d'échange des produits se réduit à la quantité et à la qualité du travail que coûte leur production régulière et suffisante. Tant que cette quantité et cette qualité sont les mêmes pour la production de divers objets échangeables, les prix sont égaux, si ces objets sont également désirés. Le rapport change si la production de l'un des objets échangeables excède le désir ou la demande; il change encore si la production reste au-dessous du désir ou du besoin. Ainsi, en comparant les valeurs d'échange respectives de l'argent et du blé, l'échange d'un boisseau de blé contre une pièce d'argent quelconque suppose égalité de quantité et de qualité dans le travail qui a produit les deux objets échangés. Mais si la pièce d'argent coûte plus de travail que le boisseau de blé, l'échange ne s'en fera que contre une plus grande quantité de blé, et *vice versa*.

Il y a abondance d'argent lorsque le même travail en produit deux ou trois fois plus qu'auparavant, sans qu'il y ait eu d'altération dans le rapport de l'argent aux marchandises, ni dans l'offre et la demande de celles-ci. Il faut alors donner deux ou trois fois plus de l'argent diminué de valeur pour la même quantité de denrées. Supposez au contraire que la production des denrées coûte moins, et le gain de l'argent plus de travail, cette double cause fera baisser le prix des produits comparés à l'argent, si des variations dans l'offre et dans la demande n'opèrent pas en sens contraire. Sous ce dernier rapport, il faut faire attention à une différence essentielle qui existe entre la valeur d'échange de l'argent et celle des autres produits. La matière du numéraire (l'or et l'argent) et le numéraire lui-même sont les produits les plus stables de tous, et les moins sujets à variations dans leur valeur d'échange; ils se trouvent sur tous les marchés de l'univers, parce qu'ils se transportent aisément et à peu de frais d'un marché à l'autre, même aux plus grandes distances. La valeur d'échange de ces métaux se règle donc d'après la quantité des frais qu'exige la

mise en circulation de la moindre quantité de ces produits nécessaire pour subvenir au besoin universel. L'expérience ayant prouvé que ces frais restent les mêmes pendant un long espace de temps, la valeur d'échange de l'or et de l'argent ne s'altère que lentement, et rarement s'altère-t-elle à un degré remarquable. Il n'en est pas de même des autres objets d'échange.

L'influence de la nature, celle de l'offre et de la demande, une foule de causes ont action sur les variations de prix pour ces derniers objets. Leur valeur comparée à l'argent est donc tantôt plus forte, tantôt plus faible; on en obtiendra tantôt plus, tantôt moins, pour la même quantité de numéraire, tandis que la valeur réelle de l'argent ne subit presque aucune altération. Remarquons, toutefois, que l'altération de valeur réelle, calculée d'après le travail, n'a pas lieu pour beaucoup d'objets à la fois, et concluons-en qu'en comparant la valeur réelle de beaucoup et même de presque tous les produits à la même époque, ou à des époques successives, avec le numéraire, l'altération du rapport n'aura pas commencé par les produits, mais par l'argent. Au contraire, s'il y a changement dans la valeur d'échange de quelques marchandises, comparées à l'argent, on peut conclure que l'origine de ce changement n'est pas dans le numéraire, mais dans le changement de valeur des marchandises dont le prix en numéraire s'est altéré.

Maintenant, il est évident qu'aucuns objets vénaux, pendant les 30 dernières années, n'ont subi dans leur prix en argent, une altération aussi générale et aussi forte que les grains et les denrées de même nature, comme les produits exotiques, tels que le café, le sucre, le coton, ou les marchandises pour lesquelles les perfectionnemens dans la fabrication sont les causes évidentes du meilleur marché; preuve non moins évidente que la baisse du prix des grains, pendant les 8 ou 9 dernières années, ne peut être attribuée à la diminution de la quantité de l'argent. On conçoit que des hommes à courte vue s'en prennent aussitôt au manque d'argent, dès que leurs yeux sont frappés d'un état de détresse; sous le point de vue retréci où ils se sont placés, l'argent est pour eux l'unique moyen de pourvoir à tous les besoins. Mais il est étonnant que des écrivains, dont les vues sont étendues, comme MM. Steimmig, de Soden et de

Seutter, aient donné aussi complètement dans cette erreur, qu'ils l'ont fait dans les écrits dont nous parlons.

M. Steimmig, dans son écrit sur la loi anglaise, concernant les grains, a hasardé de déterminer le rapport en chiffres des quantités de numéraire existant aux différentes époques de 1790, 1810 et 1820. Mais il en a tiré des inductions trop promptes pour la différence entre les prix des denrées, et particulièrement des grains. Car : 1^o rien de moins certain que les nombres qui expriment la quantité du numéraire existant aux différentes époques. Les calculs empruntés à M. de Humboldt et à d'autres, peuvent tout aussi bien se trouver fautifs pour des milliards que pour des millions. 2^o On ne peut presque rien conclure de la donnée de la quantité d'argent existante pour le prix des denrées en argent, si l'on n'a pas en même-temps sous les yeux : 1^o les variations des marchandises en quantité et en qualité pour une même somme en numéraire, considération que M. Steimmig a tout-à-fait négligée; 2^o les différens degrés de rapidité dans la circulation de l'argent; 3^o les altérations de rapports entre l'offre et la demande pour les diverses espèces de denrées. Sans la connaissance exacte de tous ces faits, connaissance qu'il est impossible de se procurer, on ne peut rien induire de certain des variations de la masse de numéraire disponible, quant aux variations des prix des denrées en argent.

MM. de Seutter et de Soden ont mieux prouvé les pertes considérables qu'a faites l'Allemagne, en argent. Mais ils n'ont pas mieux établi l'influence de ces pertes sur le prix du blé, que la somme des métaux précieux sortis du pays. Point de doute que ces produits agricoles ne soient pour lui le moyen de payer les importations de l'étranger. Point de doute non plus que, quand ces produits sont exclus par la France et l'Angleterre, ou surchargés de taxes à l'entrée, l'Allemagne ne soit embarrassée sur les moyens de payer ce qu'elle en importe. Il faut bien qu'elle trouve de l'argent à donner en remplacement des denrées qu'on ne reçoit plus. Il faut donc qu'elle trouve à les placer dans d'autres pays, d'où elle tire l'argent nécessaire au solde de ses importations de France et d'Angleterre, et que l'écoulement de l'argent de l'Allemagne, au dehors, trouve des limites naturelles dans la diminution de la consom-

mation des denrées exotiques dont on se prive par économie. C'est ce que prouvent assez les états d'importations et d'exportations. Il faut que d'autres cultures remplacent le grain qui n'est plus demandé, et que les produits des cultures indigènes s'exportent à des prix inférieurs pour obtenir les métaux dont on a besoin dans le commerce de l'Allemagne avec la France et l'Angleterre. On se trompe donc en cherchant dans les états du commerce avec l'étranger, la preuve d'une exportation continue du numéraire, qui ne serait pas remplacée par des rentrées. Car on ne peut nous faire croire qu'il ne sort du pays que ce qui est enregistré sur les feuilles des douanes ou les tableaux d'exportations, et qu'il n'en existe point d'autres que celles dont on peut officiellement indiquer les lieux et les quantités en chiffres. Il est certain, au contraire, que le commerce non enregistré excède l'autre, et que la plupart des produits sortent et rentrent, en échappant à toutes les observations officielles. Tous les documens statistiques pèchent par des omissions qui surpassent en général en importance les faits recueillis.

En définitif, il n'est pas douteux que l'Allemagne n'ait fait de grandes pertes en numéraire. Mais ce qui a surtout contribué à l'appauvrir, ce sont les pertes en objets et produits utiles, détruits par la guerre, les branches d'industrie anéanties par le système continental, fort supérieures à celles qu'il a créées, la clôture des débouchés par une politique hostile, toutes causes qui ont diminué pour le pays le besoin de numéraire. Quand on lui rendrait tout à coup ce qu'il a perdu en argent, il n'en serait guère plus avancé; car cet argent ne lui rendrait pas les biens réels dont il a été dépouillé; la richesse publique ne se fonde que sur la variété, la multiplicité et l'activité des forces productives; or, l'argent ne suffit pas pour les faire surgir et les maintenir en haleine. C'est donc une erreur, que d'attribuer à la diminution de l'argent l'appauvrissement du pays. Elle en est bien plutôt la suite.

M. Gall a cherché la cause de la misère de l'Allemagne dans la diminution de la valeur des forces humaines, eu égard à l'argent qui en dispose. Il se perd en tableaux prolixes des effets désastreux de l'insuffisance des salaires, et du gaspillage de l'argent. La cause qui fait que les facultés de l'homme ont dimi-

nué de valeur, ou qu'elles ne trouvent pas d'indemnité suffisante, c'est le manque de moyens d'en mieux indemniser l'emploi. S'il y avait une plus forte demande d'emploi, le salaire monterait bientôt. Mais cette demande dépend des capitaux répartis dans la nation, et pour faire augmenter la valeur des facultés individuelles, pour répandre l'aisance dans le peuple, il faudrait que ces capitaux, au lieu de se trouver dans un petit nombre de mains, fussent répartis de manière à procurer un bon revenu au grand nombre. La guerre a tant détruit de capitaux, qu'on ne peut plus occuper les bras qu'ils alimentaient. Si la diminution de valeur des facultés humaines est l'effet des pertes de la guerre et de la pauvreté du peuple, elle n'en peut être le principe. On ne peut plus payer aussi bien le travail, parce que son salaire est déterminé par la concurrence des capitaux qui le demandent, et que cette concurrence diminue avec les capitaux disponibles qui cherchent les produits, ou avec ceux qui font les avances des frais de production. Les dilapidations de la guerre ont détruit une grande partie des premiers : les autres, ne voyant pas de demande, n'ont pas de motif pour faire produire : ils cherchent donc de l'emploi au dehors, ou dans des dépenses infructueuses.

Il est évident que la baisse continuelle du prix des grains a appauvri le cultivateur, ceux qui lui ont prêté des capitaux, et les industries qui travaillent pour ses besoins. Mais ce fait ne décide pas la question, si le bas prix des grains n'a pas une influence moins défavorable que la cherté sur le bien-être d'une nation. Il n'en est pas moins clair, au contraire, que plus un peuple peut se procurer à bon marché sa nourriture et les nécessités de la vie, plus il a de moyens de produire et d'acquiescer les commodités qui la rendent agréable, et de faire faire des progrès à sa culture morale. Cette révolution, poussée à l'extrême, si elle était possible, rendrait donc le peuple heureux. Elle compromettrait à la vérité la fortune qui consiste en propriétés foncières, puisque celles-ci perdraient leur valeur et les propriétaires leurs revenus. Mais les forces productives que n'occuperait plus l'agriculture, se tourneraient vers d'autres industries qui remplaceraient bientôt, par des valeurs nouvelles, celles qu'une pareille révolution aurait anéanties. C'est la cherté des frais de culture pour les plus mauvais terrains, qui produit

la cherté des grains, en élevant le prix au-dessus des dépenses qu'exigent les bonnes terres, excédant qui constitue la rente des propriétaires. Supposons donc, par impossible, que tout à coup la perfection de la culture mit la terre en état de produire la même quantité d'alimens avec la moitié du travail actuel, que les frais de culture pour les terres infertiles n'excédassent pas ceux que coûtent les meilleures terres, et qu'il s'introduisît un nouveau produit alimentaire, comme la pomme de terre, le riz, l'arbre à pain, qui pût fournir en abondance un nouveau moyen de nourriture également à très-peu de frais, il n'est pas douteux que la rente, le prix des biens fonds et les propriétaires du sol ne perdraient énormément. Mais bien loin que cette révolution dût appauvrir la masse de la nation, elle y gagnerait bien plutôt. Car, obtenant les nécessités de la vie avec moins de peine et de travail, celui qu'elle épargnerait sur ces objets serait consacré à d'autres productions, à d'autres moyens de jouissance, et dans le fait, elle deviendrait plus riche, quoique les propriétaires du sol éprouvassent une diminution considérable dans leurs rentes et dans la valeur de leurs biens-fonds.

C'est donc un faux point de vue que de se représenter l'Allemagne comme malheureuse, parce que le bas prix des grains a amené une baisse considérable dans le revenu et dans le prix des terres.

Ne calculons pas la richesse nationale d'après les capitaux que valaient les biens-fonds, il y a vingt-ans, et lorsque le prix moyen du boisseau de blé était de 2 à 3 thalers; ne comparons pas cette situation avec celle qu'ont produite les six dernières années; ce serait se tromper complètement que de croire que la nation a perdu toute la différence entre les valeurs d'une époque à l'autre. Car, les prix élevés payés par les consommateurs de grains, l'ont été par la masse de la nation et la minorité; si les grains eussent été payés à des prix inférieurs, l'excédant fût resté au pouvoir de la masse, et si la baisse durait, cette masse gagnerait, outre cet excédant, ce que perdraient les propriétaires du sol, sur leurs rentes comme sur le prix de leurs biens-fonds. Toute la différence consiste en ce que la rente que la terre cesse de rapporter à son propriétaire, passe aux consommateurs qui achètent le grain, et que le capital que l'on

cesse de donner pour l'achat de la terre, sera désormais consacré aux forces productrices, qui, n'étant plus employées à la production du blé, produiront d'autres valeurs. Si, par exemple, le produit brut d'une pièce de terre a été vendu 2,000 th., dont les frais de production absorbent moitié, et dont l'autre moitié constitue la rente du propriétaire, cette terre, à 4 p. cent, représente au propriétaire une somme de 24,000 thal. Mais les consommateurs de ce produit, en supposant la journée de travail à 8 gros, ont à payer 60,000 journées de travail, ou 2,000 thal. Supposons maintenant que le même produit brut puisse être acheté au prix de 1,000 thal., et que les frais de production ne s'élèvent pas au-dessus de 800 thal.; la rente du propriétaire se réduira à 200 thal.: il perdra donc 800 thal. de revenu annuel, et la propriété, au lieu de valoir 24,000 thal., n'en vaudra plus que 8,000. Au contraire, les consommateurs, pour la même quantité de produits alimentaires, n'auront plus à payer que 12,000 journées de travail, et pourront, avec les autres 12,000 journées se procurer une valeur, en d'autres produits: ainsi la nation regagnera complètement ce que le propriétaire aura perdu. Si donc l'on évalue en argent les forces productives ainsi acquises, la somme d'évaluation doit être égale à celle que la baisse du prix des produits agricoles a fait perdre au propriétaire. Il y a seulement cette différence que la rente de la terre échoit au propriétaire seul, au lieu que la rente du travail, procurée aux consommateurs par la baisse du prix des grains, se partage entre un grand nombre d'individus. Maintenant, en suivant dans son emploi la destinée de cette rente, cet emploi peut différer dans la main du propriétaire, comme dans celles des consommateurs des grains. Le premier peut, ou dissiper sa rente, ou s'en servir pour commander un travail productif. Ce qui échoit aux consommateurs consiste en journées de travail économisées, ou en argent épargné sur le prix qu'ils ont payé. Ils peuvent perdre dans l'oisiveté le temps qu'ils ont épargné, ou l'employer à d'autres travaux et pour d'autres produits. Toutefois, dans la règle, le gain fait par l'homme industriel, à raison du bon marché des grains, sera toujours plutôt employé, chez une nation industrielle, à l'augmentation de la production, par conséquent à l'accroissement de la richesse nationale, que le gain procuré par la cherté au propriétaire.

Ainsi, lorsque l'introduction de la pomme de terre, ou d'un aliment analogue, ou enfin le perfectionnement de l'agriculture facilite, par le meilleur marché, l'acquisition des premiers besoins de la vie, on doit désirer que cette cause d'aisance générale se prolonge et devienne de plus en plus efficace. Il s'y joint, à la vérité, un mal, la perte des capitaux employés à l'amélioration et à l'acquisition des biens-fonds, dans l'espoir de la durée et même des progrès de la cherté. Ceux qui souffrent de ces spéculations sont sans doute à plaindre; mais leur malheur est le résultat d'un faux calcul, dont celui qui s'y est laissé surprendre doit porter la peine, et n'a pas le droit de réclamer une indemnité auprès de la société. Son erreur ne peut retomber que sur lui. Cependant le gouvernement qui induit ses sujets à des erreurs pareilles, n'en est pas moins à blâmer.

C'est d'après ces faits et ces observations que l'on peut apprécier la législation anglaise sur les grains. Cette législation, en prohibant les grains étrangers, force les Anglais à produire tout le grain qu'ils consomment; par conséquent à cultiver à grands frais les plus mauvaises terres, ce qui élève les grains à un prix exorbitant. D'après le rapport de l'agronome Jacob, au Parlement, la Pologne, l'Allemagne et la Russie, prises ensemble, ne pourraient fournir à l'Angleterre que le 30^e de sa consommation annuelle (550 mille quarters), au tiers du prix auquel les frais et les moyens de la culture anglaise font monter la totalité de l'approvisionnement qu'elle est obligée de fournir. Si le commerce des grains étrangers était libre, il est clair que l'agriculture anglaise produirait ce 30^e de moins, ou qu'il ne serait employé à la culture des terres, en Angleterre, que la quantité de capitaux déterminés par le prix auquel les étrangers pourraient vendre leurs grains sur les marchés anglais. Supposons que ce prix soit les deux tiers de celui de monopole, assuré aux cultivateurs anglais par la prohibition, il est incontestable que l'on renoncerait à toute culture dont les frais excéderaient le prix du grain, déterminé par une libre concurrence, et que l'on verrait cesser cet emploi des capitaux et des forces, qui n'est dû qu'à la législation actuelle. Ces forces et ces capitaux occupés à présent à une culture trop chère, reflueraient vers d'autres industries, vers d'autres occupations. Le régime actuel ne fait donc que détourner les forces productives

du peuple anglais, d'autant d'emplois plus utiles, qu'il est obligé d'en consacrer à l'agriculture plus qu'il ne serait nécessaire, si l'importation des grains était libre. Mais la quantité de forces que créerait, en les appliquant à d'autres emplois, la liberté d'importation serait bien plus considérable que la valeur de ce 3^e que l'Angleterre serait obligée d'importer.

Ainsi, admettons que l'Angleterre éprouve le besoin annuel de 17 millions de quaters de blé; le prix de monopole en fait monter la valeur à 60 schellings le quarter, ou à un total de 51 millions sterl., payés aux cultivateurs anglais privilégiés pour les fournir. Mais la libre concurrence des grains étrangers fournira la même quantité à 46 schellings le quarter, ou au total de 34 millions sterl.; qu'en résulterait-il? que l'on paierait à l'étranger environ 825,000 liv. st., dont encore les frais de transport et les gains de commerce tourneraient, en très-grande partie, au profit de l'Angleterre, et qu'une somme de 17 millions st. tournerait au profit des consommateurs anglais. Ces 17 millions seraient, à la vérité, retirés à l'agriculture céréale de l'Angleterre, mais pour être employés à d'autres industries, à la production d'autres objets de jouissance, enfin à d'autres usages. Avec la moindre partie de ces nouveaux produits, c'est à dire, probablement avec la somme de 559,000 liv. st., l'Angleterre achèterait ce 3^e de grains, qu'elle ne produirait plus, et dont elle aurait besoin, et, par le changement de sa législation céréale, le surplus de ces nouveaux produits lui procurerait une valeur nouvelle de 16,450,000 liv. st., qui augmenterait d'autant la somme de ses richesses en objets d'utilité, de commodité ou d'agrément. Ajoutons que la multiplication des produits usuels opérée par la libre concurrence des grains, réduisant les prix de ces produits, et les mettant ainsi, par le bon marché, plus à portée des cultivateurs, compenserait, pour cette classe même, la diminution de ses profits. Le monopole des grains qui leur procure un plus haut prix pour cet article, ne leur donne en effet qu'un avantage illusoire, puisqu'il leur fait payer plus cher les objets que le commerce libre des grains, par sa réaction sur les autres industries, leur ferait obtenir à meilleur marché. Le prix des grains que le monopole procure à l'agriculteur anglais, est un cadeau que la loi lui fait aux dépens

des consommateurs ses compatriotes, et qui est doublement en pure perte pour la richesse nationale. Car, en supposant que, par suite de la loi de monopole, un consommateur anglais soit obligé de payer 100 liv. sterl. pour sa provision de blé, avec les 100 liv. l'agriculteur qui la lui a vendue, peut, ou se divertir en les gaspillant, ou reproduire une valeur en blé équivalente. Mais remarquez que, dans ce cas, la reproduction est simple, et que le consommateur n'a toujours que sa provision en blé. Supposez, au contraire, que la suppression du monopole la lui procure à 50 liv., il y a ici double production. En effet, le consommateur aura également toute sa provision en grains, et avec les 50 livres qui lui resteront, il produira de nouvelles valeurs. La suppression du monopole serait donc également avantageuse à l'Angleterre et aux nations qui commercent avec ce pays.

Parmi tous les écrits que nous avons sous les yeux, aucun n'a déduit les causes du bas prix des produits agricoles, avec plus de clarté et d'exactitude, que le Mémoire du baron de Voght, inséré dans le cahier que nous avons cité, ou Recueil d'écrits sur l'économie rurale. La cause générale lui paraît être la surabondance des produits. Que cette surabondance existe réellement, la durée de l'empressement des producteurs à offrir leurs denrées ne laisse aucun lieu d'en douter. Mais quelles sont les causes de cette surabondance apparente? Il faut les chercher: 1^o dans l'élévation des prix, pendant trente ans, hausse que l'on doit considérer comme la plus forte prime qui ait pu pousser à une production toujours croissante, et qui, dans l'orient, comme dans l'occident de l'Europe, a déterminé une extension et un perfectionnement progressifs de l'agriculture. Le partage des biens communaux, la multiplication et le morcellement des terres arables, une foule d'autres circonstances se sont combinées pour augmenter les récoltes. L'immense consommation occasionnée par la guerre procurait des acheteurs à ces produits sans cesse multipliés, et entretenait la demande à des prix élevés. 2^o Dans le concours de toutes ces causes pour l'augmentation des produits, accrus encore par la fertilité des six années de sécheresse et de chaleur qui se sont écoulées de 1819 à 1825.

Pendant que toutes ces causes concouraient avec la plus vive activité, des causes contraires, et non moins fortes, ont tout-

à coup diminué la demande. 1^o La guerre a cessé, et avec elle, cette consommation immense et prodigue au-delà de toute mesure, surtout en alimens pour les hommes et les animaux. Les vastes approvisionnemens que provoquait cette prodigieuse consommation se sont arrêtés, et le cultivateur s'est trouvé avec ses greniers et ses granges pleines, sans avoir à qui vendre ses denrées. Cette circonstance suffisait déjà pour faire baisser les prix ; chacun se hâtait d'autant plus de se débarrasser de ses denrées que les récoltes continuaient de se montrer abondantes, que, par conséquent, les provisions s'accumulaient de plus en plus, et que, si le bon marché et l'accroissement de la population augmentaient peu à peu la consommation, cette augmentation était loin de se trouver en proportion avec la diminution de consommation opérée par le concours de la fin de la guerre avec d'autres circonstances. 2^o La baisse des prix rendait l'offre et le besoin de vendre encore plus pressans ; car les dépenses avaient plutôt augmenté que diminué, et pour payer les rentes, les fermages, les intérêts, les frais de culture, on était forcé de donner à bas prix une bien plus grande quantité de produits agricoles, que l'on n'en avait vendu pour des prix élevés. L'offre se multipliant donc toujours et devenant sans cesse plus pressante, les prix ne pouvaient manquer de tomber encore plus bas. 3^o L'exportation des grains en Angleterre a cessé tout-à-coup, en partie par l'effet des lois anglaises sur les grains (*Corn bill*), qui équivalaient à une prohibition, et en partie aussi, par l'effet du développement de l'agriculture anglaise, rendue capable de pourvoir à l'approvisionnement national, en temps de paix, progrès qui auraient diminué de beaucoup l'importation, lors même que les mesures nouvelles concernant les grains n'eussent point été adoptées ; des obstacles pareils se sont opposés à l'écoulement des grains de l'Allemagne dans d'autres pays. 4^o Et enfin, sous l'empire de toutes ces circonstances, les commerçans en grains n'ont plus été portés à employer leur argent en achats considérables et en spéculations sur une hausse, lorsque rien n'en donnait l'espoir. Par cette raison, les approvisionnemens de ce genre ont d'autant moins trouvé d'acquéreurs en nombre suffisant, même au plus bas prix, que les emprunts en effets publics sont venus offrir aux capitalistes des bénéfices certains.

Nous croyons avoir pleinement éclairci, par la déduction de toutes les causes que nous avons signalées, l'origine et la durée du bas prix des grains. Nous croyons également avoir montré que le manque de numéraire n'avait pas la moindre influence sur ce fait. On peut être certain que personne ne donnerait un denier de plus que le prix courant pour un boisseau de grains, quand même son avoir en argent s'augmenterait.

III. Des remèdes au bas prix des grains et autres produits agricoles, à l'état de souffrance des cultivateurs, à l'appauvrissement des états, et particulièrement de l'Allemagne.

Ces trois faits diffèrent absolument, et ne dépendent pas nécessairement l'un de l'autre. Le blé et les autres produits agricoles peuvent être à bas prix dans un pays, et le cultivateur peut y être fort à son aise; le pays peut même voir augmenter sa richesse annuelle, tandis que la durée du bon marché se prolonge : c'est probablement le cas pour l'Allemagne. Il peut donc être utile de considérer d'abord à part chacun de ces trois faits, et d'en examiner ensuite les relations réciproques.

L'argent n'est qu'un moyen secondaire pour déterminer la cherté et le bon marché. Il y a bon marché toutes les fois que la masse du peuple peut aisément se procurer toutes les nécessités de la vie et satisfaire ses besoins usuels par son travail, en épargnant quelque chose pour l'avenir et pour sa famille. Peu importe, dans ce cas, la quantité d'argent dont il dispose : les denrées sont les besoins de la vie; le travail est au vrai l'argent qui les paie; mais le travail ne pouvant être assez divisé, ni changé en substances susceptibles de se conserver, on est convenu d'avoir pour monnaie, ou moyen d'évaluation et d'échange un produit très-divisible, peu sujet à varier dans sa valeur, apte à représenter les diverses quantités de travail, d'un emploi commode dans l'usage de la vie, et recevant pour cette raison le nom de monnaie. Cette monnaie devient ainsi la mesure la plus approximative et la plus facile de la valeur de tous les objets échangeables; mais il faut comparer entre elles les quantités et les qualités du travail, si l'on veut se faire une idée de la valeur réelle d'une somme quelconque de monnaie : car cette somme, à son tour, a pour mesure de sa valeur effective la quantité et la qualité de travail qu'on peut obtenir par son

échange. Ajoutons qu'une mesure parfaite de toutes les valeurs est aussi peu facile à trouver que la quadrature du cercle. Mais la monnaie et la quantité jointe à la qualité du travail, comparées et vérifiées l'une par l'autre, fournissent une mesure dont on peut et dont on doit se contenter, parce qu'elle est la plus approximative de toutes.

Les marchandises ne peuvent se produire qu'autant que les mobiles de la production sont maintenus en activité. Il s'ensuit que toutes les marchandises, pour que la production en soit tenue constamment au courant de la demande, doivent obtenir un prix en monnaie, qui entretienne l'activité des mobiles de la production et en remplace les frais. Ainsi, tant que les mobiles de la production des blés conservent leur activité, le prix des grains en monnaie doit suffire pour maintenir le cours de cette industrie. Dès que les mobiles essentiels de la production ne trouvent plus d'aliment dans le prix des vivres, pas de doute que le bon marché des denrées ne soit un mal, d'abord pour ceux qui les produisent, et ensuite pour les consommateurs. Les premiers voient s'évanouir leur salaire, les autres les produits dont ils ont besoin. Mais cette circonstance même ne permet pas à cet état de choses de se maintenir longtemps. Les prix se relèvent bientôt de manière à remettre en mouvement les mobiles de l'industrie productrice.

Rien ne peut être plus avantageux à la masse d'une nation que la production des grains et, en général, des vivres, par une moindre quantité de travail, ou que l'acquisition des alimens à bon marché : car alors aucun travailleur valide ne redoute la misère. Une moindre portion de son travail suffisant pour lui procurer le pain et la nourriture, il peut disposer de la plus grande partie de son temps pour produire d'autres objets échangeables contre ceux dont il a besoin, et à l'aide desquels il peut aussi se former des provisions, ou autrement des capitaux. Si la plus grande partie des forces productrices d'un homme est employée à lui procurer les premières nécessités de la vie, le peuple n'a que très-peu de moyens pour satisfaire ses autres besoins et vit dans la misère : tel est le résultat inévitable de la cherté des vivres.

Le prix réel s'élève au prorata de l'augmentation de travail nécessaire pour faire produire ou arriver dans le pays la quan-

tité nécessaire à la consommation. Par le mot *travail*, il faut entendre non pas seulement celui qui est immédiatement et strictement employé à la production, ou à l'acquisition des vivres, mais aussi le *travail accumulé* qui met en mouvement l'agriculture : car le prix de cette portion de travail fait partie du prix des vivres. Ce *travail accumulé* consiste dans les capitaux qui impriment l'activité à la culture. Ce sont : 1^o les capitaux appliqués au prix de la terre, et pour lesquels il faut payer une rente ; 2^o ceux qui sont consacrés à l'industrie agricole, et dont une partie est appliquée aux objets nécessaires pour la culture, tels que les instrumens et outils, les constructions, les bêtes de somme, etc., pour lesquels il faut payer des intérêts, ou dont il faut remplacer le déchet, tandis qu'une autre partie consiste dans les avances qui mettent l'entrepreneur à portée de payer les salaires et les frais d'administration, en attendant la vente des fruits ; on paie l'intérêt de cette portion de capitaux que le prix des produits annuels doit en partie remplacer ; 3^o et enfin dans les impôts que l'état ou la commune exigent de la propriété, pour la protection et la sûreté du propriétaire.

Plus le prix des biens-fonds et des divers capitaux appliqués à l'agriculture est élevé, plus les rentes, les intérêts de ces capitaux et les impôts sont forts ; plus aussi il faut de travail immédiat, c. à d. employé à la culture, pour produire une quantité déterminée de grains, et plus ils se vendent cher, et *vice versa*.

S'il est un pays où le prix des grains tombe si bas que la rente et l'intérêt des capitaux divers appliqués aux terres et à la culture ne puissent plus se payer au taux convenable ; que l'avance des frais d'entretien et des salaires ne puisse plus se faire, il est clair que tous ceux qui tiraient du prix de ces denrées les rentes, les intérêts, les impôts, etc., doivent éprouver des pertes que partagent toutes les classes qui prenaient une part ou un intérêt à la production des grains.

Toutefois si, après la diminution des rentes et des capitaux appliqués à l'industrie agricole, il reste dans le pays dont nous parlons assez de terres en culture pour fournir au peuple une quantité suffisante de vivres, à de moindres frais, et à la charge de rentes inférieures, il en résultera seulement une réduction de la partie du prix des grains qui paie la rente de la terre, l'in-

térêt, du capital consacré à la culture, celui des avances, etc.; il ne restera presque que la portion du prix des grains qui paie le salaire du travail immédiat des cultivateurs, entre lesquels ce produit sera presque entièrement partagé. Le résultat sera que chaque cultivateur gagne, par son travail, la valeur de la nourriture en grains de 4 ou 5 hommes. Les hommes appliqués à d'autres industries gagnent en même temps leur nourriture avec une bien moindre quantité de travail; les 2 classes d'ouvriers agricoles et industriels ont beaucoup de travail et d'argent de reste pour satisfaire d'autres besoins et se procurer d'autres produits. Une infinité de jouissances se répandent avec le bien-être jusques dans les dernières classes du peuple. Il ne reste aux riches pour leur part exclusive que les produits qui ne s'acquièrent qu'avec de grands capitaux, et qui exigent beaucoup d'art et d'habileté.

Toutes les causes, au contraire, qui concourent à surhausser le prix des grains, plongent dans la misère une grande partie du peuple, si le salaire ne s'élève pas en même temps assez pour leur procurer tout ce qu'ils obtenaient à l'époque du bas prix des blés.

Les pays où les grains se produisent au moindre prix sont ceux où la nature a fait les frais de la fertilité, où il ne faut que peu de capitaux et de travail pour la production de la quantité nécessaire à la consommation des habitants. Le bon marché s'y maintient tant que dure cet état de choses. Mais si la population s'y accroit au point de ne plus trouver dans les grains indigènes de quoi suffire à sa consommation, ce fait donne lieu à l'une des 3 circonstances suivantes : 1^o il faut faire venir de l'étranger et des pays où le grain se produit avec surabondance et à aussi bon marché, ce qui manque pour la consommation nationale. Le prix de ces grains s'augmente des frais de transport; le prix général s'élève, et procure aux propriétaires du sol une rente que fournit l'excédant des frais de culture; ou bien : 2^o une culture améliorée produit une plus grande quantité de grains indigènes. L'augmentation des frais de culture fait hausser le prix de ces grains, et celui des grains produits à moins de frais le met de niveau avec l'autre; ou bien enfin : 3^o on se résout à mettre en culture les mauvaises terres en friche, ce qui exige de plus forts capitaux et plus de

travail ; et ce qui fait, par cette raison même, hausser le prix des produits. L'agriculture et l'industrie du peuple suivant les progrès de la population, les produits se perfectionnent et se multiplient ; le cultivateur, pour une moindre quantité de grains qu'auparavant, peut se procurer une plus grande quantité d'objets utiles, et les produits industriels se fabriquent avec tant de facilité et en si grande abondance, qu'à leur tour les travailleurs peuvent obtenir aisément avec les vivres beaucoup d'autres nécessités de la vie, et même faire des épargnes. Dans ce cas, le prix élevé des grains, non seulement n'est pas un mal, mais même contribue au bien-être général.

Cependant ce résultat n'a lieu qu'autant qu'on laisse aux causes naturelles leur action libre. Des tentatives, pour arrêter l'effet de ces causes, ou pour leur donner une autre direction, peuvent en faire sortir des résultats tout opposés à ceux que l'on avait l'intention d'obtenir. Tels sont les moyens employés jusqu'à présent par les gouvernemens pour régulariser soi-disant le prix des grains, d'après leurs vues, et encore plus les moyens proposés par des écrivains et d'autres donneurs d'avis pour remédier à la gêne des cultivateurs.

A). *Législation anglaise sur les grains.* — La cherté des grains en Angleterre en empêchait le débit à l'étranger. Pour le favoriser, on eut recours aux primes d'exportation ; elles en firent vendre au-dehors à la vérité, et procurèrent une rente plus forte aux propriétaires des terres ; elles favorisèrent en même temps la production des grains indigènes. Mais le mal l'emporta de beaucoup sur le bien : car les primes furent payées par la masse du peuple, qui paya en outre le pain plus cher. C'était en grande partie un don gratuit fait à l'étranger. Les cultivateurs gagnèrent donc aux dépens de leurs compatriotes ; ils ne gagnèrent même pas autant qu'on le croirait d'abord : car le renchérissement du grain fit renchérir les marchandises par l'élévation des salaires, et le cultivateur fut obligé de payer plus cher les objets dont il avait besoin. Le renchérissement des produits fabriqués, en diminuant le débit à l'étranger, diminua d'autant la richesse et l'industrie anglaises. En outre, la hausse des grains détourna vers l'agriculture des capitaux employés aux manufactures, et probablement à celles dont les produits échangés procuraient à l'Angleterre ce qui lui manquait en grains.

En vain, les partisans du système des primes objectent-ils qu'elles ont plutôt amené en Angleterre une baisse qu'une hausse dans le prix des grains. Ce n'est ici que le sophisme : *Post hoc, ergo propter hoc*. Le fait est que le prix aurait baissé lors même qu'il n'y aurait pas eu de primes ; car alors la baisse fut générale en Europe ; elle était donc l'effet de causes générales, qui eussent fait tomber les prix plus bas en Angleterre sans les primes. Les inconvénients du système des primes dans ce pays sont généralement reconnus aujourd'hui, et même par ses hommes d'état éclairés. On est convaincu que le prix des grains a baissé, non pas à cause du système des primes, mais malgré ce système.

L'accroissement progressif de la population en Angleterre ayant rendu la culture anglaise insuffisante pour nourrir cette multitude, avec le système d'exportation encouragée par les primes, on y renonça ; et la législature eut recours à un moyen opposé. En 1815, le gouvernement défendit l'importation des grains étrangers, tant que le prix des grains indigènes ne s'élèverait pas au-dessus de 80 schellings le quarter de froment. C'était une prime indirecte pour la culture indigène. Le surhaussement du prix permettant d'augmenter les frais de culture, on put augmenter les produits par l'amélioration des terres déjà cultivées et la mise en culture des terres en friche, moyens qui élevèrent les produits de l'agriculture nationale au niveau de la consommation. Les cultivateurs étaient certains de n'être point troublés dans leur monopole par les grains étrangers, tant que le prix de leurs fromens ne tombait pas au-dessous de 80 sh. le quarter. De nouveaux capitaux affluèrent donc vers l'agriculture anglaise.

Le perfectionnement de cette industrie, la suppression des communaux, la clôture des biens-fonds jusques-là confondus, enfin toutes les mesures propres à améliorer la culture furent adoptées. Ainsi, par toutes ces mesures, la Grande-Bretagne réussit à se procurer en temps ordinaire la quantité de grains nécessaire à sa consommation par ses propres moyens, et à se passer des étrangers. Mais loin d'être, comme on l'avait cru d'abord, avantageuses à la masse de la nation, ces dispositions nouvelles portèrent à son bien-être de rudes atteintes, auxquelles on n'a cru pouvoir appliquer un remède qu'en aban-

donnant peu à peu la police relative aux céréales. En effet, le haut prix des grains nécessitait une hausse proportionnelle des salaires, qui mit les ouvriers des manufactures, etc. en état de se procurer leurs vivres : autrement ils tombaient dans la plus profonde misère. Le perfectionnement de la division manufacturière, à l'aide de la division du travail et de l'invention des machines, soutint quelque temps la classe ouvrière par la réduction des prix et la multiplication des produits fabriqués, circonstances alors favorables au débit. L'excédant de leurs salaires, prélèvement fait du haut prix du pain, leur suffisait encore pour se procurer les autres nécessités de la vie. Mais bientôt l'exclusion des grains étrangers, qui servaient aux pays d'importation à payer les produits des fabriques anglaises, et le défaut d'autres débouchés pour leur superflu en céréales ne leur permettant plus d'acheter les produits manufacturés de l'Angleterre, le débit de ces produits y diminua d'autant ; ils s'accumulèrent ; l'offre surpassa la demande ; les prix tombèrent trop bas : de là les banqueroutes, l'impossibilité pour les classes fabricantes d'atteindre au prix élevé des céréales, et la misère de ces classes ; de là perte de capitaux, détournement de l'argent vers d'autres emplois. Ainsi la police des grains occasiona à la masse de la nation des dommages qui probablement excédèrent le gain des propriétaires et des fermiers. Si le gouvernement eût laissé libres la culture et le commerce des blés, sans doute que beaucoup de champs fussent demeurés incultes, et que la culture n'eût point atteint le même degré de perfection et d'extension dans la Grande-Bretagne ; mais, en récompense, l'Angleterre eût acheté ses grains à l'étranger, à des prix bien inférieurs, et elle leur eût vendu une quantité toujours croissante de marchandises. Si le monopole n'eût pas élevé trop haut le prix des grains anglais, les salaires se seraient maintenus à leur taux naturel ; les pays abondans en grains auraient conservé leurs moyens de solder les produits de l'industrie britannique ; les capitaux eussent également conservé leur direction, et les diverses industries n'eussent point reçu de nouvelles atteintes. Enfin, si la cessation subite des énormes dépenses de la guerre n'en avait pas moins arrêté en Angleterre, comme ailleurs, le cours de beaucoup de branches d'industrie, et opéré une révolution dans le prix des denrées, les conséquences de ce fait

n'eussent point été aussi fatales qu'elles le sont devenues par suite de la mauvaise législation céréale de la Grande-Bretagne.

Il ne faut pas cependant, comme le fait M. Steimmig, attribuer uniquement l'état de souffrance de l'agriculture allemande à cette législation prohibitive du commerce des grains produits hors de l'Angleterre. Le mal atteste, comme nous l'avons vu, le concours de causes encore plus actives; mais d'autres causes aussi, dont cette prohibition même détermine l'activité, au lieu d'opérer comme circonstances aggravantes, agiront comme remèdes. Supposons la durée et même un surcroît du bas prix des grains en Allemagne; admettons les pertes qui en résultent pour les propriétaires et leurs créanciers, la diminution des capitaux consacrés à l'agriculture, celle des fermages et du commerce extérieur: toutefois la culture des grains ne tombera pas dans la décadence que pourraient faire présager les dommages éprouvés par les cultivateurs; car si les rentes et les fermages baissent, beaucoup de propriétaires exploiteront eux-mêmes. On trouvera des méthodes de culture qui, avec de petits capitaux et un petit nombre de bras, produiront de bonnes récoltes; le bon marché des vivres augmentera la population. Ce bon marché laissant beaucoup de temps libre aux ouvriers, les manufactures, les travaux d'industrie, par conséquent les moyens d'échange avec les cultivateurs, se multiplieront; des fabriques indigènes remplaceront les fabriques anglaises dont on ne peut plus payer les produits avec les grains. De là de nouveaux consommateurs pour les grains de l'Allemagne, qui ne s'exportent plus, et pour les marchandises nouvellement fabriquées dans ce pays. L'économie accumulera de nouveaux capitaux; le temps, l'industrie, l'esprit d'invention, répareront les pertes qu'on a essuyées; une meilleure police intérieure, en écartant les obstacles qu'éprouve le commerce, en favorisant sa liberté, en laissant à l'industrie le libre développement de toutes ses forces, deviendra le plus sûr remède au mal dont on se plaint.

B. *L'augmentation de la masse de la monnaie* est recommandée par beaucoup d'économistes et d'hommes d'état, comme le principal moyen de relever le prix des grains, et de rendre ainsi de l'activité à l'agriculture et aux autres industries. Nous avons déjà signalé l'illusion de cette opinion. L'accroissement de la

demande pour une même quantité de produits peut seule en faire hausser le prix en argent. Mais l'augmentation de l'argent n'augmente pas la demande, tant que l'accroissement du numéraire ne résulte pas de l'augmentation du nombre de consommateurs en état de payer : or, cela n'arrive que quand le montant de l'accroissement du numéraire a fait naître des industries et des produits qui augmentent la demande. L'argent ne peut donc multiplier les produits que quand ils sont demandés, et la demande ne s'accroît qu'avec les moyens d'échange et les débouchés. L'objet de l'argent ou de la monnaie est uniquement de faciliter les échanges. Toutefois, il ne faut que peu de monnaie comparativement aux objets échangeables, et le commerce peut même se faire sans monnaie. L'essentiel est la multiplication de produits vivement recherchés. Il se trouvera toujours et promptement de l'argent pour les acheter et pour réparer, par la facilité des échanges, les pertes qu'on aura éprouvées.

Il résulte de ces observations qu'on a peu de ressources à attendre, pour le mal actuel, de l'accroissement de la quantité de l'argent, ou des *médiums* de circulation qui y suppléent, et, par conséquent, des projets présentés dans cette intention par plusieurs des écrivains que nous avons cités.

Ainsi, par exemple, et en 1^{er} lieu, M. de Bülow-Cummerow, indique le *papier-monnaie*, comme un remède certain au mal qui nous travaille. Suivant lui, l'argent est maintenant la base de la prospérité publique. Mais dans les 30 dernières années il s'est écoulé en Asie et en Angleterre, et ce qui en est resté, s'est accumulé dans les mains de quelques grands capitalistes. Pour remédier à cette disette de métaux, si fatale au bien-être du peuple, il ne s'agit, suivant cet écrivain, que de rendre la monnaie indépendante du produit des mines, en créant un *papier-monnaie*, à qui l'on prêterait la valeur des métaux. Chaque état pouvant ainsi avoir son moyen d'échange devient, à cet égard, indépendant des autres.

L'exemple de beaucoup de peuples prouve, dit-il, qu'un papier-monnaie peut très-bien suffire au commerce intérieur. Les métaux ne sont nécessaires à un peuple, que pour la quantité nécessaire à son commerce extérieur. Il est facile de se la procurer, quand l'emploi en est borné à ce que l'on ne peut acheter qu'avec de l'argent. Quant au papier-monnaie, il conservera

dans l'intérieur, la valeur de l'argent, toutes les fois que la constitution du pays aura su prévenir l'abus qu'on peut en faire, et que la quantité mise en circulation se proportionnera aux besoins. Les rédacteurs de l'*Hermès* auraient dû ajouter ici que le papier-monnaie n'étant qu'une promesse d'argent ou de travail accumulé, échangeable à la volonté du porteur, promesse acceptée par le crédit, il ne peut avoir cours, même dans l'intérieur d'un pays, qu'autant que le crédit l'accepte, et pour la quantité qu'il juge convertible, soit, *ad libitum*, soit, au moins, à des époques qui lui conviennent, ce qui suppose toujours la faculté de réaliser en espèces, dans un temps donné. Ainsi un papier-monnaie dont la réalisation en espèces ne serait point prévue à l'époque du besoin et pour la quantité émise, n'obtiendrait point de crédit, et ne serait jamais que du papier sans valeur, même pour le commerce intérieur d'un pays. Ces observations, au surplus, n'avaient pas complètement échappé à l'attention de l'*Hermès*, comme on le verra ci-après.

Le Rédacteur, continuant l'examen du projet de M. de Bulow-Cummerow, fait voir l'insignifiance de son papier-monnaie comme remède au mal dont on se plaint. Grâce à la circulation et aux échanges, dit-il, 10 millions de thalers peuvent suffire pour la circulation, de 100 ou 200 millions et plus de biens et de marchandises. Supposez un capital national d'un milliard, on en détachera aisément dix millions pour se procurer l'argent nécessaire à la circulation des 990 autres millions, et ce sera un avantage que de remplacer ces 10 millions d'espèces par un *medium* équivalent de circulation. On n'a jamais manqué d'argent, quand on a eu à offrir en échange des valeurs recherchées. Mais ceci n'est point une panacée qui guérisse de tous les maux. Les capitaux, les approvisionnements immenses dévorés par la guerre, n'en seront pas moins perdus. L'argent ne se reproduira pas dans le pays d'où il est sorti, tant que les valeurs qui y ont souffert des déchets si considérables n'y seront pas remplacées. Le moyen d'y rappeler l'argent, c'est d'y faire renaître les valeurs perdues et détruites, et de faire que les étrangers éprouvant le désir de se les procurer, nous apportent l'argent que nous préférons à ces valeurs. En un mot, vouloir augmenter dans un pays la masse du numéraire, avant que la reproduction des valeurs équivalentes aux pertes éprouvées ait rappelé cette

12^e prise, ou indépendamment de la multiplication des objets vé-
raux, c'est méconnaître complètement la nature et les moyens
de circulation de la monnaie. M. de Bulow-Cummerow n'avait
donc pas assez réfléchi sur la valeur et le mouvement de l'argent
lorsqu'il a proposé son projet.

2^o C'est aux mêmes causes que le comte de Soden attribue la
détresse actuelle, dont il trouve la source dans le trop grand
écoulement du numéraire au dehors pour solde de marchandises
étrangères et de dettes publiques. La prolongation de ce mal lui
fait prévoir l'appauvrissement complet de la patrie, et surtout
des contrées méridionales. Les seuls moyens, dans son opinion,
d'arrêter la baisse du prix des grains, et de remédier au mal
causé par l'exportation de l'or et de l'argent, sont, 1^o de retirer
du marché une partie des produits surabondans, afin de faire
hausser le prix par sa rareté; 2^o d'augmenter le moyen d'é-
change, qui détermine le prix de tous les biens d'après leur me-
sure universelle, l'argent.

Voici, en conséquence et sommairement, le plan de M. de
Soden. Si les grains n'ont point atteint un prix moyen déter-
miné, l'État achète la quantité qui ne peut pas se vendre, à un
florin le boisseau, au-dessus du prix moyen courant, et délivre
un reçu que l'on accepte, dans les caisses publiques, en paiement
des contributions; le transfert en a lieu à la volonté du porteur.
La livraison du grain n'est exigible que trois mois après la déli-
vrance du reçu, que le porteur peut rendre auparavant, s'il a
trouvé à vendre son grain. Tant qu'il le garde, il est redevable
du montant à l'État, comme d'un impôt. Les frais de régie sont
à sa charge, pour une retenue de 1 pour cent, qui s'opère sur
la plus value qu'on lui accorde sur le prix courant. Ces reçus
sont valables pour un an, si le prix des grains ne s'est pas re-
levé, ce qui paraît à peu près impossible à l'auteur, puisque la
diminution de la quantité vénale au marché ne peut, à son avis,
manquer d'amener une hausse. Si, au bout de ce temps, le por-
teur n'a pas rendu le récépissé qu'il a en mains, le montant en
est exigible comme un impôt. L'auteur ne dit pas si c'est en
nature ou en argent.

L'illusion de ce projet saute aux yeux. Le grain ainsi vendu
n'est réellement pas retiré du marché, puisque les récépissés ne
font que représenter la quantité achetée par l'État. Comment

donc le prix hausserait-il, tant que la demande n'augmente pas. Tout l'avantage apparent pour le producteur est la facilité d'acquiescer les impôts avec ses récoltissés, et d'obtenir 1 florin par boisseau, au-dessus du prix du marché. Mais il faut déduire de ce bénéfice les frais de régie qu'il supporte; 2^o les pertes qu'il peut éprouver sur son grain, tant qu'il le garde, par le feu, les insectes, les rats et les autres causes de détérioration. La quantité qu'il est obligé de livrer en définitif est fixée par le reçu, et il ne sait jamais quelle sera pour lui la valeur effective laissée à sa garde, puisqu'il ne peut déterminer d'avance la valeur de la quantité de blé qui lui restera. Si la fertilité des terres et une succession de récoltes abondantes accumulent dans les mains des producteurs les bons du trésor, comme les impôts ne pourront en absorber qu'une faible portion, et qu'avec ces bons on ne peut en définitif obtenir que des grains, le prix ne pourra que subir une baisse continue jusqu'à ce qu'ils perdent toute valeur. De la monnaie qui ne représente que du grain qu'on ne demande pas, n'est, en dernier résultat, que ce grain même, et ne saurait par conséquent avoir plus de valeur. On ne conçoit pas qu'un homme tel que M. de Soden ait pu se promettre quelque avantage réel d'un pareil plan. Car si l'État continuait à recevoir dans ses caisses tous les bons représentant du grain, il se trouverait bientôt dans le même embarras que les particuliers que la surabondance empêche de s'en défaire.

Le projet de M. Gall est encore plus hardi; il veut que les bons délivrés par un magasin public de grains à ceux qui y déposeraient leurs produits surabondans, aient cours dans le commerce comme numéraire. Il a oublié que la qualité essentielle du numéraire, c.-à-d. la stabilité de sa valeur qui n'est sujette qu'à des variations presque insensibles, manquait tout-à-fait à ce papier-monnaie. En effet la valeur des métaux varie tout au plus de 2 p. 100. Celle des grains, au contraire, peut varier de 20, 100, ou même 200 pour 100. Aucun objet n'est donc moins susceptible de servir de monnaie. Si, par exemple, je prête des bons de magasin à une époque où chaque bon de cent livres vaut une demi-once d'argent, et que mon débiteur me rembourse quand il ne vaut plus qu'un quart d'once, ne perdrai-je pas la moitié de ma créance?

M. Koschütski ne nous paraît pas plus heureux dans son

projet d'extension du système de cédulas hypothécaires prussien. Il voudrait les multiplier et les subdiviser, de manière à en faire une monnaie qui remplacerait l'argent. Mais ces cédulas portant intérêt ne représentent réellement que la masse de l'argent hors de la circulation. Elles ne conviennent qu'aux hommes pécunieux qui veulent tirer parti et profit de leurs capitaux, sans les aliéner. Le crédit de ces cédulas suppose abondance de numéraire pour les échanges : mais elles ne valent rien pour la circulation ; car que représentent-elles ? des droits sur un bien-fonds qu'on ne peut faire circuler, et avec lesquels on ne peut payer ni les ouvriers ni les fournisseurs.

Un projet de ce genre, proposé par M. Steimmig, nous paraît mieux conçu. Il voudrait que son papier-monnaie, portant intérêt, prît dans les caisses publiques et privées la place du numéraire qui y dort, au moyen de quoi l'on parviendrait à s'en procurer. L'argent séjournant long-temps dans les caisses publiques avant d'être livré à la circulation, si l'on pouvait à l'instant en convertir la masse en monnaie portant intérêt, cet intérêt serait gagné par l'état, et lui fournirait des ressources importantes pour la liquidation de la dette publique, dont les coupons de rentes serviraient comme monnaie portant intérêt. Cette idée nous paraît de nature à fixer sérieusement l'attention des hommes d'état.

Venons maintenant au projet de M. de Seutter. Cet écrivain propose de diminuer de moitié la valeur réelle des monnaies allemandes, en leur conservant leur valeur nominale actuelle. C'est, en définitif, et nous ne croyons pas nous tromper, à cette réduction des monnaies qu'aboutit son plan dont l'exposé ne laisse pas d'être assez obscur. Le but de l'auteur est de remédier à l'insuffisance du numéraire, qui lui paraît, ainsi qu'à presque tous ceux qui ont écrit sur le même sujet, la cause principale de la détresse actuelle. Nous ne pouvons trop nous étonner d'un pareil projet, d'un projet aussi décrié d'avance, de la part d'un homme du mérite de M. de Seutter. Comment a-t-il oublié que toute réduction de monnaie à une valeur réelle au-dessous de la valeur nominale n'était qu'une banqueroute, qu'une spoliation mal déguisée, et dont on n'est pas long-temps dupe, mais dont l'unique résultat est, par exemple, dans son hypothèse, de priver les rentiers, les salariés, etc., de la moi-

tié de leurs revenus, en leur faisant payer au double les denrées, ou en diminuant de moitié la quantité de celles qu'ils veulent se procurer. Toutefois les vues de M. de Seutter pour l'amortissement des dettes nationales et communales, ainsi que ses observations sur les dangers d'un système d'amortissement adopté à contre temps, méritent toute l'attention des lecteurs.

G.) — *Revue générale des moyens proposés pour remédier à la crise actuelle, surtout en Allemagne, et considérations sur les effets du système prohibitif.*

Un grand nombre de personnes voyant toujours l'origine de la crise actuelle dans la disparition du numéraire, qu'elles attribuent principalement à la recherche des marchandises étrangères, ont cherché le remède à ce mal dans le régime prohibitif ou, ce qui revient à peu près au même, fortement restrictif. Ils y voient un moyen de retenir l'argent dans le pays, d'y exciter aussi les progrès de l'industrie, d'y multiplier les produits dont l'échange donnera de la valeur aux produits maintenant surabondans de l'agriculture.

Il y a quelque chose de vrai dans ces vues; mais pour les apprécier, il faut tenir compte de toutes les circonstances qui influent sur l'industrie et le commerce intérieur et extérieur. Regrettant de ne pouvoir suivre l'*Hermès* dans le développement très-intéressant qu'il donne à ses considérations sur ces diverses circonstances, nous tâcherons d'en indiquer les principaux résultats.

Ce qui contribue essentiellement au bien-être d'un peuple, c'est le mode de division des différens genres de travaux, et la facilité d'échange d'une multitude de produits entre le plus grand nombre possible d'individus. Or, pour multiplier les produits, il faut des capitaux, il faut aussi 1^o des consommateurs, c. à d. des hommes qui éprouvent le besoin de tous les produits mis en vente, et qui soient en état de les payer; 2^o des hommes ayant l'aptitude à produire; 3^o des capitalistes prêts à avancer les frais de production.

Nous avons montré que l'appauvrissement de l'Allemagne tenait à 3 causes principales: 1^o à l'énorme dilapidation de capitaux et de produits de tout genre, opérée par une guerre de 30 années. 2^o A la cessation subite des industries créées par la

guerre, événement qui, réduisant à rien une foule de valeurs et d'activités, condamnait à l'inaction tous les capitaux employés à les mettre en œuvre. 3° A l'emploi de ces capitaux en achats des effets consacrés à la liquidation des dettes publiques, lesquelles non seulement ne rapportent rien à une nation, mais la grèvent d'une masse d'intérêts. Ajoutez à ces causes les prohibitions qui ont défendu en Angleterre et en France des produits agricoles de l'Allemagne. La clôture de ces débouchés a produit le double effet d'avilir ces produits qui ne pouvaient plus servir au paiement des marchandises tirées des pays de prohibition, et d'obliger à payer ces marchandises en argent. Il ne faut pas croire cependant, comme beaucoup de gens, que la consommation des produits exotiques se soit augmentée. La diminution des revenus nationaux a dû, au contraire, rendre les importations moins nombreuses. Malgré les prohibitions, une grande quantité de produits indigènes trouve toujours son écoulement dans l'étranger. L'argent qu'on retire de ces exportations sert, ou à remplacer celui qui s'est écoulé au dehors, ou à payer les produits des pays où le numéraire seul est reçu. Mais plus l'argent devient rare chez nous, et plus le prix de nos marchandises indigènes est bas, plus ces pays trouvent d'avantages à en recevoir au lieu d'argent, puisqu'ils les paient alors moins cher, et c'est ainsi que la rareté de l'argent dans un état l'y ramène. La persévérance d'un pays étranger à ne vouloir de nous que de l'argent ferait cesser tout commerce avec lui. Il n'y aurait plus lieu à échanges entre les deux contrées.

Un pays qui a fait de grandes pertes en numéraire n'a d'autres moyens pour réparer ces pertes que l'économie et l'accroissement de l'industrie, remèdes qui n'agissent qu'avec le temps. Tout moyen soudain d'augmenter la masse de l'argent est chimérique ou nuisible.

Le plus ou moins de rapidité pour le rétablissement de l'aisance nationale dépend surtout de la manière dont les élémens de la richesse, et spécialement les terres, sont divisés entre les habitans.

Si les propriétés foncières sont concentrées entre les mains d'un petit nombre d'individus, et si la masse occupée à l'agriculture n'est composée que de salariés, les produits surabondans se partageront entre les propriétaires, et ceux-ci ne lais-

seront à la multitude laborieuse que la portion strictement nécessaire pour qu'elle puisse continuer de travailler. Les propriétaires ne consommant qu'une partie de ces produits, ils emploieront le surplus à se procurer les objets de leurs désirs; mais, le pays ne leur en offrant que peu, soit faute de capitaux et de mains pour les produire, soit parce que la consommation d'un petit nombre de riches propriétaires et de hauts fonctionnaires ne saurait suffire pour alimenter de grandes manufactures et de grands travaux d'arts, ils chercheront des produits étrangers. Ainsi la surabondance des produits bruts ne trouvera guère de débit qu'au dehors. Plus ces produits s'y vendront cher, plus il y aura d'avantage pour les propriétaires. Leurs bénéfices sont employés, partie à payer au dehors les produits qu'ils ne trouvent pas dans leur pays, partie à payer dans leur pays même quantité de services et de travaux, mais dont le cercle ne s'étend pas au-delà des dépenses immédiates des propriétaires, ou de celles des serviteurs et des ouvriers qu'ils emploient, cercle de dépenses qui ne peut jamais être bien considérable comparativement à la consommation de la nation entière. Mais que les débouchés extérieurs viennent à être fermés au pays dont nous parlons, la valeur du superflu des propriétaires et leur bien-être s'évanouissent. Toutefois les salariés n'y perdent que peu; car on ne pourrait diminuer leurs salaires déjà réduits au taux le plus bas, sans les rendre incapables de travailler.

Dans un tel pays, et tant que les débouchés extérieurs restent fermés, le seul moyen pour les propriétaires de rendre de la valeur aux produits bruts de l'agriculture, c'est de répartir leurs terres entre des cultivateurs diligents et habiles. Chacun ayant autant de terre qu'il pourra en cultiver librement avec sa famille et quelques aides, l'exploitant triplera, quadruplera la récolte pour la consommation des travailleurs: le maître se contentera d'une portion moindre, et le surplus restera comme profit à l'exploitant et aux cultivateurs. Ceux-ci étant disposés à échanger leur superflu pour d'autres besoins auxquels s'empresseront de pourvoir ceux qui n'ont pas d'autres ressources que leur travail, ce superflu créera dans le pays des ouvriers et des artistes prêts à fournir aux cultivateurs les objets de leurs besoins, en échange de leurs grains, qui obtiendront ainsi une

valeur dans le pays même, sans que l'on soit obligé de la chercher au-dehors. Cette nouvelle classe de consommateurs ayant du temps de reste l'emploiera à multiplier les produits qu'elle élabore, pour les vendre au-dedans ou au-dehors; ainsi la prospérité s'accroîtra avec la population.

Mais, si dans un autre pays, les terres, au lieu d'être concentrées dans un petit nombre de mains, sont divisées en portions d'une étendue suffisante entre la masse de la population, les relations de travail et d'échange s'y seront établies entre les campagnards et les citadins, comme on le voit dans la plupart des contrées de l'Europe. Ce pays produisant assez pour la consommation nationale et en outre pour l'exportation, la culture souffrira de la clôture des débouchés. Il n'y aura non plus qu'un remède à ce mal, si l'on ne peut se procurer d'autres marchés à l'extérieur. Il faudra donc diviser les plus grandes propriétés de manière à multiplier le nombre des propriétaires moyens, dont les besoins multiplieront les produits fabriqués, le nombre des ouvriers, et donneront de la valeur aux produits bruts, en leur procurant des consommateurs nationaux. Ce changement dans la répartition des propriétés ne pourra sans doute s'opérer, même librement et d'accord (car il ne saurait en être question autrement), entre les parties intéressées, sans qu'il en résulte une crise. Il y aura perte de capitaux employés à maintenir le prix élevé des produits bruts, etc., et beaucoup de classes souffriront, particulièrement celles qui tiraient leurs revenus du haut prix des grains, et des profits élevés des cultivateurs. A la vérité la prospérité de la nation prise en masse n'éprouvera pas un échec aussi violent qu'on le croit communément, puisque la plus grande partie des consommateurs de grains gagnera, par le bas prix, ce que perdront les producteurs. Cependant cette vicissitude n'en sera pas moins un grand malheur, plus douloureux pour ceux qui perdront ce qu'ils avaient, qu'il n'en résultera de bonheur pour ceux qui obtiendront un gain sur lequel ils n'avaient pas compté.

Beaucoup de gens trouvent trop lents ces remèdes à la crise actuelle, ou même n'en attendent presque aucun résultat. Ils veulent hâter la cure, ils suggèrent aux gouvernemens des moyens plus prompts et qu'ils croient plus efficaces. Ces moyens, en partie déjà mis à exécution par les gouvernemens,

peuvent se réduire à trois que nous examinerons plus à fond. 1^o Augmentation artificielle du numéraire. 2^o Réduction artificielle de la quantité des produits bruts, par le dépôt de ces produits dans des magasins, des greniers publics, etc. 3^o Augmentation des produits fabriqués indigènes par un système prohibitif rigoureux des produits étrangers.

L'*Hermès* n'ayant guère fait que résumer les preuves précédemment établies de l'insuffisance des deux premiers moyens, nous passons, sans nous y arrêter, à ses réflexions sur le 3^e, pour en offrir la substance au lecteur.

Augmentation de la production indigène à l'aide des prohibitions.

— Chercher dans l'accroissement de la production indigène, le remède à l'appauvrissement du pays, c'est se placer sur la bonne voie. Point de doute qu'en fabriquant de nouveaux produits industriels, on ne rehausse la valeur des produits bruts, en leur procurant dans l'intérieur de nouveaux consommateurs, que leurs travaux mettent en état de les payer. Mais pour créer ces produits industriels, deux conditions sont surtout nécessaires. Il faut de nouveaux capitaux et des industries nouvelles. Si donc on emploie des ressources artificielles, qui ne remplissent point ces conditions, il n'y aura pas réellement augmentation, il n'y aura que changement de produits.

Beaucoup de personnes, et même des hommes réfléchis, pensent que l'usage des marchandises étrangères nuit à la production indigène. On croit remédier à cet inconvénient, en prohibant les produits exotiques dès que l'on imagine pouvoir les faire naître, ou les remplacer chez soi. Mais, avant de prendre ce parti, il faut examiner en quoi consistent les avantages du commerce de peuple à peuple, si ce commerce est libre. Point de doute que les denrées qu'ils échangent sont le superflu de celles que chacun de ces deux pays produit avec le plus d'abondance, en meilleure qualité et à meilleur marché, à raison des avantages du sol, de la situation, et des facilités que son industrie tire d'une foule de circonstances. Ce commerce enrichit les deux pays, en portant à meilleur compte, à l'un, le superflu de l'autre. Peu importe que l'un des deux paie l'autre en argent, pourvu que les marchandises qu'il achète, lui coûtent moins cher qu'ailleurs, et qu'il ait trouvé à placer avantageusement dans un troisième pays la portion de ses produits dont le prix lui

procurera le numéraire nécessaire pour ses achats. Mais, pour être également avantageux aux deux peuples qui traitent ensemble, les échanges doivent être libres, et n'avoir pour mobile que celui qui détermine les échanges entre deux particuliers éclairés sur leurs intérêts, c. à d. l'idée d'une plus grande valeur pour eux attachée à l'objet qu'ils reçoivent en échange. Si ces deux peuples ne trouvent point à vendre dans leur pays leurs produits respectifs, et que leur commerce vienne à cesser avec l'extérieur, les industries qui enfantent ces produits s'arrêteront. Mais au total, les importations étrangères ne peuvent devenir désavantageuses pour l'Allemagne que si elle les paie sur les capitaux, sans reproduire à la place des valeurs équivalentes. Néanmoins ce commerce même trouverait des bornes dans la somme des capitaux que l'on pourrait y appliquer, et il importerait assez peu que ces capitaux fussent consommés en marchandises indigènes, ou en produits étrangers. Car si un capital est employé à l'achat de vins indigènes, par exemple, il fournira bien aux propriétaires de vignobles le moyen de produire une nouvelle récolte. Mais, s'il ne s'est pas formé un nouveau capital pour l'acheter, le vignoble ne produira plus, faute de consommateurs. Le résultat de tout ceci est, qu'aucun système prohibitif ne peut procurer à un pays un avantage réel et durable : le bien qui paraît en résulter, n'est qu'un bien illusoire. Par exemple, que le sucre colonial soit prohibé; il s'élèvera, sans doute, des fabriques de sucre indigène, et ce nouveau produit répandra le mouvement et la vie autour des fabriques. Mais d'où viendront les capitaux appliqués à cette industrie? Certes la prohibition n'en créera pas. Il faudra donc y appliquer ceux qu'on a sous la main. Mais ceux-ci avaient déjà leur emploi. Si l'espoir d'un plus grand lucre les enlève à l'industrie qu'ils mettaient en activité, cette industrie en diminuera d'autant. Le pays devra donc à ces capitaux la fabrication du sucre; mais il perdra le travail productif dont ils étaient le mobile. Supposez que cette perte tombe sur le commerce des toiles, que l'on échangeait contre le sucre colonial, remplacé maintenant par le sucre indigène, la nation perdra évidemment plus qu'elle ne gagnera à ce changement; car l'industrie qui employait les capitaux détournés n'avait besoin d'aucun encouragement, d'aucune prime de monopole, ni d'aucun autre appui. Avec ses produits, elle maintenait à bas prix le sucre

dans le pays, qui le paiera désormais beaucoup plus cher. Dès lors, la nation obligée de payer le sucre plus cher, consommera une moindre quantité d'autres produits indigènes, qu'elle ne pourra plus payer; ces produits diminueront donc dans une proportion plus forte encore que les capitaux détournés des autres industries par la fabrication du sucre. Les jouissances du peuple diminueront d'autant; par conséquent, il s'appauvrira. Il en est de même de toutes les industries introduites à contre-temps par les prohibitions. On y perd toujours plus que l'on n'y gagne.

Prétendra-t-on que la multiplicité des branches de notre commerce avec l'étranger ne permet pas de remarquer la diminution de l'une de ces branches, que le besoin qu'un pays étranger a de nos denrées lui fera trouver d'autres moyens de les solder? Il n'en sera pas moins vrai que la prohibition de l'un de ses produits en annule la valeur, et lui ôte un moyen de payer. S'il ne trouve pas d'autres débouchés, on s'en apercevra par la diminution de la quantité de ses achats. Il est difficile de signaler en détail les pertes que la prohibition fait éprouver à notre propre industrie : la réalité de ces pertes n'en est pas moins évidente. Il est certain que ceux qui tiraient leurs profits et leurs salaires de l'industrie paralysée par le détournement des capitaux, qui l'entretenaient, vers les nouvelles fabriques, se trouvent réduits à la misère. Mais leur chagrin est isolé, leurs larmes se versent à l'écart. La nouvelle, fabrique au contraire, se montre avec éclat; les entrepreneurs donnent des fêtes splendides; les ministres, les journaux, les écrivains la vantent. Ces fêtes, ces éloges font oublier la détresse d'une multitude de familles que nourrissait l'industrie qu'elle a anéantie. On se contente de renvoyer ceux qui se plaignent aux établissemens de charité. La masse de la nation perd en même temps les avantages du bon marché de la denrée que la prohibition, mère des nouvelles fabriques, a fait renchérir.

Point de doute que la prohibition d'une industrie indigène par l'étranger, ne cause un grand mal, par l'interruption subite de cette industrie, qui ne peut qu'avec le temps être remplacée par une autre. Point de doute non plus sur le droit de représailles. Mais il n'en est pas de même pour l'utilité que l'on peut trouver à l'exercer. Il est clair au contraire qu'en l'exerçant, on ne fait que doubler le mal; car à la perte des bénéfices que procurait la branche d'industrie exclue par l'étranger, on ajoute celle qui ré-

sulte de la cherté des produits indigènes, comparativement au bon marché des marchandises étrangères, dont, par représailles, on prohibe l'importation. Encore si les capitaux et les bras occupés au genre d'industrie que l'étranger repousse, pouvaient être dirigés, par notre représaille, vers le même emploi dans notre pays. Mais on ne saurait le supposer. Il est donc probable que l'industrie indigène, livrée à elle-même, trouvera plutôt et plus aisément le moyen de remplacer l'industrie paralysée par la prohibition étrangère.

On adoptera donc une politique plus sage, en s'efforçant de faire comprendre à la nation prohibitrice, qu'elle se fait, par la prohibition, autant de mal qu'à nous, et que la liberté de leurs relations de commerce, est l'intérêt commun des deux peuples. Mais si l'étranger s'obstine, il vaut encore mieux persévérer dans le système de la liberté, que de doubler ses pertes en s'en écartant. N'oublions pas toutefois, comme nous l'a appris M. Huskisson, en parlant des relations commerciales de l'Angleterre avec la Prusse, qu'il est des circonstances où la menace des représailles, nuisibles à la nation prohibitrice, peut appuyer efficacement les représentations, et la déterminer à renoncer aux prohibitions dont on se plaint. Les hommes d'état éclairés de la Grande-Bretagne ont reconnu le vice et les mauvais effets du système prohibitif. Ils s'efforcent d'y remédier peu à peu avec prudence; car le résultat le plus fâcheux des erreurs de la politique, c'est que, quand elles ont produit leur effet, les remèdes même ont leurs inconvénients. On en vient souvent à douter sur ce qu'il y a de mieux à faire, soit en laissant subsister ces erreurs, au risque des dommages qu'elles entraînent, soit en s'exposant aux pertes que l'on redoute, en leur substituant un meilleur système. Rappelons-nous néanmoins que les habiles expériences tentées par M. Huskisson et ses collègues, sont toutes favorables à un retour effectué avec mesure vers la liberté du commerce.

Le système de prohibition qu'exercent les états de l'Allemagne les uns contre les autres, est, sans contredit, l'un des plus grands obstacles aux progrès de la prospérité de cette contrée. Mais celui de ces états qui croirait diminuer le mal en usant de représailles contre ses co-états, tomberait dans une erreur grossière. Il perdrait à la fois par les prohibitions, et en se privant du bon

marché de leurs produits. Au contraire, en ouvrant ses marchés à ses voisins, il gagnera sur ce qu'ils lui livrent à plus bas prix qu'il ne pourrait le produire lui-même, et son industrie saura toujours trouver, soit des échanges directs à faire avec eux, soit des produits à vendre à d'autres pays, pour payer en argent ce que ses voisins ne voudront pas lui livrer autrement. Voyez la Saxe, dont l'industrie est exclue des états prussiens par le système de prohibition le plus rigoureux. Elle leur laisse ses marchés ouverts, et les progrès de son industrie et de sa prospérité, surpassent en importance et en célérité ceux de ces états, preuve incontestable que la liberté de l'industrie procure à un pays plus d'avantages que les prohibitions étrangères ne peuvent lui faire de tort.

La prohibition des marchandises étrangères ne peut pas même être de la moindre utilité à un état que la dissipation de ses capitaux, les pillages, les réquisitions etc., causés par la guerre, ont appauvri; car ces prohibitions, ne faisant que renchérir les produits étrangers exclus, ne font aussi que diminuer d'autant les moyens de payer de ceux qui veulent se les procurer, et par conséquent l'industrie indigène fait diminuer d'autant la vente de ses produits. Supposez alors que les marchandises étrangères soient remplacées en tout ou en partie, par une industrie indigène, les produits n'en seront pas moins toujours plus chers, les capitaux du pays seront détournés d'une branche d'industrie intérieure, pour être appliqués violemment à une autre branche moins productive; car les produits de la branche abandonnée suffisaient pour solder ceux de l'étranger. Les nouveaux au contraire l'exigeront un plus haut prix, par conséquent une plus grande quantité de travail indigène que n'en exigeait l'acquisition des marchandises exotiques. Dans tous les cas, il y a perte pour le pays.

Acheter les produits que l'étranger peut fabriquer plus aisément et à meilleur marché que nous, avec ceux que nous pouvons nous mêmes fabriquer le mieux et à meilleur compte, tel est le principe incontestable qui doit régler la police du commerce extérieur. Cependant on persiste à le méconnaître dans beaucoup de pays, et les gouvernemens s'obstinent à s'égarer dans un cercle de mesures erronées et nuisibles. En Russie, par exemple, on a créé, par le système prohibitif, quantité de fabriques et de

manufactures, qui font que l'on y achète pour quelques millions de moins de marchandises étrangère qu'auparavant. Mais on peut être certain que les produits de l'industrie russe, dus à ces moyens artificiels, coûtent de 20 à 30 pour cent de plus que ceux que la Russie tirait d'Angleterre, de France et d'Allemagne. Supposez maintenant qu'on eût laissé aux capitaires russes leur direction naturelle, et qu'au lieu d'alimenter des manufactures, ils eussent servi aux progrès de l'élevage des chevaux, des bœufs, du bétail et de toute autre culture de produits bruts, recherchés par l'étranger, et dont l'exportation eût été laissée libre, la Russie aurait eu largement en chevaux, bœufs, suif, cire, etc., exportés, de quoi payer les importations étrangères, et une réserve de fonds pour augmenter les progrès de son industrie nationale. L'objection qu'un pays n'aurait souvent pas de quoi payer les produits étrangers, n'a que peu de force; car s'il en était ainsi, l'achat de ces produits diminuerait de lui-même, et finirait par cesser tout à fait. Si alors l'industrie nationale se portait d'elle-même à produire les objets de l'industrie étrangère, ce serait un événement heureux pour le pays; car ce serait une preuve qu'il pourrait les fabriquer aussi bien et à aussi bon compte que l'étranger.

M. Gall a cherché la cause de la détresse de l'Allemagne dans le peu de valeur qu'y obtiennent les forces productives de l'homme. Il se récrie contre l'extrême inégalité de la répartition des produits, qui laisse à peine à l'ouvrier de quoi soutenir son existence, tandis que d'autres nagent dans une abondance qui rendrait heureux les travailleurs, s'ils pouvaient y participer un peu. Il s'indigne contre ceux qui voudraient remédier au mal en rognant encore la part déjà si mesquine des classes laborieuses, pour grossir celle des propriétaires et des fermiers. Il soutient avec beaucoup de raison, que le bonheur d'un peuple ne peut se fonder que sur une répartition des produits, plus favorable à la masse de ceux qui les font naître. Il cite en exemple les États-Unis de l'Amérique Septentrionale, où l'homme, par son travail, parvient aisément à la propriété et à l'aisance, et où la prospérité des familles s'étend peu à peu à toute une nation. Mais il se trompe complètement en imaginant que l'Allemagne peut atteindre au même degré de félicité, par un système de prohibition contre l'Angleterre, et par l'exclusion de toutes les dé-

rées que l'on peut remplacer en Allemagne. Loin que le travail productif de cette contrée en fût augmenté, il éprouverait bien plutôt une diminution. En effet, comme la cessation du débit tue l'industrie, nous verrions s'éteindre celles qui paient les produits étrangers, dont le défaut d'emploi arrêterait la fabrication et la vente. En remplaçant le travail extérieur par le travail indigène, on effectuerait, non pas une augmentation, mais un simple changement de production. La fabrication des toiles, des draps, des fers, etc., serait remplacée par des cotons, du café suédois; etc.; heureux si nous trouvions une quantité de travail nouveau, égale à celle du travail perdu; mais on n'aurait pas même cet avantage, si l'on considère la perte de capitaux et de temps qu'entraîne l'abandon d'une industrie en activité, pour passer à une industrie nouvelle. Une nation ne peut gagner à une pareille révolution : elle ne peut qu'y perdre.

On a vu précédemment qu'en examinant l'ouvrage de M. Gall, sur les moyens de remédier à l'appauvrissement de l'Allemagne, le rédacteur de *l'Hermès* repoussait le projet de cet écrivain, consistant dans un système rigoureux d'exclusion des produits étrangers, comme moyen de rétablir la prospérité nationale. C'est principalement sur l'exemple de l'Amérique que s'appuie M. Gall pour justifier son projet; et c'est dans l'histoire même du commerce des États-Unis de l'Amérique septentrionale que *l'Hermès* puise les faits et les observations qui lui servent à démontrer l'illusion du système qu'il combat.

M. Gall prétend que la prospérité des États-Unis n'a duré qu'autant que les marchandises anglaises ont été éloignées des marchés anglo-américains. « Nous avons vu, dit cet écrivain, p. 47 de son ouvrage, dans un court espace de dix années, les États-Unis passer de l'abondance et de la richesse à la pauvreté. Ils prospéraient lorsqu'un commerce actif protégeait leur agriculture, à l'époque où la guerre embrasant toute l'Europe, aucun vaisseau européen ne se hasardait à quitter ses ports. Toutes relations directes ayant cessé entre les nations commerçant par mer, et les champs ravagés dans beaucoup de contrées européennes ne pouvant plus nourrir la multitude, les produits bruts de tous pays, comme ceux de l'industrie, se réunissaient dans les ports des États-Unis; c'était de la main des Américains que l'Europe recevait les denrées dont elle avait besoin, et par

ticulièrement les produits de leur agriculture. C'étaient eux qui réglaient le commerce du monde et le prix de toutes les marchandises. — Cette prospérité s'éleva jusqu'à la richesse, lorsque les manufactures donnèrent du travail à l'agriculture, lorsqu'une population industrielle prit place à côté de la population agricole, quand la culture indigène trouva près d'elle un marché pour ses produits, dont le négociant était auparavant obligé d'aller lui chercher le débit dans des contrées lointaines. — Ainsi s'établit entre l'industrie agricole et l'industrie manufacturière du pays une active réciprocité d'échanges pour leurs besoins respectifs; l'argent appliqué incessamment à une grande variété de productions se répandit à grands flots dans les canaux que lui ouvrait le commerce intérieur, et le pays s'éleva à un degré de prospérité générale, surpassant tout ce que les Européens avaient pu imaginer dans les rêves de leurs plus brillantes utopies.

« Mais la paix de Gand (1815) a rompu le lien bienfaisant qui unissait entre eux l'Américain cultivateur et l'Américain fabricant. Cette paix a encombré les États-Unis de marchandises d'Europe, et surtout d'Angleterre, mais sans rouvrir les marchés de l'Europe à leurs produits, ni leur rendre leur brillant commerce de transport; car, grâce à la paix, l'Europe n'avait plus besoin des produits de leur culture, et les mers étaient rouvertes aux vaisseaux de toutes les nations. En même temps, l'Américain non fabricant cherchait naturellement les objets de ses besoins là où il avait le moins d'argent à déboursier, c. à. d. qu'il n'achetait que des marchandises anglaises. *Il faut acheter au meilleur marché possible*; tel fut le *shiboleth* qui ruina les fabriques américaines, hors d'état de soutenir une lutte trop inégale avec l'industrie britannique, toujours supérieure en habileté, en ressources, et ne reculant devant aucun sacrifice. Ainsi, une portion considérable de la population fut condamnée à l'inaction. Les cultivateurs américains ouvrirent les yeux trop tard. Ils ne les ouvrirent que quand le prix des produits bruts et des propriétés foncières fut tombé au 10^e de leur valeur antérieure; ce ne fut qu'alors qu'ils comprirent que les ouvriers et les fabricans ne pouvaient acheter d'eux qu'autant qu'eux-mêmes leur achetaient leurs produits, et que les marchandises étrangères étaient toujours trop chères, puisque in-

dépendamment du bas prix d'achat, elles coûtaient réellement l'équivalent de la perte occasionnée par le défaut de débit des produits de l'acheteur, et de l'entretien des ouvriers privés de travail. — Il était trop tard de reconnaître cette erreur, lorsque l'une après l'autre, les banques cessaient leurs paiemens, que les banqueroutes s'accumulaient, que le déficit dans les revenus de l'état devait être couvert par un emprunt; que les prisons ne pouvaient plus contenir le nombre croissant des débiteurs malheureux ou frauduleux; et, ce qui était jusqu'alors sans exemple dans ces heureuses républiques, lorsque des milliers de citoyens, pleins d'activité, étaient réduits à la mendicité, que la richesse nationale s'écoulait chez l'étranger pour vivifier l'industrie des autres peuples, dont elle augmentait les ressources et la puissance. Le gouvernement comprit alors, mais encore bien tard, qu'au milieu du progrès général de l'agriculture, en tout pays, aucun état ne pouvait plus se borner à l'industrie agricole, c. à. d. à créer les produits que chaque peuple peut trouver chez soi, puisque le débit de ces produits à l'extérieur ne peut tout au plus que procurer le numéraire nécessaire pour solder les fruits de l'industrie étrangère et des climats exotiques; qu'ainsi, sans industrie fabricante indigène, sans population indigène, occupée d'autres travaux que de la culture des terres, et consommant le superflu des produits du sol, il n'y avait plus de prospérité à espérer pour l'agriculture nationale. Le gouvernement de l'Union se décida enfin (en 1823), ce qu'il eût dû faire plutôt, pour épargner au peuple américain une perte de 200 millions de dollars, et la période la plus triste de son existence, à procurer aux manufactures du pays la plus forte protection contre la fatale concurrence de l'étranger. Depuis lors, la jeunesse vigoureuse des républiques unies a secoué avec force le joug pesant des théories chimériques; dans peu d'années elles redeviendront un sujet d'envie pour la mère patrie, autrefois si prudente, et qui succombe maintenant sous le faix que lui imposent les spéculations scientifiques. »

Nous avons à dessein cité en entier ce passage, parce qu'il expose le système prohibitif, tel que la nouvelle école de ses partisans l'a conçu et modifié, et que l'ouvrage même de M. Ferrier n'offre pas d'argumens plus forts. Cependant cet exposé même de M. Gall laisse clairement apercevoir, dès qu'on le

soumet à une critique éclairée, la faiblesse des raisonnemens par lesquels on s'efforce d'étayer ce système. Cet écrivain croit les faits qu'il a cités concluans en faveur des prohibitions. Mais l'exactitude des faits ne conclut nullement pour le rapport qu'il veut établir entre les causes des événemens et les effets qu'il leur attribue. Qui est-ce qui prétend nier qu'il soit avantageux pour une nation d'être à la fois agricole et manufacturière, de trouver dans le pays même les consommateurs des produits du sol, au lieu d'être obligée de les aller chercher au loin? Les défenseurs de la liberté du commerce et de l'industrie se bornent à soutenir qu'un peuple qui emploie au mieux ses forces et ses capitaux à un genre de production, qui lui procure ailleurs les autres objets de ses besoins à meilleur marché qu'il ne pourrait les créer lui-même, aux dépens des travaux qui lui rapportent le plus, est la victime de l'erreur de son gouvernement, si, dans la seule vue de ne rien demander à l'étranger, il veut contraindre sa nation à tout produire, fût-ce même à grands frais. On soutient qu'avec la liberté du commerce, chaque nation est portée par son intérêt propre à produire ce qu'elle peut créer avec le plus de perfection et au meilleur marché possible, afin d'échanger ces produits contre ceux que font naître les peuples étrangers, à des conditions aussi avantageuses; d'où il résulte que l'intervention des gouvernemens qui veulent régler le commerce d'après leurs idées de bien général, est plus nuisible qu'utile. Les faits cités par M. Gall s'accordent très-bien avec cette doctrine.

La prospérité rapide des États-Unis Anglo-Américains, dans le cours du demi siècle qui s'est écoulé depuis leur indépendance, fut, sans contredit, l'ouvrage de la plus parfaite liberté d'industrie, et de leur situation heureuse sous le rapport de la propriété foncière. Cette nation nouvelle était éclairée; elle apportait dans l'Union les meilleures institutions de l'Ancien-Monde. Elle se trouvait établie sur une contrée fertile, placée à merveille pour le commerce avec les autres nations civilisées, sur un sol encore sans valeur, ou auquel ses propriétaires n'avaient encore affecté d'autre capital que le travail et l'industrie, produisant pour chacun tout ce qu'il pouvait désirer, et en relation avec des peuples qui, à raison de l'application successive à la terre de forts capitaux, ne pouvaient en obtenir les fruits qu'à

bien plus grands frais; elle devait donc naturellement se dévouer à la création des produits bruts, et en accroître la production, de manière à se procurer avec son superflu les objets d'art et de manufactures dont elle éprouvait le besoin, dans les pays plus avancés qu'elle sous ce rapport, et qui, par cette raison, les créaient avec moins de peine, de travail et de capitaux. Qui avait-il de plus avantageux pour l'Amérique, que de trouver en Angleterre ses fabriques à bon marché, et pour l'Angleterre d'avoir en Amérique ses récoltes à bas prix? Qu'auraient gagné les Américains à produire chez eux les objets d'arts et de manufactures qu'ils tiraient d'Angleterre, en y employant une fois autant de travail et de capitaux que les Anglais, et en négligeant la production des grains, du bois, etc., qui ne leur coûtait peut-être que moitié de temps, de travail et de capitaux, et qu'ils envoyaient en Angleterre, pour acheter ces marchandises? Leur duperie eût été évidente. Quant aux fabriques et aux arts que les Américains pouvaient exercer eux-mêmes à meilleur compte, ou du moins à aussi bon compte que les Anglais et les autres peuples de l'Europe, ils prenaient en Amérique un essor spontané. L'Amérique fabriquait ses voitures, ses instrumens aratoires, et une foule d'autres objets pour lesquels le pays même fournissait les matériaux et les ouvriers. On y fabriquait des maisons entières en bois, que l'on transportait au loin, et qu'on exportait même au dehors. On n'a donc jamais manqué de fabrications indigènes, nécessaires ou profitables. D'après le témoignage de M. Gall, l'Amérique se trouvait très-bien de cette liberté complète du commerce, et sa prospérité marchait de progrès en progrès, surtout pendant la période de temps qui s'est écoulé de 1796 à 1810. L'Europe, à cette époque, éprouvait le besoin d'une immense quantité de denrées de première nécessité, de munitions navales, d'approvisionnemens de toute espèce. Ces demandes extraordinaires, provoquées par les capitaux employés à la guerre, excitaient au plus haut degré, en Amérique, la production de toutes ces fournitures, qu'elle pouvait livrer aux prix les plus avantageux. En retour, tous les produits des arts et des fabriques de l'Europe s'accumulaient dans le pays; il n'était besoin, pour ce commerce, d'aucunes mesures politiques de la part des gouvernemens; il suivait son cours naturel. C'était le superflu qui s'échangeait contre le superflu : cha-

cun obtenait ce dont il avait besoin. Ces relations faisaient prospérer et enrichissaient les nations qui y prenaient part. Toutefois, il résultait des échanges entre ces nations des effets de nature diverse, déterminés par la différence d'emploi des objets échangés. En effet, ce qui arrivait de l'Amérique septentrionale en Europe, y était, pour la plus grande partie, consommé sans utilité. Les frais de la guerre, les besoins des soldats, des matelots, ceux d'une navigation exposée à des pertes de tout genre, etc., absorbaient les capitaux consacrés à ces approvisionnements : il fallait que l'industrie européenne s'épuisât en nouveaux efforts pour les renouveler et fournir aux exigences insatiables de la guerre. Mais les objets qui parvenaient de l'Europe en Amérique y étaient employés à l'établissement de nouvelles familles, aux salaires des classes industrieuses, à l'extension et à l'amélioration de la culture des terres, à la formation de fabriques utiles, à l'accumulation des capitaux. Ainsi, l'Amérique gagnait beaucoup plus à ce commerce que ne le pouvaient faire l'Allemagne et les autres pays de l'Europe. Tandis que celle-ci offrait partout des traces de misère et de dévastation, celle-là montrait de nouveaux champs en culture, des constructions nouvelles, des produits multipliés, tous les symptômes d'une richesse croissante. La répartition des trésors de l'Europe au-delà de l'Atlantique y était aussi bien plus favorable aux progrès de la prospérité publique, que celle des produits de l'Amérique en Europe. Dans l'autre hémisphère, la valeur du sol était presque uniquement l'œuvre du travail et de l'industrie. Le travail accumulé ou les capitaux n'avaient que peu de part à la création des produits américains. Aussi, ces produits, ou ce qui est la même chose, leur valeur et leur prix se partageaient-ils entre les habitants des États-Unis d'une toute autre manière que dans la plupart des états de l'Europe. Ici, c'était aux propriétaires du sol que revenait une très-grande part des produits créés sur leurs terres. Les producteurs effectifs étaient réduits à se contenter de la plus petite. Le pouvoir acquis par les propriétaires les rendait maîtres de fixer les conditions auxquelles ils permettaient aux producteurs laborieux d'exploiter leurs domaines : ils ne laissaient aux producteurs que ce qu'ils ne pouvaient refuser à leurs stricts besoins, gardant pour eux-mêmes ce qui excédait ce nécessaire. Dans un pays ainsi constitué, un

commerce extérieur de quelque importance, l'entretien de manufactures indigènes considérables, la diffusion des richesses entre les autres classes, dépendent entièrement des facultés et des besoins des maîtres du sol et des fonctionnaires largement rétribués. Cet ordre de choses n'y peut changer que quand les propriétés, commençant à s'y diviser en plus petites portions et à passer dans les mains de cultivateurs libres, l'agriculture s'y perfectionne, en produisant, avec un petit nombre de bras, une surabondance de subsistances qui alimentent des classes nombreuses d'artistes, d'artisans et de fabricans libres, dont le superflu sert encore à solder le salaire d'autres journaliers, manouvriers et ouvriers de manufactures. C'est alors que cette nation se crée de nouvelles richesses, qui se répartissent entre toutes les classes du peuple, et auxquelles les producteurs et les consommateurs, devenus producteurs à leur tour, prennent une part égale; car l'artisan et le manufacturier, avec le superflu de leurs produits, contribuent à la prospérité et à la richesse, non seulement du cultivateur, mais d'artisans et de fabricans dans d'autres genres; le superflu de chacun est réparti entre mille, et procure de mille manières différentes au producteur des valeurs égales. C'est ainsi que le commerce intérieur fait la richesse d'une nation, qui échange en même temps son superflu avec d'autres peuples, pour en obtenir ce qu'elle ne peut produire elle-même. Ce commerce extérieur est également une source de bien-être pour les peuples qui le font entre eux, de même que les échanges réciproques du commerce intérieur enrichissent les habitans d'un pays où chacun prépare pour les autres ce qu'il ne peut consommer lui-même, et où les indigènes se procurent réciproquement la faculté de jouir des différens fruits de leurs travaux respectifs.

Mais si un peuple comme les Anglo-Américains des États-Unis se trouve encore dans une situation qui lui fait trouver, presque dans un seul genre d'occupation, par exemple dans l'agriculture, le travail qui lui est le plus avantageux; si les produits de ce travail se répartissent entre tous les habitans, d'après les seules lois de la liberté d'industrie, c. à. d., si la part de chacun dans les produits est uniquement déterminée par l'étendue de son activité et de sa capacité, c'est cette mesure qui règle la répartition de la masse des produits créés entre les

producteurs, et qui assure à chacun une part proportionnelle à sa diligence et à son industrie. D'autres peuples éprouvent-ils le besoin de la masse de ce superflu? peuvent-ils, en même temps, fournir à la nation agricole les ouvrages de métiers, d'arts et de manufactures qu'elle désire, mais qu'elle ne peut confectionner chez elle à aussi bon marché qu'ils peuvent les fournir? certes, cette nation ne peut rien faire qui lui soit plus avantageux que de se livrer exclusivement au genre uniforme d'occupation auquel elle est plus propre que toute autre, et d'échanger avec ces peuples ses produits surabondans contre la multitude des objets qui lui sont nécessaires, et qu'ils créent avec plus d'habileté et à meilleur compte, comme elle fait naître les produits bruts qu'elle peut livrer aux étrangers. Quel désavantage la nation vouée à l'agriculture pourrait-elle trouver à ne pas fabriquer elle-même tous les objets de sa consommation? Elle s'en trouverait au contraire, et nécessairement, beaucoup plus mal, si elle voulait produire tout ce qu'elle a besoin de consommer; car, en y employant autant de temps et de travail, elle ne réussirait pas à se procurer autant de marchandises fabriquées et d'ouvrages d'art que d'autres peuples pourraient lui en fournir en échange de produits bruts, à la création desquels elle n'aurait pas consacré plus de temps et de travail qu'ils n'en auraient appliqués à leurs productions. La nation agricole courrait-elle d'un autre côté le risque de manquer des objets qu'elle ne fabriquerait pas? nullement. Elle s'en procurera bien plutôt une plus grande quantité par l'échange de ses produits bruts, qu'elle ne pourrait le faire par son propre travail. On reconnaît donc clairement la fausseté de la proposition générale de M. Gall et des partisans du système prohibitif, qui consiste à soutenir qu'un pays trouve toujours plus d'avantage à se fournir de ses propres manufactures, qu'à puiser aux fabriques étrangères.

Laissez le commerce libre, et les manufactures vraiment utiles au pays s'y formeront d'elles-mêmes, sans qu'il soit besoin que le gouvernement s'en mêle. Quand les manufactures s'établissent spontanément, c'est une preuve qu'un grand nombre d'habitans y trouvent plus d'avantages qu'aux travaux agricoles, et qu'ils gagnent plus au travail des fabriques qu'à la culture; les travaux des fabriques s'introduisent donc naturel-

lement dans un pays, dès qu'ils y deviennent avantageux, sans qu'il soit nécessaire de les y créer par des lois. Le cultivateur éprouvant le besoin d'ouvrages manufacturés, commence par les fabriquer à ses heures de loisir; mais il s'aperçoit bientôt qu'en consacrant ces heures à la production d'un superflu agricole, il peut, avec ce superflu, se procurer une plus grande quantité et une meilleure qualité d'objets fabriqués, qu'il ne le pouvait faire en employant ce temps à ce dernier genre de travail. Il se borne donc à sa première occupation, dont il échange les produits surabondans contre ceux qui lui sont nécessaires ou agréables. C'est par la même raison que le manufacturier s'occupe exclusivement de sa fabrique; il sait qu'elle lui fera obtenir plus de produits bruts que s'il voulait faire marcher de front les deux genres de travaux. L'avantage qu'on y trouve détermine la division du travail, dès qu'il y a liberté du choix. Aussi n'est-il aucun pays où il ne se rencontre beaucoup de fabriques à côté des travaux agricoles, et précisément les fabriques utiles et profitables au pays. Les indigènes n'achètent à l'étranger que les travaux qu'ils ne feraient pas si bien et si avantageusement eux-mêmes, soit qu'ils manquent d'aptitude et de capitaux, soit que leur habileté et leurs capitaux soient déjà occupés à d'autres travaux plus productifs.

Les États-Unis anglo-américains, de l'aveu de M. Gall, prospérèrent jusqu'en 1805, sous le régime de la liberté du commerce la plus illimitée. C'était sous ce régime que les Américains négligeaient complètement beaucoup d'industries manufacturières, préférant en recevoir les produits des autres peuples, par voie d'échanges. Les progrès de leur prospérité, à cette époque, prouvent évidemment que c'était pour eux le parti le plus avantageux, et ils n'y auraient pas renoncé, si des événemens du dehors n'eussent pas troublé ce commerce. Mais les mesures prises par Napoléon, de 1806 à 1810, ayant écarté, autant que possible, les marchandises étrangères des ports de l'Amérique, et en ayant fait hausser les prix, les bras et les capitaux appliqués à l'agriculture, dans cette contrée, devaient naturellement s'en détourner en partie, pour y créer ces travaux industriels dont elle avait jusqu'alors cherché les produits chez l'étranger. La demande extérieure de ses produits agricoles se maintenant toujours assez forte pour occuper les capitaux qu'on y employait,

aucune culture n'en souffrit d'abord. Les nouvelles manufactures, auxquelles le système prohibitif de Bonaparte ouvrait un champ favorable, n'attirèrent ainsi à elles que les capitaux non encore employés, qui s'étaient récemment formés, ou ensuite ceux que l'on pouvait retirer à l'agriculture, sans lui causer un grand, ou même aucun dommage. Ce n'était donc pas merveille que la prospérité des États-Unis continuât de faire des progrès, ni même qu'elle prît un nouvel essor; car, en même temps que s'élevaient de nouvelles industries, l'argent que faisait affluer du dehors le débit des produits bruts américains servait à les entretenir. Mais une révolution, comme celle de 1815, ne pouvait exercer sur un pareil état de choses qu'une action très destructive. En effet, l'on vit cesser tout à coup cette demande immense de produits agricoles, qu'avaient entretenue jusqu'alors en Europe et en Amérique les consommations sans bornes de la guerre et les capitaux rassemblés de tous les coins de notre Occident. Le débit à l'extérieur de tous ces produits s'arrêta, et leur production qui, pendant long-temps, ne s'arrêta pas, dut en faire baisser les prix. Ainsi, le producteur de grains ne trouvant plus à vendre son superflu, le fabricant national perdit un grand nombre de consommateurs, et l'argent que son débit lui procurait s'élevait à peine à la moitié de son gain antérieur.

Ensuite la chute du système continental précipitant les marchandises de l'Europe vers les ports de l'Amérique, le prix trop bas de ces produits manufacturés contribua encore à la ruine des fabriques nationales. Comment ces causes n'auraient-elles pas réduit à la détresse et à la pauvreté une grande partie du peuple américain, tandis qu'elles amenaient d'aussi tristes résultats dans tous les pays dont la situation était la même? Mais ces malheurs n'étaient point l'effet de la liberté du commerce; ils avaient, au contraire, pour origine les mesures violentes qui les avaient précédés et les circonstances auxquelles ces mesures avaient donné lieu. Sans le système continental, l'industrie eût suivi son cours naturel en Amérique et en Europe. Les manufactures créées par ce système n'eussent point été établies. Les peuples eussent continué d'échanger leurs divers produits, jusqu'à ce que l'industrie des différentes nations, suivant l'impulsion des besoins et des avantages respectifs, eût pris peu à peu et sans secousses de nouveaux développemens. Peut-être

est-il fallu à l'Amérique 50 ou 100 ans pour établir les manufactures que créèrent en 2 ans les décrets de Napoléon. Néanmoins elle n'eût rien perdu à attendre ; car son inaction , quant aux fabriques , n'eût fait que favoriser la multiplication des produits agricoles et l'échange de ces produits contre les ouvrages manufacturés de l'étranger. Le commerce lui eût procuré autant et probablement plus de profit que l'introduction forcée et subite de l'industrie fabricante.

Les causes qui ont occasionné la crise de l'Amérique ont eu le même résultat en Angleterre et en Allemagne. Nous avons vu dans cette contrée s'établir la culture d'un café indigène , des fabriques de sucre de betterave. L'Allemagne était-elle , par-là , devenue plus riche qu'à l'époque où ses grains , produits par les champs désormais consacrés à la betterave , et ses toiles étaient exportés à l'étranger et échangés contre du café et du sucre , qui ne lui revenaient qu'au tiers de ce que lui coûtait son sucre indigène ? Les suites du bouleversement commercial opéré par la création et la chute du système continental , furent sans doute extrêmement tristes. Mais s'imaginer qu'un nouveau système prohibitif a guéri le mal , ou le guérirait plus vite que si on laissait les choses suivre leur cours naturel , c'est tomber dans une grande erreur. En effet , l'importation des marchandises étrangères , dont on s'effraie , ne pouvait manquer de diminuer en proportion de la baisse du prix des produits du sol , baisse qui équivalait , pour les producteurs , à une diminution dans leurs revenus : car , en perdant sur son revenu , on ne peut plus acheter autant qu'auparavant. Acheter moins cher de l'étranger que des nationaux les objets nécessaires au pays , n'en restait pas moins pour le pays un avantage évident , puisque l'excédant de valeur procuré par le bon marché pouvait servir à d'autres achats , par conséquent payer un autre travail indigène. En forçant les nationaux à payer plus cher les mêmes produits à leurs compatriotes qui les fabriquaient , on alimentait sans doute l'industrie de ceux-ci ; mais on faisait perdre à d'autres compatriotes le débît des produits qui leur servaient à payer aux étrangers les fournitures que ces derniers faisaient auparavant au pays. Il perdait donc d'un côté ce qu'il gagnait de l'autre , et probablement , la perte surpassait le gain. Comment , par exemple , les Polonais pourraient-ils continuer de cultiver les seigles

qui leur servaient à payer les draps de la Silésie, s'ils cessent de les lui acheter? Voilà donc ceux d'entre eux qui cultivaient le seigle pour leurs voisins privés de travail. Quelques fabricans de draps gagneront le travail perdu par les cultivateurs. Mais les frais de fabrication rendant le drap polonais plus cher que le drap de Silésie, les Polonais, avec la même quantité de travail, n'obtiendront pas autant de drap indigène que leurs seigles leur en procuraient en Silésie. Ils se trouvaient donc mieux de ces échanges que de l'établissement des manufactures nationales, qui ont fait tomber chez eux la culture du seigle. Faire marcher de front les deux industries n'est pas une œuvre que puisse accomplir la prohibition des draps de Silésie; car les draps étaient pour les Silésiens le moyen de payer les seigles de la Pologne. Le Polonais, en excluant le moyen d'échange, se prive de ce débouché pour ses grains. Pour fabriquer lui-même ses draps, il lui faut des capitaux et des ouvriers. Or, la prohibition ne lui procure immédiatement ni les uns ni les autres. Il faudra, par une opération intermédiaire, que ceux qui cultivaient les seigles passent à la fabrication des draps, et que les capitaux qu'on appliquait à l'agriculture céréale soient peut-être forcés de se diriger vers l'établissement des fabriques. Mais combien de travail et de capitaux ne se perdront-ils pas dans cette transition, et combien par conséquent, au total, le pays ne perdra-t-il pas lui-même? D'ailleurs ces changemens de travaux et d'emploi de capitaux ne s'effectuent pas si facilement, et lorsqu'ils ne s'effectuent pas, les résultats sont encore pires. Car alors, l'ouvrier qui produisait le seigle qu'on échangeait contre le drap étranger, venant à perdre entièrement son travail, sans en retrouver d'autre, est réduit à la mendicité, et le capital qu'on employait à la culture des grains se réduit dans la proportion de la dépréciation du sol. L'analyse de la mesure prohibitive démontre donc l'atteinte qu'elle porte à la fortune nationale.

Supposons maintenant que les Américains s'abandonnent au cours naturel des choses, sans rien changer à la marche spontanée du commerce; point de doute que les tristes suites des coups portés au commerce et d'une violente diminution de débit n'aient pas été détournées. Mais la dépréciation des grains réduira peu à peu le prix des travaux des manufactures natio-

nales, et bientôt les étrangers ne pourront plus livrer les produits de leurs fabriques à aussi bon marché que les Américains eux-mêmes. Le débit des marchandises anglaises diminuera, et ce sera pour les Américains un encouragement à confectionner ce qu'ils tiraient auparavant d'Angleterre, à meilleur compte. Si l'argent sort du pays, il y deviendra plus cher; les denrées nationales seront par conséquent à meilleur marché, et un commerce libre le fera bientôt refluer des pays pécunieux vers la patrie. L'étranger opposerait-il un système prohibitif aux produits de l'Amérique? il en fermerait les marchés à ses propres produits. Car, aucune nation ne peut acheter à celle qui repousse toutes ses marchandises. L'Angleterre a fait une longue épreuve du système prohibitif contre les autres nations, dont elle n'admettait presque que les produits bruts. Par bonheur pour elle, ce système s'accordait assez avec la température commerciale des autres pays. Car ils n'étaient pas en état de confectionner aussi bien et à aussi bon compte que l'Angleterre, les objets manufacturés qu'elle leur fournissait, et c'étaient précisément les matières brutes qu'ils produisaient mieux et à meilleur marché que l'Angleterre. Le commerce entre elle et ces pays eût donc suivi la même direction à-peu-près, quand même il n'y eût pas eu de lois prohibitives dans la Grande-Bretagne. Car, presque aucun pays ne pouvait importer les produits de ses fabriques à des prix acceptables; toutes les prohibitions anglaises étaient donc sans utilité. Mais celles qui ont exclu de l'Angleterre les grains et les autres produits bruts étrangers, ont eu un tout autre effet. Ces exclusions ont privé les autres pays de leurs moyens de payer, et de pareilles mesures ne pouvaient avoir d'autre conséquence que la réduction à son minimum du débit des marchandises anglaises. Aussi tous les hommes d'état éclairés de l'Angleterre ont commencé à reconnaître ce résultat, et se sont préparés à renoncer au système prohibitif.

Lorsque des événemens tels que les dernières guerres, si longues et si générales, ainsi que la paix universelle qui y a mis subitement un terme, bouleversent violemment le commerce, la misère que ces révolutions font peser sur des millions d'individus est une sorte de fatalité à laquelle on ne saurait se soustraire. Les mesures de police, les prohibitions, les privilèges,

en un mot, toutes les directions artificielles imprimées à l'industrie peuvent bien diminuer le mal pour une ou pour quelques classes, procurer à quelques-unes, aux dépens des autres, des profits et des richesses, et donner à certaines professions, à certaines positions sociales, l'apparence d'un plus grand bien-être. Mais jamais aucun de ces moyens ne diminuera la détresse des masses. Il en résultera bien plutôt qu'un éclat artificiel, produit sur un point, aggravera la misère sur un autre, quoique cette misère ne frappe pas toujours les regards autant que la splendeur, pour ainsi dire, locale, créée par des moyens artificiels. Qu'un gouvernement au contraire abandonne l'industrie à sa marche libre et naturelle; sans doute on n'évitera pas le mal causé par la nature ou par les hommes; mais ce mal se guérira peu à peu et plus aisément de lui-même. Que le grand débit des produits agricoles vienne à cesser, les grains subiront une forte dépréciation, et beaucoup de cultivateurs en souffriront. Cependant il arrivera que les terres se diviseront entre un plus grand nombre de possesseurs, qui cultiveront eux-mêmes d'une manière plus économique. Il se formera des manufactures pour les petits propriétaires; et les travaux, les besoins de ces nouvelles fabriques feront hausser de nouveau les prix des produits bruts; les travaux des deux espèces d'industrie se mettront en équilibre, et le commerce intérieur atteindra peu à peu une étendue et une importance auxquelles les mouvemens du débit à l'extérieur ne pourront plus porter de fortes atteintes.

Les gouvernemens n'ont donc que trois choses à faire : 1^o laisser une entière liberté au commerce intérieur, en se bornant à tenir la main aux règles qui y maintiennent une sévère probité; 2^o n'imposer à aucune industrie d'autres limites et d'autres obstacles que ceux qu'elle rencontre dans la protection des droits respectifs; 3^o n'agir auprès des autres nations que pour les engager à lever peu à peu les obstacles nuisibles à la liberté des relations commerciales entre les peuples qui y prennent part, jusqu'à ce que l'on parvienne à une liberté complète à cet égard; des représentations amiables et raisonnées sont le meilleur et peut-être l'unique moyen d'arriver au but.

Les représailles, loin de diminuer le malheur du pays qui adopte ce moyen, ne font au contraire qu'en augmenter le poids. Point de doute en effet que la prohibition de nos grains en An-

gleterre, ne soit une cause de souffrance pour nos producteurs, qui trouvaient à les y vendre à bon prix. En résulte-t-il que la prohibition des marchandises anglaises chez nous, diminuera le mal ? Tout au contraire ; cette mesure ne fera que l'accroître ; ce ne sera qu'une souffrance ajoutée à une autre. Car prohiber chez nous l'importation des marchandises anglaises, c'est par le fait supprimer dans notre pays les produits qui les paient, soit que nous exportions directement ces produits en Angleterre, ou que nous les débitions dans d'autres contrées, dont le numéraire que nous en tirons en échange nous sert à solder ces marchandises. On dira que c'est une occasion pour nous de fabriquer les mêmes objets ; mais nous avons déjà fait voir que ce passage des capitaux et des producteurs d'une industrie à une autre, ne pouvait s'effectuer sans des pertes considérables de capitaux et de travail. On a vu aussi que les produits indigènes dont on entreprendrait la fabrication, devaient coûter beaucoup plus cher que les marchandises anglaises. Les pertes seraient bien moindres, si on laissait les choses suivre leur cours naturel. Supposons en effet que l'introduction des blés de Prusse soit défendue ou restreinte en Angleterre par de fortes taxes ; il s'ensuivra que la Prusse, perdant ses moyens de solder les produits anglais, en achètera beaucoup moins. Il se pourra, à la vérité, que cet état vende ses blés ailleurs, pour se procurer l'argent nécessaire afin de payer les marchandises anglaises ; toutefois, il en achètera toujours moins, puisqu'il vendra ses blés à des prix moins avantageux que ceux qu'ils obtenaient sur les marchés britanniques. Que, dans ce cas, l'on oblige les Prussiens à se passer des objets qu'ils y achetaient, ou à les confectionner eux-mêmes ; dans la 1^{re} hypothèse, c'est au moins pour eux une perte de jouissances ; dans la seconde, ils sont au moins encore forcés de les payer plus cher. En tout cas, ils perdent bien plus qu'ils n'auraient perdu si l'on n'eût pas contraint leurs habitudes. On se figure d'ordinaire, qu'aussitôt que des marchandises étrangères sont prohibées, des capitaux et des ouvriers se trouvent d'eux-mêmes pour de nouvelles branches d'industrie. Mais on oublie qu'il ne se forme pas à l'instant pour ces manufactures nouvelles d'autres capitaux et d'autres ouvriers que ceux qui étaient déjà occupés à d'autres branches d'industrie, ou qui se préparaient à s'en occuper, et qu'une prohibition n'enfante ni nouveaux ca-

pitaux ; ni nouvelles capacités. Les capitaux qui alimentaient l'industrie en souffrance, par le défaut du débouché qui lui est fermé, les bras qu'on employait à cette industrie déchuë, se tourneront-ils vers l'industrie nouvelle? cela est très-douteux. Si l'on n'use point de représailles, la nation, il est vrai, n'évitera pas les inconvéniens des prohibitions étrangères; cependant elle n'en aura à endurer que les conséquences médiates ou immédiates, qui sont inévitables. Les parties souffrantes seront obligées de remédier au mal le mieux qu'elles pourront. Qu'on laisse libre le commerce national; leur industrie, leur sagacité stimulées par le besoin, trouveront les moyens de détourner, ou du moins d'adoucir les effets de la prohibition étrangère. Les efforts des hommes industrieux, leurs combinaisons parviendront promptement à diriger et à modifier l'industrie nationale, de manière à ne laisser peser sur la masse, que des inconvéniens bien moins graves que ceux auxquels l'expose par son intervention violente, un gouvernement qui, cherchant à maintenir le bien-être d'une certaine classe, ne réussit qu'à produire un mal d'autant plus grand pour d'autres classes, beaucoup plus nombreuses.

Par exemple, la prohibition d'importer en France, les bestiaux de l'Allemagne méridionale, a dû sans doute nuire beaucoup aux provinces germaniques limitrophes de la France; cette défense a porté un rude coup à l'économie agricole du midi de l'Allemagne, en empêchant une foule de cultivateurs de vendre leurs bestiaux. Une multitude d'entre eux s'est vue forcée de changer complètement leur système de culture, de le diriger vers d'autres produits; peut-être les revenus qu'ils tiraient de leur industrie anéantie ont-ils diminué pour long-temps, et même pour toujours; cette mesure leur a probablement aussi fait perdre une partie de leurs capitaux. Mais l'interdiction, ou la surtaxe des marchandises françaises, peut-elle remédier à ces maux? Non, assurément; car une pareille interdiction, dans les contrées méridionales de l'Allemagne, ne peut produire d'autre effet que d'ajouter au mal d'une diminution de revenus causée par la prohibition française contre les bestiaux allemands, celui de la privation ou du renchérissement, par exemple des vins que l'on tire de France. Ceux que l'interdiction forcera à se passer de ces vins n'emploieront pas pour cela leurs épargnes à acheter les

bestiaux repoussés par la France. Il pouvait arriver au contraire que la prohibition française, en diminuant dans nos provinces le prix de la viande, y en augmentât la consommation, et que l'usage s'en répandant parmi les classes pauvres, produisît un bien qui ne peut résulter de l'interdiction du vin français. Si l'état oblige ses sujets à payer le vin plus cher, il enlève évidemment aux consommateurs de vin, la portion de leurs revenus égale au surcroît de prix que leur coûte maintenant ce liquide. En effet, que je sois obligé de payer 100 thalers une quantité de vin que je payais 60, il est clair qu'il m'en manque 40 pour me procurer quelque autre objet. Il ne l'est pas moins, que celui à qui je les comptais, perd cette portion de ses rentrées.

Rien n'est donc plus sujet à déception qu'un jugement porté rapidement et à l'aventure sur des rapports qui sont le résultat d'une complication infinie de causes, dont quelques-unes produisent des effets frappans pour les yeux les moins exercés, tandis que les réactions produites par d'autres causes se déguisent sous mille formes. L'apparence les dissimule : mais en scrutant plus à fond les effets qui se dérobent à la seule inspection, et en les considérant en masse, on les trouve bien plus importants et plus efficaces que ceux qui s'offrent au premier coup-d'œil. C'est dans ce dernier cas d'erreur que se trouvent ceux qui sont si prompts à apprécier les résultats du système prohibitif, et si hardis à conseiller des représailles. C'est la précipitation de leurs aperçus qui les jette dans ces illusions présomptueuses, dont l'écrit de M. Gall et les autres du même genre offrent tant d'exemples.

De tous les écrits que nous avons cités, c'est celui de M. le baron de Voght où l'on trouve le plus de solidité jointe à des vues sages et exemptes de préventions. Les moyens que propose cet économiste, pour améliorer le sort du cultivateur, promettent beaucoup moins que le papier-monnaie, les mandats sur les grains, et la réduction des monnaies proposés par MM. Gall, de Soden et de Seutter pour préparer un sort brillant aux cultivateurs; mais ce qu'il promet n'en est que plus clair, plus certain, et plus facile à comprendre. Nous terminerons cette discussion par un court résumé des idées de M. de Voght.

Il a cherché les causes du bas prix des grains et du tort que cette dépréciation fait aux cultivateurs dans la surabondance des produits agricoles, et celles de cette surabondance dans la diminution subite et immense de la demande. La longue durée des prix élevés qui ont précédé la baisse, l'extension donnée à l'agriculture et son perfectionnement, résultats du haut prix des produits bruts, la division des terres, la suppression des communaux, six années consécutives d'abondance, l'augmentation des capitaux consacrés à la culture ont accru la production d'année en année : les immenses consommations de la guerre maintenant les prix à la hausse, entretenaient constamment les progrès de l'agriculture.

La cessation soudaine de ces consommations, l'épuisement des capitaux qu'on y employait ont tout-à-coup réduit infiniment la demande, tandis que le mouvement progressif de la production se prolongeait. La baisse du prix des grains et de la valeur des biens-fonds était la conséquence naturelle et inévitable de ce fait. L'auteur n'admet aucune des causes auxquelles on a coutume d'attribuer la dépréciation des grains, telles que la rareté de l'argent, rareté que rien ne prouve, la diminution en Europe des métaux précieux, et autres hypothèses que nous avons fait connaître et dont nous avons montré l'illusion. Les causes reconnues par M. de Voght suffisent parfaitement à l'explication du phénomène, et celles que d'autres ont indiquées semblent plutôt les résultats que l'origine des souffrances de l'agriculture. Car les mêmes causes ont aussi produit la dépréciation de beaucoup d'autres objets. Le même coup a frappé tous les articles dont l'augmentation avait pris un essor que l'on ne pouvait arrêter assez promptement, et dont la rapidité au contraire ne se ralentissait pas, tandis que tous les articles dont l'augmentation ne pouvait s'effectuer qu'avec lenteur, ont conservé leurs anciens prix, parce que la production se réduisait en raison de la diminution de la demande; signe certain que l'abondance ou la rareté de l'argent n'était pour rien dans ces variations.

Les résultats de toutes les recherches sur l'état de souffrance du cultivateur en Allemagne sont, qu'il n'y a rien à faire de la part du gouvernement s'il ne veut pas augmenter le mal.

On ne lui demande rien, sinon 1^o la liberté et la plus grande

facilité possible des relations commerciales, garanties par une sage police, ainsi que la sécurité parfaite des droits respectifs et du crédit; 2^o des impôts modérés et fixes qui ne détournent pas le cultivateur de la carrière des améliorations. L'espoir d'un meilleur sort ne peut se fonder pour lui que, 1^o sur les progrès de la population : un intervalle de 30 à 40 années donnera probablement 40 millions d'hommes de plus à nourrir en Europe, et une quantité considérable de nos produits agricoles seront consommés par la population des pays maritimes, qui croît toujours dans une proportion encore plus forte; 2^o sur la grande probabilité qu'il y a de voir bientôt l'Angleterre donner l'exemple d'une importation des grains moins restreinte, et plus tard, d'une importation entièrement libre, exemple qui ne sera pas sans influence sur les autres gouvernemens de l'Europe. Ces circonstances promettraient pour l'avenir la durée des prix modérés pour les grains. Or on sait que les vraies causes des souffrances actuelles sont moins les bas prix des blés, que le ressaut de ces prix d'un extrême à l'autre. Ce sont les mêmes causes, qui, en Angleterre, ont mis cinq fois en 30 ans, les fermiers, à deux doigts de leur ruine.

M. de Veght croit, comme M. Steimmig, que la prohibition de l'importation des grains en Angleterre est une des causes principales de la dépréciation des blés sur les marchés du continent. Car, quelque faible que soit la quantité des grains qu'on y achetait pour la Grande-Bretagne, comparativement à celle que l'on consomme sur les lieux même qui les produisent, cependant l'encombrement des marchés, par la surabondance des grains, excédant les besoins locaux, encombrement produit par la diminution de la demande extérieure, exerce une très-grande influence sur les prix. La baisse qui résulte de cette surcharge ne peut manquer d'être de beaucoup plus forte que ne l'indiquerait la proportion dans laquelle a lieu l'encombrement. Ainsi, quand le débit est tout-à-coup réduit d'un centième, le prix du grain tombe, non pas dans la même proportion, mais de 30 à 50 centièmes, et cette baisse peut durer vingt ans et plus, si l'on ne trouve d'autre débouché, et qu'il faille attendre que la population du pays producteur ait assez augmenté pour remplacer les acheteurs étrangers qui ont cessé de s'y pourvoir. Les difficultés se prolongent dans l'intervalle; elles ne peuvent dispa-

raître que très-lentement, et à l'époque d'une nouvelle génération, si l'étranger ne change pas sa police relative aux blés. L'écrit de M. de Voght prouve très-bien, par des documens statistiques et historiques, que sa police actuelle sur les blés ne lui est pas moins nuisible qu'elle ne l'est aux pays producteurs. On trouve encore dans l'ouvrage de Lowe, sur l'Angleterre, un plus grand nombre de faits à l'appui de l'opinion de notre compatriote.

Les renseignemens qu'il a présentés, sous forme de tableaux, montrent clairement comment à quatre époques différentes les mesures de l'Angleterre ont opéré sur les marchés de l'Allemagne un changement dans les prix des blés, dont la rapidité a frappé d'incertitude la valeur des biens-fonds et des fermages, a changé l'agriculture en un jeu de hasard, soumis à des chances qui échappent à tout calcul, et porté une rude atteinte au bien-être d'une foule d'hommes laborieux sur le continent. Il est également évident, d'après ces tableaux, que cette fausse politique de l'Angleterre ne lui a pas causé moins de dommage qu'au continent. Un remède efficace et durable à ce double mal ne peut se trouver que dans une forte conviction de l'erreur complète de ce système. Car toute mesure de représailles ne ferait qu'empirer le mal pour l'Allemagne; elle ferait à l'Angleterre des piqures de mouche, pour se venger de coups d'éléphant.

M. de Voght n'a pas fait voir avec moins d'évidence que l'effet du surhaussement antérieur du prix des grains est d'aggraver le mal actuel, et que ce mal eût été bien moindre si les prix ne se fussent pas antérieurement élevés si haut. En effet, 1^o c'est ce surhaussement des prix qui a fait exagérer la valeur des terres, d'où il est résulté que, comptant sur la durée de cette valeur exagérée, on a consacré tant de capitaux à l'acquisition des biens-fonds, qu'on les a surchargés de tant de dettes, qu'on a employé à des améliorations agricoles tant de fonds que l'on ne peut plus retirer de cet emploi, et qui sont par conséquent perdus. 2^o Ces prix exagérés ont induit les fermiers à exagérer le prix de leurs fermages, et les ont conduits à des banqueroutes, du moment où ils ne pouvaient plus les réaliser. 3^o C'est d'après ces mêmes prix que les gouvernemens ont estimé le revenu net des terres, et qu'ils les ont chargées d'impôts que la baisse des prix n'a plus permis de recouvrer. 4^o Ces prix exagérés ont produit par réaction la hausse des salaires et des

objets nécessaires aux cultivateurs, hausse qui augmente aujourd'hui leur détresse, puisque le prix du travail des autres denrées ne retombe pas tout de suite aussi bas que les grains. 5° Et enfin, l'augmentation de revenus des agriculteurs par suite des prix exagérés de leurs produits n'a pas manqué d'accroître leur luxe, et de leur donner des goûts dont la satisfaction leur a occasionné de plus grandes dépenses auxquelles il leur est devenu difficile de renoncer, et dont la prolongation ne fait qu'augmenter leur embarras. Si les suites malheureuses des prix exagérés sont incontestables, les bas prix produiront des effets salutaires qu'il n'est pas inutile de signaler. 1° La baisse des prix ramènera les terres à leur valeur réelle et durable. L'acquisition des biens-fonds ne sera plus, comme elle l'a été trop souvent, une spéculation pour la revente. On les achètera comme sources permanentes d'un revenu certain, et ils resteront long-temps dans les mains des acquéreurs. 2° Les fermiers ne seront plus aussi disposés à suroffrir pour les baux. 3° Les gouvernemens seront obligés de méditer de meilleurs systèmes d'impôts. 4° Le crédit des biens-fonds reposant désormais sur une valeur renfermée dans des limites certaines aura un fondement assuré. 5° Les bas prix rendront le cultivateur plus attentif : il réfléchira davantage sur les moyens d'obtenir le produit le plus élevé et le plus durable. 6° Le retour du salaire journalier à ses limites naturelles facilitera les améliorations de la culture. 7° On verra renaître l'économie et l'amour de l'ordre. L'agriculteur, au lieu de céder à des penchans dispendieux que favorisait l'accroissement extraordinaire de ses revenus, épargnera pour l'avenir. 8° Et enfin, il ne faut pas oublier que le bas prix des grains et d'autres produits bruts nous ouvrira des débouchés auxquels on n'aurait pas pu penser à l'époque des hauts prix. Qui eût pu croire en effet que l'Allemagne approvisionnerait de farine l'Amérique méridionale à meilleur marché que ne peut le faire l'Amérique du Nord ? On a exporté ces dernières années des quantités considérables de farine de froment et de biscuit au Brésil, à la Colombie, à Buenos-Ayres et aux îles. Le bas prix du beurre, de la bière, de la drèche, etc., a procuré à l'extérieur un débit important à ces denrées. Ainsi les vues indiquées par M. de Voght et par d'autres économistes habiles font naître, pour l'amélioration du sort

de l'agriculteur, des espérances que ne sauraient faire concevoir les projets équivoques, incertains, et même le plus souvent contraires au but, que beaucoup d'écrivains ont été trop prompts à suggérer aux gouvernemens.

Un meilleur système d'impôts est peut-être, avec la plus grande liberté du commerce, tout ce que les peuples ont à leur demander. Beaucoup de personnes pensent qu'un impôt foncier fixe et inaltérable est ce qu'il y a de plus désirable, et, si l'on regarde comme impraticable ou comme trop sujette à difficultés l'assiette d'un impôt de ce genre d'après le principe du revenu net, il n'y guère d'objections contre cette fixité de l'impôt. Cependant, comme il faut suppléer d'une autre manière à l'insuffisance du produit de l'impôt foncier, et que l'on ne peut asseoir ces impôts supplémentaires d'une manière juste et égale, si l'on ne procède pas d'après la connaissance exacte du revenu net de chaque contribuable, un impôt foncier qui ne sera pas établi sur ce principe sera toujours très-irrégulier. Si ces impôts varient de quotité avec toutes les sources de revenus variables de leur nature, sans excepter celles de l'agriculture, un impôt foncier fixe paraîtra très-imparfait, et l'on ne reconnaîtra pour juste que celui qui suivra la proportion du revenu net. L'appréciation de ce revenu a sans doute ses difficultés. On peut cependant, avec des efforts, y réussir mieux qu'on ne le croit à présent. Un impôt fondé sur une appréciation bien faite sera toujours plus conforme à la justice et à l'égalité proportionnelle que ceux qu'on a coutume d'établir sur des évaluations dépourvues de principes et de bases. Tout gouvernement qui voudra prendre le revenu net pour unique mesure de l'impôt, a à sa disposition les moyens qu'on a employés jusqu'à présent avec succès. On doit convenir que c'est précisément dans l'impôt sur les terres que l'appréciation de cette base est la plus facile, et l'on ne serait pas fondé à objecter l'impossibilité d'atteindre à cet égard à une précision mathématique. Car c'est ce que l'on ne peut jamais se promettre dans aucune opération politique. On aura fait de grands progrès dans l'art d'asseoir les impôts, si l'on tient fermement au principe du revenu net, et si l'on en améliore le système d'après ce principe, lorsqu'ils s'en écartent.

AUBERT DE VITRY.

TABLE

DES ARTICLES DE CE VOLUME.

	<i>Géographie et Statistique.</i>	Pages
Mém. sur les résultats moyens déduits d'un grand nombre d'observations; M. Fourier.....		1
<i>Collecção de Noticias</i> , etc. — Recueil de mém. pour l'hist. et la géographie des nations d'Outre-Mer.		9
Statistique de toutes les hautes Écoles de l'Europe; Hassel.		15
ÉDUCATION ET INSTRUCTION PRIMAIRE EN FRANCE ET AILLEURS. — I. Exposé de l'état et des besoins de l'instruction primaire en France. — II. Requête aux deux Chambres pour l'instruct. élément. — III. Éducation; Kératry. — IV. Coup-d'œil sur le système d'éducation publique en France; D. Johnston. — V. Pestalozzi et la Société pour la propagat. des connaissances utiles.		24
Tableaux présentant la progression des Revenus publics de la France, de 1816 à 1826.		33
Pétition à la Chambre des Députés sur l'agiotage de la Bourse, les Jeux, les Loteries, etc.		45
Transformation indust. et philanthr. de la Loterie.		50
Note sur un Projet de distribution générale d'eau dans l'intérieur de Paris; Genyeys.		53
<i>Statistical illustrations</i> , etc. — Documents statistiques sur l'étendue territoriale, la population, etc., dans la Grande-Bretagne.		58
ÉTAT DES PRISONS DANS LA GRANDE-BRETAGNE, etc. — I. Acte pour consolider, etc., les lois sur la construction, réparations et administration de certaines prisons, etc., en Angleterre, etc. — II. I ^{er} , II ^e et III ^e rapports du comité sur les lois relatives aux pénitenciers. — III. Rapport du comité sur l'état des prisons de la cité de Londres. — IV. I ^{er} , II ^e , III ^e , IV ^e et V ^e rapports du comité de la Société pour l'améliorat. de la discipline des prisons. — V. Roscoe: Sur la jurisprudence pénale. — VI. Observations additionn. sur le même sujet, <i>id.</i> — VII. Discours sur l'amélioration du régime des prisons; G. Holford. — VIII. Discours sur le bill concernant les lois relatives à la transportation des criminels, <i>id.</i> — IX. Discours tendant à modifier l'autorité des juges relativement aux travaux des détenus, <i>id.</i> — X. Pensées sur les prisons criminelles de l'Angleterre, <i>id.</i> — XI. Apologie succincte de la Pénitencerie générale de Millbank, <i>id.</i> — XII. Recherches sur l'influence, quant au crime et à la misère, du système actuel de discipline pour les prisons; T. F. Buxton. — XIII. Sur le travail des prisons; J. C. Hippeley. — XIV. Pensées sur le travail des prisons. — XV. Lois et réglemens de la Pénitencerie générale de Millbank. — XVI. Rapport sur la Pénitencerie de Millbank. — XVII. V ^e et VI ^e rapports du comité de la Société pour l'amélioration du régime des prisons.		

— XVIII. Bref exposé des causes qui ont amené les changemens du système disciplinaire des prisons aux États-Unis d'Amérique; William Roscoe.—XIX. Sur le travail des prisons; W. Salisbury.	
— XX. Observ. sur l'introduction des moulins à marcher dans les prisons, etc.; J. C. Hippeley.—XXI. Remarques sur la discipline des prisons; C. C. Western.—XXII. Sur l'état défectueux du régime des prisons; Th. Lebreton.—XXIII. Sur l'histoire de la réforme des prisons.—XXIV. Amélioration morale des prisonniers entreprise par des associations.....	68
Statistique des prisons de la Grande-Bretagne.—État des délinquans écorchés, etc., dans les 7 dernières années.....	82
<i>Report supply of Water in the Metropolis.</i> — Rapport sur la distribution des eaux à Londres.....	83
État des finances de la Comp. angl. des Indes-Orientales, avec un tableau joint.....	105
Évaluation de la vie moyenne et de la vie probable, d'après les registres mortuaires de la ville de Genève.....	106
Importations britanniques en Prusse; le baron Maltzahn.....	111
Effets publics de la Prusse. — Cours de ces effets à la bourse de Berlin, etc., depuis l'origine jusqu'à la fin de 1825.....	114
Quelq. réflexions sur le Commerce extérieur et intérieur de la Russie.	120
Règles à suivre pour le commerce de transit des bestiaux russes en Autriche et en Prusse.....	122
Coup-d'œil général sur la Navigation marchande russe, dans le midi de l'empire, pendant le dernier semestre de 1825.....	126
Du commerce sur la mer d'Azof.....	128
Sur le commerce de fer de la Russie avec le Brésil.....	134
DOCUMENTS SUR LE COMMERCE, LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET LA PROSPÉRITÉ DE LA VILLE D'ODESSA.—I. Compagnie d'assurance maritime fondée à Odessa. — II. Sur le commerce d'Odessa. — III. Aperçu des princip. productions du pays exportées d'Odessa, en 1826.—IV. Exportation du suif, de 1814 à 1826.—V. Exportations de blés pendant les premiers semestres de 1825, 26 et 27.—VI. Navires entrés à Odessa de 1822 à 1826. — VII. Notices sur les institutions scholastiques d'Odessa, en 1827. — VIII. Prospérité de la ville d'Odessa.....	137
<i>Memoria de la Junta de Calificacion</i> , etc. — Mémoire de la Junta de qualification sur les produits de l'industrie espagnole remis à l'exposition publique de 1827, présenté au roi par le ministre des finances, D. Louis Lopez de Ballesteros.....	150
Pont sur le Tésin, près Boffalora.....	167
I. Caisse d'épargnes pour la ville de Turin, etc.—II. <i>Id.</i> de Lombardie.—III. Nouveau coup-d'œil sur les caisses d'épargnes.....	170
<i>Prospetto statistico delle Provincie Venete</i> , etc. — Tableau statist. des provinces vénit.; Ant. Quadri.....	174
<i>Id.</i> de la population du royaume Lombardo-Vénitien et des villes capitales, Milan et Venise.....	188
<i>Itinerario delle due Sicilie.</i> — Itinéraire des Deux-Siciles; G. Quattromani.....	16.

Population de Naples au 1 ^{er} janvier 1828.....	193
Mouvement de la population dans le royaume de Naples, par provinces, en 1824.....	196
I. Tableau histor., géograph., ethnograph. et polit. du Caucase, etc.; Klaproth. — II. Descript. du Caucase, etc., trad. de l'arabe de <i>Massoudi</i> , <i>id.</i> — III. Notice abrégée sur les peuples du Caucase. — IV. Aperçu des diverses peuplades du Caucase, trad. du russe; Steffens. — V. Des peuplades du Caucase, etc., ou <i>Voyage d'Abou-el-Cassim</i> ; C. D'Ohsson. — VI. Coup-d'œil sur la province du Caucase; Schostak. — VII. Détails sur la ville de Stéavropol. — VIII. Sur la Géorgie. — IX. Commerce de la Géorgie.....	197
ASPECT GÉNÉRAL DE L'ORIENT. — I. Mœurs de l'Orient, etc. — II. Lettres sur l'Orient; M. Carne. — III. Lettres de Constantinople. — IV. Souvenirs du golfe persique. — V. Excursions sur les bords du Nil, etc. — VI. Des progrès de nos connaissances sur l'Orient.	215
Tableau de la Boukharie; Larenaudière. — II. Sur le Turkestan occidental, ou la petite Boukharie. — III. Descript. de Boukhara. — IV. Événemens survenus en Boukharie.....	231
I. L'Iran dans son état actuel; Heidenstamm. — II. Précis historiq. et statist. sur le royaume de Perse; Adr. Balbi.....	239
I. Esquisses sur la Perse. — II. Extrait de la traduction faite par le baron de Nerciat, d'un mémoire de M. de Hammer sur la Perse.	252
Mémoire pour servir à la description de la Perse; Monteith.....	255
De la constitution physique de l'Égypte, etc.; De Rozière.....	260
Moderne Égypte et Mameluks.....	269
I. <i>Kélédor</i> , Histoire africaine; le baron Roger. — II. Notice sur le gouvernement, les mœurs et les superstitions des Nègres du pays de Walo; <i>id.</i>	270
Tableau complet, ou Almanach national de la république d'Haiti, pour 1827.....	277
Tableau comparatif de la navig. franç. et étrang., etc., au Cap haïtien, en 1825, 26 et 27.....	300
Nouvelle de l'expédition de La Peyrouse. — Mœurs des Tacopiens.	301
<i>Économie publique.</i>	
Traité de Législation, etc.; Ch. Comte.....	309
LOIS SUR LES GRAINS: LEURS RÉSULTATS.	
I. État présent de l'Angleterre, etc.; Jos. Lowe. — II. L'Angleterre dans sa situation actuelle; Von Jacob. — III. Considérations sur le numéraire et le papier-monnaie; Bulow-Cummerow. — IV. Idées pour arrêter la baisse des produits agricoles, etc.; comte J. de Soden. — V. Sur la baisse des grains; de Seutter. — VI. Sur la richesse publique; K. P. Steimmig. — VII. Mal-entendus de la loi anglaise sur les grains; le même. — VIII. Moyens pour le cultivateur de tirer parti du bas prix des grains; baron de Voght. — IX. Seconde lettre à ****; le même. — X. Création d'un papier-monnaie hypothéqué sur les grains; L. Gall. — XI. Du défaut de numéraire et des moyens d'y remédier; Koschützky. — XII. Sur l'état de détresse de l'Allemagne, le bas prix des grains, etc., (<i>Hermès</i>).....	318

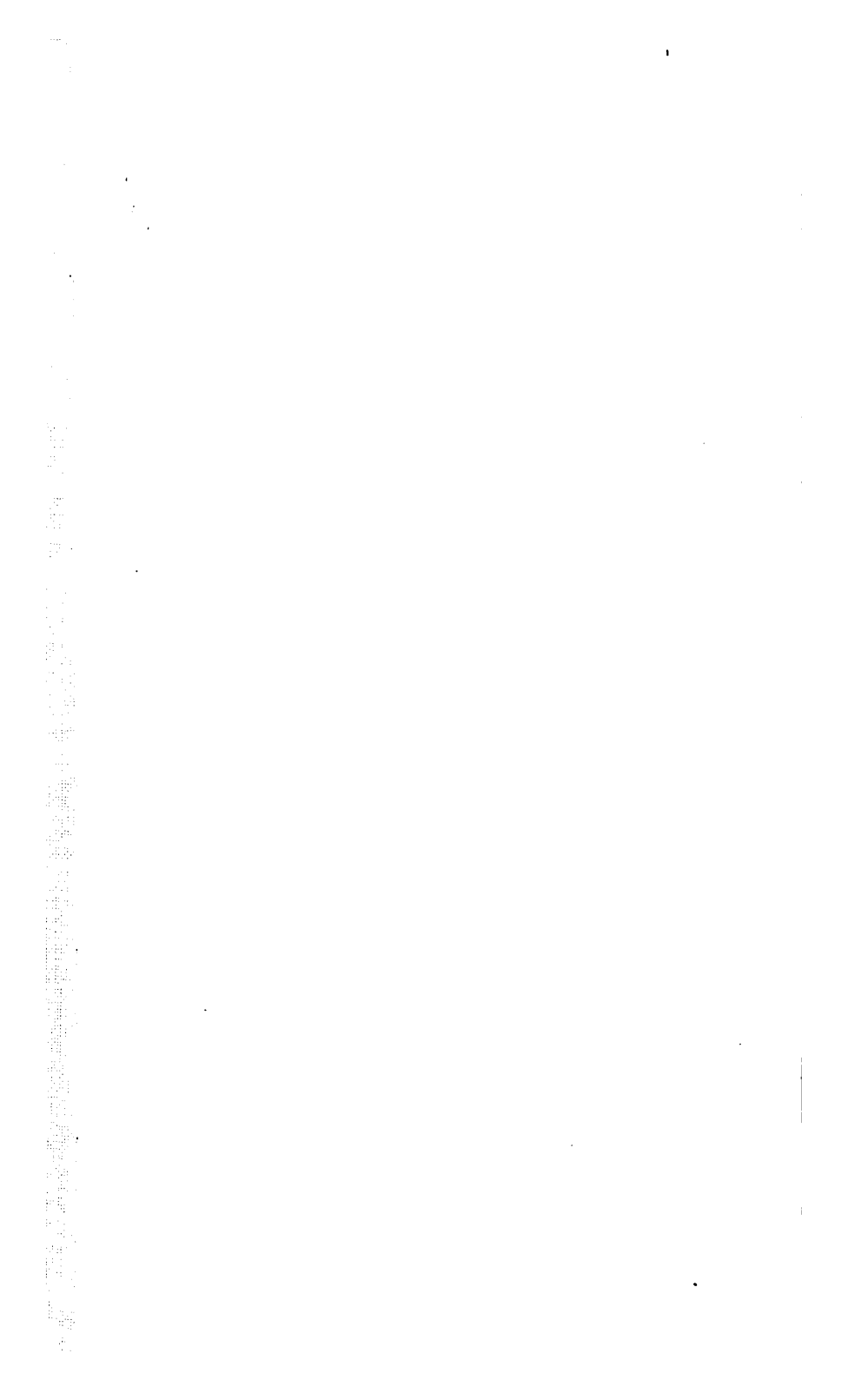
FIN DU QUATORZIÈME VOLUME.

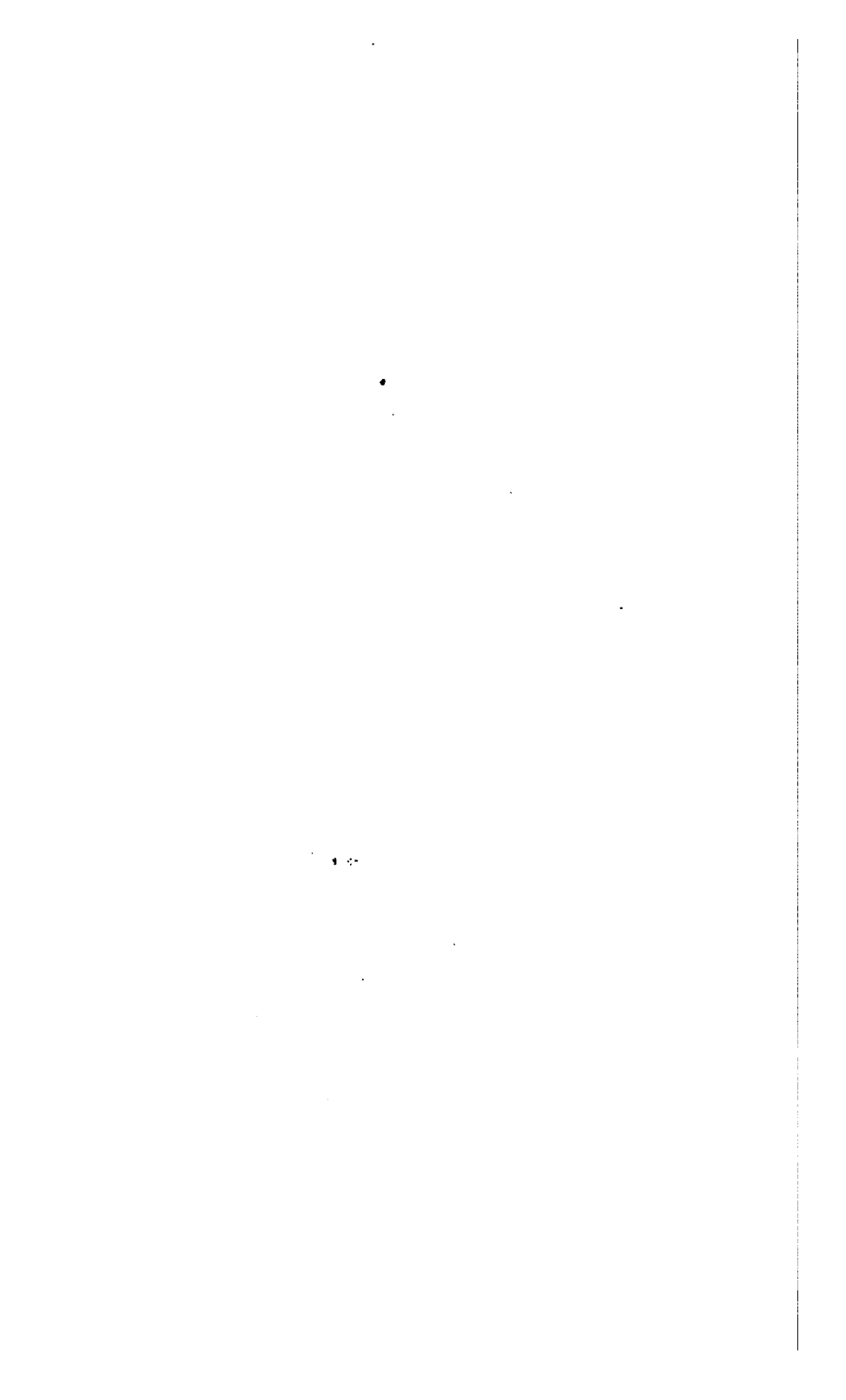
PARIS. — IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,

RUE JACOB, N^o 24.12
N^o

301







MAY 13 1930



